



Br. B

KE

72

C36

34-2

C63-C82

C-63

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-63

An Act to establish the Canadian Race Relations
Foundation

First reading, February 1, 1990

**THE MINISTER OF STATE
(MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)**

C-63

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-63

Loi constituant la Fondation canadienne des relations
raciales

Première lecture le 1 février 1990

**LE MINISTRE D'ÉTAT
(MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-63

PROJET DE LOI C-63

An Act to establish the Canadian Race Relations Foundation

Loi constituant la Fondation canadienne des relations raciales

Preamble

WHEREAS Canada, as a party to the *International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*, has resolved to adopt all necessary measures for speedily eliminating racial discrimination in all its forms and manifestations;

AND WHEREAS the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* provides that every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law;

AND WHEREAS the *Canadian Multiculturalism Act* provides that it is the policy of the Government of Canada to promote the full and equitable participation of individuals and communities of all origins in the continuing evolution and shaping of all aspects of Canadian society and to assist them in the elimination of any barrier to such participation;

AND WHEREAS, in concluding the Japanese Canadian Redress Agreement, the Government of Canada has condemned the excesses of the past, reaffirmed the principles of justice and equality for all in Canada and undertaken to establish a race relations foundation;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Préambule

Attendu :

que le Canada, en tant que signataire de la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires pour rapidement éliminer toutes les formes et manifestations de discrimination raciale;

que la *Charte canadienne des droits et libertés* dispose que la loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et que tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi;

que la *Loi sur le multiculturalisme canadien* dispose que la politique du gouvernement fédéral consiste à promouvoir la participation entière et équitable des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution de la nation et au façonnement de tous les secteurs de la société et à aider à éliminer tout obstacle à une telle participation;

que, dans l'entente qu'il a signée en vue d'accorder réparation aux Canadiens d'origine japonaise, le gouvernement du Canada condamne les abus commis dans le passé, réaffirme les principes d'égalité et de justice pour tous au Canada et s'engage à mettre sur pied une fondation en matière de relations raciales;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Canadian Race Relations Foundation".

RECOMMENDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant la Fondation canadienne des relations raciales».

CONSTITUTION DE LA FONDATION

1. La Fondation canadienne des relations raciales est constituée en vertu de la présente loi.

MISION DE LA FONDATION

2. La Fondation a pour mission de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada. Elle a notamment pour mission :

ESTABLISHMENT OF FOUNDATION

1. There is hereby established a corporation to be called the Canadian Race Relations Foundation.

MISSION OF FOUNDATION

2. The purpose of the Foundation is to facilitate throughout Canada the development, sharing and application of knowledge and expertise in order to contribute to the elimination of racism and all forms of racial discrimination in Canadian society by :

	SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
Short title	1. This Act may be cited as the <i>Canadian Race Relations Foundation Act</i> .		1. <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales.</i>	Titre abrégé
	INTERPRETATION		DÉFINITIONS	
Definitions	2. In this Act,		2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Board" «conseil»	"Board" means the Board of Directors of the Foundation;	5	«administrateur» Membre du conseil.	5 «administra- teur» "director"
"Chairperson" «président»	"Chairperson" means the Chairperson of the Board;		«conseil» Le conseil d'administration de la Fondation.	«conseil» "Board"
"director" «adminis- trateur»	"director" means a member of the Board;		«directeur général» Le directeur général de la Fondation, nommé conformément à l'article 9.	«directeur général» "Executive Director"
"Executive Director" «directeur général»	"Executive Director" means the Executive Director of the Foundation appointed pursuant to section 9;	10	«Fondation» La Fondation canadienne des relations raciales, constituée aux termes de l'article 3.	10 «Fondation» "Foundation"
"Foundation" «Fondation»	"Foundation" means the Canadian Race Relations Foundation established by section 3;		«ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la <i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i> .	«ministre» "Minister"
"Minister" «ministre»	"Minister" means the member of the Queen's Privy Council for Canada designated as the Minister for the purposes of the <i>Canadian Multiculturalism Act</i> .	15	«président» Le président du conseil.	«président» "Chairperson"
	ESTABLISHMENT OF FOUNDATION		CONSTITUTION DE LA FONDATION	
Foundation established	3. There is hereby established a corporation, to be called the Canadian Race Relations Foundation.	20	3. Est constituée la Fondation canadienne des relations raciales, dotée de la personnalité morale.	20 Constitution
	PURPOSE OF FOUNDATION		MISSION DE LA FONDATION	
Purpose	4. The purpose of the Foundation is to facilitate throughout Canada the development, sharing and application of knowledge and expertise in order to contribute to the elimination of racism and all forms of racial discrimination in Canadian society by	25	4. La Fondation a pour mission de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en oeuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada; elle réalise cette mission :	25 Mission
	(a) undertaking research and collecting data to further understanding of the nature of racism and racial discrimination and to assist business, labour, voluntary and other private organizations as well as public institutions, governments, researchers and the general public in eliminating racism and racial discrimination;	30	a) en effectuant des recherches et en recueillant des données permettant de mieux comprendre la nature du racisme et de la discrimination raciale, et ce pour aider les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles et autres organismes privés ainsi que les institutions publiques, les gouvernements, les chercheurs et le grand public à éliminer l'un comme l'autre;	30
	(b) acting as a clearing-house, providing information about race relations resources and establishing links with public, private and educational institutions and libraries;	35		35

à un accord de cessez-le-feu, l'information sur les ressources existant dans le domaine des relations raciales et de l'éducation des jeunes est des mesures positives prises pour le développement éducatif, notamment les bibliothèques.

3) en facilitant le contact et l'échange d'information concernant la politique et les programmes et les activités au niveau de relations raciales;

4) par la promotion d'une formation efficace dans le domaine et par l'aide à l'établissement de nouvelles professions;

5) en suscitant, inflex, le public dans l'importance de l'élimination de racisme et de la discrimination raciale;

6) en collaborant avec les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organisations bénévoles et autres organisations privées ainsi que les institutions publiques et tous les autres de gouvernement pour la mise sur pied et le soutien de divers programmes et activités;

7) en encourageant l'établissement d'une politique et de programmes efficaces pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale.

POUVOIRS ET CARACTÈRE DE LA FONDATION

5. (1) Pour l'exécution de sa mission, la Fondation a le respect, les droits et les pouvoirs d'un particulier et peut :

20 (a) faire passer et gérer divers programmes ou activités;

(b) acquiescer, par elle-même ou par un délégué, à une autre personne, notamment aux termes d'un acte ou de lettres mobilières, un acte d'achat, un contrat, un bail, un contrat de prêt ou un contrat de location, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

30 (c) acheter et vendre, à son gré, des biens, des actions, des obligations, des valeurs mobilières, des produits financiers ou autres instruments financiers, des produits dérivés et des instruments financiers, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

40 (d) emprunter, à son gré, des sommes d'argent, à son gré, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

50 (e) offrir, à son gré, des services de conseil et de conseil, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

(f) de son propre chef ou à la demande du ministre, déposer un affidavit ou autre document en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(g) s'associer, avec les échanges de information, les relations, les programmes et les recherches;

(h) promouvoir efficacement des relations, former et assister à la formation de professionnels, etc.

(i) en informant le public des activités de la Fondation, de l'élimination de racisme et de la discrimination raciale;

10 (j) collaborer avec les entreprises, les entreprises et autres organisations publiques et privées, les universités et toutes les autres de gouvernement, en maintenant et en soutenant des programmes et activités;

(k) appuyer le développement de programmes et de programmes pour la promotion de la justice et de la discrimination raciale;

(l) appuyer le développement de programmes et de programmes pour la promotion de la justice et de la discrimination raciale.

POUVOIRS ET CAPACITÉ DE LA FONDATION

5. (1) En vue de mener à bien sa mission, la Fondation a le respect et les pouvoirs d'un particulier et peut :

20 (a) faire passer et gérer divers programmes ou activités;

(b) acquiescer, par elle-même ou par un délégué, à une autre personne, notamment aux termes d'un acte ou de lettres mobilières, un acte d'achat, un contrat, un bail, un contrat de prêt ou un contrat de location, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

30 (c) acheter et vendre, à son gré, des biens, des actions, des obligations, des valeurs mobilières, des produits financiers ou autres instruments financiers, des produits dérivés et des instruments financiers, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

40 (d) emprunter, à son gré, des sommes d'argent, à son gré, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

50 (e) offrir, à son gré, des services de conseil et de conseil, et en conséquence, le faire en tant qu'acte de commerce, et faire en conséquence, les actes nécessaires pour la poursuite de ses activités;

(f) de son propre chef ou à la demande du ministre, déposer un affidavit ou autre document en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

(g) s'associer, avec les échanges de information, les relations, les programmes et les recherches;

(h) promouvoir efficacement des relations, former et assister à la formation de professionnels, etc.

1990

1990

- (c) facilitating consultation, and the exchange of information, relating to race relations policies, programs and research;
- (d) promoting effective race relations training and assisting in the development of professional standards; 5
- (e) increasing public awareness of the importance of eliminating racism and racial discrimination;
- (f) collaborating with business, labour, 10 voluntary and other private organizations, as well as public institutions and all levels of government, in instituting and supporting programs and activities; and
- (g) supporting the development of effective policies and programs for the elimination of racism and racial discrimination. 15
- b) en servant de centre d'information sur les ressources existant dans le domaine des relations raciales et en établissant des liens avec des institutions publiques, privées ou à caractère éducatif, notamment les bibliothèques; 5
- c) en facilitant la consultation et l'échange d'information concernant la politique, les programmes et la recherche en matière de relations raciales; 10
- d) par la promotion d'une formation efficace dans le domaine et par l'aide à l'élaboration de normes professionnelles;
- e) en sensibilisant mieux le public quant à l'importance de l'élimination du racisme et de la discrimination raciale; 15
- f) en collaborant avec les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles et autres organismes privés, ainsi que les institutions publiques 20 et tous les ordres de gouvernement, pour la mise sur pied et le soutien de divers programmes et activités;
- g) en encourageant l'élaboration d'une politique et de programmes efficaces pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale. 25

POWERS AND CAPACITY OF FOUNDATION

POUVOIRS ET CAPACITÉ DE LA FONDATION

Powers and capacity of Foundation

5. (1) In order to carry out its purpose, the Foundation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person and, without restricting the generality of the foregoing, the Foundation may
- (a) initiate, finance and administer programs and activities related to its purpose;
- (b) acquire any money, securities or other property by gift, bequest or otherwise and hold, expend, invest, administer or dispose of that property, subject to any terms on which it is given, bequeathed or otherwise made available to the Foundation; 30
- (c) expend any money provided by Parliament or any other sources for the activities of the Foundation, subject to any terms on which it is provided;
- (d) undertake, support, publish and disseminate research studies, reports and other documents on its own initiative or at the request of the Minister; 35
5. (1) Pour l'exécution de sa mission, la Fondation a la capacité, les droits et les pouvoirs d'une personne physique et peut notamment :
- a) lancer, financer et gérer divers programmes ou activités;
- b) acquérir, par don, legs ou autre mode de libéralités, des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les détenir, employer, investir, gérer ou aliéner, pourvu qu'elle respecte les conditions dont sont éventuellement assorties ces libéralités; 40
- c) employer les crédits affectés, notamment par le Parlement, à ses activités, pourvu qu'elle respecte les conditions dont est éventuellement assortie leur affectation; 45
- d) de son propre chef ou à la demande du ministre, appuyer ou effectuer des études,

Pouvoirs

(a) initiate, sponsor and support similar or other seminars and meetings;

(v) establish, acquire and professionalize links between the Foundation and universities, colleges and other organizations and persons interested in the Foundation's work; and

(g) undertake any other activities that are conducive to the fulfillment of its purposes and the exercise of its powers.

(2) The Foundation may carry on its activities throughout Canada.

(3) No act of the Foundation, including any transfer of property to or by the Foundation, is invalid by reason only that the act is contrary to this Act or the by-laws of the Foundation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(1) Les activités des activités de la Fondation est assurées par un conseil d'administration composé d'un plus grand administrateur, y compris le président, nommés par le gouvernement en conseil sur la recommandation de ministre et après consultation par celui-ci de son appréciation dans compte tenu du caractère multiculturel de la société canadienne — le gouvernement, établissements, organisations et particuliers.

(2) Les administrateurs doivent posséder en formation ou l'expérience propres à aider la Fondation à remplir sa mission.

(3) Le terme maximal de mandat d'un administrateur est de trois ans.

(4) Les administrateurs sortants peuvent remplir un nouveau mandat, sur fonctions identiques ou non.

(5) Tout administrateur peut démissionner de ses fonctions en avisant le conseil par écrit de son intention; la démission prend effet à la réception de l'avis ou à toute date ultérieure précisée dans celui-ci.

BOARD OF DIRECTORS

(1) The activities of the Foundation shall be managed by a Board of Directors consisting of a Chairman and not more than thirteen other directors to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, after the character of Canadian society, has consulted with such government institutions, organizations and individuals as the Minister considers appropriate.

(2) Persons appointed to the Board should have knowledge or experience that will assist the Foundation in fulfilling its purpose.

(3) Each director shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

(4) A director is eligible for reappointment to the Board in the same or another capacity.

(5) A director who wishes to resign shall notify the Board in writing to that effect, and the resignation becomes effective when the Board receives the notice or at the time specified in the notice, whichever is the later.

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

(e) initiate, sponsor and support conferences, seminars and meetings;

(f) establish scholarly and professional links between the Foundation and universities, colleges and other organizations and persons interested in the Foundation's work; and

(g) undertake any other activities that are conducive to the fulfillment of its purpose and the exercise of its powers.

et publier et diffuser des rapports ou autres documents;

e) parrainer ou prendre en charge la tenue de congrès, séminaires et autres réunions;

f) établir des relations fonctionnelles avec les universités ou collèges ainsi qu'avec les autres organismes ou les personnes qui s'intéressent à ses travaux;

g) prendre toute autre mesure utile à l'exécution de sa mission et à l'exercice de ses attributions.

Capacity in Canada

(2) The Foundation may carry on its activities throughout Canada.

(2) La Fondation peut exercer son activité dans l'ensemble du pays.

Compétence territoriale

Rights preserved

(3) No act of the Foundation, including any transfer of property to or by the Foundation, is invalid by reason only that the act is contrary to this Act or the by-laws of the Foundation.

(3) Les actes de la Fondation, y compris les cessions de biens effectués par elle ou en sa faveur, ne sont pas nuls du seul fait qu'ils sont contraires à ses règlements administratifs ou à la présente loi.

Protection des tiers

BOARD OF DIRECTORS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Board of Directors

6. (1) The activities of the Foundation shall be managed by a Board of Directors consisting of a Chairperson and not more than nineteen other directors to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, after the Minister, taking into account the multicultural character of Canadian society, has consulted with such governments, institutions, organizations and individuals as the Minister considers appropriate.

6. (1) La conduite des activités de la Fondation est assurée par un conseil d'administration composé d'au plus vingt administrateurs, y compris le président, nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre et après consultation par celui-ci — à son appréciation mais compte tenu du caractère multiculturel de la société canadienne — de gouvernements, établissements, organisations et particuliers.

Conseil d'administration

Criterion for appointment

(2) Persons appointed to the Board should have knowledge or experience that will assist the Foundation in fulfilling its purpose.

(2) Les administrateurs doivent posséder la formation ou l'expérience propres à aider la Fondation à remplir sa mission.

Compétences des administrateurs

Term

7. (1) Each director shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

7. (1) La durée maximale du mandat d'un administrateur est de trois ans.

Durée du mandat

Reappointment

(2) A director is eligible for reappointment to the Board in the same or another capacity.

(2) Les administrateurs sortants peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.

Renouvellement du mandat

Resignation

(3) A director who wishes to resign shall notify the Board in writing to that effect, and the resignation becomes effective when the Board receives the notice or at the time specified in the notice, whichever is the later.

(3) Tout administrateur peut démissionner de ses fonctions en avisant le conseil par écrit de son intention, la démission prenant effet sur réception de l'avis ou à toute date ultérieure précisée dans celui-ci.

Démission

Executive Director

8. (1) The Chairperson shall preside at meetings of the Board and shall perform such other duties as are assigned by the Board.

Chairperson

(2) The Board shall also elect one or more other than the Chairperson, to be Vice-Chairperson of the Board.

Vice-Chairperson

(3) If the Chairperson is absent or unable to act in the office of Chairperson or if the Vice-Chairperson may act as Chairperson.

EXECUTIVE DIRECTOR

9. (1) There shall be an Executive Director of the Foundation who shall be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, for a term not exceeding five years.

Executive Director

(2) The Minister shall consult the Board before making any recommendation with respect to the appointment of the Executive Director, other than the first Executive Director.

Minister

(3) The Executive Director is the chief executive officer of the Foundation and has supervision over and direction of the work and staff of the Foundation and may employ such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Foundation.

Executive Director

(4) If the Executive Director is absent or unable to act or if the office of Executive Director is vacant, the Board may authorize a director or an officer or employee of the Foundation to act as Executive Director, but no person may so act for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.

Board

(5) The Executive Director is eligible for reappointment.

Reappointment

(6) The Executive Director is ex officio a member of the Board, but has no vote.

Member of the Board

MEMBERSHIP AND ELECTIONS

10. (1) The Chairperson and other directors shall be paid such fees for their attendance at meetings of the Foundation and for

Chairperson and other directors

DIRECTOR GENERAL

9. (1) En cas de vacance de poste de directeur général, le conseil en conseil sur la recommandation du ministre.

(2) Après la première nomination en recommandation du ministre en conseil, le conseil en conseil.

(3) Le directeur général est le premier dirigeant de la Fondation et a la supervision sur et la direction de la Fondation et du personnel de la Fondation et peut employer le personnel et les agents nécessaires pour la bonne conduite des travaux de la Fondation.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général ou de vacance de son poste, le conseil peut autoriser un administrateur ou un officier ou un employé de la Fondation à exercer l'intérim pour une période de plus de soixante jours sans l'approbation du conseil.

(5) Le mandat du directeur général est renouvelable.

(6) Le directeur général est membre d'office du conseil, mais n'a pas de voix.

MEMBERSHIP AND ELECTIONS

10. (1) Les administrateurs, autres que le directeur général, auront droit à des honoraires pour leur participation aux réunions de la Fondation et pour l'exécution des fonctions

Administrators

Chairperson

Vice-Chairperson

Executive Director

Minister

Executive Director

Board

Reappointment

Member of the Board

Chairperson and other directors

Functions of Chairperson	8. (1) The Chairperson shall preside at meetings of the Board and shall perform such other duties as are assigned by the Board.	8. (1) Le président dirige les réunions du conseil et exerce les autres fonctions que celui-ci lui attribue.	Attributions du président
Election of Vice-Chairperson	(2) The Board shall elect one of the directors, other than the Chairperson, to be Vice-Chairperson of the Board.	5 (2) Le conseil choisit le vice-président parmi les administrateurs.	Vice-président 5
Absence or incapacity of Chairperson	(3) If the Chairperson is absent or unable to act or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson may act as Chairperson.	10 (3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence peut être assumée par le vice-président.	Intérim du président

EXECUTIVE DIRECTOR

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Executive Director	9. (1) There shall be an Executive Director of the Foundation, who shall be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, for a term not exceeding five years.	10 9. (1) Est créé le poste de directeur général dont le titulaire est nommé, pour un mandat maximal de cinq ans, par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.	Nomination et mandat
Consultation	(2) The Minister shall consult the Board before making any recommendation with respect to the appointment of the Executive Director, other than the first Executive Director.	15 (2) Après la première nomination, la recommandation du ministre est subordonnée à la consultation préalable du conseil.	Consultation
Chief executive officer	(3) The Executive Director is the chief executive officer of the Foundation and has supervision over and direction of the work and staff of the Foundation and may engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Foundation.	25 (3) Le directeur général est le premier dirigeant de la Fondation et, à ce titre, en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel. Il peut employer le personnel et les mandataires qu'il estime nécessaires à l'exécution des travaux de la Fondation.	Attributions
Absence or incapacity of Executive Director	(4) If the Executive Director is absent or unable to act or if the office of Executive Director is vacant, the Board may authorize a director or an officer or employee of the Foundation to act as Executive Director, but no person may so act for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.	30 (4) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général ou de vacance de son poste, le conseil peut autoriser un administrateur, un dirigeant ou un autre membre du personnel de la Fondation à assurer l'intérim pour soixante jours au plus, sauf prorogation approuvée par le gouverneur en conseil.	Intérim 30

Reappointment	(5) The Executive Director is eligible for reappointment.	(5) Le mandat du directeur général est renouvelable.	Renouvellement du mandat
Ex officio member	(6) The Executive Director is <i>ex officio</i> a member of the Board, but has no vote.	40 (6) Le directeur général est membre d'office du conseil, avec voix consultative.	Administrateur d'office

REMUNERATION AND EXPENSES

RÉMUNÉRATION ET INDEMNITÉS

Fees of directors	10. (1) The Chairperson and other directors shall be paid such fees for their attendance at meetings of the Foundation and for	35 10. (1) Les administrateurs ont droit, pour leur participation aux réunions de la Fondation et pour l'exécution des fonctions	Rémunération des administrateurs
-------------------	--	--	----------------------------------

que leur compte la performance à la venue
l'année qui précède le gouvernement en exercice.

the performance of other duties undertaken
Act as the Director in Council may be done.

(7) Les nominations sont indiquées
dans le règlement par le gouverneur en
conseil, des faits de déplacement et de séjour
effectués dans l'exercice de leurs fonctions.

(2) The Chairman and other Directors
are entitled to be paid such travel and living
expenses incurred by them in the performance
of their duties under this Act as the Governor
in Council may fix.

10. Le traitement du directeur général
et tout autre salaire rémunération à lui
verser sont fixés par le gouvernement en conseil.

11. The salary and any other remuneration
to be paid to the Executive Director
shall be fixed by the Governor in Council.

COMITÉ

COMMITTEES

12. Le conseil peut, en collaboration avec les
membres administratifs, constituer un
comité directeur composé d'administrateurs
dont que des comités consultatifs ou autres
comités exclusivement de non administrateurs
travaillent au de personnes choisies en dehors
de son personnel.

12. Under such terms and conditions as
may be fixed by by-law of the Board, the Board
may appoint an Executive Committee from
among the directors and may appoint advisory
and other committees consisting wholly or partly
of directors and persons who are not
directors.

SIÈGES ET RÉUNIONS

PRINCIPAL OFFICE AND MEETINGS

13. Le siège de la Fondation est fixé dans
l'arrondissement de Toronto, dans la province
d'Ontario.

13. The principal office of the Foundation
shall be located in unincorporated Toronto,
Ontario.

14. La Fondation prend les mesures utiles
pour assurer, par ses propres moyens ou en
collaboration avec les universités ou autres
institutions, ses services nécessaires partout
au Canada.

14. The Foundation shall take reasonable
measures to provide access to its services
throughout Canada, alone or in collaboration
with universities and other institutions.

15. (1) Le conseil tient ses assemblées au moins
une fois par an. (2) Le conseil peut, en vertu
de son pouvoir, constituer un comité
administratif.

15. (1) The Board shall meet at least
once in each year. (2) The Board may, by
by-law, determine the time and place of its
meetings, but it shall meet at least twice in
each year.

(3) Le conseil peut, en vertu de son pouvoir,
constituer un comité consultatif ou autres
comités exclusivement de non administrateurs.

(3) The Board may, by-law, appoint a
committee from among the directors and may
appoint advisory and other committees consisting
wholly or partly of directors and persons who
are not directors.

MEMBRES ADMINISTRATIFS

BY-LAWS

16. Le conseil peut, par règlement, établir
des règles régissant
les fonctions de personnel et des autres
membres de la Fondation.

16. The Board may make by-law respecting
(a) the duties of the Executive Director and
agents of the Foundation.

the performance of other duties under this Act as the Governor in Council may fix.

Expenses of directors

(2) The Chairperson and other directors are entitled to be paid such travel and living expenses incurred by them in the performance of duties under this Act as the Governor in Council may fix.

Salary of Executive Director

11. The salary and any other remuneration to be paid to the Executive Director shall be fixed by the Governor in Council.

que leur confère la présente loi, à la rémunération que fixe le gouverneur en conseil.

(2) Les administrateurs sont indemnisés, selon le barème fixé par le gouverneur en conseil, des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice de leurs fonctions.

Indemnités

11. Le traitement du directeur général ainsi que toute autre rémunération à lui verser sont fixés par le gouverneur en conseil.

Traitement du directeur général

COMMITTEES

Committees

12. Under such terms and conditions as are fixed by by-law of the Board, the Board may appoint an Executive Committee from among the directors and may appoint advisory and other committees consisting, wholly or partly, of directors and persons who are not directors.

COMITÉS

12. Le conseil peut, en conformité avec ses règlements administratifs, constituer un comité directeur composé d'administrateurs, ainsi que des comités consultatifs ou autres composés exclusivement ou non d'administrateurs ou de personnes choisies en dehors de ses membres.

PRINCIPAL OFFICE AND MEETINGS

Principal office

13. The principal office of the Foundation shall be located in metropolitan Toronto, Ontario.

SIÈGE ET RÉUNIONS

13. Le siège de la Fondation est fixé dans l'agglomération de Toronto, dans la province d'Ontario.

Siège

Access to services

14. The Foundation shall take reasonable measures to provide access to its services throughout Canada, alone or in collaboration with universities and other institutions.

14. La Fondation prend les mesures utiles pour rendre, par ses propres moyens ou en collaboration avec les universités ou d'autres institutions, ses services accessibles partout au Canada.

Accès aux services

Meetings of the Board

15. (1) The Board shall meet at such times and places as the Chairperson may determine, but it shall meet at least twice in each year.

15. (1) Le conseil tient, aux date, heure et lieu fixés par le président, un minimum de deux réunions par an.

Réunions

Quorum

(2) Eleven directors constitute a quorum at a meeting of the Board.

(2) Le quorum est constitué par onze administrateurs.

Quorum

Deputy Minister

(3) The Deputy to the Minister, or a person designated by the Deputy, is entitled to receive notice of all meetings of the Board and of any committees thereof and to attend and take part in, but not to vote at, those meetings.

(3) Le sous-ministre, ou son délégué, est avisé de la tenue des réunions du conseil et de ses comités, auxquelles il peut participer avec voix consultative.

Sous-ministre

BY-LAWS

By-laws

16. The Board may make by-laws respecting
(a) the duties of the officers, employees and agents of the Foundation;

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

16. Le conseil peut, par règlement administratif, prévoir :
a) les fonctions du personnel et des mandataires de la Fondation;

Règlements administratifs

the Commission of
 which is to be the Commission of

(a) to be the Commission of
 (b) to be the Commission of
 (c) to be the Commission of
 (d) to be the Commission of
 (e) to be the Commission of

(f) to be the Commission of
 (g) to be the Commission of
 (h) to be the Commission of
 (i) to be the Commission of
 (j) to be the Commission of

(k) to be the Commission of
 (l) to be the Commission of

(m) to be the Commission of
 (n) to be the Commission of
 (o) to be the Commission of
 (p) to be the Commission of
 (q) to be the Commission of
 (r) to be the Commission of
 (s) to be the Commission of
 (t) to be the Commission of
 (u) to be the Commission of
 (v) to be the Commission of
 (w) to be the Commission of
 (x) to be the Commission of
 (y) to be the Commission of
 (z) to be the Commission of

which is to be the Commission of
 which is to be the Commission of
 which is to be the Commission of
 which is to be the Commission of
 which is to be the Commission of

(a) to be the Commission of
 (b) to be the Commission of
 (c) to be the Commission of
 (d) to be the Commission of
 (e) to be the Commission of

(f) to be the Commission of
 (g) to be the Commission of
 (h) to be the Commission of
 (i) to be the Commission of
 (j) to be the Commission of

(k) to be the Commission of
 (l) to be the Commission of

(m) to be the Commission of
 (n) to be the Commission of
 (o) to be the Commission of
 (p) to be the Commission of
 (q) to be the Commission of
 (r) to be the Commission of
 (s) to be the Commission of
 (t) to be the Commission of
 (u) to be the Commission of
 (v) to be the Commission of
 (w) to be the Commission of
 (x) to be the Commission of
 (y) to be the Commission of
 (z) to be the Commission of

5
 10
 15
 20
 25
 30
 35
 40
 45
 50
 55
 60
 65
 70
 75
 80
 85
 90
 95
 100
 105
 110
 115
 120
 125
 130
 135
 140
 145
 150
 155
 160
 165
 170
 175
 180
 185
 190
 195
 200

210
 215
 220
 225
 230
 235
 240
 245
 250
 255
 260
 265
 270
 275
 280
 285
 290
 295
 300
 305
 310
 315
 320
 325
 330
 335
 340
 345
 350
 355
 360
 365
 370
 375
 380
 385
 390
 395
 400
 405
 410
 415
 420
 425
 430
 435
 440
 445
 450
 455
 460
 465
 470
 475
 480
 485
 490
 495
 500

(b) the remuneration and conditions of employment of the officers, employees and agents of the Foundation, other than the Executive Director;

(c) the constitution of any committees appointed pursuant to section 12, the role and duties of the committees and the expenses, if any, to be paid to the members of those committees who are not directors;

(d) the procedure at meetings of the Board and its committees;

(e) the administration, management and control of the property of the Foundation; and

(f) the conduct and management of the work of the Foundation.

b) sauf dans le cas du directeur général, leur rémunération et leurs conditions d'emploi;

c) la constitution des comités visés à l'article 12, leurs attributions et les indemnités payables, le cas échéant, à ceux de leurs membres qui ne sont pas administrateurs;

d) la procédure à suivre pour ses réunions et celles des comités;

e) la gestion et la disposition des biens de la Fondation;

f) l'exercice des activités de la Fondation.

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Not an agent

17. (1) The Foundation is not an agent of Her Majesty.

17. (1) La Fondation n'est pas mandataire de Sa Majesté.

Statut

Not part of public service of Canada

(2) The Chairperson, directors, Executive Director, officers, employees and agents of the Foundation are not part of the public service of Canada.

(2) Ni le président et les autres administrateurs, ni le directeur général, ni le personnel et les mandataires de la Fondation ne font partie de l'administration publique fédérale.

Exclusion

Part not applicable

(3) Part X of the *Financial Administration Act* does not apply to the Foundation.

(3) La partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à la Fondation.

Loi sur la gestion des finances publiques

Duty of care

18. (1) When exercising powers and performing duties under this Act, every director and every officer of the Foundation shall

18. (1) Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs et les dirigeants agissent :

Obligations générales

(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation;

a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Fondation;

(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances; and

b) avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne prudente et avisée;

(c) comply with this Act and the by-laws of the Foundation.

c) conformément à la présente loi et aux règlements administratifs de la Fondation.

Reliance on statements

(2) A director or officer is not liable for a breach of duty under subsection (1) if the director or officer relies in good faith on

(2) Il n'y a toutefois pas manquement aux obligations imposées par le paragraphe (1) quand l'administrateur ou le dirigeant s'appuie de bonne foi sur :

Limite de responsabilité

(a) financial statements of the Foundation represented to the director or officer by an officer of the Foundation or in a written report of the auditor of the Foundation fairly to reflect the financial condition of the Foundation; or

a) soit des états financiers qui, d'après les déclarations d'un dirigeant ou le rapport écrit du vérificateur de la Fondation, présentent sincèrement la situation de celle-ci;

(b) a report of a lawyer, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.

b) soit les rapports de personnes dont la profession ou la situation permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, les comptables, les ingénieurs ou les experts-évaluateurs.

5

Disclosure of interest in contract

19. (1) A director or officer who (a) is a party to a material contract or proposed material contract with the Foundation, or

5 19. (1) Doit déclarer par écrit à la Fondation ses intérêts, en en précisant la nature et l'étendue, l'administrateur ou le dirigeant qui, selon le cas :

Déclaration des intérêts

(b) is a director or officer of, or has a material interest in, any person who is a party to a material contract or proposed material contract with the Foundation,

a) est partie à un contrat important ou à 10 un projet de contrat important avec la Fondation;

shall disclose in writing to the Foundation the nature and extent of the interest of the director or officer.

b) est également administrateur ou dirigeant chez une personne partie à un tel contrat ou projet ou détient un intérêt 15 important dans celle-ci.

15

Disclosure by-laws

(2) The Board shall make by-laws respecting

(2) Le conseil prévoit, par règlement administratif :

Règlements administratifs

(a) the time when and the form and manner in which the disclosure required by subsection (1) shall be made; and

a) les modalités de temps et de forme de la déclaration des intérêts; 20

(b) the limitation on the participation of a director or officer who has made a disclosure as required by subsection (1) in any proceedings respecting the contract that is the subject of the disclosure.

b) les restrictions à apporter à la participation de l'intéressé aux procédures relatives au contrat en cause.

20

25

Power to indemnify

20. (1) The Foundation may indemnify a present or former director or officer of the Foundation or any other person who acts or acted at its request as a director or officer of another corporation of which the Foundation is or was a shareholder or creditor, and the person's heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including any amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the person in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which the person is a party by reason of being or having been such a director or officer, if

20. (1) La Fondation peut indemniser ceux de ses administrateurs ou dirigeants ou leurs prédécesseurs, ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour une autre personne morale dont elle est ou était actionnaire ou créancière, ainsi que leurs héritiers et mandataires, de tous les frais et dépens — y compris les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement — entraînés pour eux lors de procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si à la fois :

Pouvoir d'indemnisation

(a) the person acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation or other corporation; and

a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Fondation ou de l'autre personne morale;

(b) in the case of any criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, the person had reasonable grounds for believing that the person's conduct was lawful.

b) dans le cas de procédures pénales ou administratives donnant lieu à une peine pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire à la régularité de leur conduite.

40

45

<p>1000</p>	<p>(2) The Foundation may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer and the director or officer's heirs and legal representatives against any liability, cost, charge and expense incurred by the director or officer as described in subsection (1).</p>	<p>(3) The Foundation may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer and the director or officer's heirs and legal representatives against any liability, cost, charge and expense incurred by the director or officer as described in subsection (1).</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>20. The Foundation shall be deemed for the purposes of the Income Tax Act to be a registered charity within the meaning of that Act.</p>	<p>20. The Foundation shall be deemed for the purposes of the Income Tax Act to be a registered charity within the meaning of that Act.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>21. (1) There shall be paid to the Foundation out of the Consolidated Revenue Fund the sum of twenty-four million dollars, which for the million dollars shall be paid on behalf of the Japanese Canadian community in recognition of members of that community who selflessly sacrificed during and after World War II.</p>	<p>21. (1) There shall be paid to the Foundation out of the Consolidated Revenue Fund the sum of twenty-four million dollars, which for the million dollars shall be paid on behalf of the Japanese Canadian community in recognition of members of that community who selflessly sacrificed during and after World War II.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(2) The sum of twenty-four million dollars referred to in subsection (1) constitutes the capital of an Endowment Fund to be used only for investment and the earnings of such investment may be expended for the purpose of the Foundation.</p>	<p>(2) The sum of twenty-four million dollars referred to in subsection (1) constitutes the capital of an Endowment Fund to be used only for investment and the earnings of such investment may be expended for the purpose of the Foundation.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>22. (1) There is hereby established an Investment Committee consisting of the Governor, a director to be designated by the Board and three other persons to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, as provided in this section.</p>	<p>22. (1) There is hereby established an Investment Committee consisting of the Governor, a director to be designated by the Board and three other persons to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, as provided in this section.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(2) Each member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council shall be appointed to hold office for such term not exceeding three years as will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the term of office of not more than one of those members.</p>	<p>(2) Each member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council shall be appointed to hold office for such term not exceeding three years as will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the term of office of not more than one of those members.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(3) No person who is a director or who does not have financial or investment consulting experience shall be appointed by the Governor in Council as a member of the Investment Committee.</p>	<p>(3) No person who is a director or who does not have financial or investment consulting experience shall be appointed by the Governor in Council as a member of the Investment Committee.</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(4) A member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council</p>	<p>(4) A member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(5) The members of the committee shall</p>	<p>(5) The members of the committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(6) The committee shall</p>	<p>(6) The committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(7) The committee shall</p>	<p>(7) The committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(8) The committee shall</p>	<p>(8) The committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(9) The committee shall</p>	<p>(9) The committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(10) The committee shall</p>	<p>(10) The committee shall</p>	<p>1000</p>
<p>1000</p>	<p>(11) The committee shall</p>	<p>(11) The committee shall</p>	<p>1000</p>

Insurance	(2) The Foundation may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer, and the director's or officer's heirs and legal representatives, against any liability, cost, charge and expense incurred by the director or officer as described in subsection (1).	(2) La Fondation peut souscrire au profit des administrateurs et dirigeants visés au paragraphe (1), ainsi que de leurs héritiers et mandataires, une assurance couvrant la responsabilité, les frais et les dépens qu'ils assument.	Assurance
-----------	---	--	-----------

FINANCIAL PROVISIONS

FINANCEMENT

Registered charity	21. The Foundation shall be deemed, for the purposes of the <i>Income Tax Act</i> , to be a registered charity within the meaning of that Act.	21. La Fondation est, pour l'application de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , réputée organisme de charité enregistré au sens de cette loi.	Assimilation à un organisme de charité
--------------------	--	--	--

Payment to Foundation	22. (1) There shall be paid to the Foundation out of the Consolidated Revenue Fund the sum of twenty-four million dollars, of which twelve million dollars shall be paid on behalf of the Japanese Canadian community in commemoration of members of that community who suffered injustices during and after World War II.	22. (1) Est versée à la Fondation, sur le Trésor, la somme de vingt-quatre millions de dollars, dont la moitié au nom de la communauté canadienne d'origine japonaise en commémoration de ses membres qui ont subi des injustices pendant et après la Seconde Guerre mondiale.	Versement initial
-----------------------	--	--	-------------------

Endowment Fund	(2) The sum of twenty-four million dollars referred to in subsection (1) constitutes the capital of an Endowment Fund to be used only for investment and the earning of income, which income may be expended for the purpose of the Foundation.	(2) Cette somme constitue le capital d'un fonds de dotation uniquement destiné à des placements dont les revenus sont affectés à la mission de la Fondation.	Fonds de dotation
----------------	---	--	-------------------

Investment Committee	23. (1) There is hereby established an Investment Committee consisting of the Chairperson, a director to be designated by the Board and three other persons to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, as provided in this section.	23. (1) Est constitué un comité des placements composé du président, d'un administrateur désigné par le conseil et de trois autres personnes nommées par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre.	Comité des placements
----------------------	---	---	-----------------------

Term of Governor in Council appointees	(2) Each member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council shall be appointed to hold office for such term, not exceeding three years, as will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the term of office of not more than one of those members.	(2) Les personnes nommées le sont pour des mandats d'au plus trois ans, ces mandats étant, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année ne touche que l'une d'entre elles.	Mandat des personnes nommées
--	--	---	------------------------------

Qualifications for appointment	(3) No person who is a director or who does not have financial or investment consulting experience shall be appointed by the Governor in Council as a member of the Investment Committee.	(3) Les personnes nommées doivent avoir de l'expérience dans le domaine de la consultation financière ou des placements mais ne peuvent déjà être administrateurs.	Critères de nomination
--------------------------------	---	--	------------------------

Termination of membership	(4) A member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council	(4) Le mandat d'une personne nommée prend fin si elle devient administrateur.	Fin du mandat
---------------------------	---	---	---------------

ceases to hold that office if the member is appointed as a director.

(7) The Investment Committee shall aid and advise the Board in making, managing and disposing of investments under this Act.

(8) The members of the Investment Committee who are not directors may be paid for their services such remuneration and expenses as the Governor in Council may fix.

24. If the Foundation is dissolved,

(a) the capital of the Endowment Fund and any unvested interest thereon, and
(b) any of the Foundation's other property that remains after the payment of the Foundation's debts and liabilities or after making adequate provision for their payment,

shall be transferred to the Government of Canada and any other government on a pro-rata basis having regard to their total contributions to the Foundation.

25. (1) The financial year of the Foundation is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the following year.

(2) The accounts and financial statements of the Foundation shall be audited annually by an independent auditor appointed by the Board and a report of the audit shall be made to the Board.

REPORTS

26. (1) Within four months after the end of each financial year of the Foundation, the Chairperson shall submit to the Minister a report of the activities of the Foundation during that year, including the financial statements of the Foundation and the auditor's report thereon.

(2) The Foundation shall make copies of the report referred to in subsection (1) available for public viewing at the principal office of the Foundation.

(3) The Minister shall cause a copy of the report referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is in session or, if that House is not in session,

(7) Le comité des placements aidera et conseillera le conseil en ce qui concerne les placements et la disposition des placements en vertu de la Loi.

(8) Les membres du Comité des placements qui ne sont pas administrateurs peuvent être payés pour leurs services une rémunération et des dépenses que le gouverneur en conseil fixe.

24. En cas de dissolution de la Fondation, sont transférés aux gouvernements fédéral et provinciaux au prorata du total de leurs contributions :

(a) le capital restant du fonds de dotation et les intérêts correspondants non payés et
(b) ceux de ses biens qui subsistent après le règlement de ses dettes et autres obligations, ou après constitution de réserves satisfaisantes en vue de ce règlement.

25. (1) L'exercice de la Fondation commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

(2) Un vérificateur indépendant nommé par le conseil examine chaque année les comptes et opérations financières de la Fondation et en fait rapport au conseil.

RAPPORT

26. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le président présente au ministre le rapport d'activités de la Fondation pour l'exercice, y compris les états financiers et le rapport du vérificateur indépendant.

(2) La Fondation tient le rapport d'activités à la disposition du public au siège de la Fondation.

(3) Le ministre fait déposer le rapport d'activités devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours après la première séance de celle-ci suivant sa réception.

English

French

English

French

English

French

English for public viewing

French for Parliament

English

French

English

French

English

French

English for public viewing

French

ceases to hold that office if the member is appointed as a director.

Duties	(5) The Investment Committee shall aid and advise the Board in making, managing and disposing of investments under this Act.	(5) Le comité des placements conseille et assiste le conseil en ce qui concerne les placements prévus par la présente loi.	Fonctions
Remuneration	(6) The members of the Investment Committee who are not directors may be paid for their services such remuneration and expenses as the Governor in Council may fix.	(6) Les membres qui ne sont pas administrateurs ont droit à la rémunération et aux indemnités fixées par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Dissolution	24. If the Foundation is dissolved, (a) the capital of the Endowment Fund and any unexpended interest thereon, and (b) any of the Foundation's other property that remains after the payment of the Foundation's debts and liabilities, or after making adequate provision for their payment, shall be transferred to the Government of Canada and any other government on a proportional basis having regard to their total contributions to the Foundation.	24. En cas de dissolution de la Fondation, sont transférés aux gouvernements fédéral et provinciaux <i>au prorata</i> du total de leurs contributions : a) le capital restant du fonds de dotation et les intérêts correspondants inemployés; b) ceux de ses biens qui subsistent après le règlement de ses dettes et autres obligations, ou après constitution de réserves suffisantes en vue de ce règlement.	Dissolution
Financial year	25. (1) The financial year of the Foundation is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the following year.	25. (1) L'exercice de la Fondation commence le 1 ^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.	Exercice
Audit	(2) The accounts and financial transactions of the Foundation shall be audited annually by an independent auditor appointed by the Board and a report of the audit shall be made to the Board.	(2) Un vérificateur indépendant nommé par le conseil examine chaque année les comptes et opérations financières de la Fondation et en fait rapport au conseil.	Vérificateur

REPORTS

RAPPORT

Annual report	26. (1) Within four months after the end of each financial year of the Foundation, the Chairperson shall submit to the Minister a report of the activities of the Foundation during that year, including the financial statements of the Foundation and the auditor's report thereon.	26. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le président présente au ministre le rapport d'activité de la Fondation pour l'exercice, y compris les états financiers et le rapport du vérificateur afférents.	Rapport annuel
Copies for public scrutiny	(2) The Foundation shall make copies of the report referred to in subsection (1) available for public scrutiny at the principal office of the Foundation.	(2) Le conseil tient le rapport d'activité à la disposition du public au siège de la Fondation.	Examen par le public
Tabling in Parliament	(3) The Minister shall cause a copy of the report referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is	(3) Le ministre fait déposer le rapport d'activité devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt

Section 1. The title of this Act shall be "The [unclear] Act."

Section 2. [unclear]

Section 3. [unclear]

Section 4. [unclear]

Section 5. [unclear]

Section 6. [unclear]

Section 7. [unclear]

Section 8. [unclear]

Section 9. [unclear]

Section 10. [unclear]

Section 11. [unclear]

Section 12. [unclear]

Section 13. [unclear]

Section 14. [unclear]

Section 15. [unclear]

Section 16. [unclear]

Section 17. [unclear]

Section 18. [unclear]

Section 19. [unclear]

Section 20. [unclear]

Section 21. [unclear]

Section 22. [unclear]

Section 23. [unclear]

Section 24. [unclear]

Section 25. [unclear]

Section 26. [unclear]

Section 27. [unclear]

Section 28. [unclear]

Section 29. [unclear]

Section 30. [unclear]

Section 31. [unclear]

Section 32. [unclear]

Section 33. [unclear]

Section 34. [unclear]

Section 35. [unclear]

Section 36. [unclear]

Section 37. [unclear]

Section 38. [unclear]

Section 39. [unclear]

Section 40. [unclear]

Section 41. [unclear]

Section 42. [unclear]

Section 43. [unclear]

Section 1. [unclear]

Section 2. [unclear]

Section 3. [unclear]

Section 4. [unclear]

Section 5. [unclear]

Section 6. [unclear]

Section 7. [unclear]

Section 8. [unclear]

Section 9. [unclear]

Section 10. [unclear]

Section 11. [unclear]

Section 12. [unclear]

Section 13. [unclear]

Section 14. [unclear]

Section 15. [unclear]

Section 16. [unclear]

Section 17. [unclear]

Section 18. [unclear]

Section 19. [unclear]

Section 20. [unclear]

Section 21. [unclear]

Section 22. [unclear]

Section 23. [unclear]

Section 24. [unclear]

Section 25. [unclear]

Section 26. [unclear]

Section 27. [unclear]

Section 28. [unclear]

Section 29. [unclear]

Section 30. [unclear]

Section 31. [unclear]

Section 32. [unclear]

Section 33. [unclear]

Section 34. [unclear]

Section 35. [unclear]

Section 36. [unclear]

Section 37. [unclear]

Section 38. [unclear]

Section 39. [unclear]

Section 40. [unclear]

Section 41. [unclear]

Section 42. [unclear]

Section 43. [unclear]

REVISION

REPRINT

REVISION

REPRINT

REVISION

REPRINT

sitting after the day on which the Minister has received the report.

Review of Act

27. (1) As soon as possible after the fourth anniversary of the coming into force of this Act, the Minister, after consultation with the Board, shall evaluate and prepare a report on the Foundation's activities and organization, including a statement of any changes that the Minister recommends.

27. (1) Dans les meilleurs délais après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre, après consultation du conseil, procède à un examen des activités et de l'organisation de la Fondation et établit à ce sujet un rapport assorti de ses éventuelles recommandations quant aux modifications qu'il juge souhaitables.

Examen

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of the report referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the report has been completed.

(2) Le ministre fait déposer le rapport d'examen visé au paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant son établissement.

Dépôt

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

28. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

28. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

REPRINT

C-63

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

RÉIMPRESSION

C-63

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

PROJET DE LOI C-63
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-63
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-63

An Act to establish the Canadian Race Relations Foundation

PROJET DE LOI C-63

Loi constituant la Fondation canadienne des relations raciales

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED OCTOBER 25,
1990, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE
25 OCTOBRE 1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

THE MINISTER OF STATE
(MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)

LE MINISTRE D'ÉTAT
(MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-63

PROJET DE LOI C-63

An Act to establish the Canadian Race Relations Foundation

Loi constituant la Fondation canadienne des relations raciales

Preamble

WHEREAS Canada, as a party to the *International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*, has resolved to adopt all necessary measures for speedily eliminating racial discrimination in all its forms and manifestations;

AND WHEREAS the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* provides that every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law, without discrimination;

AND WHEREAS the Constitution of Canada recognizes the importance of preserving and enhancing the multicultural heritage of Canadians and recognizes rights of the aboriginal peoples of Canada;

AND WHEREAS the *Canadian Multiculturalism Act* provides that it is the policy of the Government of Canada to promote the full and equitable participation of individuals and communities of all origins in the continuing evolution and shaping of all aspects of Canadian society and to assist them in the elimination of any barrier to such participation;

AND WHEREAS, in concluding the Japanese Canadian Redress Agreement with the National Association of Japanese Canadians, the Government of Canada has condemned the excesses of the past, reaffirmed the principles of justice and equality for all in

Préambule

Attendu :
que le Canada, en tant que signataire de la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires pour rapidement éliminer toutes les formes et manifestations de discrimination raciale;

que la *Charte canadienne des droits et libertés* dispose que la loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et que tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination;

que la Constitution du Canada reconnaît l'importance de maintenir et de valoriser le patrimoine multiculturel des Canadiens et qu'elle reconnaît des droits aux peuples autochtones du Canada;

que la *Loi sur le multiculturalisme canadien* dispose que la politique du gouvernement fédéral consiste à promouvoir la participation entière et équitable des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution de la nation et au façonnement de tous les secteurs de la société et à les aider à éliminer tout obstacle à une telle participation;

que, dans l'entente qu'il a signée, avec l'Association nationale des Canadiens japonais, en vue d'accorder réparation aux Canadiens d'origine japonaise, le gouvernement du Canada condamne les abus commis dans le passé, réaffirme les principes d'égalité et de justice pour tous

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Canadian Race Relations Foundation".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant la Fondation canadienne des relations raciales».

EXPLANATORY NOTES FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

CONSTITUTION DE LA FONDATION

1. La Fondation est constituée en Fondation canadienne des relations raciales, dotée de la personnalité juridique.

MISSION DE LA FONDATION

4. La Fondation a pour mission de favoriser, dans l'ensemble du pays, le développement, l'acquisition et l'application de connaissances et de compétences utiles et de contribuer à l'élimination des préjugés et à la compréhension des relations raciales au Canada; elle réalise cette mission :

ESTABLISHMENT OF FOUNDATION

1. There is hereby established a corporation to be called the Canadian Race Relations Foundation.

MISSION OF FOUNDATION

4. The mission of the Foundation is to foster throughout Canada the development, learning and application of knowledge and expertise in order to contribute to the elimination of racism and all forms of racial discrimination in Canadian society by :

Canada and undertaken to establish a race relations foundation;

Canada et s'engage à mettre sur pied une fondation en matière de relations raciales,

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

5

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Race Relations Foundation Act*.

1. *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Board"
«conseil»

"Board" means the Board of Directors of the 10 Foundation;

«administrateur» Membre du conseil.

10 «administrateur»
"director"

"Chairperson"
«président»

"Chairperson" means the Chairperson of the Board;

«conseil» Le conseil d'administration de la Fondation.

«conseil»
"Board"

"director"
«administrateur»

"director" means a member of the Board;

«directeur général» Le directeur général de la Fondation, nommé conformément à l'article 9.

«directeur général»
"Executive Director" 15

"Executive Director"
«directeur général»

"Executive Director" means the Executive 15 Director of the Foundation appointed pursuant to section 9;

«Fondation» La Fondation canadienne des relations raciales, constituée aux termes de l'article 3.

«Fondation»
"Foundation"

"Foundation"
«Fondation»

"Foundation" means the Canadian Race Relations Foundation established by section 3;

20 «ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

«ministre»
"Minister" 20

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the member of the Queen's Privy Council for Canada designated as the Minister for the purposes of the *Canadian Multiculturalism Act*.

«président» Le président du conseil.

«président»
"Chairperson"

ESTABLISHMENT OF FOUNDATION

CONSTITUTION DE LA FONDATION

Foundation established

3. There is hereby established a corpora- 25 tion, to be called the Canadian Race Relations Foundation.

3. Est constituée la Fondation canadienne des relations raciales, dotée de la personna- 25 lité morale.

Constitution

PURPOSE OF FOUNDATION

MISSION DE LA FONDATION

Purpose

4. The purpose of the Foundation is to facilitate throughout Canada the develop- 30 ment, sharing and application of knowledge and expertise in order to contribute to the elimination of racism and all forms of racial discrimination in Canadian society by

4. La Fondation a pour mission de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développe- 30 ment, le partage et la mise en oeuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada; elle réalise cette mission :

Mission

(a) undertaking research and collecting data and developing a national information base in order to further understanding of the nature of racism and racial discrimination and to assist business, labour, 35

a) en effectuant des recherches, en recueillant des données et en établissant une base d'information nationale permettant de mieux comprendre la nature du 35

voluntary, community and other organizations as well as public institutions, governments, researchers and the general public in eliminating racism and racial discrimination;

(b) acting as a clearing-house, providing information about race relations resources and establishing links with public, private and educational institutions and libraries;

(c) facilitating consultation, and the exchange of information, relating to race relations policies, programs and research;

(d) promoting effective race relations training and assisting in the development of professional standards;

(e) increasing public awareness of the importance of eliminating racism and racial discrimination;

(f) collaborating with business, labour, voluntary, community and other organizations, as well as public institutions and all levels of government, in instituting and supporting programs and activities; and

(g) supporting and promoting the development of effective policies and programs for the elimination of racism and racial discrimination.

racisme et de la discrimination raciale, et ce pour aider les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles, communautaires et autres organismes ainsi que les institutions publiques, les gouvernements, les chercheurs et le grand public à éliminer l'un comme l'autre;

b) en servant de centre d'information sur les ressources existant dans le domaine des relations raciales et en établissant des liens avec des institutions publiques, privées ou à caractère éducatif, notamment les bibliothèques;

c) en facilitant la consultation et l'échange d'information concernant la politique, les programmes et la recherche en matière de relations raciales;

d) par la promotion d'une formation efficace dans le domaine et par l'aide à l'élaboration de normes professionnelles;

e) en sensibilisant mieux le public quant à l'importance de l'élimination du racisme et de la discrimination raciale;

f) en collaborant avec les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles, communautaires et autres organismes, ainsi que les institutions publiques et tous les ordres de gouvernement, pour la mise sur pied et le soutien de divers programmes et activités;

g) par l'encouragement et la promotion de l'élaboration d'une politique et de programmes efficaces pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale.

POWERS AND CAPACITY OF FOUNDATION

5. (1) In order to carry out its purpose, the Foundation has the capacity and the rights, powers and privileges of a natural person and, without restricting the generality of the foregoing, the Foundation may

(a) initiate, finance and administer programs and activities related to its purpose;

(b) acquire any money, securities or other property by gift, bequest or otherwise and hold, expend, invest, administer or dispose of that property, subject to any terms on which it is given, bequeathed or otherwise made available to the Foundation;

POUVOIRS ET CAPACITÉ DE LA FONDATION

5. (1) Pour l'exécution de sa mission, la Fondation a la capacité, les droits et les pouvoirs d'une personne physique et peut notamment :

a) lancer, financer et gérer divers programmes ou activités;

b) acquérir, par don, legs ou autre mode de libéralités, des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les détenir, employer, investir, gérer ou aliéner, pourvu qu'elle respecte les conditions dont sont éventuellement assorties ces libéralités;

(4) employer les crédits affectés, notamment par le Parlement à ses activités pour le soutien des conditions de travail est éventuellement assés les affectés.

(5) de son propre chef ou à la demande du ministre appuyer ou effectuer des études et publier et diffuser des rapports ou autres documents;

(6) participer ou prendre en charge la tenue de congrès, séminaires et autres réunions;

(7) établir des relations fonctionnelles avec les universités ou collèges ainsi qu'avec les autres organismes ou les personnes qui s'intéressent à ses travaux;

(8) prendre toute autre mesure utile à l'accomplissement de sa mission et à l'exercice de ses attributions.

(9) La Fondation peut exercer ses activités dans l'étranger.

(10) Les actes de la Fondation, y compris les élections de biens effectués par elle ou en son faveur, ne sont pas valides si ces actes sont contraires à ses règlements administratifs ou à la présente loi.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(1) Le conseil d'administration de la Fondation est constitué par un conseil d'administrateurs composé d'un plus vingt administrateurs, y compris le président, nommé par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre et après consultation par écrit de la Fondation.

(2) Le conseil d'administration est composé de membres de la diversité linguistique et de la diversité régionale de la société canadienne.

(3) Les administrateurs doivent posséder la formation ou l'expérience propres à servir la Fondation à remplir sa mission.

(4) Les administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation de la Fondation.

(5) Les administrateurs sont nommés pour un mandat d'un an.

(6) Les administrateurs sont nommés pour un mandat d'un an.

(7) The Foundation may carry on its activities throughout Canada.

(8) The Foundation may carry on its activities in any country.

(9) The Foundation may carry on its activities in any country.

(10) The Foundation may carry on its activities in any country.

(11) The Foundation may carry on its activities in any country.

(12) The Foundation may carry on its activities in any country.

(13) The Foundation may carry on its activities in any country.

BOARD OF DIRECTORS

(1) The activities of the Foundation shall be managed by a Board of Directors consisting of a Chairman and not more than nineteen other directors to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, after the Minister, taking into account the multicultural character, linguistic diversity and regional diversity of Canadian society, has consulted with such governments, institutions, organizations and individuals as the Minister considers appropriate.

(2) Persons appointed to the Board must have knowledge or experience that will assist the Foundation in fulfilling its purpose.

(3) Each director shall be appointed for a term not exceeding three years.

(4) Directors shall be appointed for a term not exceeding three years.

(5) Directors shall be appointed for a term not exceeding three years.

(6) Directors shall be appointed for a term not exceeding three years.

Capacity in Canada

Right to carry on

Board of Directors

Criteria for appointment

Term

Appointment

(c) expend any money provided by Parliament or any other sources for the activities of the Foundation, subject to any terms on which it is provided;

(d) undertake, support, publish and disseminate research studies, reports and other documents on its own initiative or at the request of the Minister;

(e) initiate, sponsor and support conferences, seminars and meetings;

(f) establish scholarly and professional links between the Foundation and universities, colleges and other organizations and persons interested in the Foundation's work; and

(g) undertake any other activities that are conducive to the fulfillment of its purpose and the exercise of its powers.

c) employer les crédits affectés, notamment par le Parlement, à ses activités, pourvu qu'elle respecte les conditions dont est éventuellement assortie leur affectation;

d) de son propre chef ou à la demande du ministre, appuyer ou effectuer des études, et publier et diffuser des rapports ou autres documents;

e) parrainer ou prendre en charge la tenue de congrès, séminaires et autres réunions;

f) établir des relations fonctionnelles avec les universités ou collèges ainsi qu'avec les autres organismes ou les personnes qui s'intéressent à ses travaux;

g) prendre toute autre mesure utile à l'exécution de sa mission et à l'exercice de ses attributions.

Capacity in Canada

(2) The Foundation may carry on its activities throughout Canada.

(2) La Fondation peut exercer son activité dans l'ensemble du pays.

Compétence territoriale

Rights preserved

(3) No act of the Foundation, including any transfer of property to or by the Foundation, is invalid by reason only that the act is contrary to this Act or the by-laws of the Foundation.

(3) Les actes de la Fondation, y compris les cessions de biens effectués par elle ou en sa faveur, ne sont pas nuls du seul fait qu'ils sont contraires à ses règlements administratifs ou à la présente loi.

Protection des tiers

BOARD OF DIRECTORS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Board of Directors

6. (1) The activities of the Foundation shall be managed by a Board of Directors consisting of a Chairperson and not more than nineteen other directors to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, after the Minister, taking into account the multicultural character, linguistic duality and regional diversity of Canadian society, has consulted with such governments, institutions, organizations and individuals as the Minister considers appropriate.

6. (1) La conduite des activités de la Fondation est assurée par un conseil d'administration composé d'au plus vingt administrateurs, y compris le président, nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre et après consultation par celui-ci — à son appréciation mais compte tenu du caractère multiculturel, de la dualité linguistique et de la diversité régionale de la société canadienne — de gouvernements, établissements, organisations et particuliers.

Conseil d'administration

Criterion for appointment

(2) Persons appointed to the Board must have knowledge or experience that will assist the Foundation in fulfilling its purpose.

(2) Les administrateurs doivent posséder la formation ou l'expérience propres à aider la Fondation à remplir sa mission.

Compétences des administrateurs

Term

7. (1) Each director shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

7. (1) La durée maximale du mandat d'un administrateur est de trois ans.

Durée du mandat

Reappointment

(2) A director is eligible for reappointment to the Board in the same or another capacity.

(2) Les administrateurs sortants peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.

Renouvellement du mandat

Resignation	(3) A director who wishes to resign shall notify the Board in writing to that effect, and the resignation becomes effective when the Board receives the notice or at the time specified in the notice, whichever is the later.	(3) Tout administrateur peut démissionner de ses fonctions en avisant le conseil par écrit de son intention, la démission prenant effet sur réception de l'avis ou à toute date ultérieure précisée dans celui-ci.	Démission 5
Functions of Chairperson	8. (1) The Chairperson shall preside at meetings of the Board and shall perform such other duties as are assigned by the Board.	8. (1) Le président dirige les réunions du conseil et exerce les autres fonctions que celui-ci lui attribue.	Attributions du président
Election of Vice-Chairperson	(2) The Board shall elect one of the directors, other than the Chairperson, to be Vice-Chairperson of the Board.	(2) Le conseil choisit le vice-président parmi les administrateurs.	Vice-président 10
Absence or incapacity of Chairperson	(3) If the Chairperson is absent or unable to act or if the office of Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson may act as Chairperson.	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence peut être assumée par le vice-président.	Intérim du président

EXECUTIVE DIRECTOR

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Executive Director	9. (1) There shall be an Executive Director of the Foundation, who shall be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, for a term not exceeding five years.	9. (1) Est créé le poste de directeur général dont le titulaire est nommé, pour un mandat maximal de cinq ans, par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.	15 Nomination et mandat
Consultation	(2) The Minister shall consult the Board before making any recommendation with respect to the appointment of the Executive Director, other than the first Executive Director.	(2) Après la première nomination, la recommandation du ministre est subordonnée à la consultation préalable du conseil.	20 Consultation
Chief executive officer	(3) The Executive Director is the chief executive officer of the Foundation and has supervision over and direction of the work and staff of the Foundation and may engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Foundation.	(3) Le directeur général est le premier dirigeant de la Fondation et, à ce titre, en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel. Il peut employer le personnel et les mandataires qu'il estime nécessaires à l'exécution des travaux de la Fondation.	25 Attributions
Absence or incapacity of Executive Director	(4) If the Executive Director is absent or unable to act or if the office of Executive Director is vacant, the Board may authorize a director or an officer or employee of the Foundation to act as Executive Director, but no person may so act for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.	(4) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général ou de vacance de son poste, le conseil peut autoriser un administrateur, un dirigeant ou un autre membre du personnel de la Fondation à assurer l'intérim pour soixante jours au plus, sauf prorogation approuvée par le gouverneur en conseil.	30 Intérim 35
Reappointment	(5) The Executive Director is eligible for reappointment.	(5) Le mandat du directeur général est renouvelable.	Renouvellement du mandat
Ex officio member	(6) The Executive Director is <i>ex officio</i> a member of the Board, but has no vote.	(6) Le directeur général est membre d'office du conseil, avec voix consultative.	45 Administrateur d'office

MEMBERSHIP AND DUTIES

10. (1) The Chairperson and other directors shall be paid such fees for their services as are set out in the schedule to the Charter of the Corporation and the performance of other duties under the Charter as the Governor in Council may fix.

(2) The Chairperson and other directors are entitled to be paid such travel and living expenses incurred by them in the performance of duties under this Act as the Governor in Council may fix.

11. The salary and any other remuneration to be paid to the Executive Director shall be fixed by the Governor in Council.

COMMITTEES

12. Under such terms and conditions as are fixed by by-law of the Board, the Board may appoint an Executive Committee from among the directors and may appoint advisors to the Board consisting of persons who are not directors or directors and persons who are not directors.

PRINCIPAL OFFICE AND MEETINGS

13. The principal office of the Foundation shall be located in the Municipality of Metropolitan Toronto, Ontario.

14. The Foundation shall take reasonable measures to provide access to its services throughout Canada, alone or in collaboration with other institutions and organizations.

15. (1) The Board shall meet at such time and place as the Chairperson may determine, but it shall meet at least twice in each year.

(2) A majority of the directors in office constitutes a quorum at a meeting of the Board.

(3) The Deputy to the Director or a person designated by the Board is entitled to take the notice of all meetings of the Board and of any committees thereof and to attend and take part in, but not to vote at, those meetings.

MEMBERSHIP AND DUTIES

10. (1) Les administrateurs ont droit, pour leur participation aux réunions de la Fondation et pour l'exécution des fonctions que leur confère le présent loi, à la rémunération que fixe le gouvernement en conseil.

(2) Les administrateurs sont indemnisés, selon le régime fixé par le gouvernement en conseil, des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice de leurs fonctions.

11. Le traitement du directeur exécutif ainsi que toute autre rémunération à verser sont fixés par le gouvernement en conseil.

COMITÉS

12. Le conseil peut, en conformité avec ses règlements administratifs, constituer un comité exécutif composé d'administrateurs ainsi que des autres personnes constituées ou nommées, exclusivement ou non, d'administrateurs ou de personnes choisies en dehors de ces derniers.

BUREAU PRINCIPAL

13. Le siège de la Fondation est fixé dans le territoire d'Ontario.

14. La Fondation, et les agences affiliées, prendra les mesures raisonnables pour assurer l'accès à ses services partout au Canada, seule ou en collaboration avec d'autres institutions et organisations.

15. (1) Le conseil tient ses dates, heures et lieu sous le président, ou présidente, de la Fondation, et se réunit au moins deux fois par an.

(2) La majorité en nombre des administrateurs en fonctions constitue la majorité au conseil.

(3) Le sous-ministre ou son délégué est autorisé de la tenue des réunions du conseil et de ses comités, auxquelles il peut participer, sans vote consultatif.

REMUNERATION AND EXPENSES

RÉMUNÉRATION ET INDEMNITÉS

Fees of directors	10. (1) The Chairperson and other directors shall be paid such fees for their attendance at meetings of the Foundation and for the performance of other duties under this Act as the Governor in Council may fix.	10. (1) Les administrateurs ont droit, pour leur participation aux réunions de la Fondation et pour l'exécution des fonctions que leur confère la présente loi, à la rémunération que fixe le gouverneur en conseil.	Rémunération des administrateurs
Expenses of directors	(2) The Chairperson and other directors are entitled to be paid such travel and living expenses incurred by them in the performance of duties under this Act as the Governor in Council may fix.	(2) Les administrateurs sont indemnisés, selon le barème fixé par le gouverneur en conseil, des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice de leurs fonctions.	Indemnités
Salary of Executive Director	11. The salary and any other remuneration to be paid to the Executive Director shall be fixed by the Governor in Council.	11. Le traitement du directeur général ainsi que toute autre rémunération à lui verser sont fixés par le gouverneur en conseil.	Traitement du directeur général

COMMITTEES

COMITÉS

Committees	12. Under such terms and conditions as are fixed by by-law of the Board, the Board may appoint an Executive Committee from among the directors and may appoint advisory and other committees consisting, wholly or partly, of directors and persons who are not directors.	12. Le conseil peut, en conformité avec ses règlements administratifs, constituer un comité directeur composé d'administrateurs, ainsi que des comités consultatifs ou autres composés exclusivement ou non d'administrateurs ou de personnes choisies en dehors de ses membres.	Comités
------------	--	--	---------

PRINCIPAL OFFICE AND MEETINGS

SIÈGE ET RÉUNIONS

Principal office	13. The principal office of the Foundation shall be located in the <u>Municipality of Metropolitan Toronto, Ontario</u> .	13. Le siège de la Fondation est fixé dans la <u>Communauté urbaine de Toronto</u> , dans la province d'Ontario.	Siège
Access to services	14. The Foundation shall take reasonable measures to provide access to its services throughout Canada, alone or in collaboration with other institutions and <u>organizations</u> .	14. La Fondation prend les mesures utiles pour rendre, par ses propres moyens ou en collaboration avec d'autres institutions et <u>organisations</u> , ses services accessibles partout au Canada.	Accès aux services
Meetings of the Board	15. (1) The Board shall meet at such times and places as the Chairperson may determine, but it shall meet at least twice in each year.	15. (1) Le conseil tient, aux date, heure et lieu fixés par le président, un minimum de deux réunions par an.	Réunions
Quorum	(2) <u>A majority of the directors in office constitutes</u> a quorum at a meeting of the Board.	(2) Le quorum est constitué par <u>la majorité des administrateurs en fonctions</u> .	Quorum
Deputy Minister	(3) The Deputy to the Minister, or a person designated by the Deputy, is entitled to receive notice of all meetings of the Board and of any committees thereof and to attend and take part in, but not to vote at, those meetings.	(3) Le sous-ministre, ou son délégué, est avisé de la tenue des réunions du conseil et de ses comités, auxquelles il peut participer avec voix consultative.	Sous-ministre

director or directors shall be fixed (with no
power) by their under direction (1) to the
(2) of directors, or of four or five (with no
of the Foundation.

- (a) comply with this Act and the by-laws
to which it shall be subject; and
- (b) exercise the same diligence and skill as
view to the best interests of the Founda-
(a) set honestly and in good faith with a
and every officer of the Foundation shall
forming duties under this Act every director

14. (1) When exercising power and per-

15. (1) Part 2 of the Financial Regulator's-

solution of Council

Director, officers, employees and agents of

16. (1) The Corporation is not an agent of

CHAPTER 4

(1) the conduct and management of the
work of the Foundation.

- (a) the administration, management and
board and its committees;
- (b) the procedure at meetings of the
at times and places which are not of record
expenses, it may, to be paid to the members
and duties of the committee and the
appointed pursuant to section 13, the role 10
(1) the constitution of any committee
Executive Director;
- agents of the Foundation other than the
employment of the officers, employees and
- (b) the remuneration and conditions of
- and agents of the Foundation;
- (c) the duties of the officers, employees

16. The Board may make by-laws respecting

BY-LAWS

Foundation compliance with various articles

obligations imposed by the paragraph (1)

- (a) conformément à la présente loi et aux
règles d'une personne juridique et visées
- (b) avec le soin, la diligence et la compétence
des dirigeants de la Fondation;
- (c) avec intégrité et de bonne foi au moment

17. (1) Dans l'exercice de leurs fonctions,

18. (1) La partie X de la Loi sur la Gestion

19. (1) Le président et les autres agents

(2) et le président et les autres agents

de la Fondation

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

20. (1) La Fondation n'est pas mandataire

(1) Exercice des activités de la Fondation.

- (a) la gestion et la disposition des biens de
la Fondation;
- (b) la procédure à suivre pour les réunions
à l'exception de celles qui sont prescrites
par la loi; et
- (c) la constitution des comités visés à l'article
10 de la présente loi.

16. Le conseil peut, par règlement adopté

REGLEMENTS ADMINISTRATIFS

BY-LAWS

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

By-laws	<p>16. The Board may make by-laws respecting</p> <p>(a) the duties of the officers, employees and agents of the Foundation;</p> <p>(b) the remuneration and conditions of employment of the officers, employees and agents of the Foundation, other than the Executive Director;</p> <p>(c) the constitution of any committees appointed pursuant to section 12, the role and duties of the committees and the expenses, if any, to be paid to the members of those committees who are not directors;</p> <p>(d) the procedure at meetings of the Board and its committees;</p> <p>(e) the administration, management and control of the property of the Foundation; and</p> <p>(f) the conduct and management of the work of the Foundation.</p>	<p>16. Le conseil peut, par règlement administratif, prévoir :</p> <p>a) les fonctions du personnel et des mandataires de la Fondation;</p> <p>b) sauf dans le cas du directeur général, leur rémunération et leurs conditions d'emploi;</p> <p>c) la constitution des comités visés à l'article 12, leurs attributions et les indemnités payables, le cas échéant, à ceux de leurs membres qui ne sont pas administrateurs;</p> <p>d) la procédure à suivre pour ses réunions et celles des comités;</p> <p>e) la gestion et la disposition des biens de la Fondation;</p> <p>f) l'exercice des activités de la Fondation.</p>	Règlements administratifs
	GENERAL	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Not an agent	<p>17. (1) The Foundation is not an agent of Her Majesty.</p>	<p>17. (1) La Fondation n'est pas mandataire de Sa Majesté.</p>	Statut
Not part of public service of Canada	<p>(2) The Chairperson, directors, Executive Director, officers, employees and agents of the Foundation are not part of the public service of Canada.</p>	<p>(2) Ni le président et les autres administrateurs, ni le directeur général, ni le personnel et les mandataires de la Fondation ne font partie de l'administration publique fédérale.</p>	Exclusion
Part not applicable	<p>(3) Part X of the <i>Financial Administration Act</i> does not apply to the Foundation.</p>	<p>(3) La partie X de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ne s'applique pas à la Fondation.</p>	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
Duty of care	<p>18. (1) When exercising powers and performing duties under this Act, every director and every officer of the Foundation shall</p> <p>(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation;</p> <p>(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances; and</p> <p>(c) comply with this Act and the by-laws of the Foundation.</p>	<p>18. (1) Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs et les dirigeants agissent :</p> <p>a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Fondation;</p> <p>b) avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne prudente et avisée;</p> <p>c) conformément à la présente loi et aux règlements administratifs de la Fondation.</p>	Obligations générales
Reliance on statements	<p>(2) A director or officer is not liable for a breach of duty under subsection (1) if the director or officer relies in good faith on</p>	<p>(2) Il n'y a toutefois pas manquement aux obligations imposées par le paragraphe (1)</p>	Limite de responsabilité

11 de cette personne marquée; (c) si le

12 ce sont les motifs de la Fondation; et

13 si ont agi avec esprit et de bonne foi

14 il le loi :

15 (a) si ont agi avec esprit et de bonne foi

16 (b) si ont agi avec esprit et de bonne foi

17 (c) si ont agi avec esprit et de bonne foi

18 (d) si ont agi avec esprit et de bonne foi

19 (e) si ont agi avec esprit et de bonne foi

20 (f) si ont agi avec esprit et de bonne foi

21 (g) si ont agi avec esprit et de bonne foi

22 (h) si ont agi avec esprit et de bonne foi

23 (i) si ont agi avec esprit et de bonne foi

24 (j) si ont agi avec esprit et de bonne foi

25 (k) si ont agi avec esprit et de bonne foi

26 (l) si ont agi avec esprit et de bonne foi

27 (m) si ont agi avec esprit et de bonne foi

28 (n) si ont agi avec esprit et de bonne foi

29 (o) si ont agi avec esprit et de bonne foi

30 (p) si ont agi avec esprit et de bonne foi

31 (q) si ont agi avec esprit et de bonne foi

32 (r) si ont agi avec esprit et de bonne foi

33 (s) si ont agi avec esprit et de bonne foi

34 (t) si ont agi avec esprit et de bonne foi

35 (u) si ont agi avec esprit et de bonne foi

36 (v) si ont agi avec esprit et de bonne foi

37 (w) si ont agi avec esprit et de bonne foi

38 (x) si ont agi avec esprit et de bonne foi

39 (y) si ont agi avec esprit et de bonne foi

40 (z) si ont agi avec esprit et de bonne foi

41 (a) financial statements of the Foundation

42 represented to the director or officer by an

43 officer of the Foundation or in a written

44 report of the auditor of the Foundation

45 fairly to reflect the financial condition of

46 the Foundation; or

47 (b) a report of a lawyer, accountant, engineer,

48 architect or other person whose profession

49 or profession lends credibility to a

50 statement made by that person.

51 18. (1) A director or officer who

52 (a) is a party to a material contract or

53 proposed material contract with the Foundation,

54 (b) is a director or officer of, or has a

55 material interest in, any person who is a

56 party to a material contract or proposed

57 material contract with the Foundation,

58 shall disclose in writing to the Foundation

59 the nature and extent of the interest of the

60 director or officer.

61 (2) The Board shall make by-law

62 respecting

63 (a) the time when and the form and

64 manner in which the directors required

65 by subsection (1) shall be made; and

66 (b) the limitation on the participation of a

67 director or officer who has made a disclosure

68 as required by subsection (1) in any

69 proceedings respecting the contract that is

70 the subject of a disclosure.

71 19. (1) The Foundation may indemnify a

72 present or former director or officer of the

73 Foundation or any other person who acts or

74 acted in his request as a director or officer of

75 another corporation of which the Foundation

76 is or was a shareholder or creditor, and the

77 person's legal and legal representatives,

78 against all costs, charges and expenses,

79 including any amount paid to settle an action

80 or suit, in which the person is or was

81 the party to an action, criminal or

82 administrative action or proceeding, in which

83 the person is a party by reason of being or

84 having been such a director or officer, if

85 (a) the person acted honestly and in good

86 faith with a view to the best interests of

87 the Foundation or other corporation;

11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

(a) financial statements of the Foundation represented to the director or officer by an officer of the Foundation or in a written report of the auditor of the Foundation fairly to reflect the financial condition of the Foundation; or

(b) a report of a lawyer, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.

Disclosure of interest in contract

19. (1) A director or officer who

(a) is a party to a material contract or proposed material contract with the Foundation, or

(b) is a director or officer of, or has a material interest in, any person who is a party to a material contract or proposed material contract with the Foundation,

shall disclose in writing to the Foundation the nature and extent of the interest of the director or officer.

Disclosure by-laws

(2) The Board shall make by-laws respecting

(a) the time when and the form and manner in which the disclosure required by subsection (1) shall be made; and

(b) the limitation on the participation of a director or officer who has made a disclosure as required by subsection (1) in any proceedings respecting the contract that is the subject of the disclosure.

Power to indemnify

20. (1) The Foundation may indemnify a present or former director or officer of the Foundation or any other person who acts or acted at its request as a director or officer of another corporation of which the Foundation is or was a shareholder or creditor, and the person's heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including any amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the person in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which the person is a party by reason of being or having been such a director or officer, if

(a) the person acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation or other corporation; and

quand l'administrateur ou le dirigeant s'appuie de bonne foi sur :

a) soit des états financiers qui, d'après les déclarations d'un dirigeant ou le rapport écrit du vérificateur de la Fondation, présentent sincèrement la situation de celle-ci;

b) soit les rapports de personnes dont la profession ou la situation permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, les comptables, les ingénieurs ou les experts-évaluateurs.

Déclaration des intérêts

19. (1) Doit déclarer par écrit à la Fondation ses intérêts, en en précisant la nature et l'étendue, l'administrateur ou le dirigeant qui, selon le cas :

a) est partie à un contrat important ou à un projet de contrat important avec la Fondation;

b) est également administrateur ou dirigeant chez une personne partie à un tel contrat ou projet ou détient un intérêt important dans celle-ci.

(2) Le conseil prévoit, par règlement administratif :

a) les modalités de temps et de forme de la déclaration des intérêts;

b) les restrictions à apporter à la participation de l'intéressé aux procédures relatives au contrat en cause.

Règlements administratifs

20. (1) La Fondation peut indemniser ceux de ses administrateurs ou dirigeants ou leurs prédécesseurs, ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour une autre personne morale dont elle est ou était actionnaire ou créancière, ainsi que leurs héritiers et mandataires, de tous les frais et dépens — y compris les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement — entraînés pour eux lors de procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si à la fois :

a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Fondation ou de l'autre personne morale;

Pouvoir d'indemnisation

19) Dans le cas de procédures pénales ou administratives soulevées à son égard, l'administrateur démissionnaire doit, dans les quinze jours de la notification de ces procédures, déposer un rapport écrit au directeur.

20) La Fondation peut acheter et louer des biens administratifs, et détenir des biens administratifs (1) et des biens administratifs (2) dans les mêmes conditions que les biens administratifs (1) et les biens administratifs (2) de la Fondation.

FINANCEMENT

21) La Fondation est une personne morale à but non lucratif. Elle est soumise aux lois provinciales et fédérales relatives à la responsabilité financière et à la comptabilité.

22) (1) Le directeur de la Fondation, sur la recommandation du conseil d'administration, peut, dans le cadre de la mission de la Fondation, acheter et louer des biens administratifs (1) et des biens administratifs (2) dans les mêmes conditions que les biens administratifs (1) et les biens administratifs (2) de la Fondation.

23) Cette somme constitue le capital de la Fondation. Elle est soumise aux lois provinciales et fédérales relatives à la responsabilité financière et à la comptabilité.

24) (1) Les fonds de la Fondation sont utilisés pour le financement de la Fondation. Les fonds de la Fondation sont utilisés pour le financement de la Fondation.

25) Les personnes nommées par le conseil d'administration de la Fondation pour occuper des fonctions de direction ou de gestion de la Fondation sont soumises aux lois provinciales et fédérales relatives à la responsabilité financière et à la comptabilité.

26) Les personnes nommées par le conseil d'administration de la Fondation pour occuper des fonctions de direction ou de gestion de la Fondation sont soumises aux lois provinciales et fédérales relatives à la responsabilité financière et à la comptabilité.

(3) In the case of any criminal or administrative action or proceeding that is initiated against the director or any other person in connection with the Foundation, the director shall, within fifteen days of the notification of such action or proceeding, submit a written report to the director.

(2) The Foundation may purchase and lease administrative property, and hold administrative property (1) and administrative property (2) in the same conditions as administrative property (1) and administrative property (2) of the Foundation.

FINANCIAL PROVISIONS

21. The Foundation shall be deemed for the purposes of the Income Tax Act to be a registered charity within the meaning of that Act.

22. (1) There shall be paid in the Foundation out of the Consolidated Revenue Fund the sum of twenty-four million dollars which shall be paid in the name of the Government of Canada in connection with the operations of the Foundation.

23. The sum of twenty-four million dollars shall be the capital of the Foundation. It shall be subject to the laws of the Province and of Canada relating to the financial responsibility and accountability of the Foundation.

24. (1) The funds of the Foundation shall be used for the financing of the Foundation. The funds of the Foundation shall be used for the financing of the Foundation.

25. The persons named by the Board of Directors of the Foundation to occupy positions of direction or management of the Foundation shall be subject to the laws of the Province and of Canada relating to the financial responsibility and accountability of the Foundation.

26. The persons named by the Board of Directors of the Foundation to occupy positions of direction or management of the Foundation shall be subject to the laws of the Province and of Canada relating to the financial responsibility and accountability of the Foundation.

Administrative

Financial

Provision

Capital

Funds

Personnel

Director

Board

(b) in the case of any criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, the person had reasonable grounds for believing that the person's conduct was lawful.

b) dans le cas de procédures pénales ou administratives donnant lieu à une peine pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire à la régularité de leur conduite.

Insurance

(2) The Foundation may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer, and the director's or officer's heirs and legal representatives, against any liability, cost, charge and expense incurred by the director or officer as described in subsection (1).

(2) La Fondation peut souscrire au profit des administrateurs et dirigeants visés au paragraphe (1), ainsi que de leurs héritiers et mandataires, une assurance couvrant la responsabilité, les frais et les dépens qu'ils assument.

Assurance

FINANCIAL PROVISIONS

FINANCEMENT

Registered charity

21. The Foundation shall be deemed, for the purposes of the *Income Tax Act*, to be a registered charity within the meaning of that Act.

21. La Fondation est, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, réputée organisme de charité enregistré au sens de cette loi.

Assimilation à un organisme de charité

Payment to Foundation

22. (1) There shall be paid to the Foundation out of the Consolidated Revenue Fund the sum of twenty-four million dollars, of which twelve million dollars shall be paid on behalf of the Japanese Canadian community in commemoration of members of that community who suffered injustices during and after World War II.

22. (1) Est versée à la Fondation, sur le Trésor, la somme de vingt-quatre millions de dollars, dont la moitié au nom de la communauté canadienne d'origine japonaise en commémoration de ses membres qui ont subi des injustices pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Versement initial

Endowment Fund

(2) The sum of twenty-four million dollars referred to in subsection (1) constitutes the capital of an Endowment Fund to be used only for investment and the earning of income, which income may be expended for the purpose of the Foundation.

(2) Cette somme constitue le capital d'un fonds de dotation uniquement destiné à des placements dont les revenus sont affectés à la mission de la Fondation.

Fonds de dotation

Investment Committee

23. (1) There is hereby established an Investment Committee consisting of the Chairperson, a director to be designated by the Board and three other persons to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, as provided in this section.

23. (1) Est constitué un comité des placements composé du président, d'un administrateur désigné par le conseil et de trois autres personnes nommées par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre.

Comité des placements

Term of Governor in Council appointees

(2) Each member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council shall be appointed to hold office for such term, not exceeding three years, as will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the term of office of not more than one of those members.

(2) Les personnes nommées le sont pour des mandats d'au plus trois ans, ces mandats étant, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année ne touche que l'une d'entre elles.

Mandat des personnes nommées

Qualifications for appointment

(3) No person who is a director or who does not have financial or investment con-

(3) Les personnes nommées doivent avoir de l'expérience dans le domaine de la consul-

Critères de nomination

English version
Page 10

the report be made in subsection (1) and
(3) The Foundation shall make copies of
the report available

Foundation
(3) Le conseil tient le rapport d'activité à
disposition du public en vertu de l'article 32

French version
Page 11

REPORTS

shall be made to the Board

annually, by an independent auditor appointed
by the Board and a report of the audit
shall be made to the Board
(5) The accounts and financial statements
shall be made to the Board

RAPPORTS

32

Le conseil se en fait rapport au conseil
(5) Les comptes indépendants nommés par le
conseil et opérés financiers de la Fondation
sont présentés à compter les faits financiers
de chaque exercice, le président présente au 30

Financial year

25 (1) The financial year of the Foundation
shall be the period beginning on April 1 in any
year and ending on March 31 in the following
year

25 (1) L'exercice de la Fondation est l'année
financière qui commence le 1er avril et se termine le 31 mars de

shall be transferred to the Government of
Canada and not other government or private
entity
making adequate provision for their
maintenance after the payment of the
debts and liabilities of the

(2) Les fonds de la Fondation de la Fondation
sont transférés au gouvernement du Canada
et non à d'autres entités gouvernementales ou
privées, à moins qu'il n'y ait une disposition
adéquate de ces fonds et autres obligations

Director

24 (1) The Foundation is dissolved
(b) The capital of the Endowment Fund
and any unexpended interest thereon and
(c) The members of the Investment Com-

24 (1) En cas de dissolution de la Fondation,
les fonds de la Fondation de la Fondation
sont transférés au gouvernement (légal) et
autres membres ou gouvernements (légal) et
autres membres ou gouvernements (légal) et

Remuneration

(2) The Investment Committee shall aid
and advise the Board in making participating
investments and the members of the
Investment Committee shall aid

(2) Les membres du conseil ont le droit de
aider le conseil en ce qui concerne les placements
et les membres du conseil ont le droit de

Direct

(4) A member of the Investment Com-
mittee in Council is a member of the
Investment Committee
existing experience shall be appointed by the
Government in Council as a member of the

(4) Un membre d'un organisme nommé
par le conseil en vertu de l'article 24 est un
membre du conseil
(4) Un membre d'un organisme nommé
par le conseil en vertu de l'article 24 est un
membre du conseil

	sulting experience shall be appointed by the Governor in Council as a member of the Investment Committee.	tation financière ou des placements mais ne peuvent déjà être administrateurs.	
Termination of membership	(4) A member of the Investment Committee appointed by the Governor in Council ceases to hold that office if the member is appointed as a director.	(4) Le mandat d'une personne nommée prend fin si elle devient administrateur.	Fin du mandat
Duties	(5) The Investment Committee shall aid and advise the Board in making, managing and disposing of investments under this Act.	(5) Le comité des placements conseille et assiste le conseil en ce qui concerne les placements prévus par la présente loi.	5 Fonctions
Remuneration	(6) The members of the Investment Committee who are not directors may be paid for their services such remuneration and expenses as the Governor in Council may fix.	(6) Les membres qui ne sont pas administrateurs ont droit à la rémunération et aux indemnités fixées par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Dissolution	24. If the Foundation is dissolved, (a) the capital of the Endowment Fund and any unexpended interest thereon, and (b) any of the Foundation's other property that remains after the payment of the Foundation's debts and liabilities, or after making adequate provision for their payment, shall be transferred to the Government of Canada and any other government on a proportional basis having regard to their total contributions to the Foundation.	24. En cas de dissolution de la Fondation, sont transférés aux gouvernements fédéral et provinciaux <i>au prorata</i> du total de leurs contributions : a) le capital restant du fonds de dotation et les intérêts correspondants inemployés; b) ceux de ses biens qui subsistent après le règlement de ses dettes et autres obligations, ou après constitution de réserves suffisantes en vue de ce règlement.	Dissolution
Financial year	25. (1) The financial year of the Foundation is the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the following year.	25. (1) L'exercice de la Fondation commence le 1 ^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.	Exercice
Audit	(2) The accounts and financial transactions of the Foundation shall be audited annually by an independent auditor appointed by the Board and a report of the audit shall be made to the Board.	(2) Un vérificateur indépendant nommé par le conseil examine chaque année les comptes et opérations financières de la Fondation et en fait rapport au conseil.	Vérificateur

REPORTS

RAPPORT

Annual report	26. (1) Within four months after the end of each financial year of the Foundation, the Chairperson shall submit to the Minister a report of the activities of the Foundation during that year, including the financial statements of the Foundation and the auditor's report thereon.	26. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le président présente au ministre le rapport d'activité de la Fondation pour l'exercice, y compris les états financiers et le rapport du vérificateur afférents.	Rapport annuel
Copies for public scrutiny	(2) The Foundation shall make copies of the report referred to in subsection (1) avail-	(2) Le conseil tient le rapport d'activité à la disposition du public au siège de la Fondation.	Examen par le public

able for public scrutiny at the principal office of the Foundation.

Tabling in Parliament

(3) The Minister shall cause a copy of the report referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the day on which the Minister has received the report.

(3) Le ministre fait déposer le rapport d'activité devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt

Review of Act

27. (1) As soon as possible after the fourth anniversary of the coming into force of this Act, the Minister, after consultation with the Board, shall evaluate and prepare a report on the Foundation's activities and organization, including a statement of any changes that the Minister recommends.

27. (1) Dans les meilleurs délais après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre, après consultation du conseil, procède à un examen des activités et de l'organisation de la Fondation et établit à ce sujet un rapport assorti de ses éventuelles recommandations quant aux modifications qu'il juge souhaitables.

5 Examen

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of the report referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the report has been completed.

(2) Le ministre fait déposer le rapport d'examen visé au paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant son établissement.

Dépôt

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

28. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

28. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

20

C-64

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-64

An Act to amend the Criminal Records Act

First reading, February 21, 1990

THE SOLICITOR GENERAL OF CANADA

C-64

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-64

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire

Première lecture le 21 février 1990

LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-64

PROJET DE LOI C-64

An Act to amend the Criminal Records Act

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire

R.S., c. C-47;
R.S., c. 1 (4th
Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-47;
L.R., ch. 1 (4^e
suppl.)

R.S., c. 1 (4th
Supp.), s. 45
(Sch. III, item
7)(F)

1. (1) Subsections 4(3) and (4) of the *Criminal Records Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Les paragraphes 4(3) et (4) de la *Loi sur le casier judiciaire* sont abrogés et 5
remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (4^e
suppl.), art. 45,
ann. III, n^o
7(F)

Delay periods
for inquiries

“(3) For the purposes of subsection (2), the period after which inquiries shall be made in respect of an applicant for a pardon is

“(3) La période qui doit s'écouler avant que puissent être menées les enquêtes visées au paragraphe (2) est :

Délais
applicables

(a) where the applicant was convicted of the offence,

(i) five years, in the case of an offence referred to in the schedule,

(ii) five years, in the case of any offence for which the applicant was prosecuted by way of indictment, or
(iii) two years, in the case of any offence other than an offence referred to in subparagraph (i) or (ii),

after the latest of the termination of any period of imprisonment, the termination of any period of probation and the payment of any fine imposed on the applicant in respect of the offence; and

(b) where the applicant was directed by a court under section 736 of the *Criminal Code* to be discharged in respect of the offence,

(i) three years, in the case of an offence for which the applicant was prosecuted by way of indictment, or

a) en cas de condamnation par le tribunal, à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement ou de la période de probation ou après le paiement de l'amende, selon le cas, — ou de la dernière peine purgée si plusieurs 15
peines ont été infligées :

(i) cinq ans pour les infractions visées à l'annexe,

(ii) cinq ans pour les infractions qui ont fait l'objet de poursuites par voie de mise en accusation,

(iii) deux ans pour toute autre infraction;

b) en cas d'absolution au sens de l'article 736 du *Code criminel*, à compter de 25
son prononcé, s'il s'agit d'une absolution inconditionnelle, ou après la fin de la période de probation, s'il s'agit d'une absolution assortie d'une ordonnance de probation :

(i) trois ans pour les infractions qui ont fait l'objet de poursuites par voie de mise en accusation,

30

(ii) in the case of any other offence.

(ii) one year, in the case of any other offence, after the expiration of the term of imprisonment to which the applicant was directed or to which he was discharged on the conditions prescribed in a probation order after the expiration of the period of probation.

(4) For the purpose of this section, in the calculation of the term of imprisonment imposed on an applicant, there shall be included in addition to any time spent by the applicant in custody in respect of that term of imprisonment, any period during which the applicant was released from imprisonment before the expiration of the term of imprisonment, according to law of the sentence being served by the applicant.

(4) For the purpose of this section, in the calculation of the term of imprisonment imposed on an applicant, there shall be included in addition to any time spent by the applicant in custody in respect of that term of imprisonment, any period during which the applicant was released from imprisonment before the expiration of the term of imprisonment, according to law of the sentence being served by the applicant.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: (1) The amendment to subsection 4(3) would restructure the provisions relating to the delay periods preceding the commencement of inquiries of the Board and would add a special delay period applicable to offences set out in the schedule proposed to be added by clause 3. The amendment to subsection 4(4) would include in the calculation of a term of imprisonment any period during which the applicant is released for whatever reason before the expiration of the sentence being served according to law.

Article 1, (1). — La modification au paragraphe 4(3) vise à regrouper les dispositions relatives aux délais devant précéder la tenue de l'enquête de la Commission et à ajouter un délai particulier dans le cas des infractions visées à l'annexe. La modification au paragraphe 4(4) vise à inclure dans le calcul de la durée de la peine toutes les périodes de mise en liberté précédant l'expiration de la peine, quelle que soit leur nature.

ANNEXE

(Paragraphe 4(3) et article 9 (1))

INFRACTIONS

1. Tout complot ou tentative de complot visant à empêcher l'accomplissement de la présente loi.
2. Toute infraction visée par l'annexe.

SCHEDULE

(Subsection 4(3) and section 9 (1))

OFFENCES

1. Any conspiracy or attempt to commit an offence under the Act in relation to, or any counselling in relation to, an offence mentioned in this schedule.
2. An offence against any of the following provisions of the Criminal Code:

(ii) one year, in the case of any other offence,

(ii) un an pour toute autre infraction.

after the direction of the court that the applicant be discharged absolutely or, where the applicant was directed to be discharged on the conditions prescribed in a probation order, after the termination of the period of probation.

Calculation of term of imprisonment

(4) For the purposes of this section, in a calculation of the term of imprisonment imposed on an applicant, there shall be included, in addition to any time spent by the applicant in custody in respect of that term of imprisonment, any period during which the applicant was released from imprisonment before the expiration according to law of the sentence being served by the applicant."

(4) Pour l'application du présent article, la durée de la peine d'emprisonnement comprend la période d'incarcération et les périodes pendant lesquelles le requérant bénéficie de toute forme de mise en liberté avant l'expiration de sa peine prévue par la loi.»

Calcul de la durée de la peine

(2) Subsection 4(9) of the said Act is repealed.

(2) Le paragraphe 4(9) de la même loi est abrogé.

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 9 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 9, de ce qui suit :

Amendments to schedule

"9.1 The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding thereto or deleting therefrom any offence relating to alcohol, drugs or psychoactive substances under the Criminal Code, the Food and Drugs Act, the Narcotic Control Act or any other Act of Parliament providing for the control of psychoactive substances."

«9.1 Le gouverneur en conseil peut, par décret, ajouter à l'annexe de la présente loi, ou en supprimer, toute infraction liée à l'alcool, aux stupéfiants ou aux psychotropes et prévue au Code criminel, à la Loi sur les aliments et drogues, à la Loi sur les stupéfiants ou à toute autre loi fédérale portant sur les psychotropes.»

Annexe

3. The schedule to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. L'annexe de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"SCHEDULE (Subsection 4(3) and section 9.1)

«ANNEXE (paragraphe 4(3) et article 9.1)

OFFENCES

INFRACTIONS

1. Any conspiracy or attempt to commit, being an accessory after the fact in relation to, or any counselling in relation to, an offence mentioned in this schedule.

1. Tout complot ou toute tentative de commettre l'une des infractions visées à la présente annexe, ainsi que toute complicité après le fait à l'égard d'une telle infraction ou le fait de conseiller à une personne de la commettre.

2. An offence against any of the following provisions of the Criminal Code:

2. Toute infraction visée par l'une des dispositions suivantes du Code criminel :

(2) This amendment would delete the reference to the form of a pardon.

Clause 2: New. This amendment is related to the amendments proposed by clauses 1 and 3.

Clause 3: This amendment is consequential on the amendments proposed by clause 1.

(2). — Découle de l'article 4. Suppression du formulaire de réhabilitation.

Article 2. — Nouveau. Découle du paragraphe 1(2) et de l'article 3.

Article 3. — Découle de l'article 2. Remplacement de l'annexe actuelle.

- (a) section 253 (operation of motor vehicle, vessel or aircraft while impaired or with more than 80 mg alcohol in blood);
- (b) subsection 254(5) (failure or refusal to provide sample); 5
- (c) subsection 255(2) (impaired driving causing bodily harm);
- (d) subsection 255(3) (impaired driving causing death); and 10
- (e) section 462.31 (laundering proceeds of crime).

3. An offence against any of the following provisions of the *Food and Drugs Act*:

- (a) section 38.1 (failure to disclose previous prescriptions); 15
- (b) section 39 (trafficking and possession for the purpose of trafficking in a controlled drug);
- (c) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drugs); 20
- (d) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drugs); and
- (e) section 48 (trafficking and possession for the purpose of trafficking in a restricted drug). 25

4. An offence against any of the following provisions of the *Narcotic Control Act*:

- (a) section 3.1 (failure to disclose previous prescriptions); 30
- (b) section 4 (trafficking and possession for the purpose of trafficking);
- (c) section 5 (importing and exporting);
- (d) section 6 (cultivation); 35
- (e) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
- (f) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).”

- a) article 253 (capacité de conduire affaiblie);
- b) paragraphe 254(5) (défaut ou refus de fournir un échantillon);
- c) paragraphe 255(2) (capacité de conduire affaiblie causant des lésions corporelles);
- d) paragraphe 255(3) (capacité de conduire affaiblie causant la mort);
- e) article 462.31 (recyclage des produits de la criminalité). 10

3. Toute infraction visée par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues* :

- a) article 38.1 (défaut de divulguer les 15 ordonnances antérieures);
- b) article 39 (trafic des drogues contrôlées et possession en vue du trafic);
- c) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction); 20
- d) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);
- e) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint et possession en vue du trafic). 25

4. Toute infraction visée par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants* :

- a) article 3.1 (défaut de divulguer les ordonnances antérieures); 30
- b) article 4 (trafic de stupéfiant et possession en vue du trafic);
- c) article 5 (importation et exportation);
- d) article 6 (culture); 35
- e) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- f) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).» 40

C-65

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-65

An Act to provide borrowing authority

First reading, February 21, 1990

THE MINISTER OF FINANCE

C-65

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-65

Loi portant pouvoir d'emprunt

Première lecture le 21 février 1990

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-65

PROJET DE LOI C-65

An Act to provide borrowing authority

Loi portant pouvoir d'emprunt

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Borrowing Authority Act, 1990-91*.

1. Titre abrégé : *Loi de 1990-1991 sur le pouvoir d'emprunt*.

Titre abrégé

5

Borrowing authority

2. (1) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may raise money, under the *Financial Administration Act*, by way of loan or by the issue and sale of securities of Canada, in such amount or amounts, not exceeding in the whole twenty-five billion, five hundred million dollars, as may be required for public works and general purposes.

2. (1) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut obtenir, en conformité avec la *Loi sur la gestion des finances publiques*, au moyen d'emprunts ou par l'émission de titres du Canada destinés à la vente, en une ou plusieurs sommes jusqu'à concurrence d'un montant maximal de vingt-cinq milliards cinq cents millions de dollars, les fonds nécessaires à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses.

Pouvoir d'emprunt

15

Expiration

(2) All borrowing authority conferred by subsection (1) that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 44 of the *Financial Administration Act* shall expire on March 31, 1991 to the extent that the unused authority exceeds three billion dollars.

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 31 mars 1991 pour toute fraction de l'emprunt maximal autorisé par ce paragraphe supérieure à trois milliards de dollars et pour laquelle le gouverneur en conseil n'a pris aucune initiative dans le cadre de l'article 44 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Cessation d'effet

20

Expiration of previous borrowing authority

3. All borrowing authority conferred by the *Borrowing Authority Act, 1989-90* that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 44 of the *Financial Administration Act* shall expire on the later of March 31, 1990 and the date on which this Act comes into force.

3. Le 31 mars 1990 ou, si elle est postérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les autorisations d'emprunter prévues par la *Loi de 1989-90 sur le pouvoir d'emprunt* et pour lesquelles le gouverneur en conseil n'a pris aucune initiative dans le cadre de l'article 44 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* cessent d'avoir effet.

Cessation d'effet de la loi antérieure

30

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide borrowing authority".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi portant pouvoir d'emprunt».

BILL C-66

PROJET DE LOI C-66

an Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted to animals, and respecting the possession of animals.

Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmises par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux.

First reading, 1991

Deuxième lecture le 9 mars 1991

MINISTER OF AGRICULTURE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Printed and published by the Queen's Printer at Ottawa, Ontario, Canada.

Imprimé et publié par le ministre de l'Agriculture au Québec, Québec, Canada.

Approved for printing by the Minister of Agriculture, Ottawa, Ontario, Canada.

Approved for printing by the Minister of Agriculture, Ottawa, Ontario, Canada.

Adjustment of maximum amount

4. If this Act comes into force after March 31, 1990, the borrowing authority conferred by subsection 2(1) shall be reduced by any amount that is borrowed pursuant to the *Borrowing Authority Act, 1989-90* after that date but before the coming into force of this Act.

4. Si la présente loi entre en vigueur après le 31 mars 1990, le montant maximal visé au paragraphe 2(1) est diminué du montant emprunté, après cette date mais avant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, en vertu de la *Loi de 1989-90 sur le pouvoir d'emprunt*.

Ajustement du montant maximal

C-66

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-66

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-66

PROJET DE LOI C-66

An Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted by animals to persons, and respecting the protection of animals

Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmissibles par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux

First reading, March 9, 1990

Première lecture le 9 mars 1990

THE MINISTER OF AGRICULTURE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-66

PROJET DE LOI C-66

An Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted by animals to persons, and respecting the protection of animals

Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmissibles par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short Title

1. This Act may be cited as the *Health of Animals Act*.

1. *Loi sur la protection sanitaire des animaux*.

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"analyst"
«analyste»

"animal"
«animal»

"animal by-product"
«sous-produit animal»

"animal deadyard"
«atelier...»

"animal food"
«aliments pour animaux»

2. (1) In this Act,
"analyst" means a person appointed or designated as an analyst under section 32;
"animal" includes an embryo and a fertilized egg or ovum;
"animal by-product" includes blood or any of its components, bones, bristles, feathers, flesh, hair, hides, hoofs, horns, offal, skins and wool, and any thing containing any of those things;
"animal deadyard" means a place where animal carcasses, animal by-products or disabled or diseased animals are brought when they are not to be prepared for human consumption;
"animal food" means any thing that is capable of being a nutriment for animals and includes any of the constituent elements of an animal ration;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
«agent de la paix» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel*.
10 «agent des douanes» Toute personne affectée à l'exécution ou au contrôle d'application de la *Loi sur les douanes*. Sont inclus les membres de la Gendarmerie royale du Canada.
15 «agent d'exécution» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32; sont exclus les analystes.
20 «aliments pour animaux» Toute chose susceptible de servir à la nutrition animale, y compris tout élément constitutif d'une ration.
«analyste» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32.

Définitions

«agent de la paix»
"peace officer"

10 «agent des douanes»
"customs officer"

15 «agent d'exécution»
"officer"

«aliments pour animaux»
"animal food"

«analyste»
"analyst"

"animal product" «produit animal»	"animal product" includes cream, eggs, milk, non-fertilized ova and semen;	«animal» Sont assimilés aux animaux les embryons ainsi que les oeufs et ovules fécondés.	«animal» "animal"
"Assessor" «évaluateur»	"Assessor" means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i> ;	«atelier d'équarrissage» Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.	«atelier d'équarrissage» 5 "animal deadyard"
"conveyance" «véhicule»	"conveyance" means any aircraft, carriage, motor vehicle, trailer, railway car, vessel, cargo container or other contrivance used to move persons, animals or things;	«contamination» Contamination proprement dite, ainsi que le fait, pour un animal, d'être malade ou porteur.	«contamination» French version only 10
"customs officer" «agent des douanes»	"customs officer" means a person employed in the administration and enforcement of the <i>Customs Act</i> and includes any member of the Royal Canadian Mounted Police;	10 «couvoir» Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), local d'incubation ou d'éclosion des oeufs.	«couvoir» "hatchery"
"disease" «maladie»	"disease" includes (a) a reportable disease and any other disease that may affect an animal or that may be transmitted by an animal to a person, and (b) the causative agent of any such disease;	15 «déclarable» Désigné comme tel par règlement ministériel. 15 «détruire» S'entend notamment d'abattre et d'enfourir.	«déclarable» "reportable" 15 «détruire» French version only
"dispose" Version anglaise seulement	"dispose" includes slaughter or otherwise destroy, bury or render;	«évaluateur» L'évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i> .	«évaluateur» "Assessor" 20
"hatchery" «couvoir»	"hatchery" means, subject to any regulations made under subsection (2), a place where eggs are incubated or chicks are hatched;	«inspecteur» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32.	«inspecteur» "inspector"
"infected place" «lieu contaminé»	"infected place" means a place that is constituted to be an infected place under section 22 or 23 or under the regulations;	«juge de paix» S'entend au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> .	«juge de paix» "justice" 25
"inspector" «inspecteur»	"inspector" means a person appointed or designated as an inspector under section 32;	«lieu» Y sont assimilés les véhicules.	«lieu» "place"
"justice" «juge...»	"justice" means a justice as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> .	«lieu contaminé» Lieu qui constitue un lieu contaminé au titre des articles 22 ou 23 ou des règlements.	«lieu contaminé» "infected place"
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Agriculture;	«maladie» Les maladies déclarables et toute maladie animale ou transmissible par un animal à une personne; y sont assimilés les agents causant ces maladies.	«maladie» "disease" 30
"officer" «agent d'exécution»	"officer" means a person appointed or designated as an officer under section 32, but does not include an analyst;	«ministre» Le ministre de l'Agriculture.	«ministre» "Minister"
"peace officer" «agent de la paix»	"peace officer" means a peace officer as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> ;	35 «produit animal» Notamment la crème, les oeufs et le lait; y sont assimilés les ovules non fécondés et le sperme.	35 «produit animal» "animal product"
"place" «lieu»	"place" includes a conveyance;	«produit vétérinaire biologique» Les helminthes, protozoaires et micro-organismes, les substances tirées de ceux-ci ou d'animaux, les mélanges de ces substances et les substances d'origine synthétique fabriqués, vendus ou proposés pour utilisation dans le rétablissement, la correction ou la modification des fonctions organiques des ani-	«produit vétérinaire biologique» "veterinary ..." 40
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulation;	45	45

...
(1) ...
(2) ...

...
(3) ...

...
(4) ...

...
(5) ...

...
(6) ...

...
(7) ...

...
(8) ...

...
(9) ...

...
(10) ...

...
(11) ...

...
(12) ...

...
(13) ...

...
(14) ...

...
(15) ...

...
(16) ...

...
(17) ...

...
(18) ...

...
(19) ...

...
(20) ...

...
(21) ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

"rendering plant" «usine de traitement»	<p>"rendering plant" means a place</p> <p>(a) where animal by-products are prepared or treated for use in, or converted into, fertilizers, animal food, fats or oils, other than fats or oils used for human consumption, 5</p> <p>(b) where a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is stored, packed or marked, or</p> <p>(c) from which a substance resulting 10 from a process mentioned in paragraph (a) is shipped;</p>	<p>maux ou dans le diagnostic, le traitement, l'atténuation ou la prévention d'une maladie, d'un trouble ou d'un état physique anormal des animaux, ou de leurs symptômes. 5</p> <p>«sous-produit animal» Notamment la chair, les abats et les issues, y compris les poils, plumes, sabots, cornes, peaux, cuir, laine, sang — de même que ses composants — et os, ainsi que toute chose contenant ces 10 éléments.</p>	5 «sous-produit animal» "animal by-product"
"reportable" «déclarable»	"reportable" means prescribed as reportable by the Minister;	«substance toxique» Substance désignée comme telle par règlement ministériel.	«substance toxique» "toxic substance"
"toxic substance" «substance toxique»	"toxic substance" means a substance prescribed as toxic by the Minister; 15	«usine de traitement» Lieu où s'effectuent les opérations suivantes : 15	«usine de traitement» "rendering plant"
"vector" «vecteur»	"vector" means an animal that has the potential to transmit a disease, directly or indirectly, from one animal or its excreta to another animal; 20	<p>a) soit la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou 20 traitement à de telles fins;</p> <p>b) soit le stockage, l'emballage ou le marquage des substances résultant de l'une des opérations visées à l'alinéa a);</p> <p>c) soit l'expédition de ces substances. 25</p>	
"veterinary biologic" «produit vétérinaire biologique»	<p>"veterinary biologic" means</p> <p>(a) a helminth, protozoa or micro-organism,</p> <p>(b) a substance or mixture of substances derived from animals, helminths, protozoa or micro-organisms, or 25</p> <p>(c) a substance of synthetic origin that is manufactured, sold or represented for use in restoring, correcting or modifying organic functions in animals or for use 30 in the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or the symptoms thereof, in animals;</p>	«vecteur» Animal capable de transmettre, directement ou non, une maladie d'un animal — ou de ses excréments — à un autre.	«vecteur» "vector"
"veterinary inspector" «vétérinaire-inspecteur»	"veterinary inspector" means a veterinarian 35 appointed or designated as an inspector under section 32.	«véhicule» Tout moyen de transport — 30 notamment les aéronefs, voitures, véhicules à moteurs, remorques, wagons et navires —, y compris les conteneurs.	«véhicule» "conveyance"
Ministerial regulations	(2) The Minister may make regulations excluding places from the definition "hatchery" and prescribing reportable diseases and 40 toxic substances.	«vétérinaire-inspecteur» Vétérinaire nommé ou désigné à titre d'inspecteur en applica- 35 tion de l'article 32.	«vétérinaire-inspecteur» "veterinary inspector"
Incorporation by reference	(3) Toxic substances may be prescribed (a) in terms of the quantity or concentra- 45 tion in which substances are contained in other substances; and	(2) Le ministre peut, par règlement, exclure tout local de la définition de couvoir et désigner les maladies déclarables et les substances toxiques. 40	Règlements ministériels
		(3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs compo- 45 sants; en outre, il peut être précisé, dans les	Incorporation par renvoi

réglement ministériel, l'inspecteur peut
renvoi des échantillons de substances
ou elles sont inventoriés avec leurs caracté-
ristiques.

(b) by reference to substances specified in
any published document or issued from
any laboratory.

CHAMP D'APPLICATION

APPLICATION

3. La présente loi de la province de l'Ontario
du Canada ou d'une province.

3. This Act is binding on Her Majesty in
right of Canada or a province.

4. Pour l'application de la présente loi, le
gouverneur en conseil peut, par décret, faire
les limites des ports et autres lieux.

4. The Governor in Council may, by
order, define the limits of ports and other
places for the purposes of this Act.

LUTTE CONTRE LES MALADIES ZOOBES
SUBSTANCES TOXIQUES

CONTROL OF DISEASE AND TOXIC
SUBSTANCE

Déclaration préalable et déclarations

Notification and Reports

10. (1) Le propriétaire d'un animal ou
toute personne en ayant la possession, la
responsabilité ou la charge des soins peut
être déclaré responsable de la présence d'une
maladie zootique ou d'une substance toxique
si, dans un délai de sept jours après que
l'animal ou l'objet en question a été
déclaré par un inspecteur.

2. (1) A person who owns or has the
possession, care or control of an animal shall
notify the nearest veterinary inspector of the
presence of a reportable disease or toxic sub-
stance, or any fact indicating its presence, in
or around the animal, immediately after the
person becomes aware of the presence of
such fact.

11. Dès qu'il soupçonne qu'un animal
ou un objet peut être porteur d'une maladie zootique ou
d'une substance toxique, l'inspecteur ou le
vétérinaire qui analyse les prélèvements au-
tour de l'animal ou l'objet doit en faire un
rapport à son inspecteur.

(2) Immediately after a person who is a
veterinarian or who analyses a reportable
disease or toxic substance that an animal is affected or
contaminated by a reportable disease or toxic
substance, the person shall so notify a veteri-
nary inspector.

12. (1) Sur demande du ministre, l'exploit-
ant d'une ferme, d'un élevage ou d'un atelier
de traitement des produits laitiers, doit
fournir, selon les modalités réglementaires,
des échantillons de lait ou de crème à
des fins de contrôle de la production.

6. (1) The owner of a cheese factory,
creamery or dairy shall, when requested to
do so by the Minister, supply in the pre-
scribed manner samples of milk or cream
identified as to the herd or origin, for inspec-
tion by an inspector.

13. Le propriétaire d'un animal ou de
toute chose susceptible d'être contaminée
par une maladie zootique ou une substance
toxique ou la personne qui a la possession,
la responsabilité ou la charge des soins peut
être déclaré responsable de la présence d'une
maladie zootique ou d'une substance toxique
si, dans un délai de sept jours après que
l'animal ou l'objet en question a été
déclaré par un inspecteur.

(2) A person who owns or has the posses-
sion, care or control of an animal or of any
other thing that is capable of being affected
or contaminated by a disease or toxic sub-
stance shall supply in the prescribed manner
such samples from the animal or other thing
to the Minister and report.

14. (1) Une fois qu'un inspecteur a
reçu des échantillons de lait ou de crème
d'une ferme, d'un élevage ou d'un atelier
de traitement des produits laitiers, il peut
faire des analyses pour déterminer si
le lait ou la crème est contaminé par
une substance toxique susceptible de con-

7. (1) Where
(a) there exists in an area a disease or
toxic substance that is capable of affecting
animals, and

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

(b) by reference to substances specified in any published document, as amended from time to time.

règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef 5 du Canada ou d'une province.

5 Obligation de Sa Majesté

Limits of ports, etc.

4. The Governor in Council may, by order, define the limits of ports and of other places for the purposes of this Act.

4. Pour l'application de la présente loi, le gouverneur en conseil peut, par décret, fixer les limites des ports et autres lieux.

Limites des ports

CONTROL OF DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES

LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES SUBSTANCES TOXIQUES

*Notification and Samples**Déclarations, prélèvements et échantillons*

Notification by owner, etc.

5. (1) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall 10 notify the nearest veterinary inspector of the presence of a reportable disease or toxic substance, or any fact indicating its presence, in or around the animal, immediately after the person becomes aware of the presence or 15 fact.

5. (1) Le propriétaire d'un animal ou 10 toute personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins sont tenus de déclarer sans délai au plus proche vétérinaire-inspecteur la présence d'une maladie déclarable ou d'une substance toxique 15 que chez l'animal ou dans son milieu de vie, de même que tout fait indicatif à cet égard.

10 Déclaration par le propriétaire

Notification by veterinarian, etc.

(2) Immediately after a person who is a veterinarian or who analyses animal specimens suspects that an animal is affected or contaminated by a reportable disease or toxic 20 substance, the person shall so notify a veterinary inspector.

(2) Dès qu'ils soupçonnent qu'un animal est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, le vétérinaire, ou la 20 personne qui analyse les prélèvements animaux, doivent en faire sans délai la déclaration à un vétérinaire-inspecteur.

Déclaration par le vétérinaire

Samples of milk or cream

6. (1) The operator of a cheese factory, creamery or dairy shall, when requested to do so by the Minister, supply in the prescribed manner samples of milk or cream, identified as to the herd of origin, for inspection by an inspector.

6. (1) Sur demande du ministre, l'exploitant d'une fromagerie, crèmerie ou laiterie 25 fournit, selon les modalités réglementaires, des échantillons de lait ou de crème — avec la mention du troupeau producteur — pour examen par un inspecteur.

Échantillons de lait ou de crème

Samples of animals or other things

(2) A person who owns or has the possession, care or control of an animal or of any 30 other thing that is capable of being affected or contaminated by a disease or toxic substance shall supply in the prescribed manner such samples from the animal or other thing as the Minister may request.

(2) Le propriétaire d'un animal ou de 30 toute chose susceptibles d'être contaminés par une maladie déclarable ou une substance toxique ou la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins sont tenus de fournir, à la demande du ministre et 35 selon les modalités réglementaires, des prélèvements ou des échantillons de ceux-ci, selon le cas.

Prélèvements animaux et autres

Notice forbidding entry

7. (1) Where (a) there exists in an area a disease or toxic substance that is capable of affecting animals, and

7. (1) Une fois prises par le ministre les mesures nécessaires pour faire connaître, 40 dans la région, l'existence d'une maladie ou d'une substance toxique susceptibles de con-

Avis d'interdiction d'accès

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

(b) reasonable steps have been taken by the Minister to

(i) bring the existence of the disease or toxic substance to the attention of persons having the possession, care or control of animals in the area, and

(ii) make those persons aware of the requirements of this subsection,

every person in that area who owns or has the possession, care or control of an animal shall affix at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept a notice forbidding entry without the person's permission.

Notice forbidding entry without permission

(2) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall affix at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept a notice forbidding entry without the permission of an inspector or officer where there exists in the area a disease or toxic substance that is capable of affecting the animal and the inspector or officer requires such a notice to be so affixed.

Prohibition

(3) No person shall knowingly enter a building or other enclosed place in contravention of a notice affixed under this section, unless the person has a right of entry or way into the building or place or any part thereof or an inspector or officer has authorized the entry.

taminer les animaux ainsi que l'obligation prévue au présent paragraphe, le propriétaire de ceux-ci ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, affichent, à l'entrée des bâtiments ou enclos où ils se trouvent, un avis en interdisant l'accès sans leur permission.

5

(2) Dans le cas où soit une telle maladie sévit dans la région, soit une telle substance existe dans celle-ci, le propriétaire ou la personne ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins d'animaux affichent, à l'entrée des bâtiments ou enclos où ils se trouvent, sur demande de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, un avis en interdisant l'accès sans la permission de celui-ci.

Idem

10

15

(3) Il est interdit, à moins d'avoir le droit de passage ou d'y entrer, de pénétrer sans la permission de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution dans un lieu tout en sachant qu'il fait l'objet de l'affichage prévu au présent article.

Interdiction

20

30

Prohibitions

Interdictions

Concealment

8. No person shall conceal the existence of a reportable disease or toxic substance among animals.

8. Il est interdit de dissimuler l'existence d'une maladie déclarable ou d'une substance toxique chez des animaux.

Interdiction de dissimuler

25

Keeping diseased animals

9. No person shall turn out, keep or graze on any undivided or unenclosed land any animal that the person knows is affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance.

9. Il est interdit de garder, ou de mener ou laisser paître, sur tout terrain qui n'est pas à l'écart ou clôturé, un animal dont on sait soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, soit qu'il y a été exposé.

Pâturage

30

Bringing diseased animals to market

10. No person shall, without a licence issued by an inspector or officer, bring into any market, fair or other place any animal that is known by the person to be affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance.

10. Il est interdit, sans permis délivré par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de mener au marché, à une foire ou en tout autre lieu un animal dont on sait soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou par un produit toxique soit qu'il y a été exposé.

Déplacement d'animaux malades

35

45

ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΙΑΚΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ

1. Ο σκοπός του παρόντος προγράμματος είναι η επίτευξη των στόχων που καθορίζονται στην παρ. 1 του άρθρου 1 του Ν. 2291/1995...

2. ΟΡΓΑΝΩΣΗ

2.1. Η υλοποίηση του προγράμματος θα γίνεται υπό την αιγίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

3. ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ

3.1. Ο προϋπολογισμός του προγράμματος ανέρχεται σε 10.000.000 ευρώ...

4. ΑΝΑΡΤΗΣΗ

4.1. Το παρόν πρόγραμμα θα αναρτηθεί στην ιστοσελίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

4.2. Η υλοποίηση του προγράμματος θα γίνεται υπό την αιγίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

4.3. Η υλοποίηση του προγράμματος θα γίνεται υπό την αιγίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

4.4. Η υλοποίηση του προγράμματος θα γίνεται υπό την αιγίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

4.5. Η υλοποίηση του προγράμματος θα γίνεται υπό την αιγίδα του Υπουργείου Περιβάλλοντος και Ενέργειας...

Selling or disposing of diseased animals

11. No person shall, without a licence issued by an inspector or officer, sell or offer or expose for sale or otherwise transfer the ownership of

- (a) any animal or any part of an animal that the person knows is affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance, or
 (b) any animal product or animal by-product that the person knows was obtained from an animal that was affected or contaminated by, or was exposed to, any reportable disease or toxic substance at the time of its death,

whether or not the person is the owner of the animal, animal product or animal by-product.

Throwing carcasses into water

12. No person shall throw or place in any body of water the carcass or any part of an animal that at the time of its death was to the person's knowledge affected or contaminated by, or was exposed to, any disease or toxic substance, or that was destroyed because it was, or was suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

Digging up carcasses

13. (1) No person shall, without lawful authority or excuse, dig up all or any part of the buried carcass of an animal that died or is suspected of having died as a result of being affected or contaminated by a disease or toxic substance, or that was destroyed because it was, or was suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

Experimental treatment and examination

(2) The Minister may

- (a) reserve for experimental treatment an animal required to be destroyed under this Act or the carcass of an animal destroyed under this Act; and
 (b) authorize an inspector or officer to perform a *post mortem* examination of the carcass of an animal that has died or is suspected of having died from a disease or toxic substance and, if the carcass is buried, to dig it up for the purpose of the examination.

11. Il est interdit, sans permis délivré par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, d'opérer le transfert de propriété, ou d'offrir ou d'exposer en vue de la vente :

Vente et aliénation interdites

- a) tout ou partie d'un animal dont on sait, soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, soit qu'il y a été exposé;
 b) tout produit ou sous-produit dont on sait qu'il provient d'un animal contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique au moment de sa mort ou qui y avait été exposé avant celle-ci.

L'interdiction vise toute personne, qu'elle soit propriétaire ou non de l'animal, du produit ou du sous-produit.

Dépôt de cadavres dans l'eau

12. Il est interdit de jeter ou déposer dans l'eau tout ou partie du cadavre d'un animal dont on sait qu'il était contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique au moment de sa mort ou qu'il y avait été exposé avant celle-ci, ou qui a été abattu pour cette raison ou parce qu'on le soupçonnait d'avoir été ainsi contaminé ou exposé.

Déterrement des cadavres

13. (1) Il est interdit, sans autorisation ou excuse légitime, de déterrer tout ou partie du cadavre d'un animal mort ou jugé mort des suites de la contamination par une maladie ou une substance toxique ou qui a été abattu parce qu'il était ainsi contaminé ou qu'on le soupçonnait de l'être.

Expériences et autopsie

(2) Le ministre peut affecter à des expériences les animaux dont la destruction est exigée sous le régime de la présente loi, ou leurs cadavres, et autoriser l'inspecteur ou l'agent d'exécution à faire l'autopsie de cadavres d'animaux morts ou jugés morts des suites de la contamination par une maladie ou une substance toxique et, au besoin, à les déterrer.

Importation

14. The Minister may make regulations prohibiting the importation of any animal or other thing into Canada, any part of Canada or any Canadian port, city or generally or from any place named in the regulations, for each period as the Minister considers necessary for the purpose of preventing a disease or toxic substance from being introduced into or spread within Canada.

15. (1) The person shall possess or dispose of an animal or thing that the person knows was imported in contravention of this Act or the regulations.

(2) It may be presumed for an offence under subsection (1) an accused who is found to have been in possession of an animal or thing that was imported in contravention of this Act or the regulations shall be considered by the absence of evidence to the contrary to have known that the thing was so imported.

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, animal by-product, animal food or veterinary medicine, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, on or before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary medicine or other thing to an inspector, officer or customs officer who may request it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

(2) The Minister may make regulations for examining animals or things from the application of this section and respecting the manner of presenting things for inspection.

17. Subject to section 18, where an animal or thing is imported or is attempted to be imported into Canada in contravention of this Act or the regulations it shall be forfeited to Her Majesty in right of Canada and

Importation

14. Le ministre peut, par règlement, interdire l'importation d'animaux ou de choses autres que des choses de territoire canadien, d'un port canadien, d'une ville ou généralement d'un lieu quelconque nommé dans les règlements, pour toute période que le ministre considère nécessaire en vue de prévenir l'introduction ou la propagation de maladie ou d'une substance toxique dans le Canada.

15. (1) La personne qui possède ou dispose d'un animal ou d'une chose qu'elle sait avoir été importée en contravention de la présente loi ou des règlements en vertu desquels elle a été importée.

(2) On peut présumer, en cas d'infraction à l'article 15, que l'accusé qui est trouvé en possession d'un animal ou d'une chose qu'il sait avoir été importée en contravention de la présente loi a su que l'animal ou la chose a été illégalement importée.

16. (1) Lorsqu'une personne importe au Canada un animal, un produit animal, un produit dérivé animal, de la nourriture animale ou un médicament vétérinaire, ou toute autre chose utilisée en rapport avec les animaux, ou contaminée par une maladie ou une substance toxique, elle doit, au moment de l'importation, ou au plus tard, au moment de l'importation, présenter l'animal, le produit animal, le produit dérivé animal, la nourriture animale, le médicament vétérinaire ou toute autre chose à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un fonctionnaire qui peut lui demander de soumettre l'animal, le produit animal, le produit dérivé animal, la nourriture animale, le médicament vétérinaire ou toute autre chose à l'inspection.

(2) Le ministre peut, par règlement, soumettre à l'examen les animaux ou les choses de l'article 16 et prescrire les modalités de leur présentation pour inspection.

17. Sauf en cas d'importation en vertu de l'article 18, tout animal ou chose importé ou essayé d'être importé au Canada en violation de la présente loi ou des règlements, les animaux ou choses en cause sont, sans préjudice de l'article 18, confisqués au profit de Sa

Regulation
Prohibiting
Importation

Prohibition of
Possession or
Disposition of
Animal or Thing

Presumption

Importation
into Canada
of Animals,
Animal Products,
Animal By-products,
Animal Food or
Veterinary Medicine,
or Any Other Thing
Used in Respect of
Animals or Contaminated
by a Disease or
Toxic Substance

Regulation

Forfeiture of
Animals or
Things

Regulation
Prohibiting
Importation

Prohibition of
Possession or
Disposition of
Animal or Thing

Presumption

Importation
into Canada
of Animals,
Animal Products,
Animal By-products,
Animal Food or
Veterinary Medicine,
or Any Other Thing
Used in Respect of
Animals or Contaminated
by a Disease or
Toxic Substance

Regulation

Forfeiture of
Animals or
Things

Importation

Importation

Regulations prohibiting importation

14. The Minister may make regulations prohibiting the importation of any animal or other thing into Canada, any part of Canada or any Canadian port, either generally or from any place named in the regulations, for such period as the Minister considers necessary for the purpose of preventing a disease or toxic substance from being introduced into or spread within Canada.

14. Le ministre peut, par règlement, interdire l'importation d'animaux ou de choses soit sur tout ou partie du territoire canadien, soit à certains points d'entrée seulement; l'interdiction, qui peut être générale ou viser uniquement des provenances précises, est en vigueur le temps qu'il juge nécessaire pour prévenir l'introduction ou la propagation au Canada d'une maladie ou d'une substance toxique.

Règlements : importation

Prohibition of possession or disposition

15. (1) No person shall possess or dispose of an animal or thing that the person knows was imported in contravention of this Act or the regulations.

15. (1) Il est interdit de prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard d'un animal ou d'une chose qu'on sait importés en contravention avec la présente loi ou les règlements ou de les avoir en sa possession.

Interdiction : possession et disposition

Presumption

(2) In any prosecution for an offence under subsection (1), an accused who is found to have been in possession of an animal or thing that was imported in contravention of this Act or the regulations shall be considered, in the absence of evidence to the contrary, to have known that the thing was so imported.

(2) Dans les poursuites pour infraction au paragraphe (1), l'accusé qui était en possession d'un tel animal ou d'une telle chose est réputé, sauf preuve contraire, savoir qu'ils ont été illégalement importés.

Présomption

Importation into Canada

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, animal by-product, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou les retenir jusqu'à ce que l'inspecteur ou l'agent d'exécution s'en charge.

Présentation pour inspection

Regulations

(2) The Minister may make regulations for exempting animals or things from the application of this section and respecting the manner of presenting things for inspection.

(2) Le ministre peut, par règlement, soustraire tout animal ou toute chose à l'application du présent article et prévoir les modalités de présentation pour inspection.

Règlements

Forfeiture of imports

17. Subject to section 18, where an animal or thing is imported or is attempted to be imported into Canada in contravention of this Act or the regulations, it shall be forfeited to Her Majesty in right of Canada and

17. En cas d'importation — ou de tentative d'importation — en contravention avec la présente loi ou les règlements, les animaux ou choses en cause sont, sous réserve de l'article 18, confisqués au profit de Sa

Confiscation d'animaux importés illégalement

... du chef du Canada. Il peut en être...

... d'un animal en transit par l'air...

... may be disposed of at the Minister's...

... (1) Where an inspector or officer...

... (2) Where the animal or thing is...

... (3) A requirement under subsection...

... (4) An animal or thing that is...

... (5) Where the animal or thing is...

... (6) No person shall export an animal...

... (7) Where the animal or thing is...

... (8) A certificate of the inspector...

Vertical text on the left margin, likely a page number or reference.

Vertical text on the right margin, likely a page number or reference.

may be disposed of as the Minister may direct.

Majesté du chef du Canada; il peut en être disposé, notamment par destruction, conformément aux instructions du ministre.

Removal of imports

18. (1) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an animal or thing has been imported into Canada and that it

(a) was imported in contravention of this Act or the regulations,

(b) is or could be affected or contaminated by a disease or toxic substance, or

(c) is a vector,

the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized, require the owner or the person having the possession, care or control of the animal or thing to remove it from Canada.

18. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un animal ou une chose importés au Canada soit l'ont été en contravention avec la présente loi ou les règlements, soit sont contaminés par une maladie ou une substance toxique, ou sont susceptibles de l'être, soit encore sont des vecteurs, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut ordonner à leur propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins de les renvoyer à l'étranger, même quand ils ont été saisis.

Ordre de renvoi

Notice

(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the person being required to remove the animal or thing or by sending the notice to the person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Non-forfeiture

(3) An animal or thing that is required to be removed from Canada shall be deemed not to have been forfeited under section 17.

(3) L'animal ou la chose visés par l'ordre sont censés ne pas avoir été confisqués au titre de l'article 17.

Présomption

Forfeiture where non-compliance

(4) Where the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 45, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 45, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

Exportation of Animals

Exportation d'animaux

Certificate required

19. (1) No person shall export an animal from Canada by vessel or aircraft unless

(a) prior notice of the export of the animal has been given to a customs officer in charge of the place where the animal is to board the vessel or aircraft and the animal has been presented to an inspector in accordance with subsection (2) at that place; and

(b) a certificate of the inspector has been received by the person certifying that all the prescribed requirements respecting the

19. (1) Il est interdit d'exporter du Canada, par air ou par mer, des animaux sans, d'une part, en aviser préalablement l'agent des douanes compétent du lieu de leur embarquement, d'autre part, les présenter à un inspecteur, conformément au paragraphe (2), au même lieu, et avoir obtenu de l'inspecteur le certificat attestant qu'ont été observées toutes les prescriptions réglementaires portant sur la santé, la protection et le transport des animaux.

Nécessité du certificat

best, protection and transportation of the animal have been complied with.

(1) An animal that is required to be inspected shall be presented in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection.

(2) A copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) shall be delivered to

(a) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft and

(b) the chief officer of customs of the port of report from which the vessel or aircraft is to depart.

(4) Where a vessel or aircraft that is to depart from Canada has an animal on board,

(a) no person shall send the vessel to sea or the aircraft on its flight, and

(b) no person in charge of the vessel or aircraft shall take the vessel to sea or the aircraft on its flight,

unless a copy of a certificate in respect of the animal has been delivered in accordance with subsection (3).

(2) The chief officer of customs referred to in paragraph (1)(b) shall, before animals and a copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) has been delivered to that officer.

(6) The Minister may make regulations respecting animals or categories of animals and shipments and categories of shipments from the application of this section.

20. Nothing in the Act affects (a) the provisions of the Canada Shipping Act respecting port orders,

(b) chapter 33 of the Statute of Canada, 1871, entitled "An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbour of Quebec,"

(c) chapter 11 of the Statute of Canada, 1871, entitled "An Act to amend the Act relating to Port Warden at Montreal and Quebec; or

(2) La présentation à l'inspecteur en fait selon les modalités et aux conditions que 2 l'inspecteur juge nécessaires en l'occurrence.

(3) Copie du certificat est remise soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au 10 pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au pilote en chef des douanes du port ou de l'aéroport d'où s'agit le 12 aéronef.

(4) Il est interdit, sans avoir reçu copie du 10 certificat visé au paragraphe (1) :

a) d'envoyer en mer un navire ayant à bord des animaux destinés à l'exportation ou de prendre le mer avec lui à titre de 12 capitaine;

b) de mettre en marche un aéronef ayant à son bord des animaux ou de le piloter.

(7) Le préposé en chef des douanes doit 20 fournir les animaux jusqu'à ce qu'il ait reçu copie du certificat visé au paragraphe (1).

(8) Le ministre peut, par règlement, sou- 22 dre certaines espèces ou catégories d'ani- maux ou certaines catégories ou catégories de shipments à l'application du présent article.

26. La présente loi ne peut être affectée 30 par aucune disposition de la loi sur le régime des dispositions de l'Canada concernant les animaux de port.

27. Le chapitre 33 des Statuts du Canada de 1871, intitulé "Actes pour pourvoir à la nomination d'un portier de port pour le 30 Harbore de Québec,"

28. Le chapitre 11 des Statuts du Canada de 1871, intitulé "Actes pour amender les 32 lois concernant les portiers de port à Montréal et à Québec,"

29. Le chapitre 11 des Statuts du Canada de 1871, intitulé "Actes pour amender les 32 lois concernant les portiers de port à Montréal et à Québec,"

30. Le chapitre 11 des Statuts du Canada de 1871, intitulé "Actes pour amender les 32 lois concernant les portiers de port à Montréal et à Québec,"

Protection of animals

Copy of certificate

When vessel or aircraft

Inspection

Regulations

Canada Shipping Act

Inspection

Copy

When vessel

Inspection

Regulations

Canada Shipping Act

health, protection and transportation of the animal have been complied with.

Presentation of animal

(2) An animal that is required to be inspected shall be presented in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection.

(2) La présentation à l'inspecteur se fait selon les modalités et aux conditions que celui-ci juge nécessaires en l'occurrence.

Présentation

Copy of certificate

(3) A copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) shall be delivered to

(3) Copie du certificat est remise soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'appête à quitter.

Copie

(a) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and

(b) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or aircraft is to depart.

15

No departure without certificate

(4) Where a vessel or aircraft that is to depart from Canada has an animal on board,

(4) Il est interdit, sans avoir reçu copie du certificat visé au paragraphe (1) :

Interdiction

(a) no person shall send the vessel to sea or the aircraft on its flight, and

(b) no person in charge of the vessel or aircraft shall take the vessel to sea or the aircraft on its flight,

a) d'envoyer en mer un navire ayant à son bord des animaux destinés à l'exportation ou de prendre la mer avec lui à titre de capitaine;

15

unless a copy of a certificate in respect of the animal has been delivered in accordance with subsection (3).

25

b) de mettre en service un aéronef ayant à son bord de tels animaux ou de le piloter.

Detention

(5) The chief officer of customs referred to in paragraph (3)(b) shall detain animals until a copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) has been delivered to that officer.

(5) Le préposé en chef des douanes doit retenir les animaux jusqu'à ce qu'il ait reçu copie du certificat visé au paragraphe (1).

Rétention

20

Exemptions

(6) The Minister may make regulations exempting animals or categories of animals and shipments and categories of shipments from the application of this section.

(6) Le ministre peut, par règlement, soustraire certains animaux ou catégories d'animaux, ou certaines cargaisons ou catégories de cargaisons, à l'application du présent article.

Exemption réglementaire

25

Certain Acts not affected

20. Nothing in this Act affects

35

(a) the provisions of the *Canada Shipping Act* respecting port wardens,

(b) chapter 33 of the Statutes of Canada, 1871, entitled *An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec*,

(c) chapter 11 of the Statutes of Canada, 1873, entitled *An Act to amend the Acts relating to Port Wardens at Montreal and Quebec*, or

45

20. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte :

a) aux dispositions de la *Loi sur la marine marchande du Canada* concernant les gardiens de port;

30

b) au chapitre 33 des Statuts du Canada de 1871, intitulé *Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec*;

c) au chapitre 11 des Statuts du Canada de 1873, intitulé *Acte pour amender les actes concernant les Gardiens de port à Montréal et à Québec*;

Effet de la loi sur d'autres textes législatifs

21. *... ..*
 22. *... ..*
 23. *... ..*
 24. *... ..*
 25. *... ..*

26. *... ..*
 27. *... ..*
 28. *... ..*
 29. *... ..*
 30. *... ..*

31. *... ..*
 32. *... ..*
 33. *... ..*
 34. *... ..*
 35. *... ..*

36. *... ..*
 37. *... ..*
 38. *... ..*
 39. *... ..*
 40. *... ..*

41. *... ..*
 42. *... ..*
 43. *... ..*
 44. *... ..*
 45. *... ..*

46. *... ..*
 47. *... ..*
 48. *... ..*
 49. *... ..*
 50. *... ..*

51. *... ..*
 52. *... ..*
 53. *... ..*
 54. *... ..*
 55. *... ..*

56. *... ..*
 57. *... ..*
 58. *... ..*
 59. *... ..*
 60. *... ..*

61. *... ..*
 62. *... ..*
 63. *... ..*
 64. *... ..*
 65. *... ..*

66. *... ..*
 67. *... ..*
 68. *... ..*
 69. *... ..*
 70. *... ..*

71. *... ..*
 72. *... ..*
 73. *... ..*
 74. *... ..*
 75. *... ..*

76. *... ..*
 77. *... ..*
 78. *... ..*
 79. *... ..*
 80. *... ..*

81. *... ..*
 82. *... ..*
 83. *... ..*
 84. *... ..*
 85. *... ..*

86. *... ..*
 87. *... ..*
 88. *... ..*
 89. *... ..*
 90. *... ..*

91. *... ..*
 92. *... ..*
 93. *... ..*
 94. *... ..*
 95. *... ..*

(d) chapter 45 of the Statutes of Canada, 1882, entitled *An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal,*

d) au chapitre 45 des Statuts du Canada de 1882, intitulé *Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal.*

and this Act shall, with respect to the ports to which the Acts referred to in paragraphs (a) to (d) apply, be construed as having been enacted in addition to and not in derogation from those Acts.

Elle doit plutôt, en ce qui concerne les ports énumérés ci-dessus, être interprétée comme complétant ces lois sans y déroger.

International Assistance

Assistance internationale

Assistance

21. The Minister may provide assistance, both financial and technical, to any person or government outside Canada in controlling or eradicating a disease or toxic substance that affects or could affect persons or animals in Canada.

21. Le ministre peut fournir une aide financière et technique à des personnes ou gouvernements étrangers dans la lutte contre les maladies et substances toxiques par lesquelles sont contaminés, ou pourraient l'être, des personnes ou des animaux au Canada, ou pour leur élimination.

Assistance

INFECTED PLACES AND CONTROL AREAS

LIEUX CONTAMINÉS ET RÉGIONS CONTRÔLÉES

Declaration of infected place

22. (1) Where an inspector or officer suspects or determines that a disease or toxic substance exists in a place and is of the opinion that it could spread or that animals or things entering the place could become affected or contaminated by it, the inspector or officer may in writing declare that the place is infected and identify the disease or toxic substance that is believed to exist there, and such a declaration may subsequently be amended by the inspector or officer.

22. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminé tout lieu où il soupçonne ou constate la présence d'une maladie ou d'une substance toxique qu'il estime susceptibles soit de se propager, soit de contaminer les animaux qui s'y rendent ou les choses qui y sont apportées; il doit alors préciser la nature de la maladie ou de la substance. Il peut ensuite, de la même manière, modifier la déclaration.

Déclaration

Delivery of declaration

(2) When the declaration is delivered to the occupier or owner of the place to which it relates, the place, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the occupier or owner, constitutes an infected place.

(2) Sur remise de la déclaration au propriétaire ou à l'occupant, le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments et autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne, ou dont celle-ci est propriétaire, constituent des lieux contaminés.

Effet

Further declaration

23. (1) For the purpose of preventing the spread of a disease or toxic substance, an inspector or officer may in writing declare that any land, building or other place, any part of which lies within five kilometres of the limits of a place declared to be infected under section 22, is infected and identify the disease or toxic substance that could spread there.

23. (1) Après avoir fait la déclaration prévue à l'article 22 et afin d'empêcher toute propagation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminés les terrains, bâtiments ou lieux situés — même en partie — dans un rayon de cinq kilomètres du lieu visé par la déclaration originale et auxquels la maladie ou la substance toxique — dont il précise la nature — risquent de se propager.

Déclaration additionnelle

(2) When the declaration has been delivered to the occupier or owner of any land, building or other place mentioned in subsection (1), the land, building or other place together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the same occupier or owner, constitutes an infected place.

24. Where an inspector or officer cannot, after the exercise of due diligence, find the occupier or owner of any land, building or other place, delivery of a declaration may be effected by posting it on the building or on any building or contiguous object on the land or at the place.

25. (1) Subject to any regulations made under paragraph 64(1)(a), no person shall, without a licence issued by an inspector or officer, remove from or take into an infected place any animal or thing.

(2) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from or taken into an infected place in contravention of subsection (1), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,

(a) return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place; or

(b) require the owner or the person having the possession, care or control of it to return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place.

(3) A regulation under paragraph (2)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the place, vehicle and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

26. A place or any part of a place that has been designated to be an infected place by the holder of a declaration under section 22 or 23 cannot be an infected place when an inspector or officer declares in writing

27. Tout lieu qui constitue un lieu contaminé aux termes des articles 22 ou 23 cesse d'être un lieu contaminé dès que l'inspecteur ou l'agent d'exécution d'écarter les animaux ou la substance

28. Tout lieu qui constitue un lieu contaminé aux termes des articles 22 ou 23 cesse d'être un lieu contaminé dès que l'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

29. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

30. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

31. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

32. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

33. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

34. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

35. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

36. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

37. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

38. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

39. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

40. L'inspecteur ou l'agent d'écarter les animaux ou la substance

(3) Seul un vétérinaire est autorisé à faire partie de la déclaration faite en vertu de la Loi sur la santé animale par cette-ci et les vétérinaires, bâtiment ou autre lieu qui lui sont contigus ou sont occupés par la même personne, ou dont elle est propriétaire, constituent une partie du lieu contaminé.

24. Lorsque un inspecteur ou un agent d'écarter les animaux ou la substance, après l'exercice de due diligence, ne peut trouver le propriétaire ou l'occupant du lieu visé, la déclaration peut être déposée sur le bâtiment ou sur un bâtiment ou un objet sur le terrain visé ou sur un bâtiment ou un objet sur le terrain visé.

25. (1) Sous réserve de toute réglementation faite en vertu de l'article 64(1)a), aucune personne ne peut, sans une licence émise par un inspecteur ou un agent d'écarter les animaux ou la substance, enlever d'un lieu contaminé ou introduire dans ce lieu un animal ou un objet.

(2) Lorsqu'un inspecteur ou un agent d'écarter les animaux ou la substance croit, sur des motifs raisonnables, que tout animal ou objet a été enlevé d'un lieu contaminé ou introduit dans ce lieu,

(a) il peut le ramener ou l'enlever du lieu contaminé, ou le déplacer dans un autre lieu; ou

(b) il peut exiger que le propriétaire ou la personne qui a la possession, l'entretien ou le contrôle de l'animal ou de l'objet le ramène ou l'enlève du lieu contaminé, ou le déplace dans un autre lieu.

(3) Toute réglementation faite en vertu de l'article 22(2)b) doit être communiquée par remise personnelle d'un avis au propriétaire ou à la personne qui a la possession, l'entretien ou le contrôle de l'animal ou de l'objet, ou par envoi de l'avis au propriétaire ou à la personne, et l'avis peut spécifier le lieu, le véhicule et le mode de retour de l'animal ou de l'objet, ou de son enlèvement.

26. Un lieu ou une partie d'un lieu qui a été désigné comme un lieu contaminé par le titulaire d'une déclaration en vertu de l'article 22 ou 23 ne constitue pas un lieu contaminé lorsqu'un inspecteur ou un agent d'écarter les animaux ou la substance

Delivery of Declaration

When an inspector or officer cannot, after the exercise of due diligence, find the occupier or owner of any land, building or other place, delivery of a declaration may be effected by posting it on the building or on any building or contiguous object on the land or at the place.

Subject to any regulations made under paragraph 64(1)(a), no person shall, without a licence issued by an inspector or officer, remove from or take into an infected place any animal or thing.

Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from or taken into an infected place in contravention of subsection (1), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,

(a) return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place; or

(b) require the owner or the person having the possession, care or control of it to return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place.

A regulation under paragraph (2)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the place, vehicle and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

A place or any part of a place that has been designated to be an infected place by the holder of a declaration under section 22 or 23 cannot be an infected place when an inspector or officer declares in writing

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

Delivery of declaration	<p>(2) When the declaration has been delivered to the occupier or owner of any land, building or other place mentioned in subsection (1), the land, building or other place, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the same occupier or owner, constitutes an infected place.</p>	<p>(2) Sur remise au propriétaire ou à l'occupant de la déclaration faite au titre du paragraphe (1), le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments ou autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne, ou dont celle-ci est propriétaire, constituent une partie du lieu contaminé.</p>	Effet
Where occupier or owner not found	<p>24. Where an inspector or officer cannot, after the exercise of due diligence, find the occupier or owner of any land, building or other place, delivery of a declaration may be effected by posting it on the building or on any building or conspicuous object on the land or at the place.</p>	<p>24. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, s'il n'a pu trouver le propriétaire ou l'occupant du lieu après avoir pris les mesures nécessaires en ce sens, afficher la déclaration sur un bâtiment ou un objet en vue situé sur le lieu pour valoir remise au propriétaire ou à l'occupant.</p>	Affichage
Animals and things not to be removed from or taken into infected places	<p>25. (1) Subject to any regulations made under paragraph 64(1)(k), no person shall, without a licence issued by an inspector or officer, remove from or take into an infected place any animal or thing.</p>	<p>25. (1) Sauf en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 64(1)k), il est interdit, sans permis signé par un inspecteur ou un agent d'exécution, de sortir tout animal ou toute chose d'un lieu contaminé ou de l'y introduire.</p>	Interdiction
Return	<p>(2) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from or taken into an infected place in contravention of subsection (1), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,</p> <p>(a) return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place; or</p> <p>(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it to return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place.</p>	<p>(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut soit renvoyer du lieu contaminé ou y rapporter tout animal ou toute chose — saisis ou non — qui ont été déplacés, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, en contravention avec le paragraphe (1), soit les transférer dans un autre lieu; il peut aussi ordonner au propriétaire de l'animal ou de la chose, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire.</p>	Renvoi
Notice	<p>(3) A requirement under paragraph (2)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.</p>	<p>(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.</p>	Avis
Declaration that a place is no longer infected	<p>26. A place, or any part of a place, that has been constituted to be an infected place by the delivery of a declaration under section 22 or 23 ceases to be an infected place when an inspector or officer declares in writing</p>	<p>26. Tout lieu qui constitue un lieu contaminé aux termes des articles 22 ou 23 cesse, en tout ou en partie, d'être un tel lieu sur déclaration écrite par l'inspecteur ou l'agent d'exécution que la maladie ou la substance</p>	Déclaration de non-contamination

en cause en soit atteint de son côté ou non susceptible de propagation, soit sans danger pour la santé des personnes ou des animaux.

37. (1) Le ministre peut désigner comme région contrôlée et délimitée toute région où il a été avisé, après la consultation ou l'avis de 10 personnes locales dont il précise la nature

(2) Le ministre peut prendre les mesures appropriées avec la sécurité publique en vue de réduire à toute nuisance dangereuse en ce qui concerne les risques que connaissent les personnes normalement présentes dans la région contrôlée.

(3) Le ministre peut prendre des règlements de voir de faire collecter les matières et les résidus dangereux dans une région contrôlée ou de les examiner, ainsi que d'effectuer des opérations de nettoyage, pour

au sujet de l'entretien l'entrée la sortie ou la circulation de personnes, d'animaux ou de choses, y compris les véhicules, dans cette région.

38. (1) Le ministre peut prescrire des règlements de voir de faire collecter les matières et les résidus dangereux dans une région contrôlée ou de les examiner, ainsi que d'effectuer des opérations de nettoyage, pour

39. (1) L'inspecteur ou l'officier délégué peut, sur avis de la région contrôlée ou y rapportant tout animal ou toute chose —

that the disease or toxic substance described to the destination
(a) does not exist in, or will not spread from, the place or the part of the place; or
(b) is not injurious to the health of persons or animals.

37. (1) Where the Minister believes that a disease or toxic substance exists in an area, the Minister may declare the area to be a control area, describe the area and locally 10 persons whose names he specifies the nature of the disease or toxic substance that is believed to exist there.

(2) The Minister may take all reasonable measures consistent with public safety to remedy any dangerous condition or mitigate any danger to life, health, property or the environment that results or may reasonably be expected to result from the existence of a disease or toxic substance in a control area.

(3) The Minister may make regulations for the purpose of controlling or eliminating a disease or toxic substance in a control area and of preventing their spread, including

(a) prohibiting or regulating the movement of persons, animals or things, including conveyances, within, into or out of a control area, or within or out of a zone;

(b) providing for the establishment of zones within a control area and varying measures of control in such zones; and

(c) authorizing the disposal or treatment of animals or other things that are or have been in a control area.

(4) Where an inspector or officer believes an infectious growth that any animal or thing has been removed from a control area or taken from a control area is contravening of a regulation made under subsection (1), the inspector or officer may, whether or not the removal of that is required,
(a) return it to or remove it from the control area, or cause it to be placed in a control area; or
(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it, to

that the disease or toxic substance described in the declaration

- (a) does not exist in, or will not spread from, the place or the part of the place; or
- (b) is not injurious to the health of persons or animals.

en cause est soit absente du lieu visé ou non susceptible de propagation, soit sans danger pour la santé des personnes ou des animaux.

Control areas

27. (1) Where the Minister believes that a disease or toxic substance exists in an area, the Minister may declare the area to be a control area, describe the area and identify the disease or toxic substance that is believed to exist there.

27. (1) Le ministre peut désigner comme région contrôlée et délimiter toute région où, à son avis, sévit la maladie ou existe la substance toxique dont il précise la nature.

Régions contrôlées

Measures

(2) The Minister may take all reasonable measures consistent with public safety to remedy any dangerous condition or mitigate any danger to life, health, property or the environment that results, or may reasonably be expected to result, from the existence of a disease or toxic substance in a control area.

(2) Le ministre peut prendre les mesures compatibles avec la sécurité publique en vue de remédier à toute situation dangereuse ou de réduire les risques que constitue — ou peut normalement constituer — pour la vie, la santé, les biens ou l'environnement, la présence d'une maladie ou d'une substance toxique dans la région contrôlée.

Mesures

Regulations

(3) The Minister may make regulations for the purposes of controlling or eliminating diseases or toxic substances in a control area and of preventing their spread, including regulations

(3) Le ministre peut prendre des règlements en vue de lutter contre les maladies et les substances toxiques dans une région contrôlée ou de les en éliminer, ainsi que d'éviter leur propagation, et, notamment, pour :

Règlements

- (a) prohibiting or regulating the movement of persons, animals or things, including conveyances, within, into or out of a control area;
- (b) providing for the establishment of zones within a control area and varying measures of control for each zone; and
- (c) authorizing the disposal or treatment of animals or other things that are or have been in a control area.

- a) régir ou interdire l'entrée, la sortie ou la circulation de personnes, d'animaux ou de choses, y compris les véhicules, dans cette région;
- b) prévoir la subdivision de cette région en zones et la prise de mesures différentes pour chacune d'elles;
- c) autoriser le traitement, la destruction ou toute autre forme de disposition d'animaux ou de choses se trouvant dans cette région ou s'y étant trouvées.

Return

(4) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from, moved within or taken into a control area in contravention of a regulation made under subsection (3), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut soit renvoyer de la région contrôlée ou y rapporter tout animal ou toute chose — saisis ou non — qui ont été déplacés, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, en contravention avec les règlements d'application du paragraphe (3), soit les transférer dans un autre lieu; il peut aussi ordonner au propriétaire de l'animal ou de la chose, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire.

Renvoi

- (a) return it to or remove it from the control area, or move it to any other place; or
- (b) require its owner or the person having the possession, care or control of it to

article 11 ou renvoie à tout autre article de la Convention.

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be considered by persons having the right to the ownership or control of the aircraft or by sending for notice to the owner of the aircraft, and the notice may specify the aircraft which and the manner in which the animal or thing is to be retained or removed.

12 For greater certainty a declaration under section 11, 12 or 13 is not a statutory instrument for the purpose of the Statutory Instruments Act but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any declaration under section 11 to the notice of persons likely to be affected by it.

ADMINISTRATION

Facilities

19 The Minister may operate, provide or approve an airport, research laboratory or other service or facilities required for the purposes of this Act or any regulations.

20 The Minister may designate areas, offices, laboratories or other facilities or outside lands for a specified purpose or purposes for the administration of this Act and may do any thing or any thing on the regulations and may do any thing and may do any thing for the purposes of this Act and may do any thing for the purposes of this Act and may do any thing for the purposes of this Act.

21 (1) For the purpose of this section "international transportation undertaking" means

- (a) an undertaking that transports persons or things internationally;
- (b) an international road, railway, bridge or tunnel;
- (c) an airport that receives any aircraft operating on an international flight;
- (d) a post office or any thing relating to an international voyage; and
- (e) a waterway or other facility that receives any international air water taxi or road traffic.

(2) L'article ou renvoie au paragraphe 11 ou à tout autre article de la Convention.

12 Pour plus de certitude, une déclaration en vertu de la section 11, 12 ou 13 n'est pas un instrument législatif aux fins de la Loi sur les instruments législatifs, mais le ministre prendra les mesures raisonnables dans la mesure du possible pour porter à la connaissance des personnes susceptibles d'être affectées par elle.

CONTRÔLE D'APPLICATION

Facilités

19 Le ministre peut exploiter, fournir ou approuver les services ou installations de laboratoire, de recherche ou autres nécessaires aux fins de l'application de la Convention.

20 Le ministre peut désigner des zones, des bureaux, des laboratoires ou autres locaux ou terres extérieures à des fins déterminées pour l'administration de la Convention et peut faire tout ce qui est nécessaire à l'application de la Convention.

21 (1) Pour l'application de la présente section, l'expression «entreprise de transport international» désigne

- (a) une entreprise de transport international de personnes ou de marchandises;
- (b) un moyen de communication internationale par route, chemin de fer, pont ou tunnel;
- (c) un aéroport recevant des avions internationaux;
- (d) un port recevant des navires internationaux;
- (e) un aéroport ou une autre installation recevant un trafic international par voie d'eau ou par route.

return it to or remove it from the control area, or move it to any other place.

Notice

(5) A requirement under paragraph (4)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing, or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

(5) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Not a statutory instrument

28. For greater certainty, a declaration under section 22, 23, 26 or 27 is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any declaration under section 27 to the notice of persons likely to be affected by it.

28. Ni les déclarations prévues aux articles 22, 23 ou 26, ni la désignation prévue à l'article 27 ne constituent des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*; dans ce dernier cas, cependant, le ministre doit prendre les mesures utiles pour la porter à la connaissance des intéressés.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

ADMINISTRATION

CONTRÔLE D'APPLICATION

Facilities

Installations

Operation of services and facilities

29. The Minister may operate, provide or approve any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of this Act or any regulations.

29. Le ministre peut fournir, exploiter ou approuver les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Services et installations

Designation of facilities

30. The Minister may designate areas, offices, laboratories or other facilities inside or outside Canada for a specified purpose or generally for the administration of this Act or the regulations and may at any time amend, cancel or reinstate any such designation.

30. Le ministre peut désigner une région ou affecter des locaux, laboratoires ou autres installations — au Canada ou à l'étranger — soit à une fin particulière, soit à l'application de la présente loi ou des règlements de façon générale et peut modifier, annuler ou rétablir cette désignation ou affectation.

Désignation et affectation

Definition of "international transportation undertaking"

31. (1) For the purposes of this section, "international transportation undertaking" means

31. (1) Dans le présent article, «installation de transport international» désigne indifféremment :

Définition de «installation de transport international»

- (a) an undertaking that transports persons or things internationally;
- (b) an international road, railway, bridge or tunnel;
- (c) an airport that receives any aircraft operating on an international flight;
- (d) a port that receives any ship sailing on an international voyage; and
- (e) a warehouse or other facility that receives any international air, water, rail or road traffic.

- a) une entreprise de transport international;
- b) un moyen de communication international : route, chemin de fer, pont ou tunnel;
- c) un aéroport recevant des aéronefs effectuant des vols internationaux;
- d) un port recevant des navires affectés à des lignes internationales;
- e) un entrepôt ou une autre installation recevant un véhicule affecté au transport

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

...the ...
(1) ...
(2) ...
(3) ...
(4) ...
(5) ...

Required facilities

(2) The owner or operator of an international transportation undertaking shall, where required in writing by the Minister, provide and maintain adequate areas, offices, laboratories and other facilities, including buildings, accommodation, equipment, furnishings and fixtures, for inspection or for any other purpose related to the administration of this Act or the regulations.

international aérien, maritime, ferroviaire ou routier.

(2) Sur demande écrite du ministre, le propriétaire ou l'exploitant d'une installation de transport international fournit les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations — matériel, ameublement et accessoires compris — appropriés pour les inspections ou l'application de la présente loi ou des règlements; il en assure par la suite l'entretien.

Mise à disposition de terrains ou de locaux

Powers of Minister

(3) The Minister may (a) cause to be made such improvements as the Minister considers desirable to any area, office, laboratory or other facility provided pursuant to subsection (2); (b) post, on or about the area, office, laboratory or other facility, any signs that the Minister considers appropriate for its operation or safe use or for the administration of this Act or the regulations; and (c) continue to use the area, office, laboratory or other facility for as long as the Minister requires it for the administration of this Act or the regulations.

(3) Le ministre peut, sur les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui lui sont fournis au titre du paragraphe (2), effectuer les opérations suivantes : a) leur apporter les améliorations qu'il juge souhaitables; b) y mettre en place, y compris dans leurs environs, la signalisation qu'il juge utile pour leur exploitation ou en vue de la sécurité de leur usage, ou encore pour l'application de la présente loi ou des règlements; c) les utiliser aussi longtemps qu'il l'exige pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Pouvoirs du ministre

Construction and repairs

(4) Where an area, office, laboratory or other facility that is provided by an owner or operator pursuant to subsection (2) is not adequate for the purposes mentioned in that subsection, the Minister may require the owner or operator to carry out any construction or repairs in order to render the area, office, laboratory or other facility adequate for those purposes, and if the owner or operator fails to do so, the Minister may cause the construction or repairs to be carried out and the owner or operator shall be liable for all reasonable costs incurred by the Minister and those costs may be recovered by Her Majesty in right of Canada.

(4) Le ministre peut ordonner au propriétaire ou à l'exploitant de procéder aux réparations et autres travaux nécessaires pour rendre appropriés les terrains, laboratoires ou autres installations mis à sa disposition; en cas de défaut, il peut y procéder lui-même et les dépenses ainsi occasionnées constituent une créance de Sa Majesté à l'égard du propriétaire ou de l'exploitant.

Travaux

Notice

(5) A requirement under subsection (4) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or operator or by sending the notice to the owner or operator, and the notice may specify the period within which or the manner in which the construction or repairs are to be carried out.

(5) L'ordre est signifié au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Article 37	<p>(8) Les textes, les règlements d'application du paragraphe (7) et les règlements d'application du paragraphe (8), les différents points sur le caractère approprié ou non des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations prévues aux articles 12 et 13 sont soumis à l'approbation préalable du conseil municipal.</p>	<p>(a) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a design over the adequacy of any area, office, laboratory or other facility may be resolved by resolution in accordance with the Council's resolution.</p>	Article 37
Article 38	<p>(7) Les textes, les règlements d'application des autres installations prévues à la partie II du Code des règlements de travail sont soumis au conseil municipal au sens du paragraphe (3).</p>	<p>(7) Any area, office, laboratory or other facility that fails to meet the application requirements of Part II of the Council's Labour Code shall be deemed to be inadequate for the purposes mentioned in subsection (3).</p>	Article 38
Article 39	<p>(7) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer en tout ou en partie le caractère approprié des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (2).</p>	<p>(8) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any area, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (2).</p>	Article 39
Section 40	<p>Inspection et agents d'inspection</p>	<p>Inspector and Officers</p>	
Article 41	<p>31 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les constatations aux fonctions d'inspecteur — vérification ou non — d'analyse ou d'essai effectuées dans le cadre de la loi relative au travail sont conformes à la loi en vigueur dans le secteur public.</p>	<p>31 (1) Subject to subsection (2), inspectors, including extremely hazardous and officers shall be appointed for the purposes of this Act in accordance with the Public Service Employment Act.</p>	Article 41
Article 42	<p>(2) Le ministre peut renvoyer ses conditions de l'emploi, des salaires, des avantages sociaux et de l'assurance maladie au personnel de la catégorie des personnes qualifiées pour remplir, dans une certaine mesure, les fonctions d'inspecteur — vérification ou non — d'analyse ou d'essai d'usines.</p>	<p>(2) For the purposes of this Act, the Minister may, on such terms and conditions as the Minister may specify, designate any qualified person or class of persons to act as an analyst, an inspector, a hazardous inspector or an officer in relation to the matter referred to in the designation.</p>	Article 42
Article 43	<p>(3) L'inspecteur, et l'agent d'inspection, nommé en vertu de la loi, en vertu de la loi, par le ministre qui a le pouvoir de le nommer, est tenu de présenter, sur demande, au responsable du lieu visé dans la loi, le certificat de la présente loi.</p>	<p>(3) Every inspector and officer shall be furnished with a certificate in a form established by the Minister certifying the inspector or officer's appointment or designation for a or officer's appointment or designation and, on entering any place under this Act, an inspector or officer shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's or officer's appointment or designation.</p>	Article 43
Article 44	<p>32 L'inspecteur et l'agent d'inspection peuvent exercer, aux conditions fixées par le ministre, toutes les fonctions et pouvoirs conférés par la présente loi à un inspecteur ou à un agent d'inspection.</p>	<p>32 An inspector or officer may, subject to any conditions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act, except the powers mentioned in section 37.</p>	Article 44

Arbitration	(6) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a dispute over the adequacy of any area, office, laboratory or other facility may be resolved by arbitration in accordance with the <i>Commercial Arbitration Act</i> .	(6) Sous réserve du paragraphe (7) et des règlements d'application du paragraphe (8), les différends portant sur le caractère approprié ou non des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations peuvent être soumis à l'arbitrage conformément à la <i>Loi sur l'arbitrage commercial</i> .	Arbitrage
Canada Labour Code	(7) Any area, office, laboratory or other facility that fails to meet the applicable requirements of Part II of the <i>Canada Labour Code</i> shall be deemed to be not adequate for the purposes mentioned in subsection (2).	(7) Les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui ne satisfont pas aux exigences prévues à la partie II du <i>Code canadien du travail</i> sont réputés ne pas être appropriés au sens du paragraphe (2).	Code canadien du travail
Regulations	(8) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any area, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (2).	(8) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer en quoi consiste le caractère approprié des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (2).	Règlements
<i>Inspectors and Officers</i>		<i>Inspecteurs et agents d'exécution</i>	
Appointment	32. (1) Subject to subsection (2), analysts, inspectors, including veterinary inspectors, and officers shall be appointed for the purposes of this Act in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	32. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les nominations aux fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution effectuées dans le cadre de la présente loi doivent être conformes à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Nomination
Designation	(2) For the purposes of this Act, the Minister may, on such terms and conditions as the Minister may specify, designate any qualified person or class of persons to act as an analyst, an inspector, a veterinary inspector or an officer in relation to any matter referred to in the designation.	(2) Le ministre peut toutefois, aux conditions qu'il estime indiquées, désigner, individuellement ou par catégorie, les personnes qualifiées pour remplir, dans des cas bien précis, les fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution.	Désignation
Certificate of appointment or designation	(3) Every inspector and officer shall be furnished with a certificate in a form established by the Minister certifying the inspector's or officer's appointment or designation and, on entering any place under this Act, an inspector or officer shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's or officer's appointment or designation.	(3) L'inspecteur et l'agent d'exécution reçoivent un certificat établi en la forme prévue par le ministre, qui atteste leur qualité et qu'ils sont tenus de présenter, sur demande, au responsable du lieu visité dans le cadre de la présente loi.	Certificat
Inspectors and officers may exercise Minister's powers	33. An inspector or officer may, subject to any restrictions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act, except the powers mentioned in section 27.	33. L'inspecteur et l'agent d'exécution peuvent exercer, aux conditions fixées par le ministre, les pouvoirs et fonctions conférés à celui-ci sous le régime de la présente loi, à l'exception du pouvoir énoncé à l'article 27.	Délégation

Agreements	<p>34. For the purposes of this Act, the Minister may enter into an agreement with any qualified person to perform such duties or functions as the Minister may specify, on such terms and conditions as the Minister may specify.</p>	<p>34. Le ministre peut, pour l'application de la présente loi, conclure un accord avec toute personne compétente pour l'exercice, aux conditions qu'il précise, de certaines fonctions.</p>	Accords
Impeding analyst, inspector or officer	<p>35. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an analyst, inspector or officer who is performing duties or functions under this Act or the regulations.</p>	<p>35. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur, de l'analyste ou de l'agent d'exécution dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou les règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.</p>	Interdiction
Assistance to inspectors and officers	<p>(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector or officer under section 38 and every person found in the place shall</p> <p>(a) give the inspector or officer all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector or officer to perform duties and functions under this Act or the regulations; and</p> <p>(b) furnish the inspector or officer with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector or officer may reasonably require.</p>	<p>(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 38, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qui concernent l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.</p>	Assistance
Assistance of peace officer	<p>(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector or officer may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.</p>	<p>(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.</p>	Agent de la paix
Power of arrest	<p>36. For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may exercise the power of arrest conferred on a peace officer under subsection 495(2) of the <i>Criminal Code</i> if the requirements of that subsection are complied with and, where the power is exercised, the inspector or officer is entitled to the benefit of subsection 495(3) of that Act.</p>	<p>36. Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs d'arrestation conférés à un agent de la paix par le paragraphe 495(2) du <i>Code criminel</i>, sous réserve que les conditions d'application de celui-ci soient réunies, auquel cas il peut se prévaloir du paragraphe 495(3) de cette loi.</p>	Arrestation des contrevenants
Broken seal	<p>37. (1) Where a seal or other identifying device authorized by the regulations has been affixed to a conveyance, container or other thing and the seal or device is broken, altered, tampered with or removed in contravention of the regulations, an inspector or officer may require that the conveyance, container or other thing, or any animal or thing</p>	<p>37. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut ordonner des mesures — mise en quarantaine, disposition, destruction ou renvoi au point d'origine ou à tout autre endroit qu'il désigne — à l'égard de tout véhicule, conteneur ou autre chose, ou de leur contenu, lorsque le sceau ou tout autre moyen d'identification réglementaire apposé sur la chose a</p>	Sceau brisé
	<i>Seals</i>	<i>Sceaux</i>	

est placé en quarantaine et
ou placé en quarantaine

is placed in quarantine or
is retained in its place of origin or
in such other place as the inspector or officer
may direct.

(2) L'ordre en vertu duquel
la personne concernée est à passer
par un point de contrôle, sans être
en possession d'un permis de
transport.

(2) A requirement under subsection (1)
shall be implemented by personal delivery
of a notice to the owner or person having the
possession, care or control of the conveyance,
container or other thing or by sending the
notice to the owner or person, and the notice
may specify the period within which and the
manner in which it is to be quarantined,
disposed or treated.

Inspection

Inspection

38 (1) Afin de vérifier l'existence de
la pollution de l'air, l'inspecteur ou l'agent
inspecteur de l'Agence d'inspection
peut

38 (1) For the purpose of detecting air
pollution or toxic substances or ensuring
compliance with this Act and the regulations an
inspector or officer may

(a) sous réserve de l'article 39, procéder à
toute autre mesure appropriée à la suite de son
examen — et à cette fin, à l'immobilisation
d'un véhicule — ou se présenter à son avis
des animaux ou des choses visés par cette
loi ou ces règlements;

(a) subject to section 39, at any reason-
able time, enter and inspect any place or
stop any conveyance, in which the inspec-
tor or officer believes on reasonable
grounds that there is any animal or thing in
respect of which this Act or the regula-
tions apply;

(b) émettre tout certificat — permis, titre
d'inspection, certificat, etc. — qui, à son
avis, contient de telles choses;

(b) issue any certificate, permit, title,
inspection tag or other thing that the inspec-
tor or officer believes on reasonable grounds
contains any animal or thing in respect of
which this Act or the regulations apply;

(c) examiner tout animal ou toute chose
visés par la présente loi ou ces règlements
et procéder tout ce qui est requis pour
vérifier l'existence de la pollution de l'air.

(c) require any person to present any
animal or thing for inspection in such
manner and under such conditions as the
inspector considers necessary to carry out
the inspection;

(d) examiner tout animal ou toute chose
visés par la présente loi ou ces règlements
et procéder tout ce qui est requis pour
vérifier l'existence de la pollution de l'air.

(d) examine any animal or thing in
respect of which this Act or the regula-
tions apply and take samples of it.

(e) reproduire toute ou partie de son
rapport ou autre document relatif à l'ins-
pection de la présente loi ou ces
règlements;

(e) require any person to produce for
inspection or copying in whole or in part,
any record or document that the inspec-
tor or officer believes on reasonable grounds
contains any information relevant to the
administration of this Act or the regula-
tions; and

(f) faire des tests et des analyses et fournir
des résultats.

(f) conduct any tests or analyses or take
any measurements.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent
inspecteur de l'Agence d'inspection
peut

être placé en quarantaine et
ou placé en quarantaine

is placed in quarantine or
is retained in its place of origin or
in such other place as the inspector or officer
may direct.

contained in it, be placed in quarantine, disposed of or returned to its place of origin or to such other place as the inspector or officer may direct.

été brisé, enlevé ou modifié en contravention avec les règlements.

Notice

(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the conveyance, container or other thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which it is to be quarantined, disposed of or returned.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Inspection

Inspection

38. (1) For the purpose of detecting diseases or toxic substances or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may

(a) subject to section 39, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector or officer believes on reasonable grounds there is any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(c) require any person to present any animal or thing for inspection in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection;

(d) examine any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

(e) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

(f) conduct any tests or analyses or take any measurements.

Inspection

38. (1) Afin de vérifier l'existence de maladie ou de produit toxique ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut :

Visite et inspection

a) sous réserve de l'article 39, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des animaux ou des choses visés par cette loi ou ces règlements;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, emballage, cage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

c) exiger la présentation, pour examen, de tout animal ou de toute chose selon les modalités et aux conditions qu'il précise;

d) examiner tout animal ou toute chose visés par la présente loi ou les règlements et procéder sur ceux-ci à des prélèvements;

e) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout registre ou autre document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

f) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Section 10
18-79 E.L.M. II

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

(a) faire usage de tout système électronique que se trouvent dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou reproduire les données ;

(b) à l'effet de ces données, reproduire les données sous forme d'impression ou sous forme de bande intelligente pour en faire tout usage en reproduction ;

(c) faire usage du matériel de reproduction de son lieu.

Section 11
18-79 E.L.M. II

30. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut pénétrer à l'intérieur sans l'autorisation de l'occupant, que si il est requis d'un magistrat :

Section 12
18-79 E.L.M. II

(2) Sur demande et après le paiement de la taxe pour délivrer un mandat signé de sa main, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, conformément aux conditions énoncées dans le mandat, faire l'inspection ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même ou un autre agent d'exécution sous son autorisation, est en fait à son domicile au moment que sera relevé les éléments suivants :

Section 13
18-79 E.L.M. II

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même ou un autre agent d'exécution en fait usage.

Section 14
18-79 E.L.M. II

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout article ou objet que l'inspecteur ou l'agent d'exécution croit être des outils raisonnables de crime ou de violation de la loi ou de la constitution à moins que l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne soit autorisé à procéder sans telle infraction.

(3) In carrying out an inspection in any place under this section, an inspector or officer may :

(a) use or cause to be used any data processing system or the like to examine any data contained in or available to the system ;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying ; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

30. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant :

(2) Where an arrest warrant application is made, the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place :

(a) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations made thereunder ;

(b) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused ;

(c) the justice may at any time sign and issue a warrant authorising the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant ;

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a police officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed, the inspector or officer may seize and detain any article or thing

Section 10
18-79 E.L.M. II

Section 11
18-79 E.L.M. II

Section 12
18-79 E.L.M. II

Section 13
18-79 E.L.M. II

Section 14
18-79 E.L.M. II

Operation of data processing systems and copying equipment

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may

- (a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system; 5
- (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and 10
- (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document. 15

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

- a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès; 5
- b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction; 10
- c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

Usage du système informatique

Warrant required to enter dwelling-place

39. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

39. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat. 15

Local d'habitation

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place, 20
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and 25
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused, 30

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant. 35

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants : 20

- a) les circonstances prévues à l'article 38 existent; 25
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements; 30
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas. 35

Délivrance du mandat

Use of force

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant. 40

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix. 35

Usage de la force

Seizure

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing 45

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'ils serviront à prouver une telle infraction. 40

Saisie

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the offence was committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Section 2

24. (1) Where on an application to a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing (a) by means of or in relation to which an offence under this Act has been committed or is suspected of having been committed or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 24 and may seize and detain in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing (a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds an offence under this Act has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

41. (1) Si un commandant, sur la foi d'une dénonciation sous serment, ou d'un rapport raisonné de source à la police, dans un lieu, d'ailleurs ou de chose qui ont un caractère quel que soit lié à une infraction prévue à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande en ce sens, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'inspectrice à exécuter à l'endroit mentionné une ou plusieurs des conditions énumérées ci-dessous, à la saisie et la détention

de tout animal ou chose qui, à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, est ou peut être un moyen de commettre ou de prouver une telle infraction, ou qui, à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, est ou peut être un moyen de commettre ou de prouver une telle infraction.

(2) L'inspecteur ou l'inspectrice qui exécute un mandat peut exercer les pouvoirs mentionnés à l'article 24 et saisir en outre tout animal ou chose qui n'est pas mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a une infraction prévue à la présente loi ou qu'il servirait à prouver l'infraction.

(3) Le mandat ne peut être exécuté que de jour, à moins que le juge de paix n'autorise la nuit.

(4) L'inspecteur ou l'inspectrice peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions énumérées ci-dessous soient réunies.

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the offence was committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Search

Warrant

41. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing

(a) by means of or in relation to which an offence under this Act has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

Search and seizure powers

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain, in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds an offence under this Act has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Execution of search warrant

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

Where warrant not necessary

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Perquisitions

41. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y perquisitionner et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à les saisir et les retenir.

Délivrance du mandat

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et retenir tout animal ou toute chose non mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'il servira à prouver l'infraction.

Pouvoirs de l'inspecteur et de l'agent

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

Exécution de jour

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les

Perquisition sans mandat

12. The first part of the document is a letter from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

13. The second part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

14. The third part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

15. The fourth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

16. The fifth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

17. The sixth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

18. The seventh part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

19. The eighth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

20. The ninth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

21. The tenth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

22. The eleventh part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

23. The twelfth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

24. The thirteenth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

25. The fourteenth part is a report from the Secretary of the State to the President, dated January 1, 1862. It contains a report on the progress of the war and the state of the Union.

1862

1862

1862

1862

1862

1862

1862

1862

1862

1862

1862

Disposition of Animals and Things Seized

Notice of reason for seizure

42. An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

Storage and removal

43. (1) An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act, or any person designated by the inspector or officer, may

(a) store it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of the seizure to remove it to any other place and to store it.

Notice

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed and stored.

Proceeds

(3) An inspector or officer who seizes and detains an animal or a perishable thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

Interference with seized animals or things

44. Except as authorized in writing by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere in any way with an animal or thing seized and detained under this Act.

Detention

45. (1) An animal or thing seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector or officer that the animal or thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Mesures consécutives à la saisie

Motifs de la saisie

42. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou l'agent d'exécution porte à la connaissance du propriétaire des biens — animaux ou choses — visés ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, les motifs de la saisie.

5

Entreposage et transfert

43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer les biens saisis sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu ou ordonner à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

10

15

15

Avis

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

20

25

Biens périssables

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui les a saisis peut prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard des biens retenus qui sont périssables; le produit de l'aliénation est versé au receveur général.

25

30

Interdiction

44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des biens saisis et retenus.

30

Rétention

45. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des biens saisis — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours

35

40

40

à compter de la date de la saisie ou du début
plus long des procédures.

(4) the expiration of one hundred and
eighty days after the day of seizure or
such longer period as may be prescribed.

unless before that time proceedings are
initiated in relation to the animal or thing
in which case it, or the proceeds from its
disposal, may be detained until the pro-
ceedings are finally concluded.

(2) La saisie ou le début des procédures peut être
différée au tribunal ainsi qu'il est prévu par
leur procédure ou par la décision personnelle
à un avoir en la possession, la responsabilité
ou le charge des soins à le fait par les
détails ou concluses ou s'il n'a pas
encore été disposé.

(2) Where proceedings are initiated in
accordance with subsection (1) in respect of
the animal or thing and it has not been
disposed of or forfeited under this Act, the
owner of the animal or thing or the person
having the possession, care or control of it at
the time of its seizure may apply to the court
before which the proceedings are being held
for an order that it be returned.

(3) Le tribunal peut faire droit à la
demande sous réserve des conditions jugées
convenables pour assurer la conservation des biens
dans un but évident s'il est convaincu que
d'une part, il existe ou peut être obtenu
suffisamment d'éléments de preuve pour
établir l'existence de la rétention des biens et que
d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés
par une maladie ou une substance toxique ni
responsables de l'être.

(3) The court may order that the animal
or thing be returned to the applicant, subject
to such conditions as the court may impose
to ensure that it is preserved for any purpose
for which it may subsequently be required,
where the court is satisfied that sufficient
evidence exists or may reasonably be
obtained without detaining the animal or
thing and that it is not, or is not suspected of
being affected or contaminated by a disease
or toxic substance.

46. (1) Avant avoir été jugé coupable l'au-
teur d'une infraction à la présente loi, le
tribunal peut, d'office ou sur demande,
ordonner, en sus de la peine prescrite, la
confiscation au profit de Sa Majesté du chat
du Canada des biens ayant servi ou donné
lieu à l'infraction, ou du produit de leur
disposition.

46. (1) Where a person is convicted of an
offence under this Act, the court may, in
addition to the punishment provided, order that any
animal or thing by means of or in relation to
which the offence was committed, or any
proceeds realized from its disposition, be for-
feited to Her Majesty in right of Canada.

(2) La confiscation de biens saisis et non-
vendus peut aussi s'y porter sur consentement
de leur propriétaire. Il en est de même
concernant les dispositions — conformément
aux instructions du ministre.

(2) Where the owner of an animal or thing
seized and detained under this Act consents
to its forfeiture, it is deemed forfeited to
Her Majesty in right of Canada, and shall be
disposed of as the Minister may direct.

47. (1) Dans le cas où, à l'issue de procé-
dures intentées dans les délais prévus au
paragraphe 45(1), le tribunal ordonne la con-
fiscation des biens saisis et retenus, il en est
de même — notamment par disposition —
conformément aux instructions du ministre.

(1) Where proceedings mentioned in
subsection 45(1) are maintained within the
time provided in that subsection and, at the
final conclusion of those proceedings, the
court orders the forfeiture of an animal or
thing that was seized and detained, it shall
be deemed that the Minister may direct.

Traduction de
l'anglais

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed, unless before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

à compter de la date de la saisie ou du délai plus long fixé par règlement.

Application for return

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act, the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply to the court before which the proceedings are being held for an order that it be returned.

(2) La restitution des biens saisis peut être demandée au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été détruits ou confisqués ou s'il n'en a pas encore été disposé.

Demande de restitution

Order

(3) The court may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not, or is not suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

(3) Le tribunal peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, s'il est convaincu que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des biens et que, d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance toxique ni soupçonnés de l'être.

Ordonnance de restitution

Forfeiture on conviction

46. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

46. (1) Après avoir déclaré coupable l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

Ordonnance de confiscation

Forfeiture without conviction

(2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) La confiscation des biens saisis et retenus peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation sur consentement

Disposal of forfeited animals and things

47. (1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the court orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

47. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 45(1), le tribunal ordonne la confiscation des biens saisis et retenus, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Disposition des choses confisquées

English text

(7) Where the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure proceeds realized from its disposition shall be retained to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(7) A défaut d'arrangement de conservation les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou le charge des soins ou le produit de leur aliénation lui est remis.

French text

(1) Where the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act and a fine is imposed, (a) the animal or thing may be detained until the fine is paid; (b) the animal or thing may be sold under a resolution of satisfaction of the fine; or (c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the fine.

(1) En cas de condamnation de l'auteur de l'infraction ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou le charge des soins : (a) la rétention des biens peut être maintenue jusqu'au paiement de l'amende infligée; (b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée; (c) le produit de l'aliénation par voie d'aliénation (b) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de l'amende.

DISPOSAL AND TREATMENT

DISPOSITION ET TRAITEMENT

English text

48. (1) The Minister may dispose of an animal or thing or require its owner or any person having the possession, care or control of it to dispose of it where the animal or thing (a) is or is suspected of being affected or contaminated by a disease or (b) has been in contact with or is close proximity to another animal or thing which was or is suspected of having been affected or contaminated by a disease or (c) is or is suspected of being a vector, the excretive organ of a disease or a toxic substance.

48. (1) Le ministre peut prendre toute mesure de disposition, notamment de destruction, — de donner à leur propriétaire, de la personne qui en a la possession, la responsabilité ou le charge des soins, de la chose — à l'égard des animaux ou choses qui (a) ont été contaminés par une maladie ou une substance toxique, de suspicion de l'être; (b) ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée à l'article 47 ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat; (c) soit sont des substances toxiques, des vecteurs ou des organes excréteurs de maladies, ou sont soupçonnés d'en être.

French text

(2) The Minister may treat any animal or thing described in subsection (1), or require its owner or the person having the possession, care or control of it to treat it or to have it treated, where the Minister considers that the treatment will be effective in eliminating or preventing the spread of the disease or toxic substance.

(2) Le ministre peut par ailleurs soumettre ces animaux ou choses à un traitement ou ordonner à ces personnes de le faire de leur propre chef. Il estime que celui-ci sera efficace dans l'élimination de la maladie ou de la substance toxique ou la prévention de sa propagation.

English text

(3) A requirement under this section shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the

(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre mode formel d'avis.

French text

Return of seized animals and things where no forfeiture ordered

(2) Where the court does not order the forfeiture of an animal or thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des 5 soins ou le produit de leur aliénation lui est 5 remis.

Restitution

Exception

(3) Where the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act and a 10 fine is imposed,

(3) En cas de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins : 10

Exception

(a) the animal or thing may be detained until the fine is paid;

a) la rétention des biens peut être prolongée jusqu'au paiement de l'amende infligée;

(b) the animal or thing may be sold under execution in satisfaction of the fine; or 15

b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée; 15

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the fine.

c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de l'amende.

DISPOSAL AND TREATMENT

DISPOSITION ET TRAITEMENT

Disposal of affected or contaminated animals and things

48. (1) The Minister may dispose of an animal or thing, or require its owner or any 20 person having the possession, care or control of it to dispose of it, where the animal or thing

48. (1) Le ministre peut prendre toute 20 mesure de disposition, notamment de destruction, — ou ordonner à leur propriétaire, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire — à l'égard des animaux ou choses qui :

Mesures de disposition

(a) is, or is suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic 25 substance;

a) soit sont contaminés par une maladie 25 ou une substance toxique, ou soupçonnés de l'être;

(b) has been in contact with or in close proximity to another animal or thing that was, or is suspected of having been, affected or contaminated by a disease or toxic 30 substance at the time of contact or close proximity; or

b) soit ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée à l'alinéa a) ou se sont trouvés dans leur 30 voisinage immédiat;

(c) is, or is suspected of being, a vector, the causative agent of a disease or a toxic 35 substance.

c) soit sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies, ou sont soupçonnés d'en être. 35

Treatment

(2) The Minister may treat any animal or thing described in subsection (1), or require its owner or the person having the possession, care or control of it to treat it or to have it treated, where the Minister considers that 40 the treatment will be effective in eliminating or preventing the spread of the disease or toxic substance.

(2) Le ministre peut par ailleurs soumettre 35 ces animaux ou choses à un traitement, ou ordonner à ces personnes de le faire ou d'y faire procéder, s'il estime que celui-ci sera efficace dans l'élimination de la maladie ou de la substance toxique ou la prévention de la 40 propagation.

Traitement

Notice

(3) A requirement under this section shall be communicated by personal delivery of a 45 notice to the owner or person having the

(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis

Avis

possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the repairs must be done.

ou présentement existant au début de la modification d'exécution.

SAMPLES

ÉCHANTILLONS

48. A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

48. Il peut être disposé des échantillons effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

LIMITATION ON LIABILITY

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

50. Where a person must, by or under this Act or the regulations, do anything, including, provide and maintain any site, office, laboratory or other facility, under section 31, or permit an inspector or officer to do anything that his Majesty is not liable:

(a) for any costs, loss or damage resulting from the compliance or

(b) to pay any fee, rent or other charge for what is done, provided, maintained or permitted.

50. Si quelqu'un a, par l'effet de la présente loi ou des règlements, à accomplir, à fournir ou à entretenir, par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou des règlements, notamment celles de fournir des locaux, locaux, laboratoires ou autres installations et d'autoriser l'inspecteur ou l'officier en titre de l'article 31.

COMPENSATION

INDENNISATION

51. (1) The Minister may order compensation to be paid to the owner of an animal that is:

(a) destroyed under this Act or is required by an inspector or officer to be destroyed under this Act and dies after the report is required but before being destroyed;

(b) injured in the course of being tested, treated or identified under this Act by an inspector or officer and dies or is required to be destroyed as a result of the injury; or

(c) removed for experimental treatment under paragraph 13(2)(a).

51. (1) Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité au propriétaire de l'animal:

(a) qui est détruit au titre de la présente loi ou dont la destruction a été ordonnée par l'inspecteur ou l'officier d'exécution mais avant celle-ci;

(b) blessé au cours d'un examen ou d'une épreuve de traitement ou d'identification effectuée au même titre par un inspecteur ou un agent d'exécution et mort ou défunte en raison de cette blessure;

(c) affecté à une expérience au titre de la présente loi.

(2) Subject to subsection (1) and (4), the amount of compensation shall be:

(a) the market value as determined by the Minister, less the amount would have had at the time of its evaluation by the Minister if it had not been required to be destroyed

(2) Sous réserve des paragraphes (1) et (4), l'indemnité payable est égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, que l'animal aurait eu au moment de l'évaluation si sa destruction n'avait pas été ordonnée, déduction faite de la valeur de son cadavre.

minus

possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the requirement is to be met.

5

en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

SAMPLES

PRÉLÈVEMENTS

Disposition of samples

49. A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

49. Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

Réalisation

5

LIMITATION ON LIABILITY

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

Her Majesty not liable

50. Where a person must, by or under this Act or the regulations, do anything, including provide and maintain any area, office, laboratory or other facility under section 31, or permit an inspector or officer to do anything, Her Majesty is not liable

15

50. Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais — loyers ou droits — entraînés par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou des règlements, notamment celle de fournir des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations et d'en assurer l'entretien au titre de l'article 31.

Non-responsabilité de Sa Majesté

(a) for any costs, loss or damage resulting from the compliance; or

(b) to pay any fee, rent or other charge for what is done, provided, maintained or permitted.

20

COMPENSATION

INDEMNISATION

Compensation to owners of animals

51. (1) The Minister may order compensation to be paid to the owner of an animal that is

15

51. (1) Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité au propriétaire de l'animal :

Indemnisation : animal

(a) destroyed under this Act or is required by an inspector or officer to be destroyed under this Act and dies after the requirement is imposed but before being destroyed;

25

a) soit détruit au titre de la présente loi, soit dont la destruction a été ordonnée par l'inspecteur ou l'agent d'exécution mais mort avant celle-ci;

(b) injured in the course of being tested, treated or identified under this Act by an inspector or officer and dies, or is required to be destroyed, as a result of the injury; or

30

b) blessé au cours d'un examen ou d'une séance de traitement ou d'identification effectués, au même titre, par un inspecteur ou un agent d'exécution et mort ou détruit en raison de cette blessure;

(c) reserved for experimental treatment under paragraph 13(2)(a).

25

c) affecté à des expériences au titre du paragraphe 13(2).

Amount of compensation

(2) Subject to subsections (3) and (4), the amount of compensation shall be

35

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'indemnité payable est égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, que l'animal aurait eue au moment de l'évaluation si sa destruction n'avait pas été ordonnée, déduction faite de la valeur de son cadavre.

Montant de l'indemnité

(a) the market value, as determined by the Minister, that the animal would have had at the time of its evaluation by the Minister if it had not been required to be destroyed

40

minus

35

7	11	(5) The value of its carcass as determined by the Minister.	
		(3) The value mentioned in paragraph (2)(a) shall not exceed any maximum amount established with respect to the animal by or under the regulations.	Additional provisions
		(4) In addition to the amount calculated under subsection (1), compensation may include such costs related to the disposal of the animal as are permitted by the regulations.	Additional provisions
		22. The Minister may order compensation to be paid to the owner of a thing that is destroyed under this Act and the amount of compensation shall be the market value as determined by the Minister, that the thing would have had at the time of its destruction, if a had not been required to be destroyed, less any amount received in respect of it.	Additional provisions
		23. The amount may, under subsection (1) be paid to a person for costs incurred with respect to treatment required under subsection 46(1) and the amount of compensation shall be the costs reasonably incurred by the person, as determined by the Minister.	Additional provisions
		24. (1) Compensation may be withheld in whole or in part where, in the opinion of the Minister, (a) the owner of or the person having the possession, care or control of the animal or thing in respect of which compensation is claimed has committed an offence under this Act by means of or in relation to that thing; (b) the animal or thing, at the time of its destruction, was affected or contaminated by a disease or zoonotic agent; (c) the animal or thing was a source of a zoonotic agent of a disease or zoonotic agent.	Additional provisions
		(2) A person who sustains a claim under a regulation made under section 14 or 15, or who sustains a claim under section 16, may also bring a claim under section 24 to recover a total or other identifying device in connection of the regulation, notwithstanding a claim to compensation in respect of an animal or thing.	Additional provisions
		25. (1) Whenever the provisions of this Act apply to a regulation of a disease or zoonotic agent, the provisions of sections 14 to 16 apply to the regulation, subject to the provisions of section 24.	Additional provisions
		26. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		27. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		28. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		29. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		30. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		31. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		32. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		33. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		34. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		35. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		36. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		37. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		38. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		39. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		40. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		41. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		42. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		43. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		44. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		45. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		46. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		47. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		48. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		49. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions
		50. (1) The Minister may, in respect of any compensation payable under this Act, order that the amount of compensation payable be reduced or increased by a specified amount or percentage.	Additional provisions

	(b) the value of its carcass, as determined by the Minister.		
Maximum value	(3) The value mentioned in paragraph (2)(a) shall not exceed any maximum amount established with respect to the animal by or under the regulations.	(3) La valeur marchande ne peut dépasser le maximum réglementaire correspondant à l'animal en cause.	Plafond
Additional compensation	(4) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the disposal of the animal as are permitted by the regulations.	(4) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction.	Indemnité supplémentaire
Compensation to owners of things	52. The Minister may order compensation to be paid to the owner of a thing that is destroyed under this Act and the amount of compensation shall be the market value, as determined by the Minister, that the thing would have had at the time of its evaluation if it had not been required to be destroyed, less any amount received in respect of it.	52. Le ministre peut ordonner le versement, au propriétaire de choses détruites en application de la présente loi, d'une indemnité égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, qu'elles auraient eue au moment de l'évaluation si leur destruction n'avait pas été ordonnée, déduction faite des sommes reçues par celui-ci à leur égard.	Indemnisation : choses
Compensation for costs of treatment	53. The Minister may order compensation to be paid to a person for costs incurred with respect to treatment required under subsection 48(2) and the amount of compensation shall be the costs reasonably incurred by the person, as determined by the Minister.	53. Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité égale aux frais entraînés par le traitement prodigué en application du paragraphe 48(2).	Indemnité pour traitement
Compensation withheld	54. (1) Compensation may be withheld in whole or in part where, in the opinion of the Minister, (a) the owner of, or the person having the possession, care or control of, the animal or thing in respect of which compensation is claimed has committed an offence under this Act by means of or in relation to that thing; (b) the animal or thing, at the time it was imported into Canada, was affected or contaminated by a disease or toxic substance; or (c) the animal or thing was a vector, the causative agent of a disease or a toxic substance.	54. (1) L'indemnité peut être retenue, même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies.	Rétention de l'indemnité
Compensation forfeited	(2) A person who contravenes section 16 or a regulation made under section 14 or 16, or who breaks, alters, tampers with or removes a seal or other identifying device in contravention of the regulations, forfeits any claim to compensation in respect of an	(2) Quiconque soit contrevient à l'article 16 ou aux règlements d'application des articles 14 ou 16, soit brise, enlève ou modifie un sceau ou tout autre moyen d'identification en contravention avec les règlements, perd automatiquement son droit à l'indemnisation	Déchéance

pour l'appoint ou la révo-
cation de l'appoint.

appoint or thing by means of or in relation to
which the contract was made.

Provision

25. Le ministre peut, par règlement,
régir le mode de calcul de la valeur
marchande des animaux différemment
commentés dans le présent article.
26. Il est, en ce qui concerne les animaux
différemment commentés dans le présent
article, autorisé l'application pour faire de
la déduction — notamment par déduction
— d'un montant ou de charges et taxes qui se
rapportent à la vente de l'animal, si
celle-ci est justifiée par documentation
soit de la part de l'acheteur.

25. The Minister may make regulations
for respecting the method of calculating
the market value of animals for which the
Minister considers there is no readily
available market;
(b) establishing maximum amounts or
the manner of calculating maximum
amounts for the purpose of subsection
21(1); and
(c) permitting compensation for any costs
related to the disposal of animals and
things and for determining the amount of
the compensable costs, including payment of
any maximum amount.

24. (1) Il peut être institué appel devant
l'évaluateur soit pour les animaux de la
domestique, soit pour l'assurance de la
domestique.

24. (1) A person who claims compensation
and is dissatisfied with the Minister's
disposition of the claim may bring an appeal
to the Assessor, but the only grounds of
appeal are that the failure to award compensa-
tion was unreasonable or that the amount
awarded was unreasonable.

Appeal

(2) L'appel doit être introduit dans les trois
mois suivant la notification à l'évaluateur de la
détermination définitive ou dans les 30
jours suivant la date de l'évaluation pour chaque
animal.

(2) An appeal shall be brought within
three months after the claimant receives
notification of the Minister's disposition of
the claim, or within such longer period as the
Assessor may in any case for special reasons
allow.

Time limit for
bringing appeal

27. (1) On hearing an appeal, the Assessor
peut confirmer ou révoquer la décision de
l'évaluateur ou modifier la décision de
l'évaluateur en faveur de l'animal à condition que
celle-ci soit dans le sens de la majorité des
avis émis par les experts.

27. (1) On hearing an appeal, the Assessor
may confirm or vary the Minister's dispo-
sition of the claim or refer the matter back to
the Minister for such further action as the
Assessor may direct.

Power of
Assessor

(2) Les frais peuvent être accordés au
ministre ou au tiers à charge.

(2) Costs may be awarded to or against
the Minister in an appeal.

Costs

(3) Les décisions de l'évaluateur ne sont
pas susceptibles d'appel ou de révision.

(3) The decision of the Assessor on an
appeal is final and conclusive and not subject
to appeal or to review by any court.

Decision final

28. (1) L'évaluateur peut entendre les
parties à l'appoint ou se faire assister par
un expert à la tenue des audiences.

28. (1) The Assessor may sit and hear
appeals at any place or places and shall
arrange for sittings and hearings as may be
required.

Places and
sittings

(2) L'évaluateur peut être appelé à se rendre
à l'extérieur de son territoire pour assister
à l'audience d'un juge de la Cour fédérale
ou de la Cour provinciale.

(2) The Assessor is entitled to be paid such
travel allowances as are payable for the
attendance of a judge of the Federal Court
under the Judges Act.

Travel
allowances

Provision

Time limit for
bringing appeal

Power of
Assessor

Costs

Decision final

Places and
sittings

Travel
allowances

animal or thing by means of or in relation to which the contravention occurred.

pour l'animal ou la chose ayant servi ou donné lieu à l'infraction.

Regulations

55. The Minister may make regulations (a) respecting the method of calculating the market value of animals for which the Minister considers there is no readily available market; (b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of subsection 51(3); and (c) permitting compensation for any costs related to the disposal of animals and things and for determining the amounts of the compensable costs, including prescribing maximum amounts.

55. Le ministre peut, par règlement : a) régir le mode de calcul de la valeur marchande des animaux difficilement commercialisables selon lui; b) fixer les plafonds des valeurs marchandes des animaux ou leur mode de calcul; c) autoriser l'indemnisation pour frais de disposition — notamment par destruction — d'animaux ou de choses et fixer soit le montant de celle-ci ainsi que le plafond, soit le mode de leur détermination.

Règlements

Appeal

56. (1) A person who claims compensation and is dissatisfied with the Minister's disposition of the claim may bring an appeal to the Assessor, but the only grounds of appeal are that the failure to award compensation was unreasonable or that the amount awarded was unreasonable.

56. (1) Il peut être interjeté appel devant l'évaluateur soit pour refus injustifié d'indemnisation, soit pour insuffisance de l'indemnité accordée.

Appel

Time limit for bringing appeal

(2) An appeal shall be brought within three months after the claimant receives notification of the Minister's disposition of the claim, or within such longer period as the Assessor may in any case for special reasons allow.

(2) L'appel doit être interjeté dans les trois mois suivant la notification à l'intéressé de la décision ministérielle contestée ou dans le délai plus long que l'évaluateur peut exceptionnellement accorder.

Délai d'appel

Powers of Assessor

57. (1) On hearing an appeal, the Assessor may confirm or vary the Minister's disposition of the claim or refer the matter back to the Minister for such further action as the Assessor may direct.

57. (1) L'évaluateur qui entend l'appel peut confirmer ou modifier la décision du ministre ou renvoyer l'affaire à celui-ci pour qu'il y soit donné suite de la manière que lui-même précise.

Pouvoirs de l'évaluateur

Costs

(2) Costs may be awarded to or against the Minister in an appeal.

(2) Les frais peuvent être accordés au ministre ou mis à sa charge.

Frais

Decisions final

(3) The decision of the Assessor on an appeal is final and conclusive and not subject to appeal to or review by any court.

(3) Les décisions de l'évaluateur ne sont pas susceptibles d'appel ou de révision.

Dernier ressort

Sittings and hearings

58. (1) The Assessor may sit and hear appeals at any place or places and shall arrange for sittings and hearings as may be required.

58. (1) L'évaluateur peut entendre les appels n'importe où et prend les mesures nécessaires à la tenue des audiences.

Séances

Travel allowances

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the Judges Act.

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la Loi sur les juges pour les vacations des juges de la Cour fédérale.

Indemnités

29 (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make the procedure for the bringing of appeals and the procedure for the bringing of appeals.

29 (1) L'établissement peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles en matière de formation et de procédure d'appel.

(2) Subject to any rules made under section (1), the rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Minister shall, with such modifications as the Minister may deem fit, be the same as the rules and procedure for the bringing of appeals to the Minister under the provisions of the *Health of Animals Act* and the *Health of Animals Regulations* in force at the time this section comes into force.

(2) Sous réserve de toute règle que le ministre établira en vertu de la présente, les règles relatives à la conduite des appels et à la procédure de leur formation, avec les modifications que le ministre jugera appropriées, seront les mêmes que les règles et la procédure en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) The functions of the Registrar and any other person necessary to carry out the purposes of sections 26 to 29 shall be carried out by the person who may be appointed under Part II of the *Health of Animals Act* or the *Health of Animals Regulations*.

(3) Les fonctions de l'inspecteur des animaux et de toute autre personne nécessaire à l'exécution des fonctions prévues à la présente loi sont confiées à la personne que le ministre peut nommer en vertu de la partie II de la Loi sur la Santé des Animaux ou des Règlements sur la Santé des Animaux.

FEES, CHARGES AND COSTS

STIPENDES ET AUTRES FRAIS

30 (1) Her Majesty and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 24 may recover from any person referred to in subsection (1) any fee or charge and any costs incurred by Her Majesty or the person referred to in subsection (1) in relation to testing, or as provided under the Act or the Regulations, including without limitation the payment of the foregoing:

30 (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en vertu de l'article 24 peut recouvrer de toute personne désignée à l'article 25 toute somme payée et tous frais encourus par elle et les autres personnes mentionnées à l'article 24 en vertu de la présente loi en relation avec le traitement, ou comme prévu par la Loi ou les Règlements, y compris sans limitation le paiement des éléments suivants :

- (a) the inspection, treatment, vaccination, disinfection, testing or analysis of a class of animal or thing; or the case may be, the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing referred to in section 24 or the Act or the Regulations;
- (b) the laboratory diagnostic, testing or detection of an animal or thing under the Act or the Regulations;

30 (2) The fee, charge and costs referred to in subsection (1) shall be payable to the person who is responsible for the carrying out of the testing, or as provided under the Act or the Regulations, including without limitation the payment of the foregoing:

(2) Les frais, charges et coûts mentionnés à la sous-section (1) sont payables à la personne qui est responsable de l'exécution des fonctions prévues à la présente loi, ou comme prévu par la Loi ou les Règlements, y compris sans limitation le paiement des éléments suivants :

(2) Tout droit d'inspection, de traitement, de vaccination, de désinfection, de test ou d'analyse d'une catégorie d'animaux ou de choses, ou le cas échéant, l'identification, le stockage, l'élimination ou le retour d'un animal ou d'une chose mentionnés à l'article 24 ou de la Loi ou des Règlements, y compris sans limitation le paiement des éléments suivants :

Procedure	<p>59. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Assessor may make rules respecting the conduct of appeals and the procedure for the bringing of appeals.</p>	<p>59. (1) L'évaluateur peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, édicter des règles en matière de formation et de procédure d'appel.</p>	Procédure
Transitional	<p>(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i> that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 56 to 58, apply in respect of appeals brought under section 56.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i> s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.</p>	5 Disposition transitoire
Registrar	<p>(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i>.</p>	<p>(3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i>.</p>	15 Greffier
FEES, CHARGES AND COSTS		REDEVANCES ET AUTRES FRAIS	
Fees, charges and costs for inspections, etc.	<p>60. (1) Her Majesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,</p> <p>(a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations; and</p> <p>(b) the forfeiture, disposal, seizure or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.</p>	<p>60. (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais exposés par elle et liés aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, — ainsi que les tests ou analyses afférents — au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identification, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la saisie, la confiscation, la retention ou la destruction, au même titre, de ces animaux ou choses.</p>	Créance de Sa Majesté
Persons liable	<p>(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal,</p>	<p>(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu, ou le propriétaire des animaux ou des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.</p>	Débiteurs solidaires

C. 1000 de la Loi	61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les dépenses raisonnables et autres frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.	61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.	Fees, charges and costs to be recovered by control area
3. 1000 de la Loi	10. (2) Sont alors déduits de ces frais soit les personnes qui sont à l'origine de la maladie ou de la propagation de la maladie ou du produit nuisible en cause ou qui y ont contribué par leur faute ou leur négligence, soit celles qui sont légalement responsables de telles personnes.	(2) The fees, charges and costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the disease or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.	Persons liable
1000 de la Loi	10. Sa Majesté peut recouvrer des intérêts sur les remboursements réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements en vertu de ce régime à la condition d'un remboursement ou à la condition de documents.	61. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a licence, permit, approval, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.	Fees, charges and costs to be recovered by service
1000 de la Loi	20. Les frais non recouverts dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi que les intérêts afférents, peuvent être recouverts de la même manière que s'il s'agissait d'une dette due à Sa Majesté.	61. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations and any interest on the fees, charges or costs may be recovered as a debt due to Her Majesty.	Fees, charges and costs to be recovered by debt
1000 de la Loi	64. (1) Le gouvernement en conseil peut par règlement prescrire des mesures visant à prévenir la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les autres dangers résultant de leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et notamment :	64. (1) The Government in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of disease and pests and substances generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations:	Regulations generally
1000 de la Loi	a) interdisant ou réglementant l'importation, l'exportation ou la possession d'animaux ou de produits d'exportation, l'importation de produits ou de matières ou de substances venant de l'étranger ou de l'étranger, ou d'autres produits ou matières venant de l'étranger ou de l'étranger;	(a) prohibiting or regulating the importation, exportation and possession of animals and things in order to prevent the introduction of any vector, disease or toxic substance into Canada or into another country from Canada;	
1000 de la Loi	b) pour soumettre les animaux et les choses à la destruction ou à la destruction partielle ou à la destruction des animaux et des choses.	(b) for subjecting animals and things to destruction or requiring their destruction or incineration into Canada and the	

return or disposal or, in the case of an animal or thing seized under this Act, immediately before its seizure.

Fees, charges and costs related to control areas

61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.

61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.

Créance de Sa Majesté

Persons liable

(2) The fees, charges and costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

(2) Sont alors débiteurs de ces frais soit les personnes qui sont à l'origine de la présence ou de la propagation de la maladie ou du produit toxique en cause ou qui y ont contribué, par leur faute ou leur négligence, soit celles qui sont également responsables de telles personnes.

5 Débiteurs

Fees, charges, and costs for requested services

62. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a licence, permit, approval, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

62. Sa Majesté peut recouvrer des intérêts les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Redevances et autres frais

Unpaid fees, charges or costs

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations, and any interest on the fees, charges or costs, may be recovered as a debt due to Her Majesty.

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi que l'intérêt afférent, peuvent être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

Recouvrement

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations — generally

64. (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :

Règlements et décrets

(a) prohibiting or regulating the importation, exportation and possession of animals and things in order to prevent the introduction of any vector, disease or toxic substance into Canada or into another country from Canada;

a) régir ou interdire l'importation, l'exportation ou la possession d'animaux ou de choses, afin d'empêcher l'introduction de vecteurs, de maladies ou de substances toxiques soit au Canada, soit dans tout autre pays en provenance du Canada;

(b) for subjecting animals and things to quarantine or requiring their destruction on importation into Canada and for

b) prévoir la prise de toute mesure de disposition — notamment la mise en quarantaine ou la destruction — à l'égard

30 (ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

31 (c) requiring control of the fact that animals imported into or passing through Canada have not been brought from any place where there was, at the time of their importation, a disease or toxic substance;

32 (A) prohibiting or regulating the importation of garbage into Canada and regulating the handling and disposal of garbage imported into Canada;

33 (A) governing the use of food factors and ships in Canadian waters in order to prevent the introduction of any disease or toxic substance into Canada;

34 (V) for controlling or eradicating, or preventing the spread of, vector, disease and toxic substances and for determining, segregating, treating or disposing of, or for dealing generally with, animals or things that

35 (i) are or are suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance;

36 (ii) have been in contact with or in close proximity to animals or things that were or are suspected of having been affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity; or

37 (iii) are or are suspected of being vector, the causative agents of disease or toxic substances;

38 (g) for segregating and confining animals within certain limits, establishing areas of inspection or quarantine and establishing eradication areas where animals may be inspected, segregated and tested for any disease or toxic substance;

39 (A) prohibiting or regulating the movement in Canada of

40 (i) animals, animal products, animal by-products, vectors, the causative agents of disease, animal food, hay, straw and fodder; and

41 (ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or

42 requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

43 (c) requiring control of the fact that animals imported into or passing through Canada have not been brought from any place where there was, at the time of their importation, a disease or toxic substance;

44 (A) prohibiting or regulating the importation of garbage into Canada and regulating the handling and disposal of garbage imported into Canada;

45 (A) governing the use of food factors and ships in Canadian waters in order to prevent the introduction of any disease or toxic substance into Canada;

46 (V) for controlling or eradicating, or preventing the spread of, vector, disease and toxic substances and for determining, segregating, treating or disposing of, or for dealing generally with, animals or things that

47 (i) are or are suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance;

48 (ii) have been in contact with or in close proximity to animals or things that were or are suspected of having been affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity; or

49 (iii) are or are suspected of being vector, the causative agents of disease or toxic substances;

50 (g) for segregating and confining animals within certain limits, establishing areas of inspection or quarantine and establishing eradication areas where animals may be inspected, segregated and tested for any disease or toxic substance;

51 (A) prohibiting or regulating the movement in Canada of

52 (i) animals, animal products, animal by-products, vectors, the causative agents of disease, animal food, hay, straw and fodder; and

53 (ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or

54 requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

55 (c) requiring control of the fact that animals imported into or passing through Canada have not been brought from any place where there was, at the time of their importation, a disease or toxic substance;

56 (A) prohibiting or regulating the importation of garbage into Canada and regulating the handling and disposal of garbage imported into Canada;

57 (A) governing the use of food factors and ships in Canadian waters in order to prevent the introduction of any disease or toxic substance into Canada;

58 (V) for controlling or eradicating, or preventing the spread of, vector, disease and toxic substances and for determining, segregating, treating or disposing of, or for dealing generally with, animals or things that

59 (i) are or are suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance;

60 (ii) have been in contact with or in close proximity to animals or things that were or are suspected of having been affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity; or

61 (iii) are or are suspected of being vector, the causative agents of disease or toxic substances;

62 (g) for segregating and confining animals within certain limits, establishing areas of inspection or quarantine and establishing eradication areas where animals may be inspected, segregated and tested for any disease or toxic substance;

63 (A) prohibiting or regulating the movement in Canada of

64 (i) animals, animal products, animal by-products, vectors, the causative agents of disease, animal food, hay, straw and fodder; and

65 (ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or

requérant le dépôt de choses au moment de leur entrée en Canada, s'il lui est apparu qu'elles transmettent une maladie ou une substance toxique;

2 (c) exigeant le contrôle du fait que les animaux importés ou en transit en Canada n'aient pas été amenés par la voie maritime, au moment de leur importation, d'une maladie ou d'une substance toxique;

10 (A) interdisant ou réglementant l'importation de déchets en Canada et réglant leur manipulation, leur élimination, leur traitement et leur élimination en vue de leur importation;

11 (c) prévoit l'application des dispositions relatives à l'importation des produits alimentaires en vue de prévenir l'introduction de maladies ou de substances toxiques en Canada;

12 (V) contrôle, élimine, empêche la propagation de vecteurs, des maladies et de substances toxiques et prend toutes les mesures nécessaires pour déterminer, séparer, traiter ou éliminer, ou pour traiter en général, les animaux ou les choses qui

13 (i) sont ou sont soupçonnés d'être affectés ou contaminés par une maladie ou une substance toxique;

14 (ii) sont ou ont été en contact avec des animaux ou des choses de la catégorie visée au sous-alinéa (i) ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat;

15 (iii) sont des vecteurs, des agents causatifs de maladies ou des substances toxiques, ou soupçonnés d'être tels;

21 (g) fait issue et prévoit les animaux dans certaines limites, institue des zones d'inspection ou de quarantaine et établit des zones d'éradication dans lesquelles les animaux peuvent être examinés, testés et confinés à des fins relativement aux maladies ou aux produits toxiques;

22 (A) interdit ou réglemente le transport en Canada, soit d'animaux, de leurs produits, sous-produits et éléments de vecteurs, soit d'agents causatifs de maladies, soit de produits alimentaires, soit d'autres choses se rapportant aux animaux et susceptibles d'être contaminés par une maladie ou une substance toxique;

30 (ii) choses qui sont utilisées en respect des animaux et qui peuvent être affectées ou

31 (c) exigeant le contrôle du fait que les animaux importés ou en transit en Canada n'aient pas été amenés par la voie maritime, au moment de leur importation, d'une maladie ou d'une substance toxique;

40 (A) interdisant ou réglementant l'importation de déchets en Canada et réglant leur manipulation, leur élimination, leur traitement et leur élimination en vue de leur importation;

41 (c) prévoit l'application des dispositions relatives à l'importation des produits alimentaires en vue de prévenir l'introduction de maladies ou de substances toxiques en Canada;

42 (V) contrôle, élimine, empêche la propagation de vecteurs, des maladies et de substances toxiques et prend toutes les mesures nécessaires pour déterminer, séparer, traiter ou éliminer, ou pour traiter en général, les animaux ou les choses qui

43 (i) sont ou sont soupçonnés d'être affectés ou contaminés par une maladie ou une substance toxique;

44 (ii) sont ou ont été en contact avec des animaux ou des choses de la catégorie visée au sous-alinéa (i) ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat;

45 (iii) sont des vecteurs, des agents causatifs de maladies ou des substances toxiques, ou soupçonnés d'être tels;

51 (g) fait issue et prévoit les animaux dans certaines limites, institue des zones d'inspection ou de quarantaine et établit des zones d'éradication dans lesquelles les animaux peuvent être examinés, testés et confinés à des fins relativement aux maladies ou aux produits toxiques;

52 (A) interdit ou réglemente le transport en Canada, soit d'animaux, de leurs produits, sous-produits et éléments de vecteurs, soit d'agents causatifs de maladies, soit de produits alimentaires, soit d'autres choses se rapportant aux animaux et susceptibles d'être contaminés par une maladie ou une substance toxique;

requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

(c) requiring proof of the fact that animals imported into or passing through Canada have not been brought from any place where there was, at the time of their embarkation, a disease or toxic substance;

(d) prohibiting or regulating the importation of garbage into Canada and regulating the handling and disposal of garbage imported into Canada;

(e) governing the use of food lockers on ships in Canadian waters in order to prevent the introduction of any disease or toxic substance into Canada;

(f) for controlling or eradicating, or preventing the spread of, vectors, diseases and toxic substances and for quarantining, segregating, treating or disposing of, or for dealing generally with, animals or things that

(i) are, or are suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance,

(ii) have been in contact with or in close proximity to animals or things that were, or are suspected of having been, affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity, or

(iii) are, or are suspected of being, vectors, the causative agents of disease or toxic substances;

(g) for segregating and confining animals within certain limits, establishing areas of inspection or quarantine and establishing eradication areas where animals may be inspected, segregated and tested for any disease or toxic substance;

(h) prohibiting or regulating the movement in Canada of

(i) animals, animal products, animal by-products, vectors, the causative agents of disease, animal food, hay, straw and fodder, and

(ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or

d'animaux ou de choses, à leur arrivée au Canada, s'il les croit susceptibles de transmettre une maladie ou une substance toxique;

c) exiger la preuve que des animaux importés ou en transit au Canada ne proviennent pas d'un lieu marqué par la présence, au moment de leur embarquement, d'une maladie ou d'une substance toxique;

d) régir ou interdire l'introduction de déchets au Canada et régir leur manutention et leur élimination, une fois qu'ils y ont été introduits;

e) prévoir l'utilisation des compartiments à produits alimentaires sur les navires, dans les eaux canadiennes, afin d'empêcher l'introduction de maladies ou de substances toxiques au Canada;

f) contrôler, éliminer, empêcher la propagation de vecteurs, des maladies et de substances toxiques et prendre toute mesure — notamment l'isolation, la mise en quarantaine, le traitement ou la destruction — à l'égard de telles substances ainsi que des animaux ou choses qui :

(i) soit sont contaminés par une maladie ou une telle substance, ou sont soupçonnés de l'être,

(ii) soit ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée au sous-alinéa (i) ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat,

(iii) soit sont des vecteurs, des agents causant des maladies ou des substances toxiques, ou soupçonnés d'en être;

g) faire isoler et parquer les animaux dans certaines limites, instituer des zones d'inspection ou de quarantaine et établir des zones d'éradication dans lesquelles les animaux pourront être examinés, isolés et soumis à des tests relativement aux maladies ou aux produits toxiques;

h) régir ou interdire le transport, au Canada, soit d'animaux, de leurs produits, sous-produits et aliments, de vecteurs, d'agents causant des maladies ainsi que de fourrage, soit d'autres choses se rapportant aux animaux et susceptibles d'être contaminées par une maladie ou une substance toxique;

- 1) empêcher que les animaux soient traités, notamment en :
- (i) réglant leur santé, y compris les soins à leur donner et les mesures concernant leur disposition;
- (ii) réglant leur transport tout à fait, pour leur destination ou en provenance du Canada;
- (iii) prévoyant le traitement à donner à tout autre forme de disposition des animaux gardés ou transportés dans des conditions inadéquates;
- (iv) désignant certains tout véhicules, après tout, sans gare de triage, pour le détail, tant qu'ils sont dans ou sur lequel des animaux, leurs produits ou sous-produits sont utilisés pour animaux, de façon à ce qu'ils soient transportés et traités de façon appropriée en vertu de leur santé ou de leur transport et prévu que ces animaux contiennent des lieux confinés;
- (v) réglant ou interdisant l'accès à la sortie et la circulation des personnes et des véhicules dans les lieux confinés;
- (vi) faire déterminer, sur lieux et choses, les conditions d'accès, par une méthode ou une substance, lorsque on se rend dans un secteur;
- (vii) faire donner avis de l'apparition d'une maladie ou d'une substance toxique chez les animaux, ou imposer une telle obligation;
- (viii) interdire ou régler la tenue de marchés, foires, expositions ou ventes d'animaux;
- (ix) soumettre à certaines conditions, les ventes ou des substances toxiques à l'attention de certaines dispositions de la présente loi ou des règlements et prendre des mesures à leur égard;
- (x) faire l'explication des zones et des conditions d'hygiène de gibier;
- (xi) interdire ou limiter la vente de certaines espèces, les modes de collecte de ces espèces, le mode de distribution ainsi que les stocks et de distribution de ces espèces à l'égard de certaines espèces;
- (xii) faire établir des règlements en vertu desquels les établissements se livrent à une activité de négoce de la collection et du conditionnement;

- contained by a disease or toxic substance;
- (i) for the humane treatment of animals and generally;
- (ii) governing the care, handling and disposition of animals;
- (iii) governing the manner in which animals are transported within land or out of Canada, and;
- (iv) providing for the treatment or disposal of animals that are not cared for, handled or transported in a humane manner;
- (v) for designating as infested, and containing as infested places and things, markets, pen, railway yard, stockyard and warehouse or wharf on or in which any animal, animal product, animal by-product, animal feed, hay, straw or fodder, or any other thing used in respect of animals, is exposed for sale or is placed for the purpose of transit;
- (vi) prohibiting or regulating the movement of persons and conveyances within or out of infested places;
- (vii) for putting any place or thing that is likely to contain a vector or be contaminated by any disease or toxic substance;
- (viii) for causing or requiring notice to be given of the appearance of any disease or toxic substance among animals;
- (ix) prohibiting or regulating the holding of markets, fairs, exhibitions or sales of animals;
- (x) for designating any disease or toxic substance from the operation of any of the provisions of this Act or any regulations, for the imposition of terms and conditions governing the exhibition and for its removal or dealing with the disease or toxic substance;
- (xi) regulating the conduct and operation of sales and game fairs;
- (xii) prescribing activities and health measures for establishments in which animals, game and animal by-products are collected, stored, treated or processed and generally, regarding the manner in which they are collected, stored and distributed;

- contaminated by a disease or toxic substance;
- (i) for the humane treatment of animals and generally
- (i) governing the care, handling and disposition of animals, 5
- (ii) governing the manner in which animals are transported within, into or out of Canada, and
- (iii) providing for the treatment or disposal of animals that are not cared for, handled or transported in a humane manner; 10
- (j) for declaring as infected, and constituting as an infected place, any airport, market, pen, railway yard, stockyard, conveyance or wharf on or in which any animal, animal product, animal by-product, animal food, hay, straw or fodder, or any other thing used in respect of animals, is exposed for sale or is placed for the purpose of transit; 20
- (k) prohibiting or regulating the movement of persons and conveyances within, into or out of infected places; 25
- (l) for purifying any place or thing that is likely to contain a vector or be contaminated by any disease or toxic substance;
- (m) for causing or requiring notice to be given of the appearance of any disease or toxic substance among animals; 30
- (n) prohibiting or regulating the holding of markets, fairs, exhibitions or sales of animals; 35
- (o) for exempting any disease or toxic substance from the operation of any of the provisions of this Act or any regulation, for the imposition of terms and conditions governing the exemption and for otherwise dealing with the disease or toxic substance; 40
- (p) regulating the conduct and operation of zoos and game farms;
- (q) prescribing sanitary and health measures for establishments in which animal semen and animal embryos are collected, stored, frozen or processed and generally regulating the manner in which they are collected, stored and distributed; 45
- i) empêcher que les animaux soient maltraités, notamment en :
- (i) régissant leur garde, y compris les soins à leur donner et les mesures concernant leur disposition, 5
- (ii) régissant leur transport tant à l'intérieur qu'à destination ou en provenance du Canada,
- (iii) prévoyant le traitement, la destruction ou toute autre forme de disposition des animaux gardés ou transportés dans des conditions inacceptables; 10
- j) déclarer contaminé tout véhicule, aéroport, quai, gare de triage, parc à bétail, marché ou enclos dans ou sur lequel des animaux, leurs produits ou sous-produits, des aliments pour animaux, du fourrage ou d'autres choses se rapportant aux animaux sont exposés ou placés en vue de leur vente ou de leur transport et prévoir que ces lieux constituent des lieux contaminés; 20
- k) régir ou interdire l'entrée, la sortie et la circulation des personnes et des véhicules dans les lieux contaminés;
- l) faire désinfecter tous lieux et choses susceptibles d'être contaminés par une maladie ou une substance toxique ou de renfermer un vecteur; 25
- m) faire donner avis de l'apparition d'une maladie ou d'une substance toxique chez les animaux, ou imposer une telle obligation; 30
- n) interdire ou régir la tenue de marchés, foires, expositions ou ventes d'animaux;
- o) soustraire, à certaines conditions, des maladies ou des substances toxiques à l'application de certaines dispositions de la présente loi ou des règlements, et prendre des mesures à leur égard; 35
- p) régir l'exploitation des zoos et des entreprises d'élevage de gibier; 40
- q) fixer, en matière de semences et d'embryons animaux, les modes de collecte, de stockage et de distribution ainsi que les normes d'hygiène et de salubrité applicables aux établissements se livrant à ces activités de même qu'à la congélation et au conditionnement; 45

- (r) prohibiting or regulating testing for diseases;
- (s) prohibiting or regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packing, labelling, storing, testing, transportation, sale, conditions of sale, advertising for sale, use and disposal of veterinary biologics and regulating their purity, potency, efficacy and safety; 5
- (t) prohibiting or regulating the feeding to animals of any thing that could introduce or spread any disease or toxic substance to animals; 10
- (u) regulating the construction, operation and maintenance of animal deadyards, rendering plants and animal food factories; 15
- (v) regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packaging, labelling, storing, distribution, sale, conditions of sale and advertising for sale of products of animal deadyards, rendering plants and animal food factories; 20
- (w) governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of licences, permits, approvals, certificates or other documents on such terms and conditions as may be required for the purposes of this Act; 25
- (x) requiring animals and things to be marked or to have affixed to them tags, seals or other devices for the purposes of this Act, authorizing inspectors or officers to mark animals and things or to affix to them tags, seals or other devices for the purposes of this Act, and prohibiting the removal, breaking, tampering with or altering of those marks, tags, seals or other devices; 30
- (y) establishing and governing a national identification system for animals that provides for standards and means of identification; 40
- (z) requiring animals to be identified under the system established under paragraph (y) when the ownership or possession of them changes or when they are transported or otherwise dealt with; 45
- (z.1) governing the manufacture, sale, distribution and use of the means of identification; 50
- r) régir ou interdire les analyses ou tests de dépistage de maladie;
- s) régir ou interdire l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, l'analyse, le transport, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente —, l'utilisation et la disposition — notamment par destruction — de produits vétérinaires biologiques, et régir leur pureté, innocuité, 5 puissance et efficacité; 10
- t) régir ou interdire l'utilisation, dans l'alimentation des animaux, de toute chose pouvant leur transmettre une maladie ou une substance toxique ou en favoriser la propagation; 15
- u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des ateliers d'équarrissage et des usines de traitement ou d'aliments pour animaux; 20
- v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces ateliers et usines; 25
- w) régir l'attribution, le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de permis, licences, autorisations, certificats ou autres documents, aux conditions qu'il peut fixer pour l'application de la présente loi; 30
- x) pour l'application de la présente loi, imposer le marquage — notamment au moyen d'un sceau — d'animaux ou de choses ou l'apposition sur ceux-ci d'une étiquette ou de tout autre moyen d'identification, autoriser les inspecteurs ou les agents d'exécution à y procéder et interdire l'enlèvement, le bris ou la modification de ces marques, sceaux, étiquettes ou autres moyens d'identification; 35
- y) établir et appliquer un système national d'identification des animaux qui prévoit des normes et des moyens pour les identifier; 40
- z) exiger l'identification des animaux conformément au système prévu à l'alinéa y) 45

(1) The first condition is that the...

(2) The second condition is that the...

(3) The third condition is that the...

(4) The fourth condition is that the...

(5) The fifth condition is that the...

(6) The sixth condition is that the...

(7) The seventh condition is that the...

(8) The eighth condition is that the...

(9) The ninth condition is that the...

(10) The tenth condition is that the...

(11) The eleventh condition is that the...

(12) The twelfth condition is that the...

(13) The thirteenth condition is that the...

(14) The fourteenth condition is that the...

(15) The fifteenth condition is that the...

(16) The sixteenth condition is that the...

(17) The seventeenth condition is that the...

(18) The eighteenth condition is that the...

(19) The nineteenth condition is that the...

(20) The twentieth condition is that the...

(21) The twenty-first condition is that the...

(22) The twenty-second condition is that the...

(23) The twenty-third condition is that the...

(24) The twenty-fourth condition is that the...

(1) The first condition is that the...

(2) The second condition is that the...

(3) The third condition is that the...

(4) The fourth condition is that the...

(5) The fifth condition is that the...

(6) The sixth condition is that the...

(7) The seventh condition is that the...

(8) The eighth condition is that the...

(9) The ninth condition is that the...

(10) The tenth condition is that the...

(11) The eleventh condition is that the...

(12) The twelfth condition is that the...

(13) The thirteenth condition is that the...

(14) The fourteenth condition is that the...

(15) The fifteenth condition is that the...

(16) The sixteenth condition is that the...

(17) The seventeenth condition is that the...

(18) The eighteenth condition is that the...

(19) The nineteenth condition is that the...

(20) The twentieth condition is that the...

(21) The twenty-first condition is that the...

(22) The twenty-second condition is that the...

(23) The twenty-third condition is that the...

(24) The twenty-fourth condition is that the...

cation to be used in the system established under paragraph (y);
 (z.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;
 (z.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which this Act or the regulations apply;
 (z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for the administration of this Act or the regulations and the interest, or the manner of calculating the interest, that shall accrue on unpaid fees or charges; and
 (z.5) prescribing anything required by this Act to be prescribed, other than anything to be prescribed by the Minister.

en cas de changement de propriétaire ou de possesseur ou à l'occasion de leur transport ou de toute mesure prise à leur égard;
 z.1) régir la fabrication, la vente, la distribution et l'utilisation des moyens d'identification prévus à l'alinéa y);
 z.2) régir la collecte de données — statistiques et autres —, la publication d'études et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements;
 z.3) exiger la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements;
 z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ainsi que l'intérêt afférent en cas de défaut de paiement, ou leur mode de détermination;
 z.5) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi et non réservée au ministre.

Regulations
respecting birds

(2) The Governor in Council may make regulations for the purposes of maintaining or improving the quality of bird stock and of controlling or eliminating diseases and toxic substances among birds, including regulations

- (a) regulating the production, marketing and distribution of birds and hatching eggs;
- (b) prohibiting or regulating the movement of birds and hatching eggs;
- (c) requiring hatchery operators to register with the Minister annually the names and addresses of persons who act as agents in the marketing of birds produced at the operators' hatcheries;
- (d) prescribing the types, sizes, specifications and labelling of packages used by hatchery operators for the marketing of chicks; and
- (e) governing sanitation in or about hatcheries.

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue, d'une part, du maintien ou de l'amélioration de la qualité des espèces de volatiles, d'autre part, de la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination chez les volatiles, et notamment pour :

- a) régir la production, la commercialisation et la distribution de volatiles et d'oeufs d'incubation;
- b) régir ou interdire le transport des volatiles et d'oeufs d'incubation;
- c) exiger des exploitants de couvoirs qu'ils enregistrent chaque année, auprès du ministre, les noms et adresses de leurs agents pour la commercialisation des volatiles provenant de leur établissement;
- d) fixer les types, les dimensions, les caractéristiques et l'étiquetage des emballages utilisés par ces exploitants pour la commercialisation des poussins;
- e) régir l'hygiène et la salubrité dans les couvoirs ou leurs environs.

Règlements sur
les volatiles

Interpretation

(3) Subsection (2) shall not be construed so as to limit the application of subsection (1) in respect of birds.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de limiter l'application du paragraphe (1) en ce qui concerne les volatiles.

Interprétation

Definitions of
"bird" and
"chick"

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), "bird" means a bird that is or has been in captivity and "chick" means a bird that is less than seventy-two hours old.

(4) Dans les paragraphes (2) et (3), «volatiles» s'entend des oiseaux en captivité ou l'ayant été et «poussins» des volatiles âgés de moins de soixante-douze heures.

Définitions de
«volatiles» et
«poussins»

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

General offence

65. (1) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 15, or the regulations or who refuses or neglects to perform any duty imposed by or under the Act or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

5 65. (1) Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi — à l'exception de l'article 15 — ou des règlements ou refuse ou néglige d'accomplir une obligation imposée par la présente loi ou les règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

5 Infraction

Possession and disposal

(2) Every person who contravenes section 15 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

(2) Quiconque contrevient à l'article 15 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.

15 Infraction :
possession et
disposition

No imprisonment

(3) Notwithstanding the *Criminal Code*, no person shall be committed to prison for default of payment of a fine imposed under subsection (2).

(3) Par dérogation au *Code criminel*, le défaut de paiement de l'amende imposée en application du paragraphe (2) n'entraîne pas l'emprisonnement.

25 Défaut de
paiement

Failure to comply with notices

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37, 43 or 48 or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 30 37, 43 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Autres
contraventions

1990 of 1990

67. Where a person is convicted of an offence arising out of a contravention of subsection 19(3) in relation to a vessel, the vessel is liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

1990 of 1990

68. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

1990 of 1990

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the genuineness or official character of the person appearing to have signed the document and, in the case of any evidence so received, it is to be taken as true.

1990 of 1990

69. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulation as an offence with respect to which notwithstanding the provisions of the Criminal Code,

1990 of 1990

(a) an inspector or officer may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's or officer's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed; or

1990 of 1990

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest-known address,

1990 of 1990

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall specify the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

1990 of 1990

1990 of 1990

70. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the

1990 of 1990

67. En cas de déclaration de culpabilité pour l'infraction visée au paragraphe 19(3), le navire en cause est pénalement passible d'une amende maximale de cinquante mille dollars.

68. (1) Les poursuites relatives aux infractions à la présente loi pénales au délitement des entreprises par procédures sommaires peuvent être intentées à tout moment, mais pas plus de deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Un certificat certifiant le jour où le ministre a eu connaissance de la date à laquelle un délitement a été commis est recevable en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire, tant que le certificat ne contient rien de contraire.

69. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner, par son règlement, comme étant une infraction de la présente loi ou un règlement, celle-ci par désignation au Code criminel.

(a) L'inspecteur ou l'officier peut, en remplissant un ticket en forme prescrite, apposer sa signature sur le ticket et le remettre à la personne présumée avoir commis l'infraction spécifiée dans le ticket au moment où l'infraction est présumée avoir été commise; ou

(b) le mandat peut être servi sur un accusé en déposant le mandat à l'adresse la plus récente connue de l'accusé,

et tout règlement pris en vertu de la présente section établira une procédure pour l'admission volontaire de culpabilité et le paiement d'une amende en respect de chaque infraction à laquelle les règlements s'appliquent et indiquera le montant de l'amende.

70. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction de la présente loi et qu'une amende imposée en punition n'est pas payée à l'échéance, le procureur peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la

1990 of 1990

Fine of vessel	<p>67. Where a person is convicted of an offence arising out of a contravention of subsection 19(3) in relation to a vessel, the vessel is liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.</p>	<p>67. En cas de déclaration de culpabilité pour l'infraction visée au paragraphe 19(3), le navire en cause est également passible d'une amende maximale de cinquante mille 5 dollars.</p>	Amende : navire	5	
Limitation period	<p>68. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.</p>	<p>68. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance 10 des éléments constitutifs de l'infraction.</p>	Prescription	10	
Minister's certificate	<p>(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it. 20</p>	<p>(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de 15 prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.</p>	Certificat du ministre	15	
Ticket offences	<p>69. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the <i>Criminal Code</i>,</p> <p>(a) an inspector or officer may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's or officer's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or</p> <p>(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,</p> <p>and any regulations made under this section 40 shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence. 45</p>	<p>69. Le gouverneur en conseil peut, par 20 règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au <i>Code criminel</i> :</p> <p>a) pour lesquelles l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de leur prétendue 25 perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;</p> <p>b) qui peuvent faire l'objet d'une citation 30 signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.</p> <p>Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la 35 procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.</p>	Contraventions	25	35
Recovery of fines	<p>70. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the</p>	<p>70. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt 40 de la déclaration de culpabilité auprès de la</p>	Recouvrement	40	

conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

Officers, etc., of corporations

71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

Offences by employees or agents

72. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Infraction commise par un agent ou un mandataire

- (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
- (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Place of trial

73. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

73. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

- (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
- (b) the accused was apprehended; or
- (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

PREUVE

Certificates and reports

74. (1) In any prosecution for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence

74. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat le rapport ou tout autre document censé signé par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Déclaration, certificat ou rapport

ARTICLE 13

(2) Les preuves, les renseignements fournis en vertu de l'article 11 et les documents relatifs aux constatations effectuées par les vétérinaires inspecteurs, les vétérinaires assistants et les vétérinaires praticiens en exercice au moment de l'inspection, sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(3) Les preuves, les renseignements et les documents mentionnés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(4) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(5) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(6) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(7) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(8) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

(9) Les documents visés au paragraphe (2) sont conservés pendant une durée de six mois à compter de la date de l'inspection.

to the appropriate part of the notice issued in it.

(2) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(3) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(4) The declaration, certificate, report, copy, duplicate or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party relying on it has, before the trial, sworn on the oath against whom it is intended to be produced, a solemn oath of that nature, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(5) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(6) The declaration, certificate, report, copy, duplicate or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party relying on it has, before the trial, sworn on the oath against whom it is intended to be produced, a solemn oath of that nature, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(7) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(8) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(9) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

(10) Any document referred to in sub-section (1) or (3) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been produced in the ordinary way.

2

3

4

5

6

7

8

to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies of documents

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an analyst, inspector or officer under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the analyst, inspector or officer as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Copies ou extraits

Presumed date of issue

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

Date

Notice

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Préavis

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

Orders continued as regulations

75. Any orders made under section 16 of the *Animal Disease and Protection Act* and in force immediately before the repeal of that Act by section 76 of this Act shall continue in force as if they were regulations made under section 14 of this Act.

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 76 de la présente loi ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la même loi.

Arrêtés

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ABROGATIONS

Repeal of R.S., c. A-11

76. The *Animal Disease and Protection Act* is repealed.

76. La *Loi sur les maladies et la protection des animaux* est abrogée.

L.R., ch. A-11

R.S., c. L-9

77. Part III of the *Livestock and Live-stock Products Act* is repealed.

77. La partie III de la *Loi sur les animaux de ferme et leurs produits* est abrogée.

L.R., ch. L-9

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

78. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

78. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES THAT MAY AFFECT ANIMALS OR THAT MAY BE TRANSMITTED BY ANIMALS TO PERSONS, AND RESPECTING THE PROTECTION OF ANIMALS

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

APPLICATION

3. Binding on Her Majesty

4. Limits of ports, etc.

CONTROL OF DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES

Notification and Samples

5. Notification by owner, etc.

6. Samples of milk or cream

7. Notice forbidding entry

Prohibitions

8. Concealment

9. Keeping diseased animals

10. Bringing diseased animals to market

11. Selling or disposing of diseased animals

12. Throwing carcasses into water

13. Digging up carcasses

Importation

14. Regulations prohibiting importation

15. Prohibition of possession or disposition

16. Importation into Canada

17. Forfeiture of imports

18. Removal of imports

Exportation of Animals

19. Certificate required

20. Certain Acts not affected

International Assistance

21. Assistance

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT, D'UNE PART, LES MALADIES ET SUBSTANCES TOXIQUES POUVANT AFFECTER LES ANIMAUX OU TRANSMISSIBLES PAR CEUX-CI AUX PERSONNES, D'AUTRE PART, LA PROTECTION DES ANIMAUX

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

CHAMP D'APPLICATION

3. Obligation de Sa Majesté

4. Limites des ports

LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES SUBSTANCES TOXIQUES

Déclarations, prélèvements et échantillons

5. Déclaration par le propriétaire

6. Échantillons de lait ou de crème

7. Avis d'interdiction d'accès

Interdictions

8. Interdiction de dissimuler

9. Pâturage

10. Déplacement d'animaux malades

11. Vente et aliénation interdites

12. Dépôt de cadavres dans l'eau

13. Dérèglement des cadavres

Importation

14. Règlements : importation

15. Interdiction : possession et disposition

16. Présentation pour inspection

17. Confiscation d'animaux importés illégalement

18. Ordre de renvoi

Exportation d'animaux

19. Nécessité du certificat

20. Effet de la loi sur d'autres textes législatifs

Assistance internationale

21. Assistance

INFECTED PLACES AND CONTROL AREAS

22. Declaration of infected place
23. Further declaration
24. Where occupier or owner not found
25. Animals and things not to be removed from or taken into infected places
26. Declaration that a place is no longer infected
27. Control areas
28. Not a statutory instrument

ADMINISTRATION

Facilities

29. Operation of services and facilities
30. Designation of facilities
31. Definition of "international transportation undertaking"

Inspectors and Officers

32. Appointment
33. Inspectors and officers may exercise Minister's powers
34. Agreements
35. Impeding analyst, inspector or officer
36. Power of arrest

Seals

37. Broken seal

Inspection

38. Inspection
39. Warrant required to enter dwelling-place
40. Seizure

Search

41. Warrant

Disposition of Animals and Things Seized

42. Notice of reason for seizure
43. Storage and removal
44. Interference with seized animals or things
45. Detention
46. Forfeiture on conviction
47. Disposal of forfeited animals and things

LIEUX CONTAMINÉS ET RÉGIONS CONTRÔLÉES

22. Déclaration
23. Déclaration additionnelle
24. Affichage
25. Interdiction
26. Déclaration de non-contamination
27. Régions contrôlées
28. Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

CONTRÔLE D'APPLICATION

Installations

29. Services et installations
30. Désignation et affectation
31. Définition de «installation de transport international»

Inspecteurs et agents d'exécution

32. Nomination
33. Délégation
34. Accords
35. Interdiction
36. Arrestation des contrevenants

Sceaux

37. Sceau brisé

Inspection

38. Visite et inspection
39. Local d'habitation
40. Saisie

Perquisitions

41. Délivrance de mandat

Mesures consécutives à la saisie

42. Motifs de la saisie
43. Entreposage et transfert
44. Interdiction
45. Rétenion
46. Ordonnance de confiscation
47. Disposition des choses confisquées

DISPOSAL AND TREATMENT

48. Disposal of affected or contaminated animals and things

SAMPLES

49. Disposition of samples

LIMITATION ON LIABILITY

50. Her Majesty not liable

COMPENSATION

51. Compensation to owners of animals

52. Compensation to owners of things

53. Compensation for costs of treatment

54. Compensation withheld

55. Regulations

56. Appeal

57. Powers of Assessor

58. Sittings and hearings

59. Procedure

FEES, CHARGES AND COSTS

60. Fees, charges and costs for inspections, etc.

61. Fees, charges and costs related to control areas

62. Fees, charges, and costs for requested services

63. Unpaid fees, charges or costs

REGULATIONS

64. Regulations—generally

OFFENCES AND PUNISHMENT

65. General offence

66. Failure to comply with notices

67. Fine of vessel

68. Limitation period

69. Ticket offences

70. Recovery of fines

71. Officers, etc., of corporations

72. Offences by employees or agents

73. Place of trial

EVIDENCE

74. Certificates and reports

DISPOSITION ET TRAITEMENT

48. Mesures de disposition

PRÉLÈVEMENTS

49. Réalisation

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

50. Non-responsabilité de Sa Majesté

INDEMNISATION

51. Indemnisation : animal

52. Indemnisation : choses

53. Indemnité pour traitement

54. Rétention de l'indemnité

55. Règlements

56. Appel

57. Pouvoirs de l'évaluateur

58. Séances

59. Procédure

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

60. Créance de Sa Majesté

61. Créance de Sa Majesté

62. Redevances et autres frais

63. Recouvrement

RÈGLEMENTS

64. Règlements et décrets

INFRACTIONS ET PEINES

65. Infraction

66. Autres contraventions

67. Amende : navire

68. Prescription

69. Contraventions

70. Recouvrement

71. Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

72. Infraction commise par un agent ou un mandataire

73. Ressort

PREUVE

74. Déclaration, certificat ou rapport

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

75. Orders continued as regulations

75. Arrêtés

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ABROGATIONS CORRÉLATIVES

76. R.S., c. A-11

76. L.R., ch. A-11

77. R.S., c. L-9

77. L.R., ch. L-9

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

78. Coming into force

78. Entrée en vigueur

C-66

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-66

An Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted by animals to persons, and respecting the protection of animals

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 12, 1990,
BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-66

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-66

Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmissibles par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 12 JUIN
1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-66

PROJET DE LOI C-66

An Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted by animals to persons, and respecting the protection of animals

Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmissibles par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Health of Animals Act*.

5

1. *Loi sur la santé des animaux.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Act,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

5 Définitions

“analyst”
«analyste»

“analyst” means a person appointed or designated as an analyst under section 32;

«agent de la paix» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel*.

«agent de la paix»
“peace officer”

“animal”
«animal»

“animal” includes an embryo and a fertilized egg or ovum;

10

«agent des douanes» Toute personne affectée à l'exécution ou au contrôle d'application de la *Loi sur les douanes*. Sont inclus les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

«agent des douanes»
“customs officer”

“animal by-product”
«sous-produit animal»

“animal by-product” includes blood or any of its components, bones, bristles, feathers, flesh, hair, hides, hoofs, horns, offal, skins and wool, and any thing containing any of those things;

15

«agent d'exécution» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32; sont exclus les analystes.

«agent d'exécution»
“officer”

“animal deadyard”
«atelier...»

“animal deadyard” means a place where animal carcasses, animal by-products or disabled or diseased animals are brought when they are not to be prepared for human consumption;

20

«aliments pour animaux» Toute chose susceptible de servir à la nutrition animale, y compris tout élément constitutif d'une ration.

«aliments pour animaux»
“animal food”

“animal food”
«aliments pour animaux»

“animal food” means any thing that is capable of being a nutriment for animals and includes any of the constituent elements of an animal ration;

«analyste» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32.

«analyste»
“analyst”

20

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting diseases and toxic substances that may affect animals or that may be transmitted by animals to persons, and respecting the protection of animals".

EXPLANATORY NOTES FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant, d'une part, les maladies et substances toxiques pouvant affecter les animaux ou transmissibles par ceux-ci aux personnes, d'autre part, la protection des animaux».

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

"animal product" «produit animal»	"animal product" includes cream, eggs, milk, non-fertilized ova and semen;	«animal» Sont assimilés aux animaux les embryons ainsi que les oeufs et ovules fécondés.	«animal» "animal"
"Assessor" «évaluateur»	"Assessor" means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i> ;	«atelier d'équarrissage» Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.	«atelier d'équarrissage» 5 "animal deadyard"
"conveyance" «véhicule»	"conveyance" means any aircraft, carriage, motor vehicle, trailer, railway car, vessel, cargo container or other contrivance used to move persons, animals or things;	«contamination» Contamination proprement dite, ainsi que le fait, pour un animal, d'être malade ou porteur.	«contamination» French version only 10
"customs officer" «agent des douanes»	"customs officer" means a person employed in the administration and enforcement of the <i>Customs Act</i> and includes any member of the Royal Canadian Mounted Police;	10 «couvoir» Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), local d'incubation ou d'éclosion des oeufs.	«couvoir» "hatchery"
"disease" «maladie»	"disease" includes (a) a reportable disease and any other disease that may affect an animal or that may be transmitted by an animal to a person, and (b) the causative agent of any such disease;	«déclarable» Désigné comme tel par règlement ministériel.	«déclarable» "reportable" 15
"dispose" Version anglaise seulement	"dispose" includes slaughter or otherwise destroy, bury or render;	15 «détruire» S'entend notamment d'abattre et d'enfourir.	«détruire» French version only
"hatchery" «couvoir»	"hatchery" means, subject to any regulations made under subsection (2), a place where eggs are incubated or chicks are hatched;	«évaluateur» L'évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i> .	«évaluateur» "Assessor" 20
"infected place" «lieu contaminé»	"infected place" means a place that is constituted to be an infected place under section 22 or 23 or under the regulations;	«inspecteur» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 32.	«inspecteur» "inspector"
"inspector" «inspecteur»	"inspector" means a person appointed or designated as an inspector under section 32;	«juge de paix» S'entend au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i> .	«juge de paix» "justice" 25
"justice" «juge...»	"justice" means a justice as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> .	«lieu» Y sont assimilés les véhicules.	«lieu» "place"
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Agriculture;	«lieu contaminé» Lieu qui constitue un lieu contaminé au titre des articles 22 ou 23 ou des règlements.	«lieu contaminé» "infected place"
"officer" «agent d'exécution»	"officer" means a person appointed or designated as an officer under section 32, but does not include an analyst;	«maladie» Les maladies déclarables et toute maladie animale ou transmissible par un animal à une personne; y sont assimilés les agents causant ces maladies.	«maladie» "disease" 30
"peace officer" «agent de la paix»	"peace officer" means a peace officer as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> ;	«ministre» Le ministre de l'Agriculture.	«ministre» "Minister"
"place" «lieu»	"place" includes a conveyance;	35 «produit animal» Notamment la crème, les oeufs et le lait; y sont assimilés les ovules non fécondés et le sperme.	«produit animal» "animal product"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulation;	«produit vétérinaire biologique» Les helminthes, protozoaires et micro-organismes, les substances tirées de ceux-ci ou d'animaux, les mélanges de ces substances et les substances d'origine synthétique fabriqués, vendus ou proposés pour utilisation dans le rétablissement, la correction ou la modification des fonctions organiques des ani-45	«produit vétérinaire biologique» "veterinary ..."

meins ou dans le régime, le traitement
l'attention ou la prévention d'un mal
des. Les produits ou d'un état épizootique
central des animaux, ou de leurs agents

seus-produs) animaux. Également la part
les détails de ces agents : produits de pain,
plumes, robes, coiffes, gants, laina,
sang — de même que les équipements — et
ou ainsi que toute chose contenant un

substance toxique. Surtout les objets
comme tels par régimes vétérinaires.

12. La liste de traitement. Les opérations
opérations suivantes :

a) soit la transformation de tous pro-
duits animaux en certains en éléments
pour animaux ou en usage en cuisine
non destinés à la consommation
humaine ou leur leur préparation ou
traitement de telles formes.

b) soit le stockage, l'emballage ou la
marquage des substances mentionnées
l'une des opérations (a) à (c) ci-dessus.

13. Les opérations de ces substances.
vecteurs. À cet effet, espèces de transmission,
directions ou non, une maladie d'un
animal — ou de ses dérivés — à un
autre.

14. Les opérations de transport. —
opérations. Tout moyen de transport —
transport de produits, animaux, végétaux,
ou à tout autre, transport, végétaux et ani-
mal — à travers les frontières.

15. Les opérations vétérinaires. Vétérinaires
ou d'un autre d'un autre en appen-
dices de l'article 12.

16. Les opérations de traitement. —
opérations. Tout moyen de transport —
transport de produits, animaux, végétaux,
ou à tout autre, transport, végétaux et ani-
mal — à travers les frontières.

17. Les opérations de traitement. —
opérations. Tout moyen de transport —
transport de produits, animaux, végétaux,
ou à tout autre, transport, végétaux et ani-
mal — à travers les frontières.

"rendering plant," means a place
(a) where animal by-products are pro-
cessed or treated for use in or converted
into fertilizer, animal food, lard or oils,
other than lard or oils used for human
consumption.

(b) where a substance resulting from a
process mentioned in paragraph (a) is
stored, packed or marked, or

(c) from which a substance resulting
from a process mentioned in paragraph
(a) is shipped;

"reportable" means prescribed as reportable
by the Minister;

"toxic substance" means a substance pre-
scribed as toxic by the Minister;

"vector" means an animal that has the
potential to transmit a disease, directly or
indirectly, from one animal or its excreta
to another animal;

"veterinary biologic" means
(a) a bacterium, protozoan or micro-
organism,
(b) a substance or mixture of sub-
stances derived from animals, including
products of their organisms, or

(c) a substance of synthetic origin
that is manufactured, sold or represented
for use in assisting, curing or modify-
ing organic functions in animals or for use
in the diagnosis, treatment, mitigation or
prevention of a disease, disorder or abnor-
mal physical state, or the symptomatic treat-
ment of an animal;

"veterinary inspector" means a veterinarian
appointed or designated as an inspector
under section 35.

(2) The Minister may make regulations
excluding places from the definition "hatch-
ery" and prescribing reports the diseases and
other substances.

(3) Toxic substance may be described
(a) in terms of the quantity or concentra-
tion in which substance are contained in
other substances; and

"reportable"
means prescribed as reportable
by the Minister;

"toxic substance"
means a substance prescribed as toxic
by the Minister;

"vector"
means an animal that has the
potential to transmit a disease, directly or
indirectly, from one animal or its excreta
to another animal;

"veterinary biologic"
means
(a) a bacterium, protozoan or micro-
organism,
(b) a substance or mixture of sub-
stances derived from animals, including
products of their organisms, or
(c) a substance of synthetic origin
that is manufactured, sold or represented
for use in assisting, curing or modify-
ing organic functions in animals or for use
in the diagnosis, treatment, mitigation or
prevention of a disease, disorder or abnor-
mal physical state, or the symptomatic treat-
ment of an animal;

"veterinary inspector"
means a veterinarian
appointed or designated as an inspector
under section 35.

The Minister may make regulations
excluding places from the definition "hatch-
ery" and prescribing reports the diseases and
other substances.

Toxic substance may be described
(a) in terms of the quantity or concentra-
tion in which substance are contained in
other substances; and

<p>“rendering plant” «usine de traitement»</p>	<p>“rendering plant” means a place (a) where animal by-products are prepared or treated for use in, or converted into, fertilizers, animal food, fats or oils, other than fats or oils used for human consumption, (b) where a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is stored, packed or marked, or (c) from which a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is shipped;</p>	<p>maux ou dans le diagnostic, le traitement, l’atténuation ou la prévention d’une maladie, d’un trouble ou d’un état physique anormal des animaux, ou de leurs symptômes. «sous-produit animal» Notamment la chair, les abats et les issues, y compris les poils, plumes, sabots, cornes, peaux, cuir, laine, sang — de même que ses composants — et os, ainsi que toute chose contenant ces éléments.</p>	<p>5 «sous-produit animal» “animal by-product”</p>
<p>“reportable” «déclarable»</p>	<p>“reportable” means prescribed as reportable by the Minister;</p>	<p>«substance toxique» Substance désignée comme telle par règlement ministériel.</p>	<p>«substance toxique» “toxic substance”</p>
<p>“toxic substance” «substance toxique»</p>	<p>“toxic substance” means a substance prescribed as toxic by the Minister;</p>	<p>«usine de traitement» Lieu où s’effectuent les opérations suivantes :</p>	<p>15 «usine de traitement» “rendering plant”</p>
<p>“vector” «vecteur»</p>	<p>“vector” means an animal that has the potential to transmit a disease, directly or indirectly, from one animal or its excreta to another animal;</p>	<p>a) soit la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins; b) soit le stockage, l’emballage ou le marquage des substances résultant de l’une des opérations visées à l’alinéa a); c) soit l’expédition de ces substances.</p>	<p>20</p>
<p>“veterinary biologic” «produit vétérinaire biologique»</p>	<p>“veterinary biologic” means (a) a helminth, protozoa or micro-organism, (b) a substance or mixture of substances derived from animals, helminths, protozoa or micro-organisms, or (c) a substance of synthetic origin</p>	<p>that is manufactured, sold or represented for use in restoring, correcting or modifying organic functions in animals or for use in the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or the symptoms thereof, in animals;</p>	<p>25 «vecteur» “vector”</p>
<p>“veterinary inspector” «vétérinaire-inspecteur»</p>	<p>“veterinary inspector” means a veterinarian appointed or designated as an inspector under section 32.</p>	<p>«véhicule» Tout moyen de transport — notamment les aéronefs, voitures, véhicules à moteurs, remorques, wagons et navires —, y compris les conteneurs. «vétérinaire-inspecteur» Vétérinaire nommé ou désigné à titre d’inspecteur en application de l’article 32.</p>	<p>30 «véhicule» “conveyance” 35 «vétérinaire-inspecteur» “veterinary inspector”</p>
<p>Ministerial regulations</p>	<p>(2) The Minister may make regulations excluding places from the definition “hatchery” and prescribing reportable diseases and toxic substances.</p>	<p>(2) Le ministre peut, par règlement, exclure tout local de la définition de couvoir et désigner les maladies déclarables et les substances toxiques.</p>	<p>Règlements ministériels 40</p>
<p>Incorporation by reference</p>	<p>(3) Toxic substances may be prescribed (a) in terms of the quantity or concentration in which substances are contained in other substances; and</p>	<p>(3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs composants; en outre, il peut être précisé, dans les</p>	<p>Incorporation par renvoi 45</p>

Dei Abbatibus

1. In nomine domini Amen. Nos abbas...

2. Nos abbas... in nomine domini Amen...

3. Nos abbas... in nomine domini Amen...

4. Nos abbas... in nomine domini Amen...

5. Nos abbas... in nomine domini Amen...

6. Nos abbas... in nomine domini Amen...

7. Nos abbas... in nomine domini Amen...

8. Nos abbas... in nomine domini Amen...

9. Nos abbas... in nomine domini Amen...

10. Nos abbas... in nomine domini Amen...

11. Nos abbas... in nomine domini Amen...

12. Nos abbas... in nomine domini Amen...

13. Nos abbas... in nomine domini Amen...

14. Nos abbas... in nomine domini Amen...

15. Nos abbas... in nomine domini Amen...

16. Nos abbas... in nomine domini Amen...

17. Nos abbas... in nomine domini Amen...

18. Nos abbas... in nomine domini Amen...

(b) by reference to substances specified in any published document, as amended from time to time.

règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef 5 du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

Limits of ports, etc.

4. The Governor in Council may, by order, define the limits of ports and of other places for the purposes of this Act.

4. Pour l'application de la présente loi, le gouverneur en conseil peut, par décret, fixer les limites des ports et autres lieux.

Limites des ports

CONTROL OF DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES

LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES SUBSTANCES TOXIQUES

*Notification and Samples**Déclarations, prélèvements et échantillons*

Notification by owner, etc.

5. (1) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall 10 notify the nearest veterinary inspector of the presence of a reportable disease or toxic substance, or any fact indicating its presence, in or around the animal, immediately after the person becomes aware of the presence or 15 fact.

5. (1) Le propriétaire d'un animal ou 10 toute personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins sont tenus de déclarer sans délai au plus proche vétérinaire-inspecteur la présence d'une maladie déclarable ou d'une substance toxique 15 chez l'animal ou dans son milieu de vie, de même que tout fait indicatif à cet égard.

Déclaration par le propriétaire

Notification by veterinarian, etc.

(2) Immediately after a person who is a veterinarian or who analyses animal specimens suspects that an animal is affected or contaminated by a reportable disease or toxic 20 substance, the person shall so notify a veterinary inspector.

(2) Dès qu'ils soupçonnent qu'un animal est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, le vétérinaire, ou la 20 personne qui analyse les prélèvements animaux, doivent en faire sans délai la déclaration à un vétérinaire-inspecteur.

Déclaration par le vétérinaire

Samples of milk or cream

6. (1) The operator of a cheese factory, creamery or dairy shall, when requested to do so by the Minister, supply in the prescribed manner samples of milk or cream, identified as to the herd of origin, for inspection by an inspector.

6. (1) Sur demande du ministre, l'exploitant d'une fromagerie, crèmerie ou laiterie 25 fournit, selon les modalités réglementaires, des échantillons de lait ou de crème — avec la mention du troupeau producteur — pour examen par un inspecteur.

Échantillons de lait ou de crème

Samples of animals or other things

(2) A person who owns or has the possession, care or control of an animal or of any 30 other thing that is capable of being affected or contaminated by a disease or toxic substance shall supply in the prescribed manner such samples from the animal or other thing as the Minister may request.

(2) Le propriétaire d'un animal ou de 30 toute chose susceptibles d'être contaminés par une maladie déclarable ou une substance toxique ou la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins sont tenus de fournir, à la demande du ministre et 35 selon les modalités réglementaires, des prélèvements ou des échantillons de ceux-ci, selon le cas.

Prélèvements animaux et autres

Notice forbidding entry

7. (1) Where (a) there exists in an area a disease or toxic substance that is capable of affecting animals, and

7. (1) Une fois prises par le ministre les mesures nécessaires pour faire connaître, 40 dans la région, l'existence d'une maladie ou d'une substance toxique susceptibles de con-

Avis d'interdiction d'accès

1. The person who owns or has the possession, care or control of an animal shall, at the time of any public exhibition, fair or other place, take such steps as are reasonable to prevent the animal from being exposed to any reportable disease or toxic substance.

(b) Reasonable steps have been taken by the holder to:

- (1) bring the existence of the disease or toxic substance to the attention of the person having the possession, care or control of animals in the area; and
- (2) advise those persons aware of the requirements of this subsection.

Every person to whom notice is given by the person, care or control of an animal, shall enter the enclosure in which the animal is kept a notice prohibiting entry without the person's permission.

(3) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall, at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept, give notice prohibiting entry without the person's permission or other steps if there is a disease or toxic substance in the area or if the animal is likely to be exposed to a disease or toxic substance.

(4) No person shall knowingly enter a building or other enclosed place in contravention of a notice affixed under this section, unless the person has a right of entry or way into the building or place or any part thereof, or an inspector or officer has authorized the entry.

(5) No person shall conceal the existence of a reportable disease or toxic substance among animals.

(6) No person shall turn out sheep or goats on any unenclosed or unenclosed land, way or place, if the person knows or is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance.

(7) No person shall, without a person's permission, cause any animal to be taken to any market, fair or other place, if the person knows or is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance.

(8) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(9) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(10) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(11) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(12) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(13) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(14) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(15) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(16) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(17) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(18) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

1. The person who owns or has the possession, care or control of an animal shall, at the time of any public exhibition, fair or other place, take such steps as are reasonable to prevent the animal from being exposed to any reportable disease or toxic substance.

(b) Reasonable steps have been taken by the holder to:

- (1) bring the existence of the disease or toxic substance to the attention of the person having the possession, care or control of animals in the area; and
- (2) advise those persons aware of the requirements of this subsection.

Every person to whom notice is given by the person, care or control of an animal, shall enter the enclosure in which the animal is kept a notice prohibiting entry without the person's permission.

(3) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall, at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept, give notice prohibiting entry without the person's permission or other steps if there is a disease or toxic substance in the area or if the animal is likely to be exposed to a disease or toxic substance.

(4) No person shall knowingly enter a building or other enclosed place in contravention of a notice affixed under this section, unless the person has a right of entry or way into the building or place or any part thereof, or an inspector or officer has authorized the entry.

(5) No person shall conceal the existence of a reportable disease or toxic substance among animals.

(6) No person shall turn out sheep or goats on any unenclosed or unenclosed land, way or place, if the person knows or is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance.

(7) No person shall, without a person's permission, cause any animal to be taken to any market, fair or other place, if the person knows or is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance.

(8) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(9) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(10) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(11) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(12) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(13) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(14) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(15) If a person is notified or contravened by or has been exposed to any reportable disease or toxic substance, the person shall, as soon as is practicable, advise the person who notified or contravened or exposed the person.

(b) reasonable steps have been taken by the Minister to

- (i) bring the existence of the disease or toxic substance to the attention of persons having the possession, care or control of animals in the area, and
- (ii) make those persons aware of the requirements of this subsection,

every person in that area who owns or has the possession, care or control of an animal shall affix at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept a notice forbidding entry without the person's permission.

Notice forbidding entry without permission

(2) A person who owns or has the possession, care or control of an animal shall affix at the entrance to the building or other enclosed place in which the animal is kept a notice forbidding entry without the permission of an inspector or officer where there exists in the area a disease or toxic substance that is capable of affecting the animal and the inspector or officer requires such a notice to be so affixed.

Prohibition

(3) No person shall knowingly enter a building or other enclosed place in contravention of a notice affixed under this section, unless the person has a right of entry or way into the building or place or any part thereof or an inspector or officer has authorized the entry.

taminer les animaux ainsi que l'obligation prévue au présent paragraphe, le propriétaire de ceux-ci ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, affichent, à l'entrée des bâtiments ou enclos où ils se trouvent, un avis en interdisant l'accès sans leur permission.

5

5

(2) Dans le cas où soit une telle maladie sévit dans la région, soit une telle substance existe dans celle-ci, le propriétaire ou la personne ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins d'animaux affichent, à l'entrée des bâtiments ou enclos où ils se trouvent, sur demande de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, un avis en interdisant l'accès sans la permission de celui-ci.

Idem

10

(3) Il est interdit, à moins d'avoir le droit de passage ou d'y entrer, de pénétrer sans la permission de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution dans un lieu tout en sachant qu'il fait l'objet de l'affichage prévu au présent article.

Interdiction

30

Prohibitions

Interdictions

Concealment

8. No person shall conceal the existence of a reportable disease or toxic substance among animals.

8. Il est interdit de dissimuler l'existence d'une maladie déclarable ou d'une substance toxique chez des animaux.

Interdiction de dissimuler

25

Keeping diseased animals

9. No person shall turn out, keep or graze on any undivided or unenclosed land any animal that the person knows is affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance.

9. Il est interdit de garder, ou de mener ou laisser paître, sur tout terrain qui n'est pas à l'écart ou clôturé, un animal dont on sait soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, soit qu'il y a été exposé.

Pâturage

30

Bringing diseased animals to market

10. No person shall, without a licence issued by an inspector or officer, bring into any market, fair or other place any animal that is known by the person to be affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance.

10. Il est interdit, sans permis délivré par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de mener au marché, à une foire ou en tout autre lieu un animal dont on sait soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou par un produit toxique soit qu'il y a été exposé.

Déplacement d'animaux malades

45

35

11.1) est tenu de déclarer sans délai au vétérinaire responsable de l'établissement de quarantaine ou d'isoler le bétail de la zone de la région.

11. The person shall, without a license issued by an inspector or officer, sell or dispose or expose for sale or otherwise transfer ownership of

20000
20000
20000

11.2) tout ou partie d'un animal, dont on sait ou croit qu'il est contaminé par une substance d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit.

11.2) any animal or any part of an animal that the person knows or believes to be contaminated by, or has been exposed to any possibly disease or toxic substance, or

11.3) tout produit ou sous-produit d'un animal, dont on sait ou croit qu'il provient d'un animal contaminé par une substance d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit.

(b) any animal product or animal by-product that the person knows was obtained from an animal that was affected or contaminated by, or was exposed to, any reportable disease or toxic substance at the time of its death.

11.4) tout produit ou sous-produit d'un animal, dont on sait ou croit qu'il provient d'un animal contaminé par une substance d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit.

whether or not the person is the owner of the animal, animal product or animal by-product.

12. Il est interdit de jeter ou déposer dans un trou ou parer du cadavre d'un animal mort ou d'un animal qui a été contaminé par une substance d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit à un moment où le trou ou le parer a été abandonné, avant qu'il ait été nettoyé et désinfecté, ou qu'il ait été rempli d'eau ou de terre ou de tout autre substance.

12. The person shall throw or place in any body of water the carcass or any part of an animal that at the time of its death was so contaminated by, or was exposed to, any disease or toxic substance or that was destroyed because it was or was suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance.

20000
20000
20000

13. (1) Il est interdit, sans autorisation ou licence, de déterrer tout ou partie de la carcasse d'un animal mort ou jugé mort, de 30 jours de la date de sa mort par une maladie d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit, ou d'un animal mort ou d'un animal jugé mort, contenant ou jugé contenant de la substance d'origine animale ou d'une substance toxique.

13. (1) The person shall, without a licence, authority or licence, dig up all or any part of the buried carcass of an animal that has or is suspected of having died as a result of a disease being affected or contaminated by a disease or toxic substance or that was destroyed because it was or was suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance.

20000
20000

(2) La personne peut aller à des endroits indiqués par un inspecteur pour la destruction ou la déterration de carcasses d'animaux morts ou jugés morts, de 30 jours de la date de sa mort par une maladie d'origine animale ou une substance toxique quel qu'il soit, ou d'un animal mort ou d'un animal jugé mort, contenant ou jugé contenant de la substance d'origine animale ou d'une substance toxique.

(2) The Minister may (a) receive for experimentation an animal reported to be destroyed under this Act or the carcass of an animal destroyed under this Act and (b) authorize an inspector or other person to perform a post-mortem examination of the carcass of an animal that has died or is suspected of having died from a disease or toxic substance and, if the carcass is buried, to dig it up for the purpose of the examination.

20000
20000
20000

20000
20000

40

Selling or disposing of diseased animals

11. No person shall, without a licence issued by an inspector or officer, sell or offer or expose for sale or otherwise transfer the ownership of

(a) any animal or any part of an animal that the person knows is affected or contaminated by, or has been exposed to, any reportable disease or toxic substance, or

(b) any animal product or animal by-product that the person knows was obtained from an animal that was affected or contaminated by, or was exposed to, any reportable disease or toxic substance at the time of its death,

whether or not the person is the owner of the animal, animal product or animal by-product.

Throwing carcasses into water

12. No person shall throw or place in any body of water the carcass or any part of an animal that at the time of its death was to the person's knowledge affected or contaminated by, or was exposed to, any disease or toxic substance, or that was destroyed because it was, or was suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

Digging up carcasses

13. (1) No person shall, without lawful authority or excuse, dig up all or any part of the buried carcass of an animal that died or is suspected of having died as a result of being affected or contaminated by a disease or toxic substance, or that was destroyed because it was, or was suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

(2) The Minister may

(a) reserve for experimentation an animal required to be destroyed under this Act or the carcass of an animal destroyed under this Act; and

(b) authorize an inspector or officer to perform a *post mortem* examination of the carcass of an animal that has died or is suspected of having died from a disease or toxic substance and, if the carcass is buried, to dig it up for the purpose of the examination.

Experimentation and examination

11. Il est interdit, sans permis délivré par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, d'opérer le transfert de propriété, ou d'offrir ou d'exposer en vue de la vente :

a) tout ou partie d'un animal dont on sait, soit qu'il est contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique, soit qu'il y a été exposé;

b) tout produit ou sous-produit dont on sait qu'il provient d'un animal contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique au moment de sa mort ou qui y avait été exposé avant celle-ci.

L'interdiction vise toute personne, qu'elle soit propriétaire ou non de l'animal, du produit ou du sous-produit.

Vente et aliénation interdites

Dépôt de cadavres dans l'eau

12. Il est interdit de jeter ou déposer dans l'eau tout ou partie du cadavre d'un animal dont on sait qu'il était contaminé par une maladie déclarable ou une substance toxique au moment de sa mort ou qu'il y avait été exposé avant celle-ci, ou qui a été abattu pour cette raison ou parce qu'on le soupçonnait d'avoir été ainsi contaminé ou exposé.

13. (1) Il est interdit, sans autorisation ou excuse légitime, de déterrer tout ou partie du cadavre d'un animal mort ou jugé mort des suites de la contamination par une maladie ou une substance toxique ou qui a été abattu parce qu'il était ainsi contaminé ou qu'on le soupçonnait de l'être.

(2) Le ministre peut affecter à des expériences les animaux dont la destruction est exigée sous le régime de la présente loi, ou leurs cadavres, et autoriser l'inspecteur ou l'agent d'exécution à faire l'autopsie de cadavres d'animaux morts ou jugés morts des suites de la contamination par une maladie ou une substance toxique et, au besoin, à les déterrer.

Déterrement des cadavres

Expériences et autopsie

Hygiène
vétérinaire
vétérinaire

Proposition

14. The Minister may make regulations prohibiting the importation of any animal or other thing into Canada, any part of Canada or any Canadian port, either generally or from any place named in the regulations, for such period as the Minister considers necessary for the purpose of preventing a disease or toxic substance from being introduced into or spread within Canada.

Prohibition of
importation or
disposition

15. (1) No person shall possess or dispose of an animal or thing that the person knows was imported in contravention of the Act or the regulations.

Prohibition

(2) In any prosecution for an offence under subsection (1), an accused who is found to have been in possession of an animal or thing that was imported in contravention of the Act or the regulations shall be considered, in the absence of evidence to the contrary, to have known that the thing was so imported.

Hygiène
vétérinaire
vétérinaire

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, biological product, animal food or veterinary biological or any other thing used in respect of animals or contained in or a disease or toxic substance, the person shall either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal biological product, animal food, veterinary biological or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

Réglement

(2) The Minister may make regulations for examining animals or things from the application of this section and respecting the manner in which things for inspection

Prohibition
d'importation

17. Subject to section 18, where an animal or thing is imported or is attempted to be imported into Canada in contravention of this Act or the regulations, it shall be deemed to be imported in violation of the Act and

Amendement

14. Le ministre peut, par règlement, interdire l'importation d'animaux ou de choses autres que des animaux ou parties de Canada ou de ports canadiens, soit généralement ou à certains points d'entrée seulement, pour une période que le ministre considère nécessaire pour empêcher l'introduction ou la propagation en Canada d'une maladie ou d'une substance toxique.

15. (1) Il est interdit de posséder ou de disposer d'un animal ou d'une chose que l'on sait importée en contravention de la Loi ou des règlements ou de l'être, si on en a connaissance.

(2) Dans les poursuites pour infraction au paragraphe (1), l'accusé qui est en possession d'un tel animal ou d'une telle chose est réputé, sauf preuve contraire, savoir qu'il a importé, sans l'être légalement, l'animal ou la chose.

16. (1) L'importateur d'un animal, de produit animal, de produit biologique, de produit vétérinaire ou de produit biologique ou de toute autre chose utilisée en rapport avec les animaux, soit contenant ou par une maladie ou une substance toxique, soit présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un inspecteur ou à un agent d'exécution qui l'inspecte ou l'agent d'exécution s'en charge.

(2) Le ministre peut, par règlement, soumettre tout animal ou chose à l'inspection et au traitement et à l'inspection pour inspection.

17. En cas d'importation ou de tentative d'importation ou de tentative d'importation en contravention de la Loi ou des règlements, les animaux ou choses et choses qui sont réputées être importées en violation de la Loi et

Hygiène
vétérinaire
vétérinaire

Prohibition
d'importation
ou de disposition

Prohibition

Hygiène
vétérinaire
vétérinaire

Réglement

Prohibition
d'importation

Importation

Regulations
prohibiting
importation

14. The Minister may make regulations prohibiting the importation of any animal or other thing into Canada, any part of Canada or any Canadian port, either generally or from any place named in the regulations, for such period as the Minister considers necessary for the purpose of preventing a disease or toxic substance from being introduced into or spread within Canada.

Prohibition of
possession or
disposition

15. (1) No person shall possess or dispose of an animal or thing that the person knows was imported in contravention of this Act or the regulations.

Presumption

(2) In any prosecution for an offence under subsection (1), an accused who is found to have been in possession of an animal or thing that was imported in contravention of this Act or the regulations shall be considered, in the absence of evidence to the contrary, to have known that the thing was so imported.

Importation
into Canada

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, animal by-product, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

Regulations

(2) The Minister may make regulations for exempting animals or things from the application of this section and respecting the manner of presenting things for inspection.

Forfeiture of
imports

17. Subject to section 18, where an animal or thing is imported or is attempted to be imported into Canada in contravention of this Act or the regulations, it shall be forfeited to Her Majesty in right of Canada and

Importation

Règlements :
importation

14. Le ministre peut, par règlement, interdire l'importation d'animaux ou de choses soit sur tout ou partie du territoire canadien, soit à certains points d'entrée seulement; l'interdiction, qui peut être générale ou viser uniquement des provenances précises, est en vigueur le temps qu'il juge nécessaire pour prévenir l'introduction ou la propagation au Canada d'une maladie ou d'une substance toxique.

10

Interdiction :
possession et
disposition

15. (1) Il est interdit de prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard d'un animal ou d'une chose qu'on sait importés en contravention avec la présente loi ou les règlements ou de les avoir en sa possession.

15

Présomption

(2) Dans les poursuites pour infraction au paragraphe (1), l'accusé qui était en possession d'un tel animal ou d'une telle chose est réputé, sauf preuve contraire, savoir qu'ils ont été illégalement importés.

20

Présentation
pour inspection

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou les retenir jusqu'à ce que l'inspecteur ou l'agent d'exécution s'en charge.

30

Règlements

(2) Le ministre peut, par règlement, soustraire tout animal ou toute chose à l'application du présent article et prévoir les modalités de présentation pour inspection.

35

Confiscation
d'animaux
importés
illégalement

17. En cas d'importation — ou de tentative d'importation — en contravention avec la présente loi ou les règlements, les animaux ou choses en cause sont, sous réserve de l'article 18, confisqués au profit de Sa

40

may be disposed of as the Minister may direct.

Majesté du chef du Canada; il peut en être disposé, notamment par destruction, conformément aux instructions du ministre.

Removal of imports

18. (1) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an animal or thing has been imported into Canada and that it

(a) was imported in contravention of this Act or the regulations,

(b) is or could be affected or contaminated by a disease or toxic substance, or

(c) is a vector,

the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized, require the owner or the person having the possession, care or control of the animal or thing to remove it from Canada.

18. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un animal ou une chose importés au Canada soit l'ont été en contravention avec la présente loi ou les règlements, soit sont contaminés par une maladie ou une substance toxique, ou sont susceptibles de l'être, soit encore sont des vecteurs, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut ordonner à leur propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins de les renvoyer à l'étranger, même quand ils ont été saisis.

Ordre de renvoi

Notice

(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the person being required to remove the animal or thing or by sending the notice to the person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Non-forfeiture

(3) An animal or thing that is required to be removed from Canada shall be deemed not to have been forfeited under section 17.

(3) L'animal ou la chose visés par l'ordre sont censés ne pas avoir été confisqués au titre de l'article 17.

Présomption

Forfeiture where non-compliance

(4) Where the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 45, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 45, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

Exportation of Animals

Exportation d'animaux

Certificate required

19. (1) No person shall export an animal from Canada by vessel or aircraft unless

(a) prior notice of the export of the animal has been given to a customs officer in charge of the place where the animal is to board the vessel or aircraft and the animal has been presented to a veterinary inspector in accordance with subsection (2) at that place; and

(b) a certificate of the veterinary inspector has been received by the person certifying that all the prescribed requirements

19. (1) Il est interdit d'exporter du Canada, par air ou par mer, des animaux sans, d'une part, en avisant préalablement l'agent des douanes compétent du lieu de leur embarquement, d'autre part, les présenter à un vétérinaire-inspecteur, conformément au paragraphe (2), au même lieu, et avoir obtenu du vétérinaire-inspecteur le certificat attestant qu'ont été observées toutes les prescriptions réglementaires portant sur la santé, la protection et le transport des animaux.

Nécessité du certificat

... of ...
... to ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

... of ...
... to ...
... of ...
... of ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

respecting the health, protection and transportation of the animal have been complied with.

Presentation of animal

(2) An animal that is required to be inspected shall be presented in such manner and under such conditions as the veterinary inspector considers necessary to carry out the inspection.

(2) La présentation au vétérinaire-inspecteur se fait selon les modalités et aux conditions que celui-ci juge nécessaires en l'occurrence.

Présentation

Copy of certificate

(3) A copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) shall be delivered to
 (a) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and
 (b) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or aircraft is to depart.

(3) Copie du certificat est remise soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'apprête à quitter.

5 Copie

No departure without certificate

(4) Where a vessel or aircraft that is to depart from Canada has an animal on board,
 (a) no person shall send the vessel to sea or the aircraft on its flight, and
 (b) no person in charge of the vessel or aircraft shall take the vessel to sea or the aircraft on its flight,
 unless a copy of a certificate in respect of the animal has been delivered in accordance with subsection (3).

(4) Il est interdit, sans avoir reçu copie du certificat visé au paragraphe (1) :
 a) d'envoyer en mer un navire ayant à son bord des animaux destinés à l'exportation ou de prendre la mer avec lui à titre de capitaine;
 b) de mettre en service un aéronef ayant à son bord de tels animaux ou de le piloter.

Interdiction

Detention

(5) The chief officer of customs referred to in paragraph (3)(b) shall detain animals until a copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) has been delivered to that officer.

(5) Le préposé en chef des douanes doit retenir les animaux jusqu'à ce qu'il ait reçu copie du certificat visé au paragraphe (1).

Rétention

Exemptions

(6) The Minister may make regulations exempting animals or categories of animals and shipments and categories of shipments from the application of this section.

(6) Le ministre peut, par règlement, soustraire certains animaux ou catégories d'animaux, ou certaines cargaisons ou catégories de cargaisons, à l'application du présent article.

Exemption réglementaire

Certain Acts not affected

20. Nothing in this Act affects
 (a) the provisions of the *Canada Shipping Act* respecting port wardens,
 (b) chapter 33 of the Statutes of Canada, 1871, entitled *An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec*,
 (c) chapter 11 of the Statutes of Canada, 1873, entitled *An Act to amend the Acts relating to Port Wardens at Montreal and Quebec*, or

20. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte :
 a) aux dispositions de la *Loi sur la marine marchande du Canada* concernant les gardiens de port;
 b) au chapitre 33 des Statuts du Canada de 1871, intitulé *Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec*;
 c) au chapitre 11 des Statuts du Canada de 1873, intitulé *Acte pour amender les*

Effet de la loi sur d'autres textes législatifs

(4) chapter 43 of the Statutes of Canada, 1982, entitled as set to amend and consolidate the Act relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal.

and this Act shall, with respect to the parts to which the Act referred to in paragraph (a) to (4) apply, be construed as having been enacted in addition to and not in derogation from this Act.

10 complétant ces lois sans y déroger.

11 Le droit pénal en ce qui concerne les ports intérieurs de Montréal, sera interprété comme s'il était en vigueur en plus des lois mentionnées à l'article 43 de la Loi sur l'Harbour de Montréal.

12 Le droit pénal en ce qui concerne les ports intérieurs de Montréal, sera interprété comme s'il était en vigueur en plus des lois mentionnées à l'article 43 de la Loi sur l'Harbour de Montréal.

International Distances

Distances Internationales

21. The Minister may provide regulations both in law and technical, to any person or government outside Canada in controlling or restricting a disease or toxic substance that affects or could affect persons or animals in Canada.

21. Le ministre peut fournir une loi et des règlements techniques à des personnes ou gouvernements étrangers dans la lutte contre les maladies et substances toxiques qui affectent ou pourraient affecter des personnes ou des animaux au Canada en vue de leur élimination.

INFECTED PLACES AND CONTROL AREAS

LIENS CONTAMINÉS ET RÉGIONS CONTRÔLÉES

22. (1) Where an inspector or officer inspects or determines that a disease or toxic substance exists in a place and is of the opinion that it could spread to other animals or things entering the place, the inspector or officer may, in writing declare that the place is infected and identify the disease or toxic substance that is believed to give rise to and with a declaration may independently be amended by the inspector or officer.

22. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminé tout lieu où il soupçonne ou constate la présence d'une maladie ou d'une substance toxique qu'il estime susceptible soit de se propager, soit de contaminer les animaux qui y résident ou les choses qui y sont apportées; il doit alors préciser la nature de la maladie ou de la substance. Il peut, en outre, de la même manière modifier la déclaration.

(2) When the declaration is referred to the occupier or owner of the place to which it relates, the place together with all courts, roads, paths, buildings and other places occupied or owned by the occupier or owner, together with the place.

(2) Sur l'avis de la déclaration au propriétaire ou à l'occupant, le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments et autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne, ou dont celle-ci est propriétaire, constituent des lieux contaminés.

23. (1) For the purpose of preventing the spread of a disease or toxic substance, an inspector or officer may in writing declare that any land, building or other place, any part of which lies within the boundaries of the limit or a place declared to be infected under section 22, is infected and identify the disease or toxic substance that could spread there.

23. (1) Après avoir fait la déclaration prévue à l'article 22 et afin d'empêcher toute propagation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminés les terrains, bâtiments ou lieux situés — même en partie — dans un rayon de cinq kilomètres de tout lieu visé par la déclaration originale et signaler la maladie ou la substance toxique — dont il précise la nature — pouvant s'y propager.

Amendment

Continuation of Infected Place

Delivery of Declaration

Further Declaration

Amendment

Continuation of Infected Place

Delivery of Declaration

Further Declaration

(d) chapter 45 of the Statutes of Canada, 1882, entitled *An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal*,

actes concernant les Gardiens de port à Montréal et à Québec;

d) au chapitre 45 des Statuts du Canada de 1882, intitulé *Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal.*

and this Act shall, with respect to the ports to which the Acts referred to in paragraphs (a) to (d) apply, be construed as having been enacted in addition to and not in derogation from those Acts.

Elle doit plutôt, en ce qui concerne les ports énumérés ci-dessus, être interprétée comme complétant ces lois sans y déroger.

International Assistance

Assistance internationale

Assistance

21. The Minister may provide assistance, both financial and technical, to any person or government outside Canada in controlling or eradicating a disease or toxic substance that affects or could affect persons or animals in Canada.

21. Le ministre peut fournir une aide financière et technique à des personnes ou gouvernements étrangers dans la lutte contre les maladies et substances toxiques par lesquelles sont contaminés, ou pourraient l'être, des personnes ou des animaux au Canada, ou pour leur élimination.

Assistance

INFECTED PLACES AND CONTROL AREAS

LIEUX CONTAMINÉS ET RÉGIONS CONTRÔLÉES

Declaration of infected place

22. (1) Where an inspector or officer suspects or determines that a disease or toxic substance exists in a place and is of the opinion that it could spread or that animals or things entering the place could become affected or contaminated by it, the inspector or officer may in writing declare that the place is infected and identify the disease or toxic substance that is believed to exist there, and such a declaration may subsequently be amended by the inspector or officer.

22. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminé tout lieu où il soupçonne ou constate la présence d'une maladie ou d'une substance toxique qu'il estime susceptibles soit de se propager, soit de contaminer les animaux qui s'y rendent ou les choses qui y sont apportées; il doit alors préciser la nature de la maladie ou de la substance. Il peut ensuite, de la même manière, modifier la déclaration.

Déclaration

Delivery of declaration

(2) When the declaration is delivered to the occupier or owner of the place to which it relates, the place, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the occupier or owner, constitutes an infected place.

(2) Sur remise de la déclaration au propriétaire ou à l'occupant, le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments et autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne, ou dont celle-ci est propriétaire, constituent des lieux contaminés.

Effet

Further declaration

23. (1) For the purpose of preventing the spread of a disease or toxic substance, an inspector or officer may in writing declare that any land, building or other place, any part of which lies within five kilometres of the limits of a place declared to be infected under section 22, is infected and identify the disease or toxic substance that could spread there.

23. (1) Après avoir fait la déclaration prévue à l'article 22 et afin d'empêcher toute propagation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, par écrit, déclarer contaminés les terrains, bâtiments ou lieux situés — même en partie — dans un rayon de cinq kilomètres du lieu visé par la déclaration originale et auxquels la maladie ou la substance toxique — dont il précise la nature — risquent de se propager.

Déclaration additionnelle

Delivery of declaration

(2) When the declaration has been delivered to the occupier or owner of any land, building or other place mentioned in subsection (1), the land, building or other place, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the same occupier or owner, constitutes an infected place.

(2) Sur remise au propriétaire ou à l'occupant de la déclaration faite au titre du paragraphe (1), le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments ou autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne, ou dont celle-ci est propriétaire, constituent une partie du lieu contaminé.

Effet

Where occupier or owner not found

24. Where an inspector or officer cannot, after the exercise of due diligence, find the occupier or owner of any land, building or other place, delivery of a declaration may be effected by posting it on the building or on any building or conspicuous object on the land or at the place.

24. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, s'il n'a pu trouver le propriétaire ou l'occupant du lieu après avoir pris les mesures nécessaires en ce sens, afficher la déclaration sur un bâtiment ou un objet en vue situé sur le lieu pour valoir remise au propriétaire ou à l'occupant.

Affichage

Animals and things not to be removed from or taken into infected places

25. (1) Subject to any regulations made under paragraph 64(1)(k), no person shall, without a licence issued by an inspector or officer, remove from or take into an infected place any animal or thing.

25. (1) Sauf en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 64(1)(k), il est interdit, sans permis signé par un inspecteur ou un agent d'exécution, de sortir tout animal ou toute chose d'un lieu contaminé ou de l'y introduire.

Interdiction

Return

(2) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from or taken into an infected place in contravention of subsection (1), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,

(a) return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it to return it to or remove it from the infected place, or move it to any other place.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut soit renvoyer du lieu contaminé ou y rapporter tout animal ou toute chose — saisis ou non — qui ont été déplacés, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, en contravention avec le paragraphe (1), soit les transférer dans un autre lieu; il peut aussi ordonner au propriétaire de l'animal ou de la chose, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire.

Renvoi

Notice

(3) A requirement under paragraph (2)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Declaration that a place is no longer infected

26. A place, or any part of a place, that has been constituted to be an infected place by the delivery of a declaration under section 22 or 23 ceases to be an infected place when an inspector or officer declares in writing

26. Tout lieu qui constitue un lieu contaminé aux termes des articles 22 ou 23 cesse, en tout ou en partie, d'être un tel lieu sur déclaration écrite par l'inspecteur ou l'agent d'exécution que la maladie ou la substance

Déclaration de non-contamination

un cas où les animaux de la zone de contrôle
sont affectés par la maladie, les autorités
de la zone de contrôle doivent prendre les mesures

but the disease or toxic substance described
is the disease.

(a) does not exist in, or will not spread
from, the place or the part of the place;

(b) is not common to the health of por-
cine or animals.

27. (1) Les mesures pour protéger la zone
de contrôle et empêcher toute entrée de
la zone, sont les mesures de contrôle
et de surveillance prévues dans le règlement.

27. (1) Where the Member States have
decided on a disease or toxic substance
the Member State may decide the area to be a
control area, describe the area and identify
the disease or toxic substance that is believed
to exist there.

(2) Le ministre peut prendre les mesures
nécessaires pour empêcher l'entrée de
la zone de contrôle et empêcher toute
entrée de la zone de contrôle.

(2) The Minister may take all reasonable
measures to prevent the entry of the
control area, and to prevent any
disease or toxic substance from the existence of a
control area.

(3) Le ministre peut prendre les mesures
nécessaires pour empêcher l'entrée de
la zone de contrôle et empêcher toute
entrée de la zone de contrôle.

(3) The Minister may take reasonable
measures for the purpose of controlling or
preventing the spread, including
regulations:

(a) empêcher l'entrée de la zone de
contrôle et empêcher toute entrée de
la zone de contrôle;

(a) preventing or regulating the entry
of persons, animals or things into
the control area, which may be one of a
control area;

(b) empêcher l'entrée de la zone de
contrôle et empêcher toute entrée de
la zone de contrôle;

(b) providing for the establishment of
zones within a control area and varying
measures of control in each zone; and
(c) authorizing the disposal or treatment
of animals or other things that are or have
been in a control area.

(4) L'inspecteur ou l'agent d'inspection
peut être autorisé à inspecter les animaux
et les produits de la zone de contrôle
et à prendre les mesures nécessaires.

(4) Where an inspector or other person
is authorised to inspect any animal or
thing that has been removed from a control area
or taken into a control area, the inspector
of a Member State may, whether or not
the inspector or other person, whether or not
the animal or thing is a control area.

(5) Where it is or seems to be in the
control area, or where it is otherwise
likely to be in the control area, the
inspector or other person may, whether or not
the animal or thing is a control area, the
inspector or other person may, whether or not
the animal or thing is a control area.

that the disease or toxic substance described in the declaration

- (a) does not exist in, or will not spread from, the place or the part of the place; or
(b) is not injurious to the health of persons or animals.

en cause est soit absente du lieu visé ou non susceptible de propagation, soit sans danger pour la santé des personnes ou des animaux.

Control areas

27. (1) Where the Minister believes that a disease or toxic substance exists in an area, the Minister may declare the area to be a control area, describe the area and identify the disease or toxic substance that is believed to exist there.

27. (1) Le ministre peut désigner comme région contrôlée et délimiter toute région où, à son avis, sévit la maladie ou existe la substance toxique dont il précise la nature.

Régions contrôlées

Measures

(2) The Minister may take all reasonable measures consistent with public safety to remedy any dangerous condition or mitigate any danger to life, health, property or the environment that results, or may reasonably be expected to result, from the existence of a disease or toxic substance in a control area.

(2) Le ministre peut prendre les mesures compatibles avec la sécurité publique en vue de remédier à toute situation dangereuse ou de réduire les risques que constitue — ou peut normalement constituer — pour la vie, la santé, les biens ou l'environnement, la présence d'une maladie ou d'une substance toxique dans la région contrôlée.

Mesures

Regulations

(3) The Minister may make regulations for the purposes of controlling or eliminating diseases or toxic substances in a control area and of preventing their spread, including regulations

- (a) prohibiting or regulating the movement of persons, animals or things, including conveyances, within, into or out of a control area;
(b) providing for the establishment of zones within a control area and varying measures of control for each zone; and
(c) authorizing the disposal or treatment of animals or other things that are or have been in a control area.

(3) Le ministre peut prendre des règlements en vue de lutter contre les maladies et les substances toxiques dans une région contrôlée ou de les en éliminer, ainsi que d'éviter leur propagation, et, notamment, pour :

- a) régir ou interdire l'entrée, la sortie ou la circulation de personnes, d'animaux ou de choses, y compris les véhicules, dans cette région;
b) prévoir la subdivision de cette région en zones et la prise de mesures différentes pour chacune d'elles;
c) autoriser le traitement, la destruction ou toute autre forme de disposition d'animaux ou de choses se trouvant dans cette région ou s'y étant trouvées.

Règlements

Return

(4) Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that any animal or thing has been removed from, moved within or taken into a control area in contravention of a regulation made under subsection (3), the inspector or officer may, whether or not the animal or thing is seized,

- (a) return it to or remove it from the control area, or move it to any other place; or
(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it to

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut soit renvoyer de la région contrôlée ou y rapporter tout animal ou toute chose — saisis ou non — qui ont été déplacés, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, en contravention avec les règlements d'application du paragraphe (3), soit les transférer dans un autre lieu; il peut aussi ordonner au propriétaire de l'animal ou de la chose, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire.

Renvoi

return it to its sender if from the control area, or move it to any other place.

(3) A requisition under paragraph (A)(1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing, or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

28. For greater certainty a declaration under section 21, 22, 26 or 27 is not a statutory instrument for the purposes of the Statutory Instruments Act, but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any declaration under section 27 to the notice of persons likely to be affected by it.

ADMINISTRATION

For citation

29. The Minister may, on the advice of the approve any department, research, laboratory or other service or facilities required for the purposes of the Act and any regulations.

30. The Minister may, on the advice of the officer, laboratory or other facilities within or outside Canada for a specified purpose, generally for the administration of the Act or the regulations and may, at any time, amend, cancel or restrict any such facilities.

31 (1) For the purposes of this section, "international" means any country or territory, or any thing internationally.

(2) an instrument that transfers a person or thing internationally;

(3) an instrument that transfers a person or animal;

(4) an airport that receives any aircraft operating in international flight;

(5) a port that receives any sailing or an international voyage; and

(6) a warehouse or other facility that receives any international air water, rail or road traffic.

(3) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à la personne qui a la garde, le soin ou le contrôle de l'animal, ou par envoi de l'avis au propriétaire ou à la personne qui a la garde, le soin ou le contrôle de l'animal.

28. N. les déclarations prévues aux articles 21 ou 26, ni les déclarations prévues à l'article 27 ne constituent des instruments législatifs, mais le ministre prendra toutes les mesures possibles pour donner avis à toute personne susceptible d'être affectée par une telle déclaration.

CONTRÔLE D'APPLICATION

Intitulés

29. Le ministre peut former, exploiter ou faire exploiter les services ou installations de recherche de recherche de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

30. Le ministre peut, sur l'avis d'un officier des locaux, laboratoires ou autres installations au Canada ou à l'étranger, soit à une installation existante à l'application de la présente loi ou des règlements de lieux, modifier ou restreindre l'accès ou l'utilisation de ces lieux.

31 (1) Dans le présent article, «international» signifie tout pays ou territoire, ou toute chose internationale.

(2) une entente de transfert internationale;

(3) un moyen de communication internationale; tout; toute chose de tel port ou aéroport;

(4) un aéroport recevant des avions d'international;

(5) un port recevant des navires d'international;

(6) un entrepôt ou une autre installation recevant un trafic international par voie d'eau, par voie aérienne, par voie ferroviaire ou par route.

return it to or remove it from the control area, or move it to any other place.

Notice

(5) A requirement under paragraph (4)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the animal or thing, or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be returned or removed.

(5) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

5

Not a statutory instrument

28. For greater certainty, a declaration under section 22, 23, 26 or 27 is not a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*, but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any declaration under section 27 to the notice of persons likely to be affected by it.

28. Ni les déclarations prévues aux articles 22, 23 ou 26, ni la désignation prévue à l'article 27 ne constituent des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*; dans ce dernier cas, cependant, le ministre doit prendre les mesures utiles pour la porter à la connaissance des intéressés.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

ADMINISTRATION

CONTRÔLE D'APPLICATION

Facilities

Installations

Operation of services and facilities

29. The Minister may operate, provide or approve any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of this Act or any regulations.

29. Le ministre peut fournir, exploiter ou approuver les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Services et installations

Designation of facilities

30. The Minister may designate areas, offices, laboratories or other facilities inside or outside Canada for a specified purpose or generally for the administration of this Act or the regulations and may at any time amend, cancel or reinstate any such designation.

30. Le ministre peut désigner une région ou affecter des locaux, laboratoires ou autres installations — au Canada ou à l'étranger — soit à une fin particulière, soit à l'application de la présente loi ou des règlements de façon générale et peut modifier, annuler ou rétablir cette désignation ou affectation.

Désignation et affectation

Definition of "international transportation undertaking"

31. (1) For the purposes of this section, "international transportation undertaking" means

31. (1) Dans le présent article, «installation de transport international» désigne indifféremment :

Définition de «installation de transport international»

- (a) an undertaking that transports persons or things internationally;
- (b) an international road, railway, bridge or tunnel;
- (c) an airport that receives any aircraft operating on an international flight;
- (d) a port that receives any ship sailing on an international voyage; and
- (e) a warehouse or other facility that receives any international air, water, rail or road traffic.

- a) une entreprise de transport international;
- b) un moyen de communication international : route, chemin de fer, pont ou tunnel;
- c) un aéroport recevant des aéronefs effectuant des vols internationaux;
- d) un port recevant des navires affectés à des lignes internationales;
- e) un entrepôt ou une autre installation recevant un véhicule affecté au transport

(1) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(2) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(3) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(4) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(5) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(6) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(7) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(8) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(9) L'ordonnance est signifiée au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme écrite au plus tard éventuellement le jour où les mesures d'urgence sont prises.

(3) The owner or operator of an interim local transportation undertaking shall be notified in writing by the Minister, or his agent, of the order, and the order shall be carried out and those costs may be recovered by the Minister in right of Canada.

(4) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(5) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(6) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(7) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(8) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(9) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

(10) The Minister may, in writing, require the owner or operator of an interim local transportation undertaking to provide, for the purpose of the Act or the regulations, such information as the Minister may require.

Health of Animals

Health of Animals

Health of Animals

Health of Animals

Required facilities

(2) The owner or operator of an international transportation undertaking shall, where required in writing by the Minister, provide and maintain adequate areas, offices, laboratories and other facilities, including buildings, accommodation, equipment, furnishings and fixtures, for inspection or for any other purpose related to the administration of this Act or the regulations.

international aérien, maritime, ferroviaire ou routier.

(2) Sur demande écrite du ministre, le propriétaire ou l'exploitant d'une installation de transport international fournit les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations — matériel, ameublement et accessoires compris — appropriés pour les inspections ou l'application de la présente loi ou des règlements; il en assure par la suite l'entretien.

Mise à disposition de terrains ou de locaux

Powers of Minister

(3) The Minister may (a) cause to be made such improvements as the Minister considers desirable to any area, office, laboratory or other facility provided pursuant to subsection (2); (b) post, on or about the area, office, laboratory or other facility, any signs that the Minister considers appropriate for its operation or safe use or for the administration of this Act or the regulations; and (c) continue to use the area, office, laboratory or other facility for as long as the Minister requires it for the administration of this Act or the regulations.

(3) Le ministre peut, sur les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui lui sont fournis au titre du paragraphe (2), effectuer les opérations suivantes :

Pouvoirs du ministre

- a) leur apporter les améliorations qu'il juge souhaitables;
b) y mettre en place, y compris dans leurs environs, la signalisation qu'il juge utile pour leur exploitation ou en vue de la sécurité de leur usage, ou encore pour l'application de la présente loi ou des règlements;
c) les utiliser aussi longtemps qu'il l'exige pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Construction and repairs

(4) Where an area, office, laboratory or other facility that is provided by an owner or operator pursuant to subsection (2) is not adequate for the purposes mentioned in that subsection, the Minister may require the owner or operator to carry out any construction or repairs in order to render the area, office, laboratory or other facility adequate for those purposes, and if the owner or operator fails to do so, the Minister may cause the construction or repairs to be carried out and the owner or operator shall be liable for all reasonable costs incurred by the Minister and those costs may be recovered by Her Majesty in right of Canada.

(4) Le ministre peut ordonner au propriétaire ou à l'exploitant de procéder aux réparations et autres travaux nécessaires pour rendre appropriés les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations mis à sa disposition; en cas de défaut, il peut y procéder lui-même et les dépenses ainsi occasionnées constituent une créance de Sa Majesté à l'égard du propriétaire ou de l'exploitant.

Travaux

Notice

(5) A requirement under subsection (4) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or operator or by sending the notice to the owner or operator, and the notice may specify the period within which or the manner in which the construction or repairs are to be carried out.

(5) L'ordre est signifié au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Admission

(8) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a director over the agency of any steel office laboratory in other facility may be received by arbitration in accordance with the Commercial Arbitration Act.

Admission

(8) Sous réserve du paragraphe (7) et des règlements d'application du paragraphe (8), les différents portant sur le caractère approprié ou non des bureaux, locaux, laboratoires ou autres installations peuvent être soumis à l'arbitrage conformément à la Loi sur l'arbitrage commercial.

Labour Code

(7) Any steel, office, laboratory or other facility that fails to meet the applicable requirements of Part II of the Canada Labour Code shall be deemed to be not adequate for the purposes mentioned in subsection (2).

Code du travail

(7) Les bureaux, locaux, laboratoires ou autres installations qui ne satisfont pas aux exigences prévues à la partie II du Code du travail du Canada ne sont réputés pas être adéquats au sens du paragraphe (2).

Regulation

(8) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any steel, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (2).

Règlement

(8) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer en quoi consiste le caractère approprié des bureaux, locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (2).

Inspectors and Officers

Appointment

32 (1) Subject to subsection (2), analysts, inspectors, including veterinary inspectors, and officers shall be appointed for the purposes of this Act in accordance with the Public Service Employment Act.

Nomination

32 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les nominations aux fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution effectuées dans le cadre de la présente loi doivent être conclues à la fois sur l'emploi dans la fonction publique.

Designation

(2) For the purposes of this Act, the Minister may, on each return and condition as the Minister may specify, designate any qualified person or class of persons to act as an analyst, an inspector, a veterinary inspector or an officer in relation to any matter referred to in the designation.

Désignation

(2) Le ministre peut, sous conditions et sous réserve de l'estime indiquée, désigner, individuellement ou par catégorie, les personnes qualifiées pour remplir, dans des cas bien précis, les fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution.

Certificate of appointment or designation

(3) Every inspector and officer shall be furnished with a certificate in a form established by the Minister certifying the inspector's or officer's appointment or designation and, on entering any place under this Act, an inspector or officer shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's or officer's appointment or designation.

Certificat

(3) L'inspecteur et l'agent d'exécution reçoivent un certificat établi en la forme prévue par le ministre, qui atteste leur désignation et qu'ils sont tenus de présenter, sur demande, au responsable du lieu visité dans le cadre de la présente loi.

Inspector and Officer (continued)

33. An inspector or officer may, subject to any restrictions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act, except the powers mentioned in section 27.

Désignation

33. L'inspecteur et l'agent d'exécution peuvent exercer, aux conditions fixées par le ministre, les pouvoirs et fonctions confiés à celui-ci sous le régime de la présente loi, à l'exception du pouvoir énoncé à l'article 27.

Arbitration	(6) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a dispute over the adequacy of any area, office, laboratory or other facility may be resolved by arbitration in accordance with the <i>Commercial Arbitration Act</i> .	(6) Sous réserve du paragraphe (7) et des règlements d'application du paragraphe (8), les différends portant sur le caractère approprié ou non des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations peuvent être soumis à l'arbitrage conformément à la <i>Loi sur l'arbitrage commercial</i> .	Arbitrage
-------------	--	---	-----------

<i>Canada Labour Code</i>	(7) Any area, office, laboratory or other facility that fails to meet the applicable requirements of Part II of the <i>Canada Labour Code</i> shall be deemed to be not adequate for the purposes mentioned in subsection (2).	(7) Les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui ne satisfont pas aux exigences prévues à la partie II du <i>Code canadien du travail</i> sont réputés ne pas être appropriés au sens du paragraphe (2).	<i>Code canadien du travail</i>
---------------------------	--	--	---------------------------------

Regulations	(8) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any area, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (2).	(8) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer en quoi consiste le caractère approprié des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (2).	Règlements
-------------	---	---	------------

Inspectors and Officers

Inspecteurs et agents d'exécution

Appointment	32. (1) Subject to subsection (2), analysts, inspectors, including veterinary inspectors, and officers shall be appointed for the purposes of this Act in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	32. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les nominations aux fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution effectuées dans le cadre de la présente loi doivent être conformes à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Nomination
-------------	---	---	------------

Designation	(2) For the purposes of this Act, the Minister may, on such terms and conditions as the Minister may specify, designate any qualified person or class of persons to act as an analyst, an inspector, a veterinary inspector or an officer in relation to any matter referred to in the designation.	(2) Le ministre peut toutefois, aux conditions qu'il estime indiquées, désigner, individuellement ou par catégorie, les personnes qualifiées pour remplir, dans des cas bien précis, les fonctions d'inspecteur — vétérinaire ou non —, d'analyste ou d'agent d'exécution.	Désignation
-------------	---	--	-------------

Certificate of appointment or designation	(3) Every inspector and officer shall be furnished with a certificate in a form established by the Minister certifying the inspector's or officer's appointment or designation and, on entering any place under this Act, an inspector or officer shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's or officer's appointment or designation.	(3) L'inspecteur et l'agent d'exécution reçoivent un certificat établi en la forme prévue par le ministre, qui atteste leur qualité et qu'ils sont tenus de présenter, sur demande, au responsable du lieu visité dans le cadre de la présente loi.	Certificat
---	--	---	------------

Inspectors and officers may exercise Minister's powers	33. An inspector or officer may, subject to any restrictions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act, except the powers mentioned in section 27.	33. L'inspecteur et l'agent d'exécution peuvent exercer, aux conditions fixées par le ministre, les pouvoirs et fonctions conférés à celui-ci sous le régime de la présente loi, à l'exception du pouvoir énoncé à l'article 27.	Délégation
--	--	---	------------

The first part of the report is devoted to a general description of the country and its resources. It is followed by a detailed account of the various industries and trades which are carried on in the country. The report then proceeds to a description of the population and the state of agriculture. The last part of the report is devoted to a description of the state of the arts and manufactures.

The second part of the report is devoted to a description of the various minerals which are found in the country. It is followed by a detailed account of the various manufactures and trades which are carried on in the country. The report then proceeds to a description of the population and the state of agriculture. The last part of the report is devoted to a description of the state of the arts and manufactures.

The third part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The fourth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The fifth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The sixth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The seventh part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The eighth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The ninth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The tenth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The eleventh part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

The twelfth part of the report is devoted to a description of the various manufactures and trades which are carried on in the country. It is followed by a detailed account of the population and the state of agriculture. The report then proceeds to a description of the state of the arts and manufactures.

Page 1

Page 2

Page 3

Page 4

Page 5

Page 6

Page 7

Page 8

Page 9

Page 10

Page 11

Page 12

Agreements

34. For the purposes of this Act, the Minister may enter into an agreement with any qualified person to perform such duties or functions as the Minister may specify, on such terms and conditions as the Minister may specify.

34. Le ministre peut, pour l'application de la présente loi, conclure un accord avec toute personne compétente pour l'exercice, aux conditions qu'il précise, de certaines fonctions.

Accords

5

Impeding analyst, inspector or officer

35. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an analyst, inspector or officer who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

35. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur, de l'analyste ou de l'agent d'exécution dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou les règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

Interdiction

Assistance to inspectors and officers

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector or officer under section 38 and every person found in the place shall

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 38, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qui concernent l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

Assistance

(a) give the inspector or officer all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector or officer to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector or officer with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector or officer may reasonably require.

Assistance of peace officer

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector or officer may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

Agent de la paix

Power of arrest

36. For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may exercise the power of arrest conferred on a peace officer under subsection 495(2) of the *Criminal Code* if the requirements of that subsection are complied with and, where the power is exercised, the inspector or officer is entitled to the benefit of subsection 495(3) of that Act.

36. Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs d'arrestation conférés à un agent de la paix par le paragraphe 495(2) du *Code criminel*, sous réserve que les conditions d'application de celui-ci soient réunies, auquel cas il peut se prévaloir du paragraphe 495(3) de cette loi.

Arrestation des contrevenants

Seals

Sceaux

Broken seal

37. (1) Where a seal or other identifying device authorized by the regulations has been affixed to a conveyance, container or other thing and the seal or device is broken, altered, tampered with or removed in contravention of the regulations, an inspector or officer may require that the conveyance, container or other thing, or any animal or thing

37. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut ordonner des mesures — mise en quarantaine, disposition, destruction ou renvoi au point d'origine ou à tout autre endroit qu'il désigne — à l'égard de tout véhicule, conteneur ou autre chose, ou de leur contenu, lorsque le sceau ou tout autre moyen d'identification réglementaire apposé sur la chose a

Sceau brisé

des fins, enlevé de manière à empêcher
avec les règlements.

contained in it be placed in quarantine, dis-
posed of or returned to its place of origin or
to any other place as the inspector or officer
may direct.

2 (2) L'avis est rédigé en français ou en
la langue officielle, soit à l'écrit, soit
par quelque moyen ou autre, sans forme écrite
ou préalable, et communiqué au délai de loi
modifiée d'application.

(2) A notification under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the conveyance, or some other person by sending the notice to the owner or person and the notice may specify the period within which and the manner in which it is to be quarantined, disposed of or returned.

Inspection

Inspection

38. (1) Afin de vérifier l'état de
maintien ou de produit toxique ou d'autres
l'observation de la présente loi et des règles-
ments, l'inspecteur ou l'agent d'inspection
peut :

38. (1) For the purpose of detecting ma-
terial or toxic substances or ensuring compli-
ance with this Act and the regulations, an
inspector or officer may

(a) ouvrir tout contenant — paquets, réc-
pents, emballages, cages ou autres — qui, à son
avis, contiendront des effluves nocifs;
(b) saisir la présentation pour examen de
tout animal ou de toute chose selon les
modalités et aux conditions de la présente
loi ou des règlements;

(a) subject to section 39, at any reason-
able time, enter and inspect any place or
any way conveyance in which the owner,
or officer believes on reasonable grounds
there is any animal or thing in
respect of which the Act or the regula-
tions apply;

(c) saisir tout animal ou toute chose
visés par la présente loi ou les règlements,
et procéder aux coups-ci à des prélèvements,
si exigé la communication pour examen
de tout animal ou de toute chose selon les
modalités et aux conditions de la présente
loi ou des règlements;

(b) open any receptacle, package, pack-
age, cage or other thing that the inspector
or officer believes on reasonable grounds
contains any animal or thing in respect of
which this Act or the regulations apply;

(d) saisir tout animal ou toute chose
visés par la présente loi ou les règlements,
et procéder aux coups-ci à des prélèvements,
si exigé la communication pour examen
de tout animal ou de toute chose selon les
modalités et aux conditions de la présente
loi ou des règlements;

(c) require any person to present any
animal or thing for inspection in such
manner and under such conditions as the
inspector considers necessary to carry out
the inspection;

(e) saisir la communication pour examen
de tout animal ou de toute chose selon les
modalités et aux conditions de la présente
loi ou des règlements;

(d) examine any animal or thing in re-
spect of which this Act or the regula-
tions apply and take samples of it;

(f) saisir des échantillons de tout animal
ou de toute chose visés par la présente loi
ou des règlements, si exigé la communication
pour examen de tout animal ou de toute
chose selon les modalités et aux conditions
de la présente loi ou des règlements;

(e) require any person to produce for
inspection or copying in whole or in part
any record or document that the inspector
or officer believes on reasonable grounds
contains any information relevant to the
administration of this Act or the regula-
tions;

(g) procéder à l'analyse ou à l'examen
de tout échantillon saisi en vertu de la présente
loi ou des règlements;

(f) conduct any tests or analysis or take
any measurements.

contained in it, be placed in quarantine, disposed of or returned to its place of origin or to such other place as the inspector or officer may direct.

été brisé, enlevé ou modifié en contravention avec les règlements.

Notice

(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the conveyance, container or other thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which it is to be quarantined, disposed of or returned.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Inspection

Inspection

Inspection

38. (1) For the purpose of detecting diseases or toxic substances or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may

38. (1) Afin de vérifier l'existence de maladie ou de produit toxique ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut :

Visite et inspection

(a) subject to section 39, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector or officer believes on reasonable grounds there is any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

a) sous réserve de l'article 39, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des animaux ou des choses visés par cette loi ou ces règlements;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, emballage, cage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

(c) require any person to present any animal or thing for inspection in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection;

c) exiger la présentation, pour examen, de tout animal ou de toute chose selon les modalités et aux conditions qu'il précise;

(d) examine any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

d) examiner tout animal ou toute chose visés par la présente loi ou les règlements et procéder sur ceux-ci à des prélèvements;

(e) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

e) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout registre ou autre document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

(f) conduct any tests or analyses or take any measurements.

f) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Question of
data processing
systems and
equipment

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

(a) faire usage de tout système informatique qui se trouve dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

(b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut supporter pour examen ou reproduction;

(c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

Wherein
required to
enter dwelling
place

39. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

39. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut pénétrer à l'intérieur sans l'autorisation de l'occupant qui l'habite ou d'un mandat.

Authority to
enter warrant

(2) Where an ex parte application for a warrant is satisfied by information on oath, the conditions for entry described in section 38 apply in relation to a dwelling-place.

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of the Act or the regulation and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused.

The justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(2) Sur demande ex parte, le juge du pays peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions énoncées à l'article 38, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à pénétrer à l'intérieur d'un local d'habitation si les raisons sont convaincantes, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

(a) les circonstances prévues à l'article 38 existent;

(b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;

(c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Use of force

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci est accompagné d'un agent de la paix et que le recours à la force est explicitement autorisé dans le mandat.

Where

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il est intervenu ou doit intervenir à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi ou qu'il est intervenu à l'égard d'une telle infraction.

Use of
force

Use of
force

Authority to
enter

Use of
force

Where

Operation of data processing systems and copying equipment

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may

- (a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;
- (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and
- (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

- a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;
- c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

Usage du système informatique

Warrant required to enter dwelling-place

39. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

39. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

Local d'habitation

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place,
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues à l'article 38 existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Délivrance du mandat

Use of force

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Usage de la force

Seizure

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'ils serviront à prouver une telle infraction.

Saisie

Warrant

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes an offence grounds the offence was committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Search

41. (1) Where an ex parte application is made for a warrant authorising an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it—

(a) by means of or in relation to which an inspector or officer believes an offence under this Act has been committed, or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

The justice may at any time sign and issue a warrant authorising an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing—

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds an offence under this Act has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorises its execution by night.

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Search powers

Execution of search warrant

Warrant without notice

Provisions

41. (1) S'il est convenu, sur la loi d'une démonstration sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou seraient servi ou destinés à une infraction prévue à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils servent à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande oralement déposé, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y pénétrer, pour et, sous réserve des conditions énoncées ci-dessous, à les saisir et les saisir.

Le juge peut à tout moment signer et délivrer un mandat autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à pénétrer dans le lieu, à saisir et à saisir et à saisir, dans l'exécution du mandat, d'exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et saisir tout animal ou toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou destiné à une infraction prévue à la présente loi ou qu'il servira à prouver l'infraction.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et saisir tout animal ou toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou destiné à une infraction prévue à la présente loi ou qu'il servira à prouver l'infraction.

(3) Le mandat ne peut être exécuté que de jour, à moins que le juge de paix, sur demande de nuit, n'autorise son exécution de nuit.

(4) Un inspecteur ou un agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'inspecteur ou l'agent d'exécution est en présence d'une situation rendant difficilement réalisable l'obtention d'un mandat, sous réserve des conditions énoncées ci-dessous, s'il n'est pas pratique d'obtenir un mandat.

Provisions de la loi

Provisions de la loi

Exécution de mandat

Provisions de la loi

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the offence was committed; or
 (b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Search

Warrant

41. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing

(a) by means of or in relation to which an offence under this Act has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

Search and seizure powers

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain, in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds an offence under this Act has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Execution of search warrant

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

Where warrant not necessary

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Perquisitions

41. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y perquisitionner et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à les saisir et les retenir.

Délivrance du mandat

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et retenir tout animal ou toute chose non mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'il servira à prouver l'infraction.

Pouvoirs de l'inspecteur et de l'agent

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

Exécution de jour

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les

Perquisition sans mandat

conditions de délivrance des permis de

Mesures prescrites à la section

42. Dans les cas où l'inspecteur a l'impression que la conservation des animaux de compagnie est en danger, il peut, sans préavis, ordonner la destruction des animaux de compagnie qui sont en danger de mort ou de blessure grave.

43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'inspection peut, sans préavis, ordonner la destruction des animaux de compagnie qui sont en danger de mort ou de blessure grave.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire de l'animal par un avis écrit ou verbal, sans forme d'écrit, et peut être exécuté de suite ou dans un délai de dix jours.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'inspection qui a l'impression que la conservation des animaux de compagnie est en danger de mort ou de blessure grave peut, sans préavis, ordonner la destruction des animaux de compagnie qui sont en danger de mort ou de blessure grave.

44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'inspection, de modifier de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des lieux dans lesquels se trouvent des animaux de compagnie.

45. (1) Seul un cas de poursuite en vertu de la Loi sur le bien-être des animaux peut être intenté contre un propriétaire d'un animal de compagnie.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'inspection peut, sans préavis, ordonner la destruction des animaux de compagnie qui sont en danger de mort ou de blessure grave.

Provisions of Animals and Things Act

42. In any case where the inspector has the impression that the keeping of domestic animals is in danger, he may, without notice, order the destruction of domestic animals which are in danger of death or serious injury.

43. (1) The inspector or the inspector's agent may, without notice, order the destruction of domestic animals which are in danger of death or serious injury.

(2) The order is signified to the owner of the animal by written or verbal notice, without form, and may be executed immediately or within ten days.

(3) The inspector or the inspector's agent who has the impression that the keeping of domestic animals is in danger of death or serious injury may, without notice, order the destruction of domestic animals which are in danger of death or serious injury.

44. It is prohibited, without the written consent of the inspector or the inspector's agent, to modify in any way whatsoever the state or condition of the premises in which domestic animals are kept.

45. (1) Only a prosecution under the Animal Welfare Act may be brought against the owner of a domestic animal.

(2) The inspector or the inspector's agent may, without notice, order the destruction of domestic animals which are in danger of death or serious injury.

conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Disposition of Animals and Things Seized

Mesures consécutives à la saisie

Notice of reason for seizure

42. An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

42. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou l'agent d'exécution porte à la connaissance du propriétaire des biens — animaux ou choses — visés ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, les motifs de la saisie.

Motifs de la saisie

Storage and removal

43. (1) An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act, or any person designated by the inspector or officer, may

(a) store it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of the seizure to remove it to any other place and to store it.

43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer les biens saisis sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu ou ordonner à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

Entreposage et transfert

Notice

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed and stored.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Proceeds

(3) An inspector or officer who seizes and detains an animal or a perishable thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui les a saisis peut prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard des biens retenus qui sont périssables; le produit de l'aliénation est versé au receveur général.

Biens périssables

Interference with seized animals or things

44. Except as authorized in writing by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere in any way with an animal or thing seized and detained under this Act.

44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des biens saisis et retenus.

Interdiction

Detention

45. (1) An animal or thing seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector or officer that the animal or thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des biens saisis — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours

Rétention

à compter de la date de la saisie ou de la date plus tardive par règlement.

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure or such longer period as may be prescribed,

(3) La saisie ou la date de la date de la demande au tribunal sans de l'acte par leur propriétaire ou par le détenteur pendant à en avoir en la possession la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été déclarés en conséquence ou s'ils n'ont pas encore été déposés.

thirty before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(4) Le tribunal peut faire droit à la demande sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, s'il est convaincu que d'une part il existe ou peut être obtenu suffisamment d'évidences de preuve pour rendre justice la rétention des biens et que d'autre part ces biens ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance nocive ou dangereuse.

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply to the court before which the proceedings are being held for an order that it be returned.

46. (1) Après avoir déclaré capable l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut d'office ou sur demande ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chat de Canada, des biens ayant servi ou destinés à l'infraction, ou du produit de leur disposition.

(3) The court may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not or is not suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance.

(2) La confiscation des biens saisis en vertu des présentes s'effectue au profit de Sa Majesté. Il en est de même de leur disposition. Le chat de Canada, les biens et les produits de leur disposition sont saisis et les biens et les produits de leur disposition sont saisis et les biens et les produits de leur disposition sont saisis.

(1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the offence was committed or any proceeds realized from the offence, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(3) Il est en outre de la peine de la présente loi, le tribunal peut d'office ou sur demande ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chat de Canada, des biens ayant servi ou destinés à l'infraction, ou du produit de leur disposition.

(2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act applies to the court, it is the court's duty to determine, in the event that the Minister may direct.

47. (1) Il est en outre de la peine de la présente loi, le tribunal peut d'office ou sur demande ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chat de Canada, des biens ayant servi ou destinés à l'infraction, ou du produit de leur disposition.

(1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the court orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed, unless before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

à compter de la date de la saisie ou du délai plus long fixé par règlement.

Application for return

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act, the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply to the court before which the proceedings are being held for an order that it be returned.

(2) La restitution des biens saisis peut être demandée au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été détruits ou confisqués ou s'il n'en a pas encore été disposé.

Demande de restitution

Order

(3) The court may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not, or is not suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

(3) Le tribunal peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, s'il est convaincu que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des biens et que, d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance toxique ni soupçonnés de l'être.

Ordonnance de restitution

Forfeiture on conviction

46. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

46. (1) Après avoir déclaré coupable l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

Ordonnance de confiscation

Forfeiture without conviction

(2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) La confiscation des biens saisis et retenus peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation sur consentement

Disposal of forfeited animals and things

47. (1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the court orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

47. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 45(1), le tribunal ordonne la confiscation des biens saisis et retenus, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Disposition des choses confisquées

Where a
disease is
communicated
by direct
contact

(2) Where the owner of an animal or thing or any person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is

(3) Where the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is

(4) Any person tested from its disposal under paragraph (3) or section 43 may be applied in payment of the fine is imposed.

DISPOSAL AND TREATMENT

44. (1) The Minister may dispose of an animal or thing or require its owner or any person having the possession, care or control of it to dispose of it where the animal or thing

(a) is or is supposed of being affected or contaminated by a disease or substance;
(b) has been in contact with or is near proximity to another animal or thing that is or is supposed of being affected by a disease or substance;
(c) is or is suspected of being a vector, the causative agent of a disease or a toxic substance.

(2) The Minister may have any animal or thing described in subsection (1) or require the owner of the person having the possession, care or control of it to have it treated where the Minister considers that the treatment will be effective in eliminating or preventing the spread of the disease or toxic substance.

(3) A requirement under this section shall be communicated by personal delivery or a notice to the owner or person having the

(2) À défaut d'ordonnance de saisie, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la personne à en avoir en la possession, la responsabilité ou la charge des soins ou la garde de leur détention au sein de

(3) En cas de déclaration de contagiosité de leur propriétaire ou de la personne à en avoir en la possession, la responsabilité ou la charge des soins

(4) La restitution des biens peut être proposée au paiement de l'amende imposée. Les biens peuvent être aliénés par adjonction forcée.

DISPOSITION ET TRAITEMENT

44. (1) Le ministre peut prendre toute mesure de disposition, notamment de destruction, — ou ordonner à leur propriétaire, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire — à l'égard des animaux ou choses qui :

(a) soit sont contaminés par une maladie ou une substance toxique ou soupçonnés de l'être;
(b) soit ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée à l'article 43 ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat;
(c) soit sont des substances soupçonnées de véhiculer ou des agents causant des maladies, ou sont soupçonnés d'en être.

(2) Le ministre peut faire saisir tout animal ou chose à un traitement ou ordonner à ces personnes de le faire ou d'y faire procéder, s'il estime que cela est nécessaire dans l'intérêt de la santé ou de la substance toxique ou la prévention de la propagation.

(3) L'ordre ou signifié ou prescription ou à être communiqué par personne en personne ou par envoi postal ou autre, sous forme d'avis

Restituer

Restituer

Ministre de
l'Agriculture

Ministre de
l'Agriculture

avis

Return of seized animals and things where no forfeiture ordered

(2) Where the court does not order the forfeiture of an animal or thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins ou le produit de leur aliénation lui est remis.

Restitution

Exception

(3) Where the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act and a fine is imposed,

(3) En cas de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

Exception

(a) the animal or thing may be detained until the fine is paid;

a) la rétention des biens peut être prolongée jusqu'au paiement de l'amende infligée;

(b) the animal or thing may be sold under execution in satisfaction of the fine; or

b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée;

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the fine.

c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de l'amende.

DISPOSAL AND TREATMENT

DISPOSITION ET TRAITEMENT

Disposal of affected or contaminated animals and things

48. (1) The Minister may dispose of an animal or thing, or require its owner or any person having the possession, care or control of it to dispose of it, where the animal or thing

48. (1) Le ministre peut prendre toute mesure de disposition, notamment de destruction, — ou ordonner à leur propriétaire, ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins, de le faire — à l'égard des animaux ou choses qui :

Mesures de disposition

(a) is, or is suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance;

a) soit sont contaminés par une maladie ou une substance toxique, ou soupçonnés de l'être;

(b) has been in contact with or in close proximity to another animal or thing that was, or is suspected of having been, affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity; or

b) soit ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée à l'alinéa a) ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat;

(c) is, or is suspected of being, a vector, the causative agent of a disease or a toxic substance.

c) soit sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies, ou sont soupçonnés d'en être.

Treatment

(2) The Minister may treat any animal or thing described in subsection (1), or require its owner or the person having the possession, care or control of it to treat it or to have it treated, where the Minister considers that the treatment will be effective in eliminating or preventing the spread of the disease or toxic substance.

(2) Le ministre peut par ailleurs soumettre ces animaux ou choses à un traitement, ou ordonner à ces personnes de le faire ou d'y faire procéder, s'il estime que celui-ci sera efficace dans l'élimination de la maladie ou de la substance toxique ou la prévention de la propagation.

Traitement

Notice

(3) A requirement under this section shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the

(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis

Avis

possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person and the notice may specify the period within which and the manner in which the thing is to be met.

en possession, soins ou contrôle de la chose ou par l'envoi d'un avis au propriétaire ou à la personne et l'avis peut spécifier la période pendant laquelle et le mode de satisfaction de la chose.

SAMPLES

PRELÈVEMENTS

49. A sample taken under this Act or the regulations may be deemed to be such manner as the Minister considers appropriate.

49. Il peut être tiré des échantillons d'après le titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

LIMITATION ON LIABILITY

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

50. Where a person inust, by or under this Act or the regulations, do anything including provide and maintain any area, office, laboratory or other facility under section 31, or permit an inspector or officer to do anything, Her Majesty is not liable (a) for any cost, loss or damage resulting from the compliance or (b) to pay any fee, rent or other charge in what is done, provided, maintained or performed.

50. Si une personne est tenue, par ou sous la présente loi ou les règlements, de faire ou de faire exécuter — dommages ou frais — locaux ou droits — activités par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou des règlements, notamment celle de fournir des locaux, bureaux, laboratoires ou autres installations ou de permettre l'exécution au titre de l'article 31.

COMPENSATION

INDENNISATION

51. (1) The Minister may order compensation to be paid to the owner of an animal that is (a) destroyed under this Act or is reported by an inspector or officer to be destroyed under this Act and dies after the report is made but before being destroyed, (b) injured in the course of being tested, treated or identified under this Act or an inspector or officer and dies or is reported to be destroyed as a result of the injury or (c) removed for experimentation under paragraph 13(2)(a).

51. (1) Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité au propriétaire de l'animal : (a) qui est détruit au titre de la présente loi ou qui est déclaré par un inspecteur ou un officier être détruit, mais avant d'être détruit, (b) qui est blessé au cours d'un examen ou d'un essai de traitement ou d'identification et meurt, ou même meurt par un inspecteur ou un officier, ou est déclaré par un inspecteur ou un officier être détruit en raison de cette blessure, (c) affecté à des expériences au titre du paragraphe 13(2)(a).

(2) Subject to subsection (3) and (4), the amount of compensation shall be (a) the market value as determined by the Minister, that the animal would have had at the time of its evaluation by the Minister if it had not been required to be destroyed.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'indemnité payable est égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, que l'animal aurait eue au moment de l'évaluation si ce dernier n'avait pas été exigé d'être détruit, déduction faite de la valeur de son cadavre.

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

10-11-1930

possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the requirement is to be met.

en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

5

SAMPLES

PRÉLÈVEMENTS

Disposition of samples

49. A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

49. Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

Réalisation

5

LIMITATION ON LIABILITY

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

Her Majesty not liable

50. Where a person must, by or under this Act or the regulations, do anything, including provide and maintain any area, office, laboratory or other facility under section 31, or permit an inspector or officer to do anything, Her Majesty is not liable

50. Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais — loyers ou droits — entraînés par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou des règlements, notamment celle de fournir des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations et d'en assurer l'entretien au titre de l'article 31.

Non-responsabilité de Sa Majesté

10

10

(a) for any costs, loss or damage resulting from the compliance; or

(b) to pay any fee, rent or other charge for what is done, provided, maintained or permitted.

20

COMPENSATION

INDEMNISATION

Compensation to owners of animals

51. (1) The Minister may order compensation to be paid to the owner of an animal that is

51. (1) Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité au propriétaire de l'animal :

Indemnisation : animal

(a) destroyed under this Act or is required by an inspector or officer to be destroyed under this Act and dies after the requirement is imposed but before being destroyed;

(b) injured in the course of being tested, treated or identified under this Act by an inspector or officer and dies, or is required to be destroyed, as a result of the injury; or

(c) reserved for experimentation under paragraph 13(2)(a).

a) soit détruit au titre de la présente loi, soit dont la destruction a été ordonnée par l'inspecteur ou l'agent d'exécution mais mort avant celle-ci;

b) blessé au cours d'un examen ou d'une séance de traitement ou d'identification effectués, au même titre, par un inspecteur ou un agent d'exécution et mort ou détruit en raison de cette blessure;

c) affecté à des expériences au titre du paragraphe 13(2).

20

25

25

Amount of compensation

(2) Subject to subsections (3) and (4), the amount of compensation shall be

(a) the market value, as determined by the Minister, that the animal would have had at the time of its evaluation by the Minister if it had not been required to be destroyed

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'indemnité payable est égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, que l'animal aurait eue au moment de l'évaluation si sa destruction n'avait pas été ordonnée, déduction faite de la valeur de son cadavre.

Montant de l'indemnité

30

35

minus

	(b) the value of its carcass, as determined by the Minister.		
Maximum value	(3) The value mentioned in paragraph (2)(a) shall not exceed any maximum amount established with respect to the animal by or under the regulations.	(3) La valeur marchande ne peut dépasser le maximum réglementaire correspondant à l'animal en cause.	Plafond
Additional compensation	(4) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the disposal of the animal as are permitted by the 10 regulations.	(4) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction.	Indemnité supplémentaire
Compensation to owners of things	52. The Minister may order compensation to be paid to the owner of a thing that is destroyed under this Act and the amount of compensation shall be the market value, as determined by the Minister, that the thing would have had at the time of its evaluation if it had not been required to be destroyed, less any amount received in respect of it.	52. Le ministre peut ordonner le versement, au propriétaire de choses détruites en application de la présente loi, d'une indemnité égale à la valeur marchande, selon l'évaluation du ministre, qu'elles auraient eue au moment de l'évaluation si leur destruction n'avait pas été ordonnée, déduction faite des sommes reçues par celui-ci à leur égard.	Indemnisation : choses
Compensation for costs of treatment	53. The Minister may order compensation to be paid to a person for costs incurred with respect to treatment required under subsection 48(2) and the amount of compensation shall be the costs reasonably incurred by the person, as determined by the Minister.	53. Le ministre peut ordonner le versement d'une indemnité égale aux frais entraînés par le traitement prodigué en application du paragraphe 48(2).	Indemnité pour traitement
Compensation withheld	54. (1) Compensation may be withheld in whole or in part where, in the opinion of the Minister, (a) the owner of, or the person having the possession, care or control of, the animal or thing in respect of which compensation is claimed has committed an offence under this Act by means of or in relation to that thing; (b) the animal or thing, at the time it was imported into Canada, was affected or contaminated by a disease or toxic substance; or (c) the animal or thing was a vector, the causative agent of a disease or a toxic substance.	54. (1) L'indemnité peut être retenue, même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies.	Rétention de l'indemnité
Compensation forfeited	(2) A person who contravenes section 16 or a regulation made under section 14 or 16, or who breaks, alters, tampers with or removes a seal or other identifying device in contravention of the regulations, forfeits any claim to compensation in respect of an	(2) Quiconque soit contrevient à l'article 16 ou aux règlements d'application des articles 14 ou 16, soit brise, enlève ou modifie un sceau ou tout autre moyen d'identification en contravention avec les règlements, perd automatiquement son droit à l'indemnisation	Déchéance

pour l'animal ou la chose ayant servi ou dont il a l'usage.

animal or thing by means of or in relation to which the contravention occurred.

25. Le ministre peut, par règlement :
(a) régler la mode de calcul de la valeur
2. moyennant les animaux de la même espèce
comparables selon les
b) fixer les pleins des valeurs maximales
des animaux en leur mode de calcul;
(c) autoriser l'interdiction, par les lois de
disposition - notamment par destruction
— d'animaux ou de choses et leur fait
moment de celle-ci sans que le plein
soit le mode de leur détermination.

25. The Minister may make regulations
(a) respecting the method of calculating
the market value of animals for which the
Minister considers there is no readily
available market;
(b) establishing maximum amounts, or
the manner of calculating maximum
amounts, for the purpose of subsection
2(1) and
(c) permitting compensation for any costs
incurred in the disposal of animals and
things and for determining the amounts of
the compensable costs, including interest,
in any maximum amount.

26. (1) Il peut être interjeté appel devant
l'évaluateur soit pour refus d'insérer dans le
démarchaire, soit pour insuffisance de l'in-
démarchaire.

26. (1) A person who claims compensa-
tion and is dissatisfied with the Minister's
disposition of the claim may bring an appeal
to the Assessor, but the only grounds of
appeal are that the failure to award compen-
sation was unreasonable or that the amount
awarded was unreasonable.

(2) L'appel doit être interjeté dans les trois
mois suivant la notification à l'intéressé de la
décision ministérielle contestée ou dans le 30
jours plus long que l'évaluateur peut ex-
traordinairement accorder.

(2) An appeal shall be brought within
three months after the claimant receives
notification of the Minister's disposition of
the claim, or within such longer period as the
Assessor may in any case for special reasons
allow.

27. (1) L'évaluateur qui entend l'appel
peut continuer ou modifier la décision du
ministre ou renvoyer l'affaire à celui-ci pour
qu'il y ait donné suite de la manière qui
lui paraît la plus convenable.

27. (1) On hearing an appeal, the Assessor
may continue or vary the Minister's dispo-
sition of the claim or refer the matter back to
the Minister for such further action as the
Assessor may direct.

(2) Les frais peuvent être accordés au
ministre ou au tiers à sa charge.

(2) Costs may be awarded to or against
the Minister in an appeal.

(3) Les décisions de l'évaluateur ne sont
pas susceptibles d'appel ou de révision.

(3) The decision of the Assessor on an
appeal is final and conclusive and not subject
to appeal or to review by any court.

28. (1) L'évaluateur peut, en outre de
ce qu'il a le droit de faire en vertu de la loi,
ordonner à quiconque il le juge nécessaire
de comparaître à la tenue des audiences.

28. (1) The Assessor may, in and with
appeal at any place or place and shall
arrange for things and hearings as may be
required.

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de
transport et les autres indemnités de la loi
et les autres indemnités de la loi pour les
services qu'il rend.

(2) The Assessor is entitled to the same
travel allowances as are payable for the
attendance of a judge of the Federal Court
under the Judges Act.

animal or thing by means of or in relation to which the contravention occurred.

pour l'animal ou la chose ayant servi ou donné lieu à l'infraction.

Regulations

55. The Minister may make regulations
 (a) respecting the method of calculating the market value of animals for which the Minister considers there is no readily available market;
 (b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of subsection 51(3); and
 (c) permitting compensation for any costs related to the disposal of animals and things and for determining the amounts of the compensable costs, including prescribing maximum amounts.

55. Le ministre peut, par règlement :
 a) régir le mode de calcul de la valeur marchande des animaux difficilement commercialisables selon lui;
 b) fixer les plafonds des valeurs marchandes des animaux ou leur mode de calcul;
 c) autoriser l'indemnisation pour frais de disposition — notamment par destruction — d'animaux ou de choses et fixer soit le montant de celle-ci ainsi que le plafond, soit le mode de leur détermination.

Règlements

Appeal

56. (1) A person who claims compensation and is dissatisfied with the Minister's disposition of the claim may bring an appeal to the Assessor, but the only grounds of appeal are that the failure to award compensation was unreasonable or that the amount awarded was unreasonable.

56. (1) Il peut être interjeté appel devant l'évaluateur soit pour refus injustifié d'indemnisation, soit pour insuffisance de l'indemnité accordée.

Appel

Time limit for bringing appeal

(2) An appeal shall be brought within three months after the claimant receives notification of the Minister's disposition of the claim, or within such longer period as the Assessor may in any case for special reasons allow.

(2) L'appel doit être interjeté dans les trois mois suivant la notification à l'intéressé de la décision ministérielle contestée ou dans le délai plus long que l'évaluateur peut exceptionnellement accorder.

Délai d'appel

Powers of Assessor

57. (1) On hearing an appeal, the Assessor may confirm or vary the Minister's disposition of the claim or refer the matter back to the Minister for such further action as the Assessor may direct.

57. (1) L'évaluateur qui entend l'appel peut confirmer ou modifier la décision du ministre ou renvoyer l'affaire à celui-ci pour qu'il y soit donné suite de la manière que lui-même précise.

Pouvoirs de l'évaluateur

Costs

(2) Costs may be awarded to or against the Minister in an appeal.

(2) Les frais peuvent être accordés au ministre ou mis à sa charge.

Frais

Decisions final

(3) The decision of the Assessor on an appeal is final and conclusive and not subject to appeal to or review by any court.

(3) Les décisions de l'évaluateur ne sont pas susceptibles d'appel ou de révision.

Dernier ressort

Sittings and hearings

58. (1) The Assessor may sit and hear appeals at any place or places and shall arrange for sittings and hearings as may be required.

58. (1) L'évaluateur peut entendre les appels n'importe où et prend les mesures nécessaires à la tenue des audiences.

Séances

Travel allowances

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the *Judges Act*.

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacations des juges de la Cour fédérale.

Indemnités

Provision

59. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Assessor may make rules respecting the conduct of appeals and the procedure for the hearing of appeals.

59. (1) L'évaluateur peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, édicter des règles en matière de formation et de procédure d'appel.

Transition

(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Veterinary Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 56 to 58, apply in respect of appeals brought under section 56.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des résidus vétérinaires qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et en vigueur à la date à laquelle on révoque la présente loi, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de la présente loi et en vigueur à la date à laquelle on révoque la présente loi, s'appliquent en ce qui concerne les appels.

Regulation

(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the *Veterinary Residue Compensation Act*.

(3) Les fonctions de garder des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des résidus vétérinaires.

FEES, CHARGES AND COSTS

DÉPENSES ET AUTRES FRAIS

Fees, charges and costs

60. (1) For beasts and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, any recovery from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to any thing required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,

60. (1) Sauf accord en toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 pour recouvrer les dépenses réglementaires et autres frais exigés par elle et les autres personnes, dans le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, la détection ou la prise en possession, selon la nature de la chose, d'un animal ou d'un objet, de l'un ou l'autre des éléments suivants :

- (a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations and

- (a) l'inspection, le traitement, l'isolement, la quarantaine, l'essai ou l'analyse d'un lieu, d'un animal ou d'un objet, selon le cas, de l'un ou l'autre des éléments suivants :

- (b) the forfeiture, disposal, seizure or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.

- (b) la confiscation, le retrait, le séquestre ou la destruction, au même titre, de l'un ou l'autre des éléments suivants :

Animals

(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of a kennel, sty, stable, reception, treatment, segregation, detention, isolation, quarantine, test-

(2) Sous réserve de ce qui est dit à l'article 59, les frais, les dépenses et les coûts sont imputés conjointement et solidairement au propriétaire ou l'occupant du lieu, au propriétaire des animaux ou des choses et à toute personne à qui est en avoir ou la possession, la responsabilité ou le contrôle des animaux ou des choses en cause.

Animals

Charges to be repaid

Procedure

59. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Assessor may make rules respecting the conduct of appeals and the procedure for the bringing of appeals.

59. (1) L'évaluateur peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, édicter des règles en matière de formation et de procédure d'appel.

Procédure

Transitional

(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 56 to 58, apply in respect of appeals brought under section 56.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.

5 Disposition transitoire

Registrar

(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*.

(3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*.

15 Greffier

FEES, CHARGES AND COSTS

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

Fees, charges and costs for inspections, etc.

60. (1) Her Majesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,

60. (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais exposés par elle et liés aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, — ainsi que les tests ou analyses afférents — au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identification, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la saisie, la confiscation, la retention ou la destruction, au même titre, de ces animaux ou choses.

Créance de Sa Majesté

(a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the forfeiture, disposal, seizure or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.

40

Persons liable

(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, test-

(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu, ou le propriétaire des animaux ou des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Débiteurs solidaires

... ..
(2)
(3)

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

ing, analysis, identification, storage, removal, return or disposal or, in the case of an animal or thing seized under this Act, immediately before its seizure.

Fees, charges and costs related to control areas

61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.

5 61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.

Créance de Sa Majesté

Persons liable

(2) The fees, charges and costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

10

(2) Sont alors débiteurs de ces frais soit les personnes qui sont à l'origine de la présence ou de la propagation de la maladie ou du produit toxique en cause ou qui y ont contribué, par leur faute ou leur négligence, soit celles qui sont légalement responsables de 10 telles personnes.

5 Débiteurs

Fees, charges, and costs for requested services

62. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a licence, permit, approval, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

20

62. Sa Majesté peut recouvrer des intérêts les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des 15 règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Redevances et autres frais

Unpaid fees, charges or costs

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations, and any interest on the fees, charges or costs, may be recovered as a debt due to Her Majesty.

30

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi 20 que l'intérêt afférent, peuvent être recouverts à titre de créance de Sa Majesté.

Recouvrement

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations — generally

64. (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

35

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux 25 par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :

Règlements et décrets

(a) prohibiting or regulating the importation, exportation and possession of animals and things in order to prevent the introduction of any vector, disease or toxic substance into Canada or into another country from Canada;

45

a) régir ou interdire l'importation, l'exportation ou la possession d'animaux ou de choses, afin d'empêcher l'introduction de vecteurs, de maladies ou de substances toxiques soit au Canada, soit dans tout autre pays en provenance du Canada; 35

(b) for subjecting animals and things to quarantine or requiring their destruction

b) prévoir la prise de toute mesure de disposition — notamment la mise en qua-

The first part of the book is devoted to a general introduction to the subject of the history of the English language. It deals with the various stages of the language from its earliest form to the present day. The author discusses the influence of different cultures and languages on the development of English, and how it has become a world language.

The second part of the book is a detailed study of the history of the English language. It covers the period from the 5th century to the 15th century, and is divided into several chapters. The first chapter deals with the Old English period, the second with the Middle English period, and the third with the Modern English period. Each chapter discusses the changes in the language and the factors that influenced these changes.

The third part of the book is a study of the history of the English language in the 16th and 17th centuries. It discusses the influence of the Renaissance and the Reformation on the language, and how these movements led to the development of a more formal and standardized English.

The fourth part of the book is a study of the history of the English language in the 18th and 19th centuries. It discusses the influence of the Enlightenment and the Industrial Revolution on the language, and how these movements led to the development of a more scientific and practical English.

The fifth part of the book is a study of the history of the English language in the 20th and 21st centuries. It discusses the influence of the Americanization of English and the development of new varieties of English, and how these movements have led to a more global and diverse English.

The book concludes with a summary of the main findings of the study and a list of references.

The first part of the book is devoted to a general introduction to the subject of the history of the English language. It deals with the various stages of the language from its earliest form to the present day. The author discusses the influence of different cultures and languages on the development of English, and how it has become a world language.

The second part of the book is a detailed study of the history of the English language. It covers the period from the 5th century to the 15th century, and is divided into several chapters. The first chapter deals with the Old English period, the second with the Middle English period, and the third with the Modern English period. Each chapter discusses the changes in the language and the factors that influenced these changes.

The third part of the book is a study of the history of the English language in the 16th and 17th centuries. It discusses the influence of the Renaissance and the Reformation on the language, and how these movements led to the development of a more formal and standardized English.

The fourth part of the book is a study of the history of the English language in the 18th and 19th centuries. It discusses the influence of the Enlightenment and the Industrial Revolution on the language, and how these movements led to the development of a more scientific and practical English.

The fifth part of the book is a study of the history of the English language in the 20th and 21st centuries. It discusses the influence of the Americanization of English and the development of new varieties of English, and how these movements have led to a more global and diverse English.

The book concludes with a summary of the main findings of the study and a list of references.

on importation into Canada and for requiring the disposal of things on importation into Canada where it appears to the Governor in Council that they may transmit a disease or toxic substance;

(c) requiring proof of the fact that animals imported into or passing through Canada have not been brought from any place where there was, at the time of their embarkation, a disease or toxic substance;

(d) prohibiting or regulating the importation of garbage into Canada and regulating the handling and disposal of garbage imported into Canada;

(e) governing the use of food lockers on ships in Canadian waters in order to prevent the introduction of any disease or toxic substance into Canada;

(f) for controlling or eradicating, or preventing the spread of, vectors, diseases and toxic substances and for quarantining, segregating, treating or disposing of, or for dealing generally with, animals or things that

(i) are, or are suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance,

(ii) have been in contact with or in close proximity to animals or things that were, or are suspected of having been, affected or contaminated by a disease or toxic substance at the time of contact or close proximity, or

(iii) are, or are suspected of being, vectors, the causative agents of disease or toxic substances;

(g) for segregating and confining animals within certain limits, establishing areas of inspection or quarantine and establishing eradication areas where animals may be inspected, segregated and tested for any disease or toxic substance;

(h) prohibiting or regulating the movement in Canada of

(i) animals, animal products, animal by-products, vectors, the causative agents of disease, animal food, hay, straw and fodder, and

rantaine ou la destruction — à l'égard d'animaux ou de choses, à leur arrivée au Canada, s'il les croit susceptibles de transmettre une maladie ou une substance toxique;

c) exiger la preuve que des animaux importés ou en transit au Canada ne proviennent pas d'un lieu marqué par la présence, au moment de leur embarquement, d'une maladie ou d'une substance toxique;

d) régir ou interdire l'introduction de déchets au Canada et régir leur manutention et leur élimination, une fois qu'ils y ont été introduits;

e) prévoir l'utilisation des compartiments à produits alimentaires sur les navires, dans les eaux canadiennes, afin d'empêcher l'introduction de maladies ou de substances toxiques au Canada;

f) contrôler, éliminer, empêcher la propagation de vecteurs, des maladies et de substances toxiques et prendre toute mesure — notamment l'isolation, la mise en quarantaine, le traitement ou la destruction — à l'égard de telles substances ainsi que des animaux ou choses qui :

(i) soit sont contaminés par une maladie ou une telle substance, ou sont soupçonnés de l'être,

(ii) soit ont été en contact avec des animaux ou choses de la catégorie visée au sous-alinéa (i) ou se sont trouvés dans leur voisinage immédiat,

(iii) soit sont des vecteurs, des agents causant des maladies ou des substances toxiques, ou soupçonnés d'en être;

g) faire isoler et parquer les animaux dans certaines limites, instituer des zones d'inspection ou de quarantaine et établir des zones d'éradication dans lesquelles les animaux pourront être examinés, isolés et soumis à des tests relativement aux maladies ou aux produits toxiques;

h) régir ou interdire le transport, au Canada, soit d'animaux, de leurs produits, sous-produits et aliments, de vecteurs, d'agents causant des maladies ainsi que de fourrage, soit d'autres choses se rapportant aux animaux et susceptibles d'être conta-

animals that are used in respect of animals and that may be affected or contaminated by a disease or toxic substance.

(i) for the humane treatment of animals and generally

(ii) governing the care, breeding and disposition of animals.

(iii) governing the manner in which animals are transported within, into or out of Canada and

(iv) providing for the treatment or disposal of animals that are not cared for, handled or transported in a humane manner

(v) for declaring as infected and containing as an infected place, any airport, market, port, railway yard, stockyard, conveyance or wharf, on or in which any animal, animal product, animal by-product, animal food, straw or fodder or any other thing used in respect of animals, is exposed for sale or is placed for the purpose of transport;

(vi) prohibiting or regulating the movement of persons and conveyances within, into or out of infected places;

(vii) for prohibiting any place or thing that is likely to contain a vector or be contaminated by any disease or toxic substance;

(viii) for causing or requiring a notice to be given of the appearance of any disease or toxic substance among animals;

(ix) prohibiting or regulating the holding of markets, fairs, exhibitions or sales of animals;

(x) for requiring any disease or toxic substance from the operation of any provision of the Act or any regulation for the purpose of being and conditions governing the execution and enforcement dealing with the disease or toxic substance;

(xi) regulating the conduct and operation of moor and game farms;

(xii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xiii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xiv) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xv) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xvi) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xvii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xviii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xix) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xx) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xxi) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xxii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xxiii) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xxiv) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(xxv) prescribing matters and health requirements for establishments in which animals, birds and animal employees are collected,

(iii) régissant le traitement, la disposition ou tout autre forme de disposition des animaux gardés ou transportés dans des conditions inhumaines.

(iv) déclarer contaminé tout véhicule, bâtiment, aéroport, marché, port, gare de triage, parc à bétail, manège ou corral dans ou sur lequel des animaux, leurs produits ou sous-produits, des déchets pour animaux, du foin ou d'autres choses se rapportent aux animaux sont exposés ou placés en vue de leur vente ou de leur transport et par où ils peuvent être transportés.

(v) ériger ou faire ériger, le cas échéant, des obstacles des passages et des véhicules dans les lieux contaminés.

(vi) ériger ou faire ériger, le cas échéant, des obstacles des passages et des véhicules dans les lieux contaminés.

(vii) interdire ou régir la tenue de marchés, foires, expositions ou ventes d'animaux.

(viii) prescrire, à certaines conditions, les modalités en des règlements touchant la disposition de certaines dispositions de la présente loi ou des règlements et punir les contrevenants à leur égard.

(ix) régir l'opération des aires de dépôt, d'expédition ou d'attente de gibier.

(x) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xi) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xiii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xiv) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xv) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xvi) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xvii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xviii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xix) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xx) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxi) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxiii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxiv) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxv) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxvi) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxvii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxviii) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

(xxix) prescrire, en matière de conservation, de chasse, de pêche, de faune et de flore, les modes de réglementation et de sanction.

- (ii) things that are used in respect of animals and that may be affected or contaminated by a disease or toxic substance;
- (i) for the humane treatment of animals and generally
- (i) governing the care, handling and disposition of animals,
- (ii) governing the manner in which animals are transported within, into or out of Canada, and
- (iii) providing for the treatment or disposal of animals that are not cared for, handled or transported in a humane manner;
- (j) for declaring as infected, and constituting as an infected place, any airport, market, pen, railway yard, stockyard, conveyance or wharf on or in which any animal, animal product, animal by-product, animal food, hay, straw or fodder, or any other thing used in respect of animals, is exposed for sale or is placed for the purpose of transit;
- (k) prohibiting or regulating the movement of persons and conveyances within, into or out of infected places;
- (l) for purifying any place or thing that is likely to contain a vector or be contaminated by any disease or toxic substance;
- (m) for causing or requiring notice to be given of the appearance of any disease or toxic substance among animals;
- (n) prohibiting or regulating the holding of markets, fairs, exhibitions or sales of animals;
- (o) for exempting any disease or toxic substance from the operation of any of the provisions of this Act or any regulation, for the imposition of terms and conditions governing the exemption and for otherwise dealing with the disease or toxic substance;
- (p) regulating the conduct and operation of zoos and game farms;
- (q) prescribing sanitary and health measures for establishments in which animal semen and animal embryos are collected,
- minées par une maladie ou une substance toxique;
- i) empêcher que les animaux soient maltraités, notamment en :
- (i) régissant leur garde, y compris les soins à leur donner et les mesures concernant leur disposition,
- (ii) régissant leur transport tant à l'intérieur qu'à destination ou en provenance du Canada,
- (iii) prévoyant le traitement, la destruction ou toute autre forme de disposition des animaux gardés ou transportés dans des conditions inacceptables;
- j) déclarer contaminé tout véhicule, aéroport, quai, gare de triage, parc à bétail, marché ou enclos dans ou sur lequel des animaux, leurs produits ou sous-produits, des aliments pour animaux, du fourrage ou d'autres choses se rapportant aux animaux sont exposés ou placés en vue de leur vente ou de leur transport et prévoir que ces lieux constituent des lieux contaminés;
- k) régir ou interdire l'entrée, la sortie et la circulation des personnes et des véhicules dans les lieux contaminés;
- l) faire désinfecter tous lieux et choses susceptibles d'être contaminés par une maladie ou une substance toxique ou de renfermer un vecteur;
- m) faire donner avis de l'apparition d'une maladie ou d'une substance toxique chez les animaux, ou imposer une telle obligation;
- n) interdire ou régir la tenue de marchés, foires, expositions ou ventes d'animaux;
- o) soustraire, à certaines conditions, des maladies ou des substances toxiques à l'application de certaines dispositions de la présente loi ou des règlements, et prendre des mesures à leur égard;
- p) régir l'exploitation des zoos et des entreprises d'élevage de gibier;
- q) fixer, en matière de semences et d'embryons animaux, les modes de collecte, de stockage et de distribution ainsi que les normes d'hygiène et de salubrité applicables aux établissements se livrant à ces

stored, frozen or processed and generally regulating the manner in which they are collected, stored and distributed;

(r) prohibiting or regulating testing for diseases;

(s) prohibiting or regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packing, labelling, storing, testing, transportation, sale, conditions of sale, advertising for sale, use and disposal of veterinary biologics and regulating their purity, potency, efficacy and safety;

(t) prohibiting or regulating the feeding to animals of any thing that could introduce or spread any disease or toxic substance to animals;

(u) regulating the construction, operation and maintenance of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;

(v) regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packaging, labelling, storing, distribution, sale, conditions of sale and advertising for sale of products of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;

(w) governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of licences, permits, approvals, certificates or other documents on such terms and conditions as may be required for the purposes of this Act;

(x) requiring animals and things to be marked or to have affixed to them tags, seals or other devices for the purposes of this Act, authorizing inspectors or officers to mark animals and things or to affix to them tags, seals or other devices for the purposes of this Act, and prohibiting the removal, breaking, tampering with or altering of those marks, tags, seals or other devices;

(y) establishing and governing a national identification system for animals that provides for standards and means of identification;

(z) requiring animals to be identified under the system established under paragraph (y) when the ownership or possession of them changes or when they are transported or otherwise dealt with;

activités de même qu'à la congélation et au conditionnement;

r) régir ou interdire les analyses ou tests de dépistage de maladie;

s) régir ou interdire l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, l'analyse, le transport, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente —, l'utilisation et la disposition — notamment par destruction — de produits vétérinaires biologiques, et régir leur pureté, innocuité, puissance et efficacité;

t) régir ou interdire l'utilisation, dans l'alimentation des animaux, de toute chose pouvant leur transmettre une maladie ou une substance toxique ou en favoriser la propagation;

u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des ateliers d'équarrissage et des usines de traitement ou d'aliments pour animaux;

v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces ateliers et usines;

w) régir l'attribution, le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de permis, licences, autorisations, certificats ou autres documents, aux conditions qu'il peut fixer pour l'application de la présente loi;

x) pour l'application de la présente loi, imposer le marquage — notamment au moyen d'un sceau — d'animaux ou de choses ou l'apposition sur ceux-ci d'une étiquette ou de tout autre moyen d'identification, autoriser les inspecteurs ou les agents d'exécution à y procéder et interdire l'enlèvement, le bris ou la modification de ces marques, sceaux, étiquettes ou autres moyens d'identification;

y) établir et appliquer un système national d'identification des animaux qui prévoit des normes et des moyens pour les identifier;

z) exiger l'identification des animaux conformément au système prévu à l'alinéa y)

en cas de changement de propriétaire de l'installation ou à l'occasion de leur transfert ou de toute autre circonstance prise en compte à cet égard.

1.1) règle la fabrication, la vente, la distribution et l'utilisation des moyens d'identification prévus à l'article 1.1.

1.2) règle la collecte de données -- statistiques et autres -- la présentation de données et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements.

1.3) définit la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements.

1.4) fixe les conditions et modalités relatives à la tenue de registres et de données dans le cadre de la présente loi et des règlements ainsi que l'intérêt allégué en cas de défaut de paiement, ou leur mode de détermination.

1.5) prend toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi et non réservée au ministre.

2) Le gouvernement en conseil peut prendre des règlements en vue d'un part, du maintien ou de l'amélioration de la qualité des espèces de volailles d'autre part, de la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination chez les volailles, et notamment pour :

30 a) régler la production, la commercialisation et la distribution de volailles et d'œufs d'incubation;

30 b) régler ou interdire le transport des volailles et d'œufs d'incubation;

35 c) exiger des exploitants de couvoirs qu'ils enregistrent chaque année, auprès de leur ministre, les noms et adresses de leurs agents pour la commercialisation des volailles provenant de leur établissement;

40 d) fixer les types, les dimensions, les caractéristiques et l'équipement des emballages utilisés par les exploitants pour la commercialisation des poussins;

45 e) régler l'hygiène et la salubrité dans les locaux ou leurs environs.

(1) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de limiter l'application du paragraphe (1) en ce qui concerne les volailles.

(2.1) governing the manufacture, sale, distribution and use of the means of identification to be used in the system established under paragraph (1);

(2.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;

(2.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which the Act or the regulations apply;

(2.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fee or charge, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations and the interest or the manner of calculating the interest that shall accrue on unpaid fees or charges; and

(2.5) providing anything required by this Act to be prescribed, other than anything to be prescribed by the Minister.

(2) The Government in Council may make regulations for the purpose of maintaining or improving the quality of bird stock and of controlling or eliminating diseases and toxic substances among birds, including regulations

(a) regulating the production, marketing and distribution of birds and hatching eggs;

(b) prohibiting or restricting the movement of birds and hatching eggs;

(c) requiring hatchery operators to register with the Minister annually the names, addresses and addresses of persons who are agents in the marketing of birds produced at the operators' hatcheries;

(d) prescribing the types, sizes, specifications and labelling of packages used by hatchery operators for the marketing of chicks; and

(e) governing sanitation in or about hatcheries.

(3) Subsection (2) shall not be construed so as to limit the application of subsection (1) in respect of birds.

Regulations
statutaires

Regulations
statutaires

Interprétation

Interprétation

- (z.1) governing the manufacture, sale, distribution and use of the means of identification to be used in the system established under paragraph (y);
- (z.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;
- (z.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which this Act or the regulations apply;
- (z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations and the interest, or the manner of calculating the interest, that shall accrue on unpaid fees or charges; and
- (z.5) prescribing anything required by this Act to be prescribed, other than anything to be prescribed by the Minister.

- en cas de changement de propriétaire ou de possesseur ou à l'occasion de leur transport ou de toute mesure prise à leur égard;
- z.1) régir la fabrication, la vente, la distribution et l'utilisation des moyens d'identification prévus à l'alinéa y);
- z.2) régir la collecte de données — statistiques et autres —, la publication d'études et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements;
- z.3) exiger la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements;
- z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ainsi que l'intérêt afférent en cas de défaut de paiement, ou leur mode de détermination;
- z.5) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi et non réservée au ministre.

Regulations respecting birds

(2) The Governor in Council may make regulations for the purposes of maintaining or improving the quality of bird stock and of controlling or eliminating diseases and toxic substances among birds, including regulations

- (a) regulating the production, marketing and distribution of birds and hatching eggs;
- (b) prohibiting or regulating the movement of birds and hatching eggs;
- (c) requiring hatchery operators to register with the Minister annually the names and addresses of persons who act as agents in the marketing of birds produced at the operators' hatcheries;
- (d) prescribing the types, sizes, specifications and labelling of packages used by hatchery operators for the marketing of chicks; and
- (e) governing sanitation in or about hatcheries.

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue, d'une part, du maintien ou de l'amélioration de la qualité des espèces de volatiles, d'autre part, de la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination chez les volatiles, et notamment pour :

- a) régir la production, la commercialisation et la distribution de volatiles et d'oeufs d'incubation;
- b) régir ou interdire le transport des volatiles et d'oeufs d'incubation;
- c) exiger des exploitants de couvoirs qu'ils enregistrent chaque année, auprès du ministre, les noms et adresses de leurs agents pour la commercialisation des volatiles provenant de leur établissement;
- d) fixer les types, les dimensions, les caractéristiques et l'étiquetage des emballages utilisés par ces exploitants pour la commercialisation des poussins;
- e) régir l'hygiène et la salubrité dans les couvoirs ou leurs environs.

Règlements sur les volatiles

Interpretation

(3) Subsection (2) shall not be construed so as to limit the application of subsection (1) in respect of birds.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de limiter l'application du paragraphe (1) en ce qui concerne les volatiles.

Interprétation

(4) Dans les paragraphes (2) et (3), les expressions "contenu des renseignements" et "contenu des renseignements" ont le même sens que dans l'article 10.

SECTION 10

10. (1) Quiconque contrevient à l'article 10 est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(2) En outre, si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(3) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(4) Quiconque contrevient à l'article 10 est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(5) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(6) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(7) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(8) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(9) Si l'infraction est commise en vertu de l'article 10, l'individu est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante dollars ou emprisonnement maximal de six mois, ou les deux, en sus.

(11) "Contenu des renseignements" et "contenu des renseignements" ont le même sens que dans l'article 10.

SECTION 10

(1) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 10, is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(2) In addition, if the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(3) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(4) Any person who contravenes section 10 is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(5) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(6) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(7) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(8) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

(9) If the offence is committed in contravention of section 10, the person is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or both.

Definitions of
"bird" and
"chick"

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), "bird" means a bird that is or has been in captivity and "chick" means a bird that is less than seventy-two hours old.

(4) Dans les paragraphes (2) et (3), «volatiles» s'entend des oiseaux en captivité ou l'ayant été et «poussins» des volatiles âgés de moins de soixante-douze heures.

Définitions de
«volatiles» et
«poussins»

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

General offence

65. (1) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 15, or the regulations or who refuses or neglects to perform any duty imposed by or under the Act or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

5 65. (1) Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi — à l'exception de l'article 15 — ou des règlements ou refuse ou néglige d'accomplir une obligation imposée par la présente loi ou les règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines; 15

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

5 Infraction

Possession and disposal

(2) Every person who contravenes section 15 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

20 (2) Quiconque contrevient à l'article 15 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.

20 Infraction :
possession et
disposition

No imprisonment

(3) Notwithstanding the *Criminal Code*, no person shall be committed to prison for default of payment of a fine imposed under subsection (2).

25 (3) Par dérogation au *Code criminel*, le défaut de paiement de l'amende imposée en application du paragraphe (2) n'entraîne pas l'emprisonnement.

25 Défaut de
paiement

Failure to comply with notices

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37, 43 or 48 or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

30 66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37, 43 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines; 35

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Autres
contraventions

Fine of vessel

67. Where a person is convicted of an offence arising out of a contravention of subsection 19(3) in relation to a vessel, the vessel is liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

45 67. En cas de déclaration de culpabilité pour l'infraction visée au paragraphe 19(3), le navire en cause est également passible d'une amende maximale de cinquante mille dollars.

Amende :
navire

Limitation
period

68. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

Minister's
certificate

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

Ticket offences

69. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the *Criminal Code*,

(a) an inspector or officer may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's or officer's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

Recovery of
fines

70. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as

68. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

Prescription

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Certificat du
ministre

69. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel* :

Contraventions

a) pour lesquelles l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

Recouvrement

70. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait

if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that case in civil proceedings.

71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

72. In any prosecution for an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

73. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose; (b) the accused was apprehended; or (c) the accused happens to be or is carrying on business.

74. (1) In any prosecution for an offence under this Act, a document containing a report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters specified in it.

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of or an extract from

d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du côté du Canada par le même tribunal en matière civile.

71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, tout ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonné ou autorisé, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et sont, en outre, déclarés coupables de cette infraction et sont passibles de la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit pour prouver l'infraction d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

73. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a été appréhendé l'accusé, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

74. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, le certificat, le rapport ou tout autre document émis et signé par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou l'officialité de la qualité officielle du signataire, et, en l'absence de preuve contraire, il fait foi de son contenu.

(2) De même, la reproduction ou l'extrait de tout document établi en vertu de la

Offence, etc. of corporation

Offence by employee or agent

Where trial

Confessions and reports

Copy of document

33-39 Edw. 1

if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

Officers, etc., of corporations

71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

Offences by employees or agents

72. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Infraction commise par un agent ou un mandataire

(a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and

(b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Place of trial

73. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

73. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) the accused was apprehended; or

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

PREUVE

Certificates and reports

74. (1) In any prosecution for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

74. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat le rapport ou tout autre document censé signé par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Déclaration, certificat ou rapport

Copies of documents

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of or an extract from

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis en vertu de la

Copies ou extraits

... of the ...

...

...

...

...

...

...

...

any record or other document that is made by the Minister or an analyst, inspector or officer under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the analyst, inspector or officer as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Presumed date of issue

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

Notice

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Préavis

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

Orders continued as regulations

75. Any orders made under section 16 of the *Animal Disease and Protection Act* and in force immediately before the repeal of that Act by section 76 of this Act shall continue in force as if they were regulations made under section 14 of this Act.

75. Les arrêtés pris au titre de l'article 16 de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 76 de la présente loi ont la même validité que des règlements pris au titre de l'article 14 de la même loi.

Arrêtés

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ABROGATIONS

Repeal of R.S., c. A-11

76. The *Animal Disease and Protection Act* is repealed.

76. La *Loi sur les maladies et la protection des animaux* est abrogée.

L.R., ch. A-11

R.S., c. L-9

77. Part III of the *Livestock and Live-stock Products Act* is repealed.

77. La partie III de la *Loi sur les animaux de ferme et leurs produits* est abrogée.

L.R., ch. L-9

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

78. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

78. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES THAT MAY AFFECT ANIMALS OR THAT MAY BE TRANSMITTED BY ANIMALS TO PERSONS, AND RESPECTING THE PROTECTION OF ANIMALS

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

APPLICATION

3. Binding on Her Majesty
4. Limits of ports, etc.

CONTROL OF DISEASES AND TOXIC SUBSTANCES

Notification and Samples

5. Notification by owner, etc.
6. Samples of milk or cream
7. Notice forbidding entry

Prohibitions

8. Concealment
9. Keeping diseased animals
10. Bringing diseased animals to market
11. Selling or disposing of diseased animals
12. Throwing carcasses into water
13. Digging up carcasses

Importation

14. Regulations prohibiting importation
15. Prohibition of possession or disposition
16. Importation into Canada
17. Forfeiture of imports
18. Removal of imports

Exportation of Animals

19. Certificate required
20. Certain Acts not affected

International Assistance

21. Assistance

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT, D'UNE PART, LES MALADIES ET SUBSTANCES TOXIQUES POUVANT AFFECTER LES ANIMAUX OU TRANSMISSIBLES PAR CEUX-CI AUX PERSONNES, D'AUTRE PART, LA PROTECTION DES ANIMAUX

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

CHAMP D'APPLICATION

3. Obligation de Sa Majesté
4. Limites des ports

LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES SUBSTANCES TOXIQUES

Déclarations, prélèvements et échantillons

5. Déclaration par le propriétaire
6. Échantillons de lait ou de crème
7. Avis d'interdiction d'accès

Interdictions

8. Interdiction de dissimuler
9. Pâturage
10. Déplacement d'animaux malades
11. Vente et aliénation interdites
12. Dépôt de cadavres dans l'eau
13. Déterrement des cadavres

Importation

14. Règlements : importation
15. Interdiction : possession et disposition
16. Présentation pour inspection
17. Confiscation d'animaux importés illégalement
18. Ordre de renvoi

Exportation d'animaux

19. Nécessité du certificat
20. Effet de la loi sur d'autres textes législatifs

Assistance internationale

21. Assistance

INFECTED PLACES AND CONTROL AREAS

22. Declaration of infected place
23. Further declaration
24. Where occupier or owner not found
25. Animals and things not to be removed from or taken into infected places
26. Declaration that a place is no longer infected
27. Control areas
28. Not a statutory instrument

ADMINISTRATION

Facilities

29. Operation of services and facilities
30. Designation of facilities
31. Definition of "international transportation undertaking"

Inspectors and Officers

32. Appointment
33. Inspectors and officers may exercise Minister's powers
34. Agreements
35. Impeding analyst, inspector or officer
36. Power of arrest

Seals

37. Broken seal

Inspection

38. Inspection
39. Warrant required to enter dwelling-place
40. Seizure

Search

41. Warrant

Disposition of Animals and Things Seized

42. Notice of reason for seizure
43. Storage and removal
44. Interference with seized animals or things
45. Detention
46. Forfeiture on conviction
47. Disposal of forfeited animals and things

LIEUX CONTAMINÉS ET RÉGIONS CONTRÔLÉES

22. Déclaration
23. Déclaration additionnelle
24. Affichage
25. Interdiction
26. Déclaration de non-contamination
27. Régions contrôlées
28. Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

CONTRÔLE D'APPLICATION

Installations

29. Services et installations
30. Désignation et affectation
31. Définition de «installation de transport international»

Inspecteurs et agents d'exécution

32. Nomination
33. Délégation
34. Accords
35. Interdiction
36. Arrestation des contrevenants

Sceaux

37. Sceau brisé

Inspection

38. Visite et inspection
39. Local d'habitation
40. Saisie

Perquisitions

41. Délivrance de mandat

Mesures consécutives à la saisie

42. Motifs de la saisie
43. Entreposage et transfert
44. Interdiction
45. Rétention
46. Ordonnance de confiscation
47. Disposition des choses confisquées

DISPOSAL AND TREATMENT

48. Disposal of affected or contaminated animals and things

SAMPLES

49. Disposition of samples

LIMITATION ON LIABILITY

50. Her Majesty not liable

COMPENSATION

51. Compensation to owners of animals

52. Compensation to owners of things

53. Compensation for costs of treatment

54. Compensation withheld

55. Regulations

56. Appeal

57. Powers of Assessor

58. Sittings and hearings

59. Procedure

FEES, CHARGES AND COSTS

60. Fees, charges and costs for inspections, etc.

61. Fees, charges and costs related to control areas

62. Fees, charges, and costs for requested services

63. Unpaid fees, charges or costs

REGULATIONS

64. Regulations—generally

OFFENCES AND PUNISHMENT

65. General offence

66. Failure to comply with notices

67. Fine of vessel

68. Limitation period

69. Ticket offences

70. Recovery of fines

71. Officers, etc., of corporations

72. Offences by employees or agents

73. Place of trial

EVIDENCE

74. Certificates and reports

DISPOSITION ET TRAITEMENT

48. Mesures de disposition

PRÉLÈVEMENTS

49. Réalisation

RESTRICTION DE RESPONSABILITÉ

50. Non-responsabilité de Sa Majesté

INDEMNISATION

51. Indemnisation : animal

52. Indemnisation : choses

53. Indemnité pour traitement

54. Rétention de l'indemnité

55. Règlements

56. Appel

57. Pouvoirs de l'évaluateur

58. Séances

59. Procédure

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

60. Créance de Sa Majesté

61. Créance de Sa Majesté

62. Redevances et autres frais

63. Recouvrement

RÈGLEMENTS

64. Règlements et décrets

INFRACTIONS ET PEINES

65. Infraction

66. Autres contraventions

67. Amende : navire

68. Prescription

69. Contraventions

70. Recouvrement

71. Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

72. Infraction commise par un agent ou un mandataire

73. Ressort

PREUVE

74. Déclaration, certificat ou rapport

TRANSITIONAL

75. Orders continued as regulations

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

76. R.S., c. A-11

77. R.S., c. L-9

COMING INTO FORCE

78. Coming into force

DISPOSITION TRANSITOIRE

75. Arrêtés

ABROGATIONS CORRÉLATIVES

76. L.R., ch. A-11

77. L.R., ch. L-9

ENTRÉE EN VIGUEUR

78. Entrée en vigueur

C-67

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

PROJET DE LOI C-67

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-67

An Act to prevent the importation, exportation and spread of pests injurious to plants and to provide for their control and eradication and for the certification of plants and other things

First reading, March 9, 1990

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-67

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

BILL C-67

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-67

Loi visant à empêcher l'importation, l'exportation et la propagation des ennemis des végétaux et prévoyant d'une part, les moyens de lutte et d'élimination à cet égard et, d'autre part, la délivrance de certificats à l'égard de plantes et d'autres choses

Première lecture le 9 mars 1990

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-67

PROJET DE LOI C-67

An Act to prevent the importation, exportation and spread of pests injurious to plants and to provide for their control and eradication and for the certification of plants and other things

Loi visant à empêcher l'importation, l'exportation et la propagation des ennemis des végétaux et prévoyant d'une part, les moyens de lutte et d'élimination à cet égard et, d'autre part, la délivrance de certificats à l'égard de plantes et d'autres choses

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title 1. This Act may be cited as the *Plant Protection Act*.

1. *Loi sur la protection des végétaux.* Titre abrégé

5

PURPOSE

OBJET

Purpose of the Act 2. The purpose of this Act is to protect plant life and the agricultural and forestry sectors of the Canadian economy by preventing the importation, exportation and spread of pests and by controlling or eradicating pests in Canada.

2. La présente loi vise à assurer la protection de la vie végétale et des secteurs agricole et forestier de l'économie canadienne en empêchant l'importation, l'exportation et la propagation de parasites au Canada et en y assurant la défense contre ceux-ci ou leur élimination. 5 Objet

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions 3. In this Act, "Assessor" means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*;

3. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. «agent de la paix» S'entend au sens du *Code criminel*. Définitions 15 «agent de la paix» "peace officer"

"conveyance" «véhicule» "conveyance" means any aircraft, carriage, motor vehicle, trailer, railway car, vessel, cargo container or other contrivance used to move persons or things;

«choses» Y sont assimilés les végétaux et les parasites. «évaluateur» L'évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie 20 «choses» "thing" «évaluateur» "Assessor"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to prevent the importation, exportation and spread of pests injurious to plants and to provide for their control and eradication and for the certification of plants and other things".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant à empêcher l'importation, l'exportation et la propagation des ennemis des végétaux et prévoyant d'une part, les moyens de lutte et d'élimination à cet égard et, d'autre part, la délivrance de certificats à l'égard de plantes et d'autres choses».

24 MARS 1912

4. La présente loi est en vigueur en tout le Canada ou d'une partie de celui-ci.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

DÉSIGNÉ PAR LE ROYAL WATTS

1. Quelqu'un qui a connaissance de la présence de ce...

1. (1) Tout certificat accordé sous le...

SECTION ON PESTS

1. (1)

1. Where a person becomes aware of the...

1. (1) Every certificate issued under this Act...

<p>“dispose” <i>Version anglaise seulement</i></p>	“dispose” includes destroy;	II de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides.</i>	
<p>“inspector” «inspecteur»</p>	“inspector” means a person appointed or designated as an inspector under section 21;	«inspecteur» Personne nommée ou désignée à ce titre en application de l'article 21.	«inspecteur» “inspector”
<p>“justice” «juge de paix»</p>	“justice” means a justice as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> ;	«juge de paix» S'entend au sens du <i>Code criminel.</i>	5 «juge de paix» “justice”
<p>“Minister” «ministre»</p>	“Minister” means the Minister of Agriculture;	5 «lieu» Y sont assimilés les véhicules.	«lieu» “place”
<p>“peace officer” «agent de la paix»</p>	“peace officer” means a peace officer as defined in section 2 of the <i>Criminal Code</i> ;	«ministre» Le ministre de l'Agriculture.	«ministre» “Minister”
<p>“pest” «parasite»</p>	“pest” means any thing that is injurious or potentially injurious, whether directly or indirectly, to plants or to products or by-products of plants, and includes any plant prescribed as a pest;	«parasite» En plus des végétaux désignés comme tel par règlement, toute chose nuisible — directement ou non — ou susceptible de l'être, aux végétaux, à leurs produits ou à leurs sous-produits.	10 «parasite» “pest”
<p>“place” «lieu»</p>	“place” includes a conveyance;	«végétal» Y sont assimilées ses parties.	«végétal» “plant”
<p>“plant” «végétal»</p>	“plant” includes a part of a plant;	15 «véhicule» Tout moyen de transport — notamment les aéronefs, voitures, véhicules à moteur, remorques, wagons et navires —, y compris les conteneurs.	15 «véhicule» “conveyance”
<p>“prescribed” <i>Version anglaise seulement</i></p>	“prescribed” means prescribed by regulation;		
<p>“thing” «choses»</p>	“thing” includes a plant and a pest.		

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté
20

CONTROL OF PESTS

General

Duty to notify Minister

5. Where a person becomes aware of the existence of a thing that the person suspects to be a pest in an area where the pest has not previously been known to exist, the person shall immediately notify the Minister of the suspected pest and provide the Minister with a specimen of it.

LUTTE ANTIPARASITAIRE

Dispositions générales

5. Quiconque constate la présence de ce qu'il croit être un parasite dans une zone où celle-ci n'était pas connue auparavant doit en faire sans délai la déclaration au ministre accompagnée d'un spécimen.

Obligation de prévenir le ministre
25

Prohibition

6. (1) Except as permitted under this Act or the regulations, no person shall move, grow, raise, culture or produce any thing that there are reasonable grounds to believe is a pest, that is or could be infested with a pest or that constitutes or could constitute a biological obstacle to the control of a pest.

6. (1) Sauf exemption accordée sous le régime de la présente loi ou des règlements, il est interdit de transporter ou de produire toute chose dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle est un parasite, qu'elle est parasitée ou susceptible de l'être ou qu'elle constitue, ou peut constituer, un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.

Interdiction
30

Interprétation de l'article 2

(7) Where an inspector believes on reasonable grounds that a thing is a pest, it or could be infested with a pest or contaminant or could contain a biological obstacle to the control of a pest, the inspector may prohibit the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it from moving it without the written authorization of an inspector.

Article 2

(8) A prohibition under subsection (7) shall be communicated by general delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control, or by sending the notice to the owner or person

Importation and Exports

Provisions de l'article 2

7. (1) No person shall import or export into Canada or export from Canada any thing that is a pest, that is or could be infested with a pest or that contains or could contain a biological obstacle to the control of a pest unless

- (a) the thing is or has been presented as an insect in accordance with subsection (2) as a plant designated by the inspector or by an inspector;
- (b) the person has produced to an inspector all forms for certificates and other documents mentioned in the regulations and
- (c) the thing is imported or exported in accordance with any other requirements of the regulations.

Article 2

(2) A thing that is required to be imported shall be presented to such inspector and under such conditions as the inspector may require in writing for the inspection.

Interprétation de l'article 2

8. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that a thing has been imported into Canada and that it

- (a) was imported in contravention of the Act or the regulations or
 - (b) is a pest, that is or could be infested with a pest or that contains or could contain a biological obstacle to the control of a pest,
- the inspector may, whether or not the thing is infested, require the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it to remove it from Canada.

Article 2

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une chose soit un parasite, soit qu'elle puisse ou susceptible de l'être, soit qu'elle puisse contenir un obstacle biologique à la lutte entomologique, l'inspecteur peut interdire à son propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de la déplacer sans son autorisation écrite.

(3) L'interdiction est signifiée par la voie d'un avis par courriel postal ou remis au propriétaire ou à la personne responsable.

Importation et Exports

7. (1) Seul un importateur avec les renseignements qu'il est interdit d'importer au Canada, d'exporter en Canada ou d'en exporter toute chose qui soit un parasite, soit susceptible ou susceptible de l'être, soit émette contenant ou susceptible de contenir un obstacle biologique à la lutte entomologique, sans la production d'un permis, certificats et autres documents réglementaires, à un inspecteur, conformément au paragraphe (2), ou sans être vu par un inspecteur ou par l'inspecteur.

- (a) la chose est ou a été présentée comme un insecte en conformité avec le sous-paragraphe (2) en tant que plante désignée par l'inspecteur ou par un inspecteur;
- (b) la personne a produit à un inspecteur tous les formulaires et autres documents mentionnés dans les règlements et
- (c) la chose est importée ou exportée en conformité avec tous les autres règlements de la réglementation.

(2) Une chose qui est requise d'être importée doit être présentée à un inspecteur et sous de telles conditions que l'inspecteur peut exiger par écrit pour l'inspection.

8. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une chose -- même s'il n'a pas été importée au Canada -- a été importée en Canada et que elle

- (a) a été importée en violation de la Loi ou des règlements ou
- (b) est un parasite, soit qu'elle soit susceptible de l'être, soit qu'elle contienne ou puisse contenir un obstacle biologique à la lutte entomologique, l'inspecteur peut, qu'elle soit ou non infestée, exiger du propriétaire ou de la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de la transporter à l'étranger.

Interprétation de l'article 2

Interprétation de l'article 2

Interprétation de l'article 2

Interprétation de l'article 2

Prohibition of movement

(2) Where an inspector believes on reasonable grounds that a thing is a pest, is or could be infested with a pest or constitutes or could constitute a biological obstacle to the control of a pest, the inspector may prohibit the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it from moving it without the written authorization of an inspector.

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une chose soit est un parasite, soit est parasitée ou susceptible de l'être, soit encore constitue ou peut constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire, l'inspecteur peut interdire à son propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins de la déplacer sans son autorisation écrite.

Interdiction de déplacer

Notice

(3) A prohibition under subsection (2) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control, or by sending the notice to the owner or person.

(3) L'interdiction est signifiée par un avis soit à personne, soit par envoi postal ou autre, au propriétaire ou à la personne concernée.

Avis

Importation and Exportation

Importation et exportation

Presentation for inspection

7. (1) No person shall import or admit into Canada or export from Canada any thing that is a pest, that is or could be infested with a pest or that constitutes or could constitute a biological obstacle to the control of a pest, unless

(a) the thing is or has been presented to an inspector in accordance with subsection

(2) at a place designated by the regulations or by an inspector;

(b) the person has produced to an inspector all permits, certificates and other documentation required by the regulations; and

(c) the thing is imported or exported in accordance with any other requirements of the regulations.

7. (1) Sauf en conformité avec les règlements, il est interdit d'importer au Canada, d'y laisser entrer ou d'en exporter toute chose qui soit est un parasite, soit est parasitée ou susceptible de l'être, soit encore constitue ou peut constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire, sans la présenter, avec les permis, certificats et autres documents réglementaires, à un inspecteur, conformément au paragraphe (2), au lieu fixé par un inspecteur ou par règlement.

Interdiction

Manner of presentation for inspection

(2) A thing that is required to be inspected shall be presented in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection.

(2) La présentation à l'inspecteur se fait selon les modalités et aux conditions que celui-ci juge nécessaires en l'occurrence.

Présentation

Removal of imports

8. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that a thing has been imported into Canada and that it

(a) was imported in contravention of this Act or the regulations, or

(b) is a pest, is or could be infested with a pest or constitutes or could constitute a biological obstacle to the control of a pest, the inspector may, whether or not the thing is seized, require the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it to remove it from Canada.

8. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une chose — même saisie — importée au Canada soit l'a été en contravention avec la présente loi ou les règlements, soit est un parasite ou est parasitée ou susceptible de l'être, soit encore constitue ou peut constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire, l'inspecteur peut ordonner à son propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge des soins de la renvoyer à l'étranger.

Ordre de renvoi

(2) If removal under subsection (1) shall be commenced by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing, or by sending the notice to the owner or person and the notice may specify the person within which or the manner in which the thing is to be removed.

(3) Where a thing is not removed from Canada as required under this section, the Minister may, in right of Canada and subject to Part VI of the Act, order that the thing may be disposed of as the Minister directs.

9. (1) No person shall possess or dispose of a thing that the person knows was imported in contravention of the Act or the regulations.

(2) In any proceeding for an offence under subsection (1), it is not necessary to prove that the thing was imported in contravention of the Act or the regulations, or that the thing was so imported, if it is known that the thing was so imported.

10. The Minister may provide financial or technical assistance to any person or persons in Canada, in connection with or in carrying out a part that relates or would relate to the production or the products of plants in Canada.

11. (1) Where an inspector suspects or has reason to believe that a place is infested with a pest, the inspector may, in writing, declare that the place is infested.

(2) When the declaration is referred to in subsection (1), the place to which it relates, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the occupier or owner,

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en prévenant éventuellement le destinataire 2 modalités d'exécution

(3) En cas d'urgence de l'ordre la chose visée est, malgré l'article 22, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé -- notamment par destruction -- conformément aux instructions du ministre

9. (1) Il est interdit de posséder ou de disposer d'une chose que l'on sait avoir été importée en contravention de la loi 12

(2) Dans les poursuites pour infraction au paragraphe (1), il n'est pas nécessaire de prouver qu'une chose a été importée en contravention de la loi ou qu'elle a été importée

10. Le ministre peut fournir une aide financière et technique à des personnes ou gouvernements étrangers dans la limite de 25 millions de dollars par année pour les végétaux au Canada, leurs produits ou leurs sous-produits, ou dans l'élimination de ces produits.

11. (1) L'inspecteur peut, par écrit, déclarer infesté tout lieu où il soupçonne ou a des raisons de croire que se trouvent des parasites qu'il estime susceptibles de se propager

(2) Sur terrain de la déclaration se rapporte ou à l'occupant, le lieu visé par 23 contigus et les terrains, bâtiments ou autres lieux qui sont contigus et sont occupés par la même personne ou dont celle-ci est pro-

Articles Internationales

Articles Internationales

LIENS INTERNATIONAUX

RELATED PLACES

Articles Internationales

Articles Internationales

Articles Internationales

Articles Internationales

Notice	(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing, or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the thing is to be removed.	(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.	Avis 5
Forfeiture where non-compliance	(3) Where a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 32, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.	(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 32, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.	Confiscation 10
Prohibition of possession or disposition	9. (1) No person shall possess or dispose of a thing that the person knows was imported in contravention of this Act or the regulations.	9. (1) Il est interdit de prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard de toute chose qu'on sait importée en contravention avec la présente loi ou les règlements ou de l'avoir en sa possession.	Interdiction : possession ou disposition 15
Presumption	(2) In any prosecution for an offence under subsection (1), an accused who is found to have been in possession of a thing that was imported in contravention of this Act or the regulations shall be considered, in the absence of evidence to the contrary, to have known that the thing was so imported.	(2) Dans les poursuites pour infraction au paragraphe (1), l'accusé qui était en possession d'une telle chose est réputé, sauf preuve contraire, savoir qu'elle a été illégalement importée.	Présomption 20

International Assistance

Assistance internationale

Assistance in controlling or eradicating pests outside Canada	10. The Minister may provide financial or technical assistance to any person or government outside Canada in controlling or eradicating a pest that affects or could affect plants, or products or by-products of plants, in Canada.	10. Le ministre peut fournir une aide financière et technique à des personnes ou gouvernements étrangers dans la lutte contre les parasites susceptibles de toucher les végétaux au Canada, leurs produits ou leurs sous-produits, ou dans l'élimination de ces parasites.	Assistance 25
---	--	--	------------------

INFESTED PLACES

LIEUX INFESTÉS

Declaration of infested place	11. (1) Where an inspector suspects or determines that a place is infested with a pest and is of the opinion that the pest could spread, the inspector may in writing declare that the place is infested.	11. (1) L'inspecteur peut, par écrit, déclarer infesté tout lieu où il soupçonne ou constate la présence de parasites qu'il estime susceptibles de se propager.	Déclaration 30
Delivery of declaration	(2) When the declaration is delivered to the occupier or owner of the place to which it relates, the place, together with all contiguous lands, buildings and other places occupied or owned by the occupier or owner,	(2) Sur remise de la déclaration au propriétaire ou à l'occupant, le lieu visé par celle-ci et les terrains, bâtiments ou autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne ou dont celle-ci est pro-	Effet 35

1900

...the ... of ...

1901

...the ... of ...

1902

...the ... of ...

1903

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

1904

...the ... of ...

1905

...the ... of ...

1906

...the ... of ...

1907

...the ... of ...

1908

...the ... of ...

1909

...the ... of ...

1910

...the ... of ...

1911

...the ... of ...

...the ... of ...

1912

...the ... of ...

1913

...the ... of ...

...the ... of ...

1914

...the ... of ...

1915

...the ... of ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

constitutes an infested place until the Minister determines otherwise.

priétaire constituent des lieux infestés, et ce jusqu'à décision contraire du ministre.

Further declaration

12. (1) Where an inspector declares under section 11 that a place is infested and is of the opinion that the pest could spread to any other land, building or place, the inspector may in writing declare that the other land, building or place is infested.

12. (1) À son appréciation des circonstances, l'inspecteur peut, après avoir fait la 5 déclaration prévue à l'article 11, déclarer 5 infestés les terrains, bâtiments ou autres lieux auxquels les parasites risquent à son avis de se propager.

Déclaration additionnelle

Delivery of declaration

(2) When a declaration is delivered to the occupier or owner of any land, building or place mentioned in subsection (1), the land, building or place, together with all contiguous lands, buildings and places occupied or owned by the same occupier or owner, constitutes part of the infested place.

(2) Sur remise de la déclaration additionnelle au propriétaire ou à l'occupant, le lieu 10 visé par celle-ci et les terrains, bâtiments ou autres lieux qui lui sont contigus et sont occupés par la même personne ou dont elle est propriétaire constituent une partie du lieu 15 infesté.

Effet

Interim powers of inspector

13. (1) Where an inspector is of the opinion that immediate action is required to control a pest, the inspector may, in a declaration under section 11 or 12, and for a period of not more than ninety days, prohibit or restrict the movement of persons and things within, into or out of the infested place for the purpose of controlling the pest.

13. (1) S'il estime que la lutte contre les parasites exige des mesures immédiates, l'inspecteur peut, dans la déclaration prévue aux articles 11 ou 12, interdire ou restreindre 20 — pour une période d'au plus quatre-vingt- 20 dix jours — l'accès de personnes ou de choses au lieu infesté ainsi que le droit d'en sortir ou d'y circuler.

Mesures immédiates

Cessation of prohibition or restriction

(2) A prohibition or restriction contained in a declaration under section 11 or 12 ceases 25 to have effect where

(2) Les mesures ainsi prises par l'inspecteur restent en vigueur jusqu'à soit leur 25 annulation par celui-ci, soit l'annulation de la déclaration par le ministre en application du paragraphe 15(2).

Durée des mesures

(a) the inspector rescinds the prohibition or restriction; or

(b) the declaration is revoked by the Minister under subsection 15(2). 30

Where occupier or owner not found

14. Where an inspector cannot, after the exercise of due diligence, find the occupier or owner of any land, building or other place, delivery of a declaration may be effected by posting it on the building or on any building 35 or conspicuous object on the land or at the place.

14. L'inspecteur peut, s'il n'a pu trouver le propriétaire ou l'occupant du lieu après avoir 30 pris les mesures nécessaires en ce sens, afficher la déclaration sur un bâtiment ou sur un objet situé bien en vue sur le lieu pour valoir remise au propriétaire ou à l'occupant.

Affichage

Report to Minister

15. (1) An inspector who declares that a place is infested shall, as soon as is practicable, send a report of the declaration to the 40 Minister.

15. (1) L'inspecteur adresse au ministre, 35 dans les meilleurs délais, un rapport de toute déclaration de lieu infesté.

Rapport au ministre

Revocation of declaration

(2) Where a place has been declared infested under section 11 or 12, the Minister may revoke the declaration and, on revocation, the place shall cease to be an infested 45 place.

(2) Le ministre peut ensuite annuler la déclaration; le lieu visé cesse dès lors d'être un lieu infesté. 40

Annulation

(3) The Minister may, by order,
 (a) declare any place to be infested that is not already the subject of a declaration under section 11 or 12;
 (b) determine and independently verify the area of any place that is declared infested;
 (c) extend the period of any prohibition or restriction declared by an inspector under subsection 13(1);
 (d) prohibit or restrict the movement of persons and things within, into or out of any place that is declared infested and
 (e) permit any movement of persons and things within, into or out of a place that would otherwise be prohibited by this section or section 6.

(3) Le ministre peut, par arrêté, déclarer infesté un lieu qui ne l'a pas déjà été par l'inspecteur; il peut aussi, à la même fin, étendre, vérifier indépendamment et confirmer, soit prolonger la période fixée par l'inspecteur en application du paragraphe 13(1), soit encore interdire ou restreindre l'accès de personnes ou de choses dans un lieu ou modifier le présent article ou l'article 6. L'inspecteur

16. In a declaration under section 11 or 12 or subsection 13(1), the area of an infested place may be described by reference to a way or plan deposited and publicly available at a place specified in the declaration or by reference to any farm, colony, orchard, nursery, park or any particular

16. La portée du lieu déclaré infesté en vertu des articles 11 ou 12 ou du paragraphe 13(1) peut être décrite par référence à une voie ou un plan déposé au public et accessible en quelque lieu déterminé, soit tout ou partie de terres, colonies, vergers, pépinières ou parcs.

17. A prohibition or restriction imposed by the Minister or an inspector under subsection 13(1) may be made subject to any order of a local authority that is consistent with it.

17. Tout les arrêtés ministériels ou les arrêtés pris par l'inspecteur l'application 13(1) peuvent être soumis à des ordres incompatibles des autorités locales.

18. A declaration under section 11 or 12, a revocation of a declaration under section 11 or 12 or an order under subsection 13(1) and an order under subsection 13(2) are not statutory instruments for the purpose of the Statutory Instruments Act but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any order under subsection 13(1) to the notice of persons likely to be affected by it.

18. Ni les déclarations prévues aux articles 11 ou 12, ni leur annulation par le ministre en vertu du paragraphe 13(1), ni les arrêtés pris en vertu du paragraphe 13(2) ne sont des instruments législatifs au sens de la loi sur les textes réglementaires; dans ce dernier cas, cependant, le ministre doit prendre les mesures utiles pour les porter à la connaissance des intéressés.

APPLICATION

ADMINISTRATION

Application

Fachstellen

19. La présente partie s'applique aux règlements effectués des locaux, laboratoires ou autres installations — au Canada ou à l'étranger — en vertu de la Loi sur la protection des végétaux, à moins que la présente loi ou des règlements de façon explicite, il peut modifier, annuler ou révoquer une désignation ou affectation.

19. The Minister may designate persons, other, laboratory or other facilities inside or outside Canada for a specified purpose or function for the administration of this Act or the regulations and may at any time vary, amend or revoke such designation.

Provisions de la Loi sur la protection des végétaux

Statut de la Loi sur la protection des végétaux

Textes réglementaires

Textes réglementaires

Textes réglementaires

Powers of Minister	<p>(3) The Minister may, by order,</p> <p>(a) declare any place to be infested that is not already the subject of a declaration under section 11 or 12;</p> <p>(b) determine and subsequently vary the area of any place that is declared infested;</p> <p>(c) extend the period of any prohibition or restriction declared by an inspector under subsection 13(1);</p> <p>(d) prohibit or restrict the movement of 10 persons and things within, into or out of any place that is declared infested; and</p> <p>(e) permit any movement of persons and things within, into or out of a place that would otherwise be prohibited by this section or section 6.</p>	<p>(3) Le ministre peut, par arrêté, déclarer infesté un lieu qui ne l'a pas déjà été par l'inspecteur; il peut aussi, de la même manière, soit délimiter le périmètre de tout lieu déclaré infesté et ultérieurement le 5 modifier, soit prolonger la période fixée par l'inspecteur en application du paragraphe 13(1), soit encore interdire ou restreindre l'entrée, la sortie ou la circulation de personnes ou de choses dans ce lieu ou, malgré le 10 présent article ou l'article 6, l'autoriser.</p>	Pouvoirs du ministre
Description of area of infested place	<p>16. In a declaration under section 11 or 12 or subsection 15(3), the area of an infested place may be described by reference to a map or plan deposited and publicly available 20 at a place specified in the declaration, or by reference to any farm, county, district, municipality, province or any part thereof.</p>	<p>16. Le périmètre du lieu déclaré infesté au titre des articles 11 ou 12 ou du paragraphe 15(3) peut être délimité par référence à soit une carte ou un plan accessible au public en 15 quelque lieu déterminé, soit tout ou partie de fermes, comtés, zones, municipalités ou provinces.</p>	Périmètre
Prohibition or restriction supersedes	<p>17. A prohibition or restriction imposed by the Minister or an inspector supersedes 25 any order of a local authority that is inconsistent with it.</p>	<p>17. Tant les arrêtés ministériels que les mesures prises par l'inspecteur l'emportent 20 sur les décisions incompatibles des autorités locales.</p>	Incompatibilité
Not a statutory instrument	<p>18. A declaration under section 11 or 12, a revocation of a declaration under subsection 15(2) and an order under subsection 15(3) are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>, but the Minister shall take such steps as may be practicable in the circumstances to bring any order under subsection 15(3) to the 35 notice of persons likely to be affected by it.</p>	<p>18. Ni les déclarations prévues aux articles 11 ou 12, ni leur annulation par le ministre au titre du paragraphe 15(2), ni les 25 arrêtés prévus au paragraphe 15(3) ne constituent des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>; dans ce dernier cas, cependant, le ministre doit prendre les mesures utiles pour les porter à la 30 connaissance des intéressés.</p>	Non-application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>

ADMINISTRATION

Facilities

Designation of facilities

19. The Minister may designate areas, offices, laboratories or other facilities inside or outside Canada for a specified purpose or generally for the administration of this Act 40 or the regulations and may at any time amend, cancel or reinstate any such designation.

APPLICATION

Installations

Désignation et affectation

19. Le ministre peut désigner une région ou affecter des locaux, laboratoires ou autres installations — au Canada ou à l'étranger — soit à une fin particulière, soit à l'application 35 de la présente loi ou des règlements de façon générale; il peut modifier, annuler ou rétablir cette désignation ou affectation.

offices, laboratories or other special requirements; 42) communications equipment, non-existence of which in a vehicle is a bar to transfer the same; 43) owners or operators to carry out any corrective operations; the applicant shall submit the appropriate forms for the purposes mentioned in the above facilities that is prescribed by an owner or other facilities in case of other installation or

(4) If there are other special requirements or

case of this Act or the vehicle code.

The Minister requires it for the registration

to transfer or other facility for the fact as 22

tion of this Act or the registration; and 23

operation or sale or other facilities; and 24

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 25

(5) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 26

operation or sale or other facilities; and 27

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 28

(6) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 29

operation or sale or other facilities; and 30

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 31

(7) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 32

operation or sale or other facilities; and 33

communications equipment, non-existence of which in a vehicle is a bar to transfer the same; 43) owners or operators to carry out any corrective operations; the applicant shall submit the appropriate forms for the purposes mentioned in the above facilities that is prescribed by an owner or other facilities in case of other installation or

(4) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 44)

operation or sale or other facilities; and 45)

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 46)

(5) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 47)

operation or sale or other facilities; and 48)

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 49)

(6) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 50)

operation or sale or other facilities; and 51)

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 52)

(7) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 53)

operation or sale or other facilities; and 54)

the applicant shall submit the appropriate forms

for the registration or other facilities; and 55)

(8) If there are other special requirements or

case of this Act or the registration; and 56)

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

Definition of
"international
transportation
undertaking"

20. (1) For the purposes of this section, "international transportation undertaking" means

- (a) an undertaking that transports persons or things internationally;
- (b) an international road, railway, bridge or tunnel;
- (c) an airport that receives any aircraft operating on an international flight;
- (d) a port that receives any ship sailing on an international voyage; and
- (e) a warehouse or other facility that receives any international air, water, rail or road traffic.

Required
facilities

(2) The owner or operator of an international transportation undertaking shall, where required in writing by the Minister, provide and maintain adequate areas, offices, laboratories and other facilities, including buildings, accommodation, equipment, furnishings and fixtures, for inspection or for any other purpose related to the administration of this Act or the regulations.

Powers of
Minister

- (3) The Minister may
- (a) cause to be made such improvements as the Minister considers desirable to any area, office, laboratory or other facility provided pursuant to subsection (2);
 - (b) post, on or about the area, office, laboratory or other facility, any signs that the Minister considers appropriate for its operation or safe use or for the administration of this Act or the regulations; and
 - (c) continue to use the area, office, laboratory or other facility for as long as the Minister requires it for the administration of this Act or the regulations.

Construction or
repairs

(4) Where an area, office, laboratory or other facility that is provided by an owner or operator pursuant to subsection (2) is not adequate for the purposes mentioned in that subsection, the Minister may require the owner or operator to carry out any construction or repairs in order to render the area, office, laboratory or other facility adequate

20. (1) Dans le présent article, «installation de transport international» désigne indifféremment :

- a) une entreprise de transport international;
- b) un moyen de communication international : route, chemin de fer, pont ou tunnel;
- c) un aéroport recevant des aéronefs effectuant des vols internationaux;
- d) un port recevant des navires affectés à des lignes internationales;
- e) un entrepôt ou une autre installation recevant un véhicule affecté au transport international aérien, maritime, ferroviaire ou routier.

Définition de
«installation de
transport
international»

(2) Sur demande écrite du ministre, le propriétaire ou l'exploitant d'une installation de transport international fournit les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations — matériel, ameublement et accessoires compris — appropriés pour les inspections ou l'application de la présente loi ou des règlements; il en assure par la suite l'entretien.

Mise à
disposition des
installations

- (3) Le ministre peut, sur les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui lui sont fournis au titre du paragraphe (2), effectuer les opérations suivantes :
- a) leur apporter les améliorations qu'il juge souhaitables;
 - b) y mettre en place, y compris dans leurs environs, la signalisation qu'il juge utile pour leur exploitation ou en vue de la sécurité de leur usage, ou encore pour l'application de la présente loi ou des règlements;
 - c) les utiliser aussi longtemps qu'il l'exige pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Pouvoirs du
ministre

(4) Le ministre peut ordonner au propriétaire ou à l'exploitant de procéder aux réparations et autres travaux nécessaires pour rendre appropriés les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations mis à sa disposition. En cas de défaut de celui-ci, il peut y procéder lui-même et les dépenses ainsi occasionnées constituent une créance de Sa

Travaux

subject to the order of the Minister in respect of the

... and if the order is made, the Minister may cause the construction of a building to be carried out and the cost of the building to be paid for all the work or operation that is done for all the purposes of the Act in respect of the building and those costs may be covered by the Ministry in light of Canada.

(12) L'ordre est réputé exécuté si le propriétaire ou le possesseur n'a pas contesté l'ordre dans un délai de dix jours après l'émission de l'ordre.

(12) A requirement shall be deemed to be complied with if the owner or operator of the building or operation does not appeal the order or if the order is not appealed within the period within which an appeal may be made and the order is not appealed.

(13) Sous réserve du paragraphe (7) et des règlements d'application du paragraphe (8), les permis sont délivrés aux candidats après qu'ils ont subi un examen écrit et oral. Les candidats qui ne réussissent pas à l'examen écrit sont autorisés à se présenter à nouveau à l'examen écrit.

(13) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a candidate shall be eligible for any class, office, laboratory or other facility only if he has passed an examination with the Commission. A candidate who fails to pass the examination may be re-examined.

(14) Les services locaux, laboratoires ou autres installations qui ne sont pas aux normes prévues à la partie II du Code de la construction sont réputés ne pas être conformes au Code de la construction.

(14) Any area, office, laboratory or other facility that fails to meet the applicable requirements of Part II of the Code shall be deemed to be not conforming for the purposes of the Act.

(15) Le gouvernement en conseil peut, par règlement, déterminer en quoi consiste le caractère approprié des services locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (7).

(15) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any area, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (7).

(16) Pour l'application du paragraphe (13), les permis sont délivrés aux candidats si, à la date de leur examen écrit et oral, ils ont satisfait aux conditions prévues à la partie II du Code de la construction.

(16) Subject to subsection (13), an applicant shall be eligible for the purposes of the Act in connection with the Code only if he has passed the examination at the date of the examination.

(17) Le ministre peut nommer, aux conditions qu'il estime indiquées, des personnes pour exercer les fonctions d'inspecteur.

(17) For the purposes of the Act, the Minister may, on such terms and conditions as he may see fit, designate any qualified person as an inspector in connection with the Act.

(18) L'inspecteur reçoit un certificat d'inspecteur en vertu de la loi fédérale de la construction.

(18) An inspector shall be furnished with a certificate in a form prescribed by the Minister containing the inspector's appointment.

for those purposes, and if the owner or operator fails to do so, the Minister may cause the construction or repairs to be carried out and the owner or operator shall be liable for all reasonable costs incurred by the Minister and those costs may be recovered by Her Majesty in right of Canada.

Majesté à l'égard du propriétaire ou de l'exploitant des locaux.

Notice (5) A requirement under subsection (4) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or operator or by sending the notice to the owner or operator, and the notice may specify the period within which or the manner in which the construction or repairs are to be carried out.

(5) L'ordre est signifié au propriétaire ou à l'exploitant, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Arbitration (6) Subject to subsection (7) and any regulations made under subsection (8), a dispute over the adequacy of any area, office, laboratory or other facility may be resolved by arbitration in accordance with the *Commercial Arbitration Act*.

(6) Sous réserve du paragraphe (7) et des règlements d'application du paragraphe (8), les différends portant sur le caractère approprié ou non des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations peuvent être soumis à l'arbitrage conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial*.

Arbitrage

Canada Labour Code (7) Any area, office, laboratory or other facility that fails to meet the applicable requirements of Part II of the *Canada Labour Code* shall be deemed to be not adequate for the purposes mentioned in subsection (2).

(7) Les terrains, locaux, laboratoires ou autres installations qui ne satisfont pas aux exigences prévues à la partie II du *Code canadien du travail* sont réputés ne pas être appropriés au sens du paragraphe (2).

Code canadien du travail

Regulations (8) The Governor in Council may make regulations for determining the adequacy of any area, office, laboratory or other facility for the purposes mentioned in subsection (2).

(8) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer en quoi consiste le caractère approprié des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations pour l'application du paragraphe (2).

Règlements

Inspectors

Inspecteurs

Appointment 21. (1) Subject to subsection (2), inspectors shall be appointed for the purposes of this Act in accordance with the *Public Service Employment Act*.

21. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les nominations aux fonctions d'inspecteur effectuées dans le cadre de la présente loi doivent être conformes à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Nomination

Designation (2) For the purposes of this Act, the Minister may, on such terms and conditions as the Minister may specify, designate any qualified person or class of persons to act as an inspector in relation to any matter referred to in the designation.

(2) Le ministre peut toutefois, aux conditions qu'il estime indiquées, désigner, individuellement ou par catégorie, les personnes qualifiées pour remplir, dans des cas bien précis, les fonctions d'inspecteur.

Désignation

Certificate of appointment or designation (3) An inspector shall be furnished with a certificate in a form established by the Minister certifying the inspector's appointment

(3) L'inspecteur reçoit un certificat établi en la forme prévue par le ministre, qui atteste sa qualité et qu'il est tenu de présen-

Certificat

est, sur demande, au responsable du lieu visé dans le cadre de la présente loi.

or designate and, on entering any place under this Act, the inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's appointment or designation.

inspecteur
certificat
d'inspection

22 (1) L'inspecteur peut exercer, aux conditions fixées par le ministre, les pouvoirs et fonctions conférés à celui-ci sous la réserve de la présente loi à l'exécution du pouvoir délégué au paragraphe 13(3).

22 (1) An inspector may, subject to any conditions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act except the powers mentioned in subsection 13(3).

Power
exercising
powers and
functions

(3) L'inspecteur peut, aux fins de l'alinéa 10 a) soit autoriser, édicter ou interdire la circulation de tout véhicule ou de toute autre chose.

(3) For the purpose of determining whether or a contravention or other thing is done or done by an inspector may (a) permit or require the conveyance or other thing to be moved or prohibit the movement of

b) soit en interdire le chargement ou le déchargement ou l'attelage, l'attachement ou l'attache, même en partie.

(4) Prohibit or interdict the loading, unloading or partial loading of the conveyance or other thing or permit or require the conveyance or other thing to be loaded, unloaded or partially loaded.

23 (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou des règlements ou de lui faire obstacle en tout ou en partie.

23 (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement or other thing or do anything to the inspector who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

impeding
action

24 (2) Le propriétaire ou le responsable d'un lieu visé en application de l'article 22, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements et

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 22 and every person who is in that place shall (a) give the inspector all reasonable assistance in the exercise of the owner's power to conduct the inspection to perform his duties and functions under this Act or the regulations, and

assistance to
inspector

25 tout ce qui peut valablement ériger la contravention.

(b) furnish the inspector with reasonable notice in writing of the substance of the notice issued to the person in charge of the place by the inspector under this Act or the regulations, and the person in charge of the place may reasonably require

contravention

26 (3) L'agent de la paix visé à l'article 22, ainsi que quiconque de celui-ci, l'assistance nécessaire à l'exécution de la présente loi ou des règlements.

(4) The peace officer, constable, police officer or other person who is required for the purpose of enforcing this Act or the regulations shall give the person in charge of the place notice in writing of the substance of the notice issued to the person in charge of the place by the inspector under this Act or the regulations.

agent
de la paix
visé à l'article 22

27 (1) L'inspecteur peut ordonner qu'un lieu soit désigné par des règlements

27 (1) Where a place is designated by the regulations as a place to which the provisions of this Act or the regulations apply, the provisions of this Act or the regulations shall apply to that place.

inspector
ordonner
qu'un lieu
soit désigné

28

29

29 (1) L'inspecteur peut ordonner qu'un lieu soit désigné par des règlements

29 (1) Where a place is designated by the regulations as a place to which the provisions of this Act or the regulations apply, the provisions of this Act or the regulations shall apply to that place.

inspector
ordonner
qu'un lieu
soit désigné

or designation and, on entering any place under this Act, the inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's appointment or designation.

ter, sur demande, au responsable du lieu visité dans le cadre de la présente loi.

Inspectors may exercise Minister's powers

22. (1) An inspector may, subject to any restrictions or limitations specified by the Minister, exercise any of the powers and perform any of the duties or functions of the Minister under this Act, except the powers mentioned in subsection 15(3).

22. (1) L'inspecteur peut exercer, aux conditions fixées par le ministre, les pouvoirs et fonctions conférés à celui-ci sous le régime de la présente loi, à l'exception du pouvoir énoncé au paragraphe 15(3).

Délégation

Powers concerning movement and loading

(2) For the purpose of determining whether a conveyance or other thing is free of any pest, an inspector may

(2) L'inspecteur peut, aux fins de l'attestation phytosanitaire :

Pouvoir de l'inspecteur

(a) permit or require the conveyance or other thing to be moved or prohibit its movement; or

a) soit autoriser, ordonner ou interdire la circulation de tout véhicule ou de toute autre chose;

(b) prohibit or interrupt the loading, unloading or partial loading of the conveyance or other thing or permit or require the conveyance or other thing to be loaded, unloaded or partially loaded.

b) soit en interrompre le chargement ou le déchargement ou l'autoriser, l'ordonner ou l'interdire, même en partie.

Impeding inspector

23. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an inspector who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

23. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou des règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse.

Interdiction

Assistance to inspectors

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 25 and every person found in the place shall

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 25, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

Assistance

(a) give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector may reasonably require.

Assistance of peace officer

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur, sur demande de celui-ci, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

Agent de la paix

Seals

Sceaux

Broken seal

24. (1) Where a seal or other identifying device authorized by the regulations has been

24. (1) L'inspecteur peut ordonner qu'il soit disposé — notamment par destruction,

Sceau brisé

... ..

(5)

(6)

... ..

(7)

(8)

(9)

(10)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

(20)

(21)

(22)

(23)

(24)

... ..

(25)

(26)

(27)

(28)

(29)

(30)

(31)

(32)

(33)

(34)

(35)

(36)

(37)

(38)

(39)

(40)

(41)

(42)

(43)

(44)

(45)

(46)

affixed to a conveyance or other thing and the seal or device is broken, altered, tampered with or removed in contravention of the regulations, an inspector may require that the conveyance or other thing, or any thing contained in it, be stored, treated, placed in quarantine, disposed of or moved as the inspector may direct.

entreposage, traitement, mise en quarantaine ou transfert dans tout autre lieu qu'il désigne — de tout véhicule ou autre chose, ou de leur contenu, lorsque le sceau ou tout autre moyen d'identification réglementaire apposé sur la chose a été brisé, enlevé ou modifié en contravention avec les règlements.

Notice

(2) A requirement under subsection (1) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the conveyance or other thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the conveyance or other thing is to be stored, treated, quarantined, disposed of or moved.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Inspection

Inspection

Inspection

25. (1) For the purpose of detecting pests or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may

25. (1) Afin de vérifier l'existence de parasites ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur peut :

Pouvoirs de visite

(a) subject to section 26, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing in respect of which this Act or the regulations apply;

a) sous réserve de l'article 26, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des choses visées par la présente loi ou les règlements;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector believes on reasonable grounds contains any thing in respect of which this Act or the regulations apply;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, cage, emballage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

(c) examine any thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

c) examiner celles-ci et procéder sur elles à des prélèvements;

(d) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or other document that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

d) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

(e) conduct any tests or analyses or take any measurements.

e) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Operation of data processing and copying equipment

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector may

(2) L'inspecteur peut, lors de sa visite :

Usage du système informatique

a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier

les données qu'il contient ou reproduit si
 donne accès.
 à) le parti de ces données reproduites
 document sans forme d'après ou autre
 2) être forme numérique qu'il peut supporter
 pour station de reproduction.
 et être capable de transfert de reproduction
 du lieu

and use a means to be used any data
 processing system at the place to examine
 any data contained in or available to the
 system.
 (b) reproduce any record or data in its
 reproduced in the form of a
 print-out or other legible output and
 into the print-out or other output for
 examination or copying; and
 (c) use or cause to be used any copying
 equipment at the place to make copies of
 any record or other document.

26. (1) Dans le cas d'un local d'habitation
 l'inspecteur ne peut procéder à la visite
 2) sans l'autorisation de l'occupant que s'il est
 muni d'un mandat.

26. (1) An inspector may not enter a
 dwelling, take copies with the consent of the
 occupant, in the dwelling place or under the
 authority of a warrant.

(5) Sur demande en poste, le juge de paix
 peut émettre un mandat autorisant sous
 réserve des conditions énoncées à l'article 12
 l'inspecteur qui est autorisé à procéder à la
 visite d'un local d'habitation si lui-même est
 convaincu que la loi d'un donateur est
 respectée que sont réunis les éléments sus-
 20) visés.

(5) Where on an ex parte application a jus-
 tice is satisfied by information on oath that
 (a) the conditions for entry described in
 section 25 exist in relation to a dwelling-
 place,
 (b) entry to the dwelling-place is neces-
 sary for any purpose relating to the
 administration of the Act or the regula-
 tions and
 (c) entry to the dwelling-place has been
 refused or there are reasonable grounds to
 believe that entry will be refused.

27. L'inspecteur peut saisir et conserver
 4) toute chose s'il a des motifs raisonnables de
 croire qu'elle a servi ou donne lieu à une
 infraction prévue à la présente loi ou qu'elle
 servira à prouver une telle infraction.

The justice may at any time and from a
 warrant authorizing the inspector named in
 the warrant to enter the dwelling-place sub-
 ject to any conditions that may be specified
 in the warrant.

(3) L'inspecteur ne peut accéder à la force
 32) dans l'exécution de mandat que si celui-ci est
 autorisé expressément l'usage et que si un
 mandat est accompagné d'un agent de la paix.

(3) The inspector who executes a warrant
 shall not use force when the inspector is
 accompanied by a peace officer and the use
 of force is specifically authorized in the
 warrant.

27. L'inspecteur peut saisir et conserver
 40) toute chose s'il a des motifs raisonnables de
 croire qu'elle a servi ou donne lieu à une
 infraction prévue à la présente loi ou qu'elle
 servira à prouver une telle infraction.

27. Where an inspector believes on
 reasonable grounds that an offence under
 the Act has been committed, the inspector
 may seize and detain any thing
 (a) the commission of which the
 inspector believes an offence is
 committed; or

(b) that the inspector believes an offence
 is committed with a view to the commission
 of the offence.

Warrant to enter dwelling place

Ex parte application

Use of force

Seizure

Local d'habitation

Demande en poste

Usage de la force

Saisie

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

Warrant required to enter dwelling-place

26. (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

26. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

Local d'habitation

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in section 25 exist in relation to a dwelling-place,

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'article 25 existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Délivrance du mandat

Use of force

(3) The inspector who executes a warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Usage de la force

Seizure

27. Where an inspector believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed, the inspector may seize and detain any thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the offence was committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in

27. L'inspecteur peut saisir et retenir toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'elle servira à prouver une telle infraction.

Saisie

English

French

English

French

English

French

purpose of the commission of an offence
pours l'effet de

22-50

22. (1) Where an offence is committed
in the course of information on which
the Commission has been constituted to inquire
into the offence, the Commission shall have
power to examine witnesses and to take
evidence on oath in relation to which an
affidavit under this Act has been sworn.

(2) In exercising its powers under this
section, the Commission shall have the same
powers as the court in which the offence
was committed.

(3) The Commission shall have power to
require a witness to attend and testify in
relation to the offence in question, and
to examine him on oath.

(4) If a witness fails to attend and testify
in relation to the offence in question,
the Commission may, if satisfied that it is
in the interests of justice, draw an
adverse inference from the failure of the
witness to attend and testify.

(5) The Commission shall have power to
require a witness to produce any document
or thing in his possession, custody or
control, or to produce any other thing
in his possession, custody or control, if
the Commission is satisfied that the
document or thing is likely to be of
material assistance in the inquiry.

(6) The Commission shall have power to
require a witness to attend and testify in
relation to the offence in question, and
to examine him on oath.

(7) A witness shall be examined by the
Commission in accordance with the
rules made under this Act.

(8) A witness who has been sworn shall
be bound by the oath.

(9) An offence committed in the course
of the commission of an offence shall
be treated as having been committed in
the course of the commission of the
offence in question.

23-50

23. (1) An offence committed in the
course of the commission of an offence
shall be treated as having been committed
in the course of the commission of the
offence in question.

23-50

23. (1) L'inspecteur peut, dans l'exécution de
son mandat, exiger les pièces prévues à l'arti-
cle 22 et saisir ou tenter de saisir tout objet non
mentionné dans le mandat s'il a des motifs
raisonnables de croire qu'elle a servi ou
doit servir à une infraction prévue à la présente
Loi ou en relation avec elle.
L'inspecteur peut aussi exiger ou tenter d'exiger
toute chose que le propriétaire, le possesseur
ou le détenteur de la chose a en sa possession, sa
custodie ou son contrôle, ou que toute autre
personne a en sa possession, sa custodie ou son
contrôle, s'il a des motifs raisonnables de croire
qu'elle est susceptible de servir à la commission
d'une infraction prévue à la présente Loi ou en
relation avec elle.

(2) En exerçant ses pouvoirs en vertu de
la présente section, le commissaire aura les
mêmes pouvoirs que le tribunal où l'infraction
a été commise.

(3) Le commissaire aura le pouvoir de
exiger d'un témoin qu'il compare et examine
celui-ci sur serment en relation avec l'infraction
en question et de le faire comparaître et
l'examiner sur serment.

(4) Si un témoin refuse de comparaître et
de témoigner en relation avec l'infraction en
question, le commissaire peut, si le juge est
satisfait que cela sert l'intérêt de la justice,
tirer une déduction défavorable de son
refus de comparaître et de témoigner.

(5) Le commissaire aura le pouvoir de
exiger d'un témoin qu'il compare et examine
celui-ci sur serment en relation avec l'infraction
en question et de le faire comparaître et
l'examiner sur serment.

(6) Un témoin qui a prêté serment sera
lié par le serment.

(7) Un délit commis pendant la commission
d'un délit sera traité comme s'il avait été
commis pendant la commission de l'infraction
en question.

24-50

24. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur
peut, si le commissaire du procureur général
le demande, saisir les objets suivants :
1) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

2) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

3) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

4) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

5) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

6) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

7) tout objet matériel qui a été saisi en vertu
d'un mandat d'arrêt, d'un mandat d'arrêt
provisoire ou d'un mandat de comparution
ou qui a été saisi en vertu d'une autre
ordonnance de justice ;

respect of the commission of an offence under this Act.

Search

Warrant

28. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any thing

(a) by means of or in relation to which an offence under this Act has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter and search the place for the thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

Search and seizure powers

(2) The inspector who executes a warrant may exercise the powers described in section 25 and may seize and detain, in addition to any thing mentioned in the warrant, any other thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds an offence under this Act has been committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of an offence under this Act.

Execution of search warrant

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

Where warrant not necessary

(4) An inspector may exercise any of the powers referred to in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Notice of reason for seizure

29. An inspector who seizes and detains a thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or

Perquisitions

28. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles serviront à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, signer un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner le lieu et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à saisir et retenir les choses en question.

Délivrance du mandat

(2) L'inspecteur peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 25 et saisir et retenir toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction prévue à la présente loi ou qu'elle servira à prouver l'infraction.

Pouvoirs de l'inspecteur

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

Exécution de jour

(4) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

Disposition of Seized Things

Mesures consécutives à la saisie

29. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur porte à la connaissance du propriétaire des choses visées ou de la dernière personne à en

Motifs de la saisie

the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

30 (1) An inspector who seizes and detains a thing under this Act, or any power delegated by the inspector, may

(a) store, treat, guarantee or dispose of the thing at the place where it was seized or move it to any other place for storage, treatment, guarantee or disposition or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat, guarantee or dispose of it or move it to any other place and store, treat, guarantee or dispose of it.

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the place within which or the manner in which the thing is to be moved, stored, treated, guaranteed or disposed of.

(3) An inspector who seizes and detains a thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

34 Except as authorized by writing by an inspector, no goods shall be seized, stored or detained under this Act.

35 (1) A thing that is seized and detained under this Act or any power delegated thereunder shall not be detained in any

(a) a determination by an inspector that the thing is in conformity with the laws of the Act and the regulations or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure or such longer period as may be prescribed.

43 In any case where the proceedings are initiated before the time proceedings are initiated in relation to the thing in which case the proceedings have been initiated, the proceedings are to be deemed to have been initiated in relation to the thing in which case the proceedings are to be deemed to have been initiated.

avoir de la possession, la responsabilité de la charge des soins les motifs de la saisie.

30 (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il désigne — peut saisir et conserver la chose en son lieu ou à tout autre lieu, ou la transporter dans un autre lieu et l'y entre-

poser, la traiter, en garantir ou en disposer, ou la déplacer à un autre lieu de stockage, de traitement, de garantie ou de disposition, ou

(b) exiger de son propriétaire ou de la personne qui a la possession, la responsabilité ou la charge des soins de la chose qu'elle la stocke, la traite, en garantisse ou qu'elle la déplace à un autre lieu et qu'elle la stocke, la traite, en garantisse ou qu'elle la dispose.

(2) L'ordre par lequel un propriétaire ou la personne concernée doit à donner, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis ou personnellement, le détail de la chose à stocker, à traiter, à garantir ou à déplacer.

34 Les biens saisis et détenus en vertu de la présente loi ne peuvent être saisis, stockés ou détenus en vertu de la présente loi.

35 (1) Une chose qui est saisie et détenue en vertu de la présente loi ne peut être détenue dans

(a) une détermination de l'inspecteur que la chose est conforme aux lois de l'Acte et des règlements ou

(b) l'expiration d'un délai de cent quatre-vingt jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par le présent règlement.

43 Dans tout cas où des poursuites ont été initiées avant l'initiation des poursuites en relation avec la chose en question, les poursuites sont réputées avoir été initiées en relation avec la chose en question.

the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins les motifs de la saisie.

Storage,
removal, etc.

30. (1) An inspector who seizes and detains a thing under this Act, or any person designated by the inspector, may

30. (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer la chose saisie sur le lieu même de la saisie, soit la transférer dans un autre lieu et l'y entreposer, et, à l'un ou l'autre de ces lieux, la traiter, la mettre en quarantaine ou prendre à son égard toute mesure de disposition, notamment de destruction; il peut en outre ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

Entreposage et
transfert

(a) store, treat, quarantine or dispose of the thing at the place where it was seized or move it to any other place for storage, treatment, quarantine or disposition; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat, quarantine or dispose of it or move it to any other place and store, treat, quarantine or dispose of it.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

Notice

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the thing is to be moved, stored, treated, quarantined or disposed of.

Proceeds

(3) An inspector who seizes and detains a thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

(3) Le cas échéant, le produit de l'aliénation des choses saisies, effectuée par l'inspecteur ou par la personne qu'il désigne, est versé au receveur général.

Produit de
l'aliénation

Interference
with seized
things

31. Except as authorized in writing by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with a thing that is seized and detained under this Act.

31. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des choses saisies et retenues.

Interdiction

Detention

32. (1) A thing that is seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector that the thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des choses saisies — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.

Rétention

Application for return	(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the thing and it has not been disposed of, confiscated or forfeited under this Act or the regulations, the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply to the court before which the proceedings are being held for an order that it be returned.	(2) La restitution des choses saisies peut être demandée au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou s'il n'en a pas encore été disposé.	Demande de restitution
Order	(3) The court may order that the thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing and that it is not a pest, is not infested with a pest and does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.	(3) Le tribunal peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des choses dans un but ultérieur, s'il est convaincu que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses et que, d'autre part, celles-ci ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées et ne constituent pas un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.	Ordonnance de restitution
Forfeiture on conviction	33. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any punishment imposed, order that any thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.	33. (1) Après avoir déclaré coupable l'auteur d'une infraction à la présente loi, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la peine prononcée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des choses ayant servi ou donné lieu à l'infraction, ou du produit de leur aliénéation.	Ordonnance de confiscation
Forfeiture without conviction	(2) Where the owner of a thing that is seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.	(2) La confiscation des choses saisies et retenues peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.	Confiscation sur consentement
Disposal of forfeited things	34. (1) Where proceedings mentioned in subsection 32(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the court orders the forfeiture of the thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.	34. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 32(1), le tribunal ordonne la confiscation des choses saisies et retenues, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.	Disposition des choses confisquées
Return of seized things where no forfeiture ordered	(2) Where the court does not order the forfeiture of a thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.	(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les choses sont restituées à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, ou le produit de leur aliénéation lui est remis.	Restitution
Exception	(3) Where the owner of a thing or the person having the possession, care or control	(3) En cas de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à	Exception

en avoir en la possession, la responsabilité ou la charge des soins ;

4) la retention des choses peut être prolongée jusqu'au paiement de l'amende infligée ;

5) les choses peuvent être aliénées par adjudication (art. 2063) ;

6) le produit de l'adjudication prévue à l'article 2063 ou au paragraphe 50(3) peut être affecté au paiement de l'amende.

at the time of its seizure is provided for in other articles of the Act and a fine is imposed ;

(4) the thing may be detained until the fine is paid ;

(5) the thing may be sold under execution in satisfaction of the fine ;

(6) any proceeds realized from the disposition under paragraph (5) or subsection 50(3) may be applied in payment of the fine.

Confiscation de choses

Confiscation

35. (1) L'inspecteur peut confisquer les choses qui à son avis forment sur des motifs raisonnables soit tout des perches, soit tout perches ou accessoires de pêche, soit encore complètement ou partiellement encore biologique à la suite d'inspections. Il peut alors par voie de mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard

35. (1) An inspector may confiscate and dispose of any thing that the inspector believes on reasonable grounds is a part or parts of a boat or component or could be related with a boat or component or could constitute a biological resource to the control of a pest.

(2) Dans les motifs déduits, l'inspecteur au commandant les motifs de la confiscation au propriétaire de la chose visée ou à la dernière personne à en avoir en la possession, la responsabilité ou la charge des soins.

(2) An inspector who confiscates a thing shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its confiscation or the person for the confiscation.

36. (1) Les choses confisquées peuvent être entreposées sur le lieu même de la confiscation jusqu'à leur disposition conformément par destruction, elles peuvent aussi à l'option de l'inspecteur être ramassées dans un autre lieu pour entreposage ou destruction en pour qu'il en soit autrement disposé.

36. (1) A confiscated thing may be stored at the place where it was confiscated until it is disposed of or made at the inspector's discretion be moved to any other place for storage or disposition.

(2) L'inspecteur peut prendre toute mesure connexe à la confiscation qu'il estime indiquée ou ordonner au propriétaire des choses confisquées ou à la dernière personne à en avoir en la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

(2) An inspector may take such action as the inspector considers appropriate in relation to a confiscated thing or may require the owner of a confiscated thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its confiscation to take any action the inspector considers appropriate in relation to the confiscated thing.

(3) L'ordre est réglé au propriétaire ou à la personne concernée soit à personne, soit à personne pour ce qui concerne les choses confisquées, de faire en sorte que les choses ne soient pas détruites ou aliénées sans l'approbation écrite de l'inspecteur.

(3) A consignment under subsection (2) shall be controlled by general orders of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or person having the notice to the owner or person

Confiscation

Notice of seizure for confiscation

Storage and disposal

Disposition

Order

Confiscation

Motifs de la confiscation

Entreposage et disposition

Mesures de disposition

Ordre

of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act and a fine is imposed,

(a) the thing may be detained until the fine is paid;

(b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or subsection 30(3) may be applied in payment of the fine.

en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

a) la rétention des choses peut être prolongée jusqu'au paiement de l'amende infligée;

b) les choses peuvent être aliénées par adjudication forcée;

c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou au paragraphe 30(3) peut être affecté au paiement de l'amende.

Confiscation

Confiscation automatique

Confiscation

35. (1) An inspector may confiscate and dispose of any thing that the inspector believes on reasonable grounds is a pest, is or could be infested with a pest or constitutes or could constitute a biological obstacle to the control of a pest.

35. (1) L'inspecteur peut confisquer les choses qui, à son avis fondé sur des motifs raisonnables, soit sont des parasites, soit sont parasitées ou susceptibles de l'être, soit encore constituent ou peuvent constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire. Il peut alors prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à leur égard.

Confiscation

Notice of reason for confiscation

(2) An inspector who confiscates a thing shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its confiscation of the reason for the confiscation.

(2) Dans les meilleurs délais, l'inspecteur communique les motifs de la confiscation au propriétaire de la chose visée ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins.

Motifs de la confiscation

Storage and movement

36. (1) A confiscated thing may be stored at the place where it was confiscated until it is disposed of, or may, at the inspector's discretion, be moved to any other place for storage or disposition.

36. (1) Les choses confisquées peuvent être entreposées sur le lieu même de la confiscation jusqu'à leur disposition, notamment par destruction; elles peuvent aussi, à l'appréciation de l'inspecteur, être transférées dans un autre lieu pour entreposage ou destruction ou pour qu'il en soit autrement disposé.

Entreposage et déplacement

Disposition

(2) An inspector may take such action as the inspector considers appropriate in relation to a confiscated thing or may require the owner of a confiscated thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its confiscation to take any action the inspector considers appropriate in relation to the confiscated thing.

(2) L'inspecteur peut prendre toute mesure connexe à la confiscation qu'il estime indiquée ou ordonner au propriétaire des choses confisquées ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

Mesures de disposition

Notice

(3) A requirement under subsection (2) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person,

(3) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

Avis

1938

1937

1936

1935

1934

1933

(1) The first section of the Act shall apply to any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act.

(2) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(3) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(4) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(5) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(6) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

COMMENCEMENT

(1) This Act shall come into force on the day after the day on which it is passed.

(2) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(3) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

REVOCATION

(1) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(2) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

TRANSITIONAL PROVISIONS

(1) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(2) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(3) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(4) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(5) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(6) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

(7) Any person who is found guilty of an offence under section 2 of this Act after the commencement of this Act shall be liable to a fine of not more than £500.

REPEAL

(1) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(2) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

TRANSITIONAL PROVISIONS

(1) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(2) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

TRANSITIONAL PROVISIONS

(1) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

(2) Any order made under section 1 of this Act which is in force immediately before the commencement of this Act shall be revoked on that day.

and the notice may specify the period within which or the manner in which any action shall be taken by the owner or person.

SAMPLES

37. (1) A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

(2) Her Majesty is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or disposition of a sample under this Act or the 10 regulations.

LIMITATION ON LIABILITY

38. Where a person must, by or under this Act or the regulations, do anything, including provide and maintain any area, office, laboratory or other facility under section 20, 15 or permit an inspector to do anything, Her Majesty is not liable

(a) for any costs, loss or damage resulting from the compliance; or

(b) to pay any fee, rent or other charge 20 for what is done, provided, maintained or permitted.

COMPENSATION

39. (1) The Minister may, in accordance with the regulations, order compensation to be paid in respect of

(a) any treatment of a place or any treatment, storage or disposition of a thing required under this Act or the regulations;

(b) any prohibition or restriction on the use of a place or on the movement of 30 persons or things within, into or out of a place imposed under this Act or the regulations; or

(c) any prohibition or restriction on the use of a thing or on the sale or other 35 disposition of a thing imposed under this Act or the regulations.

(2) No compensation is payable under subsection (1) in respect of

(a) a thing that is imported into Canada 40 or exported from Canada in contravention of this Act or the regulations or a thing

PRÉLÈVEMENTS

37. (1) Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

(2) Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés à ces prélèvements.

RESTRICTION DE LA RESPONSABILITÉ

38. Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais — loyers ou droits — entraînés par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou des règle- 10 ments, notamment celle de fournir des terrains, locaux, laboratoires ou autres installations et d'en assurer l'entretien au titre de l'article 20.

INDEMNISATION

39. (1) Le ministre peut ordonner, confor- 15 mément aux règlements, le versement d'une indemnité dans le cas où, sous le régime de la présente loi ou des règlements :

a) un lieu a fait l'objet d'un traitement ou une chose a été traitée ou entreposée ou a 20 fait l'objet d'une mesure de disposition, notamment de destruction;

b) un lieu a fait l'objet d'une mesure d'interdiction ou de restriction quant à son usage, à son accès ou au droit d'en sortir 25 ou d'y circuler;

c) une chose a fait l'objet d'une interdiction ou restriction quant à sa vente ou toute autre forme de disposition ou quant à son usage. 30

(2) Aucune indemnité n'est toutefois accordée lorsque la chose soit a été importée ou exportée en contravention avec la présente loi ou les règlements, soit est déclarée parasitée ou qualifiée de parasite ou d'obstacle 35

Réalisation

5 Non-responsabilité de Sa Majesté

Non-responsabilité de Sa Majesté

15 Versement d'une indemnité

Exception

Disposition of samples

Her Majesty not liable

Her Majesty not liable

Compensation for treatment, etc.

Limitation

that is found to be a pest, to be infested with a pest or to constitute a biological obstacle to the control of a pest when it is inspected on importation or exportation; or (b) the prohibition or restriction of the sale or movement of a thing where the sale or movement is prohibited or restricted as a result of an amendment, suspension or revocation of, or a refusal to issue or renew, a permit, certificate or other document that is required under this Act or the regulations.

biologique à la lutte antiparasitaire lors de l'inspection à cette occasion, soit encore fait l'objet d'une interdiction ou restriction quant à sa vente ou son transport en raison du refus de délivrer ou de renouveler le document — permis, certificat ou autre — exigé sous le régime de la présente loi ou des règlements ou en raison de la modification, suspension ou révocation de celui-ci.

Idem (3) No compensation is payable to a person who commits an offence under this Act and claims compensation in respect of any place or thing by means of or in relation to which the offence was committed.

(3) La commission d'une infraction prévue à la présente loi par le demandeur annule son droit d'indemnisation quant au lieu ou à la chose ayant servi ou donné lieu à l'infraction. **Déchéance**

Appeal 40. (1) A person who claims compensation and is dissatisfied with the Minister's disposition of the claim may bring an appeal to the Assessor, but the only grounds of appeal are that the failure to award compensation was unreasonable or that the amount awarded was unreasonable.

40. (1) Il peut être interjeté appel devant l'évaluateur soit pour refus injustifié d'indemnisation, soit pour insuffisance de l'indemnité accordée. **Appel**

Time limit for bringing appeal (2) An appeal shall be brought within three months after the claimant receives notification of the Minister's disposition of the claim, or within such longer period as the Assessor may in any case for special reasons allow.

(2) L'appel doit être interjeté dans les trois mois suivant la notification à l'intéressé de la décision ministérielle contestée ou dans le délai plus long que l'évaluateur peut exceptionnellement accorder. **Délai d'appel**

Powers of Assessor 41. (1) On hearing an appeal, the Assessor may confirm or vary the Minister's disposition of the claim or refer the matter back to the Minister for such further action as the Assessor may direct.

41. (1) L'évaluateur qui entend l'appel peut confirmer ou modifier la décision du ministre ou renvoyer l'affaire à celui-ci pour qu'il y soit donné suite de la manière que lui-même précise. **Pouvoirs de l'évaluateur**

Costs (2) Costs may be awarded to or against the Minister in an appeal.

(2) Les frais peuvent être accordés au ministre ou mis à sa charge. **Frais**

Decisions final (3) The decision of the Assessor on an appeal is final and conclusive and not subject to appeal to or review by any court.

(3) Les décisions de l'évaluateur ne sont pas susceptibles d'appel ou de révision. **Dernier ressort**

Sittings and hearings 42. (1) The Assessor may sit and hear appeals at any place or places and shall arrange for sittings and hearings as may be required.

42. (1) L'évaluateur peut entendre les appels n'importe où et il prend les mesures nécessaires à la tenue des audiences. **Séances**

Travel allowances (2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the *Judges Act*.

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacations des juges de la Cour fédérale. **Indemnités**

Procedure	43. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Assessor may make rules respecting the conduct of appeals and the procedure for the bringing of appeals.	43. (1) L'évaluateur peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, édicter des règles en matière de formation et de procédure d'appel.	Procédure
Transitional	(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i> that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 40 to 42, apply in respect of appeals brought under section 40.	5 (2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i> s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 40 de la présente loi, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 40 à 42 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.	5 Disposition transitoire
Registrar	(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 40 to 42 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the <i>Pesticide Residue Compensation Act</i> .	20 (3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 40 à 42 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la <i>Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides</i> .	15 Greffier

FEES, CHARGES AND COSTS

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

Fees, charges and costs for inspections, etc.

44. (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal of a thing under this Act or the regulations.

35

Persons liable

(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing seized, confiscated, forfeited, detained or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal.

44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux tests ou analyses effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures — notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, saisie, confiscation, rétention ou destruction des choses — prises sous ce même régime.

25 30

Créance de Sa Majesté

(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu ou le propriétaire des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Débiteurs solidaires

Person who requests a review or the issue, removal or amendment of a permit, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the review or issuing, renewing or amending the document.

45. Her Majesty may recover from any person who requests a review or the issue, removal or amendment of a permit, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the review or issuing, renewing or amending the document.

45. Sa Majesté peut recouvrer des intérêts des personnes qui demandent la révision ou l'émission, l'annulation ou l'amendement de tout permis, certificat ou autre document en vertu de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance ou renouvellement ou à la modification de documents.

Any local charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations, and any interest on the fees, charges or costs may be recovered as a debt due to Her Majesty.

46. Any local charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations, and any interest on the fees, charges or costs may be recovered as a debt due to Her Majesty.

46. Les frais non exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi que l'intérêt afférent peuvent être recouverts à titre de créance de Sa Majesté.

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

47. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purpose and intention of this Act and prescribing any thing that is to be prescribed under this Act, including regulations:

47. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire toute mesure d'application de la présente loi et, notamment:

- 1) prohibiting or regulating the exportation and admission into Canada, the exportation from Canada and the importation into Canada, including determining rates, disposition, loading, unloading and management within Canada of pigs and other things that are or could be infected with pigs or that constitute or could constitute biological hazards to the control of pigs;
- 2) governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of permits, certificates or other documents on such terms and conditions as may be required for the purpose of this Act;
- 3) prohibiting or regulating the exportation of food or garbage into Canada;
- 4) regulating any activity related to the section 6;
- 5) designating places of entry where things may be presented for inspection and admittance into Canada;
- 6) governing investigations and surveys to detect pigs and to identify areas of infestation;
- 7) respecting the destruction of things infected with pigs and things free of infestation;

- a) régir ou interdire l'exportation, l'entrée et la circulation, sur le territoire canadien, ou l'exportation, hors de celui-ci, de produits ainsi que d'autres choses qui sont portées ou susceptibles de l'être ou qui constituent ou peuvent constituer un obstacle technique à la lutte antiparasitaire, ainsi que leur transport, leur maintien ou emballage, vente, distribution, chargement, déchargement et disposition, notamment par destruction;
- b) régir l'émission, le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de permis, certificats et autres documents aux conditions qu'il peut fixer pour l'application de la présente loi;
- c) régir ou interdire l'importation de déchets ou d'éléments au Canada;
- d) régir les exportations mentionnées à l'article 6;
- e) désigner les lieux où les choses peuvent être présentées à l'inspection et introduites au Canada;
- f) régir les expéditions et les débarquements de porc aux points de destination et de départ sur les zones infestées;
- g) prescrire toute mesure relative aux déclarations d'infestation ou de non-infestation de choses;

- 1) prohibiting or regulating the exportation and admission into Canada, the exportation from Canada and the importation into Canada, including determining rates, disposition, loading, unloading and management within Canada of pigs and other things that are or could be infected with pigs or that constitute or could constitute biological hazards to the control of pigs;
- 2) governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of permits, certificates or other documents on such terms and conditions as may be required for the purpose of this Act;
- 3) prohibiting or regulating the exportation of food or garbage into Canada;
- 4) regulating any activity related to in section 6;
- 5) designating places of entry where things may be presented for inspection and admittance into Canada;
- 6) governing investigations and surveys to detect pigs and to identify areas of infestation;
- 7) respecting the destruction of things infected with pigs and things free of infestation;

infestation)

infestation)

Fees, charges and costs for requested services, etc.

45. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a permit, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

45. Sa Majesté peut recouvrer des intérêts les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des 5 règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents. 5

Redevances et autres frais

Unpaid fees, charges or costs

46. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act 10 or the regulations, and any interest on the fees, charges or costs, may be recovered as a debt due to Her Majesty.

46. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi que l'intérêt afférent, peuvent être recouverts 10 à titre de créance de Sa Majesté.

Recouvrement

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

47. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and 15 provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act, including regulations

(a) prohibiting or regulating the importation and admission into Canada, the 20 exportation from Canada and the processing, handling, packaging, distribution, sale, disposition, loading, unloading and movement within Canada of pests and other things that are or could be infested 25 with pests or that constitute or could constitute biological obstacles to the control of pests;

(b) governing the issue, renewal, amendment, suspension and revocation of per- 30 mits, certificates or other documents on such terms and conditions as may be required for the purposes of this Act;

(c) prohibiting or regulating the importation of food or garbage into Canada; 35

(d) regulating any activity referred to in section 6;

(e) designating places of entry where things may be presented for inspection and admittance into Canada; 40

(f) governing investigations and surveys to detect pests and to identify areas of infestation;

(g) respecting the declaration of things infested with pests and things free of 45 infestation;

Règlements

47. Le gouverneur en conseil peut, par 15 règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi et, notamment :

a) régir ou interdire l'importation, l'entrée 15 et la circulation, sur le territoire canadien, ou l'exportation, hors de celui-ci, de parasites ainsi que d'autres choses qui sont parasitées ou susceptibles de l'être ou qui constituent ou peuvent constituer un obsta- 20 cle biologique à la lutte antiparasitaire, ainsi que leur transformation, manutention ou emballage, vente, distribution, chargement, déchargement et disposition, notamment par destruction; 25

b) régir l'attribution, le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de permis, certificats et autres documents aux conditions qu'il peut fixer pour l'appli- 30 cation de la présente loi;

c) régir ou interdire l'importation de déchets ou d'aliments au Canada;

d) régir les exemptions mentionnées à l'article 6;

e) désigner les lieux où les choses peuvent 35 être présentées à l'inspection et introduites au Canada;

f) régir les enquêtes et les études permettant de détecter les parasites et de délimiter les zones infestées; 40

g) prendre toute mesure relative aux déclarations d'infestation ou de non-infestation de choses;

10) ...
 11) ...
 12) ...
 13) ...
 14) ...
 15) ...
 16) ...
 17) ...
 18) ...
 19) ...
 20) ...
 21) ...
 22) ...
 23) ...
 24) ...
 25) ...
 26) ...
 27) ...
 28) ...
 29) ...
 30) ...
 31) ...
 32) ...
 33) ...
 34) ...
 35) ...
 36) ...
 37) ...
 38) ...
 39) ...
 40) ...
 41) ...
 42) ...
 43) ...
 44) ...
 45) ...
 46) ...
 47) ...
 48) ...
 49) ...
 50) ...
 51) ...
 52) ...
 53) ...
 54) ...
 55) ...
 56) ...
 57) ...
 58) ...
 59) ...
 60) ...
 61) ...
 62) ...
 63) ...
 64) ...
 65) ...
 66) ...
 67) ...
 68) ...
 69) ...
 70) ...
 71) ...
 72) ...
 73) ...
 74) ...
 75) ...
 76) ...
 77) ...
 78) ...
 79) ...
 80) ...
 81) ...
 82) ...
 83) ...
 84) ...
 85) ...
 86) ...
 87) ...
 88) ...
 89) ...
 90) ...
 91) ...
 92) ...
 93) ...
 94) ...
 95) ...
 96) ...
 97) ...
 98) ...
 99) ...
 100) ...

10) ...
 11) ...
 12) ...
 13) ...
 14) ...
 15) ...
 16) ...
 17) ...
 18) ...
 19) ...
 20) ...
 21) ...
 22) ...
 23) ...
 24) ...
 25) ...
 26) ...
 27) ...
 28) ...
 29) ...
 30) ...
 31) ...
 32) ...
 33) ...
 34) ...
 35) ...
 36) ...
 37) ...
 38) ...
 39) ...
 40) ...
 41) ...
 42) ...
 43) ...
 44) ...
 45) ...
 46) ...
 47) ...
 48) ...
 49) ...
 50) ...
 51) ...
 52) ...
 53) ...
 54) ...
 55) ...
 56) ...
 57) ...
 58) ...
 59) ...
 60) ...
 61) ...
 62) ...
 63) ...
 64) ...
 65) ...
 66) ...
 67) ...
 68) ...
 69) ...
 70) ...
 71) ...
 72) ...
 73) ...
 74) ...
 75) ...
 76) ...
 77) ...
 78) ...
 79) ...
 80) ...
 81) ...
 82) ...
 83) ...
 84) ...
 85) ...
 86) ...
 87) ...
 88) ...
 89) ...
 90) ...
 91) ...
 92) ...
 93) ...
 94) ...
 95) ...
 96) ...
 97) ...
 98) ...
 99) ...
 100) ...

- (h) respecting the declaration under sections 11, 12 and 15 of places that are infested;
- (i) prohibiting or regulating the use of places that are, or are suspected of being, infested with pests and of things that are, or are suspected of being, pests or infested with pests or that constitute or could constitute biological obstacles to the control of pests;
- (j) governing the quarantine of things;
- (k) for the establishment of inspection and treatment centres and quarantine stations;
- (l) governing the disposition of things that are, or are suspected of being, pests or infested with pests or that constitute or could constitute biological obstacles to the control of pests;
- (m) respecting the detention or disposition of things seized, forfeited or confiscated under this Act;
- (n) governing the treatment or manner of treatment to be administered to places or things and requiring persons to administer or to arrange the administration of the treatment;
- (o) governing the removal from places where treatment is administered of persons or things that present obstacles to the treatment or that may be adversely affected by it;
- (p) requiring things to be marked or identified or to have affixed to them labels, tags, seals or other devices and prohibiting the removal, breaking, tampering with or altering of those marks, labels, tags, seals or other devices;
- (q) prescribing the terms and conditions on which compensation may be ordered under section 39 and the maximum levels of compensation;
- (r) requiring documents to be furnished to or by inspectors; and
- (s) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for the administration of this Act or the regulations and the interest, or the manner of calculating the interest, that shall accrue on unpaid fees or charges.
- h) prendre toute mesure relative aux déclarations prévues par les articles 11, 12 et 15;
- i) régir ou interdire l'utilisation de lieux qui sont infestés, ou soupçonnés de l'être, ou de choses qui soit sont des parasites ou soupçonnées d'en être, soit encore sont parasitées ou soupçonnées de l'être, soit enfin constituent ou peuvent constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire;
- j) régir la mise en quarantaine de toute chose;
- k) mettre sur pied des centres d'inspection et de traitement et des stations de quarantaine;
- l) régir la destruction ou toute autre forme de disposition de choses qui soit sont des parasites ou soupçonnées d'en être, soit encore sont parasitées ou soupçonnées de l'être, soit enfin constituent ou peuvent constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire;
- m) régir la rétention, la destruction ou toute autre forme de disposition des choses saisies ou confisquées en application de la présente loi;
- n) régir le traitement de lieux et de choses — ou ses modalités — et en imposer la responsabilité, directe ou indirecte, à certaines personnes;
- o) régir le retrait du lieu où le traitement est dispensé des personnes ou choses y faisant obstacle ou pouvant en pâtir;
- p) imposer le marquage de choses ou leur identification, notamment au moyen d'un sceau ou d'une étiquette, et interdire l'enlèvement, le bris ou la modification de ces marques, sceaux ou étiquettes;
- q) fixer les conditions d'attribution de l'indemnité prévue à l'article 39 et son plafond;
- r) prévoir la communication de documents aux inspecteurs ou par ceux-ci;
- s) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ainsi que les intérêts afférents ou les modalités de leur calcul.

OFFENCES AND PENALTIES

INFRACTIONS ET PÉNALES

General offence

48. (1) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 49, in the regulations or who refuses or neglects to perform any duty imposed by or under this Act or the regulations is guilty of

48. (1) Toute personne qui contrevient au présent loi — à l'exception de l'article 49 — ou des règlements ou qui ne se conforme pas à une obligation imposée par la présente loi ou les règlements commet une infraction et encourt, en outre, une sanction adéquate.

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both;

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

(2) Every person who contravenes section 9 in spite of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars

(2) Toute personne qui contrevient à l'article 9, malgré une infraction et encourt, en outre, une sanction adéquate, commet une infraction et encourt, en outre, une sanction adéquate.

(3) Notwithstanding the Criminal Code, no person shall be convicted in prison for default of payment of a fine imposed under subsection (2).

(3) Par dérogation au Code criminel, le défaut de paiement de l'amende imposée en application du paragraphe (2) n'est pas l'emprisonnement.

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 24, 25 or 26 in the regulations is guilty of

49. Toute personne qui ne se conforme pas à une notification communiquée au titre des articles 24, 25 ou 26 de la présente loi commet une infraction et encourt, en outre, une sanction adéquate.

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both;

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

50. (1) Every person who contravenes a provision of subsection 13(1) or 13(2) is guilty of

50. (1) Toute personne qui contrevient aux paragraphes 13(1) ou 13(2) commet une infraction et encourt, en outre, une sanction adéquate.

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both;

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Infraction

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

General offence

48. (1) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 9, or the regulations or who refuses or neglects to perform any duty imposed by or under the Act or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

Possession of illegal imports

(2) Every person who contravenes section 9 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

No imprisonment

(3) Notwithstanding the *Criminal Code*, no person shall be committed to prison for default of payment of a fine imposed under subsection (2).

Failure to comply with notices

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, 30 or 36 or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

Contravention of prohibition or restriction

50. (1) Every person who contravenes a prohibition or restriction imposed under subsection 13(1) or 15(3) is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding two hundred thousand

Infraction

48. (1) Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi — à l'exception de l'article 9 — ou des règlements, ou refuse ou néglige d'accomplir une obligation imposée par la présente loi ou les règlements, commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

(2) Quiconque contrevient à l'article 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.

Infraction : possession

5

(3) Par dérogation au *Code criminel*, le défaut de paiement de l'amende imposée en application du paragraphe (2) n'entraîne pas l'emprisonnement.

Défaut de paiement

49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 6, 8, 24, 30 ou 36 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Contraventions autres

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

50. (1) Quiconque contrevient aux mesures prises au titre du paragraphe 13(1) ou aux arrêtés pris en application du paragraphe 15(3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infraction : mesures prises par l'inspecteur ou le ministre

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, sans amendes
maximale de deux cent mille dollars et un
emprisonnement maximal de deux ans, ce
l'une de ces peines.

subject to the imprisonment for a term not
exceeding two years, or to both.

(3) Nul ne peut intentionnellement être condamné
pour manquement aux mesures prises par le
ministère de l'inspection s'il est prouvé
qu'à la date de l'infraction soit celles-ci
n'avaient été notifiées au prévenu, soit des
procédures subséquentes avaient été prises
pour que les infractions soient informées de
leur nature.

(3) No person shall be found guilty of an
offense consisting of a contravention of a
provision or condition imposed by the
Inspector or an Inspector unless it is proved
that at the time of the alleged contravention,
(a) the person had been notified of the
provision or condition, or
(b) reasonable steps had been taken to
bring the existence of the prohibition to
the notice of persons likely to
be affected by it.

21. (1) Les poursuites visant une infrac-
tion à la présente loi punissable au débi-
tion de culpabilité par procédure sommaire
se prescrivent par deux ans à compter de la
date à laquelle le ministre a sa connaissance
des éléments constitutifs de l'infraction.

21. (1) Prosecution by way of summary
conviction in respect of an offence under this
Act may be instituted at any time within two
years after the time when
the Minister became aware of the exist-
ence of the proceedings.

(2) Le document censé délivré par le
ministère ou attestant la date à laquelle ces
éléments sont parvenus à sa connaissance est
admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de
prouver l'authenticité de la signature qui y
est apposée ou la qualité officielle du signa-
taire, sauf preuve contraire. Il fait foi de son
contenu.

(2) A document purporting to have been
issued by the Minister, certifying the date on
which the Minister became aware of the
existence of any proceedings is admis-
sible in evidence without proof of the signa-
ture or official character of the person
applying to have signed the document and
in the absence of evidence to the contrary is
proof of the matter mentioned in it.

22. Le gouvernement ou conseil peut, par
règlement, décret, ordonnance, permis, les instructions
à la police ou ses règlements, ordres,
par délégation au Gâche criminel :

22. The Governor in Council may make
regulations designating the commission of
any provision of this Act or the regulations
as an offence with respect to which, notwith-
standing the provisions of the Criminal
Code,

a) pour permettre l'inspection pour les
faits présumés perpétrés, remplir et
signer, pour valoir dénonciation et citation,
le formulaire réglementaire de convic-
tion et le remettre au prévenu;

(a) an inspector may lay an information
and issue and set a summons by com-
piling a list in the prescribed form,
affixing the inspector's signature thereon
and delivering the list to the person
alleged to have committed the offence
specified therein at the time the offence is
alleged to have been committed, or

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation
signifiée au prévenu par la poste, à sa
dernière adresse connue.

(b) the summons may be served on an
accused by mailing the summons to the
address of the accused's latest known
address.

Le règlement d'application du présent article
fera pour chaque infraction, d'une part, la
procédure prescrite au présent article
compétent et l'application l'amende prévue et
d'autre part, le montant de l'amende.

Contraventions

Carrière de
minière

Inspection

Articles

Section 21

Section 22

Section 22

dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Defence

(2) No person shall be found guilty of an offence consisting of a contravention of a prohibition or restriction imposed by the Minister or an inspector unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,

(a) the person had been notified of the prohibition or restriction; or

(b) reasonable steps had been taken to bring the substance of the prohibition or restriction to the notice of persons likely to be affected by it.

(2) Nul ne peut toutefois être condamné pour manquement aux mesures prises par le ministre ou l'inspecteur sauf s'il est prouvé qu'à la date du fait reproché soit celles-ci avaient été notifiées au prévenu, soit des précautions suffisantes avaient été prises pour que les intéressés soient informés de leur teneur.

5 Exception

Limitation period

51. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

51. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

Prescription

Minister's certificate

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Certificat du ministre

Ticket offences

52. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the *Criminal Code*,

(a) an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,

52. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel* :

a) pour lesquelles l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Contraventions

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquiescer l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

23. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment, the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by that person in that court in civil proceedings.

24. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or participated in or neglected to prevent the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

25. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that:

- (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
- (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

26. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where:

- (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
- (b) the accused was apprehended; or
- (c) the accused happens to be or is carrying on business.

27. Faute de paiement, dans le délai fixé de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels, le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal et mentionné ci-dessus.

24. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

25. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se dispenser en tout ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'éviter.

26. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Interpretation

Interpretation

Prove

Prove

Interpretation

Interpretation

Prove

Prove

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence. 5

Recovery of fines

53. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings. 10

53. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile. 5

Recouvrement

Officers, etc., of corporations

54. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. 20

54. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable. 15

Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

Offences by employees or agents

55. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that 30

55. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher. 25

Preuve

- (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
- (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence. 40

Place of trial

56. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

56. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités. 30

Ressort

- (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose; 45
- (b) the accused was apprehended; or
- (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

PROBES

21-11-1972

27. (1) In any prosecution for an offence under this Act a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an inspector purporting to have been signed by the Minister or the inspector is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

27. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, les documents — lettres, notes, certificats, rapports ou autres — sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire, sans preuve contraire, à moins qu'il soit démontré le contraire.

10

21-11-1972

(2) In any prosecution for an offence under this Act a copy of or an extract from any report or other document that is made by the Minister or an inspector under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the inspector as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre ou l'inspecteur en vertu de la présente loi ou des règlements ou autres certifiés comme tels par le ministre ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certifiant, sans preuve contraire, elle a la même probative force que l'original si elle est prouvée autrement que par la manière habituelle.

10

21-11-1972

(3) Any document not referred to in section 25 (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(3) Tout document mentionné dans l'article 25 n'est pas réputé avoir été émis à la date qu'il porte.

10

21-11-1972

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it, before the trial, swears on the party's behalf that it is intended to be produced in whole or that intention together with a duplicate of the document, certificate, report, copy, extract or other document.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre partie à l'essai ou prévaut suffisamment en faisant une copie de ceux-ci.

10

THE PROVISIONS

DISPOSITION TRAVAUX

21-11-1972

28. Any order made under section 8 of the Food Contamination Act and in force immediately before the commencement of this Act shall continue in force as if they were made under this section (1) of this Act.

28. Les ordres pris au titre de l'article 8 de la Loi sur la mise en quarantaine des aliments en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 28 de la présente loi ont la même validité que les ordres ministériels pris au titre du paragraphe 13(1) de la présente loi.

10

EVIDENCE

PREUVE

Certificates and reports

57. (1) In any prosecution for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an inspector purporting to have been signed by the Minister or the inspector is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

57. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, les documents — déclarations, certificats, rapports ou autres — censés signés par le ministre ou l'inspecteur sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ils font foi de leur contenu.

Déclaration, certificat ou rapport

Copies of documents

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an inspector under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the inspector as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre ou l'inspecteur en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Copies ou extraits

Presumed date of issue

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

Date

Notice

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy, extract or other document.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Préavis

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

Orders continued

58. Any orders made under section 8 of the *Plant Quarantine Act* and in force immediately before the repeal of that Act by section 59 of this Act shall continue in force as if they were orders made under subsection 15(3) of this Act.

58. Les arrêtés pris au titre de l'article 8 de la *Loi sur la mise en quarantaine des plantes* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 59 de la présente loi ont la même validité que les arrêtés ministériels pris au titre du paragraphe 15(3) de la présente loi.

Arrêtés

35

1. The first step in the process of...
 2. The second step is to...
 3. The third step involves...
 4. The fourth step is...
 5. The fifth step is...
 6. The sixth step is...
 7. The seventh step is...
 8. The eighth step is...
 9. The ninth step is...
 10. The tenth step is...
 11. The eleventh step is...
 12. The twelfth step is...
 13. The thirteenth step is...
 14. The fourteenth step is...
 15. The fifteenth step is...
 16. The sixteenth step is...
 17. The seventeenth step is...
 18. The eighteenth step is...
 19. The nineteenth step is...
 20. The twentieth step is...

21. The twenty-first step is...
 22. The twenty-second step is...
 23. The twenty-third step is...
 24. The twenty-fourth step is...
 25. The twenty-fifth step is...
 26. The twenty-sixth step is...
 27. The twenty-seventh step is...
 28. The twenty-eighth step is...
 29. The twenty-ninth step is...
 30. The thirtieth step is...
 31. The thirty-first step is...
 32. The thirty-second step is...
 33. The thirty-third step is...
 34. The thirty-fourth step is...
 35. The thirty-fifth step is...
 36. The thirty-sixth step is...
 37. The thirty-seventh step is...
 38. The thirty-eighth step is...
 39. The thirty-ninth step is...
 40. The fortieth step is...

REPEAL

ABROGATION

Repeal of R.S.,
c. P-15

59. The *Plant Quarantine Act* is repealed.

59. La *Loi sur la mise en quarantaine des plantes* est abrogée.

L.R., ch. P-15

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

60. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

60. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur

5

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO PREVENT THE IMPORTATION, EXPORTATION AND SPREAD OF PESTS INJURIOUS TO PLANTS AND TO PROVIDE FOR THEIR CONTROL AND ERADICATION AND FOR THE CERTIFICATION OF PLANTS AND OTHER THINGS

SHORT TITLE

1. Short title

PURPOSE

2. Purpose of the Act

INTERPRETATION

3. Definitions

HER MAJESTY

4. Binding on Her Majesty

CONTROL OF PESTS

General

5. Duty to notify Minister

6. Prohibition

Importation and Exportation

7. Presentation for inspection

8. Removal of imports

9. Prohibition of possession or disposition

International Assistance

10. Assistance in controlling or eradicating pests outside Canada

INFESTED PLACES

11. Declaration of infested place

12. Further declaration

13. Interim powers of inspector

14. Where occupier or owner not found

15. Report to Minister

16. Description of area of infested place

17. Prohibition or restriction supercedes

18. Not a statutory instrument

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT À EMPÊCHER L'IMPORTATION, L'EXPORTATION ET LA PROPAGATION DES ENNEMIS DES VÉGÉTAUX ET PRÉVOYANT D'UNE PART, LES MOYENS DE LUTTE ET D'ÉLIMINATION À CET ÉGARD ET, D'AUTRE PART, LA DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS À L'ÉGARD DE PLANTES ET D'AUTRES CHOSES

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

OBJET

2. Objet

DÉFINITIONS

3. Définitions

SA MAJESTÉ

4. Obligation de Sa Majesté

LUTTE ANTIPARASITAIRE

Dispositions générales

5. Obligation de prévenir le ministre

6. Interdiction

Importation et exportation

7. Interdiction

8. Ordre de renvoi

9. Interdiction : possession et disposition

Assistance internationale

10. Assistance

LIEUX INFESTÉS

11. Déclaration

12. Déclaration additionnelle

13. Mesures immédiates

14. Affichage

15. Rapport au ministre

16. Périmètre

17. Incompatibilité

18. Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

ADMINISTRATION

Facilities

19. Designation of facilities
20. Definition of "international transportation undertaking"

Inspectors

21. Appointment
22. Inspectors may exercise Minister's powers
23. Impeding inspector

Seals

24. Broken seal

Inspection

25. Inspection
26. Warrant required to enter dwelling-place
27. Seizure

Search

28. Warrant

Disposition of Seized Things

29. Notice of reason for seizure
30. Storage, removal, etc.
31. Interference with seized things
32. Detention
33. Forfeiture on conviction
34. Disposal of forfeited things

Confiscation

35. Confiscation
36. Storage and movement

SAMPLES

37. Disposition of samples

LIMITATION ON LIABILITY

38. Her Majesty not liable

COMPENSATION

39. Compensation for treatment, etc.
40. Appeal
41. Powers of Assessor
42. Sittings and hearings

APPLICATION

Installations

19. Désignation et affectation
20. Définition de «installation de transport international»

Inspecteurs

21. Nomination
22. Délégation
23. Interdiction

Sceaux

24. Sceau brisé

Inspection

25. Pouvoirs de visite
26. Local d'habitation
27. Saisie

Perquisitions

28. Délivrance du mandat

Mesures consécutives à la saisie

29. Motifs de la saisie
30. Entreposage et transfert
31. Interdiction
32. Rétention
33. Ordonnance de confiscation
34. Disposition des choses confisquées

Confiscation automatique

35. Confiscation
36. Entreposage et déplacement

PRÉLÈVEMENTS

37. Réalisation

RESTRICTION DE LA RESPONSABILITÉ

38. Non-responsabilité de Sa Majesté

INDEMNISATION

39. Versement d'une indemnité
40. Appel
41. Pouvoirs de l'évaluateur
42. Séances

43. Procedure

FEES, CHARGES AND COSTS

- 44. Fees, charges and costs for inspections, etc.
- 45. Fees, charges and costs for requested services, etc.
- 46. Unpaid fees, charges or costs

REGULATIONS

47. Regulations

OFFENCES AND PUNISHMENT

- 48. General offence
- 49. Failure to comply with notices
- 50. Contravention of prohibition or restriction
- 51. Limitation period
- 52. Ticket offences
- 53. Recovery of fines
- 54. Officers, etc., of corporations
- 55. Offence by employees or agents
- 56. Place of trial

EVIDENCE

57. Certificates and reports

TRANSITIONAL

58. Orders continued

REPEAL

59. Repeal of R.S., c. P-15

COMING INTO FORCE

60. Coming into force

43. Procédure

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

- 44. Créance de Sa Majesté
- 45. Redevances et autres frais
- 46. Recouvrement

RÈGLEMENTS

47. Règlements

INFRACTIONS ET PEINES

- 48. Infraction
- 49. Contraventions autres
- 50. Infraction : mesures prises par l'inspecteur ou le ministre
- 51. Prescription
- 52. Contraventions
- 53. Recouvrement
- 54. Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales
- 55. Preuve
- 56. Ressort

PREUVE

57. Déclaration, certificat ou rapport

DISPOSITION TRANSITOIRE

58. Arrêtés

ABROGATION

59. L.R., ch. P-15

ENTRÉE EN VIGUEUR

60. Entrée en vigueur

42. Provision	42. Provision
43. Provision	43. Provision
44. Provision	44. Provision
45. Provision	45. Provision
46. Provision	46. Provision
47. Provision	47. Provision
48. Provision	48. Provision
49. Provision	49. Provision
50. Provision	50. Provision
51. Provision	51. Provision
52. Provision	52. Provision
53. Provision	53. Provision
54. Provision	54. Provision
55. Provision	55. Provision
56. Provision	56. Provision
57. Provision	57. Provision
58. Provision	58. Provision
59. Provision	59. Provision
60. Provision	60. Provision
61. Provision	61. Provision
62. Provision	62. Provision
63. Provision	63. Provision
64. Provision	64. Provision
65. Provision	65. Provision
66. Provision	66. Provision
67. Provision	67. Provision
68. Provision	68. Provision
69. Provision	69. Provision
70. Provision	70. Provision
71. Provision	71. Provision
72. Provision	72. Provision
73. Provision	73. Provision
74. Provision	74. Provision
75. Provision	75. Provision
76. Provision	76. Provision
77. Provision	77. Provision
78. Provision	78. Provision
79. Provision	79. Provision
80. Provision	80. Provision
81. Provision	81. Provision
82. Provision	82. Provision
83. Provision	83. Provision
84. Provision	84. Provision
85. Provision	85. Provision
86. Provision	86. Provision
87. Provision	87. Provision
88. Provision	88. Provision
89. Provision	89. Provision
90. Provision	90. Provision
91. Provision	91. Provision
92. Provision	92. Provision
93. Provision	93. Provision
94. Provision	94. Provision
95. Provision	95. Provision
96. Provision	96. Provision
97. Provision	97. Provision
98. Provision	98. Provision
99. Provision	99. Provision
100. Provision	100. Provision

Printed under the authority of the Government of India, by the Director General of Printing and Stationery, New Delhi. Price Rs. 10.00. The Government of India, New Delhi. Printed and Published by the Director General of Printing and Stationery, New Delhi. Price Rs. 10.00.

C-68

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-68

An Act to amend the Yukon Placer Mining Act and the
Yukon Quartz Mining Act and to make provision for
the application of certain orders

First reading, March 9, 1990

**THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT**

C-68

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-68

Loi modifiant la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon
et la Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon et
portant application de certains décrets

Première lecture le 9 mars 1990

**LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-68

PROJET DE LOI C-68

An Act to amend the Yukon Placer Mining Act and the Yukon Quartz Mining Act and to make provision for the application of certain orders

Loi modifiant la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon et la Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon et portant application de certains décrets

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. Y-3

YUKON PLACER MINING ACT

LOI SUR L'EXTRACTION DE L'OR DANS LE
YUKON

L.R., ch. Y-3

1. Paragraph 17(2)(e) of the *Yukon Placer Mining Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. L'alinéa 17(2)e de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon* est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit :

“(e) entry on which for the purpose of locating a claim or prospecting for gold or other precious minerals or stones is prohibited by an order under section 98, 10 except on the terms and conditions, if any, set out in the order;”

«e) ceux sur lesquels il est interdit d'aller aux fins de localiser un claim et de prospecter pour découvrir de l'or ou d'autres minéraux précieux ou des pierres précieuses, par décret pris en vertu de l'article 98, sauf dans les conditions éventuellement fixées dans le décret;»

2. Section 98 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 98 de la même loi est abrogé 15
et remplacé par ce qui suit :

“98. (1) Where, in the opinion of the 15
Governor in Council, any land in the Territory may be required for a harbour, airfield, road, bridge or other public work or for a national park, historic site or town site, the settlement of aboriginal land 20
claims or any other purpose in the public interest, the Governor in Council may, by order, prohibit entry on that land for the purpose of locating a claim or prospecting for gold or other precious minerals or 25

«98. (1) Lorsque le gouverneur en conseil est d'avis qu'un terrain du Territoire peut être nécessaire à un port, un aéroport, une route, un pont ou à d'autres ouvrages publics, ou à un parc national, un 20
lieu historique ou un emplacement urbain, ou pour le règlement des revendications territoriales des autochtones, ou à une autre fin d'intérêt public, il peut, par décret, interdire d'aller sur ce terrain aux 25
fins de localiser un claim ou de prospecter

Order
prohibiting
entry

Décret
interdisant
l'entrée

EXPLANATORY NOTES
Yukon Placer Mining Act

Clause 1: This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 2.

Clause 2: This amendment would extend the grounds for making an order under section 98.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon

Article 1. — Découle de la modification proposée à l'article 2.

Article 2. — Extension des motifs pour la prise d'un décret en application de l'article 98.

stones except on such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe.

pour découvrir de l'or ou d'autres minéraux précieux ou des pierres précieuses, sauf selon les conditions qu'il peut fixer dans le décret.

Contents of order

- (2) An order under subsection (1) shall
- (a) indicate the public work or the purpose for which the lands may be required; and
- (b) set out the terms and conditions, if any, on which entry for the purpose of locating a claim or prospecting for gold or other precious minerals or stones is permitted."

(2) Le décret visé au paragraphe (1) comporte les éléments suivants : 5 Éléments du décret

- a) la mention des ouvrages publics ou des fins pour lesquels les terrains peuvent être nécessaires;
- b) l'énoncé des conditions éventuelles permettant d'aller sur le terrain pour y localiser un claim ou y prospecter pour découvrir de l'or ou d'autres minéraux précieux ou des pierres précieuses.»

R.S., Y-4

YUKON QUARTZ MINING ACT

LOI SUR L'EXTRACTION DU QUARTZ DANS LE YUKON

L.R., ch. Y-4

3. The *Yukon Quartz Mining Act* is amended by adding thereto, immediately after section 14 thereof, the following section:

3. La *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon* est modifiée par insertion, après l'article 14, de ce qui suit :

Exception

"14.1 (1) Section 12 does not apply to lands entry on which for the purpose of locating a claim or prospecting or mining for minerals is prohibited by an order under subsection (2), except on the terms and conditions, if any, set out in the order.

"14.1 (1) L'article 12 ne s'applique pas aux terrains où il est interdit de pénétrer pour y localiser un claim, y prospecter ou y creuser pour en extraire des minéraux en vertu du décret visé au paragraphe (2), sauf selon les conditions éventuellement fixées dans le décret.

Exception

Order prohibiting entry

(2) Where, in the opinion of the Governor in Council, any land in the Territory may be required for a harbour, airfield, road, bridge or other public work or for a national park, historic site or town site, the settlement of aboriginal land claims or any other purpose in the public interest, the Governor in Council may, by order, prohibit entry on that land for the purpose of locating a claim or prospecting or mining for minerals except on such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe.

(2) Lorsque le gouverneur en conseil est d'avis qu'un terrain du Territoire peut être nécessaire à un port, un aérodrome, une route, un pont ou à d'autres ouvrages publics, ou à un parc national, un lieu historique ou un emplacement urbain, pour le règlement des revendications territoriales des autochtones, ou à une autre fin d'intérêt public, il peut, par décret, interdire d'aller sur ce terrain aux fins d'y localiser un claim, y prospecter ou y creuser pour découvrir des minéraux, sauf selon les conditions qu'il peut fixer dans le décret.

Décret interdisant l'entrée

Contents of order

- (3) An order under subsection (2) shall
- (a) indicate the public work or the purpose for which the lands may be required; and
- (b) set out the terms and conditions, if any, on which entry for the purpose of

(3) Le décret visé au paragraphe (2) comporte les éléments suivants : 40 Éléments du décret

- a) la mention des ouvrages publics ou des fins pour lesquels les terrains peuvent être nécessaires;
- b) l'énoncé des conditions éventuelles permettant d'aller sur le terrain pour y

Yukon Quartz Mining Act

Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon

Clause 3: New.

Article 3. — Nouveau.

locating a claim or prospecting or mining for minerals is permitted.”

localiser un claim, y prospecter ou y creuser pour en extraire des minéraux.»

ORDERS

DÉCRETS

Presumption

4. (1) Every order made under section 98 of the *Yukon Placer Mining Act* or under that section and paragraph 23(a) of the *Territorial Lands Act*, as those provisions read from time to time, that is in force on February 13, 1990 shall be deemed to continue in force on and after that day as if it were made under section 98 of the *Yukon Placer Mining Act*, as enacted by section 2 of this Act, or under that section, as so enacted, and that paragraph, as the case may be.

4. (1) Les décrets pris en vertu de l'article 98 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon*, ou de cet article et de l'alinéa 23a) de la *Loi sur les terres territoriales*, avec leurs modifications successives, et en vigueur le 13 février 1990 sont réputés le rester à compter de cette date comme s'ils avaient été pris en vertu, selon le cas, de l'article 98 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, ou de cette version de l'article 98 et de l'alinéa 23a) précité.

Présomption

Idem

(2) Every order made under section 98 of the *Yukon Placer Mining Act* or under that section and paragraph 23(a) of the *Territorial Lands Act* that comes into force after February 13, 1990 and is in force on the coming into force of this section shall be deemed to have come into force as if it were made under section 98 of the *Yukon Placer Mining Act*, as enacted by section 2 of this Act, or under that section, as so enacted, and that paragraph, as the case may be.

(2) Les décrets pris en vertu de l'article 98 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon*, ou de cet article et de l'alinéa 23a) de la *Loi sur les terres territoriales*, entrés en vigueur après le 13 février 1990 et qui le sont encore à l'entrée en vigueur du présent article sont réputés entrés en vigueur comme s'ils avaient été pris en vertu, selon le cas, de l'article 98 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon*, dans sa version édictée par l'article 2 de la présente loi, ou de cette version de l'article 98 et de l'alinéa 23a) précité.

Idem

Idem

5. Every order made under paragraph 23(a) or (d) of the *Territorial Lands Act*, section 98 of the *Yukon Placer Mining Act* or any combination thereof, as those provisions read from time to time, respecting lands in the Yukon Territory that is in force on the coming into force of this section shall, for so long as the order remains in force, be deemed to be a reservation of those lands, within the meaning of subsection 14(1) of the *Yukon Quartz Mining Act*, made by the Government of Canada on the later of February 13, 1990 and the day on which the order came into force.

5. Les décrets, relatifs aux terrains du Territoire du Yukon, pris en vertu de l'alinéa 23a) ou d) de la *Loi sur les terres territoriales*, de l'article 98 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon* ou de plusieurs de ces dispositions, avec leurs modifications successives, en vigueur à l'entrée en vigueur du présent article sont, tant qu'ils le restent, réputés porter mise en réserve de ces terrains, au sens du paragraphe 14(1) de la *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon*, par le gouvernement du Canada le 13 février 1990 ou, si elle est postérieure, à la date de leur entrée en vigueur.

Idem

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

6. Sections 1 to 3 shall be deemed to have come into force on February 13, 1990.

6. Les articles 1 à 3 sont réputés entrés en vigueur le 13 février 1990.

Entrée en vigueur

C-69

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-69

An Act to amend certain statutes to enable restraint of
government expenditures

First reading, March 15, 1990

THE MINISTER OF FINANCE

C-69

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-69

Loi modificative portant compression des dépenses
publiques

Première lecture le 15 mars 1990

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-69

PROJET DE LOI C-69

An Act to amend certain statutes to enable
restraint of government expenditures

Loi modificative portant compression des
dépenses publiques

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Govern-
ment Expenditures Restraint Act*.

1. *Loi sur la compression des dépenses
5 publiques.*

Titre abrégé
5

R.S., c. C-1

CANADA ASSISTANCE PLAN

RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU
CANADA

L.R., ch. C-1

2. The *Canada Assistance Plan* is amend-
ed by adding thereto, immediately after sec-
tion 5 thereof, the following section:

2. Le *Régime d'assistance publique du
Canada* est modifié par insertion, après l'ar-
ticle 5, de ce qui suit :

Limitation on
1991 contribu-
tions

“5.1 (1) Notwithstanding sections 5
and 8 and any agreement, where no fiscal
equalization payment is payable to a prov-
ince pursuant to section 3 of the *Federal-
Provincial Fiscal Arrangements and Fed-
eral Post-Secondary Education and
Health Contributions Act* for the year 15
ending on March 31, 1991, the contribu-
tions to that province in respect of that
year shall not exceed the product obtained
by multiplying

(a) the amount of the contributions 20
payable to the province for assistance
and welfare services provided in the year
ending on March 31, 1990

by

(b) 1.05. 25

«5.1 (1) Malgré les articles 5 et 8 et
tout accord, dans les cas où aucun paie- 10
ment de péréquation n'est payable à une
province en vertu de l'article 3 de la *Loi
sur les arrangements fiscaux entre le gou-
vernement fédéral et les provinces et sur
les contributions fédérales en matière 15
d'enseignement postsecondaire et de santé*
pour l'année se terminant le 31 mars 1991,
les contributions payables à cette province
pour cette année ne peuvent dépasser le
produit des éléments suivants : 20

a) le montant des contributions paya-
bles à la province au titre des services
d'assistance publique et de protection
sociale fournis au cours de l'année se
terminant le 31 mars 1990; 25

b) 1,05.

Limite des
contributions de
1991

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend certain statutes to enable restraint of government expenditures".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modificative portant compression des dépenses publiques».

EXPLANATORY NOTES

Canada Assistance Plan

Clause 2: New.

NOTES EXPLICATIVES

Régime d'assistance publique du Canada

Article 2. — Nouveau.

Limitation on
1992 contribu-
tions

(2) Notwithstanding sections 5 and 8 and any agreement, where no fiscal equalization payment is payable to a province pursuant to section 3 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* for the year ending on March 31, 1992, the contributions to that province in respect of that year shall not exceed the product obtained by multiplying

(a) the amount of the contributions payable to the province for assistance and welfare services provided in the year ending on March 31, 1990

by

(b) 1.1025.”

(2) Malgré les articles 5 et 8 et tout accord, dans les cas où aucun paiement de péréquation n'est payable à une province en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* pour l'année se terminant le 31 mars 1992, les contributions payables à cette province pour cette année ne peuvent dépasser le produit des éléments suivants :

a) le montant des contributions payables à la province au titre des services d'assistance publique et de protection sociale fournis au cours de l'année se terminant le 31 mars 1990;

b) 1,1025.»

Limite des
contributions de
1992

R.S., c. 27 (4th
Suppl.)

CANADIAN EXPLORATION INCENTIVE
PROGRAM ACT

3. The *Canadian Exploration Incentive Program Act* is amended by adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:

“4.1 Notwithstanding any other provision of this Act, this Act does not apply in respect of any eligible exploration expenses incurred after February 28, 1991.”

4. Section 21 of the said Act is renumbered as subsection 21(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

“(2) A regulation made pursuant to subsection (1) prescribing expenses that are eligible exploration expenses for the purposes of this Act shall, if the regulation so provides, be retroactive and be deemed to have come into force on a day prior to the day on which it is made, which prior day shall not be before February 20, 1990.”

Termination
date

Retroactive
application

LOI SUR LE PROGRAMME DE STIMULATION
DE L'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA

3. La *Loi sur le programme de stimulation de l'exploration minière au Canada* est modifiée par insertion, après l'article 4, de ce qui suit :

«4.1 Par dérogation à ses autres dispositions, la présente loi ne s'applique pas aux frais d'exploration admissibles engagés après le 28 février 1991.»

4. L'article 21 de la même loi devient le paragraphe 21(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) concernant les frais d'exploration admissibles pour l'application de la présente loi ont, s'ils comportent une disposition en ce sens, un effet rétroactif et sont réputés être entrés en vigueur avant la date de leur prise, mais en aucun cas avant le 20 février 1990.»

L.R., ch. 27 (4^e
suppl.)

Période
d'application

Effet rétroactif

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION...
 LES TRAVAUX DE LA COMMISSION...

2. Le paragraphe 18(2) de la Loi sur les
 arrangements financiers entre le gouvernement
 fédéral et les provinces et les territoires
 ainsi qu'aux fins de l'application de la Loi sur
 l'assurance-emploi et de la Loi sur le régime
 de retraite de l'Ontario et du Québec.

18(1) Pour l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 et de la Loi sur l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 un montant qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 correspond à un montant égal à la

Canadian Exploration Incentive Program Act
Clause 3: New.

(A) en maintenant le produit
 national brut par habitant de l'an-
 née civile ayant précédé celle qui se
 termine au cours de cet exercice.
 (B) en démantelant le produit
 national brut par habitant de la
 période antérieure ayant précédé
 celle qui se termine au cours
 de cet exercice.

Clause 4: New.

(i) le facteur de progression relative
 au service qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 est 1;
 (ii) le facteur de progression relative pour
 un exercice qui commence après le 31
 mars 1992 correspond à un montant
 égal à la différence entre:
 (1) d'une part, le montant déterminé
 conformément à l'article 3) comme si 3)
 est appliqué à l'année civile précédente à cet
 exercice;
 (2) d'autre part, 0.01.

18(1) Pour l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 et de la Loi sur l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 un montant qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 correspond à un montant égal à la

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION...
 LES TRAVAUX DE LA COMMISSION...

2. Le paragraphe 18(2) de la Loi sur les
 arrangements financiers entre le gouvernement
 fédéral et les provinces et les territoires
 ainsi qu'aux fins de l'application de la Loi sur
 l'assurance-emploi et de la Loi sur le régime
 de retraite de l'Ontario et du Québec.

18(1) Pour l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 et de la Loi sur l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 un montant qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 correspond à un montant égal à la

**Loi sur le programme de stimulation de l'exploration
 minière au Canada**

Article 3. — Nouveau.

(A) en maintenant le produit
 national brut par habitant de l'an-
 née civile ayant précédé celle qui se
 termine au cours de cet exercice.
 (B) en démantelant le produit
 national brut par habitant de la
 période antérieure ayant précédé
 celle qui se termine au cours
 de cet exercice.

Article 4. — Nouveau.

(i) le facteur de progression relative
 au service qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 est 1;
 (ii) le facteur de progression relative pour
 un exercice qui commence après le 31
 mars 1992 correspond à un montant
 égal à la différence entre:
 (1) d'une part, le montant déterminé
 conformément à l'article 3) comme si 3)
 est appliqué à l'année civile précédente à cet
 exercice;
 (2) d'autre part, 0.01.

18(1) Pour l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 et de la Loi sur l'application des articles
 18(1) et 18(2) et 18(3)
 un montant qui commence après le 31
 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril
 1992 correspond à un montant égal à la

R.S., c. F-8

FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS AND FEDERAL POST-SECONDARY EDUCATION AND HEALTH CONTRIBUTIONS ACT

LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ET SUR LES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET DE SANTÉ

L.R., ch. F-8

R.S., c. 26 (2nd Supp.), s. 2

5. Subsection 18(3.2) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* is repealed and the following substituted therefor:

5. Le paragraphe 18(3.2) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 26 (2^e suppl.), art. 2

Escalator for a fiscal year

“(3.2) For the purposes of paragraphs 15(1)(b), 15(2)(b) and 23(2)(b), (a) the escalator for a fiscal year that begins after March 31, 1986 and ends before April 1, 1990 is an amount equal to the difference between (i) the cube root of a fraction of which (A) the numerator is the per capita gross national product for the calendar year immediately preceding the calendar year ending in the fiscal year, and (B) the denominator is the per capita gross national product for the fourth calendar year immediately preceding the calendar year ending in the fiscal year

«(3.2) Pour l'application des alinéas 15(1)b) et (2)b) et 23(2)b) :

Détermination du facteur de progression

a) le facteur de progression retenu pour un exercice qui commence après le 31 mars 1986 et prend fin avant le 1^{er} avril 1990 correspond à un montant égal à la différence entre :

and (ii) .02; (b) the escalator for a fiscal year that begins after March 31, 1990 and ends before April 1, 1992 is 1.0; and (c) the escalator for a fiscal year that begins after March 31, 1992 is an amount equal to the difference between (i) the amount determined pursuant to paragraph (a) as if that paragraph were applicable to that fiscal year and (ii) .01.”

(i) d'une part, la racine cubique d'une fraction ayant : (A) au numérateur, le produit national brut par habitant de l'année civile ayant précédé celle qui se termine au cours de cet exercice, (B) au dénominateur, le produit national brut par habitant de la quatrième année civile ayant précédé celle qui se termine au cours de cet exercice,

(ii) d'autre part, 0,02;

b) le facteur de progression retenu pour un exercice qui commence après le 31 mars 1990 et prend fin avant le 1^{er} avril 1992 est 1;

c) le facteur de progression retenu pour un exercice qui commence après le 31 mars 1992 correspond à un montant égal à la différence entre :

(i) d'une part, le montant déterminé conformément à l'alinéa a) comme si cet alinéa était applicable à cet exercice,

(ii) d'autre part, 0,01.»

R.S., c. 26 (2nd Supp.), s. 4

6. (1) All that portion of subsection 23.1(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

6. (1) Le passage du paragraphe 23.1(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 26 (2^e suppl.), art. 4

Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act

Clause 5: This amendment would restrict the current escalator provision to fiscal years ending before April 1, 1990 (paragraph (a)) and institute a new provision for subsequent fiscal years (paragraphs (b) and (c)).

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Article 5. — Limite l'application de la disposition concernant le facteur de progression aux exercices qui prennent fin avant le 1^{er} avril 1990 et incorpore une nouvelle disposition pour les exercices subséquents.

Clause 6: (1) This amendment would add the underlined words.

Article 6, (1). — Adjonction des mots soulignés et marqués d'un trait vertical.

Special adjustment payment

“23.1 (1) Where for any particular fiscal year that begins after March 31, 1986 and ends before April 1, 1990 or that begins after March 31, 1992”

«23.1 (1) Dans les cas où, à l'égard d'un exercice donné qui commence après le 31 mars 1986 et prend fin avant le 1^{er} avril 1990 ou qui commence après le 31 mars 1992 :»

Paiements de rajustement spéciaux

5

R.S., c. 26 (2nd Suppl.), s. 4

(2) Paragraph 23.1(3)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 23.1(3)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 26 (2^e suppl.), art. 4

“(c) the product obtained by multiplying

«(c) le produit obtenu en multipliant :

(i) the sum of 10

(i) la somme des montants suivants :

(A) the entitlements of all provinces as determined by subsections 15(1) and (2) for the fiscal year beginning on April 1, 1991,

(A) les montants qui peuvent être 10 versés à toutes les provinces en application des paragraphes 15(1) et (2) à l'égard de l'exercice qui commence le 1^{er} avril 1991,

and 15

(B) the amounts payable to the provinces pursuant to subsection 23(2) for the fiscal year beginning on April 1, 1991

(B) les montants payables aux pro- 15 vines en application du paragraphe 23(2) à l'égard de l'exercice qui commence le 1^{er} avril 1991

by 20

(ii) a fraction of which (A) the numerator is the population of all provinces for the particular fiscal year, and

par (ii) une fraction ayant : 20

(B) the denominator is the population of all provinces for the fiscal year that begins on April 1, 1991

(A) au numérateur, la population de toutes les provinces pour cet exercice donné,

by (iii) the escalator determined pursuant to subsection 18(2) for each fiscal year in the period beginning on April 1, 1992 and ending on March 31 of the particular fiscal year,”

(B) au dénominateur, la population de toutes les provinces pour l'exer- 25 cice qui commence le 1^{er} avril 1991

par (iii) le facteur de progression déterminé en application du paragraphe 18(2) à l'égard de chaque exercice de 30 la période comprise entre le 1^{er} avril 1992 et le 31 mars de l'exercice donné.»

R.S., c. P-37

PUBLIC UTILITIES INCOME TAX TRANSFER ACT

LOI SUR LE TRANSFERT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE

L.R., ch. P-37

7. The Public Utilities Income Tax Transfer Act is amended by adding thereto, 35 immediately after section 3 thereof, the following section:

7. La Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique est 35 modifiée par insertion, après l'article 3, de ce qui suit :

Definition of "base payable amount"

“3.1 (1) In this section, the “base payable amount” in respect of a taxation year of a designated corporation is the amount 40 determined in accordance with section 3 that may be paid to a province in respect of income taxes paid by the designated corporation for that taxation year and

«3.1 (1) Au présent article, «montant de base payable» s'entend du montant déterminé en application de l'article 3 et pou- 40 vant être versé à une province au titre des impôts sur le revenu payés par une personne morale désignée pour son année d'imposition et cotisés ou cotisés de nou-

Définition de «montant de base payable»

(2) This amendment would substitute references to "1991" for references to "1985" and a reference to "1992" for a reference to "1986".

(2). — Remplacement de «1985» par «1991» et de «1986» par «1992».

Public Utilities Income Tax Transfer Act

Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique

Clause 7: New.

Article 7. — Nouveau.

(1) The purpose of this Act is to transfer to the Public Utilities Income Tax Act the provisions of the Income Tax Act relating to the taxation of the income of public utility corporations.

(1) Le but de la présente loi est de transférer à la Loi sur l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique les dispositions de la Loi sur l'impôt sur le revenu relatives à l'imposition du revenu des sociétés d'utilité publique.

assessed or reassessed not later than twenty-three months after the end of the calendar year in which the taxation year ends.

Reduction in payments

(2) Notwithstanding section 3, the base payable amount in respect of a taxation year of a designated corporation to which this subsection applies shall be reduced by an amount determined by the Minister in accordance with the formula

$$A - \left(A \times \frac{B}{C} \right)$$

where

A is the base payable amount,

B is the amount determined under paragraph (3)(b) for the calendar year in which the taxation year ends, and

C is the aggregate determined under paragraph (3)(a) for the calendar year in which the taxation year ends.

Application

(3) Subsection (2) applies to a taxation year of a designated corporation that ends in the 1990 or 1991 calendar year if

(a) the aggregate of all amounts, each of which is a base payable amount in respect of a taxation year of a designated corporation ending in that calendar year exceeds

(b) the amount by which the aggregate of

(i) the aggregate of all amounts, each of which is an amount paid to a province under section 3 in the fiscal year beginning on April 1, 1989 in respect of a taxation year of a designated corporation ending on or before December 31, 1989, and

(ii) the aggregate of all amounts, each of which is an amount that may be recovered from a province in the fiscal year beginning in that calendar year as an overpayment of an amount

veau au plus tard vingt-trois mois après la fin de l'année civile au cours de laquelle se termine l'année d'imposition.

(2) Par dérogation à l'article 3, le montant de base payable pour l'année d'imposition — assujettie au présent paragraphe — d'une personne morale désignée est réduit d'un montant déterminé par le ministre selon la formule suivante :

$$A - \left(A \times \frac{B}{C} \right)$$

où :

A représente le montant de base payable;

B représente le montant calculé conformément à l'alinéa (3)b) pour l'année civile au cours de laquelle l'année d'imposition se termine;

C représente le total calculé conformément à l'alinéa (3)a) pour l'année civile au cours de laquelle l'année d'imposition se termine.

(3) Le paragraphe (2) s'applique à l'année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant au cours de l'année civile 1990 ou 1991 dans le cas où :

a) le total des montants dont chacun constitue le montant de base payable pour l'année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant au cours de cette année civile

dépasse

b) la différence entre, d'une part, la somme des éléments ci-après :

(i) le total des montants versés chacun à une province en vertu de l'article 3, pendant l'exercice commençant le 1^{er} avril 1989, pour l'année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant au plus tard le 31 décembre 1989,

(ii) le total des montants susceptibles chacun d'être recouverts auprès d'une province, pendant l'exercice commençant au cours de cette année civile, à

Réduction des versements

10

20

Application

30

35

40

de la province de l'Ontario, en vertu de l'article 1
de la Loi sur l'assurance-emploi, qui prévoit
une indemnité de chômage de 15 semaines
à compter de la date à laquelle l'employé a
été licencié.

(2) Le montant de l'indemnité de chômage
à verser à un employé licencié en vertu de
la Loi sur l'assurance-emploi, en vertu de
l'article 1 de la Loi sur l'assurance-emploi,
sera augmenté de 10 pour cent à compter
du 1er janvier 1991.

pour la province de l'Ontario, en vertu de
l'article 1 de la Loi sur l'assurance-emploi,
qui prévoit une indemnité de chômage de
15 semaines à compter de la date à laquelle
l'employé a été licencié.

(3) Le montant de l'indemnité de chômage
à verser à un employé licencié en vertu de
la Loi sur l'assurance-emploi, en vertu de
l'article 1 de la Loi sur l'assurance-emploi,
sera augmenté de 10 pour cent à compter
du 1er janvier 1991.

PROJET DE LOI C-70

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
ON MARCH 26, 1990

ADOPTED BY THE SENATE
ON MARCH 26, 1990

Bill C-70 received royal assent on January 26, 1991.
It received royal assent on January 26, 1991.
The Government of Canada is pleased to announce
that the bill received royal assent on January 26, 1991.

This bill received royal assent on January 26, 1991.
It received royal assent on January 26, 1991.
The Government of Canada is pleased to announce
that the bill received royal assent on January 26, 1991.

paid to the province under section 3 in respect of a taxation year of a designated corporation ending two or more years before the first day of January following that calendar year

5

exceeds

(iii) the aggregate of all amounts, each of which is an amount that may be paid to a province under section 3 in the fiscal year beginning in that calendar year in respect of a taxation year of a designated corporation ending two or more years before the first day of January following that calendar year.”

15

titre de trop-payé effectué au profit de la province, en vertu de l'article 3, pour une année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant au moins deux ans avant le 1^{er} janvier qui suit l'année civile en question,

5

et, d'autre part,

(iii) le total des montants susceptibles chacun d'être versés à une province en vertu de l'article 3, pendant l'exercice commençant au cours de cette année civile, pour une année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant au moins deux ans avant le 1^{er} janvier qui suit l'année civile en question.»

10

15

C-70

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-70

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 26, 1990**

C-70

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-70

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 26 MARS 1990**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-70

PROJET DE LOI C-70

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from His Excellency, the Right Honourable Ray Hnatyshyn, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1990, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence le très honorable Ray Hnatyshyn, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne lesdits messages, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 5, 1989-90*.

1. *Loi de crédits n° 5 de 1989-1990.*

Titre abrégé

\$680,145,-
935.00 granted
for 1989-90

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole six hundred and eighty million, one hundred and forty-five thousand, nine hundred and thirty-five dollars towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1989 to the 31st day of March, 1990 not otherwise

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout six cent quatre-vingt millions, cent quarante-cinq mille, neuf cent trente-cinq dollars pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1989 jusqu'au 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total des montants des postes énoncés au Budget des

\$680,145,-
935.00 accordés
pour 1989-1990

dépenses supplémentaires (C) de l'article
financier au minimum de 31 mars 1980 que
contient l'annexe de la présente
loi 2680,145,932

provided for and being the total of the
amounts of the items set forth in the Supply-
mentary Estimates (C) for the fiscal year
ending the first day of March 1980 as con-
tained in the Schedule to this
Act 2680,145,932

2. (1) Le montant dont la présente loi
autorise le paiement par l'État en titre
d'un poste ne peut être versé ou affecté
qu'à une fin et conditions spécifiées dans la
partie et le paiement ou l'affectation de tout
montant aux termes du poste ont l'appli-
cation et l'effet qui peuvent y être énoncés ou
indiqués.

3. (1) The amount authorized by this Act
to be paid or applied in respect of an item
may be paid or applied only for the purposes
and subject to any terms and conditions
specified in the item and the payment or
application of any amount pursuant to the
item has such operation and effect as may be
stated or described therein.

Provision and
effect of main
text

3. (3) Les dispositions de chaque poste de
l'annexe sont censées avoir été adoptées par le
Parlement le 1^{er} avril 1980.

(3) The provisions of each item in the
Schedule shall be deemed to have been
enacted by Parliament on the first day of
April 1980.

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des
dépenses mentionné à l'article 2 est
qu'il existe l'autorisation de prendre des
engagements jusqu'à concurrence du mon-
tant y énoncé ou augmenté le montant limite
des engagements pendant que tels en vertu
d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de
prendre un engagement au vu de la présente
loi (2) l'engagement peut être pris en
maintenant aux conditions de ce poste ou en
conformément au paragraphe (3), si le total de
l'engagement qu'on se propose de prendre et
de tous les engagements antérieurement pris
conformément au présent article ou en vertu
de cette autre loi n'excède pas le total de
l'autorisation d'engagement énoncé dans ce
poste ou calculé conformément au para-
graphe (3).

4. (1) Where an item in the Estimates
referred to in section 2 purports to confer
authority to enter into commitments up to an
amount stated therein or increases the
amount up to which commitments may be
entered into under any other Act or where a
commitment is to be entered into under sub-
section (2) the commitment may be entered
into in accordance with the terms of such
item or in accordance with subsection (3) if
the amount of the commitment proposed to
be entered into together with all previous
commitments entered into in accordance
with this section or under such other Act
does not exceed the total amount of the
commitment authority stated in such item or
calculated in accordance with subsection (3).

Comments

5. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses
est mentionné à l'article 3 ou non disposition
d'une loi impliquent qu'il convient l'auto-
risation de dépenser des recettes, des engage-
ments peuvent être pris aux conditions de ce
poste ou cette disposition jusqu'à concurrence
du total option par addition
(2) le montant éventuellement autorisé
pour ce poste ou cette disposition, et
(3) le plus élevé des deux montants sus-
désignés, dans le cas où ce poste a été

(2) Where an item in the Estimates
referred to in section 3 or a provision of any
Act purports to confer authority to spend
revenues, commitments may be entered into
in accordance with the terms of such item or
provision up to an amount equal to the
aggregate of
(a) the amount, if any appropriated in
respect of that item or provision and
(b) the amount of revenues actually re-
ceived or, in the case of an item in the
and Estimates, the collected revenues set

Notes

provided for, and being the total of the amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1990 as contained in the Schedule to this Act\$680,145,935

dépenses supplémentaire (C) de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990, que contient l'annexe de la présente loi\$680,145,935

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet de chaque poste

Idem

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1989.

(2) Les dispositions de chaque poste de l'annexe sont censées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1989.

Idem

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

Engagement

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

Idem

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and
- (b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set

- a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition; et
- b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit

Budget et/ou des recettes estimatives
énoncés dans les détails relatifs à ce
point.

out in the details related to such items,
whichever is the greater.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt
des Comptes publics pour un exercice au
2. Partant, un crédit accordé par la loi ou
toute autre loi peut être imputé après l'expi-
ration de l'exercice financier pour lequel il
est accordé en vue d'apporter aux comptes du
Canada pour l'exercice en question des recti-
10 fications qui ne représentent aucun paiement à
prélever sur le Trésor.

5. At any time prior to the date on which
the Public Accounts for a fiscal year are
tabled in Parliament an appropriation grant-
ed by this or any other Act may be charged
after the end of the fiscal year for which the
appropriation is granted for the purpose of
making adjustments in the accounts of
Canada for the said fiscal year that do not
require payments from the Consolidated
Revenue Fund.

6. Les montants attribués par la présente
loi qui peuvent servir à d'autres fins que
15 l'accomplissement de tâches, comme il est fait
mention à l'article 30(1) de la Loi sur la
gestion des finances publiques, peuvent être
payés à toute date antérieure au premier mai
qui suit cent quatre-vingt-dix et ces paie-
20 ments seront censés avoir été effectués dans
l'exercice financier se terminant le trente et
un mars qui suit cent quatre-vingt-dix et
être imputés sur cet exercice.

6. Amounts appropriated by this Act that
may be used for purposes other than the
purpose of discharging debts referred to in
paragraph 30(1) of the Financial Manage-
ment Act, may be paid at any time on or
before the thirtieth day of April, one thou-
sand nine-hundred and ninety, and such pay-
ment shall be deemed to have been made in
and be chargeable to the fiscal year ending
the thirty-first day of March, one thousand
nine-hundred and ninety.

7. Il doit être tenu compte des montants
25 payés ou affectés sous le régime de la pré-
sente loi dans les Comptes publics, confor-
mément à l'article 64 de la Loi sur la gestion
des finances publiques.

7. Amounts paid or applied under the au-
thority of this Act shall be accounted for in
the Public Accounts in accordance with sec-
tion 64 of the Financial Administration Act.

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

Montants
attribués par
la Loi n. 2 de
1980-1981

out in the details related to such items, whichever is the greater.

Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice au Parlement, un crédit accordé par la loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'exercice financier pour lequel il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour l'exercice en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Trésor.

Imputation de crédit

Amounts chargeable to year ending 31st March, 1990

6. Amounts appropriated by this Act that may be used for purposes other than the purpose of discharging debts referred to in paragraph 30(a) of the *Financial Administration Act*, may be paid at any time on or before the thirtieth day of April, one thousand nine-hundred and ninety, and such payment shall be deemed to have been made in and be chargeable to the fiscal year ending the thirty-first day of March, one thousand nine-hundred and ninety.

6. Les montants attribués par la présente loi, qui peuvent servir à d'autres fins que l'acquittement de dettes, comme il est fait mention à l'alinéa 30a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, peuvent être payés à toute date antérieure au premier mai mil neuf cent quatre-vingt-dix, et ces paiements seront censés avoir été effectués dans l'exercice financier se terminant le trente et un mars mil neuf cent quatre-vingt-dix et être imputables sur cet exercice.

Montants imputables sur l'année se terminant le 31 mars 1990

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

7. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

7. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Compte à rendre L.R., ch. F-11

SCHEDULE

These amounts are subject to the provisions of the Statute in force at the date of the grant and the amount of the grant shall be subject to the provisions of the Statute in force at the date of the grant and the amount of the grant shall be subject to the provisions of the Statute in force at the date of the grant...

Year	Particulars	Amount
1931	AGRICULTURE DEPARTMENT	
1931	Agri-Food—Operating expenses...	
1931	Grains and Oats—Operating expenses...	
1931	COMMUNICATIONS DEPARTMENT	
1931	Communication—The grant...	
1931	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION	
1931	Payment to the Canadian Broadcasting Corporation...	
1931	CANDIDATE EXPENSES FOR THE ELECTIONS...	
1931	Grant to the Candidate Expenses Committee...	

SCHEDULE

Based on the Supplementary Estimates (C), 1989-90. The amount hereby granted is \$680,145,935.00 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1990, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	DEPARTMENT		
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5c	Agri-Food—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$13,024,499 from Agriculture Vote 15, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
15c	Agri-Food—The grants listed in the Estimates	1	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
20c	Grains and Oilseeds—Operating expenditures including authority to make payment of commissions for services provided in accordance with the <i>Western Grain Stabilization Act</i> —To authorize the transfer of \$1,447,999 from Agriculture Vote 25, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	3
	COMMUNICATIONS		
	DEPARTMENT		
10c	Communications—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$2,368,074 from Communications Vote 1, and \$1,257,645 from Communications Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		3,706,723
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
40c	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service—To authorize the transfer of \$9,570,999 from Communications Vote 30, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....		1
	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION		
50c	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission—Program expenditures.....		821,000

ANNEXE

D'après le Budget des dépenses supplémentaire (C) de 1989-1990. Le montant accordé par les présentes est de \$680,145,935.00 soit le total des montants des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5c	Agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$13,024,499 du crédit 15 (Agriculture) de la <i>Loi de crédit n° 3 pour 1989-1990</i>	1	
15c	Agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget	1	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
20c	Céréales et oléagineux—Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la <i>Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,447,999 du crédit 25 (Agriculture) de la <i>Loi de crédit n° 3 de 1989-1990</i>	1	3
	COMMUNICATIONS		
	MINISTÈRE		
10c	Communications—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,368,074 du crédit 1 (Communications) et de \$1,257,645 du crédit 5 (Communications) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3,706,723
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
40c	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$9,570,999 du crédit 30 (Communications) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50c	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—Dépenses du Programme		821,000

SCHEDULE — *Continued*

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Continued)		
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
55c	National Archives of Canada—Program expenditures and the grant listed in the Estimates.....		680,000
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
75c	National Museums of Canada—Operating expenditures.....	9,505,000	
80c	National Museums of Canada—Capital expenditures.....	15,405,000	
			24,910,000
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
1c	Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures.....	1,182,500	
5c	Consumer and Corporate Affairs—Capital expenditures.....	55,000	
			1,237,500
	PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD		
25c	Patented Medicine Prices Review Board—Program expenditures.....		265,000
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION		
	DEPARTMENT/COMMISSION		
	CORPORATE AND SPECIAL SERVICES PROGRAM		
1c	Corporate and Special Services—Program expenditures—To authorize the transfer of \$10,844,999 from Employment and Immigration Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
6c	Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada 63 debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting in the aggregate to \$16,930.33 in regards to Government Annuities Account overpayments—To authorize the transfer of \$16,930 from Employment and Immigration Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
10c	Employment and Insurance—The grants listed in the Estimates, and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community.....	1	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Fin)		
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55c	Archives nationales du Canada—Dépenses du Programme et subvention inscrite au Budget.....		680,000
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
75c	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement.....	9,505,000	
80c	Musées nationaux du Canada—Dépenses en capital	15,405,000	24,910,000
	CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
	MINISTÈRE		
1c	Consommateurs et Sociétés—Dépenses de fonctionnement	1,182,500	
5c	Consommateurs et Sociétés—Dépenses en capital	55,000	1,237,500
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25c	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—Dépenses du Programme		265,000
	EMPLOI ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE/COMMISSION		
	PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX		
1c	Services généraux et spéciaux—Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$10,844,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>		1
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
6c	Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier 63 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement \$16,930.33 et concernent des trop-payés du compte des rentes sur l'État—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$16,930 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-90</i>		1
10c	Emploi et Assurance—Subventions inscrites au Budget, et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		1

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION (Concluded)			
DEPARTMENT/COMMISSION (Concluded)			
IMMIGRATION PROGRAM			
15c	Immigration—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$215,071 from Employment and Immigration Vote 5, and \$1,001,928 from Employment and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
17c	Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada 785 debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting in the aggregate to \$251,915.48 in regards to transportation loans issued pursuant to Section 121 of the Immigration Act—To authorize the transfer of \$251,915 from Employment and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
20c	Immigration—Contributions—To authorize the transfer of \$999,999 from Employment and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			6
ENERGY, MINES AND RESOURCES			
ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD			
40c	Atomic Energy Control Board—Program expenditures		2,109,000
ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED			
45c	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures		80,000,000
ENVIRONMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1c	Administration—Program expenditures.....	2,429,000	
ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM			
5c	Environmental Services—Operating expenditures	29,185,200	
10c	Environmental Services—Capital expenditures.....	5,002,000	
15c	Environmental Services—The grants listed in the Estimates and contributions.....	4,350,000	
PARKS PROGRAM			
20c	Parks—Operating expenditures.....	3,096,000	
25c	Parks—Capital expenditures	1,440,000	
			45,502,200

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	EMPLOI ET IMMIGRATION (Fin)		
	MINISTÈRE/COMMISSION (Fin)		
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
15c	Immigration—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$215,071 du crédit 5 (Emploi et Immigration) et \$1,001,928 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
17c	Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier 785 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement \$251,915.48 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la <i>Loi sur l'immigration</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de \$251,915 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
20c	Immigration—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$999,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
			6
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
40c	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Dépenses du Programme		2,109,000
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
45c	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		80,000,000
	ENVIRONNEMENT		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1c	Administration—Dépenses du Programme	2,429,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5c	Services de l'environnement—Dépenses de fonctionnement	29,185,200	
10c	Services de l'environnement—Dépenses en capital	5,002,000	
15c	Services de l'environnement—Subventions inscrites au Budget et contributions	4,350,000	
	PROGRAMME PARCS		
20c	Parcs—Dépenses de fonctionnement	3,096,000	
25c	Parcs—Dépenses en capital	1,440,000	
			45,502,200

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1c	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$15,052,000 from External Affairs Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	7,296,798	
2c	Canadian Interests Abroad—Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada, certain debts and obligations due her Majesty in Right of Canada amounting to \$9,201.45 representing the principal of 19 accounts owed by 19 debtors arising from posting loans made to former employees.....	9,202	
10c	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates and contributions.....	21,785,000	
	WORLD EXHIBITIONS PROGRAM		
15c	World Exhibitions—Program expenditures.....	1,384,000	
			30,475,000
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
30c	Canadian International Development Agency—The grants listed in the Estimates.....	1	
L35c	To extend the purposes of External Affairs Vote L35 <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> to increase from \$223,600,000 to \$244,000,000 the value of non-interest bearing, non-negotiable demand notes that may be issued in accordance with the International Development (Financial Institutions) Assistance Act for the purpose of contributions to the International Financial Institution Fund Accounts.....	1	
L40c	To extend the purposes of External Affairs Vote L40 <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> to include: (b) the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes estimated at \$2,600,000 to the Inter-American Development Bank that may be issued not to exceed the equivalent of US \$2,184,930.....	1	
			3
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
55c	International Joint Commission—Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada-United States Agreement on Great Lakes Water Quality.....		78,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES EXTÉRIEURES			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER			
1c	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$15,052,000 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	7,296,798	
2c	Intérêts du Canada à l'étranger—Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada certaines créances envers Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à \$9,201.45, soit le capital de 19 comptes dûs par 19 débiteurs découlant de prêts d'affectation accordés à des anciens employés	9,202	
10c	Intérêts du Canada à l'étranger—Subventions inscrites au Budget et contributions	21,785,000	
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES			
15c	Expositions internationales—Dépenses du Programme	1,384,000	
			30,475,000
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL			
30c	Agence canadienne de développement international—Subventions inscrites au Budget .	1	
L35c	Élargir les fins du crédit L35 (Affaires extérieures) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> , pour augmenter de \$223,600,000 à \$244,000,000 la valeur de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables qui peuvent être émis conformément à la <i>Loi d'aide au développement international</i> (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
L40c	Élargir les fins du crédit L40 (Affaires extérieures) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> , pour inclure: b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables évalués à \$2,600,000 à la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de \$2,184,930 US.	1	
			3
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE			
55c	Commission mixte internationale—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		78,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE		
	DEPARTMENT		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM		
1c	Financial and Economic Policies—Program expenditures.....	31,581,500	
	SPECIAL PROGRAM		
17c	Payment to the Investor's Indemnity Account pursuant to Section 57 of the <i>Financial Administration Act</i>	35,000	
18c	Pursuant to Section 29 of the <i>Financial Administration Act</i> to authorize the Minister on behalf of Her Majesty the Queen in Right of Canada to provide a guarantee to the Mortgage Insurance Company of Canada of an amount not exceeding \$160,000,000 relating to 90% of the estimated net losses of lenders in the event of the liquidation of the mortgages on real property where such loans are insured by the Mortgage Insurance Company of Canada.....	1	
			31,616,501
	AUDITOR GENERAL		
25c	Auditor General—Program expenditures.....		1,756,000
	FISHERIES AND OCEANS		
1c	Fisheries and Oceans—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$6,896,399 from Fisheries and Oceans Vote 5, and \$1,954,300 from Fisheries and Oceans Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote..		1
	FORESTRY		
1c	Forestry—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$846,000 from Forestry Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	641,250	
10c	Forestry—Contributions.....	18,700,880	
			19,342,130
	GOVERNOR GENERAL		
1c	Governor General—Program expenditures.....		1,067,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
1c	Politiques financières et économiques—Dépenses du Programme.....	31,581,500	
	PROGRAMME SPÉCIAL		
17c	Paiement au compte d'indemnisation conformément à l'article 57 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	35,000	
18c	Conformément à l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le Ministre à fournir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, une garantie d'au plus \$160,000,000 à la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada visant 90% des pertes nettes estimatives des prêteurs en cas de liquidation de ladite compagnie pour les prêts garantis par des hypothèques portant sur des biens immobiliers, si ces prêts sont garantis par la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada.....	1	
			31,616,501
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
25c	Vérificateur général—Dépenses du Programme.....		1,756,000
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	Pêches et Océans—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$6,896,399 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de \$1,954,300 du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1989-1990</i>		1
	FORÊTS		
1c	Forêts—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$846,000 du crédit 5 (Forêts) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-90</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	641,250	
10c	Forêts—Contributions.....	18,700,880	
			19,342,130
	GOVERNEUR GÉNÉRAL		
1c	Gouverneur général—Dépenses du Programme.....		1,067,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT			
DEPARTMENT			
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM			
8c	Indian and Inuit Affairs—Pursuant to Section 25(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write-off from the Accounts of Canada, certain debts and obligations due to Her Majesty in Right of Canada amounting to: (a) \$5,772,701 representing the principal balances of 340 accounts owed by 255 debtors, arising from direct loans made from the Indian Economic Development Account, established by Indian Affairs and Northern Development Vote L53b, <i>Appropriation Act No. 1, 1970</i> ; and (b) \$77,251 representing the principal balances of 16 accounts owed by 16 debtors, arising from direct loans made from the Indian Housing Assistance Funds, established by Indian Affairs and Northern Development Vote L51a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i>	5,849,952	
15c	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates— To authorize the transfer of \$670,424 from Indian Affairs and Northern Development Vote 1, \$7,791,563 from Indian Affairs and Northern Development Vote 5 and \$5,224,500 from Indian Affairs and Northern Development Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	585,599	
NORTHERN AFFAIRS PROGRAM			
30c	Northern Affairs—Operating expenditures	4,953,911	
35c	Northern Affairs—Capital expenditures.....	290,000	
40c	Northern Affairs—Contributions.....	1,710,300	
TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM			
45c	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates — To authorize the transfer of \$1,310,960 from Indian Affairs and Northern Development Vote 50, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	2,718,718	
			16,108,480
INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY			
DEPARTMENT			
INDUSTRY AND TECHNOLOGY PROGRAM			
1c	Industry and Technology—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$14,225,000 from Industry, Science and Technology Vote 55, and \$300,000 from Industry, Science and Technology Vote 60, <i>Appropriation Acts Nos. 3 and 4, 1989-90</i> for purposes of this Vote and to provide a further amount of	2,368,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
8c	Affaires indiennes et inuit—Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada, certaines créances et obligations envers Sa Majesté La Reine du chef du Canada au montant de: a) \$5,772,701, soit le solde en capital de 340 comptes dus par 255 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> ; et b) \$77,251, soit le solde en capital de 16 comptes dus par 16 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i>	5,849,952	
15c	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$670,424 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de \$7,791,563 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de \$5,224,500 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	585,599	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
30c	Affaires du Nord—Dépenses de fonctionnement.....	4,953,911	
35c	Affaires du Nord—Dépenses en capital	290,000	
40c	Affaires du Nord—Contributions	1,710,300	
	PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
45c	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,310,960 du crédit 50 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1989-1990</i>	2,718,718	
			16,108,480
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE		
1c	Industrie et technologie—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$14,225,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie) et de \$300,000 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des <i>Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2,368,000	

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	INDUSTRY AND TECHNOLOGY PROGRAM (Concluded)		
3c	Pursuant to Section 25(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write-off from the Accounts of Canada, an amount of \$99,541.47 due to Her Majesty in Right of Canada by Gulf Canada Corporation (previously known as Gulf Oil Canada Ltd.)—To authorize the transfer of \$99,541 from Industry, Science and Technology Vote 60, <i>Appropriation Acts Nos. 3 and 4, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
10c	Industry and Technology—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$9,330,461 from Industry, Science and Technology Vote 60, <i>Appropriation Acts Nos. 3 and 4, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
	REGIONAL AND NATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT PROGRAM		
25c	Regional and Native Economic Development—Operating expenditures.....	840,000	
30c	Regional and Native Economic Development—Contributions—To authorize the transfer of \$22,999,999 from Industry, Science and Technology Vote 60, <i>Appropriation Acts Nos. 3 and 4, 1989-90</i> for the purpose of this Vote.....	1	
			3,208,003
	CANADIAN SPACE AGENCY		
32c	Canadian Space Agency—Operating expenditures.....	14,476,200	
33c	Canadian Space Agency—Contributions.....	1,498,000	
			15,974,200
	FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK		
40c	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>		9,368,000
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
70c	National Research Council of Canada—Capital expenditures—To authorize the transfer of \$2,599,999 from Industry, Science and Technology Vote 65, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....		1
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
80c	Natural Sciences and Engineering Research Council—Operating expenditures.....	1,376,000	
85c	Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates.....	858,000	
			2,234,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin)			
MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE (Fin)			
3c	Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada, un montant de \$99,541.47 dû à Sa Majesté du chef du Canada par Ressources Gulf Canada Ltée (appelée antérieurement Gulf Canada Ltée)—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$99,541 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des <i>Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-1990</i> .	1	
10c	Industrie et technologie—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$9,330,461 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des <i>Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-1990</i>	1	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES			
25c	Programme de développement économique des régions et des autochtones—Dépenses de fonctionnement.....	840,000	
30c	Programme de développement économique des régions et des autochtones—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$22,999,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) des <i>Lois de crédits n° 3 et n° 4 de 1989-1990</i> .	1	
			3,208,003
AGENCE SPATIALE CANADIENNE			
32c	Agence Spatiale Canadienne—Dépenses de fonctionnement.....	14,476,200	
33c	Agence Spatiale Canadienne—Contributions.....	1,498,000	
			15,974,200
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT			
40c	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21,22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>		9,368,000
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA			
70c	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,599,999 du crédit 65 (Industrie, Sciences et Technologie) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>		1
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE			
80c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Dépenses de fonctionnement.	1,376,000	
85c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Subventions inscrites au Budget.....	858,000	
			2,234,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	JUSTICE DEPARTMENT		
1c	Justice—Operating expenditures.....	2,360,000	
5c	Justice—Contributions.....	15,628,501	17,988,501
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10c	Canadian Human Rights Commission—Program expenditures.....		2,189,000
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15c	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Operating expenditures.....		650,000
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
35c	Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada— Program expenditures.....		341,000
	LABOUR DEPARTMENT		
1c	Labour—Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....	3,500,000	
5c	Labour—Contributions.....	46,500,000	50,000,000
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10c	Canada Labour Relations Board—Program expenditures.....		365,000
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15c	Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Program expenditures.....		358,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1c	Justice—Dépenses de fonctionnement	2,360,000	
5c	Justice—Contributions	15,628,501	17,988,501
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10c	Commission canadienne des droits de la personne—Dépenses du Programme		2,189,000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15c	Commissaire à la magistrature fédérale—Dépenses de fonctionnement		650,000
	BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
35c	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du Programme		341,000
	TRAVAIL		
	MINISTÈRE		
1c	Travail—Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	3,500,000	
5c	Travail—Contribution	46,500,000	50,000,000
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10c	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du Programme		365,000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15c	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—Dépenses du Programme		358,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
NATIONAL DEFENCE			
DEPARTMENT			
1c	National Defence—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$30,000,000 from National Defence Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	40,000,000	
5c	National Defence—Capital expenditures.....	50,000,000	
L11c	To increase from \$60,000,000 to \$80,000,000 the amount that may be outstanding through actual cash advances at any one time under the National Defence Working Capital Advance Account established by National Defence Vote L20b, <i>Appropriation Act No. 1, 1976</i> for financing public funds imprest and public fund advance accounts, standing advances, authorized loans and advances to employees posted abroad, and authorized recoverable advances to establish military messes and canteens, additional amount required.....	20,000,000	110,000,000
EMERGENCY PREPAREDNESS CANADA			
15c	Emergency Preparedness Canada—Operating expenditures.....	1,090,000	
20c	Emergency Preparedness Canada—Contributions.....	450,000	1,540,000
NATIONAL HEALTH AND WELFARE			
DEPARTMENT			
DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM			
1c	Departmental Administration—Program expenditures and the grant listed in the Estimates including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan—To authorize the transfer of \$1,825,000 from National Health and Welfare Vote 20, and \$1,439,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
HEALTH SERVICES AND PROMOTION PROGRAM			
5c	Health Services and Promotion—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$135,000 from National Health and Welfare Vote 40, and \$1,009,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
10c	Health Services and Promotion—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$2,000,000 from National Health and Welfare Vote 20, and \$4,586,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
DÉFENSE NATIONALE			
MINISTÈRE			
1c	Défense nationale—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$30,000,000 du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	40,000,000	
5c	Défense nationale—Dépenses en capital.....	50,000,000	
L11c	Faire passer de \$60,000,000 à \$80,000,000, par des avances de fonds effectifs, le solde du compte d'avances du fonds de roulement de la Défense nationale établi conformément au crédit L20b (Défense nationale) de la <i>Loi n° 1 de 1976</i> portant affectation de crédits, pour financer des avances fixes et des comptes d'avances de fonds public, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, des montants supplémentaires requis.....	20,000,000	
			110,000,000
PROTECTION CIVILE CANADA			
15c	Protection civile Canada—Dépenses de fonctionnement.....	1,090,000	
20c	Protection civile Canada—Contributions.....	450,000	
			1,540,000
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1c	Administration centrale—Dépenses du Programme et subvention inscrite au Budget, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,825,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de \$1,439,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ			
5c	Services et promotion de la santé—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$135,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de \$1,009,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
10c	Services et promotion de la santé—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,000,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de \$4,586,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded)	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
	SOCIAL SERVICES PROGRAM		
15c	Social Services—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$149,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
	MEDICAL SERVICES PROGRAM		
25c	Medical Services—Operating expenditures and contributions—To authorize the transfer of \$4,300,000 from National Health and Welfare Vote 30, \$104,000 from National Health Welfare Vote 40 and \$6,462,000 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	2,344,000	
	HEALTH PROTECTION PROGRAM		
35c	Health Protection—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$3,314,999 from National Health and Welfare Vote 40, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
	INCOME SECURITY PROGRAM		
50c	Income Security—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan—To authorize the transfer of \$347,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
	FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM		
55c	Fitness and Amateur Sport—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$2,114,999 from National Health and Welfare Vote 20, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
60c	Fitness and Amateur Sport—Contributions—To authorize the transfer of \$85,000 from National Health and Welfare Vote 20, and \$389,999 from National Health and Welfare Vote 45, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			2,344,008
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
65c	Medical Research Council—Operating expenditures	57,000	
70c	Medical Research Council—The grants listed in the Estimates	400,000	
			457,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX		
15c	Services sociaux—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$149,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
	PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
25c	Services médicaux—Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,300,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social), de \$104,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) et de \$6,462,000 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2,344,000	
	PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
35c	Protection de la santé—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$3,314,999 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
	PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU		
50c	Sécurité du revenu—Dépenses du Programme y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$347,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
	PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
55c	Condition physique et sport amateur—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,114,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
60c	Condition physique et sport amateur—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$85,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de \$389,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
			2,344,008
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
65c	Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement.....	57,000	
70c	Conseil de recherches médicales—Subventions inscrites au Budget.....	400,000	
			457,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL REVENUE		
	CUSTOMS AND EXCISE		
1c	Customs and Excise—Operating expenditures	57,191,000	
5c	Customs and Excise—Capital expenditures	25,120,000	82,311,000
	TAXATION		
10c	Taxation—Operating expenditures	20,212,000	
15c	Taxation—Capital expenditures	5,240,000	25,452,000
	PRIVY COUNCIL		
	DEPARTMENT		
1c	Privy Council—Program expenditures		8,919,700
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5c	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat—Program expenditures		300,000
	NORTHERN PIPELINE AGENCY		
25c	Northern Pipeline Agency—Program expenditures		183,000
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	SERVICES PROGRAM		
2c	Services—Public Works Revolving Fund—To authorize the Minister to adjust the accounts of the Public Works Revolving Fund by (a) an amount of \$31,260,334 representing expenditures incurred on behalf of other government departments, agencies and Crown Corporations during the fiscal years 1981-82 to 1987-88 that cannot be recovered and by (b) an amount of \$63,400,000 to offset operating losses of 1988-89 fiscal year		1

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	REVENU NATIONAL		
	DOUANES ET ACCISE		
1c	Douanes et Accise—Dépenses de fonctionnement.....	57,191,000	
5c	Douanes et Accise—Dépenses en capital.....	25,120,000	82,311,000
	IMPÔT		
10c	Impôt—Dépenses de fonctionnement.....	20,212,000	
15c	Impôt—Dépenses en capital.....	5,240,000	25,452,000
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Conseil privé—Dépenses du Programme.....		8,919,700
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
5c	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—Dépenses du Programme.....		300,000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
25c	Administration du pipe-line du Nord—Dépenses du Programme.....		183,000
	TRAVAUX PUBLICS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES		
2c	Services—Fonds renouvelable des Travaux publics—Pour autoriser le Ministre à ajuster les comptes du fonds renouvelable des Travaux publics par (a) une somme de \$31,260,334, ce qui représente des dépenses encourues pour d'autres ministères du gouvernement, agences et Sociétés d'État durant les années fiscales, 1981- 1982 à 1987-1988 et qui ne peuvent être récupérées, et par (b) une somme de \$63,400,000, pour compenser des pertes de fonctionnement en 1988-1989		1

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	REAL PROPERTY PROGRAM		
5c	Real Property—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$13,000,000 from Public Works Vote 10, and \$11,000,000 from Public Works Vote 20, <i>Appropriation Act No. 3 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	11,000,000	
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
15c	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures.....	4,800,000	
22c	Payments to Harbourfront Corporation for capital expenditures—To authorize the transfer of \$501,999 from Public Works Vote 20, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			15,800,002
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
30c	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures—To authorize the transfer of \$2,343,000 from Public Works Vote 35, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		300,000
	SECRETARY OF STATE		
	DEPARTMENT		
1c	Secretary of State—Operating expenditures.....	1,076,000	
5c	Secretary of State—The grants listed in the Estimates.....	641,000	
			1,717,000
	MINISTRY OF STATE (MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)		
15c	Multiculturalism and Citizenship—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$1,050,000 from Secretary of State Vote 20, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		9,500,000
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
25c	Public Service Commission—Program expenditures.....		1,398,624

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
5c	Biens immobiliers—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$13,000,000 du crédit 10 (Travaux publics) et de \$11,000,000 du crédit 20 (Travaux publics) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	11,000,000	
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
15c	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	4,800,000	
22c	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$501,999 du crédit 20 (Travaux publics) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	15,800,002
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
30c	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,343,000 du crédit 35 (Travaux publics) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		300,000
	SECRETARIAT D'ÉTAT		
	MINISTÈRE		
1c	Secrétariat d'État—Dépenses de fonctionnement.....	1,076,000	
5c	Secrétariat d'État—Subventions inscrites au Budget.....	641,000	1,717,000
	MINISTÈRE D'ÉTAT (MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)		
15c	Multiculturalisme et Citoyenneté—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,050,000 du crédit 20 (Secrétariat d'État) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		9,500,000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
25	Commission de la Fonction publique—Dépenses du Programme.....		1,398,624

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SECRETARY OF STATE (Concluded)		
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
30c	Social Sciences and Humanities Research Council—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$415,000 from Secretary of State Vote 35, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		51,500
	SOLICITOR GENERAL		
	DEPARTMENT		
1c	Solicitor General—Program expenditures		846,000
	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE		
5c	Canadian Security Intelligence Service—Program expenditures		8,112,150
	CORRECTIONAL SERVICE		
10c	Correctional Service—Penitentiary Service and National Parole Service—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$2,379,999 from Solicitor General Vote 15, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote		1
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
25c	Law Enforcement—Operating expenditures, authority to spend revenue received during the year—To authorize the transfer of \$5,423,000 from Solicitor General Vote 30, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		13,463,689
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
1c	Transport—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$19,941,450 from Transport Vote 10, and \$17,100,550 from Transport Vote 35, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of ...	15,100,000	
5c	Transport—Capital expenditures—To authorize the transfer of \$4,939,999 from Transport Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote		1

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SECRETARIAT D'ÉTAT (Fin)		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
30c	Conseil de recherches en sciences humaines—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$415,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		51,500
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	MINISTÈRE		
1c	Solliciteur général—Dépenses du Programme		846,000
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
5c	Service canadien du renseignement de sécurité—Dépenses du Programme		8,112,150
	SERVICE CORRECTIONNEL		
10c	Service correctionnel—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,379,999 du crédit 15 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
25c	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, autorisation de dépenser les recettes de l'année—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$5,423,000 du crédit 30 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		13,463,689
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1c	Transports—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$19,941,450 du crédit 10 (Transports), et de \$17,100,550 du crédit 35 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	15,100,000	
5c	Transports—Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,939,999 du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>		1

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Concluded) DEPARTMENT (Concluded)		
17c	Payment to the Canada Ports Corporation for: (a) operating expenditures at the Port of Churchill, Manitoba; and, (b) improvement to port facilities at the Port of Sept-Iles, Quebec—To authorize the transfer of \$1,012,799 from Transport Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
20c	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1989—To authorize the transfer of \$539,999 from Transport Vote 35, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
25c	Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Corporation (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques Cartier and Champlain Bridges, Montreal—To authorize the transfer of \$3,599,999 from Transport Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
26c	Payment to the Laurentian Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1989—To authorize the transfer of \$1,902,999 from Transport Vote 35, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
45c	Payments to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company for the prescribed portion of the costs incurred by it for benefits provided to its adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company, in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services—To authorize the transfer of \$137,753 from Transport Vote 10, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
			15,100,006
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
70c	National Transportation Agency—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$199,999 from Transport Vote 75, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote		1

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin) MINISTÈRE (Fin)		
17c	Paiements à la Société canadienne des ports pour: (a) dépenses de fonctionnement du port de Churchill (Manitoba), et (b) l'amélioration aux installations du port de Sept-Îles (Québec)—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,012,799 du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
20c	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1989—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$539,999 du crédit 35 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
25c	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal—Pour autoriser le virement du présent crédit de \$3,599,999 du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
26c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1989—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,902,999 du crédit 35 (Transports) de la <i>Loi des crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
45c	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$137,753 du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n 3 pour 1989-1990</i>	1	
			15,100,006
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
70c	Office national des transports—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$199,999 du crédit 75 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	

SCHEDULE—Concluded

Vote No.	Service	Amount	Total
	VETERANS AFFAIRS	\$	\$
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
3c	Veterans Affairs—Pursuant to Section 25(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada a debt due to Her Majesty in Right of Canada in the amount of \$10,927.55; consisting of the balance of a loan made under the <i>Veterans Land Act</i> , Part I, II and III as amended by Vote L55 <i>Appropriation Act No. 3, 1970</i> —To authorize the transfer of \$10,927 from Veterans Affairs Vote 1, <i>Appropriation Act No. 3, 1989-90</i> for the purposes of this Vote	1	
5c	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates.....	20,000,000	20,000,001
			680,145,935

ANNEXE—Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
3c	Anciens combattants—Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada une dette de \$10,927.55 due à Sa Majesté du chef du Canada; consistant en la balance d'un emprunt qui faisait par délégation de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, conformément aux Parties I, II et III de cette loi modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi portant affectation de crédit n° 3, 1970</i> —Pour autoriser le virement de \$10,927 du crédit 1, (Anciens combattants), <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i>	1	
5c	Anciens combattants—Subventions inscrites au Budget.....	20,000,000	20,000,001
			680,145,935

for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March 1991

pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
MARCH 26, 1990 LE 26 MARS 1990

1950

1950				
1951				
1952				
1953				
1954				
1955				
1956				
1957				
1958				
1959				
1960				
1961				
1962				
1963				
1964				
1965				
1966				
1967				
1968				
1969				
1970				
1971				
1972				
1973				
1974				
1975				
1976				
1977				
1978				
1979				
1980				
1981				
1982				
1983				
1984				
1985				
1986				
1987				
1988				
1989				
1990				
1991				
1992				
1993				
1994				
1995				
1996				
1997				
1998				
1999				
2000				
2001				
2002				
2003				
2004				
2005				
2006				
2007				
2008				
2009				
2010				
2011				
2012				
2013				
2014				
2015				
2016				
2017				
2018				
2019				
2020				
2021				
2022				
2023				
2024				
2025				
2026				
2027				
2028				
2029				
2030				

C-71

C-71

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1990

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1990

PROJET DE LOI C-71

BILL C-71

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-71

PROJET DE LOI C-71

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the Government of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1991

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent
pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se
terminant le 31 mars 1991

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 26, 1990

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 26 MARS 1990

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-71

PROJET DE LOI C-71

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1991

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from His Excellency, the Right Honourable Ray Hnatyshyn, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1991, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Préambule

Considérant qu'il appert, des messages de Son Excellence le très honorable Ray Hnatyshyn, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne lesdits messages, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 1991, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 1, 1990-91*.

1. *Loi de crédits n° 1 de 1990-91.*

Titre abrégé

\$12,969,848,-
294.15 granted
for 1990-91

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole twelve billion, nine hundred and sixty nine million, eight hundred and forty eight thousand, two hundred and ninety four dollars and fifteen cents towards defraying the several charges and expenses of the Govern-

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout douze milliards, neuf cent soixante-neuf millions, huit cent quarante-huit mille, deux cent quatre-vingt-quatorze dollars et quinze cents pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement du Canada, depuis le 1^{er} avril 1990 jusqu'au 31 mars

12 969 848 294,15
accordés pour
1990-91

... ..
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50

... ..
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90

... ..
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

ment of Canada from the 1st day of April, 1990 to the 31st day of March, 1991 not otherwise provided for, and being the aggregate of

- (a) three-twelfths of the total of the amounts of the items set forth in the Estimates for the fiscal year ending the 31st day of March, 1991, except for those items included in Schedules A,B,C,D,E and F.....\$8,194,188,411.50 10
- (b) eleven-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule A.....\$174,798,250.00
- (c) ten-twelfths of the total of the 15 amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule B.....\$63,468,333.33
- (d) nine-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said 20 Estimates set forth in Schedule C.....\$581,250,000.00
- (e) six-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule D.....\$404,255,500.00 25
- (f) five-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule E.....\$1,269,512,513.33
- (g) four-twelfths of the total of the 30 amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule F.....\$2,282,375,285.99

1991, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

- a) des trois douzièmes du total des montants des postes énoncés au Budget des dépenses de l'exercice se terminant le 31 5 mars 1991 à l'exception des postes inclus dans les annexes A,B,C,D,E et F.....8 194 188 411,50 \$
- b) des onze douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget 10 énoncé à l'annexe A174 798 250,00 \$
- c) des dix douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncés à l'annexe B63 468 333,33 \$
- d) des neuf douzièmes du total des mon- 15 tants des divers postes dudit Budget énoncé à l'annexe C.....581 250 000,00 \$
- e) des six douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncé à l'annexe D404 255 500,00 \$ 20
- f) des cinq douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncé à l'annexe E.....1 269 512 513,33 \$
- g) des quatre douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget 25 énoncé à l'annexe F.....2 282 375 285,99 \$

Purpose and effect of each item

3. The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet de chaque poste

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du para-

Engagement

10. The first part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

11

11. The second part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

12

12. The third part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

13. The fourth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

14

14. The fifth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

15

15. The sixth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

16. The seventh part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

17. The eighth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

18

18. The ninth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

19. The tenth part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics.

20

into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and
- (b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such item, whichever is the greater.

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

5. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

phe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

10

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

Idem

- a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition; et
- b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

20

5. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Compte à rendre L.R., ch. F-11

30

SCHEDULE A

Items in the said list are contained in the Schedule A and the purpose for which they are granted. This amount is for the financial year ending 31 March 1997 and the purpose for which they are granted.

It should be noted that the amount of 214,798,250.00 being approved by the Board of Directors in the year 1995-96. The amount being granted is 214,798,250.00 being approved by the Board of Directors in the year 1995-96.

Vote Number	Service	Estimated Expenditure	Actual Expenditure for the 1995-96
12	PUBLIC WORKS DEPARTMENT	1,700,000.00	1,700,000.00
13	TRANSPORT DEPARTMENT	7,004,081.21	7,004,081.21
10	TREASURY BOARD SECRETARIAT	174,798,250.00	174,798,250.00

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$174,798,250.00 being eleven-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
15	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures for the construction of the National Gallery of Canada and the Canadian Museum of Civilization	5,230,000	4,794,166.67
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
25	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1990	5,459,000	5,004,083.33
	TREASURY BOARD		
	SECRETARIAT		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
10	Employment Initiatives—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes and to provide resources to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students	180,000,000	165,000,000.00
		190,689,000	174,798,250.00

ANNEXE A

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-91. Le montant accordé par les présentes est de 174 798 250,00 \$, soit les onze douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.
 SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
	TRAVAUX PUBLICS MINISTÈRE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT	\$	\$
15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations.....	5 230 000	4 794 166,67
	TRANSPORTS MINISTÈRE		
25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1990.....	5 459 000	5 004 083,33
	CONSEIL DU TRÉSOR SECRETARIAT PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants.....	180 000 000	165 000 000,00
		190 689 000	174 798 250,00

SCHEDULE B

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$63,468,333.33 being ten-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUM granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	SECRETARY OF STATE	\$	\$
	MINISTRY OF STATE (MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)		
15	Multiculturalism and Citizenship—Operating expenditures.....	76,162,000	63,468,333.33

ANNEXE B

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-91. Le montant accordé par les présentes est de 63 468 333,33 \$, soit les dix douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMME accordée par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT MINISTÈRE D'ÉTAT (MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)	\$	\$
15	Multiculturalisme et Citoyenneté—Dépenses de fonctionnement.....	76 162 000	63 468 333,33

SCHEDULE C

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$581,250,000.00 being nine-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUM granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	TREASURY BOARD	\$	\$
	SECRETARIAT		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	775,000,000	581,250,000.00

ANNEXE C

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-91. Le montant accordé par les présentes est de 581 250 000,00 \$, soit les neuf douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.
 SOMME accordée par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
5	<p style="text-align: center;">CONSEIL DU TRÉSOR</p> <p style="text-align: center;">SECRETARIAT</p> <p style="text-align: center;">PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE</p> <p>Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i>; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit</p>	775 000 000	581 250 000,00

SCHEDULE D

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$404,255,500.00 being six-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT	\$	\$
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
L25	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders	1,422,000	711,000.00
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
45	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates.....	194,157,000	97,078,500.00
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	CANADIAN SPACE AGENCY		
40	Canadian Space Agency—Contributions	13,581,000	6,790,500.00
	SOLICITOR GENERAL		
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
35	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee—Program expenditures	1,048,000	524,000.00

ANNEXE D

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-91. Le montant accordé par les présentes est de 404 255 500,00 \$, soit les six douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon.....	1 422 000	711 000,00
	PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
45	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget.....	194 157 000	97 078 500,00
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
40	Agence spatiale canadienne—Contributions.....	13 581 000	6 790 500,00
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—Dépenses du Programme.....	1 048 000	524 000,00

SCHEDULE D—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	TRANSPORT DEPARTMENT		
1	Transport—Operating expenditures, and <ul style="list-style-type: none"> (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, and shipping; (b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i>; (d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year excluding that received from activities under the Surface Activity; and (e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund 	596,402,000	298,201,000.00
	TREASURY BOARD SECRETARIAT		
	TEMPORARY ASSIGNMENT PROGRAM		
20	Temporary Assignment—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	1,901,000	950,500.00
		808,511,000	404,255,500.00

ANNEXE D—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1	Transports—Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , moins la partie de cette somme qui est créditée au fonds renouvelable des aéroports.....	596 402 000	298 201 000,00
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
	PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE		
20	Affectation temporaire—Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	1 901 000	950 500,00
		808 511 000	404 255 500,00

SCHEDULE E

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$1,269,512,513.33 being five-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	COMMUNICATIONS		
	CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
45	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>	145,595,000	60,664,583.33
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
15	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....	2,145,025,000	893,760,416.67
L20	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	14,303,000	5,959,583.33
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
50	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Northwest Territories listed in the Estimates.....	727,338,000	303,057,500.00
	JUSTICE		
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
20	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Canadian Judicial Council—Operating expenditures.....	391,032	162,930.00
	TRANSPORT		
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
75	National Transportation Agency—Contributions	14,178,000	5,907,500.00
		3,046,830,032	1,269,512,513.33

ANNEXE E

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-1991. Le montant accordé par les présentes est de 1 269 512 513,33 \$, soit les cinq douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.
SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	COMMUNICATIONS		
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
45	Paiement à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	145 595 000	60 664 583,33
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
15	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget et contributions	2 145 025 000	893 760 416,67
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.....	14 303 000	5 959 583,33
	PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
50	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	727 338 000	303 057 500,00
	JUSTICE		
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20	Commissaire à la magistrature fédérale—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement.....	391 032	162 930,00
	TRANSPORTS		
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
75	Office national des transports—Contributions	14 178 000	5 907 500,00
		3 046 830 032	1 269 512 513,33

SCHEDULE F

Based on the Main Estimates, 1990-91. The Amount hereby granted is \$2,282,375,285.99 being four-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	COMMUNICATIONS	\$	\$
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service.....	896,262,000	298,754,000.00
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
55	National Archives of Canada—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....	54,826,000	18,275,333.33
	NATIONAL LIBRARY		
70	National Library—Program expenditures and the grants listed in the Estimates.....	35,158,000	11,719,333.33
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
1	Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	128,373,000	42,791,000.00
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION		
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
30	Immigration and Refugee Board of Canada—Program expenditures.....	55,136,000	18,378,666.67

ANNEXE F

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-91. Le montant accordé par les présentes est de 2 282 375 285,99 \$, soit les quatre douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	COMMUNICATIONS		
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	896 262 000	298 754 000,00
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55	Archives nationales du Canada—Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions	54 826 000	18 275 333,33
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
70	Bibliothèque nationale—Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget ...	35 158 000	11 719 333,33
	CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
	MINISTÈRE		
1	Consommateurs et Sociétés—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	128 373 000	42 791 000,00
	EMPLOI ET IMMIGRATION		
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
30	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada—Dépenses du Programme	55 136 000	18 378 666,67

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES		
	DEPARTMENT		
1	Energy, Mines and Resources—Operating expenditures including authority to spend revenue received during the year arising from the provision of informatics services	388,519,000	129,506,333.33
	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
30	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures	135,141,000	45,047,000.00
	NATIONAL ENERGY BOARD		
35	National Energy Board—Program expenditures.....	22,740,000	7,580,000.00
	ENVIRONMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and contribution.....	40,798,000	13,599,333.33
	JUSTICE		
	DEPARTMENT		
1	Justice—Operating expenditures.....	124,773,000	41,591,000.00
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Operating expenditures, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i>	3,978,858	1,326,286.00
	LABOUR		
	DEPARTMENT		
1	Labour—Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....	57,873,000	19,291,000.00

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
	MINISTÈRE		
1	Énergie, Mines et Ressources—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année découlant de la prestation de services d'informatique	388 519 000	129 506 333,33
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
30	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	135 141 000	45 047 000,00
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
35	Office national de l'énergie—Dépenses du Programme	22 740 000	7 580 000,00
	ENVIRONNEMENT		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du Programme et contribution	40 798 000	13 599 333,33
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1	Justice—Dépenses de fonctionnement	124 773 000	41 591 000,00
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15	Commissaire à la magistrature fédérale—Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	3 978 858	1 326 286,00
	TRAVAIL		
	MINISTÈRE		
1	Travail—Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	57 873 000	19 291 000,00

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	LABOUR (Concluded)		
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10	Canada Labour Relations Board—Program expenditures	7,359,000	2,453,000.00
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15	Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Program expenditures	5,333,000	1,777,666.67
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Departmental Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions, including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	67,402,000	22,467,333.33
	HEALTH PROGRAM		
5	Health—Operating expenditures	645,618,000	215,206,000.00
15	Health—The grants listed in the Estimates and contributions	264,827,000	88,275,666.67
	SOCIAL PROGRAM		
20	Social—Operating expenditures including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	90,586,000	30,195,333.33
	NATIONAL REVENUE		
	TAXATION		
10	Taxation—Operating expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan and the <i>Unemployment Insurance Act</i>	919,269,000	306,423,000.00
	PRIVY COUNCIL		
	COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
20	Commissioner of Official Languages—Program expenditures	11,356,000	3,785,333.33

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	TRAVAIL (Fin)		
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du Programme.....	7 359 000	2 453 000,00
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—Dépenses du Programme	5 333 000	1 777 666,67
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
1	Administration centrale—Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada.....	67 402 000	22 467 333,33
	PROGRAMME DE SANTÉ		
5	Santé—Dépenses de fonctionnement	645 618 000	215 206 000,00
15	Santé—Subventions inscrites au Budget et contributions.....	264 827 000	88 275 666,67
	PROGRAMME SOCIAL		
20	Social—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	90 586 000	30 195 333,33
	REVENU NATIONAL		
	IMPÔT		
10	Impôt—Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage	919 269 000	306 423 000,00
	CONSEIL PRIVÉ		
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
20	Commissaire aux langues officielles—Dépenses du Programme.....	11 356 000	3 785 333,33

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	SECRETARY OF STATE		
	PUBLIC SERVICE COMMISSISON		
25	Public Service Commission—Program expenditures.....	122,333,000	40,777,666.67
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
35	Social Sciences and Humanities Research Council—The grants listed in the Estimates	82,395,000	27,465,000.00
	SOLICITOR GENERAL		
	DEPARTMENT		
1	Solicitor General—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	27,768,000	9,256,000.00
	SUPPLY AND SERVICES		
1	Supply and Services—Operating expenditures and contributions including: (a) recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan, the <i>Unemployment Insurance Act</i> and the Supply Revolving Fund; (b) expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals; and (c) authority to spend revenue received during the year	266,781,000	88,927,000.00
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
40	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty; (a) Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S.—The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby—Saint John ferries and terminals; and b) rail/water and narrow gauge/standard interface, ferries and terminals	136,800,000	45,600,000.00

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	SECRETARIAT D'ÉTAT		
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
25	Commission de la fonction publique—Dépenses du Programme	122 333 000	40 777 666,67
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
35	Conseil de recherches en sciences humaines—Subventions inscrites au Budget	82 395 000	27 465 000,00
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	MINISTÈRE		
1	Solliciteur général—Dépenses du Programme, les subventions inscrites au Budget et contributions	27 768 000	9 256 000,00
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
1	Approvisionnement et Services—Dépenses de fonctionnement et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	266 781 000	88 927 000,00
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
40	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants; a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint-John et terminus; et b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus	136 800 000	45 600 000,00

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	TRANSPORT (Concluded)	\$	\$
	DEPARTMENT (Concluded)		
45	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c) (i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph (c) (ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	435,000,000	145,000,000.00
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65	Grain Transportation Agency Administrator—Program expenditures and contributions	6,085,000	2,028,333.33
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
70	National Transportation Agency—Operating expenditures	31,649,000	10,549,666.67
	VETERANS AFFAIRS		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1	Veterans Affairs—Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein	419,640,000	139,880,000.00
5	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of Treasury Board	1,318,086,000	439,362,000.00

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
45	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c) (i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectations de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c) (ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	435 000 000	145 000 000,00
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65	Administrateur de l'Office du transport du grain—Dépenses du Programme et contributions.....	6 085 000	2 028 333,33
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
70	Office national des transports—Dépenses de fonctionnement.....	31 649 000	10 549 666,67
	ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Anciens combattants—Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède.....	419 640 000	139 880 000,00
5	Anciens combattants—Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1 318 086 000	439 362 000,00

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	VETERANS AFFAIRS (Concluded)		
	CANADIAN PENSION COMMISSION PROGRAM		
10	Canadian Pension Commission—Program expenditures	4,364,000	1,454,666.67
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
15	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures	6,453,000	2,151,000.00
	VETERANS APPEAL BOARD PROGRAM		
20	Veterans Appeal Board—Program expenditures	2,683,000	894,333.33
	WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION		
1	Western Economic Diversification—Operating expenditures	31,761,000	10,587,000.00
		6,847,125,858	2,282,375,285.99

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du Budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	ANCIENS COMBATTANTS (Fin)		
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
10	Commission canadienne des pensions—Dépenses du Programme	4 364 000	1 454 666,67
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
15	Bureau de services juridiques des pensions—Dépenses du Programme	6 453 000	2 151 000,00
	PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
20	Tribunal d'appel des anciens combattants—Dépenses du Programme	2 683 000	894 333,33
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Dépenses de fonctionnement.....	31 761 000	10 587 000,00
		6 847 125 858	2 282 375 285,99

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



Canada Post
Postes Canada
Postage paid Port payé

**FIRST PREMIÈRE
CLASS CLASSE**

**K1A 0S9
OTTAWA**

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

Item No. Numéro de l'article	Description Description	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire	Total Price Prix total
1	1-384 000	1	1.00	1.00
2	1-413 000	1	1.00	1.00
3	1-423 000	1	1.00	1.00
4	1-433 000	1	1.00	1.00
5	1-443 000	1	1.00	1.00
6	1-453 000	1	1.00	1.00
7	1-463 000	1	1.00	1.00
8	1-473 000	1	1.00	1.00
9	1-483 000	1	1.00	1.00
10	1-493 000	1	1.00	1.00
11	1-503 000	1	1.00	1.00
12	1-513 000	1	1.00	1.00
13	1-523 000	1	1.00	1.00
14	1-533 000	1	1.00	1.00
15	1-543 000	1	1.00	1.00
16	1-553 000	1	1.00	1.00
17	1-563 000	1	1.00	1.00
18	1-573 000	1	1.00	1.00
19	1-583 000	1	1.00	1.00
20	1-593 000	1	1.00	1.00
21	1-603 000	1	1.00	1.00
22	1-613 000	1	1.00	1.00
23	1-623 000	1	1.00	1.00
24	1-633 000	1	1.00	1.00
25	1-643 000	1	1.00	1.00
26	1-653 000	1	1.00	1.00
27	1-663 000	1	1.00	1.00
28	1-673 000	1	1.00	1.00
29	1-683 000	1	1.00	1.00
30	1-693 000	1	1.00	1.00
31	1-703 000	1	1.00	1.00
32	1-713 000	1	1.00	1.00
33	1-723 000	1	1.00	1.00
34	1-733 000	1	1.00	1.00
35	1-743 000	1	1.00	1.00
36	1-753 000	1	1.00	1.00
37	1-763 000	1	1.00	1.00
38	1-773 000	1	1.00	1.00
39	1-783 000	1	1.00	1.00
40	1-793 000	1	1.00	1.00
41	1-803 000	1	1.00	1.00
42	1-813 000	1	1.00	1.00
43	1-823 000	1	1.00	1.00
44	1-833 000	1	1.00	1.00
45	1-843 000	1	1.00	1.00
46	1-853 000	1	1.00	1.00
47	1-863 000	1	1.00	1.00
48	1-873 000	1	1.00	1.00
49	1-883 000	1	1.00	1.00
50	1-893 000	1	1.00	1.00
51	1-903 000	1	1.00	1.00
52	1-913 000	1	1.00	1.00
53	1-923 000	1	1.00	1.00
54	1-933 000	1	1.00	1.00
55	1-943 000	1	1.00	1.00
56	1-953 000	1	1.00	1.00
57	1-963 000	1	1.00	1.00
58	1-973 000	1	1.00	1.00
59	1-983 000	1	1.00	1.00
60	1-993 000	1	1.00	1.00
61	1-003 000	1	1.00	1.00
62	1-013 000	1	1.00	1.00
63	1-023 000	1	1.00	1.00
64	1-033 000	1	1.00	1.00
65	1-043 000	1	1.00	1.00
66	1-053 000	1	1.00	1.00
67	1-063 000	1	1.00	1.00
68	1-073 000	1	1.00	1.00
69	1-083 000	1	1.00	1.00
70	1-093 000	1	1.00	1.00
71	1-103 000	1	1.00	1.00
72	1-113 000	1	1.00	1.00
73	1-123 000	1	1.00	1.00
74	1-133 000	1	1.00	1.00
75	1-143 000	1	1.00	1.00
76	1-153 000	1	1.00	1.00
77	1-163 000	1	1.00	1.00
78	1-173 000	1	1.00	1.00
79	1-183 000	1	1.00	1.00
80	1-193 000	1	1.00	1.00
81	1-203 000	1	1.00	1.00
82	1-213 000	1	1.00	1.00
83	1-223 000	1	1.00	1.00
84	1-233 000	1	1.00	1.00
85	1-243 000	1	1.00	1.00
86	1-253 000	1	1.00	1.00
87	1-263 000	1	1.00	1.00
88	1-273 000	1	1.00	1.00
89	1-283 000	1	1.00	1.00
90	1-293 000	1	1.00	1.00
91	1-303 000	1	1.00	1.00
92	1-313 000	1	1.00	1.00
93	1-323 000	1	1.00	1.00
94	1-333 000	1	1.00	1.00
95	1-343 000	1	1.00	1.00
96	1-353 000	1	1.00	1.00
97	1-363 000	1	1.00	1.00
98	1-373 000	1	1.00	1.00
99	1-383 000	1	1.00	1.00
100	1-393 000	1	1.00	1.00

C-72

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-72

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-72

PROJET DE LOI C-72

An Act to establish the Canadian Polar Commission and to
amend certain Acts in consequence thereof

Loi constituant la Commission canadienne des affaires
polaires et modifiant certaines lois en conséquence

First reading, May 25, 1990

Première lecture le 25 mai 1990

**THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-72

PROJET DE LOI C-72

An Act to establish the Canadian Polar Commission and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi constituant la Commission canadienne des affaires polaires et modifiant certaines lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title 1. This Act may be cited as the *Canadian Polar Commission Act*.

Titre abrégé 1. *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires*. 5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions 2. In this Act,
"Board" «conseil»
"Chairperson" «président»
"Commission" «Commission»
"Minister" «ministre»
"polar regions" «régions polaires»
"Board" means the Board of Directors of the Commission;
"Chairperson" means the Chairperson of the Board;
"Commission" means the Canadian Polar Commission established by section 3;
"Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;
"polar regions", when used in relation to Canada, means all regions north of sixty degrees north latitude and all regions north of the southern limit of the discontinuous permafrost zone and, when used generally or in an international context, means the circumpolar regions, including the continent of Antarctica.

Définitions 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
«Commission» La Commission canadienne des affaires polaires constituée en vertu de l'article 3.
«conseil» Le conseil d'administration de la Commission.
«ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la 15 présente loi.
«président» Le président du conseil.
«régions polaires» :
a) Dans le contexte canadien, les régions situées au nord, soit du soixant-20 tième degré de latitude nord, soit de la limite inférieure de la zone du pergélisol discontinu;

6) dans les commissions provinciales, les régions circumpolaires y compris le continent arctique.

COMMISSION DE LA COMMISSION

3. Elle continue la Commission canadienne des affaires polaires, dotée de la personnalité morale.

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Canadian Polar Commission and to amend certain Acts in consequence thereof".

- 1) promotion de leur développement au Canada par la collaboration avec des organisations, institutions et associations tant au pays qu'à l'étranger, en ce qui concerne l'établissement des priorités, notamment dans le domaine scientifique;
- 2) encouragement des organisations institutives et associatives canadiennes à développer et diffuser ces connaissances;
- 3) assistance au ministre, à sa demande, par des conseils sur toute question relative aux régions polaires;
- 4) information du public et des organisations nationales, provinciales et associatives canadiennes sur les matières de recherches en ces régions;
- 5) introduction du rôle à jouer par le Canada au niveau international à titre de nation circumpolaire par l'encouragement de la coopération internationale en ce qui a trait aux connaissances relatives aux régions polaires;
- 6) toute autre activité liée à la mission.

POUVOIRS DE LA COMMISSION

2. La Commission peut, pour l'exécution de sa mission:

- a) proposer, paraitre ou assister en charge la tenue de conférences, séminaires et autres réunions;

6) in the provincial commissions, the polar regions including the Arctic continent.

COMMISSION OF THE COMMISSION

3. It continues the Canadian Polar Commission, a body established by the Parliament of Canada, with legal personality.

RECOMMENDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant la Commission canadienne des affaires polaires et modifiant certaines lois en conséquence».

- (b) promoting the development of knowledge in respect of the polar regions in Canada by cooperating with organizations, institutions and associations in Canada and elsewhere, in the determination of scientific and other priorities;
- (c) encouraging Canadian organizations, institutions and associations to report the development and dissemination of knowledge in respect of the polar regions;
- (d) advising the Minister, when requested, on any matter relating to the polar region;
- (e) providing information about research in respect of the polar region to Canadian and Canadian organizations, institutions and associations;
- (f) involving Canada's international presence in circum-polar affairs by facilitating bilateral and cooperation in the advancement of knowledge in respect of the polar regions;
- (g) undertaking any other activities in the furtherance of its mission.

POWERS OF COMMISSION

2. In order to carry out its purpose the Commission may:

- (a) initiate, sponsor and suggest conferences, seminars and meetings;

b) dans le contexte international, les régions circumpolaires, y compris le continent antarctique.

COMMISSION ESTABLISHED

Commission established

3. A corporation is hereby established to be called the Canadian Polar Commission.

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

Constitution de la Commission

3. Est constituée la Commission canadienne des affaires polaires, dotée de la personnalité morale.

PURPOSE OF COMMISSION

Purpose

4. The purpose of the Commission is to promote the development and dissemination of knowledge in respect of the polar regions by

- (a) monitoring the state of knowledge, in Canada and elsewhere, in respect of the polar regions and reporting regularly and publicly thereon; 10
- (b) promoting the development of knowledge in respect of the polar regions in Canada by cooperating with organizations, institutions and associations, in Canada and elsewhere, in the determination of scientific and other priorities; 15
- (c) encouraging Canadian organizations, institutions and associations to support the development and dissemination of knowledge in respect of the polar regions; 20
- (d) advising the Minister, when requested, on any matter relating to the polar regions; 25
- (e) providing information about research in respect of the polar regions to Canadians and Canadian organizations, institutions and associations; 25
- (f) enhancing Canada's international profile as a circumpolar nation by fostering international cooperation in the advancement of knowledge in respect of the polar regions; and 30
- (g) undertaking any other activities in the furtherance of its purpose.

MISSION

Mission

4. La Commission a pour mission de favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires grâce aux actions suivantes : 10
- a) suivi de leur évolution, tant au Canada qu'à l'étranger, et publication des faits ou éléments nouveaux; 10
 - b) promotion de leur développement au Canada par la collaboration avec des organisations, institutions et associations, tant au pays qu'à l'étranger, en ce qui touche l'établissement des priorités, notamment dans le domaine scientifique; 15
 - c) encouragement des organisations, institutions et associations canadiennes à développer et diffuser ces connaissances; 20
 - d) assistance du ministre, à sa demande, par des conseils sur toute question relative aux régions polaires; 25
 - e) information du public et des organisations, institutions et associations canadiennes en matière de recherches sur ces régions; 25
 - f) intensification du rôle à jouer par le Canada au niveau international à titre de nation circumpolaire par l'encouragement à la coopération internationale en ce qui a trait aux connaissances relatives aux régions polaires; 30
 - g) toute autre activité liée à sa mission. 35

POWERS OF COMMISSION

Powers

5. In order to carry out its purpose, the Commission may

- (a) initiate, sponsor and support conferences, seminars and meetings;
- (b) on its own initiative or at the request of the Minister, undertake and support

POUVOIRS DE LA COMMISSION

Pouvoirs

5. La Commission peut, pour l'exécution de sa mission :

- a) proposer, parrainer ou prendre en charge la tenue de congrès, séminaires et autres réunions; 40

- 43) de se procurer l'information ou de la demander de manière appropriée au directeur des études relatives aux questions politiques et sociales et d'informer des rapports ou autres documents concernant ces questions;
- 44) élaborer les distinctions pour les contributions dans les domaines liés à la migration et favoriser la recherche et les applications scientifiques dans les régions politiques du Canada;
- 45) promouvoir et appuyer les programmes et activités des organisations, institutions, associations et personnes qui effectuent des recherches sur les régions politiques;
- 46) solliciter, par des legs ou autre mode de libéralité, des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, en vue de financer des études, recherches ou autres projets d'intérêt public; les conditions dont sont éventuellement assorties ces libéralités;
- 47) employer les fonds affectés par les gouvernements provinciaux ou étrangers à des activités pour lesquelles respectivement les conditions dont est éventuellement assortie leur affectation;
- 48) prendre toute autre mesure utile à l'exécution de sa mission et à l'exercice de ses attributions.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 49) La composition des activités de la Commission est réglée par un conseil d'administration composé de dix-huit membres, dont le président et deux vice-présidents — nommé par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre;
- 50) Les administrateurs doivent posséder la formation ou l'expérience propre à aider la Commission à remplir sa mission. La composition du conseil tient compte de la diversité ethnique, linguistique et régionale des régions politiques du Canada;
- 51) Les personnes désignées à titre de membres d'administration n'ont pas le droit de recevoir un salaire ou un traitement en vertu de leur contrat de travail.

- 49) to obtain or procure information or to demand information in an appropriate manner from the Director of Studies in connection with questions of political and social nature and to report on such matters;
- 50) to develop distinctions for contributions in the areas related to migration and to favour research and scientific applications in the political regions of Canada;
- 51) to promote and support the programmes and activities of organizations, institutions, associations and individuals involved in research relating to the political regions;
- 52) to solicit any money, securities or other property by gift, bequest or otherwise and to hold, expend, invest, administer or dispose of that property, subject to any terms on which it is given, provided or otherwise made available to the Commission;
- 53) to expend any money appropriated by Parliament or any Legislature or Government for the activities of the Commission, subject to any terms on which it is appropriated;
- 54) to undertake any other activities that are conducive to the furtherance of its purposes and to the exercise of its powers.

BOARD OF DIRECTORS

- 55) The activities of the Commission shall be managed by a Board of Directors consisting of up to twelve members, including a Chairperson and two Vice-Chairpersons, to be appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister;
- 56) Persons appointed to the Board must have knowledge or experience that will assist the Commission in the furtherance of its purposes having regard to the ethnic, linguistic and regional diversity of Canada's political regions;
- 57) Persons who are not eligible to be appointed or to continue as members of the Board

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

Information to be published in the Official Journal of the Government of Canada

studies on matters relating to the polar regions and publish and disseminate studies, reports and other documents in relation to such matters;

(c) recognize achievements and contributions in areas related to its purpose and give prominence to scientific research and the applications of such research in respect of Canada's polar regions;

(d) support and encourage the programs and activities of organizations, institutions, associations and individuals involved in research relating to the polar regions;

(e) acquire any money, securities or other property by gift, bequest or otherwise, and hold, expend, invest, administer or dispose of that property, subject to any terms on which it is given, bequeathed or otherwise made available to the Commission;

(f) expend any money appropriated by Parliament or any legislature or government for the activities of the Commission, subject to any terms on which it is appropriated; and

(g) undertake any other activities that are conducive to the furtherance of its purpose and to the exercise of its powers.

b) de sa propre initiative ou à la demande du ministre, appuyer ou effectuer des études relatives aux questions polaires, et publier et diffuser des rapports ou autres documents concernant ces questions;

c) décerner des distinctions pour les contributions dans les domaines liés à sa mission et favoriser la recherche et les applications scientifiques dans les régions polaires du Canada;

d) promouvoir et appuyer les programmes et activités des organisations, institutions, associations et particuliers qui effectuent des recherches sur les régions polaires;

e) acquérir, par don, legs ou autre mode de libéralités, des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les détenir, employer, investir, gérer ou aliéner, pourvu qu'elle respecte les conditions dont sont éventuellement assorties ces libéralités;

f) employer les crédits affectés par les pouvoirs publics canadiens ou étrangers à ses activités, pourvu qu'elle respecte les conditions dont est éventuellement assortie leur affectation;

g) prendre toute autre mesure utile à l'exécution de sa mission et à l'exercice de ses attributions.

BOARD OF DIRECTORS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Management of activities of the Commission

6. (1) The activities of the Commission shall be managed by a Board of Directors consisting of up to twelve members, including a Chairperson and two Vice-Chairpersons, to be appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister.

6. (1) La conduite des activités de la Commission est assurée par un conseil d'administration composé d'au plus douze administrateurs — dont le président et deux vice-présidents — nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

30 Conduite des activités

Qualifications of members

(2) Persons appointed to the Board must have knowledge or experience that will assist the Commission in the furtherance of its purpose, having regard to the ethnic, linguistic and regional diversity of Canada's polar regions.

(2) Les administrateurs doivent posséder la formation ou l'expérience propres à aider la Commission à remplir sa mission. La composition du conseil tient compte de la diversité ethnique, linguistique et régionale des régions polaires du Canada.

35 Conditions de nomination

Ineligibility

(3) Full-time employees in the public service of Canada are not eligible to be appointed or to continue as members of the Board.

(3) Les personnes employées à temps plein dans l'administration publique fédérale ne peuvent être nommées administrateurs ou continuer de l'être.

40 Inadmissibilité

45

Terms of office	7. (1) Members of the Board shall be appointed to hold office during pleasure for terms not exceeding three years.	7. (1) La durée maximale du mandat des administrateurs est de trois ans; ceux-ci occupent leur poste à titre amovible.	Durée du mandat
Re-appointment	(2) A member of the Board is eligible for re-appointment for a second term of office in the same or another capacity.	(2) Les administrateurs peuvent recevoir un second mandat, aux fonctions identiques ou non.	Reconduction du mandat
Resignation	8. A member of the Board who wishes to resign shall notify the Minister in writing to that effect, and the resignation becomes effective at the time the Minister receives the notice or at the time specified in the notice, whichever is the later.	8. Tout administrateur peut démissionner de ses fonctions en avisant le ministre par écrit de son intention, la démission prenant effet sur réception de l'avis ou à la date ultérieure précisée dans celui-ci.	Démission
Remuneration	9. (1) The Chairperson and the Vice-Chairpersons shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council.	9. (1) Le président et les vice-présidents reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Idem	(2) The members of the Board, other than the Chairperson and the Vice-Chairpersons, shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council for their attendance at such meetings of the Board, or of any of its committees, as the Chairperson directs them to attend, and for any special work for the Commission performed by them at the request of the Chairperson.	(2) Les administrateurs, à l'exception du président et des vice-présidents, reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil lorsque, à la demande du président, ils assistent aux réunions du conseil ou de ses comités ou ils accomplissent des missions extraordinaires pour le compte de la Commission.	Idem
Expenses	10. Members of the Board are entitled to be paid such travel and living expenses as are fixed by by-law of the Board while absent from their ordinary place of residence in the course of their duties under this Act.	10. Les administrateurs ont droit, conformément au règlement administratif, aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.	Indemnité

CHAIRPERSON

PRÉSIDENT

Role of Chairperson	11. The Chairperson is the chief executive officer of the Commission and has supervision over and direction of the work and staff of the Commission.	11. Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.	Attributions
Absence of Chairperson	12. In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, one of the Vice-Chairpersons shall be designated by the Board to exercise all of the powers and perform all of the duties and functions of the Chairperson.	12. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assumée par le vice-président désigné par le conseil.	Intérim
PRINCIPAL OFFICE AND MEETINGS		SIÈGE ET RÉUNIONS	
Principal office	13. The principal office of the Commission shall be in the National Capital Region	13. Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège

14. (1) The Board shall consist of the following members:

(a) The President of the Board of Directors of the Corporation;

(b) The Vice-President of the Corporation;

(c) The Secretary of the Corporation;

(d) The Treasurer of the Corporation;

(e) The Chairman of the Board of Directors of the Corporation;

(f) The Vice-Chairman of the Board of Directors of the Corporation;

(g) The members of the Board of Directors of the Corporation who are not officers or directors of the Corporation.

15. (1) The Board shall have the authority to do all such things as may be necessary or proper for the Corporation to carry out its business and to exercise its powers and perform its duties.

16. (1) Subject to subsection (2), the Board shall meet at least four times in each year on dates to be determined by the Board.

17. (1) At least half of the Board shall be elected each year by the members of the Corporation who are entitled to vote at the annual general meeting of the Corporation.

(2) The Board may elect one or more members to fill any vacancy that may occur in the Board.

(3) The Board may elect one or more members to fill any vacancy that may occur in the Board.

18. (1) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

19. (1) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

(2) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

20. (1) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

(2) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

21. (1) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

(2) The Board may make by-laws respecting the Corporation.

14. (1) Le conseil d'administration de la Corporation sera composé des membres suivants :

(a) Le président du conseil d'administration de la Corporation;

(b) Le vice-président de la Corporation;

(c) Le secrétaire de la Corporation;

(d) Le trésorier de la Corporation;

(e) Le président du conseil d'administration de la Corporation;

(f) Le vice-président du conseil d'administration de la Corporation;

(g) Les membres du conseil d'administration de la Corporation qui ne sont ni officiers ni administrateurs de la Corporation.

15. (1) Le conseil d'administration de la Corporation aura l'autorité de faire toutes les choses que la Corporation peut faire et de remplir ses obligations et de lui procurer les avantages.

16. (1) Le conseil d'administration de la Corporation se réunira au moins quatre fois par année à des dates à déterminer par le conseil d'administration de la Corporation.

17. (1) Au moins la moitié du conseil d'administration de la Corporation sera élue chaque année par les membres de la Corporation qui ont le droit de voter à la réunion générale annuelle de la Corporation.

(2) Le conseil d'administration de la Corporation peut élire un ou plusieurs membres pour combler toute ou plusieurs vacances qui se produisent dans le conseil d'administration de la Corporation.

(3) Le conseil d'administration de la Corporation peut élire un ou plusieurs membres pour combler toute ou plusieurs vacances qui se produisent dans le conseil d'administration de la Corporation.

18. (1) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

19. (1) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

(2) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

20. (1) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

(2) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

21. (1) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

(2) Le conseil d'administration de la Corporation peut adopter des règlements relatifs à la Corporation.

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

described in the schedule to the *National Capital Act*.

Regional offices

14. (1) The Board shall establish such regional offices in Canada as the Board considers necessary for the furtherance of the Commission's purpose.

14. (1) Le conseil constitue au Canada les bureaux régionaux dont il estime la création nécessaire pour l'accomplissement de la mission de la Commission.

Bureaux régionaux

Northern office

(2) At least one regional office of the Commission shall be at a place north of sixty degrees north latitude.

(2) Au moins l'un des bureaux régionaux constitués par le conseil doit être situé au nord du soixantième degré de latitude nord.

5 Bureau nordique

Meetings

15. (1) Subject to subsection (2), the Board shall meet at least four times in each year, at different places in Canada, at such times and places as the Chairperson may select.

15. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le conseil tient, aux dates, heures et lieux fixés par le président, un minimum de quatre réunions par an dans des lieux différents au Canada.

Réunions

Northern meetings

(2) At least half of the Board's meetings in each year shall be held at places north of sixty degrees north latitude.

(2) Le conseil tient au moins la moitié de ses réunions annuelles en un lieu situé au nord du soixantième degré de latitude nord.

Réserve

Committees

16. The Board may, subject to its by-laws, appoint an Executive Committee from among the members of the Board and appoint advisory and other committees consisting, wholly or partly, of members of the Board and persons who are not members of the Board.

16. Le conseil peut, en conformité avec ses règlements administratifs, constituer un comité directeur composé d'administrateurs, ainsi que des comités consultatifs ou autres composés exclusivement ou non d'administrateurs ou de personnes choisies en dehors de ses membres.

15 Comités

BY-LAWS

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

By-laws

17. The Board may make by-laws respecting

17. Le conseil peut, par règlement administratif, prévoir :

Règlements administratifs

(a) subject to the approval of the Governor in Council, the expenses referred to in section 10 to be paid to the members of the Board;

30

(b) the constitution of any committees appointed under section 16, the roles and duties of the committees and, subject to the approval of the Governor in Council, the expenses, if any, to be paid to any members of those committees who are not members of the Board;

(c) the procedure at meetings of the Board and its committees;

(d) the administration, management and control of the property of the Commission; and

(e) the conduct and management of the work of the Commission.

a) avec l'approbation du gouverneur en conseil, les indemnités payables aux administrateurs en vertu de l'article 10;

b) la constitution des comités visés à l'article 16, leurs attributions et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, les indemnités payables, le cas échéant, à ceux de leurs membres qui ne sont pas administrateurs;

c) la procédure à suivre pour ses réunions et celles de ses comités;

d) la gestion et la disposition des biens de la Commission;

e) l'exercice des activités de la Commission.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL

Article 1

1. La Commission, dans le cadre de ses attributions, est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.

1. The Commission is for all its powers an agent of Her Majesty in right of Canada and it may exercise its powers only as an agent of Her Majesty.

Section 1

Article 2

2. La Commission peut, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, contracter avec le nom de celle-ci ou de son agent.

2. The Commission may, on behalf of Her Majesty in right of Canada, enter into contracts in the name of Her Majesty or in its own name.

Section 2

Section 3

Article 3

3. Les biens acquis par la Commission pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, les titres de propriété affectés par elle à un usage public ou privé, ne sont pas soumis à la saisie.

3. Any property acquired by the Commission in the name of Her Majesty in right of Canada and this property may be vested in the name of Her Majesty or in the name of the Commission.

Article 4

4. À l'égard des droits et obligations de Sa Majesté en matière de biens, la Commission agit en son nom propre sans que le nom de Sa Majesté du chef du Canada soit mentionné.

4. Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Commission on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether in its name or in the name of Her Majesty, may be brought or taken by or against the Commission in the name of the Commission in any court that would have jurisdiction if the Commission were not an agent of Her Majesty.

Section 4

Article 5

5. Le conseil peut nommer le personnel nécessaire à l'exécution des activités de la Commission et définir les fonctions du personnel de même que ses conditions d'emploi.

5. The Board may appoint such officers and employees as may be necessary for the proper conduct of the work of the Commission and prescribe the duties of those officers and employees and the conditions of their employment.

Section 5

Article 6

6. Le conseil fixe le traitement et les indemnités du personnel nommé conformément au paragraphe 5.

6. The officers and employees of the Commission appointed pursuant to subsection 5 shall be paid such salaries and expenses as are fixed by the Board.

Section 6

VÉRIFICATION

AUDIT

Article 7

7. Le vérificateur général du Canada examine chaque année les comptes et opérations financières de la Commission et en fait rapport au conseil et au ministre.

7. The accounts and financial transactions of the Commission shall be audited annually by the Auditor General of Canada, and a report of the audit shall be made to the Board and to the Minister.

Section 7

RAPPORT

REPORT

Article 8

8. Dans les quatre premiers mois de chaque année de la Commission, le président présente au ministre le rapport d'activités de celle-ci pour l'exercice précédent.

8. Within the first four months after the commencement of each fiscal year, the Chairman shall submit to the Minister a report of the activities of the Commission for

Section 8

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Commission agent of Her Majesty	18. (1) The Commission is for all its purposes an agent of Her Majesty in right of Canada and it may exercise its powers only as an agent of Her Majesty.	18. (1) La Commission, dans le cadre de ses attributions, est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.	Statut de la Commission
Contracts	(2) The Commission may, on behalf of Her Majesty in right of Canada, enter into contracts in the name of Her Majesty or in its own name.	5 (2) La Commission peut, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, contracter sous le nom de celle-ci ou le sien.	5 Contrats
Property	(3) Any property acquired by the Commission is the property of Her Majesty in right of Canada and title thereto may be vested in the name of Her Majesty or in the name of the Commission.	(3) Les biens acquis par la Commission appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada; les titres de propriété afférents peuvent être au nom de celle-ci ou au sien.	Biens
Proceedings	(4) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Commission on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether in its name or in the name of Her Majesty, may be brought or taken by or against the Commission in the name of the Commission in any court that would have jurisdiction if the Commission were not an agent of Her Majesty.	(4) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada sous le nom de celle-ci ou le sien, la Commission peut ester en justice sous son propre nom devant les tribunaux qui seraient compétents si elle n'était pas mandataire de Sa Majesté.	Actions en justice
Staff	19. (1) The Board may (a) appoint such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission; and (b) prescribe the duties of those officers and employees and the conditions of their employment.	19. (1) Le conseil peut : a) nommer le personnel nécessaire à l'exercice des activités de la Commission; b) définir les fonctions du personnel de même que ses conditions d'emploi.	Personnel
Salaries and expenses of staff	(2) The officers and employees of the Commission appointed pursuant to subsection (1) shall be paid such salaries and expenses as are fixed by the Board.	(2) Le conseil fixe le traitement et les indemnités du personnel nommé conformément au paragraphe (1).	Traitement et indemnités

AUDIT

VÉRIFICATION

Audit	20. The accounts and financial transactions of the Commission shall be audited annually by the Auditor General of Canada, and a report of the audit shall be made to the Board and to the Minister.	20. Le vérificateur général du Canada examine chaque année les comptes et opérations financières de la Commission et en fait rapport au conseil et au ministre.	Vérification
-------	---	---	--------------

REPORT

RAPPORT

Annual report	21. (1) Within the first four months after the commencement of each fiscal year, the Chairperson shall submit to the Minister a report of the activities of the Commission for	21. (1) Dans les quatre premiers mois de chaque exercice de la Commission, le président présente au ministre le rapport d'activité de celle-ci pour l'exercice précédent, y	Rapport annuel
---------------	--	---	----------------

concerning the date, manner and the report of the Commission on the general affairs of the Commission... the public to see.

the preceding fiscal year, including the financial statements of the Commission and the... the public secretary at the principal office of the Commission.

(2) The Minister shall deposit the documents... in the public secretary's office on the day on which the Minister receives the reports.

(3) The Minister shall cause a copy of the... to be deposited in the substance of the... before each House of Parliament on the first sitting day on which that House sits after the day on which the Minister receives the reports.

MODIFICATIONS CORRELATIVES
Loi sur l'accès à l'information

CONSTITUTIONAL AMENDMENTS
Access to Information Act

22. L'article 1 de la Loi sur l'accès à l'information est modifié par insertion, aux 10 et 11 des lignes indiquées sous l'interligne suivant, d'un paragraphe additionnel de ce qui suit:

22. Schedule 1 to the Access to Information Act is amended by adding therein, at the places indicated under the heading "Other Government Institutions", the following:

Commission canadienne des affaires politiques
Canadian Policy Commission

Canadian Policy Commission
Commission canadienne des affaires politiques

23. L'article 11 de la Loi sur l'accès à l'information est modifié par insertion, aux 10 et 11 des lignes indiquées sous l'interligne suivant, d'un paragraphe additionnel de ce qui suit:

23. Schedule 11 to the Access to Information Act is amended by adding therein, at the places indicated under the following heading:

Commission canadienne des affaires politiques
Canadian Policy Commission

Canadian Policy Commission
Commission canadienne des affaires politiques

24. L'article de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifié par insertion, aux 10 et 11 des lignes indiquées sous l'interligne suivant, d'un paragraphe additionnel de ce qui suit:

24. The schedule to the Privacy Act is amended by adding therein, at the places indicated under the heading "Other Government Institutions", the following:

Commission canadienne des affaires politiques
Canadian Policy Commission

Canadian Policy Commission
Commission canadienne des affaires politiques

25. La partie I de l'article 1 de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par insertion, aux 10 et 11 des lignes indiquées sous l'interligne suivant, d'un paragraphe additionnel de ce qui suit:

25. Part I of Schedule 1 to the Access to Information Act is amended by adding therein, at the places indicated under the heading "Other Government Institutions", the following:

Commission canadienne des affaires politiques
Canadian Policy Commission

Canadian Policy Commission
Commission canadienne des affaires politiques

the preceding fiscal year, including the financial statements of the Commission and the Auditor General's report, and the Commission shall make the annual report available for public scrutiny at the principal office of the Commission. 5

compris les états financiers et le rapport du vérificateur général afférents. La Commission tient le rapport d'activité à la disposition du public à son siège.

Tabling

(2) The Minister shall cause a copy of the reports referred to in subsection (1) to be laid before each House of Parliament within the first fifteen days on which that House is sitting after the day on which the Minister has received the reports.

(2) Le ministre fait déposer les documents devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur réception.

5 Dépôt

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

22. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following: 15

22. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit : 10

"Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires"

«Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission» 15

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

23. Schedule II to the *Financial Administration Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following: 20

23. L'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 20

"Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires" 25

«Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission»

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

24. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following: 30

24. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

"Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires"

«Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission» 30

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

25. Part II of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by

25. La partie II de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction*

addition, the Commission is authorized to

publish any information that it receives

in the course of its operations.

27. The Commission shall have the right

to call upon any person who is

ENTRÉE EN VIGUEUR

27. La Commission a le droit de demander

any person who is in possession of

information that is relevant to

the Commission's mandate.

28. Part I of the Act shall come into

force on the day on which the

COMING INTO FORCE

27. This Act shall come into force on a

1. The Commission shall have the right to call upon any person who is in possession of information that is relevant to the Commission's mandate.

1. This Act shall come into force on the day on which the Part I of the Act shall come into force.

adding thereto, in alphabetical order, the following:

“Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires”

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

26. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

“Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires”

COMING INTO FORCE

Coming into force

27. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

publique est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission»

5

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

26. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Commission canadienne des affaires polaires
Canadian Polar Commission»

10

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

27. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

15

C-73

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-73

An Act to provide for the dissolution or transfer of certain
Crown corporations and to amend certain Acts in
consequence thereof

First reading, May 31, 1990

THE MINISTER OF STATE
(PRIVATIZATION AND REGULATORY AFFAIRS)

C-73

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-73

Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État et
modifiant certaines lois en conséquence

8 Première lecture le 31 mai 1990

LE MINISTRE D'ÉTAT
(PRIVATISATION ET AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-73

PROJET DE LOI C-73

An Act to provide for the dissolution or transfer of certain Crown corporations and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Crown Corporations Dissolution or Transfer Authorization Act*.

1. *Loi sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État.*

Titre abrégé

5

CANADA HARBOUR PLACE CORPORATION

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA INC.

Authorization of disposal

2. (1) The Minister of Transport is hereby authorized to sell or otherwise dispose of, on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council, any or all shares of 10 Canada Harbour Place Corporation held by the Minister.

2. (1) Le ministre des Transports est autorisé à céder — à titre onéreux ou non —, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, tout ou partie des actions de la Corporation Place du Havre Canada Inc. 10 qu'il détient.

Autorisation d'aliénation

Vesting in Corporation

(2) For the purposes of effecting a disposal authorized by subsection (1),
(a) all property, rights and interests of 15 Her Majesty in right of Canada held by Canada Harbour Place Corporation immediately before the coming into force of this subsection, and
(b) all obligations and liabilities of Her 20 Majesty in right of Canada incurred by Canada Harbour Place Corporation and existing immediately before the coming into force of this subsection

(2) Sont dévolus à la Corporation, en vue de la cession :

Dévolution à la Corporation

a) les biens et droits de Sa Majesté du chef du Canada que détient la Corporation 15 à l'entrée en vigueur du présent paragraphe;
b) les dettes et autres obligations incombant à Sa Majesté du chef du Canada que la Corporation a contractées et qui subsis- 20 tent à l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

are hereby vested in the Corporation.

25

(1) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(2) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(3) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(4) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

RECOMMENDATION

RECOMMANDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide for the dissolution or transfer of certain Crown corporations and to amend certain Acts in consequence thereof".

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence».

(5) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(6) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(7) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(8) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(9) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(10) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(11) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(12) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(13) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(14) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(15) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(16) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(17) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(18) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(19) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(20) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(21) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

(22) The Corporation is authorized to borrow money and to incur liabilities in connection with the business of the Corporation.

Authorization of disposal of assets	(3) Canada Harbour Place Corporation is hereby authorized to sell or otherwise dispose of all or substantially all of the assets of the Corporation, including shares of any other corporation held by the Corporation, on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council.	(3) La Corporation est autorisée à céder — à titre onéreux ou non —, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, la totalité ou une partie importante de son actif, y compris les actions qu'elle détient dans toute autre personne morale.	Autorisation de cession d'actif
Directors cease to hold office	3. The directors of Canada Harbour Place Corporation cease to hold office at the close of the first meeting of shareholders of the Corporation held after the date on which any or all shares of the Corporation are disposed of pursuant to subsection 2(1).	3. Les administrateurs de la Corporation cessent d'exercer leur charge à la clôture de la première assemblée des actionnaires tenue après la date de la cession visée au paragraphe 2(1).	Cessation des fonctions
Agency status revoked	4. The <i>Government Corporations Operation Act</i> ceases to apply to Canada Harbour Place Corporation and the Corporation ceases to be an agent of Her Majesty in right of Canada.	4. La <i>Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public</i> cesse de s'appliquer à la Corporation et celle-ci cesse d'être mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.	Perte du statut de mandataire
R.S., c. F-8	5. Schedule I to the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act</i> is amended by deleting therefrom: "Canada Harbour Place Corporation <i>Corporation Place du Havre Canada Inc.</i> "	5. L'annexe I de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : "Corporation Place du Havre Canada Inc. <i>Canada Harbour Place Corporation</i> "	L.R., ch. F-8
R.S., c. F-11	6. Part I of Schedule III to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by deleting therefrom: "Canada Harbour Place Corporation <i>Corporation Place du Havre Canada Inc.</i> "	6. La partie I de l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : "Corporation Place du Havre Canada Inc. <i>Canada Harbour Place Corporation</i> "	L.R., ch. F-11
	CANADA MUSEUMS CONSTRUCTION CORPORATION INC.	SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA, INC.	
Transfer of share	7. (1) The share of Canada Museums Construction Corporation Inc. held by the Minister of Public Works in trust for Her Majesty in right of Canada is hereby transferred to Canada Lands Company Limited, which is hereby authorized to acquire the share.	7. (1) L'action de la Société de construction des musées du Canada, Inc. détenue par le ministre des Travaux publics en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada est cédée à la Société immobilière du Canada Limitée, qui est autorisée à l'acquérir.	Cession d'action
Provision not applicable	(2) Subsection 91(1) of the <i>Financial Administration Act</i> does not apply in respect of the transfer of a share by subsection (1).	(2) Le paragraphe 91(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ne s'applique pas à la cession visée au paragraphe (1).	Disposition inapplicable
Continued on schedule	8. Notwithstanding subsection 31(2.1) of the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements</i>	8. Malgré l'article 9 de la présente loi et le paragraphe 31(2.1) de la <i>Loi sur les arran-</i>	Annexe non modifiée

and *Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* and section 9 of this Act, Canada Museums Construction Corporation Inc. shall continue to be named in Schedule I to that Act until deleted therefrom pursuant to that Act.

gements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, le nom de la Société ne peut être retranché de l'annexe I de cette dernière loi que conformément à ses dispositions.

R.S., c. F-11

9. Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act* is amended by deleting therefrom:

9. La partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

L.R., ch. F-11

"Canada Museums Construction Corporation Inc.
Société de construction des musées du Canada, Inc."

«Société de construction des musées du Canada, Inc.
Canada Museums Construction Corporation Inc.»

CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

Corporation dissolved

10. (1) The Canadian Livestock Feed Board is hereby dissolved.

10. (1) L'Office canadien des provendes est dissous.

Dissolution

References

(2) Every reference to the Canadian Livestock Feed Board in any deed, contract or other document executed by the Board in its own name shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to Her Majesty in right of Canada.

(2) Sauf indication contraire du contexte, «Sa Majesté du chef du Canada» remplace, dans les contrats, actes ou autres documents signés par l'Office sous son nom, toute mention de celui-ci.

Mentions remplacées

Closing out affairs

(3) The Minister designated for the purposes of the *Livestock Feed Assistance Act* may do all things and perform all acts necessary for or incidental to closing out the affairs of the Canadian Livestock Feed Board.

(3) Le ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme* peut prendre toute mesure utile à la liquidation de l'Office.

Liquidation

Commencement of legal proceedings

11. (1) Any action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the Canadian Livestock Feed Board, or by the Minister referred to in subsection 10(3) in closing out the affairs of the Board, may be brought against Her Majesty in right of Canada in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the Board.

11. (1) Les procédures judiciaires visant les dettes et autres obligations incombant soit à l'Office, soit, lors de la liquidation de celui-ci, au ministre visé au paragraphe 10(3), peuvent être intentées contre Sa Majesté du chef du Canada devant la juridiction qui aurait été compétente si elles avaient été intentées contre l'Office.

Procédures judiciaires nouvelles

Continuation of legal proceedings

(2) Any action, suit or other legal proceeding to which the Canadian Livestock Feed Board is party pending in any court on the coming into force of this section may be continued by or against Her Majesty in right of Canada in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Board.

(2) Sa Majesté du chef du Canada se substitue à l'Office, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie dans les procédures judiciaires en cours à l'entrée en vigueur du présent article.

Procédures judiciaires en cours

13. (1) The definition "Act" in section 2(1) of the Act shall be interpreted as including any instrument made under the authority of the Act or any provision thereof, whether or not the instrument is made in accordance with the provisions of the Act.

13. L'initiative qui précède l'article 2 et les articles 3 et 4 de la même loi sont abrogés.

14. L'initiative qui précède l'article 1 de la loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Article 1.

15. A member of the Board shall not be eligible for re-election to the Board for a second term unless he or she has been a member of the Board for at least one year immediately preceding the election.

15. Le membre du Collège qui a été élu pour la première fois n'est pas éligible pour un deuxième mandat à moins qu'il n'ait été membre du Collège pendant au moins une année immédiatement précédant l'élection.

16. Paragraph 10 of section 2 of the Act is amended to read as follows:

16. Paragraphe 10 de l'article 2 de la loi est modifié et se lit comme suit :

17. (1) The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

17. (1) Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

18. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

18. Les membres du Collège sont élus par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

19. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

19. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

20. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

20. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

21. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

21. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

22. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

22. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

23. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

23. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

24. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

24. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

25. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

25. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

26. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

26. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

27. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

27. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

28. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

28. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

29. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

29. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

30. The member of the Board shall be elected by the members of the Board for a term of three years, which may be renewed for a further term of three years.

30. Le membre du Collège est élu par les membres du Collège pour une période de trois ans, laquelle peut être renouvelée pour une autre période de trois ans.

R.S., c. L-10

12. (1) The definitions "Board" and "order" in subsection 2(1) of the *Livestock Feed Assistance Act* are repealed.

(2) The definitions "Advisory Committee" or "Committee", "Chairman" and "Vice-Chairman" in subsection 2(1) of the English version of the said Act are repealed.

13. The heading preceding section 3 and sections 3 and 4 of the said Act are repealed.

14. The heading preceding section 5 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"PURPOSE OF ACT"

15. All that portion of section 5 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Purpose of Act

"5. The purpose of this Act is to ensure"

16. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following heading:

"POWERS AND DUTIES OF MINISTER"

17. (1) All that portion of section 6 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Powers

"6. The Minister may"

(2) Paragraphs 6(e) to (k) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(e) by order served personally or by registered mail, require any person engaged in the business of storing, handling or shipping feed grain in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory or the Northwest Territories, or any livestock feeder, to furnish in writing to the Minister within such reasonable time as may be stipulated in the order, information relating to feed grain consumption, storage, handling,

L.R., ch. L-10

12. (1) Les définitions de «Office» et «ordonnance», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme*, sont abrogées.

(2) Les définitions de "Advisory Committee" ou "Committee", "Chairman" et "Vice-Chairman", au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi, sont abrogées.

13. L'intertitre qui précède l'article 3 et les articles 3 et 4 de la même loi sont abrogés.

14. L'intertitre qui précède l'article 5 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«OBJET DE LA LOI»

15. Le passage de l'article 5 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«5. La présente loi a pour objet d'assurer :»

16. La même loi est modifiée, par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

«POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE»

17. (1) Le passage de l'article 6 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«6. Le ministre peut :»

(2) Les alinéas 6e) à k) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«e) enjoindre, par arrêté signifié à personne ou envoyé sous pli recommandé, aux éleveurs ou aux personnes qui s'occupent d'entreposage, de manutention ou d'expédition de céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, de lui communiquer par écrit, dans le délai raisonnable que fixe l'arrêté, des renseignements sur la consommation, l'entreposage, la manutention,

EXPLANATORY NOTES

Clause 12: (1) and (2) The definitions in subsection 2(1) read as follows:

“Advisory Committee” or “Committee” means the Livestock Feed Board Advisory Committee established by section 15;

“Board” means the Canadian Livestock Feed Board established by section 3;

...

“Chairman” means the Chairman of the Board;

...

“order” means an order of the Board and includes instructions to the trade issued by the Board;

“Vice-Chairman” means the Vice-Chairman of the Board.”

Clause 13: The heading and sections 3 and 4 read as follows:

“CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD

3. A corporation is hereby established, to be known as the Canadian Livestock Feed Board, consisting of a Chairman, a Vice-Chairman and not less than one or more than three other members.

4. (1) Notwithstanding subsection 105(1) of the *Financial Administration Act*, each member of the Board, other than the Chairman and Vice-Chairman, shall be appointed by the Minister, with the approval of the Governor in Council, to hold office during good behaviour for such term, not exceeding three years, as will ensure, as far as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one-half of the members, but may be removed at any time by the Minister, with the approval of the Governor in Council for cause.

(2) Notwithstanding subsection 105(5) of the *Financial Administration Act*, the Chairman and Vice-Chairman shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for such term as the Governor in Council deems appropriate and may be removed at any time by the Governor in Council for cause.

(3) No member shall hold office beyond the age of seventy years.

(4) The Chairman, and in his absence the Vice-Chairman, shall preside at meetings of the Board.”

Clause 14: The heading at present reads as follows:

“OBJECTS, POWERS AND DUTIES”

Clause 15: The relevant portion of section 5 at present reads as follows:

“5. The objects of the Board are to ensure”

Clause 16: New.

Clause 17: (1) The relevant portion of section 6 at present reads as follows:

“6. The Board may, in furtherance of its objects,”

(2) Paragraphs 6(e) to (k) at present read as follows:

“(e) with the approval of the Governor in Council, acquire and hold real property;

NOTES EXPLICATIVES

Article 12, (1). — Texte des définitions de «office» et «ordonnance» :

«Office» L'Office canadien des provenendes constitué par l'article 3.

«ordonnance» Ordonnance de l'Office; y sont assimilées les instructions aux commerçants données par celui-ci.»

(2). — Texte des définitions de «Advisory Committee» ou «Committee», «Chairman» et «Vice-Chairman» de la version anglaise :

“Advisory Committee” or “Committee” means the Livestock Feed Board Advisory Committee established by section 15;

“Chairman” means the Chairman of the Board;

“Vice-Chairman” means the Vice-Chairman of the Board.»

Article 13. — Texte de l'intertitre qui précède l'article 3 et des articles 3 et 4 :

«OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

3. Est constitué l'Office canadien des provenendes, doté de la personnalité morale et composé de trois à cinq membres, dont le président et le vice-président.

4. (1) Par dérogation au paragraphe 105(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, nomme à titre inamovible les membres de l'Office, à l'exception du président et du vice-président, pour des mandats respectifs de trois ans au maximum, des mandats étant, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année touche au plus la moitié des membres; ils sont révocables à tout moment, sur décision motivée du ministre prise avec l'approbation du gouverneur en conseil.

(2) Par dérogation au paragraphe 105(5) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président à titre inamovible pour le mandat qu'il estime indiqué; ils sont révocables à tout moment, sur décision motivée du gouverneur en conseil.

(3) La limite d'âge pour le maintien en fonction des membres de l'Office est de soixante-dix ans.

(4) Le président ou, en son absence, le vice-président préside les réunions de l'Office.»

Article 14. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 5 :

«MISSION, POUVOIRS ET FONCTIONS»

Article 15. — Texte actuel du passage visé de l'article 5 :

«5. L'Office a pour mission d'assurer :»

Article 16. — Nouveau.

Article 17, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 6 :

«6. Pour l'exécution de sa mission, l'Office peut :»

(2). — Texte actuel des alinéas 6(e) à (k) :

«e) sur approbation du gouverneur en conseil, acquérir et détenir des biens immeubles;

shipping or pricing in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory or the Northwest Territories; and

(f) generally, do and authorize such acts and things as are necessary or incidental to the attainment of the purpose of this Act.”

18. (1) All that portion of subsection 7(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“7. (1) The Minister, when authorized by the Governor in Council, may”

(2) Section 7 is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) On the advice of the Minister that an emergency requiring action under subsection (1) exists, the Governor in Council may authorize the Minister to act under that subsection and may specify terms and conditions in connection therewith.”

19. Section 8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“8. The Minister shall make a continuing study of feed grain requirements in Eastern Canada and British Columbia, of the availability of feed grain and of the requirements for additional feed grain storage facilities in those areas.”

20. The heading preceding section 9 and sections 9 to 18 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“ADVISORY COMMITTEE

15. (1) The Minister may establish an Advisory Committee consisting of a chairperson and not less than four or more than six other members, to be appointed from among persons engaged in the transportation, storage, marketing or consumption of feed grain.

(2) The Advisory Committee shall meet at least once a year and shall advise the Minister with respect to the administration of this Act.

l'expédition ou la tarification des céréales dans ces régions;

f) d'une façon générale, prendre toute mesure utile à la réalisation de l'objet visé par la présente loi.»

18. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«7. (1) Le ministre peut, sous réserve de l'autorisation du gouverneur en conseil :»

(2) L'article 7 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

“(1.1) Le gouverneur en conseil peut, dans les cas où le ministre l'avise qu'il est urgent d'agir, autoriser celui-ci à procéder à l'une des opérations visées au paragraphe (1), sous réserve, éventuellement, de certaines conditions.»

19. L'article 8 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«8. Le ministre fait l'analyse de l'évolution de l'offre et de la demande de céréales dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique, ainsi que des besoins d'espace d'entreposage supplémentaire dans ces régions.»

20. L'intertitre qui précède l'article 9 et les articles 9 à 18 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«COMITÉ CONSULTATIF

15. (1) Le ministre peut constituer un comité consultatif composé de cinq à sept membres dont le président, choisis parmi les personnes s'occupant du transport, de l'entreposage, de la commercialisation ou de l'utilisation de céréales.

(2) Le comité se réunit au moins une fois l'an et conseille le ministre sur l'application de la présente loi.

Power to purchase and sell feed grain

Authorization

Duty

Advisory Committee

Duties

Achat de céréales

Autorisation

Fonction

Comité consultatif

Réunions et fonctions

(f) carry out or enter into contracts or other arrangements for carrying out studies relating to feed grain prices;

(g) by order served personally or by registered mail, require any person engaged in the business of storing, handling or shipping feed grain in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory or the Northwest Territories, or any livestock feeder, to furnish in writing to the Board within such reasonable time as may be stipulated in the order, information relating to feed grain consumption, storage, handling, shipping or pricing in Eastern Canada, British Columbia, the Yukon Territory or the Northwest Territories;

(h) establish branches in Canada or employ agents of the Board in Canada or elsewhere;

(i) authorize any officer or employee of the Board or any other person to act on behalf of the Board in the conduct of its operations under this Act;

(j) act as agent for or on behalf of any minister of the Crown or as agent of Her Majesty in right of Canada in respect of any operations that it may be directed to carry out by the Governor in Council; and

(k) generally, do and authorize such acts and things as are necessary or incidental to the attainment of the objects and purposes of the Board and the exercise of its powers and the performance of its duties."

Clause 18: (1) The relevant portion of subsection 7(1) at present reads as follows:

"7. (1) The Board may, in furtherance of its objects, at any time when it is so authorized by regulation,"

(2) New.

Clause 19: Section 8 at present reads as follows:

"8. (1) It is the duty of the Board

(a) to make a continuing study of feed grain requirements in Eastern Canada and British Columbia, of the availability of feed grain and of the requirements for additional feed grain storage facilities in those areas;

(b) to make recommendations to the Minister with respect to the requirements for additional feed grain storage facilities in Eastern Canada;

(c) generally, to advise the government on all matters pertaining to the stabilization and fair equalization of feed grain prices to livestock feeders; and

(d) to the greatest possible extent consistent with its objects, to consult and cooperate with all departments, boards or agencies of the Government of Canada or of any province having duties related to, or having aims or objects related to, those of the Board.

(2) The Governor in Council may empower the Board to make inquiries and investigations in respect of any matter directly related to

(a) transportation, storage or handling of feed grain in Eastern Canada and British Columbia;

(b) supplies and prices of feed grain in such areas; and

(c) payments related to the cost of feed grain storage or transportation made under this Act.

(3) For the purposes of an inquiry or investigation under subsection (2), the Governor in Council may empower the Board or any of the members thereof to exercise the powers of a person appointed as a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*."

Clause 20: The heading and sections 9 to 18 at present read as follows:

f) exécuter ou conclure des contrats en vue d'études sur les prix des céréales;

g) enjoindre, par ordonnance signifiée à personne ou envoyée sous pli recommandé, aux éleveurs ou aux personnes qui s'occupent d'entreposage, de manutention ou d'expédition de céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, de lui communiquer par écrit, dans le délai raisonnable que fixe l'ordonnance, des renseignements sur la consommation, l'entreposage, la manutention, l'expédition ou la tarification des céréales dans ces régions;

h) établir des succursales au Canada ou recourir aux services de mandataires au Canada ou à l'étranger;

i) autoriser ses cadres ou employés ou toute autre personne à agir en son nom dans les opérations qu'il mène aux termes de la présente loi;

j) agir en qualité de mandataire d'un ministre — ou pour le compte d'un tel ministre — ou en qualité de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, en ce qui concerne les opérations que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'effectuer;

k) d'une façon générale, accomplir et autoriser toute action utile à cette fin.»

Article 18, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 7 :

«7. (1) Pour l'exécution de sa mission, l'Office peut, éventuellement en concluant des contrats à cette fin et lorsque les règlements l'y autorisent :»

(2). — Nouveau.

Article 19. — Texte actuel de l'article 8 :

«8. (1) L'Office a pour tâche :

a) d'analyser l'évolution de l'offre et de la demande de céréales dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique, ainsi que les besoins d'espace d'entreposage supplémentaire dans ces régions;

b) de faire des recommandations au ministre au sujet des besoins d'espace supplémentaire d'entreposage de céréales dans l'Est du Canada;

c) d'une façon générale, de conseiller le gouvernement sur tout ce qui touche à la stabilisation et à une juste péréquation des prix des céréales pour les éleveurs;

d) dans les limites de son mandat, de procéder à toutes consultations utiles avec tous les ministères et organismes fédéraux ou provinciaux dont les attributions, les buts ou la mission s'apparentent aux siennes, et collaborer au maximum avec eux.

(2) Le gouverneur en conseil peut autoriser l'Office à faire des enquêtes et des recherches sur tout ce qui se rattache directement aux domaines suivants :

a) le transport, l'entreposage ou la manutention des céréales dans l'Est du Canada et en Colombie-Britannique;

b) l'offre et le prix des céréales dans ces régions;

c) les paiements effectués au titre de la présente loi pour les frais d'entreposage et de transport des céréales.

(3) Dans le cadre des enquêtes ou recherches visées au paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut investir l'Office ou l'un de ses membres des pouvoirs conférés à un commissaire par la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.»

Article 20. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 9 et des articles 9 à 18 :

Remuneration and expenses

(3) Each member of the Advisory Committee may be paid for services under this section such remuneration and expenses as the Governor in Council may fix."

(3) Les membres du comité reçoivent, pour leurs services, la rémunération et les indemnités que fixe le gouverneur en conseil.»

Rémunération et indemnités

21. (1) Paragraph 19(b) of the said Act is repealed.

21. (1) L'alinéa 19b) de la même loi est abrogé.

(2) Section 19 of the said Act is further amended by adding the word "and" at the end of paragraph (c) thereof and by repealing paragraph (d) thereof.

(2) L'alinéa 19d) de la même loi est abrogé.

22. Paragraph 20(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. L'alinéa 20(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(d) fails to comply with an order issued pursuant to paragraph 6(e)"

«d) ne se conforme pas à un arrêté qui lui est remis conformément à l'alinéa 6e)»

23. Sections 21 and 22 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

23. Les articles 21 et 22 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Evidence

"21. In any proceedings in respect of an alleged offence under section 20, a document purporting to be a copy of an order issued pursuant to paragraph 6(e) certified by the Minister is, without proof of the signature of the Minister, admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have if it were proven in the ordinary way."

«21. Dans les poursuites visant une infraction prévue à l'article 20, tout document censé être une copie, certifiée conforme par le ministre, d'un arrêté pris en application de l'alinéa 6e) est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature de celui-ci, admissible en preuve et a la force probante d'un original déposé en preuve selon le mode ordinaire.»

Preuve

24. (1) The said Act is further amended by substituting the words "the Minister" for the words "the Board" wherever the latter words occur in section 7.

24. (1) Dans l'article 7 de la même loi, «l'Office» est remplacé par «le ministre».

(2) The English version of the said Act is further amended by

(2) Dans les alinéas 6c) et d) et l'article 7 de la version anglaise de la même loi, «it» et «its» sont respectivement remplacés par «the Minister» et «the Minister's».

(a) substituting the words "the Minister" for the word "it" wherever the latter word occurs in section 7; and

(b) substituting the words "the Minister's" for the word "its" wherever the latter word occurs in paragraphs 6(c) and (d) and section 7.

R.S., c. A-1

25. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by deleting, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

25. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

L.R., ch. A-1

«ORGANIZATION

9. The Board is, for all purposes of this Act, an agent of Her Majesty in right of Canada.

10. The Board may make by-laws for the regulation of its proceedings and generally for the conduct of its activities.

11. The Chairman is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work and staff of the Board.

12. Members of the Board shall be paid such salaries as are fixed by the Governor in Council, and each member is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act.

13. (1) A majority of the members constitutes a quorum of the Board.

(2) A vacancy in the membership of the Board does not impair the right of the remaining members to act.

14. (1) The Board may

(a) appoint such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Board; and

(b) prescribe the duties of the officers and employees and, subject to the approval of the Treasury Board, prescribe the conditions of their employment.

(2) The officers and employees of the Board appointed as provided in subsection (1) shall be paid such salaries and may be paid such expenses as are fixed by the Board with the approval of the Treasury Board.

CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD ADVISORY COMMITTEE

15. (1) There is hereby established a committee, to be known as the Canadian Livestock Feed Board Advisory Committee, consisting of not less than five or more than seven members each of whom shall be appointed by the Governor in Council and one of whom shall be designated by the Governor in Council to be the Chairman of the Committee.

(2) The members of the Advisory Committee are appointed for such term, not exceeding five years, as will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of appointment of not more than two members.

(3) Each member of the Advisory Committee is entitled to be paid such allowance for each day the member attends any meeting of the Committee as may be fixed by the Governor in Council and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act.

(4) The Advisory Committee shall meet at least once a year at the headquarters of the Board and at such other times and places as it deems necessary in order to carry out its duties under this Act.

(5) The Minister or the Board may call meetings of the Advisory Committee to be held at such time and place as the Minister or the Board may determine.

(6) The Advisory Committee may make such rules as it deems necessary for the regulation of its proceedings, for the fixing of a quorum for any of its meetings and generally for the conduct of its activities.

(7) It is the duty of the Advisory Committee

(a) to study and review all matters relating to feed grain transportation, storage, prices and consumption that it may deem necessary, together with those that are referred to it either by the Minister or by the Board; and

(b) to report to the Minister and the Board, with any recommendations that the Committee considers desirable, the results of each study and review conducted by it.

«ORGANISATION

9. L'Office est, pour l'application de la présente loi, mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

10. L'Office peut par règlement administratif régir la conduite de ses travaux et celle de ses activités en général.

11. Le président est le premier dirigeant de l'Office; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

12. Les membres de l'Office reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil; ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

13. (1) Le quorum est constitué par la majorité des membres de l'Office.

(2) Une vacance au sein de l'Office n'entrave pas son fonctionnement.

14. (1) L'Office peut :

a) nommer le personnel nécessaire à l'exécution de sa mission;

b) déterminer les fonctions du personnel ainsi que, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ses conditions d'emploi.

(2) L'Office, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixe le traitement et les indemnités du personnel nommé conformément au paragraphe (1).

COMITÉ CONSULTATIF DE L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

15. (1) Est constitué le Comité consultatif de l'Office canadien des provenades composé de cinq à sept membres nommés par le gouverneur en conseil, dont un comme président du comité.

(2) La durée maximale du mandat des membres est de cinq ans. Leur nomination se fait, dans la mesure du possible, de façon à limiter à deux le nombre de mandats venant à expiration au cours d'une même année.

(3) Les membres du comité reçoivent pour chaque jour où ils assistent à une réunion du comité, l'allocation fixée par le gouverneur en conseil; ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

(4) Le comité se réunit au moins une fois l'an au siège de l'Office; il peut tenir d'autres réunions aux dates et lieux de son choix.

(5) Le ministre ou l'Office peuvent convoquer des réunions du comité aux dates et lieux de leur choix.

(6) Le comité peut établir les règles qu'il juge nécessaires pour fixer son quorum et régir la conduite de ses travaux et celle de ses activités en général.

(7) Le comité a pour mission :

a) d'étudier toute question touchant au transport, à l'entreposage, aux prix et à la consommation des céréales dont l'examen lui semble nécessaire, ainsi que celles qui lui sont déferées par le ministre ou l'Office;

b) de faire connaître au ministre et à l'Office, avec les recommandations qu'il juge indiquées, le résultat de ses travaux.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

16. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les montants dont l'Office a besoin pour acquitter les frais qu'il engage sous le régime du paragraphe 7(1) sont payables sur le Trésor.

(2) Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé «compte de l'Office canadien des provenades». Ce compte est crédité des sommes provenant de la vente ou cession de céréales effectuée par

	“Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	«Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	
R.S., c. F-8	26. Schedule I to the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act</i> is amended by deleting therefrom: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	26. L'annexe I de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. F-8 5 10
R.S., c. F-11	27. Part I of Schedule III to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by deleting therefrom: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	27. La partie I de l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. F-11 10
R.S., c. M-13	28. Schedule III to the <i>Municipal Grants Act</i> , chapter M-13 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is amended by deleting therefrom: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	28. L'annexe III de la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> , chapitre M-13 des Lois révisées du Canada (1985), est modifiée par suppression de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. M-13 15 20
R.S., c. P-21	29. The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by deleting, under the heading “ <i>Other Government Institutions</i> ”, the following: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	29. L'annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par suppression, sous l'intertitre “ <i>Autres institutions fédérales</i> ”, de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. P-21 25
R.S., c. P-35	30. Part I of Schedule I to the <i>Public Service Staff Relations Act</i> is amended by deleting therefrom: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	30. La partie I de l'annexe I de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. P-35 30
R.S., c. P-36	31. (1) Part I of Schedule I to the <i>Public Service Superannuation Act</i> is amended by deleting therefrom: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ” (2) Part III of Schedule I to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order: “Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i> ”	31. (1) La partie I de l'annexe I de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> est 35 modifiée par suppression de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> » (2) La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre 40 alphabétique, de ce qui suit : «Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i> »	L.R., ch. P-36 35 40
R.S., c. W-8; R.S., c. 43 (1st Suppl.), s. 1(2)	32. (1) All that portion of paragraph 3(e) of the <i>Western Grain Transportation Act</i>	32. (1) Le passage de l'alinéa 3e) de la <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> qui	L.R., ch. W-8; L.R., ch. 43 (1 ^{er} suppl.), par. 1(2) 45

FINANCIAL

16. (1) Subject to subsection (3), all amounts required by the Board to defray any costs incurred by it pursuant to subsection 7(1) shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

(2) There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Canadian Livestock Feed Board Account to which shall be credited all moneys received from the sale or other disposition of feed grain by the Board pursuant to subsection 7(2) and to which shall be charged all amounts paid out under subsection (1).

(3) No payment out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (1) shall exceed

(a) the amount by which ten million dollars exceeds the balance of the Canadian Livestock Feed Board Account; and

(b) any amount advanced under section 17.

(4) For the purpose of subsection (3), "balance of the Canadian Livestock Feed Board Account" means the aggregate of all payments charged to the Account minus the aggregate of all amounts credited to the Account.

17. (1) The Governor in Council may authorize the Minister of Finance, on behalf of Her Majesty, to make advances to the Board on such terms and conditions as may be agreed on.

(2) The total amount outstanding at any time of advances made under subsection (1) shall not exceed fifty million dollars.

18. The Auditor General of Canada is the auditor of the Board."

Clause 21: (1) and (2) The relevant portions of section 19 at present read as follows:

"19. The Governor in Council may make regulations

...
(b) authorizing the Board to exercise the powers conferred on it by section 7 for any period or periods prescribed by the regulations, but in no case shall any period so prescribed be of a duration that is less than the remainder of the crop year in which such regulation is made;

...
(d) designating any city in Eastern Canada to be the city in which the headquarters of the Board shall be situated; and ..."

Clause 22: The relevant portions of subsection 20(1) at present read as follows:

"20. (1) Every person who

...
(d) fails to comply with an order issued to that person pursuant to this Act

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or imprisonment for a term not exceeding two years or both."

Clause 23: Sections 21 and 22 at present read as follows:

"21. In any proceedings taken in respect of any alleged offence under section 20, a document purporting to be a copy of an order issued pursuant to this Act certified by a member of the Board is, without proof of the signature of the member of the Board, admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have if it were proven in the ordinary way.

REPORT TO PARLIAMENT

22. The annual report of the Board under section 150 of the *Financial Administration Act* shall relate to the activities of the Board for the crop year ending on July 31 preceding the date of the report."

l'Office conformément au paragraphe 7(2) et débité des montants visés au paragraphe (1).

(3) Aucun des montants visés au paragraphe (1) ne peut dépasser :

a) l'excédent de dix millions de dollars sur le solde du compte de l'Office canadien des provendes;

b) une avance consentie en vertu de l'article 17.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le solde du compte de l'Office canadien des provendes représente la différence entre le total des paiements portés à son débit et le total des montants portés à son crédit.

17. (1) Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à consentir des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu.

(2) Le total non remboursé des avances consenties au titre du paragraphe (1) ne peut à aucun moment dépasser cinquante millions de dollars.

18. Le vérificateur général du Canada est le vérificateur de l'Office.»

Article 21. — Texte actuel des passages visés de l'article 19 :

«19. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...
b) autoriser l'Office à exercer les pouvoirs que lui confère l'article 7 pendant des périodes données et fixer la durée de chacune de ces périodes de manière qu'elle ne puisse être inférieure au reste de la campagne agricole au cours de laquelle le règlement est pris;

...
d) fixer la ville de l'Est du Canada où établir le siège de l'Office;»

Article 22. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 20(1) :

«20. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, quiconque :

...
d) ne se conforme pas à une ordonnance qui lui est remise conformément à la présente loi.»

Article 23. — Texte actuel des articles 21 et 22 :

«21. Dans les poursuites visant une infraction prévue à l'article 20, tout document censé être une copie, certifiée conforme par un membre de l'Office, d'une ordonnance prise sous le régime de la présente loi est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature du membre de l'Office, admissible en preuve et a la force probante d'un original déposé en preuve selon le mode ordinaire.

RAPPORT AU PARLEMENT

22. Le rapport annuel préparé par l'Office aux termes de l'article 150 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* vise les activités de l'Office pour l'année se terminant le 31 juillet précédant la date du rapport.»

preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) not more than fifteen other members to be appointed by the Minister on the advice of the following organizations or groups of producers to be represented as follows:”

«e) un maximum de quinze membres supplémentaires nommés par le ministre, sur l’avis des organismes ou groupes de producteurs suivants qu’ils représentent :»

(2) Subparagraph 3(e)(viii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le sous-alinéa 3e)(viii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(viii) one member representing recognized feed grain users associations based in Manitoba, Saskatchewan or Alberta,”

«(viii) un membre représentant les associations reconnues d’utilisateurs de grains de provende, établies au Manitoba, en Saskatchewan ou en Alberta,»

CANADIAN PATENTS AND DEVELOPMENT LIMITED

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D’EXPLOITATION LIMITÉE

Procurement of dissolution

33. (1) The Minister of Industry, Science and Technology is hereby authorized to procure the dissolution of Canadian Patents and Development Limited.

33. (1) Le ministre de l’Industrie, des Sciences et de la Technologie est autorisé à procéder à la dissolution de la Société canadienne des brevets et d’exploitation Limitée.

References

(2) Every reference to Canadian Patents and Development Limited in any deed, contract or other document executed by the Corporation in its own name shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to Her Majesty in right of Canada.

(2) Sauf indication contraire du contexte, «Sa Majesté du chef du Canada» remplace, dans les contrats, actes ou autres documents signés par la Société sous son nom, toute mention de celle-ci.

Closing out affairs

(3) Subject to section 34, the Minister of Industry, Science and Technology may do all things and perform all acts necessary for or incidental to closing out the affairs of Canadian Patents and Development Limited.

(3) Le ministre peut, sous réserve de l’article 34, prendre toute mesure utile en vue de la liquidation de la Société.

Transfer of administration of property

34. (1) The Governor in Council may transfer, or direct to be transferred, the control, management and administration of any property, rights or interests of Her Majesty in right of Canada held by Canadian Patents and Development Limited from the Corporation to any Minister, department or agency of the Government of Canada.

34. (1) Le gouverneur en conseil peut transférer, ou faire transférer, à un ministre, un ministère ou un organisme fédéral la responsabilité et la gestion des biens ou des droits de Sa Majesté du chef du Canada que détient la Société.

Transfer of obligations and liabilities

(2) The Governor in Council may transfer, or direct to be transferred, any obligations or liability incurred by Canadian Patents and Development Limited from the Corporation to any Minister, department or agency of the Government of Canada.

(2) Le gouverneur en conseil peut transférer, ou faire transférer, les dettes et autres obligations que la Société a contractées à un ministre, un ministère ou un organisme fédéral.

Clause 32: (1) and (2) The relevant portions of section 3 at present read as follows:

"3. There is hereby established a committee, to be known as the Senior Grain Transportation Committee, consisting of

(e) not more than sixteen other members to be appointed by the Minister on the advice of the following organizations or groups of producers to be represented as follows:

(viii) one member representing the Canadian Livestock Feed Board, and one member representing recognized feed grain users associations based in Manitoba, Saskatchewan or Alberta,

Article 32, (1) et (2). — Texte actuel des passages visés de l'article 3 :

«3. Est constitué le Comité supérieur du transport du grain, composé des personnes suivantes :

e) un maximum de seize membres supplémentaires nommés par le ministre, sur l'avis des organismes ou groupes de producteurs suivants qu'ils représentent :

(viii) un membre représentant l'Office canadien des provendes, et un membre représentant les associations reconnues d'utilisateurs de grains de provendes, établies au Manitoba, en Saskatchewan ou en Alberta.»

- R.S., c. F-8 **35.** (1) Schedule I to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* is amended by deleting therefrom:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- (2) Schedule II to the said Act is amended by deleting therefrom:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- R.S., c. F-11 **36.** Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act* is amended by deleting therefrom:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- R.S., c. M-13 **37.** Schedule III to the *Municipal Grants Act*, chapter M-13 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is amended by deleting therefrom:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- R.S., c. P-21 **38.** The schedule to the *Privacy Act* is amended by deleting, under the heading “*Other Government Institutions*”, the following:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- R.S., c. P-36 **39.** (1) Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by deleting therefrom:
 “Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”
- 35.** (1) L'annexe I de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* est modifiée par suppression de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»
- (2) L'annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»
- 36.** La partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»
- 37.** L'annexe III de la *Loi sur les subventions aux municipalités*, chapitre M-13 des Lois révisées du Canada (1985), est modifiée par suppression de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»
- 38.** L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»
- 39.** (1) La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :
 «Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»

(2) Part III of Schedule I to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order:

“Canadian Patents and Development Limited
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée”

(2) La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Canadian Patents and Development Limited»

HARBOURFRONT CORPORATION

HARBOURFRONT CORPORATION

Procurement of dissolution

40. (1) The Minister of Public Works is hereby authorized to procure, on behalf of Her Majesty in right of Canada, the dissolution of Harbourfront Corporation.

40. (1) Le ministre des Travaux publics est autorisé, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, à procéder à la dissolution de la société Harbourfront Corporation.

Dissolution

Closing out affairs

(2) The Minister of Public Works may do all things and perform all acts necessary for or incidental to closing out the affairs of Harbourfront Corporation.

(2) Le ministre peut prendre toute mesure utile en vue de la liquidation de la société.

Liquidation

Direction to dispose of assets

41. (1) Before Harbourfront Corporation is dissolved pursuant to section 40, the Minister of Public Works may direct the Corporation to sell or otherwise dispose of any or all of its assets, including shares of any other corporation held by the Corporation, on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council.

41. (1) Le ministre peut, avant la dissolution prévue à l'article 40, ordonner à la société de céder — à titre onéreux ou non —, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, tout ou partie de son actif, y compris les actions qu'elle détient dans toute autre personne morale.

Ordre de cession d'actif

Provisions not applicable

(2) Subsections 189(3) to (9) of the *Canada Business Corporations Act* do not apply in respect of any sale or other disposal of assets directed pursuant to subsection (1).

(2) Les paragraphes 189(3) à (9) de la *Loi sur les sociétés par actions* ne s'appliquent pas à la cession visée au paragraphe (1).

Dispositions inapplicables

Direction to pay proceeds

(3) The Minister of Public Works may direct Harbourfront Corporation to pay all or any part of the proceeds of any disposition of its assets pursuant to a direction under subsection (1) or otherwise to such person and on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council.

(3) Le ministre peut ordonner à la société de payer, aux personnes agréées et dans les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, tout ou partie du produit de la cession visée au paragraphe (1) ou de toute autre cession.

Ordre de paiement

Authorization of disposal of assets

(4) On receiving a direction given under subsection (1) or (3), Harbourfront Corporation is hereby authorized to sell or dispose of its assets in accordance with the direction.

(4) Au reçu de l'ordre prévu aux paragraphes (1) ou (3), la société est autorisée à procéder à la cession selon les modalités de l'ordre.

Autorisation de cession d'actif

Compliance with direction

(5) Harbourfront Corporation shall comply with any direction given under this section.

(5) La société est tenue d'observer les ordres prévus au présent article.

Observation

Idem

(6) Compliance by Harbourfront Corporation with a direction given under this section is deemed to be in the best interests of the Corporation and the directors of the Corpo-

(6) En observant un ordre donné conformément au présent article, la société est réputée agir au mieux de ses intérêts. Ses administrateurs ne sont pas responsables des

Idem

	ration are not accountable for any consequences arising from that compliance if they act in accordance with section 115 of the <i>Financial Administration Act</i> .	conséquences découlant de cette observation s'ils se conforment à l'article 115 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	
Obligations transferred	42. All obligations and liabilities of Harbourfront Corporation are deemed to be obligations and liabilities of Her Majesty in right of Canada.	42. Les dettes et autres obligations de la société sont réputées être celles de Sa Majesté du chef du Canada.	5 5 Transfert d'obligations
R.S., c. F-11	43. Part I of Schedule III to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by deleting therefrom: "Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i> "	43. La partie I de l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : «Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i> »	10 10 L.R., ch. F-11
R.S., c. M-13	44. Schedule III to the <i>Municipal Grants Act</i> , chapter M-13 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is amended by deleting therefrom: "Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i> "	44. L'annexe III de la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> , chapitre M-13 des Lois révisées du Canada (1985), est modifiée par suppression de ce qui suit : «Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i> »	15 15 L.R., ch. M-13
	MINGAN ASSOCIATES, LTD.	LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE	
Procurement of dissolution	45. (1) The Minister of Indian Affairs and Northern Development is hereby authorized to procure the dissolution of Mingan Associates, Ltd.	45. (1) Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est autorisé à procéder à la dissolution de Les Associés Mingan, Ltée.	20 20 Dissolution
Closing out affairs	(2) The Minister of Indian Affairs and Northern Development may do all things and perform all acts necessary for or incidental to closing out the affairs of Mingan Associates, Ltd.	(2) Le ministre peut prendre toute mesure utile en vue de la liquidation de Les Associés Mingan, Ltée.	25 25 Liquidation
R.S., c. F-11	46. Part I of Schedule III to the <i>Financial Administration Act</i> is amended by deleting therefrom: "Mingan Associates, Ltd. <i>Les Associés Mingan, Ltée</i> "	46. La partie I de l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est modifiée par suppression de ce qui suit : «Les Associés Mingan, Ltée <i>Mingan Associates, Ltd.</i> »	30 30 L.R., ch. F-11
	COMING INTO FORCE	ENTRÉE EN VIGUEUR	
Coming into force	47. Subsections 2(2) and (3), sections 4 to 6 and 8 and 9, subsections 10(1) and (2), sections 11 to 32, subsection 33(2) and sections 35 to 39, 42 to 44 and 46 shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.	47. Les paragraphes 2(2) et (3), les articles 4 à 6, 8 et 9, les paragraphes 10(1) et (2), les articles 11 à 32, le paragraphe 33(2) et les articles 35 à 39, 42 à 44 et 46 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.	35 35 Entrée en vigueur

C-74

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

PROJET DE LOI C-74
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act to amend the Fisheries Act and to amend the
Criminal Code in consequence thereof

First reading, June 6, 1990

THE MINISTER OF FISHERIES AND OCEANS

C-74

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

BILL C-74
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi modifiant la Loi sur les pêches et le Code criminel en
conséquence

Première lecture le 6 juin 1990

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-74

PROJET DE LOI C-74

An Act to amend the Fisheries Act and to amend the Criminal Code in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur les pêches et le Code criminel en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. F-14;
R.S., cc. 27,
31, 35 (1st
Suppl.), cc. 1,
27 (2nd Suppl.),
c. 40 (4th
Suppl.)

FISHERIES ACT

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14;
L.R., ch. 27,
31, 35 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
27 (2^e suppl.),
ch. 40 (4^e
suppl.)

1. (1) The definition "lawful excuse" in section 2 of the *Fisheries Act* is repealed.

1. (1) La définition de «excuse légitime», à 5 l'article 2 de la *Loi sur les pêches*, est abrogée.

R.S., c. 35 (1st
Suppl.), s. 5

(2) The definitions "fish", "fishery guardian" and "fishery officer" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les définitions de «agent des pêches», «garde-pêche» et «poisson», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

L.R., ch. 35 (1^{er}
suppl.), art. 5

"fish"
«poissons»

10 "fish" includes
(a) parts of fish,
(b) shellfish, crustaceans, marine animals and any parts of shellfish, crustaceans or marine animals, and
(c) the eggs, sperm, spawn, larvae, spat and juvenile stages of fish, shellfish, crustaceans and marine animals;

10 «agent des pêches» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).

«agent des
pêches»
"fishery
officer"

15 «garde-pêche» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).»

15 «garde-pêche»
"fishery
guardian"

"fishery guardian"
«garde-pêche»

20 "fishery guardian" means a person who is designated as a fishery guardian pursuant to subsection 5(1);

20 «poissons»
a) Les poissons proprement dits et leurs parties;
b) par assimilation :

«poissons»
"fish"

"fishery officer"
«agent des
pêches»

25 "fishery officer" means a person who is designated as a fishery officer pursuant to subsection 5(1);"

25 (i) les mollusques, les crustacés et les animaux marins ainsi que leurs parties,
(ii) selon le cas, les œufs, le sperme, la laitance, le frai, les larves, le naissain et les petits des animaux mentionnés à l'alinéa a) et au sous-alinéa (i).»

EXPLANATORY NOTES

Fisheries Act

Clause 1: (1) The definition "lawful excuse" reads as follows:

"lawful excuse" means

- (a) the ability to prove that fish in possession during the close time therefor at the place of possession were legally caught, or
- (b) the unintentional or incidental catching of any fish that may not then be taken, when legally fishing for other fish;"

(2) The definitions "fish", "fishery guardian" and "fishery officer" at present read as follows:

"fish" includes shellfish, crustaceans, marine animals and the eggs, spawn, spat and juvenile stages of fish, shellfish, crustaceans and marine animals;

"fishery guardian" means a person appointed as a fishery guardian pursuant to subsection 5(3);

"fishery officer" means a person appointed as a fishery officer pursuant to subsection 5(1) or designated as a fishery officer pursuant to subsection 5(5);"

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les pêches

Article 1, (1). — Texte actuel de la définition de «excuse légitime» :

«excuse légitime» Justification liée, selon le cas, à :

- a) la capacité de prouver que le poisson que l'on a en sa possession en un lieu où est alors interdite sa pêche a été légalement capturé;
- b) la prise involontaire ou fortuite de tout poisson interdit, à l'occasion de la pêche légale d'un autre.»

(2). — Texte actuel des définitions de «agent des pêches», de «garde-pêche» et de «poisson» :

«agent des pêches» Personne nommée ou désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1) ou (5).

«garde-pêche» Personne nommée à ce titre en vertu du paragraphe 5(3).

«poisson» Sont assimilés au poisson les mollusques, les crustacés et les autres animaux marins, ainsi que leurs oeufs, le frai ou le naissain.»

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"inspector"
«inspecteur»

"inspector" means a person who is designated as an inspector pursuant to subsection 38(1);

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 38(1).

«inspecteur»
"inspector"

"vehicle"
«véhicule»

"vehicle" means any conveyance that may be used for transportation, including aircraft."

«véhicule» Tout moyen de transport, notamment aéronef.»

«véhicule»
"vehicle"

2. Sections 5 and 6 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. Les articles 5 et 6 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Designation

"5. (1) The Minister may designate any persons or classes of persons as fishery officers or fishery guardians for the purposes of this Act and may limit in any manner the Minister considers appropriate the powers that a fishery officer or fishery guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

«5. (1) Le ministre peut désigner toute personne ou catégorie de personnes à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche pour l'application de la présente loi et peut restreindre, de la façon qu'il estime indiquée, les pouvoirs qu'un agent des pêches ou un garde-pêche est autorisé à exercer sous le régime de cette loi ou de toute autre loi fédérale.

Désignation

Certificate of designation

(2) Each fishery officer and fishery guardian shall be provided with a certificate in a form the Minister considers appropriate certifying their designation as such and, where the powers of a fishery officer or fishery guardian are limited pursuant to subsection (1), specifying the powers that the officer or guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

(2) Les personnes désignées à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche reçoivent un certificat de désignation dont la forme est approuvée par le ministre; celles dont les pouvoirs sont restreints reçoivent un certificat où sont énumérés ceux qu'elles sont autorisées à exercer.

Certificat de désignation

Presentation of certificate

(3) On entering any place under this Act or any other Act of Parliament, a fishery officer or fishery guardian shall, on request, show the certificate of designation to the person in charge of the place."

(3) L'agent des pêches et le garde-pêche sont tenus de présenter leur certificat de désignation, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de leur intervention.»

Présentation du certificat

3. The heading preceding section 10 and sections 10 to 16 of the said Act are repealed.

3. L'intertitre qui précède l'article 10 et les articles 10 à 16 de la même loi sont abrogés.

4. Section 17 of the said Act is repealed.

4. L'article 17 de la même loi est abrogé.

5. The heading preceding section 19 and section 19 of the said Act are repealed.

5. L'article 19 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

6. Section 25 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L'article 25 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Setting gear during close time

"25. (1) Subject to the regulations, no person shall place or set any fishing gear

«25. (1) Sous réserve des règlements, il est interdit de placer des engins ou appa-

Installation d'engins de pêche en période d'interdiction

(3) New.

Clause 2: Sections 5 and 6 at present read as follows:

"5. (1) There may be appointed, in the manner authorized by law, fishery officers whose powers and duties are as defined by this Act and any other Act of Parliament.

(2) The Governor in Council may authorize any fishery officer to administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations for the purposes of any Act or regulation administered by the Department of Fisheries and Oceans.

(3) The Minister may appoint fit and proper persons to act as fishery guardians, which persons hold office during pleasure.

(4) A person appointed under subsection (3) shall, for the purposes of this Act and the regulations, have the powers of a police constable.

(5) The Governor in Council may, by order, designate as fishery officers for the purposes of this Act any persons or classes of persons that he deems qualified to act in that capacity.

6. Every fishery officer and fishery guardian shall take and subscribe an oath in the form following:

I,, a fishery officer (or guardian), do solemnly swear that, to the best of my judgment, I will faithfully, honestly and impartially fulfil, execute and perform the office and duty of such officer (or guardian) according to the true intent and meaning of the *Fisheries Act* and regulations and in accordance with my instructions. So help me God."

Clause 3: The heading preceding section 10 and sections 10 to 16 read as follows:

"SEAL HUNTING

10. No one shall, with boat or vessel or in any other way during the time of hunting for seals, knowingly or wilfully disturb, obstruct or interfere with any seal hunting area or prevent or impede the shoals of seals from coming into that area or knowingly or wilfully frighten those shoals.

11. (1) Disputes between occupiers of seal hunting areas concerning limits and the method of hunting or setting nets shall be decided summarily by any fishery officer or justice of the peace.

(2) A fishery officer or justice of the peace may appoint arbitrators to assess damages in respect of a dispute referred to in subsection (1) and any damages so assessed or arising out of a repetition or continu-

(3). — Nouveau.

Article 2. — Texte actuel des articles 5 et 6 :

«5. (1) Peuvent être nommés de la manière autorisée par la loi des agents des pêches; leurs attributions sont définies par la présente loi et d'autres lois fédérales.

(2) Le gouverneur en conseil peut autoriser les agents des pêches à faire prêter des serments et à recevoir des affidavits, déclarations et affirmations solennelles dans le cadre des lois ou règlements dont l'application relève du ministère des Pêches et des Océans.

(3) Le ministre peut nommer, à titre amovible, des personnes compétentes comme gardes-pêche.

(4) Ces personnes ont, pour l'application de la présente loi et de ses règlements, les attributions d'un agent de police.

(5) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application de la présente loi, désigner par décret à titre d'agents des pêches les personnes ou catégories de personnes qu'il juge qualifiées.

6. L'agent des pêches et le garde-pêche prêtent le serment suivant :

Je soussigné(e),, jure de remplir fidèlement, honnêtement et impartialement mes fonctions d'agent des pêches (ou de garde-pêche) du mieux que je le pourrai et selon l'esprit et le sens véritables de la *Loi sur les pêches et de ses règlements* ainsi que conformément aux instructions que je recevrai. Ainsi Dieu me soit en aide.»

Article 3. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 10 et des articles 10 à 16 :

«CHASSE AU PHOQUE

10. Pendant la saison de la chasse au phoque, il est interdit — avec un bateau ou de quelque manière que ce soit — de délibérément troubler une zone d'exploitation du phoque ou chercher à empêcher les troupeaux de phoques d'y entrer, ou de volontairement les effrayer.

11. (1) Les différends entre occupants d'une zone d'exploitation du phoque sur les limites de celle-ci, la méthode de capture ou le mouillage des filets sont jugés sommairement par un agent des pêches ou un juge de paix.

(2) L'agent des pêches ou le juge de paix peut nommer des arbitres pour évaluer le montant des dommages-intérêts en cause; ceux-ci, ou ceux qui résultent de la répétition ou de la persistance de la difficulté à

or apparatus in any water, along any beach or within any fishery during a close time.

Removal of gear

(2) Subject to the regulations and subsection (3), any person who places or sets any fishing gear or apparatus in any water, along any beach or within any fishery shall remove it when the gear or apparatus is not being tended and prior to the commencement of a close time.

5

Officer's discretion

(3) A fishery officer may permit fishing gear or apparatus to remain in the water, along a beach or within a fishery after the commencement of a close time for any period the fishery officer considers necessary to permit the removal of the gear or apparatus."

10

15

reils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie durant une période d'interdiction.

(2) Sous réserve des règlements et du paragraphe (3), les personnes qui placent des engins ou appareils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie sont tenues de les enlever dès qu'elles ont cessé de s'en servir et au plus tard avant le début de la période d'interdiction.

5

Enlèvement des engins de pêche

10

(3) L'agent des pêches peut permettre de laisser en place des engins ou appareils de pêche après le début d'une période d'interdiction pendant le temps qu'il estime nécessaire à leur enlèvement.»

15

Décision de l'agent des pêches

7. Subsection 26(2) of the said Act is repealed.

7. Le paragraphe 26(2) de la même loi est abrogé.

8. Section 33 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'article 33 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Unlawful sale or possession

"33. No person shall purchase, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations."

25

«33. Il est interdit d'acheter, de vendre ou d'avoir en sa possession du poisson qui a été pêché en contravention avec la présente loi ou les règlements.»

Possession et vente illégales

9. Section 39 of the said Act is repealed.

9. L'article 39 de la même loi est abrogé.

10. (1) Subsections 40(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

10. (1) Les paragraphes 40(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Offence and punishment

"40. (1) Every person who contravenes subsection 35(1) is guilty of

«40. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 35(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infractions et peines

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one million dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

30

35

45

ance of the difficulty ordered to be remedied under that subsection may be levied under the warrant of any justice of the peace.

SALMON FISHING

12. Salmonid fry, parr or smolt shall not at any time be fished for, caught or killed.

13. The use of nets, weirs or other apparatus of a like nature for the capture of salmon shall be confined to tidal waters except where otherwise provided by regulation and, where not otherwise specified by law, any fishery officer may determine the length and place of each net or other apparatus used in any Canadian fisheries waters.

14. All stationary nets or other stationary appliances for the capture of salmon shall be placed at distances of not less than two hundred and fifty yards apart, without intermediate fishing nets or appliances of any kind being set or used.

15. Any fishery officer may direct, either in writing or orally on sight, that a greater space than two hundred and fifty yards shall be left between stationary salmon nets or other stationary fishing apparatus.

16. In the Provinces of Quebec, Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island, no salmon shall be fished for, caught or killed otherwise than by angling with hook and line, within two hundred yards of the mouth of any tributary of any creek or stream that salmon frequent to spawn."

Clause 4: Section 17 reads as follows:

"17. The owner or manager of every lobster factory or canning establishment shall, by the date fixed by the Minister for that purpose, deliver to the fishery officer for the district on a form provided by the Minister a statement under oath showing

- (a) the number of fishermen employed and of the lobster traps used in connection with the factory or establishment;
- (b) the number of persons employed in the factory or establishment, distinguishing the sexes;
- (c) the number of cases of lobsters, and the weights thereof, packed during the legal lobster fishing season last concluded and ended; and
- (d) such other details and particulars as are required by the Minister."

Clause 5: The heading preceding section 19 and section 19 read as follows:

"PROHIBITED ACTIVITIES DURING CLOSED TIME

19. No one, without lawful excuse, the proof whereof lies on him, shall fish for, buy, sell or have in his possession any fish, or portion of any fish, at a place where at that time fishing for that fish is prohibited by law."

Clause 6: Section 25 at present reads as follows:

"25. Every person using stakes, posts, buoys or other materials placed for fishing purposes in any water shall remove them within forty-eight hours after ceasing to use them, and in all cases at the expiration of the fishing season."

laquelle il a été ordonné de remédier, peuvent être prélevés en vertu d'un mandat d'un juge de paix.

PÊCHE AU SAUMON

12. Il est interdit de pêcher ou de tuer des alevins, des tacons et des saumonaux de salmonidés.

13. Sauf disposition contraire d'un règlement, l'utilisation de filets, de bordigues ou d'autres engins de même nature pour la capture de saumon est circonscrite aux eaux de marées et, en l'absence de disposition de droit contraire, tout agent des pêches peut déterminer la longueur et l'emplacement de chaque filet ou autre engin utilisé dans les eaux de pêche canadiennes.

14. Tous les filets ou autres engins fixes pour la capture du saumon doivent être distants d'au moins deux cent cinquante verges les uns des autres, sans aucun autre filet ou engin intermédiaire.

15. Tout agent des pêches peut ordonner, soit par écrit, soit verbalement sur-le-champ, qu'un intervalle supérieur à deux cent cinquante verges soit ménagé entre les filets ou autres engins fixes de pêche au saumon.

16. Dans les provinces de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, il est défendu de prendre ou tuer du saumon autrement qu'à la pêche à la ligne, à moins de deux cents verges de l'embouchure du confluent des cours d'eau se jetant dans des rivières ou ruisseaux où le saumon fraye.»

Article 4. — Texte de l'article 17 :

"17. À la date fixée par le ministre, le propriétaire ou gérant d'une usine de traitement ou de mise en conserve du homard remet à l'agent des pêches de son district, sur l'imprimé fourni par le ministre, une déclaration sous serment indiquant :

- a) le nombre de pêcheurs employés et de casiers à homard utilisés pour son usine;
- b) le nombre d'hommes et de femmes employés dans l'usine;
- c) le nombre et le poids des caisses de homard produites pendant la saison de pêche légale qui vient de s'achever;
- d) les autres renseignements que peut exiger le ministre.»

Article 5. — Texte de l'article 19 et de l'intertitre qui le précède :

«ACTIVITÉS PROHIBÉES PENDANT LA PÉRIODE D'INTERDICTION

19. Il est interdit, sans pouvoir faire la preuve d'une excuse légitime, de pêcher, d'acheter, de vendre ou d'avoir en sa possession du poisson en un lieu où, à ce moment, sa pêche est interdite par la loi.»

Article 6. — Texte actuel de l'article 25 :

"25. Les personnes qui utilisent des pieux, des poteaux, des bouées ou d'autres matériaux placés dans l'eau pour la pêche doivent les enlever dans les quarante-huit heures après qu'elles ont cessé de s'en servir, et dans tous les cas à la fin de la saison de pêche.»

Idem

(2) Every person who contravenes subsection 36(1) or (3) is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one million dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both."

(2) All that portion of subsection 40(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Idem

"(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines quiconque, selon le cas :"

(3) Subsection 40(3) of the said Act is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (e) thereof, by striking out the word "or" at the end of paragraph (f) thereof and by repealing paragraph (g) thereof.

(4) All that portion of subsection 40(3) of the English version of the said Act following paragraph (f) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both."

Idem

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 36(1) ou (3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.»

(2) Le passage du paragraphe 40(3) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :»

(3) L'alinéa 40(3)g) de la même loi est abrogé.

(4) Le passage du paragraphe 40(3) de la version anglaise de la même loi qui suit l'alinéa f) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.»

Clause 7: Subsection 26(2) reads as follows:

“(2) The use of weirs for catching eels exclusively, and the use of dams for catching eels, shall be prohibited only in cases where, and at times when, they injure other fisheries or, by completely barring any passage, they deprive other weirs of a share in the run of eels, and the place, time and circumstances may be determined by any fishery officer.”

Clause 8: Section 33 at present reads as follows:

“33. No person shall use a purse seine in any Canadian fisheries waters for the taking of salmon, pilchard, herring, smelts, mackerel or pollock except under licence from the Minister issued under this Act or any other Act of Parliament or regulations made pursuant thereto.”

Clause 9: Section 39 reads as follows:

“39. (1) No person shall obstruct or hinder an inspector in the carrying out of his duties or functions under section 38.

(2) No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to an inspector engaged in carrying out his duties or functions under section 38.”

Clause 10: (1) Subsections 40(1) and (2) at present read as follows:

“40. (1) Every person who contravenes subsection 35(1) is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars for a first offence and not exceeding ten thousand dollars for each subsequent offence; or

(b) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years.

(2) Any person who contravenes any provision of

(a) subsection 36(1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for a first offence, and not exceeding ten thousand dollars for each subsequent offence; or

(b) subsection 36(3) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding fifty thousand dollars for a first offence, and not exceeding one hundred thousand dollars for each subsequent offence.”

(2) The portion of subsection 40(3) of the French version preceding paragraph (a) at present reads as follows:

“(3) Commet une infraction quiconque, selon le cas :”

(3) The relevant portion of subsection 40(3) reads as follows:

“(3) Every person who

...

(g) contravenes section 39,
is guilty of an offence.”

(4) This amendment would add the underlined and side-lined words.

Article 7. — Texte du paragraphe 26(2) :

«(2) L'emploi de bordigues uniquement destinées à la pêche de l'anguille et l'utilisation de barrages pour prendre de l'anguille ne sont défendus que dans les cas et aux moments où ils nuisent à d'autres types de pêche, ou lorsqu'en entravant le passage, ils empêchent d'autres bordigues d'avoir leur part lors du passage des anguilles; le lieu, le temps et les circonstances en question peuvent être déterminés par un agent des pêches.»

Article 8. — Texte actuel de l'article 33 :

«33. Il est interdit, sans permis délivré par le ministre aux termes de la présente loi, ou d'une autre loi fédérale, et de ses règlements, d'utiliser une senne coulissante dans les eaux de pêche canadiennes pour la capture de saumon, de la sardine, du hareng, de l'éperlan, du maquereau et de la goberge.»

Article 9. — Texte de l'article 39 :

«39. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère l'article 38.

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à un inspecteur agissant dans l'exercice de ses fonctions.»

Article 10, (1). — Texte actuel des paragraphes 40(1) et (2) :

«40. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 35(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars pour une première infraction et de dix mille dollars pour chaque récidive;

b) par mise en accusation, un emprisonnement maximal de deux ans.

(2) Quiconque contrevient aux dispositions :

a) du paragraphe 36(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars pour une première infraction et de dix mille dollars pour chaque récidive;

b) du paragraphe 36(3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars pour une première infraction et de cent mille dollars pour chaque récidive.»

(2). — Texte actuel du passage du paragraphe 40(3) de la version française qui précède l'alinéa a) :

«(3) Commet une infraction quiconque, selon le cas :»

(3). — Texte de l'alinéa 40(3)g) :

«g) contrevient à l'article 39.»

(4). — Texte actuel du passage du paragraphe 40(3) de la version anglaise qui suit l'alinéa f) :

«is guilty of an offence.»

(5) Subsection 40(4) of the said Act is repealed.

(5) Le paragraphe 40(4) de la même loi est abrogé.

11. Subsections 41(1) to (3) of the said Act are repealed.

11. Les paragraphes 41(1) à (3) de la même loi sont abrogés.

12. (1) Section 43 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraphs:

12. (1) L'article 43 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

“(e.1) respecting the marking, identification and tracking of fishing vessels; 10
(e.2) respecting the designation of persons as observers, their duties and their carriage on board fishing vessels;”

«e.1) concernant le marquage, l'identification et l'observation des bateaux de pêche; 10
e.2) concernant la désignation des observateurs, leurs fonctions et leur présence à bord des bateaux de pêche;»

(2) Section 43 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraphs:

(2) L'article 43 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa g), de ce qui suit :

“(g.1) respecting any records, books of account or other documents to be kept under this Act and the manner and form 20 in which and the period for which they shall be kept;
(g.2) respecting the manner in which records, books of account or other documents shall be produced and information shall be provided under this Act;” 25

«g.1) concernant les registres, documents comptables et autres documents dont la tenue est prévue par la présente loi ainsi que la façon de les tenir, leur 20 forme et la période pendant laquelle ils doivent être conservés;
g.2) concernant la façon dont les registres, documents comptables et autres documents doivent être présentés et les 25 renseignements fournis sous le régime de la présente loi;»

R.S., c. 35 (1st Suppl.), s. 7

(3) Paragraph 43(m) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 43m) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 35 (1^{er} suppl.), art. 7

“(m) where a close time, fishing quota 30 or limit on the size or weight of fish has been fixed in respect of an area under the regulations, authorizing persons referred to in paragraph (l) to vary the close time, fishing quota or limit in 35 respect of that area or any portion of that area.”

«m) habilitant les personnes visées à 30 l'alinéa l) à modifier les périodes de fermeture, les contingents ou les limites de taille ou de poids du poisson fixés par règlement pour une zone ou à les modifier pour un secteur de zone.» 35

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 35

13. (1) Subsection 49(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 40

13. (1) Le paragraphe 49(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 35

Inspection

“49. (1) Subject to subsection (2), for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a fishery officer or fishery guardian may enter and

“49. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut, sous réserve 40 du paragraphe (2), procéder à la visite de

Visite

(5) Subsection 40(4) reads as follows:

- “(4) Any person who commits an offence under subsection (3),
- (a) in any case referred to in paragraph (3)(a), (b) or (c), is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for a first offence and not exceeding ten thousand dollars for each subsequent offence; or
- (b) in any case referred to in paragraph (3)(d), (e), (f) or (g), is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for a first offence and not exceeding ten thousand dollars for each subsequent offence.”

Clause 11: Subsections 41(1) to (3) read as follows:

“41. (1) Where an offence under section 40 is committed on more than one day or is continued for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

(2) Where a person is convicted of an offence under section 40, the court may, in addition to any punishment it may impose, order that person to refrain from committing the activity that constitutes the offence or to cease to carry on any activity specified in the order the carrying on of which, in the opinion of the court, will or is likely to result in the commission of a further offence or to take such action specified in the order as, in the opinion of the court, will or is likely to prevent the commission of a further offence.

(3) In a prosecution for an offence under section 40, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.”

Clause 12: (1) and (2) New.

(3) The relevant portions of section 43 at present read as follows:

“43. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and in particular, but without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

- ...
- (m) authorizing a person engaged or employed in the administration or enforcement of this Act to vary any close time or fishing quota that has been fixed by the regulations.”

Clause 13: (1) Subsection 49(1) at present reads as follows:

“49. (1) Subject to subsection (2), a fishery officer or fishery guardian may enter any place, premises, vessel or vehicle in which he believes on reasonable grounds there is any fish, fishing equipment or any books, records or other documents relating to the administration of this Act or the regulations in order to carry out such inspections as he deems necessary to ensure compliance with this Act and the regulations.”

(5). — Texte du paragraphe 40(4) :

«(4) L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) dans les cas visés aux alinéas (3)a), b) ou c), une amende maximale de cinq mille dollars pour une première infraction et de dix mille dollars pour chaque récidive;
- b) dans les cas visés aux alinéas (3)d), e), f) ou g), une amende maximale de vingt-cinq mille dollars pour une première infraction et de cinquante mille dollars pour chaque récidive.»

Article 11. — Texte des paragraphes 41(1) à (3) :

«41. (1) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue une des infractions prévues à l'article 40.

(2) En cas de condamnation pour une des infractions prévues à l'article 40, le tribunal peut, en sus de toute autre peine qu'il lui impose, enjoindre au contrevenant de ne pas récidiver ou de cesser l'activité spécifiée dans l'ordonnance et dont la poursuite, à son avis, entraînera ou risque d'entraîner une nouvelle infraction, ou encore de prendre les mesures qu'il juge de nature à empêcher toute récidive.

(3) Dans les poursuites pour une des infractions prévues à l'article 40, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.»

Article 12, (1) et (2). — Nouveau.

(3). — Texte actuel du passage visé de l'article 43 :

«43. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente loi, notamment :

- ...
- m) habilitant les personnes visées à l'alinéa l) pour la modification des périodes d'interdiction ou contingents fixés par les règlements.»

Article 13, (1). — Texte actuel du paragraphe 49(1) :

«49. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'agent des pêches ou le garde-pêche peuvent, sous réserve du paragraphe (2), procéder à la visite de tous lieux — y compris un véhicule ou navire — s'ils ont des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des poissons, des engins de pêche ou des livres, registres ou autres documents afférents à l'application de la présente loi et de ses règlements.»

inspect any place, including any premises, vessel or vehicle, in which the officer or guardian believes on reasonable grounds there is any work or undertaking or any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply and may

(a) open any container that the officer or guardian believes on reasonable grounds contains any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) examine any fish or other thing that the officer or guardian finds and take samples of it;

(c) conduct any tests or analyses and take any measurements; and

(d) require any person to produce for examination or copying any records, books of account or other documents that the officer or guardian believes on reasonable grounds contain information that is relevant to the administration of this Act or the regulations.

(1.1) In carrying out an inspection of a place under subsection (1), a fishery officer or fishery guardian may,

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the data processing system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and remove the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record, book of account or other document.

(1.2) The owner or person in charge of a place that is inspected by a fishery officer or fishery guardian under subsection (1) and every person found in the place shall

(a) give the officer or guardian all reasonable assistance to enable the officer or guardian to carry out the inspection

tous lieux — y compris un véhicule ou navire — et y effectuer des inspections, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des poissons, objets ou ouvrages, ou qu'on y exploite une entreprise, assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements; il est aussi autorisé à :

a) ouvrir tout contenant dans lequel il a des motifs raisonnables de croire que se trouvent du poisson ou des objets assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

b) examiner les poissons ou tout objet qu'il y trouve et en prendre des échantillons;

c) effectuer des essais, des analyses et des mesures;

d) exiger de toute personne qu'elle lui fournisse pour examen ou copie les registres, documents comptables ou autres documents qu'il a des motifs raisonnables de croire contenir des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou de ses règlements.

(1.1) Dans le cadre de sa visite, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut :

a) utiliser ou faire utiliser les systèmes informatiques se trouvant sur place afin de prendre connaissance des données qui y sont contenues ou auxquelles ces systèmes donnent accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible, qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser les appareils de reprographie se trouvant sur place pour faire des copies de tout registre, document comptable ou autre document.

(1.2) Le propriétaire ou le responsable du lieu qui fait l'objet de la visite, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus d'accorder à l'agent des pêches ou au garde-pêche toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut vala-

Operation of data processing systems and copying equipment

Duty to assist

Usage d'ordinateurs et de photocopieuses

Obligation d'assistance

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

40

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

tion and exercise any power conferred by this section; and

(b) provide the officer or guardian with any information relevant to the administration of this Act or the regulations that the officer or guardian may reasonably require.

(1.3) A fishery officer or fishery guardian who takes a sample under paragraph (1)(b) may dispose of it in any manner that the officer or guardian considers appropriate.”

(2) Subsection 49(4) of the said Act is repealed.

14. (1) Subsections 49.1(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“49.1 (1) A fishery officer with a warrant issued under subsection (2) may enter and search any place, including any premises, vessel or vehicle, in which the officer believes on reasonable grounds there is

- (a) any work or undertaking that is being or has been carried on in contravention of this Act or the regulations;
- (b) any fish or other thing by means of or in relation to which this Act or the regulations have been contravened; or
- (c) any fish or other thing that will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations.

(2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (1) any fish or other thing referred to in subsection (1), the justice may issue a warrant authorizing the fishery officer named in the warrant to enter and search the place for the thing subject to any conditions that may be specified in the warrant.”

(2) Section 49.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

blement exiger dans le cadre de l'application de la présente loi ou de ses règlements.

(1.3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui, en vertu du paragraphe (1), prend un échantillon peut ensuite en disposer ou le détruire de la façon qu'il estime indiquée.»

(2) Le paragraphe 49(4) de la même loi est abrogé.

14. (1) Les paragraphes 49.1(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«49.1 (1) L'agent des pêches muni du mandat visé au paragraphe (2) peut pénétrer dans tous lieux — y compris un véhicule ou navire — et y effectuer une perquisition, s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

- a) qu'on y exploite ou qu'on y a exploité un ouvrage ou une entreprise en contravention avec la présente loi ou ses règlements;
- b) que s'y trouvent des poissons ou objets qui ont donné lieu à une contravention de la présente loi ou de ses règlements;
- c) que s'y trouvent des poissons ou objets qui serviront à prouver la perpétration d'une telle infraction.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, un agent des pêches nommé désigné à pénétrer dans un lieu visé au paragraphe (1) et à y effectuer une perquisition s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence du poisson ou des objets visés au paragraphe (1).»

(2) L'article 49.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Disposition of samples

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 35

Search

Authority to issue warrant

Sort des échantillons

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 35

Pouvoirs de perquisition

Délivrance du mandat

5

10

15

20

25

30

35

40

45

5

10

15

20

25

30

35

40

(2) Subsection 49(4) reads as follows:

“(4) In executing a warrant issued under subsection (3), a fishery guardian shall not use force unless

- (a) the fishery guardian is a peace officer or is accompanied by a peace officer; and
- (b) the use of force has been specifically authorized in the warrant.”

Clause 14: (1) Subsections 49.1(1) and (2) at present read as follows:

“49.1 (1) A fishery officer with a warrant issued under subsection (2) may search any building, vehicle, vessel or place where the officer believes on reasonable grounds that any fish taken in contravention of this Act or the regulations, or anything used in contravention thereof, is concealed.

(2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any building, vehicle, vessel or place referred to in subsection (1)

- (a) anything on or in respect of which any contravention under this Act has been or is suspected to have been committed, or
- (b) anything that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any contravention under this Act,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the fishery officer named therein to enter and search that building, vehicle, vessel or place for any such thing subject to such conditions as may be specified in the warrant.”

(2) New.

(2). — Texte du paragraphe 49(4) :

«(4) Le garde-pêche ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si :

- a) d'une part, il est un agent de la paix ou est accompagné d'une telle personne;
- b) d'autre part, le mandat en autorise expressément l'usage.»

Article 14, (1). — Texte actuel des paragraphes 49.1(1) et (2) :

“49.1 (1) L'agent des pêches muni du mandat visé au paragraphe (2) peut perquisitionner dans tous lieux — y compris un véhicule ou navire — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent cachés des poissons pris ou des objets utilisés en contravention avec la présente loi ou ses règlements.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'agent des pêches qui y est nommé à perquisitionner dans tous lieux visés au paragraphe (1) s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence :

- a) soit d'un objet qui a ou aurait servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi;
- b) soit d'un objet dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver la perpétration d'une telle infraction.»

(2). — Nouveau.

Powers during search

“(5) In carrying out a search of a place under this section, a fishery officer may exercise any power mentioned in subsection 49(1), (1.1) or (1.3).”

«(5) L'agent des pêches peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu du présent article, exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes 49(1), (1.1) ou (1.3).»

Pouvoirs

5

15. Section 51 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15. L'article 51 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Seizure of fishing vessel, etc.

“51. A fishery officer or fishery guardian may seize any fishing vessel, vehicle, fish or other thing that the officer or guardian believes on reasonable grounds was obtained by or used in the commission of an offence under this Act or will afford evidence of an offence under this Act, including any fish that the officer or guardian believes on reasonable grounds (a) was caught, killed, processed, transported, purchased, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations; or (b) has been intermixed with fish referred to in paragraph (a).”

«51. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut saisir les bateaux de pêche, les véhicules, le poisson et tous autres objets dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été obtenus par la perpétration d'une infraction à la présente loi, qu'ils ont servi à la perpétration d'une telle infraction ou qu'ils serviront à prouver l'infraction, notamment les poissons dont il a des motifs raisonnables de croire : a) soit qu'ils ont été pêchés, tués, transportés, achetés, vendus ou transformés en contravention avec la présente loi ou ses règlements, ou que leur possession était interdite par cette loi ou ces règlements; b) soit qu'ils ont été mêlés à ceux visés à l'alinéa a).»

Saisie des bateaux de pêches

10

25

16. The heading preceding section 57 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. L'intertitre qui précède l'article 57 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“CULTURE OF FISH”

«AQUACULTURE»

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 60 thereof, the following heading:

17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 59, de ce qui suit :

“VACANT PUBLIC PROPERTY”

«TERRAINS PUBLICS VACANTS»

18. Sections 61 to 65 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

18. Les articles 61 à 65 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(1), ann. I, n^o 5

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 213(1) (Sch. I, item 5)

30

“INFORMATION RETURNS

«RAPPORTS

61. (1) The following persons may be required under this Act to provide information or to keep records, books of account or other documents:

61. (1) Les personnes suivantes peuvent être tenues sous le régime de la présente loi de fournir des renseignements ou de tenir des registres, documents comptables ou autres documents :

Personnes visées

- (a) any person who engages in fishing; (b) any person who purchases fish for the purpose of resale;

- a) les pêcheurs; b) ceux qui, en vue de la revente, achètent du poisson;

40

Persons who may be required to provide information

Clause 15: Section 51 at present reads as follows:

“51. (1) No person shall resist or wilfully obstruct any fishery officer or fishery guardian in the execution of his duty, or any person acting in aid of such officer or guardian.

(2) Any person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months with hard labour; or

(b) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding two years.”

Clause 16: The heading preceding section 57 at present reads as follows:

“GENERAL”

Clause 17: New.

Clause 18: Sections 61 to 65 at present read as follows:

“61. The owner or manager of every fish curing or canning establishment or fresh fish business, the captain or owner of every fishing vessel and the owner of every fishing trap, weir or other fishing gear and equipment in Canada shall, at the request of the Minister or a fishery officer, furnish a true return, covering the period specified by the Minister or fishery officer, containing the whole or any one or more of the following particulars:

- (a) all fish caught;
- (b) all fish bought;
- (c) all fish packed or canned;
- (d) the value of the fish caught, bought, packed or canned;
- (e) the number of fishermen employed and their nationality;
- (f) the number of shore workers employed;
- (g) the number and value of the fishing vessels used;

Article 15. — Texte actuel de l'article 51 :

«51. (1) Il est interdit d'entraver volontairement l'action d'un agent des pêches ou d'un garde-pêche dans l'exercice de ses fonctions ou de toute personne qui l'assiste.

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent dollars ou un emprisonnement maximal de six mois avec travaux forcés;

b) par mise en accusation, un emprisonnement maximal de deux ans.»

Article 16. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 57 :

«DISPOSITIONS GÉNÉRALES»

Article 17. — Nouveau.

Article 18. — Texte actuel des articles 61 à 65 :

«61. Le propriétaire ou gérant de toute usine de traitement ou de mise en conserve du poisson ou de tout établissement faisant le commerce du poisson frais, le capitaine ou propriétaire de tout bateau de pêche et le propriétaire d'un casier, d'un parc, d'une bordigue ou de tout autre engin ou équipement de pêche au Canada doivent, sur demande du ministre ou d'un agent des pêches, produire une déclaration véridique couvrant la période spécifiée par celui-ci et contenant tout ou partie des renseignements suivants :

- a) la quantité de poisson pris;
- b) la quantité de poisson acheté;
- c) la quantité de poisson conditionné ou mis en conserve;
- d) la valeur du poisson pris, acheté, conditionné ou mis en conserve;
- e) le nombre des pêcheurs employés et leur nationalité;
- f) le nombre des travailleurs à terre;
- g) le nombre et la valeur des bateaux de pêche utilisés;

(c) any owner, operator or manager of an enterprise that catches, cultures, processes or transports fish; and

(d) any agent or employee of a person referred to in paragraphs (a) to (c).

(2) A person referred to in subsection (1) may be required to provide information or to keep records or other documents relating to any of the following matters:

(a) the number, sex, size, weight, species, product form, value or other particulars of any fish caught, cultured, processed, transported, sold or purchased;

(b) the time and place at which any fish was caught or landed and the person, enterprise or vessel by which the fish was caught or landed;

(c) the time and place at which any fish was purchased and the person, enterprise or vessel from which the fish was purchased;

(d) the vessels, gear and methods used and the number of persons employed for the purpose of catching fish;

(e) the buildings, equipment, products and methods used and the number of persons employed for the purpose of culturing or processing fish; and

(f) any other matter relating to the proper management and control of fisheries or the conservation and protection of fish.

(3) A person referred to in subsection (1) shall keep any records, books of account or other documents that may be required by the regulations or by the terms and conditions of any lease or licence issued to the person under this Act and the records, books of account or other documents shall be kept in the manner and form and for the period prescribed by the regulations, lease or licence.

c) les propriétaires, exploitants ou directeurs d'une entreprise de pêche, d'aquaculture, de transformation ou de transport du poisson;

d) les mandataires ou salariés d'une personne visée aux alinéas a) à c).

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) peuvent être tenues de fournir des renseignements ou de tenir des registres ou autres documents à l'égard des questions suivantes :

a) le nombre, la taille, le poids, l'espèce, la forme du produit, le sexe, la valeur ou les autres caractéristiques du poisson pêché, élevé, transformé, transporté, vendu ou acheté;

b) la date et le lieu de prise ou de débarquement du poisson ainsi que la personne, l'entreprise ou le bateau en cause;

c) la date et le lieu d'achat du poisson ainsi que le nom de la personne, de l'entreprise ou du bateau qui l'a vendu;

d) les bateaux, engins de pêche et méthodes utilisés ainsi que le nombre de personnes affectées aux opérations de pêche;

e) le nombre de personnes, les bâtiments et l'équipement affectés à l'aquaculture ou à la transformation du poisson ainsi que les produits et les méthodes utilisés;

f) toute autre question concernant la gestion et la surveillance judicieuses des pêches ou la conservation et la protection du poisson.

(3) Les personnes visées au paragraphe (1) doivent tenir les registres, documents comptables et autres documents que prévoient les règlements ou les baux, permis et licences qui leur ont été délivrés sous le régime de la présente loi; ces registres, documents comptables et autres documents sont tenus de la façon prévue par les règlements, les baux, les permis et les licences et conservés durant la période qu'ils fixent.

Information that may be required

Renseignements à fournir

Duty to keep books

Obligation de tenir des registres

- (h) the quantity and value of fishing gear or equipment used;
- (i) the number and value of buildings and fixtures used; and
- (j) such other details and particulars as may be required by the Minister or fishery officer.

PROTECTION OF FISHERMEN

62. (1) No dory, flat or other boat shall set out from any vessel engaged in deep-sea or bank fishing or be launched therefrom for the purpose of fishing with hooks and lines, trawls or other similar appliances, or with intent that the dory, flat or boat be used in so fishing, or for the purpose of examining trawls, set lines or other similar appliances for fishing, unless there is placed in the dory, flat or boat for use thereon during its absence from the vessel a mariner's compass, and at least two quarts of drinking water and two pounds of solid food for each member of the crew thereof.

(2) The owner of a vessel referred to in subsection (1) shall supply the vessel at the commencement of its voyage with as many serviceable mariner's compasses as it carries boats, in addition to the vessel's compass, with the necessary utensils for holding water for each boat carried by the vessel and with a serviceable fog-horn or trumpet.

(3) No customs officer shall grant a clearance to a vessel referred to in subsection (1) or allow it to go to sea unless the master thereof has a certificate from a fishery officer or other person authorized by the Minister to give such certificates indicating that the vessel is properly equipped with a mariner's compass and suitable utensils for holding water for each boat carried by the vessel and with a serviceable fog-horn or trumpet.

OFFENCES AND PUNISHMENT

63. Every owner or manager of a lobster factory or canning establishment who fails to comply with section 17 is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one hundred dollars and costs and not more than four hundred dollars and costs.

64. (1) Every person is guilty of an offence and shall incur therefor a fine of not less than one hundred dollars and not more than two thousand dollars, recoverable with costs on summary conviction, who at any time, except under licence from the Minister issued under this Act or any other Act of Parliament,

(a) with intent to fish or to cause any other person to fish with a vessel that uses an otter or other trawl of a similar nature for catching fish in the sea, leaves or departs from any port or place in Canada for the purpose of so fishing; or

(b) knowingly brings into Canada any fish taken or caught in the sea beyond Canadian fisheries waters with any vessel that uses an otter or other trawl of a similar nature, or any vessel that uses an otter or other trawl of a similar nature for catching fish in the sea beyond Canadian fisheries waters, if the leaving or departure from Canada of that vessel constituted an offence under this section, and the fish or vessel so brought in shall be confiscated to Her Majesty for contravention of this Act, in the manner provided by sections 71 to 73.

(2) For the purposes of subsection (1), an "otter or other trawl of a similar nature" includes a Danish seine and Scottish seine.

(3) No vessel referred to in subsection (1) shall carry on fishing operations from or to any Canadian port or ports, unless it restricts its fishing operations to waters that are at least twelve miles distant from the nearest shore on the Atlantic sea-coast of Canada or to fisheries that are at such greater distances from that shore as may be prescribed under subsection (7), and the proof that its fishing operations are so restricted at all times lies on the captain of the vessel.

(4) Subsection (3) does not apply to small druggers operated by inshore fishermen that are exempted from the provisions of that subsection by special permit, which the Minister may issue for that purpose.

h) la quantité et la valeur des engins ou équipements de pêche utilisés;

i) le nombre et la valeur des bâtiments et installations utilisés;

j) les autres détails que peuvent exiger le ministre ou l'agent.

PROTECTION DES PÊCHEURS

62. (1) Il est interdit de mettre à la mer ou de détacher d'un navire faisant la pêche en haute mer ou sur les bancs, un doris, un bateau plat ou toute autre embarcation, soit pour pêcher à la ligne, à la palangre ou avec tout autre engin semblable, ou dans l'intention d'employer l'embarcation pour pêcher de la sorte, soit pour inspecter des chaluts, lignes fixes ou autres engins de pêche semblables, sans y placer à bord, jusqu'au retour de l'embarcation à bord, une boussole ainsi qu'au moins deux pintes d'eau potable et deux livres d'aliments solides pour chaque membre d'équipage.

(2) Au départ du navire, le propriétaire du navire doit veiller à ce qu'il soit muni d'une corne de brume qui fonctionne et emporte autant de boussoles en bon état, en plus de la boussole du bord, et d'ustensiles pour contenir de l'eau qu'il compte d'embarcations.

(3) L'autorisation de sortie du port ne peut être accordée par un agent des douanes que sur présentation, par le capitaine du navire, d'un certificat délivré par un agent des pêches, ou toute autre personne habilitée par le ministre à cette fin, et attestant que le navire remplit les conditions énoncées au paragraphe (2).

INFRACTIONS ET PEINES

63. Commet une infraction et encourt une amende de cent à quatre cents dollars, plus les frais et dépens, le propriétaire ou gérant d'une usine de traitement ou de mise en conserve du homard qui néglige de se conformer à l'article 17.

64. (1) Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et encourt une amende de cent à deux mille dollars, plus les frais et dépens, quiconque, sans être titulaire d'un permis délivré par le ministre au titre de la présente ou d'une autre loi fédérale, selon le cas :

a) quitte un port ou autre lieu du Canada avec l'intention de pêcher, ou de permettre à une autre personne de pêcher, avec un chalutier, c'est-à-dire un bateau équipé d'un chalut à panneaux ou de tout autre chalut de même nature pour la capture du poisson en mer;

b) apporte au Canada du poisson qu'il sait avoir été capturé au-delà des eaux de pêche canadiennes au moyen d'un chalutier, ou amène en connaissance de cause au Canada un chalutier équipé pour la capture du poisson au-delà des eaux de pêche canadiennes, si le fait de quitter le Canada ou d'en partir constituerait pour ce navire une infraction visée par le présent article; le poisson ou le chalutier est alors confisqué au profit de Sa Majesté, pour infraction à la présente loi, selon les modalités prévues aux articles 71 à 73.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), sont assimilées au chalut à panneaux ou à tout autre chalut de même nature la senne danoise et la senne écossaise.

(3) Il est interdit à tout chalutier mentionné au paragraphe (1) de se livrer à la pêche, sur sa route en direction ou en provenance d'un port canadien, à moins de douze milles de distance de la rive la plus rapprochée sur le littoral atlantique du Canada ou en dehors des pêcheries situées aux distances supérieures de la côte qui peuvent être fixées en application du paragraphe (7); la preuve que le bateau se conforme au présent paragraphe incombe à son capitaine.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux petits chalutiers exploités par des pêcheurs côtiers s'ils sont soustraits à ses dispositions par un permis spécial délivré en vertu du présent paragraphe par le ministre.

Duty to provide information

(4) A person referred to in subsection (1) shall, on the request of any fishery officer or fishery guardian, provide the officer or guardian, or any authority designated by the officer or guardian, with any information relating to a matter mentioned in subsection (2) that the officer or guardian may request.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir à l'agent des pêches ou au garde-pêche, ou de faire parvenir à l'autorité qu'il désigne, les renseignements qu'elles possèdent à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (2) et qu'il leur demande.

Obligation de fournir les renseignements

Idem

(5) A person referred to in subsection (1) shall, in accordance with the regulations and the terms and conditions of any lease or licence issued to the person under this Act, provide a fishery officer, a fishery guardian or any authority designated in the regulations, lease or licence with any information relating to a matter mentioned in subsection (2) that the regulations, lease or licence requires.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir, en conformité avec les règlements ou avec les documents — baux, permis ou licences — qui leur ont été délivrés sous le régime de la présente loi, au garde-pêche, à l'agent des pêches ou à toute autre autorité désignée par les règlements ou les documents, les renseignements qu'elles possèdent à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (2) et que précisent ces règlements ou documents.

Idem

OBSTRUCTION AND FALSE INFORMATION

ENTRAVE ET FAUX RENSEIGNEMENTS

Obstruction

62. No person shall obstruct or hinder a fishery officer, a fishery guardian or an inspector who is carrying out duties or functions under this Act.

62. Il est interdit d'entraver l'action des agents des pêches, des gardes-pêche ou des inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

Entrave

False statements to fishery officer, etc.

63. (1) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, to an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian who is carrying out duties or functions under this Act.

63. (1) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse aux agents des pêches, aux gardes-pêche — ou à l'autorité qu'ils désignent — ou aux inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

Fausse déclarations

False statements in licence application

(2) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, in an application for a lease or licence under this Act.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse dans une demande de bail, de permis ou de licence visée par la présente loi.

Faux renseignements

False records

(3) No person shall produce for examination or copying by an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian any records, books of account or other documents that contain false or misleading information."

(3) Nul ne peut remettre à un agent des pêches, à un garde-pêche — ou à l'autorité qu'il désigne — ou à un inspecteur, pour examen ou reproduction, un registre, document comptable ou autre document qui contient des renseignements faux ou trompeurs.»

Faux registres

19. Section 66 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. L'article 66 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) The Minister may, by order, exempt any class of dragger or trawler defined by the regulations from the operation of subsection (3) in respect of any area on the Atlantic sea-coast of Canada.

(6) The Minister may determine the number of vessels referred to in subsection (1) that are eligible to be licensed.

(7) Regulations may be made under section 43

(a) prescribing the form of a licence;

(b) specifying the evidence to be submitted with an application for a licence;

(c) fixing the conditions under which a licence shall be issued;

(d) making any other provisions respecting licences;

(e) classifying, for the purposes of this section, the vessels referred to in subsection (1) according to length, tonnage or otherwise;

(f) defining, for the purposes of this Act, the expression "small dragger"; and

(g) prescribing, for the purpose of subsection (3), either generally or in respect of any specific waters, distances greater than twelve miles from the nearest shore on the Atlantic sea-coast of Canada.

65. The burden of proving absence of intent or knowledge, when intent or knowledge is necessary to constitute an offence under section 64, lies on the person accused, and intent or knowledge shall be presumed unless negated by proof."

(5) Le ministre peut, par arrêté, soustraire à l'application du paragraphe (3), pour toute zone sur le littoral atlantique du Canada, toute catégorie de chalutier, gros ou petit, définie par règlement.

(6) Le ministre peut déterminer le nombre de ces bateaux qui peuvent bénéficier d'un permis.

(7) Le gouverneur en conseil peut, par règlement pris sous le régime de l'article 43 :

a) établir le formulaire de licences ou permis;

b) préciser les éléments de preuve à fournir à l'appui de la demande de licences ou permis;

c) fixer les conditions de délivrance des licences ou permis;

d) régir par ailleurs le domaine des licences ou permis;

e) classer, pour l'application du présent article, les chalutiers visés au paragraphe (1) selon la longueur, le tonnage ou d'autres caractéristiques;

f) définir, pour l'application de la présente loi, l'expression «petit chalutier»;

g) pour l'application du paragraphe (3), porter au-delà de douze milles les distances supérieures visées dans ce paragraphe, globalement ou de manière spécifique.

65. L'intention ou la connaissance, lorsque l'une ou l'autre est nécessaire pour qu'il y ait infraction à l'article 64, est présumée, sauf si l'accusé apporte la preuve du contraire."

Clause 19: Section 66 at present reads as follows:

"66. Every owner or occupier of an obstruction across or in any stream,

Article 19. — Texte actuel de l'article 66 :

"66. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars

“CONSEQUENCES OF OBSTRUCTION

Failure to provide fish-way, etc.

66. Every owner or occupier of an obstruction across or in any stream who refuses or neglects to provide and maintain a fish-way or canal in accordance with section 20, to install and maintain fish stops or diverters in accordance with subsection 21(4) or to provide for a sufficient flow of water and the free passage of fish in accordance with section 22 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.”

20. Section 68 of the said Act is repealed.

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 96

21. Sections 69 to 73 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Failure to provide fish guard, etc.

“69. Every owner or occupier of a water intake, ditch, channel or canal referred to in subsection 30(1) who refuses or neglects to provide and maintain a fish guard, screen, covering or netting in accordance with subsections 30(1) to (3), permits the removal of a fish guard, screen, covering or netting in contravention of subsection 30(3) or refuses or neglects to close a sluice or gate in accordance with subsection 30(4) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.”

DISPOSITION OF SEIZED THINGS

Custody of seized things

70. (1) A fishery officer or fishery guardian who seizes any fish or other thing under this Act may retain custody of it or

«OBSTACLES

Défaut d'installer une échelle à poissons

66. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le propriétaire ou l'occupant d'un obstacle placé dans le lit ou en travers d'un cours d'eau, qui néglige ou refuse de construire ou d'entretenir une échelle à poissons ou une passe migratoire en conformité avec l'article 20, d'installer ou d'entretenir un dispositif d'arrêt ou de déviation en conformité avec le paragraphe 21(4) ou d'assurer un débit suffisant afin de permettre le libre passage du poisson, en conformité avec l'article 22.»

20. L'article 68 de la même loi est abrogé.

21. Les articles 69 à 73 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 96

«69. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le propriétaire ou l'occupant d'une prise d'eau, d'un fossé, chenal ou canal visé au paragraphe 30(1) qui néglige ou refuse d'installer ou d'entretenir un dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis en conformité avec les paragraphes 30(1) à (3), permet que le dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis soit enlevé en contravention avec le paragraphe 30(3) ou néglige ou refuse de fermer une porte ou vanne en conformité avec le paragraphe 30(4).»

Défaut d'installer et d'entretenir des dispositifs de retenue

ALIÉNATION DES OBJETS SAISIS

70. (1) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui saisit du poisson ou un objet en vertu de la présente loi peut s'en réserver

Garde des objets saisis

(a) where the Minister determines it to be necessary for the public interest that a canal around a dam or a fish-pass therein should exist, who, after three days notice in writing, neglects or refuses to provide a durable and efficient fish-way or canal, or who neglects or refuses to maintain the fish-way or canal in a good and effective condition in such place and of such form and capacity as will permit the free passage of fish,

(b) where the Minister requires the installation and maintenance of such fish stops or diverters as will in his opinion be adequate to prevent the destruction of fish and to assist in providing for their ascent, who, after three days notice in writing, neglects or refuses to provide the fish stops or diverters, or

(c) where the Minister determines it to be necessary to provide a sufficient flow of water over the spill-way or crest, with connecting sluices into the river below, to permit the safe and unimpeded descent of fish, who after three days notice in writing, neglects or refuses to provide the sufficient flow of water,

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each day or part of a day during which the notice is not complied with."

Clause 20: Section 68 reads as follows:

"68. Every person who contravenes section 28 is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one hundred dollars and costs or to imprisonment for a term of not less than three months or to both, and not more than five hundred dollars and costs or to imprisonment for a term of not more than six months or to both."

Clause 21: Sections 69 to 73 at present read as follows:

"69. Every owner or occupier of a water intake, ditch, channel or canal in Canada, constructed or adapted for conducting water from any Canadian fisheries waters for irrigating, manufacturing, power generation, domestic or other purposes, who

(a) neglects or refuses to provide and maintain in a good and sufficient state of repair at its entrance or intake a fish guard, screen, covering or netting with meshes of such dimensions as the Minister may prescribe, approved by the Minister or such officer as the Minister from time to time appoints to examine it, and so fixed as to prevent the passage of fish from any Canadian fisheries waters into the water intake, ditch, channel or canal,

(b) permits the removal of the fish guard, screen, covering or netting referred to in paragraph (a) except for renewal or repair, or

(c) during the time the renewal or repair referred to in paragraph (b) is being effected, neglects or refuses to close the sluice or gate at the intake or entrance of the water intake, ditch, channel or canal, so as to prevent the passage of fish into the water intake, ditch, channel or canal,

is, after three days notice in writing from the Minister or a fishery officer, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each day or part of a day during which the offence continues.

70. Every person who wilfully destroys or injures any place set apart under the authority of the Minister for the propagation of fish, who fishes therein without written permission from a fishery officer or who uses therein any fishing light or other fishing gear or equipment during the period for which those waters are so set apart is guilty of an offence and liable to a fine of not less than fifty dollars and costs and not more

pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction le propriétaire ou l'occupant d'un obstacle placé dans le lit ou en travers d'un cours d'eau, qui, selon le cas, trois jours après avoir reçu un avis écrit du ministre dans lequel celui-ci l'informe :

a) qu'il juge nécessaire, dans l'intérêt public, l'existence soit d'une échelle à poissons dans un barrage, soit d'une passe migratoire le contournant, néglige ou refuse d'en construire une durable et efficace, ou de l'entretenir en bon état de fonctionnement, à l'endroit, sur le modèle et suivant les dimensions qui permettront au poisson d'y passer;

b) qu'il exige l'installation et l'entretien de dispositifs d'arrêt ou de déviation susceptibles, à son avis, d'empêcher la destruction du poisson et de favoriser sa remontée, néglige ou refuse d'y pourvoir;

c) qu'il juge nécessaire d'assurer un débit suffisant au-dessus du déversoir ou de la crête, avec des biefs d'écoulement dans la rivière en aval, afin de permettre au poisson de descendre sans danger et sans difficulté, néglige ou refuse d'y pourvoir.»

Article 20. — Texte de l'article 68 :

«68. Quiconque contrevient à l'article 28 commet une infraction et encourt une amende de cent à cinq cents dollars, plus les frais et dépens, ainsi qu'un emprisonnement de trois à six mois, ou l'une de ces peines.»

Article 21. — Texte actuel des articles 69 à 73 :

«69. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction le propriétaire ou l'occupant d'une prise d'eau, d'un fossé, chenal ou canal construit ou adapté, au Canada, pour prendre de l'eau provenant des eaux de pêche canadiennes à des fins industrielles ou domestiques, d'irrigation, de production d'énergie ou autres, qui, trois jours après avoir reçu un avis écrit du ministre ou d'un agent des pêches :

a) soit néglige ou refuse d'installer et d'entretenir en bon état à son entrée ou point de dérivation un dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis muni de mailles ou trous des dimensions que le ministre peut prescrire, approuvé par le ministre ou l'agent qu'il charge de l'examiner, et placé de manière à empêcher le passage du poisson venant de ces eaux;

b) soit permet que le dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis mentionné à l'alinéa a) soit enlevé autrement que pour le remplacer ou le réparer;

c) soit, pendant la durée du remplacement ou de la réparation mentionné à l'alinéa b), refuse ou néglige de fermer la porte ou vanne de l'entrée ou du point de dérivation de cette prise d'eau, de ce fossé, chenal ou canal de façon à empêcher le poisson d'y pénétrer.

70. Quiconque détruit ou endommage volontairement un endroit réservé, sous l'autorité du ministre, à la reproduction du poisson, ou y pêche sans la permission écrite d'un agent des pêches, ou y utilise des lampes ou autres engins ou équipements de pêche commet une infraction et encourt une amende de cinquante à deux cents dollars, plus les

deliver it into the custody of any person the officer or guardian considers appropriate.

Request by officer or guardian

(2) A person who is given custody of any fish or other thing under subsection (1) shall, on the request of a fishery officer or fishery guardian at any reasonable time, make the fish or thing available for inspection by or deliver it into the custody of the officer or guardian.

Perishables

(3) A fishery officer or fishery guardian who has custody of any fish or other perishable thing seized under this Act may dispose of it in any manner the officer or guardian considers appropriate and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

Detention of seized things

71. (1) Subject to this section, any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, may be detained until the fish or thing or proceeds are forfeited or proceedings relating to the fish or thing are finally concluded.

Return on deposit of security

(2) Subject to subsection 72(4), a court may order any fish or other thing seized under this Act to be returned to the person from whom it was seized if security is given to Her Majesty in a form and amount that is satisfactory to the Minister.

Return where proceedings not instituted

(3) Subject to subsection 72(4), where proceedings are not instituted in relation to any fish or other thing seized under this Act, the fish or thing or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the person from whom it was seized

(a) on the Minister's decision not to institute proceedings; or

(b) on the expiration of ninety days after the day of the seizure or any further period that may be specified in an order made under subsection (4).

Order to extend detention

(4) Where a court is satisfied, on the application of the Minister within ninety days after the day on which any fish or other thing is seized, that detention of the fish or thing for a period greater than

la garde ou l'attribuer à toute personne qu'il estime compétente.

(2) La personne à qui la garde du poisson ou des objets saisis est confiée est tenue, sur demande présentée à toute heure convenable par l'agent des pêches ou le garde-pêche, d'en permettre l'inspection par lui ou de les lui remettre.

(3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui a la garde de marchandises périssables saisies peut en disposer de la façon qu'il estime indiquée, le produit de l'aliénation étant versé au receveur général.

71. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le poisson ou les objets saisis en vertu de la présente loi ou le produit de leur aliénation peuvent être retenus jusqu'à ce que leur confiscation soit prononcée ou qu'une décision définitive soit rendue lors des poursuites intentées à leur égard.

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), le tribunal peut ordonner la restitution au saisi du poisson ou des objets saisis, sur fourniture à Sa Majesté d'une garantie que le ministre juge acceptable quant au montant et à la forme.

(3) Sous réserve du paragraphe 72(4), lorsqu'aucune poursuite n'est intentée, le poisson ou les objets saisis sont restitués ou le produit de leur aliénation remis au saisi dès que le ministre décide de ne pas tenter de poursuites à leur égard ou à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours qui suit la saisie ou de tout autre délai supérieur fixé par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4).

(4) Le tribunal peut, par ordonnance, prolonger la période de rétention du poisson ou d'un objet saisi jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe si le ministre le lui demande dans les quatre-vingt-dix jours

Remise

Marchandises périssables

Rétention des objets saisis

Remise sur dépôt d'une garantie

Remise en l'absence de poursuites

Ordonnance de prolongation

than two hundred dollars and costs, and, in default of payment, to imprisonment for a term of not less than six months and not more than twelve months or to both fine and imprisonment.

71. (1) A fishery officer may seize any fishing vessel, vehicle, fishing gear, implement, appliance, material, container, goods, equipment or fish where the fishery officer believes, on reasonable grounds, that

- (a) the fishing vessel, vehicle, fishing gear, implement, appliance, material, container, goods or equipment has been used in connection with the commission of an offence against this Act or the regulations;
- (b) the fish or any part thereof have been caught, taken, killed, transported, bought, sold or had in possession contrary to any provision of this Act or the regulations; or
- (c) the fish or any part thereof have been intermixed with fish referred to in paragraph (b).

(2) Subject to this section and sections 72 and 73, any thing seized pursuant to subsection (1) shall be retained in the custody of the fishery officer making the seizure or shall be delivered into the custody of such person as the Minister directs.

(3) Where, in the opinion of the person having custody of any thing seized pursuant to subsection (1), the thing will rot, spoil or otherwise perish, that person may sell the thing in such manner and for such price as that person may determine.

(4) The proceeds of a sale referred to in subsection (3) shall be paid to the Receiver General or shall be deposited in a bank to the credit of the Receiver General.

72. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act or the regulations, the convicting court or judge may, in addition to any punishment imposed, order that any thing seized pursuant to subsection 71(1), or the whole or any part of the proceeds of a sale referred to in subsection 71(3), be forfeited and, on such an order being made, the thing so ordered to be forfeited is forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(1.1) A decision of any court or judge to order forfeiture or not to order forfeiture may be appealed to the court of appeal, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, having jurisdiction to hear appeals of decisions of that court or judge.

(2) Notwithstanding subsection (1), where the ownership of any thing seized pursuant to subsection 71(1) cannot, at the time of the seizure, be ascertained by the fishery officer by whom the seizure is made, the thing is, on the seizure thereof, forfeited to Her Majesty.

(3) Where any thing has been seized pursuant to subsection 71(1) and proceedings in respect of the alleged offence have been instituted, the court or judge may, except where the thing is forfeited under subsection (2), order redelivery thereof to the accused on security by bond, with two sureties, in an amount and form satisfactory to the Minister, being given to Her Majesty or on security of a cash deposit, in an amount satisfactory to the Minister, being given to Her Majesty.

(4) Any thing seized pursuant to subsection 71(1) or the proceeds realized from a sale thereof under subsection 71(3), except a thing forfeited under subsection (2), shall be returned or paid to the person from whom the thing was taken if the Minister decides not to institute a prosecution in respect of the alleged offence and, in any event, shall be returned or paid on the expiration of three months from the day of the seizure unless before that time proceedings in respect of the alleged offence are instituted.

73. (1) Except as provided in sections 75 to 77, any thing forfeited under subsection 72(1) or (2) shall, after the expiration of thirty days from the date of the forfeiture, be disposed of as the Minister directs.

(2) Notwithstanding subsection (1), any lobster trap forfeited under subsection 72(2) may, at the time of forfeiture, be disposed of as the Minister directs.

frais et dépens, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de six à douze mois, ou à la fois l'amende et l'emprisonnement.

71. (1) L'agent des pêches peut saisir tout objet — bateau de pêche, véhicule, engin de pêche, outil, appareils, matériel, contenant, effet ou équipement — ou poisson s'il a des motifs raisonnables de croire que :

- a) l'objet en question a servi à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements;
- b) le poisson en question a été pris, tué, transporté, acheté, vendu ou détenu en contravention avec une disposition de la présente loi ou de ses règlements;
- c) le poisson en question a été mêlé au poisson visé à l'alinéa b).

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 72 et 73, les objets ou le poisson saisis en vertu du paragraphe (1) demeurent sous la garde de l'agent des pêches qui a fait la saisie ou sont remis à la personne que désigne le ministre.

(3) Si elle estime que des marchandises saisies en vertu du paragraphe (1) risquent de se détériorer, la personne qui en a la garde peut les vendre selon les modalités et aux prix qu'elle détermine.

(4) Le produit de la vente est versé au receveur général ou porté à son crédit dans une banque.

72. (1) Le tribunal ou le juge peuvent, en sus de toute autre peine imposée à la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements, ordonner la confiscation de tout objet ou poisson saisi, ou du produit, en tout ou en partie, de la vente. Le cas échéant, la confiscation s'opère au profit de Sa Majesté du chef du Canada dès que l'ordonnance est rendue.

(1.1) La décision du tribunal ou du juge d'ordonner ou non la confiscation peut être portée en appel devant la cour d'appel, au sens de la définition de l'article 2 du *Code criminel*, compétente pour entendre les appels des décisions de ce tribunal ou juge.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsque le droit de propriété sur un objet ou du poisson saisi ne peut, au moment de la saisie, être établi par l'agent des pêches qui a procédé à celle-ci, la confiscation s'opère immédiatement au profit de Sa Majesté.

(3) Lorsqu'un objet ou du poisson a été saisi en vertu du paragraphe 71(1) et que des poursuites ont été engagées relativement à la prétendue infraction, le tribunal ou le juge peut, sauf en cas de confiscation opérée sous le régime du paragraphe (2), ordonner sa remise à l'accusé sur fourniture à Sa Majesté soit de la garantie par engagement, avec deux répondants, que le ministre juge acceptable quant au montant et à la forme, soit de la garantie en argent comptant qu'il juge également acceptable.

(4) Sauf en cas de confiscation opérée sous le régime du paragraphe (2), tout objet ou poisson saisi en vertu du paragraphe 71(1) est restitué — ou le produit de sa vente remis — au saisi si le ministre décide de ne pas engager de poursuites relativement à la prétendue infraction ou à l'expiration du délai de trois mois qui suit la saisie sauf si, dans ce délai, des poursuites sont engagées.

73. (1) Sous réserve des articles 75 à 77, il doit être disposé, suivant les instructions du ministre, des objets ou du poisson confisqués en vertu des paragraphes 72(1) ou (2), après expiration d'une période de trente jours à compter de la date de confiscation.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), il peut être disposé sur-le-champ, suivant les instructions du ministre, des casiers à homards confisqués en vertu du paragraphe 72(2).

(3) Lorsque des objets ou du poisson ont été saisis en vertu du paragraphe 71(1) et que des poursuites ont été engagées relativement à l'infraction, mais que dans les trente jours de leur issue il n'y a pas eu confiscation des objets ou du poisson — ou du produit de leur vente — en vertu des paragraphes 72(1) ou (2), les objets ou le poisson — ou le produit de leur vente — sont remis sans délai au saisi sauf en cas de

ninety days is justified in the circumstances, the court may, by order, permit the fish or thing to be detained for any further period that may be specified in the order.

5

Recovery of costs

71.1 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, order the person to pay the Minister an amount of money as compensation for any costs incurred in the seizure, storage or disposition of any fish or other thing seized under this Act by means of or in relation to which the offence was committed.

Debt due to Her Majesty

(2) Where a court orders a person to pay an amount of money as compensation under subsection (1), the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Forfeiture of things

72. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, order that any thing seized under this Act by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

Forfeiture of fish

(2) Where a person is convicted of an offence under this Act that relates to fish seized pursuant to paragraph 51(a), the court shall, in addition to any punishment imposed, order that the fish, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

Idem

(3) Where a person is charged with an offence under this Act that relates to fish seized pursuant to paragraph 51(a) and the person is acquitted but it is proved that the fish was caught in contravention of this Act or the regulations, the court may order that the fish, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

Forfeiture where ownership not ascertainable

(4) Where the ownership of any fish or other thing seized under this Act cannot be ascertained at the time of the seizure,

qui suivent la date de la saisie et s'il est convaincu que les circonstances le justifient.

71.1 (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut, en sus de toute autre peine infligée, ordonner au contrevenant d'indemniser le ministre des frais engagés dans le cadre de la saisie, de la garde ou de l'aliénation du poisson ou des objets saisis qui ont servi ou donné lieu à la perpétration de l'infraction.

Dépens

(2) L'indemnisation visée au paragraphe (1) et les intérêts afférents constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Créance de Sa Majesté

72. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut, en sus de toute autre peine infligée, ordonner que tout objet saisi qui a servi ou donné lieu à la perpétration de l'infraction — ou le produit de son aliénation — soit confisqué au profit de Sa Majesté.

Confiscation

(2) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'avoir commis une infraction à la présente loi relativement à du poisson saisi en vertu de l'alinéa 51a) est tenu, en sus de toute autre peine infligée, d'ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du poisson ou du produit de son aliénation.

Confiscation du poisson

(3) Le tribunal qui acquitte une personne accusée d'une infraction à la présente loi relativement à du poisson saisi en vertu de l'alinéa 51a) peut ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du poisson ou du produit de son aliénation s'il est prouvé que ce poisson a été pêché en contravention avec cette loi ou ses règlements.

Idem

(4) Sont immédiatement confisqués au profit de Sa Majesté le poisson ou les objets saisis dont il est impossible de déter-

Confiscation en l'absence de propriétaire

(3) Where any thing has been seized pursuant to subsection 71(1) and proceedings in respect of the offence have been instituted, but the thing or any proceeds realized from the sale thereof under subsection 71(3) is or are not, at or within thirty days after the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited under subsection 72(1), and has or have not been forfeited under subsection 72(2), the thing shall be returned forthwith, or the proceeds shall be paid forthwith, to the person from whom the thing was taken, unless there has been a conviction and a fine imposed, in which case

- (a) the thing may be detained until the fine is paid;
- (b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the fine; or
- (c) the proceeds realized from a sale of the thing pursuant to subsection 71(3) may be applied in payment of the fine.

(4) Notwithstanding anything in this section or section 71 or 72, a fishery officer may, at the time of seizure, return to the water any fish seized pursuant to subsection 71(1) that the fishery officer believes to be alive."

déclaration de culpabilité et d'imposition d'une amende. Le cas échéant :

- a) les objets ou le poisson peuvent être retenus jusqu'à l'acquittement de l'amende;
- b) ils peuvent être vendus par adjudication forcée pour paiement de l'amende;
- c) le produit de la vente peut être affecté au paiement de l'amende.

(4) Par dérogation aux autres dispositions du présent article et aux articles 71 et 72, l'agent des pêches peut sur-le-champ remettre à l'eau tout poisson saisi aux termes du paragraphe 71(1) qu'il estime encore vivant.»

the fish or thing is thereupon forfeited to Her Majesty.

Disposal of
forfeited things

73. (1) Subject to sections 75 to 77, any fish or other thing forfeited to Her Majesty under subsection 72(1), (2) or (3) shall be disposed of after the final conclusion of the proceedings relating to the fish or thing, as the Minister directs.

Disposal where
ownership not
ascertained

(2) Subject to sections 75 to 77, any fish or other thing forfeited to Her Majesty under subsection 72(4) shall be disposed of after the expiration of thirty days from the day of forfeiture, as the Minister directs.

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), where any fishing gear or equipment is forfeited under subsection 72(4), it may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Minister directs.

Return of
things not
forfeited

73.1 (1) Subject to subsection (2), any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, that are not forfeited to Her Majesty under section 72 shall, on the final conclusion of the proceedings relating to the fish or thing, be delivered to the person from whom the fish or thing was seized.

Exception

(2) Subject to subsection 72(4), where a person is convicted of an offence relating to any fish or other thing seized under this Act and the court imposes a fine but does not order forfeiture,

(a) the fish or thing may be detained until the fine is paid;

(b) it may be sold under execution in satisfaction of the fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition may be applied in payment of the fine.

Release of
seized fish

73.2 Notwithstanding anything in sections 70 to 73.1, a fishery officer or fishery guardian who seizes any fish under this Act may, at the time of the seizure, return to the water any fish that the officer or guardian believes to be alive."

miner l'appartenance au moment de la saisie.

73. (1) Sous réserve des articles 75 à 77, il est disposé, suivant les instructions du ministre, du poisson ou des objets confisqués en vertu des paragraphes 72(1), (2) et (3) lorsqu'une décision définitive met fin aux poursuites.

Aliénation des
objets
confisqués

(2) Sous réserve des articles 75 à 77, il est disposé, suivant les instructions du ministre, du poisson ou des objets confisqués en vertu du paragraphe 72(4), à l'expiration du délai de trente jours qui suit la date de la confiscation.

Idem

(3) Par dérogation au paragraphe (2), il peut être disposé au moment de la confiscation, suivant les instructions du ministre, des engins et de l'équipement de pêche confisqués en vertu du paragraphe 72(4).

Exception

73.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque, à l'issue des procédures portant sur le poisson ou les objets saisis, le tribunal n'a pas ordonné leur confiscation ou celle du produit de leur aliénation, les objets ou le produit sont remis au saisi.

Remise des
objets saisis
mais non
confisqués

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), les règles qui suivent s'appliquent lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction portant sur le poisson ou les objets saisis et que le tribunal inflige une amende mais n'ordonne pas la confiscation :

Exception

a) le poisson ou les objets peuvent être retenus jusqu'à l'acquittement de l'amende;

b) ils peuvent être vendus par adjudication forcée pour paiement de l'amende;

c) le produit de toute aliénation peut être affecté au paiement de l'amende.

73.2 Par dérogation aux articles 70 à 73.1, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut au moment de la saisie remettre à l'eau tout poisson qu'il estime encore vivant."

Remise à l'eau
du poisson

17. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7(1) Where any person other than the person referred to in subsection 6(1) is named as a defendant in the proceedings referred to in subsection 6(1) or a person from whom the thing was taken, may within thirty days after the order is made to subsection (4), the order is deemed to subsection (4).

18. Paragraph 50(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

50(1) Where the court is satisfied that the thing referred to in paragraph 49(1) is a thing that has been wrongfully taken from the applicant, the court may order that the thing be returned to the applicant or

24. Sections 73 to 75 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

73. Section 74 is deemed to have been amended to read as follows:

74. (1) Where the court is satisfied that the thing referred to in subsection 73(1) is a thing that has been wrongfully taken from the applicant, the court may order that the thing be returned to the applicant or

75. (1) Where the court is satisfied that the thing referred to in subsection 74(1) is a thing that has been wrongfully taken from the applicant, the court may order that the thing be returned to the applicant or

76. (1) Where the court is satisfied that the thing referred to in subsection 75(1) is a thing that has been wrongfully taken from the applicant, the court may order that the thing be returned to the applicant or

25. Le paragraphe 7(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

7(1) Lorsque toute personne autre que la personne visée au paragraphe 6(1) est nommée comme défendeur dans les procédures visées au paragraphe 6(1) ou une personne d'où la chose a été prise, peut, dans les trente jours qui suivent l'ordonnance rendue en vertu de l'article 4, l'ordonnance est réputée s'appliquer en vertu de l'article 4.

26. L'article 76(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

76(1) Lorsque le tribunal est convaincu que la chose visée au paragraphe 49(1) est une chose qui a été prise de manière injustifiée de la personne qui fait la demande, le tribunal peut ordonner que la chose soit restituée à la personne qui fait la demande ou

27. Les articles 73 à 75 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

73. Le paragraphe 74 est réputé avoir été modifié de sorte qu'il se lit comme suit:

74. (1) Lorsque le tribunal est convaincu que la chose visée au paragraphe 73(1) est une chose qui a été prise de manière injustifiée de la personne qui fait la demande, le tribunal peut ordonner que la chose soit restituée à la personne qui fait la demande ou

75. (1) Lorsque le tribunal est convaincu que la chose visée au paragraphe 74(1) est une chose qui a été prise de manière injustifiée de la personne qui fait la demande, le tribunal peut ordonner que la chose soit restituée à la personne qui fait la demande ou

76. (1) Lorsque le tribunal est convaincu que la chose visée au paragraphe 75(1) est une chose qui a été prise de manière injustifiée de la personne qui fait la demande, le tribunal peut ordonner que la chose soit restituée à la personne qui fait la demande ou

22. Subsection 75(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application by person claiming interest

“75. (1) Where any thing other than fish is forfeited to Her Majesty under subsection 72(1) or (4), any person who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lienholder or holder of any like interest, other than a person convicted of the offence that resulted in the forfeiture or a person from whom the thing was seized, may, within thirty days after the forfeiture, apply in writing to a judge for an order pursuant to subsection (4).”

22. Le paragraphe 75(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«75. (1) Sauf lorsqu’il s’agit de poisson confisqué, toute personne — autre que celle qui a été déclarée coupable de l’infraction ayant entraîné la confiscation, ou que le saisi — qui prétend avoir un droit sur un objet confisqué en vertu des paragraphes 72(1) ou (4), à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire ou de titulaire de privilège ou de tout droit semblable, peut, dans les trente jours qui suivent la confiscation, demander par écrit à un juge de rendre l’ordonnance prévue au paragraphe (4).»

Demande faite par un tiers

23. Paragraph 76(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) except in the case of any thing disposed of under subsection 70(3), direct that the thing to which the interest of the applicant relates be returned to the applicant; or”

23. L’alinéa 76(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) soit la restitution à l’intéressé de l’objet ou du poisson sur lequel il a fait valoir un droit, sauf dans le cas visé au paragraphe 70(3);»

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 97

24. Sections 77 to 79.1 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“77. Sections 74 to 76 do not apply to (a) any fishing gear or equipment that has been disposed of pursuant to subsection 73(3); or (b) any fish that have been returned to the water pursuant to section 73.2.

24. Les articles 77 à 79.1 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«77. Les articles 74 à 76 ne s’appliquent pas : a) aux engins et à l’équipement de pêche dont il a été disposé en vertu du paragraphe 73(3); b) au poisson qui a été remis à l’eau en vertu de l’article 73.2

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 97

Exception

OFFENCE AND PUNISHMENT

78. Except as otherwise provided in this Act, every person who contravenes this Act or the regulations is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

Punishment not otherwise provided for

INFRACTIONS ET PEINES

78. Sauf disposition contraire de la présente loi, quiconque contrevient à celle-ci ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars lors d’une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d’un an, ou l’une de ces peines; b) par mise en accusation, une amende maximale de cinq cent mille dollars lors

Peines dans les cas non spécifiés

Clause 22: Subsection 75(1) at present reads as follows:

"75. (1) Where any thing is forfeited to Her Majesty under subsection 72(1) or (2), any person, other than a person convicted of the offence that resulted in the forfeiture or a person in whose possession the thing was when seized, who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lienholder or holder of any like interest may, within thirty days after the forfeiture, apply by notice in writing to a judge for an order pursuant to subsection (4)."

Clause 23: The relevant portions of subsection 76(2) at present read as follows:

"(2) The Minister shall, on application made to him by any person who has obtained a final order pursuant to this section or section 75.

(a) except in the case of any thing disposed of pursuant to subsection 71(3), direct that the thing to which the interest of the applicant relates be returned to the applicant; or"

Clause 24: Sections 77 to 79.1 at present read as follows:

"77. Sections 74 to 76 do not apply to

(a) any lobster trap disposed of under subsection 73(2); or
(b) any fish that have been returned to the water pursuant to subsection 73(4).

78. Where any contravention of this Act or any of the regulations is committed or continued on more than one day, it constitutes a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

79. (1) Except as otherwise provided in this Act, every person who contravenes any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding twelve months or to both.

(2) The Governor in Council may by regulation designate any offence under this Act as an offence with respect to which

(a) notwithstanding the provisions of the *Criminal Code*, any fishery officer or fishery guardian may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the form prescribed by the regulations, affixing his signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to him at his latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

(3) A fine prescribed in respect of an offence by regulations made under subsection (2) may be lower for a first offence than for any

Article 22. — Texte actuel du paragraphe 75(1) :

«75. (1) En cas de confiscation opérée au profit de Sa Majesté en vertu des paragraphes 72(1) ou (2), toute personne — autre que celle déclarée coupable de l'infraction ayant entraîné la confiscation ou que le saisi — qui prétend avoir un droit sur l'objet ou le poisson, notamment à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire ou de titulaire de privilège ou de droit semblable, peut, dans les trente jours qui suivent, demander par écrit à un juge de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (4).»

Article 23. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 76(2) :

«(2) Sur demande du bénéficiaire d'une ordonnance finale rendue sous le régime du présent article ou de l'article 75, le ministre ordonne :

a) soit la restitution à l'intéressé de l'objet ou du poisson sur lequel il a fait valoir un droit, sauf dans le cas visé au paragraphe 71(3);»

Article 24. — Texte actuel des articles 77 à 79.1 :

«77. Les articles 74 à 76 ne s'appliquent pas :

a) aux casiers à homards dont il a été disposé en vertu du paragraphe 73(2);

b) au poisson qui a été remis à l'eau en vertu du paragraphe 73(4).

78. Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction à l'une de leurs dispositions.

79. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, quiconque contrevient à celle-ci ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de douze mois, ou l'une de ces peines.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou à ses règlements :

a) celles pour lesquelles, par dérogation au *Code criminel*, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

b) celles qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

(3) Le montant des amendes prévues par règlement d'application du présent article peut être plus élevé en cas de récidive, sans jamais toutefois dépasser cent dollars par infraction.

(4) Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par le présent article.

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding five hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding five hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

5

Continuing offences

78.1 Where any contravention of this Act or the regulations is committed or continued on more than one day, it constitutes a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

10

Offences by corporate officers, etc.

78.2 Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

15

Offences by employers

78.3 In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

25

Offences by licence holders

78.4 In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued to the accused pursuant to this Act or the regulations, whether or not the person is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

35

Burden of proving licence

78.5 In any prosecution for an offence under this Act, where a question arises as to whether a person was issued a licence, the burden is on the person to establish that the licence was issued.

45

d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de cinq cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

5

Infractions continues

78.1 Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction à l'une de leurs dispositions.

10

Dirigeants des personnes morales

78.2 En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

15

Agents ou mandataires

78.3 Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement.

20

Titulaires de permis et de licences

78.4 Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par une personne exerçant des activités régies par un bail, une licence ou un permis délivré à l'accusé en vertu de la présente loi ou de ses règlements, que cette personne ait été ou non identifiée ou poursuivie. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement.

30

Charge de la preuve

78.5 Dans les poursuites pour une infraction à la présente loi, il incombe, le cas échéant, à l'intéressé de démontrer qu'une licence ou un permis lui a été délivré.

40

subsequent offence but in no case shall it be greater than one hundred dollars.

(4) The Governor in Council may make regulations prescribing anything that is to be prescribed under this section.

79.1 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act or the regulations with respect to any matter involving the person's operations under any lease or licence issued under the authority of this Act, the convicting court of judge may, in addition to any punishment imposed, suspend or cancel the lease or licence.

(2) A decision of any court or judge to suspend or cancel any lease or licence or not to suspend or cancel any lease or licence may be appealed to the court of appeal, as defined in section 2 of the Criminal Code, having jurisdiction to hear appeals of decisions of that court or judge."

79.1 (1) Le tribunal ou le juge peuvent, en sus de toute autre peine imposée aux personnes déclarées coupables d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements pour un motif lié aux opérations visées par des baux, permis ou licences consentis en vertu de la présente loi, suspendre ou révoquer ceux-ci.

(2) La décision d'un tribunal ou d'un juge de suspendre ou révoquer un bail, un permis ou une licence peut être portée en appel à la cour d'appel, au sens de la définition de l'article 2 du Code criminel, compétente pour entendre les appels des décisions de ce tribunal ou juge."

79.1 (1) Lorsque une personne est déclarée coupable d'une infraction en vertu de la présente loi ou de ses règlements en ce qui concerne toute opération sous un bail, un permis ou une licence accordés en vertu de la présente loi, le tribunal ou le juge qui prononce la condamnation peut, en plus de toute autre peine infligée, suspendre ou annuler le bail, le permis ou la licence.

(2) Une décision de tout tribunal ou juge de suspendre ou annuler un bail, un permis ou une licence ou de ne pas suspendre ou annuler un bail, un permis ou une licence peut être portée en appel devant la cour d'appel, au sens de la définition de l'article 2 du Code criminel, compétente pour entendre les appels des décisions de ce tribunal ou juge."

79.1 (1) Lorsque une personne est déclarée coupable d'une infraction en vertu de la présente loi ou de ses règlements en ce qui concerne toute opération sous un bail, un permis ou une licence accordés en vertu de la présente loi, le tribunal ou le juge qui prononce la condamnation peut, en plus de toute autre peine infligée, suspendre ou annuler le bail, le permis ou la licence.

(2) Une décision de tout tribunal ou juge de suspendre ou annuler un bail, un permis ou une licence ou de ne pas suspendre ou annuler un bail, un permis ou une licence peut être portée en appel devant la cour d'appel, au sens de la définition de l'article 2 du Code criminel, compétente pour entendre les appels des décisions de ce tribunal ou juge."

79.1 (1) Lorsque une personne est déclarée coupable d'une infraction en vertu de la présente loi ou de ses règlements en ce qui concerne toute opération sous un bail, un permis ou une licence accordés en vertu de la présente loi, le tribunal ou le juge qui prononce la condamnation peut, en plus de toute autre peine infligée, suspendre ou annuler le bail, le permis ou la licence.

79.1 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and the court is satisfied that as a result of committing the offence the person acquired monetary benefits or monetary benefits accrued to the person, the court may, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

79.1 Where a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued pursuant to this Act or the regulations, in addition to any punishment imposed, the court may, by order,

(a) cancel the lease or licence or suspend it for any period the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person to whom the lease or licence was issued from applying for any new lease or licence under this Act during any period the court considers appropriate.

79.2 Where a person is convicted of an offence under this Act, in addition to any punishment imposed, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding it, if the court is satisfied that the person is one or more of the following persons, make an order or orders:

(a) directing the person to take any action the court considers appropriate in relation to the offence; or

(b) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence.

Due diligence
defence

78.6 No person shall be convicted of an offence under this Act if the person establishes that the person

- (a) exercised all due diligence to prevent the commission of the offence; or
 (b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would render the person's conduct innocent.

5

78.6 Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi s'il établit :

- a) soit qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'empêcher;
 b) soit qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'innocenteraient.

Disculpation

5

Additional fine

79. Where a person is convicted of an offence under this Act and the court is satisfied that as a result of committing the offence the person acquired monetary benefits or monetary benefits accrued to the person, the court may, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

10

79. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.

Amende
supplémentaireLease or licence
cancelled, etc.

79.1 Where a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued pursuant to this Act or the regulations, in addition to any punishment imposed, the court may, by order,

20

(a) cancel the lease or licence or suspend it for any period the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person to whom the lease or licence was issued from applying for any new lease or licence under this Act during any period the court considers appropriate.

30

79.1 En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par un bail, une licence ou un permis délivré en vertu de cette loi ou de ses règlements, le tribunal peut, en sus de toute autre peine infligée, par ordonnance :

Annulation ou
suspension des
permis, licences
ou baux

a) annuler la licence, le permis ou le bail ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;

b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence, de permis ou de bail sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

30

Orders of court

79.2 Where a person is convicted of an offence under this Act, in addition to any punishment imposed, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing any one or more of the following prohibitions, directions or requirements:

35

(a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

45

(b) directing the person to take any action the court considers appropriate to

79.2 En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

Ordonnance du
tribunal

a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récurrence;

b) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter les dommages aux poissons, aux pêcheries ou à l'habitat du poisson résultant ou suscep-

45

10. (b) In the event of a conviction under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

11. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

12. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

13. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

14. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

15. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

16. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

17. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

18. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

19. (a) Where a person is convicted under this section, the court may order the defendant to pay the costs of the prosecution.

(c) directing the person to publish in any newspaper or other periodical or other form of publication any statement or information relating to the offence.

(d) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(e) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(f) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(g) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(h) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(i) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(j) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(k) directing the person to pay the costs of the prosecution.

(l) directing the person to pay the costs of the prosecution.

79. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and the court orders the payment of costs, the court may order the person to pay the costs of the prosecution.

remedy or avoid any harm to any fish, fishery or fish habitat that resulted or may result from the commission of the offence;

(c) directing the person to publish, in any manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence; 5

(d) directing the person to pay the Minister an amount of money as compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the commission of the offence; 10 15

(e) directing the person to perform community service in accordance with any reasonable conditions that may be specified in the order;

(f) directing the person to pay Her Majesty an amount of money the court considers appropriate for the purpose of promoting the proper management and control of fisheries or the conservation and protection of fish; 20 25

(g) directing the person to post a bond or pay into court an amount of money the court considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in this section; and 30

(h) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences under this Act. 35

79.3 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence pursuant to paragraph 737(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direction or requirement mentioned in section 79.2. 40 45

tibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) publier, de la façon indiquée par lui, les faits liés à la perpétration de l'infraction; 5

d) indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a engagés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction; 10

e) exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables;

f) verser à Sa Majesté, en vue de promouvoir la protection du poisson ainsi que la gestion et la surveillance judicieuses des pêches, les montants qu'il estime indiqués; 15

g) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer auprès de lui le montant qu'il estime indiqué; 20

h) se conformer aux autres conditions qu'il estime justifiées à des fins de garantie de bonne conduite et de prévention de toute récidive. 25

79.3 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 737(1)a) du *Code criminel*, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 79.2. 30 35

Sursis

1970

(2) Where a person whose existence has been ascertained fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

30A (1) Where the court makes an order under section 793 or 793A directing a person to pay an amount of money in compensation or for any other purpose, the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

(2) Where a person fails to comply with an order made under section 793 or 793A directing the person to publish the facts relating to the commission of an offence, the Minister may publish those facts and recover the costs of publication from the person.

(3) Where the Minister causes publication to be made under subsection (2), the amount of the costs and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

793 (1) A court that has made an order under section 792 or 793 may, on application by the Attorney General or the person to whom the order applies, revoke the person's order before it has effect, having the person and the Attorney General vary the order in any of the following ways that the court considers appropriate because of a change in the circumstances of the person since the order was made:

- (a) change the order or any prohibition, direction or requirement contained in the order;
- (b) relieve the person, either wholly or partially and for any period that the court considers appropriate, of comply-

1970

1970

1970

1970

(1) Une demande de procureur général, le tribunal peut, lorsque une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, imposer à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

30A (1) Les sommes dues en paiement ou en exécution des termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 793 ou 793A ainsi que les intérêts éventuellement constitués sur ces sommes de 24 mois dans la mesure où elles n'ont pas été payées, constituent une dette due à Sa Majesté et peuvent être recouvrés devant toute juridiction compétente.

(2) En cas de manquement à l'obligation de publication imposée en vertu des articles 793 ou 793A, le ministre peut publier les faits relatifs à la publication et en recouvrer les frais auprès de la personne assujettie à l'obligation.

(3) Les frais de publication qu'engage le ministre en titre du paragraphe (2), ainsi que les intérêts éventuellement constitués sur ces frais de 24 mois dans la mesure où ils n'ont pas été payés, constituent une dette due à Sa Majesté et peuvent être recouvrés devant toute juridiction compétente.

793 (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 792 ou 793 peut, sur demande du procureur général ou de la personne visée, faire disparaître celle-ci et, avant son entrée en vigueur, révoquer la mesure ou modifier les observations de loi et l'autre modalités de l'ordonnance, ainsi qu'il est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation de la personne, de l'un ou plusieurs des facteurs suivants:

- a) en modifiant les obligations de l'individu;
- b) en désengageant cette personne, totalement ou partiellement et pour un certain laps de temps, de toute ou partie de l'obligation;

1970

1970

1970

1970

1970

Imposition of
sentence

(2) Where a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended. 5 10

(2) Sur demande du procureur général, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis. 5 10

Inobservation
de l'ordonnanceDebt due to
Her Majesty

79.4 (1) Where the court makes an order under section 79.2 or 79.3 directing a person to pay an amount of money as compensation or for any other purpose, the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction. 15

79.4 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 79.2 ou 79.3, ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente. 15

Créances de Sa
Majesté

Publication

(2) Where a person fails to comply with an order made under section 79.2 or 79.3 directing the person to publish the facts relating to the commission of an offence, the Minister may publish those facts and recover the costs of publication from the person. 20 25

(2) En cas de manquement à l'obligation de publication imposée en vertu des articles 79.2 ou 79.3, le ministre peut procéder à la publication et en recouvrer les frais auprès de la personne assujettie à l'obligation. 20

Publication

Idem

(3) Where the Minister incurs publication costs under subsection (2), the amount of the costs and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction. 30

(3) Les frais de publication qu'engage le ministre au titre du paragraphe (2), ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente. 25

Idem

Variation of
orders

79.5 (1) A court that has made an order under section 79.2 or 79.3 may, on application by the Attorney General or the person to whom the order applies, require the person to appear before it and, after hearing the person and the Attorney General, vary the order in any of the following ways that the court considers appropriate because of a change in the circumstances of the person since the order was made: 35 40

79.5 (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 peut, sur demande du procureur général ou de la personne visée, faire comparaître celle-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, modifier l'ordonnance, selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation de la personne, de l'une ou plusieurs des façons suivantes : 30 35

Modification de
l'ordonnance

(a) change the order or any prohibition, direction or requirement mentioned in the order; 45

a) en modifiant les obligations qu'elle prévoit;

(b) relieve the person, either absolutely or partially and for any period that the court considers appropriate, of compli-

b) en dégageant cette personne, absolument ou partiellement ou pour la durée qu'il estime indiquée de telle de ces obligations; 45

40) en réglant le période valable de l'ordonnance.

41) Après audition de la demande en révoquant le paragraphe 1) toute nouvelle demande relative à la même affaire est subordonnée à l'approbation de l'instance.

42) Lorsque des décrets couplés d'une ordonnance à la présente loi et entrant par la suite à une ordonnance rendue en vertu de l'article 793 ou 793.1 comme une ordonnance et entrant, sur détermination de la cour :

- a) par procédure sommative la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;
- b) par mise en accusation la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.

CONTRAVENTIONS

797 (1) En plus des amendes de poursuite prévues au Code criminel, les poursuites à l'égard des infractions désignées par règlement peuvent être intentées de la façon suivante : l'agent des échecs se garde précieusement.

43) L'agent des échecs se garde précieusement des renseignements — de la forme et du contenu — de la procédure réglementaire de poursuite.

44) L'agent des échecs se garde précieusement des renseignements — de la forme et du contenu — de la procédure réglementaire de poursuite.

45) L'agent des échecs se garde précieusement des renseignements — de la forme et du contenu — de la procédure réglementaire de poursuite.

46) L'agent des échecs se garde précieusement des renseignements — de la forme et du contenu — de la procédure réglementaire de poursuite.

47) Where the application has been made for a court order subsection (1) an applicant may be made a respondent of the court order except with leave of the court.

48) Every person convicted of an offence under this Act who subsequently commences an order shall make an application to the court.

49) An offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence is an offence for which a person is liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the offence.

TABLE OF CONTENTS

797 (1) In addition to the provisions set out in the Criminal Code for summary conviction proceedings in respect of any offence prescribed by regulation may be commenced by a summary offence before a justice of the peace.

47) Where the application has been made for a court order subsection (1) an applicant may be made a respondent of the court order except with leave of the court.

48) Every person convicted of an offence under this Act who subsequently commences an order shall make an application to the court.

49) An offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence is an offence for which a person is liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the offence.

(1) The summons and information may be set out a description of the offence and the time and place of the offence.

Articles
18-30 B.15 H
30

Articles
18-30 B.15 H
30

ance with any prohibition, direction or requirement mentioned in the order; or
(c) extend or decrease the period during which the order shall remain in force.

Limitation

(2) Where an application has been heard by a court under subsection (1), no other application may be made in respect of the same order except with leave of the court.

Offence and punishment

79.6 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 79.2 or 79.3 is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or

(b) an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.

TICKETABLE OFFENCES

Procedure

79.7 (1) In addition to the procedures set out in the *Criminal Code* for commencing a proceeding, proceedings in respect of any offence prescribed by regulation may be commenced by a fishery officer, fishery guardian or inspector

(a) completing a ticket that consists of a summons portion and an information portion;

(b) delivering the summons portion of the ticket to the accused or mailing it to the accused at the accused's latest known address; and

(c) filing the information portion of the ticket with a court of competent jurisdiction before or as soon as practicable after the summons portion has been delivered or mailed.

(2) The summons and information portions of a ticket shall

(a) set out a description of the offence and the time and place of its alleged commission;

Content of ticket

c) en modifiant la période de validité de l'ordonnance.

(2) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande relative à la même ordonnance est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

Restriction

79.6 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infraction et peine

a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;

b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.

CONTRAVENTIONS

Procédure

79.7 (1) En plus des modes de poursuite prévus au *Code criminel*, les poursuites à l'égard des infractions désignées par règlement peuvent être intentées de la façon suivante : l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur :

a) remplit les deux parties — sommation et renseignements — du formulaire réglementaire de contravention;

b) remet la partie sommation à l'accusé ou la lui envoie par la poste à sa dernière adresse connue;

c) dépose la partie renseignements auprès du tribunal compétent avant, ou dès que possible après, la remise ou l'envoi par la poste de la partie sommation.

(2) Les deux parties du formulaire comportent les éléments suivants :

Contenu du formulaire de contravention

a) description de l'infraction et indication du lieu et du moment où elle aurait été commise;

10) mention de l'arrestation de l'accusé, en cas de plainte de non-culpabilité ou de non-poursuite de l'accusé dans le délai fixé par la mention du mode et du délai de paiement;

11) mention de l'arrestation de l'accusé, en cas de plainte de non-culpabilité ou de non-poursuite de l'accusé dans le délai fixé par la mention du mode et du délai de paiement;

12) mention de l'arrestation de l'accusé, en cas de plainte de non-culpabilité ou de non-poursuite de l'accusé dans le délai fixé par la mention du mode et du délai de paiement;

13) mention de l'arrestation de l'accusé, en cas de plainte de non-culpabilité ou de non-poursuite de l'accusé dans le délai fixé par la mention du mode et du délai de paiement;

(3) En cas de saisie du prisonnier ou d'un autre objet sous le régime de la présente loi, dans le cadre de poursuites introduites par l'époux de ceux-ci par remise d'un mandat de contrainte ou conformément à l'article 100 du Code de procédure pénale, le garde-pêche ou l'inspecteur qui remplit le formulaire est tenu de remettre à l'accusé un avis précisant que sur paiement de l'amende réglementaire dans le délai fixé, le prisonnier, les objets saisis ou le produit de leur vente sera remis à l'accusé au profit de sa libération.

(4) Lorsque l'accusé a été la partie tenue de payer d'un formulaire de contrainte, le prisonnier ou envoyé par le poste par mandat réglementaire dans le délai fixé, le paiement constitue un paiement admissible à l'égard de l'infraction décrite dans le formulaire et non décrite dans le formulaire, en outre au profit de l'accusé, à moins que le prisonnier ou l'inspecteur n'ait été informé, dans le délai de cette infraction, par délégation aux articles 100 et 101 du Code de procédure pénale, que le prisonnier ou l'inspecteur n'a pas été informé, dans le délai de cette infraction.

Prison de contrainte

Contrainte de paiement

(b) include a statement signed by the factory officer, factory guardian or inspector who completes the ticket, that the officer, guardian or inspector as the case may be has reasonable grounds to believe that the accused committed the offence.

(c) set out the amount of the fine prescribed by regulation for the offence and the manner in which the period within which it may be paid.

(d) include a statement that if the accused pays the fine within the period set out in the ticket a conviction will be entered and recorded against the accused; and

(e) include a statement that if the accused wishes to plead not guilty or for any other reason fails to pay the fine within the period set out in the ticket, the accused must appear in the court and at the time set out in the ticket.

(7) Where any fish or other thing is seized under this Act and proceedings relating to the fish or thing are commenced by way of the fishing procedure described in subsection (1), the factory officer, factory guardian or inspector who completes the ticket shall also witness to the accused that if the accused pays the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket, the fish or thing or any proceeds realized from its disposition, shall thereupon be returned to the fishery.

(4) Where an accused in whom the sum prescribed by a notice is believed or stated to be payable is believed or stated to be payable the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket, the payment constitutes a payment admissible to the offence described in the ticket and a conviction may be entered against the accused and no further action shall be taken against the accused in respect of that offence.

(5) Notwithstanding subsection (4) in any fish or other thing seized under the Act relating to the offence described in the ticket or any

Prison de contrainte

Contrainte de paiement

(b) include a statement, signed by the fishery officer, fishery guardian or inspector who completes the ticket, that the officer, guardian or inspector, as the case may be, has reasonable grounds to believe that the accused committed the offence;

(c) set out the amount of the fine prescribed by regulation for the offence and the manner in which and period within which it may be paid;

(d) include a statement that if the accused pays the fine within the period set out in the ticket, a conviction will be entered and recorded against the accused; and

(e) include a statement that if the accused wishes to plead not guilty or for any other reason fails to pay the fine within the period set out in the ticket, the accused must appear in the court and at the time set out in the ticket.

(3) Where any fish or other thing is seized under this Act and proceedings relating to the fish or thing are commenced by way of the ticketing procedure described in subsection (1), the fishery officer, fishery guardian or inspector who completes the ticket shall give written notice to the accused that if the accused pays the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket, the fish or thing, or any proceeds realized from its disposition, shall thereupon be forfeited to Her Majesty.

(4) Where an accused to whom the summons portion of a ticket is delivered or mailed pays the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket,

(a) the payment constitutes a plea of guilty to the offence described in the ticket and a conviction shall be entered against the accused and no further action shall be taken against the accused in respect of that offence; and

(b) notwithstanding sections 71 to 77, any fish or other thing seized from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any

b) déclaration, signée par l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur qui remplit le formulaire et selon laquelle il a des motifs raisonnables de croire que l'accusé a commis l'infraction;

c) indication du montant de l'amende réglementaire pour l'infraction, ainsi que la mention du mode et du délai de paiement;

d) avertissement précisant qu'en cas de paiement de l'amende dans le délai fixé, une déclaration de culpabilité sera inscrite au dossier de l'accusé;

e) mention du fait que, en cas de plaidoyer de non-culpabilité ou de non-paiement de l'amende dans le délai fixé, l'accusé est tenu de comparaître au tribunal, au lieu, au jour et à l'heure indiqués.

(3) En cas de saisie de poisson ou d'autres objets sous le régime de la présente loi, dans le cadre de poursuites introduites à l'égard de ceux-ci par remise d'un formulaire de contravention en conformité avec le présent article, l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur qui remplit le formulaire est tenu de remettre à l'accusé un avis précisant que sur paiement de l'amende réglementaire dans le délai fixé, le poisson, les objets saisis ou le produit de leur aliénation seront confisqués au profit de Sa Majesté.

(4) Lorsque l'accusé à qui la partie sommation d'un formulaire de contravention a été remise ou envoyée par la poste paie l'amende réglementaire dans le délai fixé :

a) le paiement constitue un plaidoyer de culpabilité à l'égard de l'infraction décrite dans le formulaire et une déclaration de culpabilité est inscrite au dossier de l'accusé; aucune autre poursuite ne peut alors être intentée contre l'accusé à l'égard de cette infraction;

b) par dérogation aux articles 71 à 77, le poisson ou les objets saisis entre les mains de l'accusé en rapport avec l'in-

Notice of forfeiture

Consequences of payment

Préavis de confiscation

Conséquences du paiement

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
545 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

PH.D. THESIS
BY
[Name]
SUBMITTED TO THE FACULTY
IN CANDIDACY FOR THE DEGREE
OF DOCTOR OF PHILOSOPHY
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
[Date]

[Abstract text]

[Text]

ACKNOWLEDGMENTS

[Acknowledgments text]

[Text]

[Text]

[Text]

[Text]

REFERENCES

[References text]

proceeds realized from its disposition, are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister directs.

fraction décrite dans le formulaire ou le produit de leur aliénation sont confisqués au profit de Sa Majesté et il en est disposé suivant les instructions du ministre.

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations prescribing

(5) Le gouverneur en conseil peut prévoir par règlement :

(a) offences under this Act to which this section applies and the manner in which those offences may be described in tickets; and

a) les infractions à la présente loi auxquelles le présent article s'applique ainsi que la façon de les décrire dans le formulaire de contravention;

(b) the amount of the fine for a prescribed offence, which amount shall not exceed one thousand dollars.

b) le montant de l'amende applicable, ce montant ne pouvant toutefois être supérieur à 1 000 \$.

JOINT LIABILITY"

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE»

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., item 3)

25. Section 81 of the said Act is repealed.

25. L'article 81 de la même loi est abrogé.

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann. 1, n^o 3

26. Section 82 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

26. L'article 82 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Limitation period

"82. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

«82. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

Prescription

Minister's certificate

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it."

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.»

Certificat du ministre

27. Section 86 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

27. L'article 86 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appeal in proceedings by indictment

"86. (1) For the purpose of Part XXI of the *Criminal Code*, any order and any decision not to make an order under subsection 71.1(1), subsection 72(1), (2) or (3) or section 79, 79.1, 79.2 or 79.3 as well as any sentence passed by the court under this Act shall be considered a sentence within the meaning of section 673 of the *Criminal Code*.

«86. (1) Pour l'application de la partie XXI du *Code criminel*, les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 71.1(1), 72(1), (2) ou (3) ou des articles 79, 79.1, 79.2 ou 79.3, et toute décision de ne pas rendre une telle ordonnance, ainsi que toute peine infligée par le tribunal en vertu de la présente loi, sont assimilées à une peine au sens de l'article 673 du *Code criminel*.

Appel : acte d'accusation

(2) Pour l'application de la partie XXVII du Code criminel, les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 71(1), 72(1), (2) ou (3) ou des articles 78, 79, 80, 81 ou 82, ne sont d'effet que si elles ont été rendues par le tribunal en vertu d'une ordonnance, ainsi que toutes les autres ordonnances rendues par le tribunal en vertu de la présente loi, sont assimilées à une peine au sens de l'article 785 du Code criminel.

(2) For the purpose of Part XXVII of the Criminal Code, any order and any decision made to make an order under any section 71 (1), subsection 72(1), (2) or (3) or section 78, 79, 80, 81 or 82, as any sentence passed by the court under this Act shall be considered a sentence within the meaning of section 785 of the Criminal Code.

MODIFICATION CORRELATIVE

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

Clause 25: Section 81 reads as follows:

«81. Any fishery officer or fishery guardian who contravenes or who aids, abets or connives at any contravention of this Act or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction before any recorder, commissioner of police, provincial court judge or, in the Province of Quebec, judge of the Court of Quebec or any two justices of the peace, to a fine of not more than five hundred and not less than one hundred dollars, and costs, or to imprisonment for a term of not more than six and not less than three months.»

Article 25. — Texte de l'article 81 :

«81. Tout agent des pêches ou garde-pêche qui contrevient — ou favorise ou encore aide ou tolère une contravention — à la présente loi ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire devant un recorder, un commissaire de police, un juge de la cour provinciale ou, dans la province de Québec, un juge de la Cour du Québec ou deux juges de paix, une amende de cent à cinq cents dollars, plus les frais et dépens, ou un emprisonnement de trois à six mois.»

Clause 26: Section 82 at present reads as follows:

«82. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.»

Article 26. — Texte actuel de l'article 82 :

«82. Les poursuites par procédure sommaire visant une infraction à la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de sa perpétration.»

Clause 27: Section 86 at present reads as follows:

«86. (1) Any person aggrieved by any conviction for any offence under this Act may appeal by petition to the Minister, who may remit penalties and restore forfeitures under this Act.
(2) Where a conviction takes place or an order is made by a justice of the peace or fishery officer for the payment of money or dismissing an information or complaint under this Act, nothing in subsection (1) prevents any person who thinks himself aggrieved by the conviction or order or dismissal, the prosecutor or complainant, as well as the defendant, from exercising the right of appeal that he has under the provisions of the Criminal Code relating to summary convictions.»

Article 27. — Texte actuel de l'article 86 :

«86. (1) Les personnes condamnées pour infraction à la présente loi peuvent par requête en appeler au ministre qui peut annuler les amendes et les confiscations.
(2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte aux dispositions en matière d'appel des déclarations de culpabilité par procédure sommaire que prévoit le Code criminel.»

Appeal in summary conviction proceedings

(2) For the purpose of Part XXVII of the *Criminal Code*, any order and any decision not to make an order under subsection 71.1(1), subsection 72(1), (2) or (3) or section 79, 79.1, 79.2 or 79.3 as well as any sentence passed by the court under this Act shall be considered a sentence within the meaning of section 785 of the *Criminal Code*.”

(2) Pour l'application de la partie XXVII du *Code criminel*, les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 71.1(1), 72(1), (2) ou (3) ou des articles 79, 79.1, 79.2 ou 79.3, et toute décision de ne pas rendre une telle ordonnance, ainsi que toute peine infligée par le tribunal en vertu de la présente loi, sont assimilées à une peine au sens de l'article 785 du *Code criminel*.»

Appel : procédure sommaire

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. C-46

Criminal Code

Code criminel

L.R., ch. C-46

28. Paragraph (e) of the definition “peace officer” in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

28. L'alinéa e) de la définition de «agent de la paix», à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) a person designated as a fishery guardian under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act and a person designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act, the *Coastal Fisheries Protection Act*, the *North Pacific Fisheries Convention Act*, the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* or the *Pacific Fur Seals Convention Act*,”

«e) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, et celles qui sont désignées à titre d'agents des pêches en vertu de cette loi, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, la *Loi sur la protection des pêches côtières*, la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*, la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* ou la *Loi sur la convention relative aux otaries à fourrure du Pacifique*»



Le Parlement du Canada
Assemblée législative
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Téléphone: (613) 993-2211
Téléfax: (613) 993-2212
Site Web: www.parl.gc.ca

Assemblée législative
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Téléphone: (613) 993-2211
Téléfax: (613) 993-2212
Site Web: www.parl.gc.ca

Criminal Code

Clause 28: The relevant portions of the definition "peace officer" at present read as follows:

"peace officer" includes

(e) a person appointed or designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any of his duties or functions pursuant to that Act,"

Code criminel

Article 28. — Texte actuel de l'alinéa e) de la définition d'«agent de la paix» :

«e) les agents des pêches nommés ou désignés en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi;»

REPORTED BY THE LEGISLATIVE COMMITTEE
1996, BY THE LEGISLATIVE COMMITTEE

REPORTED BY THE LEGISLATIVE COMMITTEE
1996, BY THE LEGISLATIVE COMMITTEE

	Canada Post Postage paid	Postes Canada Port payé
FIRST PREMIÈRE CLASS CLASSE		
K1A 0S9 OTTAWA		

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canadian Government Publishing Centre,
 Supply and Services Canada,
 Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
 retourner cette **COUVERTURE SEULEMENT** à:
 Centre d'édition du gouvernement du Canada,
 Approvisionnement et Services Canada,
 Ottawa, Canada, K1A 0S9

The Commission of the Environment and Heritage
 has been established to advise the Government
 on all matters relating to the environment and
 heritage. The Commission will be a permanent
 body and will report to the Minister of the
 Environment and Heritage.

(1) The Commission of the Environment and Heritage
 will be established by Order in Council.
 (2) The Commission will be a permanent body
 and will report to the Minister of the
 Environment and Heritage.

The Commission of the Environment and Heritage
 will be established by Order in Council.
 The Commission will be a permanent body
 and will report to the Minister of the
 Environment and Heritage.

The Commission of the Environment and Heritage
 will be established by Order in Council.
 The Commission will be a permanent body
 and will report to the Minister of the
 Environment and Heritage.

Published by the Commission of the Environment and Heritage
 in cooperation with the Department of the Environment and Heritage
 Ottawa, Canada K1A 0S9

Published by the Commission of the Environment and Heritage
 in cooperation with the Department of the Environment and Heritage
 Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-74

PROJET DE LOI C-74

An Act to amend the Fisheries Act and to amend the
Criminal Code in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur les pêches et le Code criminel en
conséquence

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED NOVEMBER 28,
1990, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 28
NOVEMBRE 1990 PAR UN COMITÉ LEGISLATIF

THE MINISTER OF FISHERIES AND Océans

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-74

PROJET DE LOI C-74

An Act to amend the Fisheries Act and to amend the Criminal Code in consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur les pêches et le Code criminel en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. F-14;
R.S., cc. 27,
31, 35 (1st
Suppl.), cc. 1,
27 (2nd Suppl.),
c. 40 (4th
Suppl.)

FISHERIES ACT

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14;
L.R., ch. 27,
31, 35 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
27 (2^e suppl.),
ch. 40 (4^e
suppl.)

1. (1) The definition "lawful excuse" in section 2 of the *Fisheries Act* is repealed.

1. (1) La définition de «excuse légitime», à 5 l'article 2 de la *Loi sur les pêches*, est abrogée.

R.S., c. 35 (1st
Suppl.), s. 5

(2) The definitions "fish", "fishery guardian" and "fishery officer" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les définitions de «agent des pêches», «garde-pêche» et «poisson», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit : 10

L.R., ch. 35 (1^{er}
suppl.), art. 5

"fish"
«poissons»

"fish" includes
(a) parts of fish,
(b) shellfish, crustaceans, marine animals and any parts of shellfish, crustaceans or marine animals, and
(c) the eggs, sperm, spawn, larvae, spat and juvenile stages of fish, shellfish, crustaceans and marine animals;

10 «agent des pêches» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).

«agent des pêches»
"fishery officer"

"fishery guardian"
«garde-pêche»

"fishery guardian" means a person who is designated as a fishery guardian pursuant to subsection 5(1);

«garde-pêche» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 5(1).» 15

«garde-pêche»
"fishery guardian"

"fishery officer"
«agent des pêches»

"fishery officer" means a person who is designated as a fishery officer pursuant to subsection 5(1);" 20

«poissons»
a) Les poissons proprement dits et leurs parties;
b) par assimilation :
(i) les mollusques, les crustacés et les animaux marins ainsi que leurs parties,
(ii) selon le cas, les œufs, le sperme, la laitance, le frai, les larves, le naissain et les petits des animaux mentionnés à l'alinéa a) et au sous-alinéa (i).» 25

«poissons»
"fish"

(3) L'article 2 de la loi est modifié par insertion suivant l'ordre alphabétique de ce qui suit :

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding therein in alphabetical order, the following definitions:

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

2. Les articles 7 et 8 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. Sections 7 and 8 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le ministre peut désigner toute personne ou classe de personnes à titre d'agent des pêches ou de garde-pêches pour l'application de la présente loi et peut, dans ce but, lui conférer les pouvoirs qu'un agent des pêches ou un garde-pêches est autorisé à exercer sous le régime de cette loi ou de toute autre loi fédérale.

2. (1) The Minister may designate any person or class of persons as fishery officer or fishery guardian for the purposes of this Act and may limit in any manner the powers that a fishery officer or fishery guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

(2) Les personnes désignées à titre d'agents des pêches ou de garde-pêches reçoivent un certificat de désignation dont la forme est approuvée par le ministre; celles dont les pouvoirs sont limités reçoivent un certificat où sont énumérés ceux qu'elles sont autorisées à exercer.

(2) Each fishery officer and fishery guardian shall be provided with a certificate in a form the Minister considers appropriate certifying their designation as such and, where the powers of a fishery officer or fishery guardian are limited pursuant to subsection (1), specifying the powers that the officer or guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

(3) L'agent des pêches et le garde-pêche sont tenus de présenter leur certificat de désignation, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de leur intervention.

(3) On entering any place under this Act or any other Act of Parliament a fishery officer or fishery guardian shall, on request, show the certificate of designation to the person in charge of the place.

3. L'insertion que précède l'article 10 et les articles 10 à 18 de la même loi sont abrogés.

3. The heading preceding section 10 and sections 10 to 18 of the said Act are repealed.

4. L'article 17 de la même loi est abrogé.

4. Section 17 of the said Act is repealed.

5. L'article 19 de la même loi et l'intervalle qui le précède sont abrogés.

5. The heading preceding section 19 and section 19 of the said Act are repealed.

6. L'article 23 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Section 23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

“inspector”
«inspecteur»

“inspector” means a person who is designated as an inspector pursuant to subsection 38(1);

“vehicle”
«véhicule»

“vehicle” means any conveyance that may be used for transportation, including aircraft.”

2. Sections 5 and 6 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Designation

“5. (1) The Minister may designate any persons or classes of persons as fishery officers or fishery guardians for the purposes of this Act and may limit in any manner the Minister considers appropriate the powers that a fishery officer or fishery guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

Certificate of designation

(2) Each fishery officer and fishery guardian shall be provided with a certificate in a form the Minister considers appropriate certifying their designation as such and, where the powers of a fishery officer or fishery guardian are limited pursuant to subsection (1), specifying the powers that the officer or guardian may exercise under this Act or any other Act of Parliament.

Presentation of certificate

(3) On entering any place under this Act or any other Act of Parliament, a fishery officer or fishery guardian shall, on request, show the certificate of designation to the person in charge of the place.”

3. The heading preceding section 10 and sections 10 to 16 of the said Act are repealed.

4. Section 17 of the said Act is repealed.

5. The heading preceding section 19 and section 19 of the said Act are repealed.

6. Section 25 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 38(1).

«véhicule» Tout moyen de transport, notamment aéronef.»

2. Les articles 5 et 6 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«5. (1) Le ministre peut désigner toute personne ou catégorie de personnes à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche pour l'application de la présente loi et peut restreindre, de la façon qu'il estime indiquée, les pouvoirs qu'un agent des pêches ou un garde-pêche est autorisé à exercer sous le régime de cette loi ou de toute autre loi fédérale.

(2) Les personnes désignées à titre d'agents des pêches ou de gardes-pêche reçoivent un certificat de désignation dont la forme est approuvée par le ministre; celles dont les pouvoirs sont restreints reçoivent un certificat où sont énumérés ceux qu'elles sont autorisées à exercer.

(3) L'agent des pêches et le garde-pêche sont tenus de présenter leur certificat de désignation, sur demande, au responsable du lieu qui fait l'objet de leur intervention.»

3. L'intertitre qui précède l'article 10 et les articles 10 à 16 de la même loi sont abrogés.

4. L'article 17 de la même loi est abrogé.

5. L'article 19 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

6. L'article 25 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«inspecteur»
“inspector”

«véhicule»
“vehicle”

Designation

Certificat de désignation

Présentation du certificat

Section 32

32. (1) Subject to the regulations, no person shall place or set any fishing gear or apparatus in any water, along any beach or within any fishery during a close time.

Section 33

(2) Subject to the regulations and subsection (3), any person who places or sets any fishing gear or apparatus in any water, along any beach or within any fishery shall remove it when the gear or apparatus is not being tended and prior to the commencement of a close time.

Section 34

(3) A fishery officer may permit fishing gear or apparatus to remain in the water, along a beach or within a fishery after the commencement of a close time for any period the fishery officer considers necessary to permit the removal of the gear or apparatus.

Section 35

35. (1) No person shall purchase, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.

Section 36

36. (1) Every person who contravenes subsection 35(1) is guilty of:
(a) an offence punishable on summary conviction and liable for a fine not exceeding three hundred dollars and for any subsequent offence to a fine not exceeding three hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
(b) an indictable offence and liable for a fine not exceeding one million dollars and for any subsequent offence to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment

33. (1) Sans réserve des règlements, il est interdit de placer des engins ou appareils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie durant une période d'interdiction.

(2) Sans réserve des règlements et du paragraphe (3), les personnes qui placent des engins ou appareils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie sont tenues de les enlever dès qu'elles ne sont plus à l'usage et avant le début de la période d'interdiction.

(3) L'agent des pêches peut permettre de laisser en place des engins ou appareils de pêche après le début d'une période d'interdiction pendant le temps qu'il estime nécessaire à leur enlèvement.

34. Subsection 32(1) of the said Act is repealed.

35. Article 33 de la même loi est abrogé.

36. (1) Il est interdit d'acheter, de vendre ou d'avoir en sa possession du poisson qui a été pêché en contravention avec la présente loi ou les règlements.

37. Article 35 de la même loi est abrogé.

38. (1) Les paragraphes 40(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

40. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 35(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une peine:
(a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cents mille dollars ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois ou l'une de ces peines;
(b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de six mois ou l'une de ces peines.

Section 32

Section 33

Section 34

Section 35

Section 36

Setting gear during close time

“25. (1) Subject to the regulations, no person shall place or set any fishing gear or apparatus in any water, along any beach or within any fishery during a close time.

5

«25. (1) Sous réserve des règlements, il est interdit de placer des engins ou appareils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie durant une période d'interdiction.

Installation d'engins de pêche en période d'interdiction

5

Removal of gear

(2) Subject to the regulations and subsection (3), any person who places or sets any fishing gear or apparatus in any water, along any beach or within any fishery shall remove it when the gear or apparatus is not being tended and prior to the commencement of a close time.

10

(2) Sous réserve des règlements et du paragraphe (3), les personnes qui placent des engins ou appareils de pêche dans les eaux, sur la grève ou dans une pêcherie sont tenues de les enlever dès qu'elles ont cessé de s'en servir et au plus tard avant le début de la période d'interdiction.

Enlèvement des engins de pêche

Officer's discretion

(3) A fishery officer may permit fishing gear or apparatus to remain in the water, along a beach or within a fishery after the commencement of a close time for any period the fishery officer considers necessary to permit the removal of the gear or apparatus.”

15

(3) L'agent des pêches peut permettre de laisser en place des engins ou appareils de pêche après le début d'une période d'interdiction pendant le temps qu'il estime nécessaire à leur enlèvement.»

Décision de l'agent des pêches

15

7. Subsection 26(2) of the said Act is repealed.

20

7. Le paragraphe 26(2) de la même loi est abrogé.

8. Section 33 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

20

8. L'article 33 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Unlawful sale or possession

“33. No person shall purchase, sell or possess any fish that has been caught in contravention of this Act or the regulations.”

25

«33. Il est interdit d'acheter, de vendre ou d'avoir en sa possession du poisson qui a été pêché en contravention avec la présente loi ou les règlements.»

Possession et vente illégales

25

9. Section 39 of the said Act is repealed.

9.

L'article 39 de la même loi est abrogé.

10. (1) Subsections 40(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

30

(1) Les paragraphes 40(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Offence and punishment

“40. (1) Every person who contravenes subsection 35(1) is guilty of

30

«40. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 35(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infractions et peines

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

35

a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one million dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment

40

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement

maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

(2) Quelqu'un commettant une infraction plus 36(1) ou (3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et 10 ans d'emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

(3) Le passage du paragraphe 40(3) de la 30 version française de la même loi du précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

(3) L'alinéa 40(3) de la même loi est abrogé.

(4) Le passage du paragraphe 40(3) de la 30 version anglaise de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) All that portion of subsection 40(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

(3) Subsection 40(3) of the said Act is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a) thereof, by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof.

(4) All that portion of subsection 40(3) of the English version of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both."

for a term not exceeding three years, or to both.

(2) Every person who contravenes subsection 36(1) or (3) is guilty of

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to 10 years imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one million dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both."

(3) All that portion of subsection 40(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

(3) Subsection 40(3) of the said Act is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a) thereof, by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and by repealing paragraph (c) thereof.

(4) All that portion of subsection 40(3) of the English version of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both."

idem

idem

for a term not exceeding three years, or to both.

maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Idem

(2) Every person who contravenes subsection 36(1) or (3) is guilty of

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 36(1) ou (3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Idem

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one million dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both."

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.»

(2) All that portion of subsection 40(3) of the French version of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 40(3) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

“(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines quiconque, selon le cas :”

«(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :»

Idem

(3) Subsection 40(3) of the said Act is further amended by adding the word “or” at the end of paragraph (e) thereof, by striking out the word “or” at the end of paragraph (f) thereof and by repealing paragraph (g) thereof.

(3) L'alinéa 40(3)g) de la même loi est abrogé.

(4) All that portion of subsection 40(3) of the English version of the said Act following paragraph (f) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 40(3) de la version anglaise de la même loi qui suit l'alinéa f) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprison-

«is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprison-

ment for a term not exceeding six months, or to both.”

(5) Subsection 40(4) of the said Act is repealed.

11. Subsections 41(1) to (3) of the said Act are repealed.

12. (1) Section 43 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraphs:

“(e.1) respecting the marking, identification and tracking of fishing vessels;

(e.2) respecting the designation of persons as observers, their duties and their carriage on board fishing vessels;”

(2) Section 43 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraphs:

“(g.1) respecting any records, books of 20 account or other documents to be kept under this Act and the manner and form in which and the period for which they shall be kept;

(g.2) respecting the manner in which 25 records, books of account or other documents shall be produced and information shall be provided under this Act;”

(3) Paragraph 43(m) of the said Act is repealed and the following substituted 30 therefor:

“(m) where a close time, fishing quota or limit on the size or weight of fish has been fixed in respect of an area under the regulations, authorizing persons 35 referred to in paragraph (l) to vary the close time, fishing quota or limit in respect of that area or any portion of that area.”

13. (1) Subsection 49(1) of the said Act is 40 repealed and the following substituted therefor:

ment for a term not exceeding six months, or to both.»

(5) Le paragraphe 40(4) de la même loi est abrogé.

11. Les paragraphes 41(1) à (3) de la 5 même loi sont abrogés.

12. (1) L'article 43 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

«e.1) concernant le marquage, l'identi- 10 cation et l'observation des bateaux de pêche;

e.2) concernant la désignation des observateurs, leurs fonctions et leur présence à bord des bateaux de pêche;» 15

(2) L'article 43 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa g), de ce qui suit :

«g.1) concernant les registres, docu- 20 ments comptables et autres documents dont la tenue est prévue par la présente loi ainsi que la façon de les tenir, leur forme et la période pendant laquelle ils doivent être conservés;

g.2) concernant la façon dont les regis- 25 tres, documents comptables et autres documents doivent être présentés et les renseignements fournis sous le régime de la présente loi;»

(3) L'alinéa 43m) de la même loi est 30 abrogé et remplacé par ce qui suit :

«m) habilitant les personnes visées à l'alinéa l) à modifier les périodes de fermeture, les contingents ou les limites de taille ou de poids du poisson fixés par 35 règlement pour une zone ou à les modifier pour un secteur de zone.»

R.S., c. 35 (1st Suppl.), s. 7

L.R., ch. 35 (1^{er} suppl.), art. 7

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 35

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 35

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

...

...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

Inspection

“49. (1) Subject to subsection (2), for the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, a fishery officer or fishery guardian may enter and inspect any place, including any premises, vessel or vehicle, in which the officer or guardian believes on reasonable grounds there is any work or undertaking or any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply and may

(a) open any container that the officer or guardian believes on reasonable grounds contains any fish or other thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) examine any fish or other thing that the officer or guardian finds and take samples of it;

(c) conduct any tests or analyses and take any measurements; and

(d) require any person to produce for examination or copying any records, books of account or other documents that the officer or guardian believes on reasonable grounds contain information that is relevant to the administration of this Act or the regulations.

(1.1) In carrying out an inspection of a place under subsection (1), a fishery officer or fishery guardian may,

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the data processing system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and remove the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record, book of account or other document.

(1.2) The owner or person in charge of a place that is inspected by a fishery officer or fishery guardian under subsection (1) and every person found in the place shall

Operation of data processing systems and copying equipment

Duty to assist

Visite

«49. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut, sous réserve du paragraphe (2), procéder à la visite de tous lieux — y compris un véhicule ou un navire — et y effectuer des inspections, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des poissons, objets ou ouvrages, ou qu'on y exploite une entreprise, assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements; il est aussi autorisé à :

a) ouvrir tout contenant dans lequel il a des motifs raisonnables de croire que se trouvent du poisson ou des objets assujettis à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

b) examiner les poissons ou tout objet qu'il y trouve et en prendre des échantillons;

c) effectuer des essais, des analyses et des mesures;

d) exiger de toute personne qu'elle lui fournisse pour examen ou copie les registres, documents comptables ou autres documents qu'il a des motifs raisonnables de croire contenir des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou de ses règlements.

(1.1) Dans le cadre de sa visite, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut :

a) utiliser ou faire utiliser les systèmes informatiques se trouvant sur place afin de prendre connaissance des données qui y sont contenues ou auxquelles ces systèmes donnent accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible, qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser les appareils de reprographie se trouvant sur place pour faire des copies de tout registre, document comptable ou autre document.

(1.2) Le propriétaire ou le responsable du lieu qui fait l'objet de la visite, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus d'accorder à l'agent des pêches ou au

Usage d'ordinateurs et de photocopieuses

Obligation d'assistance

2 garde-pêche tous les renseignements dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut raisonnablement obtenir dans le cadre de l'application de la présente loi ou de ses règlements.

10 (13) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui, en vertu du paragraphe (1), prend un échantillon de poisson en vertu de la présente loi ou de la façon de la faire, est réputé avoir obtenu l'autorisation de la même loi.

12 (14) Les paragraphes 49(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

49.1 (1) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui, en vertu du paragraphe (2) peut entrer sur une zone de pêche — y compris un véhicule ou navire — et y effectuer une pêche, a, à l'égard de la présente loi ou de ses règlements :

25 a) du ou y exploite ou du ou y a exploité un ouvrage ou une entreprise en connexion avec la présente loi ou ses règlements ;

b) que s'y trouvent des poissons ou objets qui sont destinés à une consommation de la présente loi ou de ses règlements ;

30 c) que s'y trouvent des poissons ou objets qui servent à prouver la présence d'une telle infraction.

35 (2) Sur demande écrite faite le jour de la pêche, un agent des pêches ou un garde-pêche peut, sous réserve des conditions énumérées dans le présent article, déléguer à un garde-pêche ou à un agent des pêches (1) et à effectuer une pêche, à condition qu'il en fasse une déclaration sous serment, par l'un des agents des pêches ou des garde-pêche, de croire à la présence de poissons ou de objets dans un véhicule ou un navire.

(a) give that officer or guardian all reasonable assistance to enable the officer or guardian to carry out the inspection and exercise any power conferred by this section and

10 (b) provide the officer or guardian with any information relevant to the administration of this Act or the regulations that the officer or guardian may reasonably require.

12 (13) A fishery officer or fishery guard who takes a sample under paragraph (1) may dispose of it in any manner that the officer or guardian considers appropriate.

(2) Subsection 49(4) of the said Act is repealed.

14 (1) Subsections 49(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor :

49.1 (1) A fishery officer with a warrant issued under subsection (2) may enter and search any place, including any motor vessel or vehicle, in which the officer believes on reasonable grounds there is

25 (a) any work or undertaking that is being or has been carried on in contravention of this Act or the regulations ;

(b) any fish or other thing by means of or in relation to which this Act or the regulations have been contravened; or

(c) any fish or other thing that will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations.

35 (2) Where on an ex parte application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (1) any fish or other thing referred to in subsection (1), the justice may issue a warrant authorizing the fishery officer named in the warrant to enter and search the place for the thing subject to any conditions that may be specified in the warrant.

Bill C-58

(a) give the officer or guardian all reasonable assistance to enable the officer or guardian to carry out the inspection and exercise any power conferred by this section; and

5

garde-pêche toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger dans le cadre de l'application de la présente loi ou de ses règlements.

5

(b) provide the officer or guardian with any information relevant to the administration of this Act or the regulations that the officer or guardian may reasonably require.

10

(1.3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui, en vertu du paragraphe (1), prend un échantillon peut ensuite en disposer ou le détruire de la façon qu'il estime indiquée.»

Sort des échantillons

Disposition of samples

(1.3) A fishery officer or fishery guardian who takes a sample under paragraph (1)(b) may dispose of it in any manner that the officer or guardian considers appropriate.”

15

(1.3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui, en vertu du paragraphe (1), prend un échantillon peut ensuite en disposer ou le détruire de la façon qu'il estime indiquée.»

10

(2) Subsection 49(4) of the said Act is repealed.

(2) Le paragraphe 49(4) de la même loi est abrogé.

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 35

14. (1) Subsections 49.1(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

20

14. (1) Les paragraphes 49.1(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 35

Search

“49.1 (1) A fishery officer with a warrant issued under subsection (2) may enter and search any place, including any premises, vessel or vehicle, in which the officer believes on reasonable grounds there is

25

«49.1 (1) L'agent des pêches muni du mandat visé au paragraphe (2) peut pénétrer dans tous lieux — y compris un véhicule ou navire — et y effectuer une perquisition, s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

Pouvoirs de perquisition

(a) any work or undertaking that is being or has been carried on in contravention of this Act or the regulations;

(b) any fish or other thing by means of or in relation to which this Act or the regulations have been contravened; or

(c) any fish or other thing that will afford evidence in respect of a contravention of this Act or the regulations.

30

a) qu'on y exploite ou qu'on y a exploité un ouvrage ou une entreprise en contravention avec la présente loi ou ses règlements;

25

b) que s'y trouvent des poissons ou objets qui ont donné lieu à une contravention de la présente loi ou de ses règlements;

c) que s'y trouvent des poissons ou 30 objets qui serviront à prouver la perpétration d'une telle infraction.

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (1) any fish or other thing referred to in subsection (1), the justice may issue a warrant authorizing the fishery officer named in the warrant to enter and search the place for the thing subject to any conditions that may be specified in the warrant.”

45

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, un agent des pêches nommé désigné à pénétrer dans un lieu visé au paragraphe (1) et à y effectuer une perquisition s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence du poisson ou des objets visés au paragraphe (1).»

Délivrance du mandat

(3) L'article 49.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Section 49.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

«(3) L'agent des pêches peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu du présent article, saisir les poissons mentionnés aux paragraphes 49(1), (1.1) ou (1.2).»

(3) In carrying out a search of a place under this section, a fishery officer may seize any power mentioned in subsections 49(1), (1.1) or (1.2).

15. L'article 51 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15. Section 51 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«51. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut saisir les bateaux de pêche, les véhicules, le poisson et tout autre objet dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été obtenus par la perpétration d'une infraction à la présente loi, qu'ils ont servi à la perpétration d'une telle infraction ou qu'ils serviront à commettre l'infraction, notamment les poissons dont il a des motifs raisonnables de croire :

51. A fishery officer or fishery guard may seize any fishing vessel, vehicle, fish or other thing that the officer or guardian believes on reasonable grounds was obtained by or used in the commission of an offence under this Act or will afford evidence of an offence under this Act, including any fish that the officer or guardian believes on reasonable grounds:

- (a) soit qu'ils ont été pêchés, tués, transférés, achetés, vendus ou transférés en contournement avec la présente loi ou les règlements, ou que leur possession était interdite par ceux-ci; les règlements;
- (b) soit qu'ils ont été mêlés à ceux visés à l'alinéa (a).

- (a) was caught, killed, processed, transported, purchased, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations;
- (b) has been intermixed with fish referred to in paragraph (a).

16. L'insertion qui précède l'article 51 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

16. The heading preceding section 51 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

AGRICULTURE

"CULTURE FISH"

17. La même loi est modifiée par insertion après l'article 59, de ce qui suit :

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 60 thereof, the following heading:

TERRES PUBLIQUES / ACAP-TS

"VACANT PUBLIC PROPERTY"

18. Les articles 61 à 63 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

18. Sections 61 to 63 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

LES RAPORTS

"INFORMATION RETURNS"

61. (1) Les personnes suivantes peuvent être tenues sous le régime de la présente loi de fournir des renseignements ou des copies des rapports, documents comptables ou autres documents :

61. (1) The following persons may be required under this Act to provide information or to keep certain books of account or other documents:

Provisions

Provisions amendées

Section abrogée et remplacée

Section to be repealed and substituted

23

20

30

30

Section 61, 62, 63

Section 61, 62, 63

Provisions

Provisions qui sont ajoutées

(2) Section 49.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Powers during search

“(5) In carrying out a search of a place under this section, a fishery officer may exercise any power mentioned in subsection 49(1), (1.1) or (1.3).”

(2) L'article 49.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Pouvoirs

«(5) L'agent des pêches peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu du présent article, exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes 49(1), (1.1) ou (1.3).»

15. Section 51 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Seizure of fishing vessel, etc.

“51. A fishery officer or fishery guardian may seize any fishing vessel, vehicle, fish or other thing that the officer or guardian believes on reasonable grounds was obtained by or used in the commission of an offence under this Act or will afford evidence of an offence under this Act, including any fish that the officer or guardian believes on reasonable grounds

15. L'article 51 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«51. L'agent des pêches ou le garde-pêche peut saisir les bateaux de pêche, les véhicules, le poisson et tous autres objets dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été obtenus par la perpétration d'une infraction à la présente loi, qu'ils ont servi à la perpétration d'une telle infraction ou qu'ils serviront à prouver l'infraction, notamment les poissons dont il a des motifs raisonnables de croire :

Saisie des bateaux de pêches

(a) was caught, killed, processed, transported, purchased, sold or possessed in contravention of this Act or the regulations; or

a) soit qu'ils ont été pêchés, tués, transportés, achetés, vendus ou transformés en contravention avec la présente loi ou ses règlements, ou que leur possession était interdite par cette loi ou ces règlements;

(b) has been intermixed with fish referred to in paragraph (a).”

b) soit qu'ils ont été mêlés à ceux visés à l'alinéa a).»

16. The heading preceding section 57 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. L'intertitre qui précède l'article 57 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“CULTURE OF FISH”

«AQUACULTURE»

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 60 thereof, the following heading:

17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 59, de ce qui suit :

“VACANT PUBLIC PROPERTY”

«TERRAINS PUBLICS VACANTS»

R.S., c. 1 (2nd Suppl.), s. 213(1) (Sch. I, item 5)

18. Sections 61 to 65 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

18. Les articles 61 à 65 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(1), ann. I, n^o 5

“INFORMATION RETURNS

«RAPPORTS

Persons who may be required to provide information

61. (1) The following persons may be required under this Act to provide information or to keep records, books of account or other documents:

61. (1) Les personnes suivantes peuvent être tenues sous le régime de la présente loi de fournir des renseignements ou de tenir des registres, documents comptables ou autres documents :

(a) any person who engages in fishing;

(b) any person who purchases fish for the purpose of resale;

(c) any owner, operator or manager of an enterprise that catches, cultures, processes or transports fish; and

(d) any agent or employee of a person referred to in paragraphs (a) to (c).

(2) A person referred to in subsection (1) may be required to provide information or to keep records or other documents relating to any of the following matters:

- (a) the number, sex, size, weight, species, product form, value or other particulars of any fish caught, cultured, processed, transported, sold or purchased;
- (b) the time and place at which any fish was caught or landed and the person, enterprise or vessel by which the fish was caught or landed;
- (c) the time and place at which any fish was purchased and the person, enterprise or vessel from which the fish was purchased;
- (d) the vessel, gear and methods used and the number of persons employed for the purpose of catching fish;
- (e) the buildings, equipment, products and methods used and the number of persons employed for the purpose of catching or processing fish; and
- (f) any other matters relating to the proper management and control of fishery or the conservation and protection of fish.

Information that may be required

(a) les pêcheurs;

(b) ceux qui, en vue de la revendre, achètent du poisson;

(c) les propriétaires, exploitants ou directeurs d'une entreprise de pêche, d'acqueduc, de transformation ou de transport du poisson;

(d) les mandataires ou salariés d'une personne visée aux alinéas (a) à (c).

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) peuvent être tenues de fournir des renseignements ou de tenir des registres ou autres documents à l'égard des questions suivantes:

- (a) le nombre, le sexe, le poids, l'espèce, la forme du produit, le sexe, la valeur ou les autres particularités du poisson, pêche élevé, transformé, transporté, vendu ou acheté;
- (b) la date et le lieu de prise ou de débarquement du poisson ainsi que la personne, l'entreprise ou le bateau en cause;
- (c) la date et le lieu d'achat du poisson ainsi que le nom de la personne, de l'entreprise ou du bateau qui l'a vendu;
- (d) les bateaux, engins de pêche et méthodes utilisés ainsi que le nombre de personnes affectées aux opérations de pêche;
- (e) le nombre de personnes, les bâtiments et l'équipement affectés à l'acqueduc ou à la transformation du poisson ainsi que les produits et les méthodes utilisés;
- (f) toute autre question concernant la gestion et la surveillance judicieuses des pêches ou la conservation et la protection du poisson.

Information that may be required

(3) Les personnes visées au paragraphe (1) doivent tenir les registres, documents comptables et autres documents que prescrivent les règlements ou les lois, les décrets et licences qui leur ont été délivrés dans la région de la province; les registres, documents comptables et autres documents sont tenus de la façon prévue par les

(3) A person referred to in subsection (1) shall keep any records, books of account or other documents that may be required by the regulations or by the terms and conditions of any lease or licence issued to the person under this Act and the records, books of account or other documents shall be kept in the manner and

Books to keep

(b) any person who purchases fish for the purpose of resale;

(c) any owner, operator or manager of an enterprise that catches, cultures, processes or transports fish; and

(d) any agent or employee of a person referred to in paragraphs (a) to (c).

a) les pêcheurs;

b) ceux qui, en vue de la revente, achètent du poisson;

c) les propriétaires, exploitants ou directeurs d'une entreprise de pêche, d'aquaculture, de transformation ou de transport du poisson;

d) les mandataires ou salariés d'une personne visée aux alinéas a) à c).

Information that may be required

(2) A person referred to in subsection (1) may be required to provide information or to keep records or other documents relating to any of the following matters:

(a) the number, sex, size, weight, species, product form, value or other particulars of any fish caught, cultured, processed, transported, sold or purchased;

(b) the time and place at which any fish was caught or landed and the person, enterprise or vessel by which the fish was caught or landed;

(c) the time and place at which any fish was purchased and the person, enterprise or vessel from which the fish was purchased;

(d) the vessels, gear and methods used and the number of persons employed for the purpose of catching fish;

(e) the buildings, equipment, products and methods used and the number of persons employed for the purpose of culturing or processing fish; and

(f) any other matter relating to the proper management and control of fisheries or the conservation and protection of fish.

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) peuvent être tenues de fournir des renseignements ou de tenir des registres ou autres documents à l'égard des questions suivantes :

a) le nombre, la taille, le poids, l'espèce, la forme du produit, le sexe, la valeur ou les autres caractéristiques du poisson pêché, élevé, transformé, transporté, vendu ou acheté;

b) la date et le lieu de prise ou de débarquement du poisson ainsi que la personne, l'entreprise ou le bateau en cause;

c) la date et le lieu d'achat du poisson ainsi que le nom de la personne, de l'entreprise ou du bateau qui l'a vendu;

d) les bateaux, engins de pêche et méthodes utilisés ainsi que le nombre de personnes affectées aux opérations de pêche;

e) le nombre de personnes, les bâtiments et l'équipement affectés à l'aquaculture ou à la transformation du poisson ainsi que les produits et les méthodes utilisés;

f) toute autre question concernant la gestion et la surveillance judiciaires des pêches ou la conservation et la protection du poisson.

Duty to keep books

(3) A person referred to in subsection (1) shall keep any records, books of account or other documents that may be required by the regulations or by the terms and conditions of any lease or licence issued to the person under this Act and the records, books of account or other documents shall be kept in the manner and

(3) Les personnes visées au paragraphe (1) doivent tenir les registres, documents comptables et autres documents que prévoient les règlements ou les baux, permis et licences qui leur ont été délivrés sous le régime de la présente loi; ces registres, documents comptables et autres documents sont tenus de la façon prévue par les

Renseignements à fournir

Obligation de tenir des registres

réglements les dates, les permis et les licences et conservés durant la période de la pêche.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir à l'agent des pêcheurs ou au garde-pêche, ou de leur venir à l'aide, l'autorité qu'il désigne, les renseignements qu'elle possède à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (3) et qu'il leur demande.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir, en conformité avec les règlements ou avec les documents — permis ou licences — qui leur ont été délivrés sous le régime de la pêche ou loi ou garde-pêche à l'agent des pêcheurs ou à toute autre autorité désignée par les règlements ou les documents, les renseignements qu'elle possède à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (3) et qu'il leur demande ces renseignements et documents.

ENTRÉE ET SAUX KENSHONEMENTS

42. Il est interdit d'entraver l'action des agents des pêcheurs, des garde-pêche ou des inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

43. (1) Il est interdit de faire, volontairement ou par erreur, une déclaration fautive ou trompeuse aux agents des pêcheurs, aux garde-pêche — ou à l'autorité qu'ils désignent — ou aux inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

(2) Il est interdit de faire, volontairement ou par erreur, une déclaration fautive ou trompeuse dans une demande de bail, de permis ou de licence faite par la présente loi.

(3) Nul ne peut remettre à un agent des pêcheurs, à un garde-pêche — ou à l'autorité qu'il désigne — ou à un inspecteur, pour l'examen ou reproduction, un registre, document comptable ou autre document qui contient des renseignements relatifs à la pêche.

44. L'article 66 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

them and for the period prescribed by the regulations, laws or licence.

(4) A person referred to in subsection (1) shall, on the request of any fishery officer or fishery guardian, provide the officer or guardian, or any authority designated by the officer or guardian, with any information relating to a matter mentioned in subsection (3) that the officer or guardian may require.

(5) A person referred to in subsection (1) shall, in accordance with the regulations and the terms and conditions of any licence or licence issued to the person under this Act, provide a fishery officer or fishery guardian or any authority designated in the regulations, laws or licence with any information relating to a matter mentioned in subsection (3) that the regulations, laws or licence require.

OBSTRUCTION AND FALSE INFORMATION

42. No person shall obstruct or hinder a fishery officer, a fishery guardian or an inspector who is carrying out duties or functions under this Act.

43. (1) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, to an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian who is carrying out duties or functions under this Act.

(2) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, in an application for a lease or licence under this Act.

(3) No person shall produce for examination or copying by an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian any records, books or accounts or other documents that contain false or misleading information.

44. Section 66 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Obligations des pêcheurs

10

10

10

10

10

10

Only to be used in connection with the Act

10

10

10

10

10

form and for the period prescribed by the regulations, lease or licence.

Duty to provide information

(4) A person referred to in subsection (1) shall, on the request of any fishery officer or fishery guardian, provide the officer or guardian, or any authority designated by the officer or guardian, with any information relating to a matter mentioned in subsection (2) that the officer or guardian may request.

règlements, les baux, les permis et les licences et conservés durant la période qu'ils fixent.

(4) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir à l'agent des pêches ou au garde-pêche, ou de faire parvenir à l'autorité qu'il désigne, les renseignements qu'elles possèdent à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (2) et qu'il leur demande.

Obligation de fournir les renseignements

Idem

(5) A person referred to in subsection (1) shall, in accordance with the regulations and the terms and conditions of any lease or licence issued to the person under this Act, provide a fishery officer, a fishery guardian or any authority designated in the regulations, lease or licence with any information relating to a matter mentioned in subsection (2) that the regulations, lease or licence requires.

(5) Les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de fournir, en conformité avec les règlements ou avec les documents — baux, permis ou licences — qui leur ont été délivrés sous le régime de la présente loi, au garde-pêche, à l'agent des pêches ou à toute autre autorité désignée par les règlements ou les documents, les renseignements qu'elles possèdent à l'égard des questions mentionnées au paragraphe (2) et que précisent ces règlements ou documents.

Idem

OBSTRUCTION AND FALSE INFORMATION

Obstruction

62. No person shall obstruct or hinder a fishery officer, a fishery guardian or an inspector who is carrying out duties or functions under this Act.

ENTRAVE ET FAUX RENSEIGNEMENTS

62. Il est interdit d'entraver l'action des agents des pêches, des gardes-pêche ou des inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

Entrave

False statements to fishery officer, etc.

63. (1) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, to an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian who is carrying out duties or functions under this Act.

63. (1) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse aux agents des pêches, aux gardes-pêche — ou à l'autorité qu'ils désignent — ou aux inspecteurs dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi.

Fausse déclarations

False statements in licence application

(2) No person shall make a false or misleading statement, whether orally or in writing, in an application for a lease or licence under this Act.

(2) Il est interdit de faire, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse dans une demande de bail, de permis ou de licence visée par la présente loi.

Faux renseignements

False records

(3) No person shall produce for examination or copying by an inspector, a fishery officer or a fishery guardian or any authority designated by a fishery officer or a fishery guardian any records, books of account or other documents that contain false or misleading information."

(3) Nul ne peut remettre à un agent des pêches, à un garde-pêche — ou à l'autorité qu'il désigne — ou à un inspecteur, pour examen ou reproduction, un registre, document comptable ou autre document qui contient des renseignements faux ou trompeurs.»

Faux registres

19. Section 66 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. L'article 66 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Small text in the top left corner, possibly a page number or header.

...to the ... of the ...

SECTION 101 OF THE ...

...the ... of the ...

...the ... of the ...

...the ... of the ...

SECTION 102 OF THE ...

...to the ... of the ...

SECTION 103 OF THE ...

...the ... of the ...

...the ... of the ...

...the ... of the ...

SECTION 104 OF THE ...

Small text in the middle left margin.

Small text in the middle left margin.

Small text in the bottom left margin.

Small text in the top right margin.

Small text in the middle right margin.

Small text in the middle right margin.

Small text in the bottom right margin.

"CONSEQUENCES OF OBSTRUCTION

Failure to provide fish-way, etc.

66. Every owner or occupier of an obstruction across or in any stream who refuses or neglects to provide and maintain a fish-way or canal in accordance with section 20, to install and maintain fish stops or diverters in accordance with subsection 21(4) or to provide for a sufficient flow of water and the free passage of fish in accordance with section 22 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both."

20. Section 68 of the said Act is repealed.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 96

21. Sections 69 to 73 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Failure to provide fish guard, etc.

"69. Every owner or occupier of a water intake, ditch, channel or canal referred to in subsection 30(1) who refuses or neglects to provide and maintain a fish guard, screen, covering or netting in accordance with subsections 30(1) to (3), permits the removal of a fish guard, screen, covering or netting in contravention of subsection 30(3) or refuses or neglects to close a sluice or gate in accordance with subsection 30(4) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

DISPOSITION OF SEIZED THINGS

Custody of seized things

70. (1) A fishery officer or fishery guardian who seizes any fish or other thing under this Act may retain custody of it or

«OBSTACLES

66. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le propriétaire ou l'occupant d'un obstacle placé dans le lit ou en travers d'un cours d'eau, qui néglige ou refuse de construire ou d'entretenir une échelle à poissons ou une passe migratoire en conformité avec l'article 20, d'installer ou d'entretenir un dispositif d'arrêt ou de déviation en conformité avec le paragraphe 21(4) ou d'assurer un débit suffisant afin de permettre le libre passage du poisson, en conformité avec l'article 22.»

Défaut d'installer une échelle à poissons

20. L'article 68 de la même loi est abrogé.

21. Les articles 69 à 73 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 96

«69. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars lors d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le propriétaire ou l'occupant d'une prise d'eau, d'un fossé, chenal ou canal visé au paragraphe 30(1) qui néglige ou refuse d'installer ou d'entretenir un dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis en conformité avec les paragraphes 30(1) à (3), permet que le dispositif de retenue, grillage, filet ou treillis soit enlevé en contravention avec le paragraphe 30(3) ou néglige ou refuse de fermer une porte ou vanne en conformité avec le paragraphe 30(4).

Défaut d'installer et d'entretenir des dispositifs de retenue

ALIÉNATION DES OBJETS SAISIS

70. (1) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui saisit du poisson ou un objet en vertu de la présente loi peut s'en réserver

Garde des objets saisis

la garde ou l'entretien à toute personne
du même complément.

holder if such the custody of any person
the officer or guardian considers appropriate.

(2) La personne à qui la garde du poisson ou des objets saisis est confiée est tenue sur demande présentée à toute heure convenable par l'agent des pêches ou le garde-pêche, d'en remettre l'inspecteur par lui ou de lui remettre

(2) A person who is given custody of any fish or other thing under subsection (1) shall, on the request of a fishery officer or fishery guardian at any reasonable time, make the fish or thing available for inspection by or behalf of the officer or guardian.

(3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui a la garde des marchandises saisies peut en disposer de la façon qu'il estime indiquée, le produit de l'aliénation étant versé au receveur général.

(3) A fishery officer or fishery guardian who has custody of any fish or other perishable thing seized under this Act may dispose of it in any manner the officer or guardian considers appropriate and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

71. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le poisson ou les objets saisis en vertu de la présente loi ou le produit de leur aliénation peuvent être retenus jusqu'à ce que leur conservation soit prononcée ou qu'une décision définitive soit rendue lors des poursuites intentées à leur égard.

71. (1) Subject to this section, any fish or other thing seized under this Act or any proceeds realized from the disposition may be detained until the fish or thing or proceeds are forfeited or proceedings relating to the fish or thing are finally concluded.

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), le tribunal peut ordonner la restitution au saisi du poisson ou des objets saisis, soit pourvu à sa Majesté d'une garantie que le ministre juge acceptable dans un montant et à la forme

(2) Subject to subsection 72(4), a court may order any fish or other thing seized under this Act to be returned to the person from whom it was seized if security is given to Her Majesty in a form and amount that is satisfactory to the Minister.

(3) Sous réserve du paragraphe 72(4), lorsque aucune poursuite n'est intentée au poisson ou les objets saisis sont restitués ou le produit de leur aliénation remis au saisi, dès que le ministre décide de ne pas intenté de poursuites à leur égard ou à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours qui suit le saisi ou de tout autre délai supérieur fixé par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4)

(3) Subject to subsection 72(4), where proceedings are not instituted in relation to any fish or other thing seized under this Act, the fish or thing or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the person from whom it was seized.

(4) Le tribunal peut, par ordonnance, prolonger la période de rétention du poisson ou d'un objet saisi jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe si le ministre le lui demande dans les quatre-vingt-dix jours

(4) Where a court is satisfied, on the application of the Minister within ninety days after the day on which any fish or other thing is seized, that detention of the fish or thing for a period greater than the period that may be specified in an order made under subsection (3)

(5) Le tribunal peut, par ordonnance, prolonger la période de rétention du poisson ou d'un objet saisi jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe si le ministre le lui

(5) Where a court is satisfied, on the application of the Minister within ninety days after the day on which any fish or other thing is seized, that detention of the fish or thing for a period greater than

70

71

72

73

74

75

76

77

Section 70

Section 71

Section 72

Section 73

Section 74

Section 75

Section 77

deliver it into the custody of any person the officer or guardian considers appropriate.

Request by officer or guardian

(2) A person who is given custody of any fish or other thing under subsection (1) shall, on the request of a fishery officer or fishery guardian at any reasonable time, make the fish or thing available for inspection by or deliver it into the custody of the officer or guardian. 10

Perishables

(3) A fishery officer or fishery guardian who has custody of any fish or other perishable thing seized under this Act may dispose of it in any manner the officer or guardian considers appropriate and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General. 15

Detention of seized things

71. (1) Subject to this section, any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, 20 may be detained until the fish or thing or proceeds are forfeited or proceedings relating to the fish or thing are finally concluded.

Return on deposit of security

(2) Subject to subsection 72(4), a court 25 may order any fish or other thing seized under this Act to be returned to the person from whom it was seized if security is given to Her Majesty in a form and amount that is satisfactory to the Minister. 30

Return where proceedings not instituted

(3) Subject to subsection 72(4), where proceedings are not instituted in relation to any fish or other thing seized under this Act, the fish or thing or any proceeds realized from its disposition shall be 35 returned to the person from whom it was seized

(a) on the Minister's decision not to institute proceedings; or

(b) on the expiration of ninety days 40 after the day of the seizure or any further period that may be specified in an order made under subsection (4).

Order to extend detention

(4) Where a court is satisfied, on the application of the Minister within ninety 45 days after the day on which any fish or other thing is seized, that detention of the fish or thing for a period greater than

la garde ou l'attribuer à toute personne qu'il estime compétente.

(2) La personne à qui la garde du poisson ou des objets saisis est confiée est tenue, sur demande présentée à toute 5 heure convenable par l'agent des pêches ou le garde-pêche, d'en permettre l'inspection par lui ou de les lui remettre.

Remise

(3) L'agent des pêches ou le garde-pêche qui a la garde de marchandises 10 périssables saisies peut en disposer de la façon qu'il estime indiquée, le produit de l'aliénation étant versé au receveur général.

Marchandises périssables

71. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le poisson ou les objets saisis en vertu de la présente loi ou le produit de leur aliénation peuvent être retenus jusqu'à ce que leur confiscation soit prononcée ou qu'une décision définitive 20 soit rendue lors des poursuites intentées à leur égard.

Rétention des objets saisis

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), le tribunal peut ordonner la restitution au saisi du poisson ou des objets saisis, sur 25 fourniture à Sa Majesté d'une garantie que le ministre juge acceptable quant au montant et à la forme.

Remise sur dépôt d'une garantie

(3) Sous réserve du paragraphe 72(4), lorsqu'aucune poursuite n'est intentée, le 30 poisson ou les objets saisis sont restitués ou le produit de leur aliénation remis au saisi dès que le ministre décide de ne pas tenter de poursuites à leur égard ou à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours 35 qui suit la saisie ou de tout autre délai supérieur fixé par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4).

Remise en l'absence de poursuites

(4) Le tribunal peut, par ordonnance, 40 prolonger la période de rétention du poisson ou d'un objet saisi jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe si le ministre le lui demande dans les quatre-vingt-dix jours

Ordonnance de prolongation

1870
1871
1872

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

1873
1874

1875
1876

1877
1878

1879
1880

1881
1882
1883

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

the ... of the ...
the ... of the ...
the ... of the ...

1884
1885

1886
1887

1888
1889

1890
1891

1892
1893

ninety days is justified in the circumstances, the court may, by order, permit the fish or thing to be detained for any further period that may be specified in the order.

5

qui suivent la date de la saisie et s'il est convaincu que les circonstances le justifient.

Recovery of costs

71.1 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, order the person to pay the Minister an amount of money as compensation for any 10 costs incurred in the seizure, storage or disposition of any fish or other thing seized under this Act by means of or in relation to which the offence was committed.

71.1 (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut, en sus de toute autre peine infligée, ordonner au contrevenant d'indemniser le ministre des frais engagés dans le cadre de la saisie, de la garde ou de l'aliénation du poisson ou des objets saisis 10 qui ont servi ou donné lieu à la perpétration de l'infraction.

Dépens

Debt due to Her Majesty

(2) Where a court orders a person to pay an amount of money as compensation under subsection (1), the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

(2) L'indemnisation visée au paragraphe (1) et les intérêts afférents constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Créance de Sa Majesté

Forfeiture of things

72. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, order that any thing seized under this Act 25 by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

72. (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut, en sus de toute autre peine infligée, ordonner que tout objet saisi qui a servi ou donné lieu à la perpétration de l'infraction — ou le produit de son aliénation — soit confisqué au profit de Sa Majesté.

Confiscation

Forfeiture of fish

(2) Where a person is convicted of an offence under this Act that relates to fish seized pursuant to paragraph 51(a), the court shall, in addition to any punishment imposed, order that the fish, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

(2) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'avoir commis une infraction à la présente loi relativement à du poisson saisi en vertu de l'alinéa 51a) est tenu, en sus de toute autre peine infligée, d'ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du poisson ou du produit de son aliénation.

Confiscation du poisson

Idem

(3) Where a person is charged with an offence under this Act that relates to fish seized pursuant to paragraph 51(a) and the person is acquitted but it is proved that the fish was caught in contravention of this Act or the regulations, the court may order that the fish, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty.

(3) Le tribunal qui acquitte une personne accusée d'une infraction à la présente loi relativement à du poisson saisi en vertu de l'alinéa 51a) peut ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du poisson ou du produit de son aliénation s'il est prouvé que ce poisson a été pêché en contravention avec cette loi ou ses règlements.

Idem

Forfeiture where ownership not ascertainable

(4) Where the ownership of any fish or other thing seized under this Act cannot be ascertained at the time of the seizure,

(4) Sont immédiatement confisqués au profit de Sa Majesté le poisson ou les objets saisis dont il est impossible de déter-

Confiscation en l'absence de propriétaire

... moment de la ...

72. (1) Sous réserve des articles 72 A ...

(2) Sous réserve des articles 72 à 72 B ...

(3) Par dérogation au paragraphe (2) ...

72.1 (1) Sous réserve du paragraphe 72 ...

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4) ...

(a) le poisson ou les objets peuvent être ...

72.2 Par dérogation aux articles 72 ...

... the fish or thing is thereupon forfeited to ...

72. (1) Subject to sections 72 to 72, any ...

(2) Subject to sections 72 to 72, any fish ...

(3) Notwithstanding subsection (2) ...

72.1 (1) Subject to subsection (2), any ...

(2) Subject to subsection 72(4), where a ...

(a) the fish or thing may be retained ...

72.2 Notwithstanding anything in ...

Section 72

Section 72

Section 72

Section 72

Section 72

Section 72

the fish or thing is thereupon forfeited to Her Majesty.

Disposal of forfeited things

73. (1) Subject to sections 75 to 77, any fish or other thing forfeited to Her Majesty under subsection 72(1), (2) or (3) shall be disposed of after the final conclusion of the proceedings relating to the fish or thing, as the Minister directs.

Disposal where ownership not ascertained

(2) Subject to sections 75 to 77, any fish or other thing forfeited to Her Majesty under subsection 72(4) shall be disposed of after the expiration of thirty days from the day of forfeiture, as the Minister directs.

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), where any fishing gear or equipment is forfeited under subsection 72(4), it may be disposed of immediately on its forfeiture, as the Minister directs.

Return of things not forfeited

73.1 (1) Subject to subsection (2), any fish or other thing seized under this Act, or any proceeds realized from its disposition, that are not forfeited to Her Majesty under section 72 shall, on the final conclusion of the proceedings relating to the fish or thing, be delivered to the person from whom the fish or thing was seized.

Exception

(2) Subject to subsection 72(4), where a person is convicted of an offence relating to any fish or other thing seized under this Act and the court imposes a fine but does not order forfeiture,

(a) the fish or thing may be detained until the fine is paid;

(b) it may be sold under execution in satisfaction of the fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition may be applied in payment of the fine.

Release of seized fish

73.2 Notwithstanding anything in sections 70 to 73.1, a fishery officer or fishery guardian who seizes any fish under this Act may, at the time of the seizure, return to the water any fish that the officer or guardian believes to be alive."

miner l'appartenance au moment de la saisie.

73. (1) Sous réserve des articles 75 à 77, il est disposé, suivant les instructions du ministre, du poisson ou des objets confisqués en vertu des paragraphes 72(1), (2) et (3) lorsqu'une décision définitive met fin aux poursuites.

Aliénation des objets confisqués

(2) Sous réserve des articles 75 à 77, il est disposé, suivant les instructions du ministre, du poisson ou des objets confisqués en vertu du paragraphe 72(4), à l'expiration du délai de trente jours qui suit la date de la confiscation.

Idem

(3) Par dérogation au paragraphe (2), il peut être disposé au moment de la confiscation, suivant les instructions du ministre, des engins et de l'équipement de pêche confisqués en vertu du paragraphe 72(4).

Exception

73.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque, à l'issue des procédures portant sur le poisson ou les objets saisis, le tribunal n'a pas ordonné leur confiscation ou celle du produit de leur aliénation, les objets ou le produit sont remis au saisi.

Remise des objets saisis mais non confisqués

(2) Sous réserve du paragraphe 72(4), les règles qui suivent s'appliquent lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction portant sur le poisson ou les objets saisis et que le tribunal inflige une amende mais n'ordonne pas la confiscation :

Exception

a) le poisson ou les objets peuvent être retenus jusqu'à l'acquittement de l'amende;

b) ils peuvent être vendus par adjudication forcée pour paiement de l'amende;

c) le produit de toute aliénation peut être affecté au paiement de l'amende.

73.2 Par dérogation aux articles 70 à 73.1, l'agent des pêches ou le garde-pêche peut au moment de la saisie remettre à l'eau tout poisson qu'il estime encore vivant."

Remise à l'eau du poisson

22. Le paragraphe 22(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. (1) Si un individu n'est ni de possession, ni de contrôle, ni de possession de la chose qui a été déclarée saisissable de la fonction ayant conduit la confiscation, ou que le saisi — qui prétend avoir un droit sur un objet saisi en vertu des paragraphes 22(1) ou (4), à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire ou de titulaire de privilège ou de tout droit semblable, peut, dans les trente jours qui suivent la confiscation, demander par écrit à un juge de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (4).

23. L'alinéa 23(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Si la restitution à l'intéressé de l'objet ou de la chose sur lequel il a fait valoir un droit, sans dans le cas visé au paragraphe 20(3),

24. Les articles 24 à 26 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

24. Les articles 24 à 26 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

INFRACTIONS ET PEINES

27. Sans disposition contraire de la présente loi, quiconque contrevient à cette loi ou à ses règlements en vertu de cette loi est coupable d'une infraction :

- (a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars, ou une peine d'emprisonnement de trois mois, ou une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'un de ces peines;
(b) sur mise en accusation, une amende maximale de cinq cent mille dollars, ou une peine d'emprisonnement d'un an, ou les deux; ou

25. Subsection 25(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

25. (1) Where any thing other than fish is lost to Her Majesty under subsection 22(1) or (4), any person who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lender or holder of any lien, interest, other than a person convicted of the offence that resulted in the forfeiture or a person from whom the thing was seized, may, within thirty days after the seizure, apply in writing to a judge for an order pursuant to subsection (4).

26. Paragraph 26(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Except in the case of any thing disposed of under subsection 20(3), direct that the thing to which the interest of the applicant relates be returned to the applicant or

27. Sections 27 to 29 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

27. Sections 24 to 26 do not apply to (a) any fishing gear or equipment that has been disposed of pursuant to subsection 7(3); or (b) any fish that have been returned to the water pursuant to section 7.2.

OFFENCE AND PUNISHMENT

28. Except as otherwise provided in this Act, every person who contravenes this Act or its regulations is guilty of

- (a) an offence punishable on summary conviction and liable for a fine not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, or any other amount not exceeding one hundred thousand dollars or to four years, or to both; or

Document title: 1970-71

L.R. 2011 (1) 2011, 2012

Printed under the authority of the Queen's Printer

Document title: 1970-71

R.S. 2011 (1) 2011, 2012

Printed under the authority of the Queen's Printer

22. Subsection 75(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. Le paragraphe 75(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application by person claiming interest

“75. (1) Where any thing other than fish is forfeited to Her Majesty under subsection 72(1) or (4), any person who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lienholder or holder of any like interest, other than a person convicted of the offence that resulted in the forfeiture or a person from whom the thing was seized, may, within thirty days after the forfeiture, apply in writing to a judge for an order pursuant to subsection (4).”

«75. (1) Sauf lorsqu’il s’agit de poisson confisqué, toute personne — autre que celle qui a été déclarée coupable de l’infraction ayant entraîné la confiscation, ou que le saisi — qui prétend avoir un droit sur un objet confisqué en vertu des paragraphes 72(1) ou (4), à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire ou de titulaire de privilège ou de tout droit semblable, peut, dans les trente jours qui suivent la confiscation, demander par écrit à un juge de rendre l’ordonnance prévue au paragraphe (4).»

Demande faite par un tiers

23. Paragraph 76(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

23. L’alinéa 76(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) except in the case of any thing disposed of under subsection 70(3), direct that the thing to which the interest of the applicant relates be returned to the applicant; or”

«a) soit la restitution à l’intéressé de l’objet ou du poisson sur lequel il a fait valoir un droit, sauf dans le cas visé au paragraphe 70(3);»

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 97

24. Sections 77 to 79.1 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

24. Les articles 77 à 79.1 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 97

“77. Sections 74 to 76 do not apply to (a) any fishing gear or equipment that has been disposed of pursuant to subsection 73(3); or (b) any fish that have been returned to the water pursuant to section 73.2.

«77. Les articles 74 à 76 ne s’appliquent pas : a) aux engins et à l’équipement de pêche dont il a été disposé en vertu du paragraphe 73(3); b) au poisson qui a été remis à l’eau en vertu de l’article 73.2

Exception

OFFENCE AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

Punishment not otherwise provided for

78. Except as otherwise provided in this Act, every person who contravenes this Act or the regulations is guilty of

78. Sauf disposition contraire de la présente loi, quiconque contrevient à celle-ci ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Peines dans les cas non spécifiés

(a) an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars lors d’une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d’un an, ou l’une de ces peines; b) par mise en accusation, une amende maximale de cinq cent mille dollars lors

d'une première infraction ou, en cas de récidive, une seconde maximale de cinq ans sans délai et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

2

78.1 Il est commise une infraction distincte de la présente loi en la violation de tout chapitre de loi ou de règlement en matière de régularité des infractions de la loi de répression.

10

78.2 En cas de participation par une personne physique à une infraction de la présente loi, les membres administratifs, judiciaires ou ministériels qui ont ordonné ou autorisé en fait ou en concert ou partie sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et, s'ils ont déclaré leur culpabilité, ils sont punis, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

78.3 Dans les poursuites pour infraction de la présente loi, il suffit pour prouver l'infraction établie par la loi de démontrer que le fait ou le geste qui est visé est accompli en violation de la loi de répression de la présente loi.

25

78.4 Dans les poursuites pour infraction de la présente loi, il suffit pour prouver l'infraction établie par la loi de démontrer que une personne ayant connaissance de la violation de la loi de répression de la présente loi a participé en fait ou en concert à la violation.

78.5 Dans les poursuites pour infraction de la présente loi, il n'est pas nécessaire de démontrer que la personne a été poursuivie en vertu de la présente loi.

10

78.1 An indictable offence and liable for a first offence to a fine not exceeding five hundred thousand dollars and for any subsequent offence to a fine not exceeding five hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

78.2 Where any contravention of this Act or the regulations is committed on more than one day, it constitutes a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

78.3 Where a corporate body commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assisted or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

78.4 In any prosecution for an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employer or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed against the knowledge or consent of the accused.

78.4 In any prosecution for an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person in respect of any particular day in any operation under a lease or license issued in the event mentioned in this Act or the regulations, whether or not the person is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

78.5 In any prosecution for an offence under this Act, it is not necessary to prove that the accused was prosecuted for the offence.

Infraction de la loi de répression

Distinction des infractions

Preuve de l'infraction

Preuve de l'infraction

Preuve de l'infraction

Contingence

Offense par une personne morale

Offense par un employé

Offense par un employé

Preuve de l'infraction

(b) an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding five hundred thousand dollars and, for any subsequent offence, to a fine not exceeding five hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

d'une première infraction ou, en cas de récidive, une amende maximale de cinq cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Continuing offences

78.1 Where any contravention of this Act or the regulations is committed or continued on more than one day, it constitutes a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

78.1 Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction à l'une de leurs dispositions.

Infractions continues

Offences by corporate officers, etc.

78.2 Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

78.2 En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

Dirigeants des personnes morales

Offences by employers

78.3 In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

78.3 Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement.

Agents ou mandataires

Offences by licence holders

78.4 In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued to the accused pursuant to this Act or the regulations, whether or not the person is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

78.4 Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par une personne exerçant des activités régies par un bail, une licence ou un permis délivré à l'accusé en vertu de la présente loi ou de ses règlements, que cette personne ait été ou non identifiée ou poursuivie. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement.

Titulaires de permis et de licences

Burden of proving licence

78.5 In any prosecution for an offence under this Act, where a question arises as to whether a person was issued a licence, the burden is on the person to establish that the licence was issued.

78.5 Dans les poursuites pour une infraction à la présente loi, il incombe, le cas échéant, à l'intéressé de démontrer qu'une licence ou un permis lui a été délivré.

Charge de la preuve

Provisions
concerning

78. A person shall be convicted of an offence under this Act if the person establishes that the person

(a) attended at his residence to prevent the commission of the offence or

(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would render the person's conduct innocent.

Additional law

79. Where a person is convicted of an offence under this Act and the court is satisfied that as a result of committing the offence the person acquired monetary benefits or monetary benefits accrued to the person, the court may, notwithstanding the maximum amount of any fine laid may, otherwise be imposed under this Act, order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

Additional law
concerning
provisions

79.1. Where a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued pursuant to this Act or the regulations, in addition to any punishment imposed, the court may by order

(a) cancel the lease or licence or suspend it for any period the court considers appropriate and

(b) prohibit the person to whom the lease or licence was issued from applying for any new lease or licence under the Act during any period the court considers appropriate.

Order of law

79.2. Where a person is convicted of an offence under this Act, in addition to any punishment imposed, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding it, and the circumstances surrounding any commission, make an order containing any one or more of the following provisions, in the discretion of the court:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the commission or repetition of the offence;
- (b) directing the person to take any action the court considers appropriate to

Discretion

78.4. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi s'il établit :

- a) soit qu'il a été les mesures nécessaires pour empêcher
- b) soit qu'il croyait raisonnablement et en toute bonne foi à l'existence de faits qui rendraient son comportement innocent.

Article
supplémentaire

79. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que la commission de l'infraction a entraîné des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant d'une peine égale à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.

Article
supplémentaire
concernant
les
provisions

79.1. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par un bail, une licence ou un permis délivré en vertu de cette loi ou de ses règlements, le tribunal peut, en sus de toute autre peine infligée par ordonnance :

- a) annuler la licence, le permis ou le bail ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;
- b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence, de permis ou de bail sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

Ordre de
la loi

79.2. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance enjoignant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

- a) l'interdire de tout acte ou toute activité qui pourrait entraîner à son avis, la commission de l'infraction ou la répétition de celle-ci;
- b) prescrire les mesures qu'il estime utiles pour empêcher ou éviter les dommages aux personnes, aux propriétés ou à l'environnement résultant de son comportement.

Due diligence
defence

78.6 No person shall be convicted of an offence under this Act if the person establishes that the person

- (a) exercised all due diligence to prevent the commission of the offence; or 5
(b) reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would render the person's conduct innocent.

Additional fine

79. Where a person is convicted of an offence under this Act and the court is 10 satisfied that as a result of committing the offence the person acquired monetary benefits or monetary benefits accrued to the person, the court may, notwithstanding the maximum amount of any fine that may 15 otherwise be imposed under this Act, order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

Lease or licence
cancelled, etc.

79.1 Where a person is convicted of an 20 offence under this Act in respect of any matter relating to any operations under a lease or licence issued pursuant to this Act or the regulations, in addition to any punishment imposed, the court may, by order, 25

- (a) cancel the lease or licence or suspend it for any period the court considers appropriate; and
(b) prohibit the person to whom the lease or licence was issued from apply- 30 ing for any new lease or licence under this Act during any period the court considers appropriate.

Orders of court

79.2 Where a person is convicted of an offence under this Act, in addition to any 35 punishment imposed, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing any one or more of the following prohibitions, 40 directions or requirements:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the 45 offence;
(b) directing the person to take any action the court considers appropriate to

78.6 Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi s'il établit :

- a) soit qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'empêcher; 5
b) soit qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'innocenteraient.

Disculpation

79. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il 10 est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il 15 juge égal à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.

Amende
supplémentaire

79.1 En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies 20 par un bail, une licence ou un permis délivré en vertu de cette loi ou de ses règlements, le tribunal peut, en sus de toute autre peine infligée, par ordonnance :

- a) annuler la licence, le permis ou le 25 bail ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;
b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence, de permis ou de bail sous le régime de la 30 présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

Annulation ou
suspension des
permis, licences
ou baux

79.2 En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétra- 35 tion, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

- a) s'abstenir de tout acte ou toute acti- 40 vité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;
b) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter les domma- 45 ges aux poissons, aux pêcheries ou à l'habitat du poisson résultant ou suscep-

Ordonnance du
tribunal

remedy or avoid any harm to any fish, fishery or fish habitat that resulted or may result from the commission of the offence;

(c) directing the person to publish, in any manner the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence; 5

(d) directing the person to pay the Minister an amount of money as compensation, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the commission of the offence; 10 15

(e) directing the person to perform community service in accordance with any reasonable conditions that may be specified in the order;

(f) directing the person to pay Her Majesty an amount of money the court considers appropriate for the purpose of promoting the proper management and control of fisheries, a fish habitat or the conservation and protection of fish or fish habitat; 20 25

(g) directing the person to post a bond or pay into court an amount of money the court considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in this section; 30

(h) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences under this Act; and 35

(i) directing that the person shall submit to the Minister or a person designated by the Minister, where an application is made by the Minister or that person within three years after the date of the conviction, such information with respect to the activities of the person as the court considers appropriate in the circumstances. 40 45

tibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) publier, de la façon indiquée par lui, les faits liés à la perpétration de l'infraction; 5

d) indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a engagés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction; 10

e) exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables;

f) verser à Sa Majesté, en vue de promouvoir la protection du poisson ou de l'habitat du poisson ainsi que la gestion et la surveillance judicieuses des pêches ou de l'habitat du poisson, les montants qu'il estime indiqués; 15

g) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer auprès de lui le montant qu'il estime indiqué; 20

h) se conformer aux autres conditions qu'il estime justifiées à des fins de garantie de bonne conduite et de prévention de toute récidive; 25

i) fournir au ministre ou à une personne désignée par celui-ci, sur demande présentée par celui-ci ou celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence. 30

Section 79.3

79.3 (1) Where a person is awarded an order under section 79.2 or 79.3, the court may, in addition to any prohibition order made under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direction or requirement mentioned in section 79.2.

Imposition of Provisions

(2) Where a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted within three years after the day on which the order was made of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Must Give the Attorney

79.4 (1) Where the court makes an order under section 79.2 or 79.3 directing a person to pay an amount of money as compensation or for any other purpose, the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Publication

(2) Where a person fails to comply with an order made under section 79.2 or 79.3 directing the person to publish the facts relating to the commission of an offence, the Minister may publish those facts and recover the costs of publication from the person.

44

(3) Where the Minister incurs expenses in any court under section (2), the amount of the costs and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

79.5 (1)

79.5 (1) A court that has made an order under section 79.2 or 79.3 may, on application by the Attorney General or the person to whom the order applies, require the person to appear before it and, after hearing the person and the Attorney General, vary the order in any of the following ways that the court considers appropriate:

79.3 (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 peut, en plus de toute autre ordonnance de prohibition, de direction ou de réquisition mentionnée à l'article 79.2, rendre une ordonnance de prohibition, de direction ou de réquisition visant à faire en plusieurs des obligations mentionnées à l'article 79.2.

(2) Lorsqu'une personne dont la peine a été suspendue ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou se condamne par ses moindres de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, l'ajuge peut, sur la demande de l'avocat général, imposer toute peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

79.4 (1) Lorsque le tribunal rend une ordonnance en vertu des articles 79.2 ou 79.3, il peut également rendre une ordonnance visant à ce que la personne paie une somme d'argent en compensation ou à d'autres fins. Le montant et les intérêts sur ce montant constituent une dette due à Sa Majesté et peuvent être recouvrés devant toute juridiction compétente.

(2) En cas de manquement à l'obligation de publication imposée en vertu des articles 79.2 ou 79.3, le ministre peut publier les faits et la publication et les recueillir les frais, après de la personne responsable de l'obligation.

(3) Les frais de publication qu'engage le ministre en vertu du paragraphe (2), ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

79.5 (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 peut, sur demande de l'avocat général ou de la personne visée, faire comparaître la personne et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, modifier ou faire varier l'ordonnance, selon ce qui est approprié. Les modifications que le tribunal peut faire sont :

Section 79.3

Imposition de Provisions

Must Give the Attorney

Publication

79.5 (1)

Suspended sentence

79.3 (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence pursuant to paragraph 737(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to any probation order made under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direction or requirement mentioned in section 79.2.

79.3 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 737(1)a) du *Code criminel*, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 79.2.

Sursis

Imposition of sentence

(2) Where a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

(2) Sur demande du procureur général, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

Inobservation de l'ordonnance

Debt due to Her Majesty

79.4 (1) Where the court makes an order under section 79.2 or 79.3 directing a person to pay an amount of money as compensation or for any other purpose, the amount and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

79.4 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 79.2 ou 79.3, ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Créances de Sa Majesté

Publication

(2) Where a person fails to comply with an order made under section 79.2 or 79.3 directing the person to publish the facts relating to the commission of an offence, the Minister may publish those facts and recover the costs of publication from the person.

(2) En cas de manquement à l'obligation de publication imposée en vertu des articles 79.2 ou 79.3, le ministre peut procéder à la publication et en recouvrer les frais auprès de la personne assujettie à l'obligation.

Publication

Idem

(3) Where the Minister incurs publication costs under subsection (2), the amount of the costs and any interest payable on that amount constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

(3) Les frais de publication qu'engage le ministre au titre du paragraphe (2), ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Idem

Variation of orders

79.5 (1) A court that has made an order under section 79.2 or 79.3 may, on application by the Attorney General or the person to whom the order applies, require the person to appear before it and, after hearing the person and the Attorney General, vary the order in any of the following ways that the court considers appropriate

79.5 (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 peut, sur demande du procureur général ou de la personne visée, faire comparaître celle-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, modifier l'ordonnance, selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout chan-

Modification de l'ordonnance

pendant dans la situation de la personne, de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

(v) en modifiant les obligations qu'elle prévoit;

(A) en dégageant cette personne, totalement ou partiellement ou pour la durée qu'il estime indiquée de telle ou ces obligations;

(c) en modifiant la période de validité de l'ordonnance.

10

(3) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande relative à la même ordonnance est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

12

79.4. Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contre-vient par la suite à une ordonnance rendue en vertu de l'article 79.3 ou 79.3.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

30

(a) les procédures énumérées la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;

(b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.

25

CONVICTIONS

79.7. (1) En plus des modes de poursuite prévus au Code criminel, les poursuites à l'égard des infractions dérogées par règlement peuvent être intentées de la façon suivante : l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur :

35

(i) rempli les deux parties — sommation et dérogation — du formulaire réglementaire de conviction;

(b) remet la partie sommation à l'accusé ou la lui envoie par la poste à sa dernière adresse connue;

(c) dépose la partie dérogation auprès du tribunal compétent avant ou dès que

because of a change in the circumstances of the person since the order was made :

(v) change the order or any prohibition, direction or requirement mentioned in the order;

(B) release the person, either absolutely or partially and for any period that the court considers appropriate of compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in the order; or

(c) extend or decrease the period during which the order shall remain in force.

10

(2) Where an application has been heard by a court under subsection (1), no other application may be made in respect of the same order except with leave of the court.

12

79.4. Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 79.3 or 79.3.1 is guilty of:

30

(a) an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or

(b) an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.

25

TICKETTABLE OFFENCES

79.7. (1) In addition to the procedures set out in the Criminal Code for commencing a proceeding, proceedings in respect of any offence prescribed by regulation may be commenced by a deputy officer, liberty guardian or inspector :

35

(a) completing a ticket that contains of a summons portion and an information portion;

(b) delivering the summons portion of the ticket to the accused or mailing it to the accused at the accused's latest known address; and

(c) filing the information portion of the ticket with a court of competent jurisdiction.

45

Limitation

Offences and Punishment

Procedure

because of a change in the circumstances of the person since the order was made:

- (a) change the order or any prohibition, direction or requirement mentioned in the order; 5
- (b) relieve the person, either absolutely or partially and for any period that the court considers appropriate, of compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in the order; or 10
- (c) extend or decrease the period during which the order shall remain in force.

Limitation

(2) Where an application has been heard by a court under subsection (1), no other application may be made in respect of the same order except with leave of the court. 15

Offence and punishment

79.6 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 79.2 or 79.3 is guilty of 20

- (a) an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or 25
- (b) an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence. 30

TICKETABLE OFFENCES

Procedure

79.7 (1) In addition to the procedures set out in the *Criminal Code* for commencing a proceeding, proceedings in respect of any offence prescribed by regulation may be commenced by a fishery officer, fishery guardian or inspector 35

- (a) completing a ticket that consists of a summons portion and an information portion; 40
- (b) delivering the summons portion of the ticket to the accused or mailing it to the accused at the accused's latest known address; and
- (c) filing the information portion of the ticket with a court of competent juris-

gement dans la situation de la personne, de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

- a) en modifiant les obligations qu'elle prévoit; 5
- b) en dégageant cette personne, absolument ou partiellement ou pour la durée qu'il estime indiquée de telle de ces obligations; 5
- c) en modifiant la période de validité de l'ordonnance. 10

10

Restriction

(2) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande relative à la même ordonnance est subordonnée à l'autorisation du tribunal. 15

15

Infraction et peine

79.6 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu de l'article 79.2 ou 79.3 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : 20

- a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale; 25
- b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.

CONTRAVENTIONS

79.7 (1) En plus des modes de poursuite prévus au *Code criminel*, les poursuites à l'égard des infractions désignées par règlement peuvent être intentées de la façon suivante : l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur : 35

- a) remplit les deux parties — sommation et dénonciation — du formulaire réglementaire de contravention; 35
- b) remet la partie sommation à l'accusé ou la lui envoie par la poste à sa dernière adresse connue; 40
- c) dépose la partie dénonciation auprès du tribunal compétent avant, ou dès que

19. *... ..*

20. *... ..*

21. *... ..*

22. *... ..*

23. *... ..*

24. *... ..*

25. *... ..*

26. *... ..*

27. *... ..*

28. *... ..*

29. *... ..*

30. *... ..*

31. *... ..*

32. *... ..*

33. *... ..*

34. *... ..*

35. *... ..*

36. *... ..*

37. *... ..*

38. *... ..*

39. *... ..*

40. *... ..*

41. *... ..*

42. *... ..*

43. *... ..*

44. *... ..*

45. *... ..*

46. *... ..*

47. *... ..*

48. *... ..*

49. *... ..*

50. *... ..*

51. *... ..*

52. *... ..*

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

diction before or as soon as practicable after the summons portion has been delivered or mailed.

Content of ticket

- (2) The summons and information portions of a ticket shall 5
- (a) set out a description of the offence and the time and place of its alleged commission;
- (b) include a statement, signed by the fishery officer, fishery guardian or 10 inspector who completes the ticket, that the officer, guardian or inspector, as the case may be, has reasonable grounds to believe that the accused committed the offence; 15
- (c) set out the amount of the fine prescribed by regulation for the offence and the manner in which and period within which it may be paid;
- (d) include a statement that if the 20 accused pays the fine within the period set out in the ticket, a conviction will be entered and recorded against the accused; and
- (e) include a statement that if the 25 accused wishes to plead not guilty or for any other reason fails to pay the fine within the period set out in the ticket, the accused must appear in the court and at the time set out in the ticket. 30

Notice of forfeiture

(3) Where any fish or other thing is seized under this Act and proceedings relating to the fish or thing are commenced by way of the ticketing procedure described in subsection (1), the fishery 35 officer, fishery guardian or inspector who completes the ticket shall give written notice to the accused that if the accused pays the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket, the 40 fish or thing, or any proceeds realized from its disposition, shall thereupon be forfeited to Her Majesty.

Consequences of payment

(4) Where an accused to whom the summons portion of a ticket is delivered or 45 mailed pays the fine prescribed by regulation within the period set out in the ticket,

(a) the payment constitutes a plea of guilty to the offence described in the

possible après, la remise ou l'envoi par la poste de la partie sommation.

Contenu du formulaire de contravention

- (2) Les deux parties du formulaire com- 5 portent les éléments suivants :
- a) description de l'infraction et indication du lieu et du moment où elle aurait été commise; 5
- b) déclaration, signée par l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur qui remplit le formulaire et selon 10 laquelle il a des motifs raisonnables de croire que l'accusé a commis l'infraction;
- c) indication du montant de l'amende réglementaire pour l'infraction, ainsi 15 que la mention du mode et du délai de paiement;
- d) avertissement précisant qu'en cas de paiement de l'amende dans le délai fixé, une déclaration de culpabilité sera ins- 20 crite au dossier de l'accusé;
- e) mention du fait que, en cas de plaidoyer de non-culpabilité ou de non-paiement de l'amende dans le délai fixé, l'accusé est tenu de comparaître au tri- 25 bunal, au lieu, au jour et à l'heure indiqués.

Préavis de confiscation

(3) En cas de saisie de poisson ou d'autres objets sous le régime de la présente loi, dans le cadre de poursuites introduites 30 à l'égard de ceux-ci par remise d'un formulaire de contravention en conformité avec le présent article, l'agent des pêches, le garde-pêche ou l'inspecteur qui remplit le formulaire est tenu de remettre à l'ac- 35 cusé un avis précisant que sur paiement de l'amende réglementaire dans le délai fixé, le poisson, les objets saisis ou le produit de leur aliénation seront confisqués au profit de Sa Majesté. 40

Conséquences du paiement

(4) Lorsque l'accusé à qui la partie sommation d'un formulaire de contravention a été remise ou envoyée par la poste paie l'amende réglementaire dans le délai fixé :

a) le paiement constitue un plaidoyer de 45 culpabilité à l'égard de l'infraction

43-44 décrits dans le formulaire et une déclaration de culpabilité est insérée au dossier de l'accusé; aucune autre procédure ne peut avoir été initiée contre l'accusé à l'égard de cette infraction.

45-46 b) par dérogation aux articles VI à VII de la présente loi, les officiers sont autorisés à saisir de l'accusé en rapport avec l'infraction décrite dans le formulaire ou la plainte de leur infraction sans contre-plainte au profit de Sa Majesté et il en est de même à l'égard des infractions de nature

47-48 (2) Le gouvernement en conseil peut prescrire par règlement :
 (a) les infractions à la présente loi auxquelles le présent article s'applique ainsi que la façon de les décrire dans le formulaire de constatation;
 (b) le montant de l'amende applicable à ce montant ne pouvant toutefois être supérieur à 1 000 \$.

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

49-50 L'article 81 de la même loi est abrogé.
 L'article 82 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

82. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi poursuivies sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Les poursuites sont dérivées par le ministre et étiquetées la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance et admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sans preuve contraire, il fait foi de son contenu.

83-84 L'article 85 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

85. (1) Pour l'application de la partie XXI de Code criminel, les ordonnances

issued and a conviction shall be entered against the accused and no further action shall be taken against the accused in respect of that offence and

(b) notwithstanding sections 71 to 73, any law or other thing issued from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any proceeds realized from its disposition are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister directs.

(2) The Governor in Council may make regulations prescribing

(a) offences under this Act to which this section applies and the manner in which those offences may be described in tickets; and

(b) the amount of the fine for a prescribed offence, which amount shall not exceed one thousand dollars.

JOINT LIABILITY

86-87 Section 81 of the said Act is repealed.
 Section 82 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

82. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

88-89 Section 85 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

85. (1) For the purpose of Part XXI of the Criminal Code, any order and any

Regulations

R.S. c. 40 (4th) (2nd time)

Enforcement

Witnesses

Appeal in proceedings by indictment

L.R. c. 40 (4th) (2nd time)

Enforcement

Witnesses

Appeal in proceedings by indictment

ticket and a conviction shall be entered against the accused and no further action shall be taken against the accused in respect of that offence; and

(b) notwithstanding sections 71 to 77, any fish or other thing seized from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any proceeds realized from its disposition, are forfeited to Her Majesty and may be disposed of as the Minister directs.

décrite dans le formulaire et une déclaration de culpabilité est inscrite au dossier de l'accusé; aucune autre poursuite ne peut alors être intentée contre l'accusé à l'égard de cette infraction;

b) par dérogation aux articles 71 à 77, le poisson ou les objets saisis entre les mains de l'accusé en rapport avec l'infraction décrite dans le formulaire ou le produit de leur aliénation sont confisqués au profit de Sa Majesté et il en est disposé suivant les instructions du ministre.

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations prescribing

(a) offences under this Act to which this section applies and the manner in which those offences may be described in tickets; and

(b) the amount of the fine for a prescribed offence, which amount shall not exceed one thousand dollars.

(5) Le gouverneur en conseil peut prévoir par règlement :

a) les infractions à la présente loi auxquelles le présent article s'applique ainsi que la façon de les décrire dans le formulaire de contravention;

b) le montant de l'amende applicable, ce montant ne pouvant toutefois être supérieur à 1 000 \$.

Règlements

JOINT LIABILITY"

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE»

R.S., c. 40 (4th Suppl.), s. 2 (Sch., item 3)

25. Section 81 of the said Act is repealed.

26. Section 82 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"82. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within but not later than two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it."

27. Section 86 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"86. (1) For the purpose of Part XXI of the Criminal Code, any order and any

Limitation period

Minister's certificate

Appeal in proceedings by indictment

25. L'article 81 de la même loi est abrogé.

26. L'article 82 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"82. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.»

27. L'article 86 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"86. (1) Pour l'application de la partie XXI du Code criminel, les ordonnances

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann. 1, n^o 3

Prescription

Certificat du ministre

Appel : acte d'accusation

Conventions

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

Conventions

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

Conventions

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

Conventions

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

CONVENTIONS

Convention qui...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...
Convention qui se fait en vertu de l'article 20 de la Loi sur l'accès à l'information...

decision not to make an order under subsection 71.1(1), subsection 72(1), (2) or (3) or section 79, 79.1, 79.2 or 79.3 as well as any sentence passed by the court under this Act shall be considered a sentence within the meaning of section 673 of the *Criminal Code*.

Appeal in summary conviction proceedings

(2) For the purpose of Part XXVII of the *Criminal Code*, any order and any decision not to make an order under subsection 71.1(1), subsection 72(1), (2) or (3) or section 79, 79.1, 79.2 or 79.3 as well as any sentence passed by the court under this Act shall be considered a sentence within the meaning of section 785 of the *Criminal Code*.”

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

R.S., c. C-46

Criminal Code

28. Paragraph (e) of the definition “peace officer” in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

“(e) a person designated as a fishery guardian under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act and a person designated as a fishery officer under the *Fisheries Act* when performing any duties or functions under that Act, the *Coastal Fisheries Protection Act*, the *North Pacific Fisheries Convention Act*, the *Northern Pacific Halibut Fisheries Convention Act* or the *Pacific Fur Seals Convention Act*,”

rendues en vertu des paragraphes 71.1(1), 72(1), (2) ou (3) ou des articles 79, 79.1, 79.2 ou 79.3, et toute décision de ne pas rendre une telle ordonnance, ainsi que toute peine infligée par le tribunal en vertu de la présente loi, sont assimilées à une peine au sens de l'article 673 du *Code criminel*.

(2) Pour l'application de la partie XXVII du *Code criminel*, les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 71.1(1), 72(1), (2) ou (3) ou des articles 79, 79.1, 79.2 ou 79.3, et toute décision de ne pas rendre une telle ordonnance, ainsi que toute peine infligée par le tribunal en vertu de la présente loi, sont assimilées à une peine au sens de l'article 785 du *Code criminel*.”

Appel : procédure sommaire

MODIFICATION CORRÉLATIVE

L.R., ch. C-46

Code criminel

28. L'alinéa e) de la définition de «agent de la paix», à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) les personnes désignées à titre de gardes-pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, et celles qui sont désignées à titre d'agents des pêches en vertu de cette loi, dans l'exercice des fonctions que leur confère cette loi, la *Loi sur la protection des pêches côtières*, la *Loi sur la convention concernant les pêches du Pacifique nord*, la *Loi sur la convention relative au secteur de la pêche du flétan du Pacifique nord* ou la *Loi sur la convention relative aux otaries à fourrure du Pacifique*»

C-75

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

PROJET DE LOI C-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-75

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service of Canada for the financial year ending the 31st March, 1991

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 6, 1990**

C-75

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

BILL C-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-75

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 JUIN 1990**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-75

PROJET DE LOI C-75

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service of Canada for the financial year ending the 31st March, 1991

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1991

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from His Excellency, the Right Honourable Ray Hnatyshyn, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1991, and for other purposes connected with the public service of Canada:

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 2, 1990-91*. 20

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole thirty two billion, one hundred and two million, seventy five thousand, two hundred and thirty nine dollars and eighty five cents towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1990 to the 31st

\$32,102,075,-
239.85 granted
for 1990-91

Preamble

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence le très honorable Ray Hnatyshyn, gouverneur général du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-dessous précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1991 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins d'administration publique,

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

1. *Loi de crédits n° 2 pour 1990-1991*.

2. Il peut être prélevé, sur le Trésor, une somme maximale de trente-deux milliards cent deux millions soixante-quinze mille deux cent trente-neuf dollars et quatre-vingt-cinq cents pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à la période allant du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit le total des éléments suivants :

Titre abrégé

Montant des
crédits :
32 102 075 239,-
85 \$ pour
1990-1991

(b) le total des montants des postes figurant à l'annexe A de la présente loi et inscrits au budget des dépenses principal de l'exercice se montant le 31 mars 1991, dans un montant égal à l'annexe B de la présente loi.

(c) le total des montants des postes figurant à l'annexe B de la présente loi et inscrits au budget des dépenses supplémentaires (A) de l'exercice se montant le 31 mars 1991 ... 250 831 998 03 2

3. (1) Les crédits affectés par le présent article ne peuvent être affectés qu'aux fins et dans les conditions prévues dans le texte affecté, sans effet contraire subséquent aux dispositions de la loi.

(2) Les dispositions de la présente loi ont effet rétroactif à compter du 1er avril 1990.

4. (1) Tout engagement décaissé d'un poste du budget mentionné à l'article 2 de la présente loi, en vertu de l'article 3, est autorisé en ce qui concerne l'autorisation de dépense à hauteur de ce montant, mais ne peut excéder le montant des crédits affectés à ce poste, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 3. — Pour ce qui concerne les engagements de dépenses de la présente loi, le montant des crédits affectés à ce poste ne peut excéder le montant des crédits affectés à ce poste, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 3.

(2) Lorsque l'autorisation de dépense d'un poste du budget mentionné à l'article 2 de la présente loi est affectée à un poste de la présente loi, le montant des engagements de dépenses de ce poste ne peut excéder le montant des crédits affectés à ce poste, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 3.

law of March 1991 and otherwise provided for in this law.

(b) the total amount of the posts appearing in the Main Estimates now before the House on the final day ending the 31st day of March 1991, as contained in the Schedule A of this Act, less the amount already provided therefor, ... 250 831 998 03 2

(c) the total amount of the posts appearing in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March 1991 as contained in Schedule B of the Act ... 250 831 998 03 2

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes specified in the item and the amount so specified in the item and the amount so specified in any amount provided in the item has no operation and effect as may be stated or described therein.

(2) The provisions of each part of the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1990.

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 appears to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or to incur the amount up to which commitments may be entered into under that item, and where a commitment is entered into under that item, the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under that other item, does not exceed the total amount of the commitment authorized in this section for that item.

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 is provided for by a provision in another section of this Act, any commitment entered into under that item in accordance with the terms of such item or

Parliamentary Commission

Committee

Page

day of March, 1991 not otherwise provided for, and being the total of

(a) the total of amounts of the items set forth in the Main Estimates now before the House for the fiscal year ending the 31st day of March 1991, as contained in the Schedule A of this Act less the amounts voted by *Appropriation Act No. 1, 1990-91*\$31,551,223,241.85 and

(b) the total amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1991 as contained in Schedule B of this Act\$550,851,998.00 15

a) le total des montants des postes figurant à l'annexe A de la présente loi et inscrits au Budget des dépenses principal de l'exercice se terminant le 31 mars 1991, dont est 5
présentement saisi la Chambre, moins les 5
montants affectés par la *Loi de crédits n° 1 de 1990-91*.....31 551 223 241,85 \$

et
b) le total des montants des postes figurant à l'annexe B de la présente loi et 10
inscrits au Budget des dépenses supplé-
mentaires (A) de l'exercice se terminant le
31 mars 1991550 851 998,00 \$

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or 20
application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et 15
conditions énoncées dans le poste afférent, leur effet restant subordonné aux indications de celui-ci.

Objet et effet

(2) The provisions of each item in the Schedules shall be deemed to have been 25
enacted by Parliament on the 1st day of April, 1990.

(2) Les dispositions des postes figurant aux annexes sont réputées avoir été édictées 20
par le Parlement le 1^{er} avril 1990.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an 30
amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered 35
into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance 40
with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Tout engagement découlant d'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou fondé sur le paragraphe (2) — soit censé- 25
ment en ce qui touche l'autorisation corres- pondante à hauteur du montant qui y est précisé, soit en ce qui concerne l'augmenta- 15
tion du plafond permis sous le régime d'une autre loi — peut être pris conformément aux indications du poste ou à ce paragraphe, 30
pourvu que le total de l'engagement et de ceux qui ont déjà été pris au titre du présent article ou de l'autre loi n'excède pas le plafond fixé par l'autorisation d'engagement à propos de ce poste ou calculé conformément 35
au même paragraphe.

Engagements

Idem

(2) Where an item in the Estimates 45
referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or

(2) Lorsque l'autorisation de procéder à des dépenses sur des recettes est censée découler d'un poste d'un budget mentionné à l'article 2 ou de toute autre disposition légis- 40
lative, le plafond des engagements pouvant

Plafond

être pris conformément aux indications de l'un ou l'autre ou le chiffre obtenu par l'addition des éléments suivants :

1) le montant éventuellement versé à l'égard de ce poste ou de cette désignation ;

2) le montant des recettes anticipées qui est supérieur, dans des montants particuliers correspondants à un poste ou à une désignation.

position up to an amount equal to the aggregate of

(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Statement, the estimated revenues set out in the details related to such item, whichever is the greater.

10) En vue d'apporter aux comptes de Canada pour un exercice donné des modifications qui n'entraînent aucun préjudice au Trésor, il est possible d'inscrire au crédit de la présente loi ou de toute autre loi après la clôture de l'exercice pour lequel il est autorisé, mais avant le dépôt au Parlement des comptes publics afférents à cet exercice.

10) At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be changed after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments to the Accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

11) Les montants versés ou alloués sous le régime de la présente loi sont inscrits dans les comptes publics conformément à l'article 84 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

11) Amounts paid or applied under this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 84 of the Financial Administration Act.

Accounting
provisions

Accounting
provisions

Accounting
provisions

Accounting
provisions

provision up to an amount equal to the aggregate of

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and
- (b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the Accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

être pris conformément aux indications de l'un ou l'autre est le chiffre obtenu par l'addition des éléments suivants :

- a) le montant éventuellement voté à l'égard de ce poste ou de cette disposition;
- b) le montant des recettes effectives ou, s'il est supérieur, celui des recettes estimatives correspondant à un poste d'un de ces budgets.

5. En vue d'apporter aux comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi après la clôture de l'exercice pour lequel est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des comptes publics afférents à cet exercice.

Imputation pour rectification

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

6. Les montants versés ou affectés sous le régime de la présente loi sont inscrits dans les comptes publics conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Reddition de compte L.R., ch. F-11

SCHEDULE A

The report period commences on 01/01/97 and terminates on 12/31/97. The amount reported in this schedule is the amount of the expenditures incurred during the period of the financial statement for the year ended 1997. The report period commences on 01/01/97 and terminates on 12/31/97.

Line Item	Department	Service	Amount	Total
1	Management and Administration - Program Expenses for the year ended 1997		50,000.00	
2	Agri-Pool - Program Expenses		1,000.00	
10	Agri-Pool - Cost of Production		50,000.00	
15	Agri-Pool - The grain fund in the program for the year ended 1997		1,000.00	
20	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
25	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
30	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
35	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
40	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
45	Grains and Oilseeds - Operating Expenses for the year ended 1997		1,000.00	
50	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
55	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
60	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
65	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
70	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
75	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
80	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
85	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
90	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	
95	Canadian Dairy Commission - Program Expenses for the year ended 1997		1,111,000.00	

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates 1990-91. The amount hereby granted is \$31,551,223,241.85 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amount of \$12,969,848,294.15 voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 1, 1990-91*.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1991 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE AGRICULTURE DEPARTMENT		
	MANAGEMENT AND ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Management and Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contribution	57,616,000	
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5	Agri-Food—Operating expenditures.....	536,008,000	
10	Agri-Food—Capital expenditures	90,028,000	
15	Agri-Food—The grants listed in the Estimates and contributions.....	517,347,000	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
20	Grains and Oilseeds—Operating expenditures including authority to make payment of commissions for services provided in accordance with the <i>Western Grain Stabilization Act</i>	12,545,000	
25	Grains and Oilseeds—Canadian Grain Commission—Operating expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....	46,695,000	
30	Grains and Oilseeds—The grants listed in the Estimates and contributions.....	26,065,000	1,286,304,000
	CANADIAN DAIRY COMMISSION		
35	Canadian Dairy Commission—Program expenditures.....		3,711,000
	CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD		
40	Canadian Livestock Feed Board—Operating expenditures.....	1,804,000	
45	Canadian Livestock Feed Board—Contributions	18,100,000	19,904,000
	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE DEPARTMENT		
1	Atlantic Canada Opportunities Agency—Operating expenditures.....	36,052,000	

ANNEXE A

D'après le Budget des dépenses principal de 1990-1991. Le montant octroyé est de 31 551 223 241,85 \$, soit le total des postes de ce budget figurant à la présente annexe, moins le montant de 12 969 848 294,15 \$ affecté à ces postes par la *Loi de crédits n° 1 de 1990-91*.

AFFECTATION et montant des sommes octroyées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES <i>EXTERNAL AFFAIRS</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays.....	723 440 000	
5	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses en capital.....	132 116 000	
10	Intérêts du Canada à l'étranger—Subventions inscrites au budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 50 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1989 à	205 527 356	
	PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
15	Expositions internationales—Dépenses de fonctionnement et contributions.....	3 535 000	
20	Expositions internationales—Dépenses en capital	5 720 000	
			1 070 338 356
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
25	Corporation commerciale canadienne—Dépenses du programme.....		15 157 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY (Concluded) <i>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</i>		
	DEPARTMENT (Concluded)		
5	Atlantic Canada Opportunities Agency—The grants listed in the Estimates and contributions.....	277,284,000	
L10	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council for the purpose of promoting the establishment, growth, efficiency and international competitiveness of Canadian industry or to assist them in their financial restructuring and to foster the expansion of Canadian trade to a person engaged or about to engage in a manufacturing, processing or service industry in the Cape Breton area.....	10,000,000	
			323,336,000
	ENTERPRISE CAPE BRETON CORPORATION		
15	Payments to the Enterprise Cape Breton Corporation pursuant to the <i>Government Organization Act, Atlantic Canada, 1987</i>		10,600,000
	COMMUNICATIONS <i>COMMUNICATIONS</i>		
	DEPARTMENT		
1	Communications—Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	138,324,000	
5	Communications—Capital expenditures.....	18,569,000	
10	Communications—The grants listed in the Estimates and contributions.....	82,944,900	
15	Payments to the Canada Post Corporation for costs associated with cultural publication mailings.....	55,093,000	
L20	Loans to institutions and public authorities in Canada in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of section 29 of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i>	10,000	
			294,940,900
	CANADA COUNCIL		
25	Payments to the Canada Council within the meaning of section 18 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the general purposes set out in section 8 of the Act.....		104,204,000
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service.....	896,262,000	
35	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for working capital.....	4,000,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Suite) EXTERNAL AFFAIRS		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30	Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement, conformément au <i>Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants</i> adopté en vertu du décret en conseil C.P. 1978/1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; (ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	94 224 000	
35	Agence canadienne de développement international—Subventions et contributions inscrites au budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1 906 700 000	
L40	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 229 500 000 \$ conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
L45	Conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> : a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à 6 100 000 \$ à la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 5 066 670 \$ US b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à 8 600 000 \$ à la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 7 254 375 \$ US ...	1	2 000 924 002
	SECRETARIAT CANADIEN		
50	Secrétariat canadien—Dépenses du programme		2 272 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Concluded) COMMUNICATIONS		
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION (Concluded)		
40	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service.....	117,242,000	1,017,504,000
	CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
45	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>		145,595,000
	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION		
50	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission—Program expenditures.....		31,917,000
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
55	National Archives of Canada—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....		54,826,000
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
60	Payments to the National Arts Centre Corporation.....		18,979,000
	NATIONAL FILM BOARD		
65	National Film Board Revolving Fund—Operating loss, capital, the grants listed in the Estimates and contributions.....		75,929,000
	NATIONAL LIBRARY		
70	National Library—Program expenditures and the grants listed in the Estimates.....		35,158,000
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
75	National Museums of Canada—Operating expenditures, including an amount of \$3,990,000 for the purchase of objects for the collection of the Corporation in the 1990-91 and 1991-92 fiscal years and authority to spend revenue received during the year from the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other material related to the purposes of the Corporation and the grant listed in the Estimates.....	90,704,000	
80	National Museums of Canada—Capital expenditures.....	7,670,000	98,374,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin) <i>EXTERNAL AFFAIRS</i>		
	CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS		
55	Paievements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la <i>Loi sur le Centre international d'exploitation des océans</i>		12 300 000
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
60	Versements au Centre de recherches pour le développement international.....		114 300 000
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
65	Commission mixte internationale—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....		4 291 000
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	42 337 000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
5	Affaires indiennes et inuit—Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et		

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS <i>CONSOmmATEURS ET SOCIÉTÉS</i>			
DEPARTMENT			
1	Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	128,373,000	
5	Consumer and Corporate Affairs—Capital expenditures.....	6,967,000	
			135,340,000
COMPETITION TRIBUNAL			
10	Competition Tribunal—Program expenditures.....		1,770,000
COPYRIGHT BOARD			
15	Copyright Board—Program expenditures.....		989,000
HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW COMMISSION			
20	Hazardous Materials Information Review Commission—Program expenditures.....		1,687,000
PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD			
25	Patented Medicine Prices Review Board—Program expenditures.....		2,829,000
PROCUREMENT REVIEW BOARD			
30	Procurement Review Board—Program expenditures.....		1,208,000
STANDARDS COUNCIL OF CANADA			
35	Payments to the Standards Council of Canada within the meaning of section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of section 5 of the Act.....		5,646,000
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION <i>EMPLOI ET IMMIGRATION</i>			
DEPARTMENT/COMMISSION			
CORPORATE MANAGEMENT AND SERVICES PROGRAM			
1	Corporate Management and Services—Program expenditures.....	53,211,000	
EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM			
5	Employment and Insurance—Operating expenditures.....	83,444,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Suite) <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)			
10	Affaires indiennes et inuit—Dépenses en capital et <ul style="list-style-type: none"> e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec..... 	245 462 000	
15	Affaires indiennes et inuit—Dépenses en capital et <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments..... 	20 705 000	
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.....	2 145 025 000	
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon.....	14 303 000	
	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon.....	1 422 000	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
30	Affaires du Nord—Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.....	56 155 000	
35	Affaires du Nord—Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés.....	19 036 000	
40	Affaires du Nord—Subventions inscrites au budget et contributions.....	36 265 500	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION (Concluded) <i>EMPLOI ET IMMIGRATION</i>		
	DEPARTMENT/COMMISSION (Concluded)		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM (Concluded)		
10	Employment and Insurance—The grants listed in the Estimates, contributions and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community	1,461,031,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
15	Immigration—Operating expenditures	185,530,000	
20	Immigration—Contributions	77,861,000	
			1,861,077,000
	ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN		
25	Advisory Council on the Status of Women—Program expenditures		3,540,000
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
30	Immigration and Refugee Board of Canada—Program expenditures		55,136,000
	STATUS OF WOMEN—OFFICE OF THE CO-ORDINATOR		
35	Status of Women—Office of the Co-ordinator—Program expenditures		3,652,000
	ENERGY, MINES AND RESOURCES <i>ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES</i>		
	DEPARTMENT		
1	Energy, Mines and Resources—Operating expenditures including authority to spend revenue received during the year arising from the provision of informatics services	388,519,000	
5	Energy, Mines and Resources—Capital expenditures	44,728,000	
10	Energy, Mines and Resources—The grants listed in the Estimates and contributions	365,857,000	
L15	Payments in respect of Canada's participation in the Lloydminster Heavy Oil Upgrader	141,900,000	
L20	Loans, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council, to assist in financing regional electrical interconnections	19,624,000	
			960,628,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin) <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
45	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au budget	194 157 000	
50	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au budget	727 338 000	3 502 205 500
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY</i>		
	MINISTÈRE		
1	Agence de promotion économique du Canada atlantique—Dépenses de fonctionnement	36 052 000	
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique—Subventions inscrites au budget et contributions	277 284 000	
L10	Prêts conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton	10 000 000	323 336 000
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON		
15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>		10 600 000
	AGRICULTURE <i>AGRICULTURE</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
1	Gestion et administration—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contribution	57 616 000	
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5	Agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement	536 008 000	
10	Agro-alimentaire—Dépenses en capital	90 028 000	
15	Agro-alimentaire—Subventions inscrites au budget et contributions	517 347 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Concluded) <i>ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES</i>		
	ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
25	Atomic Energy Control Board—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....		32,280,000
	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
30	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures.....		135,141,000
	NATIONAL ENERGY BOARD		
35	National Energy Board—Program expenditures.....		22,740,000
	PETRO-CANADA INTERNATIONAL ASSISTANCE CORPORATION		
40	Payments to Petro-Canada International Assistance Corporation.....		53,000,000
	ENVIRONMENT <i>ENVIRONNEMENT</i>		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and contributions.....	40,798,000	
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
5	Environmental Services—Operating expenditures including recoverable expenditures incurred in respect of the Prairie Provinces Water Board, the Qu'Appelle Basin Study Board, the St. John River Basin Board, and authority for the Minister to engage such consultants as may be required by the above Boards at such remuneration as the Boards may determine; recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the aggregate of the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to spend revenue received during the year.....	402,337,000	
10	Environmental Services—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property.....	57,727,000	
15	Environmental Services—The grants listed in the Estimates and contributions.....	44,329,050	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE (Fin) AGRICULTURE		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
20	Céréales et oléagineux—Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la <i>Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest</i>	12 545 000	
25	Céréales et oléagineux—Commission canadienne des grains—Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au budget et contributions	46 695 000	
30	Céréales et oléagineux—Subventions inscrites au budget et contributions	26 065 000	1 286 304 000
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
35	Commission canadienne du lait—Dépenses du programme		3 711 000
	OFFICE CANADIEN DES PROVENDES		
40	Office canadien des provendes—Dépenses de fonctionnement	1 804 000	
45	Office canadien des provendes—Contributions	18 100 000	19 904 000
	ANCIENS COMBATTANTS VETERANS AFFAIRS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Anciens combattants—Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	419 640 000	
5	Anciens combattants—Subventions inscrites au budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 318 086 000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
10	Commission canadienne des pensions—Dépenses du programme	4 364 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENVIRONMENT (Concluded) <i>ENVIRONNEMENT</i>		
	PARKS PROGRAM		
20	Parks—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions; expenditures on other than federal property; expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance.....	247,441,000	
25	Parks—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions toward the cost of undertakings carried out by those bodies; expenditures on other than federal property; and expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance.....	112,572,000	
30	Parks—National Battlefields Commission—Operating expenditures.....	2,236,000	
			907,440,050
	EXTERNAL AFFAIRS <i>AFFAIRES EXTÉRIEURES</i>		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Representatives on International Commissions, the staff of such officials and other persons to represent Canada in another country; expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization; recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependents; cultural relations and academic exchange programs with other countries.....	723,440,000	
5	Canadian Interests Abroad—Capital expenditures.....	132,116,000	
10	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates, contributions, authority to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$50,000,000, in respect of contributions to persons, groups of persons, councils and associations to promote the development of Canadian export sales and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October 1989, which is.....	205,527,356	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ANCIENS COMBATTANTS (Fin) <i>VETERANS AFFAIRS</i>		
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
15	Bureau de services juridiques des pensions—Dépenses du programme	6 453 000	
	PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
20	Tribunal d'appel des anciens combattants—Dépenses du programme	2 683 000	1 751 226 000
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES <i>SUPPLY AND SERVICES</i>		
1	Approvisionnement et Services—Dépenses de fonctionnement et contributions y compris:		
	a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	266 781 000	
5	Approvisionnement et Services—Dépenses en capital	13 025 000	
10	Paiement fait au nom du Ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>	200 000	280 006 000
	COMMUNICATIONS <i>COMMUNICATIONS</i>		
	MINISTÈRE		
1	Communications—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	138 324 000	
5	Communications—Dépenses en capital	18 569 000	
10	Communications—Subventions inscrites au budget et contributions	82 944 900	
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55 093 000	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	294 940 900

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Continued) <i>AFFAIRES EXTÉRIEURES</i>		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	WORLD EXHIBITIONS PROGRAM		
15	World Exhibitions—Operating expenditures and contributions	3,535,000	
20	World Exhibitions—Capital expenditures.....	5,720,000	
			1,070,338,356
	CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
25	Canadian Commercial Corporation—Program expenditures.....		15,157,000
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
30	Canadian International Development Agency—Operating expenditures and authority: (a) to engage persons for service in developing countries; and (b) to provide education or training for persons from developing countries; in accordance with the <i>Technical Assistance Regulations</i> made by Order in Council P.C. 1978/1268 of 20th April, 1978, as may be amended or any other regulations that may be made by the Governor in Council with respect to: (i) the remuneration payable to persons for service in developing countries, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; (ii) the maintenance of persons from developing countries who are undergoing education or training, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; and (iii) the payment of special expenses directly or indirectly related to the service of persons in developing countries or the education or training of persons from developing countries.....	94,224,000	
35	Canadian International Development Agency—The grants and contributions listed in the Estimates and payments to international financial institutions in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> , provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services	1,906,700,000	
L40	The issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$229,500,000 in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> for the purpose of contributions to the International Financial Institution Fund Accounts	1	
L45	In accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i> : (a) the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes estimated at \$6,100,000 to the African Development Bank not to exceed the equivalent of US \$5,066,670		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Suite) COMMUNICATIONS		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la loi.....		104 204 000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion.....	896 262 000	
35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement.....	4 000 000	
40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion.....	117 242 000	1 017 504 000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		145 595 000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—Dépenses du programme.....		31 917 000
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55	Archives nationales du Canada—Dépenses du programme, subvention inscrite au budget et contributions.....		54 826 000
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60	Paiements à la Société du Centre national des Arts.....		18 979 000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au budget et contributions.....		75 929 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded) AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY (Concluded)		
	(b) the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes estimated at \$8,600,000 to the Inter-American Development Bank not to exceed the equivalent of US \$7,254,375.....	1	2,000,924,002
	CANADIAN SECRETARIAT		
50	Canadian Secretariat—Program expenditures		2,272,000
	INTERNATIONAL CENTRE FOR OCEAN DEVELOPMENT		
55	Payments to the International Centre for Ocean Development in accordance with the <i>International Centre for Ocean Development Act</i>		12,300,000
	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE		
60	Payments to the International Development Research Centre		114,300,000
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
65	International Joint Commission—Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada-United States Agreement on Great Lakes Water Quality		4,291,000
	FINANCE FINANCES		
	DEPARTMENT		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM		
1	Financial and Economic Policies—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	57,873,000	
L5	Financial and Economic Policies—In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> ; payment estimated at \$18,730,000 to the International Bank for Reconstruction and Development not to exceed the equivalent of US \$15,745,000.	18,730,000	
L9	Financial and Economic Policies—In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> , the issuance of non-interest bearing non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$276,090,000 to the International Development Association.....	1	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Fin) COMMUNICATIONS		
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
70	Bibliothèque nationale—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget		35 158 000
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
75	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de 3 990 000 \$ pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1990-1991 et 1991-1992 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au budget	90 704 000	
80	Musées nationaux du Canada—Dépenses en capital	7 670 000	98 374 000
	CONSEIL DU TRÉSOR TREASURY BOARD		
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1	Administration centrale de la fonction publique—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget	66 629 000	
3	Paiements aux sociétés d'État en vertu de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	6 000 000	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	775 000 000	
10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	180 000 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE (Concluded) FINANCES		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	SPECIAL PROGRAM		
10	Special Program—To extend the purposes of Finance Vote 22a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i> , to authorize payment out of the Foreign Claims Fund of the expenses incurred in investigating and reporting on Canadian claims prior to agreements relating to the settlement of such claims being entered into with governments of other countries and to authorize a payment to the Foreign Claims Fund of	30,000	76,633,001
	AUDITOR GENERAL		
15	Auditor General—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions		50,839,000
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL		
20	Canadian International Trade Tribunal—Program expenditures		6,612,000
	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS		
25	Office of the Superintendent of Financial Institutions—Program expenditures		3,140,000
	PRIVATIZATION AND REGULATORY AFFAIRS		
30	Privatization and Regulatory Affairs—Program expenditures		9,396,000
	FISHERIES AND OCEANS PÊCHES ET OCÉANS		
1	Fisheries and Oceans—Operating expenditures, Canada's share of expenses of the International Fisheries Commissions, authority to provide free accommodation for the International Fisheries Commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the International Fisheries Commissions of joint cost projects	521,794,000	
5	Fisheries and Oceans—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels ...	144,651,000	
10	Fisheries and Oceans—The grants listed in the Estimates and contributions	15,109,000	
			681,554,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	<p style="text-align: center;">CONSEIL DU TRÉSOR (Fin) <i>TREASURY BOARD</i></p>		
	<p style="text-align: center;">SECRETARIAT (Fin)</p>		
	<p style="text-align: center;">PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE</p>		
15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	449 327 000	
	<p style="text-align: center;">PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE</p>		
20	Affectation temporaire—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	1 901 000	1 478 857 000
	<p style="text-align: center;">CONTRÔLEUR GÉNÉRAL</p>		
25	Contrôleur général—Dépenses du programme.....		15 716 000
	<p style="text-align: center;">CONSEIL PRIVÉ <i>PRIVY COUNCIL</i></p>		
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p>		
1	Conseil privé—Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au budget.....		49 602 000
	<p style="text-align: center;">SECRETARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES</p>		
5	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—Dépenses du programme.....		3 009 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FORESTRY <i>FORÊTS</i>		
1	Forestry—Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	90,399,000	
5	Forestry—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property.....	10,278,000	
10	Forestry—The grants listed in the Estimates and contributions.....	49,075,420	149,752,420
	GOVERNOR GENERAL <i>GOUVERNEUR GÉNÉRAL</i>		
1	Governor General—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and expenditures incurred on behalf of former Governors General, including those incurred on behalf of their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their decease, in respect of the performance of activities which devolve upon them as a result of their having occupied the office of Governor General.....		9,319,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT <i>AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN</i>		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures.....	42,337,000	
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
5	Indian and Inuit Affairs—Operating expenditures, and (a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property; (b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians; (c) authority for the Minister to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children; (d) authority to provide in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL PRIVÉ (Fin) <i>PRIVY COUNCIL</i>		
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
10	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—Dépenses du programme.....		25 174 000
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
15	Directeur général des élections—Dépenses du programme.....		2 637 000
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
20	Commissaire aux langues officielles—Dépenses du programme.....		11 356 000
	CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA		
25	Conseil économique du Canada—Dépenses du programme.....		9 252 000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
30	Administration du pipe-line du Nord—Dépenses du programme.....		530 000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
35	Commission des relations de travail dans la fonction publique—Dépenses du programme.....		9 006 000
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
40	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—Dépenses du programme.....		1 407 000
	CONSOUMMATEURS ET SOCIÉTÉS <i>CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS</i>		
	MINISTÈRE		
1	Consommateurs et Sociétés—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget et contributions.....	128 373 000	
5	Consommateurs et Sociétés—Dépenses en capital.....	6 967 000	
			135 340 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued) <i>AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN</i>		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM (Concluded)		
	(e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec.....	245,462,000	
10	Indian and Inuit Affairs—Capital expenditures, and		
	(a) expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council, or to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister, and such expenditures on other than federal property;		
	(b) authority to make recoverable expenditures in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools, of non-Indians; and		
	(c) authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Inuit, for its occupation by Indians and Inuit, in return for such payments, if any as the Minister may fix, for its sale or rental to Indians and Inuit on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for payment to Indians and Indian bands in the construction of housing and other buildings.....	20,705,000	
15	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....	2,145,025,000	
L20	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims.....	14,303,000	
L25	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders.....	1,422,000	
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
30	Northern Affairs—Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Government of the Northwest Territories.....	56,155,000	
35	Northern Affairs—Capital expenditures including authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; authority to make contributions towards construction done by local or private authorities.....	19,036,000	
40	Northern Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....	36,265,500	
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
45	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates.....	194,157,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS (Fin) <i>CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS</i>		
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
10	Tribunal de la concurrence—Dépenses du programme.....		1 770 000
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
15	Commission du droit d'auteur—Dépenses du programme.....		989 000
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
20	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—Dépenses du programme.....		1 687 000
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—Dépenses du programme.....		2 829 000
	COMMISSION DE RÉVISION DES MARCHÉS PUBLICS		
30	Commission de révision des marchés publics—Dépenses du programme.....		1 208 000
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
35	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la loi.....		5 646 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded) <i>AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN</i>		
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM (Concluded)		
50	Transfer Payments to the Territorial Governments—Transfer payments to the Government of the Northwest Territories listed in the Estimates.....	727,338,000	3,502,205,500
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>		
	DEPARTMENT		
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY PROGRAM		
1	Industry, Science and Technology—Operating expenditures.....	211,794,000	
5	Industry, Science and Technology—The grants listed in the Estimates and contributions.....	536,946,000	
L10	Authority, in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council, (a) to take, purchase, exercise, assign or sell, on behalf of Her Majesty in Right of Canada, a stock option in a company in connection with the provision of a loan, insurance of a loan, or contribution made to the company by Her Majesty under a program authorized by the Governor in Council where, in the opinion of the Minister, (i) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell the stock option in order to permit Her Majesty in Right of Canada to benefit from the purchase; or (ii) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell, the stock option in order to protect the Crown's interest in respect of a loan made or insured, or contribution made; and (b) to authorize the sale or other disposition of any capital stock acquired.....	300,000	
L15	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council to persons engaged or about to engage in or assisting manufacturing, processing or service industries in Canada in order to promote the establishment, improvement, growth, efficiency or international competitiveness of such industries or to assist them in their financial restructuring.....	500,000	
	REGIONAL DEVELOPMENT AND ABORIGINAL ECONOMIC PROGRAM		
20	Regional Development and Aboriginal Economic Program—Operating expenditures ...	31,701,000	
25	Regional Development and Aboriginal Economic Program—The grants listed in the Estimates and contributions.....	245,981,000	1,027,222,000
	CANADIAN PATENTS AND DEVELOPMENT LIMITED		
30	Payments to Canadian Patents and Development Limited.....		799,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
DÉFENSE NATIONALE <i>NATIONAL DEFENCE</i>			
MINISTÈRE			
1	Défense nationale—Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 20 031 406 000 \$ aux fins des crédits 1 ^{er} , 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 8 665 267 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7 953 664 000	
5	Défense nationale—Dépenses en capital	2 819 391 106	
10	Défense nationale—Subventions inscrites au budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	235 779 894	11 008 835 000
PROTECTION CIVILE CANADA			
15	Protection civile Canada—Dépenses de fonctionnement	11 996 000	
20	Protection civile Canada—Subventions inscrites au budget et contributions	6 676 000	18 672 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN <i>WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION</i>			
1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Dépenses de fonctionnement	31 761 000	
5	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Subventions inscrites au budget et contributions	237 657 000	269 418 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Continued) <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>			
CANADIAN SPACE AGENCY			
35	Canadian Space Agency—Operating expenditures	97,195,000	
40	Canadian Space Agency—Contributions	13,581,000	
			110,776,000
CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION			
45	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations		32,000,000
FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK			
50	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>		15,273,000
INVESTMENT CANADA			
55	Investment Canada—Program expenditures		8,928,000
NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA			
60	National Research Council of Canada—Operating expenditures	238,878,000	
65	National Research Council of Canada—Capital expenditures	49,977,000	
70	National Research Council of Canada—The grants listed in the Estimates and contributions	120,821,000	
			409,676,000
NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL			
75	Natural Sciences and Engineering Research Council—Operating expenditures	15,480,000	
80	Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates	406,707,000	
			422,187,000
SCIENCE COUNCIL OF CANADA			
85	Science Council of Canada—Program expenditures		2,931,000
STATISTICS CANADA			
90	Statistics Canada—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, and authority to spend revenue received during the year	251,119,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	EMPLOI ET IMMIGRATION <i>EMPLOYMENT AND IMMIGRATION</i>		
	MINISTÈRE/COMMISSION		
	PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES		
1	Gestion générale et des services—Dépenses du programme	53 211 000	
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
5	Emploi et Assurance—Dépenses de fonctionnement	83 444 000	
10	Emploi et Assurance—Subventions inscrites au budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1 461 031 000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
15	Immigration—Dépenses de fonctionnement	185 530 000	
20	Immigration—Contributions	77 861 000	1 861 077 000
	CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME		
25	Conseil consultatif sur la situation de la femme—Dépenses du programme		3 540 000
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
30	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada—Dépenses du programme		55 136 000
	CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
35	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—Dépenses du programme		3 652 000
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES <i>ENERGY, MINES AND RESOURCES</i>		
	MINISTÈRE		
1	Énergie, Mines et Ressources—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année découlant de la prestation de services d'informatique	388 519 000	
5	Énergie, Mines et Ressources—Dépenses en capital	44 728 000	
10	Énergie, Mines et Ressources—Subventions inscrites au budget et contributions	365 857 000	
L15	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster	141 900 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded) <i>INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE</i>		
	STATISTICS CANADA (Concluded)		
95	Statistics Canada—Capital expenditures	8,685,000	259,804,000
	CANADA POST CORPORATION		
100	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes		148,500,000
	JUSTICE <i>JUSTICE</i>		
	DEPARTMENT		
1	Justice—Operating expenditures.....	124,773,000	
5	Justice—The grants listed in the Estimates and contributions.....	243,069,500	367,842,500
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10	Canadian Human Rights Commission—Program expenditures		13,360,000
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Operating expenditures, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i>	3,978,858	
20	Commissioner for Federal Judicial Affairs—Canadian Judicial Council—Operating expenditures.....	391,032	4,369,890
	FEDERAL COURT OF CANADA		
25	Federal Court of Canada—Program expenditures		16,529,000
	LAW REFORM COMMISSION OF CANADA		
30	Law Reform Commission of Canada—Program expenditures.....		4,562,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES (Fin) <i>ENERGY, MINES AND RESOURCES</i>		
	MINISTÈRE (Fin)		
L20	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité ..	19 624 000	960 628 000
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
25	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions		32 280 000
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
30	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		135 141 000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
35	Office national de l'énergie—Dépenses du programme		22 740 000
	LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE		
40	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		53 000 000
	ENVIRONNEMENT <i>ENVIRONMENT</i>		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme et contributions	40 798 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	JUSTICE (Concluded) JUSTICE		
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
35	Offices of the information and Privacy Commissioners of Canada—Program expenditures.....		5,669,000
	SUPREME COURT OF CANADA		
40	Supreme Court of Canada—Program expenditures.....		10,311,000
	TAX COURT OF CANADA		
45	Tax Court of Canada—Program expenditures.....		7,642,000
	LABOUR TRAVAIL		
	DEPARTMENT		
1	Labour—Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....	57,873,000	
5	Labour—The grants listed in the Estimates and contributions.....	56,650,000	
			114,523,000
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10	Canada Labour Relations Board—Program expenditures.....		7,359,000
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15	Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Program expenditures.....		5,333,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ENVIRONNEMENT (Fin) <i>ENVIRONMENT</i>		
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5	Services de l'environnement—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	402 337 000	
10	Services de l'environnement—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	57 727 000	
15	Services de l'environnement—Subventions inscrites au budget et contributions	44 329 050	
	PROGRAMME PARCS		
20	Parcs—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	247 441 000	
25	Parcs—Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	112 572 000	
30	Parcs—La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement.....	2 236 000	
			907 440 050

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL DEFENCE <i>DÉFENSE NATIONALE</i>		
	DEPARTMENT		
1	National Defence—Operating expenditures and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$20,031,406,000 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that \$8,665,267,000 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said votes to provinces or municipalities as contributions toward construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materials supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said votes.	7,953,664,000	
5	National Defence—Capital expenditures	2,819,391,106	
10	National Defence—The grants listed in the Estimates, contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with section 3 of the <i>Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes	235,779,894	
			11,008,835,000
	EMERGENCY PREPAREDNESS CANADA		
15	Emergency Preparedness Canada—Operating expenditures	11,996,000	
20	Emergency Preparedness Canada—The grants listed in the Estimates and contributions	6,676,000	
			18,672,000
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE <i>SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL</i>		
	DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Departmental Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions, including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i>	67,402,000	
	HEALTH PROGRAM		
5	Health—Operating expenditures	645,618,000	
10	Health—Capital expenditures	46,036,000	
15	Health—The grants listed in the Estimates and contributions	264,827,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES		
	<i>FINANCE</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
1	Politiques financières et économiques—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	57 873 000	
L5	Politiques financières et économiques—Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods</i> et des accords connexes; un paiement évalué à 18 730 000 \$ à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de 15 745 000 \$ en dollars américains.....	18 730 000	
L9	Politiques financières et économiques—Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods</i> et des accords connexes, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 276 090 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	
	PROGRAMME SPÉCIAL		
10	Programme spécial—Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i> afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de.....	30 000	76 633 001
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
15	Vérificateur général—Dépenses du programme, subvention inscrite au budget et contributions.....		50 839 000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
20	Tribunal canadien du commerce extérieur—Dépenses du programme.....		6 612 000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
25	Bureau du surintendant des institutions financières—Dépenses du programme.....		3 140 000
	PRIVATISATION ET AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES		
30	Privatisation et affaires réglementaires—Dépenses du programme.....		9 396 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded) <i>SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL</i>		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	SOCIAL PROGRAM		
20	Social—Operating expenditures including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i>	90,586,000	
25	Social—The grants listed in the Estimates and contributions.....	182,506,000	1,296,975,000
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
30	Medical Research Council—Operating expenditures.....	5,252,000	
35	Medical Research Council—The grants listed in the Estimates.....	215,946,000	221,198,000
	NATIONAL REVENUE <i>REVENU NATIONAL</i>		
	CUSTOMS AND EXCISE		
1	Customs and Excise—Operating expenditures.....	474,793,000	
5	Customs and Excise—Capital expenditures.....	13,739,000	488,532,000
	TAXATION		
10	Taxation—Operating expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Unemployment Insurance Act</i>	919,269,000	
15	Taxation—Capital expenditures.....	48,066,000	967,335,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
FORÊTS <i>FORESTRY</i>			
1	Forêts—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	90 399 000	
5	Forêts—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	10 278 000	
10	Forêts—Subventions inscrites au budget et contributions.....	49 075 420	149 752 420
GOUVERNEUR GÉNÉRAL <i>GOVERNOR GENERAL</i>			
1	Gouverneur général—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....		9 319 000
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE <i>INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY</i>			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE			
1	Industrie, sciences et technologie—Dépenses de fonctionnement.....	211 794 000	
5	Industrie, sciences et technologie—Subventions inscrites au budget et contributions.....	536 946 000	
L10	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, l'option d'achat d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordée à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du ministre, (i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter; ou (ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour protéger les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée; et b) pour autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.....	300 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PARLIAMENT <i>PARLEMENT</i>		
	THE SENATE		
1	The Senate—Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, payments in respect of the cost of operating Senators' offices, and \$1,525,000 for the construction of committee rooms, the grants listed in the Estimates and contributions		27,605,000
	HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of an apartment to the Deputy Speaker of the House of Commons, payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices, the grants listed in the Estimates and contributions		151,873,000
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament—Program expenditures		13,368,000
	PRIVY COUNCIL <i>CONSEIL PRIVÉ</i>		
	DEPARTMENT		
1	Privy Council—Program expenditures, including the operation of the Prime Minister's residence; the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio or a Minister of State who does not preside over a Ministry of State of a salary equal to the salary paid to Ministers of State who preside over Ministries of State under the <i>Salaries Act</i> , as adjusted pursuant to the <i>Parliament of Canada Act</i> and pro rata for any period less than a year; and the grant listed in the Estimates		49,602,000
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat—Program expenditures		3,009,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Suite) <i>INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY</i>		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA (Fin)		
L15	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui participe à des activités de fabrication, de transformation ou de services dans des industries au Canada afin de favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité de telles industries sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière	500 000	
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES		
20	Programme de développement régional et de développement économique des autochtones—Dépenses de fonctionnement	31 701 000	
25	Programme de développement régional et de développement économique des autochtones—Subventions inscrites au budget et contributions.....	245 981 000	
			1 027 222 000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE		
30	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.....		799 000
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35	Agence spatiale canadienne—Dépenses de fonctionnement	97 195 000	
40	Agence spatiale canadienne—Contributions.....	13 581 000	
			110 776 000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par cette société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires		32 000 000
	BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT		
50	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>		15 273 000
	INVESTISSEMENT CANADA		
55	Investissement Canada—Dépenses du programme		8 928 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PRIVY COUNCIL (Concluded) CONSEIL PRIVÉ		
	CANADIAN TRANSPORTATION ACCIDENT INVESTIGATION AND SAFETY BOARD		
10	Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board—Program expenditures.....		25,174,000
	CHIEF ELECTORAL OFFICER		
15	Chief Electoral Officer—Program expenditures.....		2,637,000
	COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
20	Commissioner of Official Languages—Program expenditures		11,356,000
	ECONOMIC COUNCIL OF CANADA		
25	Economic Council of Canada—Program expenditures		9,252,000
	NORTHERN PIPELINE AGENCY		
30	Northern Pipeline Agency—Program expenditures		530,000
	PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD		
35	Public Service Staff Relations Board—Program expenditures		9,006,000
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
40	Security Intelligence Review Committee—Program expenditures		1,407,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin) <i>INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY</i>		
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses de fonctionnement.....	238 878 000	
65	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses en capital.....	49 977 000	
70	Conseil national de recherches du Canada—Subventions inscrites au budget et contributions.....	120 821 000	409,676,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Dépenses de fonctionnement.	15 480 000	
80	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Subventions inscrites au budget.....	406 707 000	422 187 000
	CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA		
85	Conseil des sciences du Canada—Dépenses du programme.....		2 931 000
	STATISTIQUE CANADA		
90	Statistique Canada—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	251 119 000	
95	Statistique Canada—Dépenses en capital.....	8 685 000	259 804 000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales.....		148 500 000
	JUSTICE <i>JUSTICE</i>		
	MINISTÈRE		
1	Justice—Dépenses de fonctionnement.....	124 773 000	
5	Justice—Subventions inscrites au budget et contributions.....	243 069 500	367 842 500
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10	Commission canadienne des droits de la personne—Dépenses du programme.....		13 360 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS TRAVAUX PUBLICS		
	DEPARTMENT		
	SERVICES PROGRAM		
1	Services—Public Works Revolving fund—Operating loss.....	31,400,000	
	REAL PROPERTY PROGRAM		
5	Real Property—Operating expenditures including the provision on a recoverable basis of accommodation for the purposes of the <i>Canada Pension Plan Act</i> and the <i>Unemployment Insurance Act</i> , assistance to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Centre in Ottawa, contributions and authority to spend revenue received during the year arising from the provision, operation and maintenance of facilities for purposes of accommodation.....	686,766,000	
10	Real Property—Capital expenditures including expenditures on works on other than federal property and authority to reimburse tenants of federal property for improvements authorized by the Minister.....	136,407,000	
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
15	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures for the construction of the National Gallery of Canada and the Canadian Museum of Civilization.....	5,230,000	
20	Payments to Old Port of Montréal Corporation Inc. for operating and capital expenditures.....	28,641,000	
			888,444,000
	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
25	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of the Parliament of Canada other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>		1,883,690,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	JUSTICE (Fin) JUSTICE		
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15	Commissaire à la magistrature fédérale—Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	3 978 858	
20	Commissaire à la magistrature fédérale—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	391 032	4 369 890
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
25	Cour fédérale du Canada—Dépenses du programme		16 529 000
	COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA		
30	Commission de réforme du droit du Canada—Dépenses du programme		4 562 000
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
35	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du programme		5 669 000
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
40	Cour Suprême du Canada—Dépenses du programme		10 311 000
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
45	Cour canadienne de l'impôt—Dépenses du programme		7 642 000
	PARLEMENT PARLIAMENT		
	SÉNAT		
1	Sénat—Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs, et une somme de 1 525 000 \$ pour la construction de nouvelles salles de comités; subventions inscrites au budget et contributions		27 605 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Concluded) <i>TRAVAUX PUBLICS</i>		
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
30	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures	57,968,000	
35	Payment to the National Capital Commission for capital expenditures and for contributions to local municipalities and other authorities in respect of the cost of projects of those municipalities or authorities	17,696,000	
40	Payment to the National Capital Commission for grants and contributions including contributions to local municipalities or authorities and other organizations to encourage bilingualism in the National Capital Region	13,400,000	
			89,064,000
	SECRETARY OF STATE <i>SECRETARIAT D'ÉTAT</i>		
	DEPARTMENT		
1	Secretary of State—Operating expenditures	189,648,000	
5	Secretary of State—The grants listed in the Estimates and contributions	364,504,500	
			554,152,500
	CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT		
10	Canadian Centre for Management Development—Program expenditures and contributions		9,882,000
	MINISTRY OF STATE (MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)		
15	Multiculturalism and Citizenship—Operating expenditures	76,162,000	
20	Multiculturalism and Citizenship—The grants listed in the Estimates and contributions	77,018,300	
			153,180,300
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
25	Public Service Commission—Program expenditures		122,333,000
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
30	Social Sciences and Humanities Research Council—Operating expenditures	6,071,000	
35	Social Sciences and Humanities Research Council—The grants listed in the Estimates	82,395,000	
			88,466,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	PARLEMENT (Fin) <i>PARLIAMENT</i>		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5	Chambre des communes—Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le président suppléant, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au budget et contributions.....		151 873 000
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement—Dépenses du programme.....		13 368 000
	PÊCHES ET OCÉANS <i>FISHERIES AND OCEANS</i>		
1	Pêches et Océans—Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés.....	521 794 000	
5	Pêches et Océans—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....	144 651 000	
10	Pêches et Océans—Subventions inscrites au budget et contributions.....	15 109 000	681 554 000
	REVENU NATIONAL <i>NATIONAL REVENUE</i>		
	DOUANES ET ACCISE		
1	Douanes et Accise—Dépenses de fonctionnement.....	474 793 000	
5	Douanes et Accise—Dépenses en capital.....	13 739 000	488 532 000
	IMPÔT		
10	Impôt—Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	919 269 000	
15	Impôt—Dépenses en capital.....	48 066 000	967 335 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SOLICITOR GENERAL <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</i>		
	DEPARTMENT		
1	Solicitor General—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....		27,768,000
	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE		
5	Canadian Security Intelligence Service—Program expenditures.....		189,951,000
	CORRECTIONAL SERVICE		
10	Correctional Service—Penitentiary Service and National Parole Service—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions; and (a) authority to pay into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the year from projects operated by inmates and financed by the said Fund; (b) authority to operate canteens in federal institutions and to deposit revenue from sales into the Inmate Welfare Fund; (c) payments in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions, and to dependants of deceased inmates and ex-inmates whose death resulted from participation in normal program activity in federal institutions; and (d) authority for the Minister, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for the confinement in institutions of that province of any persons sentenced or committed to a penitentiary, for compensation for the maintenance of such persons and for payment in respect of the construction and related costs of such institutions ...	738,872,000	
15	Correctional Service—Penitentiary Service and National Parole Service—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies	106,624,000	
			845,496,000
	NATIONAL PAROLE BOARD		
20	National Parole Board—Program expenditures		19,554,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL <i>NATIONAL HEALTH AND WELFARE</i>			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	67 402 000	
PROGRAMME DE SANTÉ			
5	Santé—Dépenses de fonctionnement	645 618 000	
10	Santé—Dépenses en capital	46 036 000	
15	Santé—Subventions inscrites au budget et contributions	264 827 000	
PROGRAMME SOCIAL			
20	Social—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	90 586 000	
25	Social—Subventions inscrites au budget et contributions	182 506 000	1 296 975 000
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
30	Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement	5 252 000	
35	Conseil de recherches médicales—Subventions inscrites au budget	215 946 000	221 198 000
SECRETARIAT D'ÉTAT <i>SECRETARY OF STATE</i>			
MINISTÈRE			
1	Secrétariat d'État—Dépenses de fonctionnement	189 648 000	
5	Secrétariat d'État—Subventions inscrites au budget et contributions	364 504 500	554 152 500
CENTRE CANADIEN DE GESTION			
10	Centre canadien de gestion—Dépenses du programme et contributions		9 882 000
MINISTÈRE D'ÉTAT (MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)			
15	Multiculturalisme et Citoyenneté—Dépenses de fonctionnement	76 162 000	
20	Multiculturalisme et Citoyenneté—Subventions inscrites au budget et contributions	77 018 300	153 180 300

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SOLICITOR GENERAL (Concluded) <i>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</i>		
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
25	Law Enforcement—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year	833,298,000	
30	Law Enforcement—Capital expenditures	111,665,000	
			944,963,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
35	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee—Program expenditures		1,048,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PUBLIC COMPLAINTS COMMISSION		
40	Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission—Program expenditures		3,633,000
	SUPPLY AND SERVICES <i>APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES</i>		
1	Supply and Services—Operating expenditures and contributions including: (a) recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> , the <i>Unemployment Insurance Act</i> and the Supply Revolving Fund; (b) expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals; and (c) authority to spend revenue received during the year	266,781,000	
5	Supply and Services—Capital expenditures	13,025,000	
10	Payment on behalf of Minister of State (Housing) to persons hired pursuant to section 39 of the <i>Public Service Employment Act</i>	200,000	
			280,006,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SECRETARIAT D'ÉTAT (Fin) <i>SECRETARY OF STATE</i>		
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
25	Commission de la fonction publique—Dépenses du programme.....		122 333 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
30	Conseil de recherches en sciences humaines—Dépenses de fonctionnement.....	6 071 000	
35	Conseil de recherches en sciences humaines—Subventions inscrites au budget	82 395 000	88 466 000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL <i>SOLICITOR GENERAL</i>		
	MINISTÈRE		
1	Solliciteur général—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions.....		27 768 000
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
5	Service canadien du renseignement de sécurité—Dépenses du programme.....		189 951 000
	SERVICE CORRECTIONNEL		
10	Service correctionnel—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, contributions; et <ul style="list-style-type: none"> a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et 		

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT TRANSPORTS		
	DEPARTMENT		
1	Transport—Operating expenditures, and <ul style="list-style-type: none"> (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, and shipping; (b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i>; (d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year excluding that received from activities under the Surface Activity; and (e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund 	596,402,000	
5	Transport—Capital expenditures including contributions to provinces or municipalities, local or private authorities towards construction done by those bodies.....	622,612,000	
10	Transport—The grants listed in the Estimates and contributions including payments to supplement pension allowances under the <i>Intercolonial and Prince Edward Island Railway Employees' Provident Fund Act</i>	256,851,117	
15	Payment to the Atlantic Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1990.....	200,000	
20	Payment to the Laurentian Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1990.....	375,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (Fin) SOLICITOR GENERAL		
	SERVICE CORRECTIONNEL (Fin)		
	d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....	738 872 000	
15	Service correctionnel—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	106 624 000	845 496 000
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
20	Commission nationale des libérations conditionnelles—Dépenses du programme.....		19 554 000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
25	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	833 298 000	
30	Application de la loi—Dépenses en capital.....	111 665 000	944 963 000
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—Dépenses du programme.....		1 048 000
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
40	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—Dépenses du programme.....		3 633 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Continued) TRANSPORTS DEPARTMENT (Continued)		
25	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1990.....	5,459,000	
30	Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Corporation (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques Cartier and Champlain Bridges, Montreal.....	30,630,000	
35	Payments to Canada Ports Corporation for <ul style="list-style-type: none"> (a) the expansion of port facilities at the Port of St. John's Nfld.; (b) improvements to port facilities at the Port of Churchill, Man.; (c) hydro costs at the Port of Churchill, Man.; and (d) providing handling and storage facilities and a rail ferry terminal at the Port of Sept-Îles, Quebec..... 	23,350,000	
40	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty; <ul style="list-style-type: none"> (a) Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S.—The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby—Saint John ferries and terminals; and (b) rail/water and narrow gauge/standard interface, ferries and terminals..... 	136,800,000	
45	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c) (i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph (c) (ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	435,000,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS TRANSPORT MINISTÈRE		
1	Transports—Dépenses de fonctionnement et <ul style="list-style-type: none"> a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i>; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>, moins la partie de cette somme qui est créditée au fonds renouvelable des aéroports..... 	596 402 000	
5	Transports—Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés	622 612 000	
10	Transports—Subventions inscrites au budget et contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la <i>Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard</i>	256 851 117	
15	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990.....	200 000	
20	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990.....	375 000	
25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1990.....	5 459 000	
30	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal.....	30 630 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Concluded) TRANSPORTS DEPARTMENT (Concluded)		
50	Payment to the St. Lawrence Seaway Authority in respect of an enhanced maintenance program for the Welland Canal including necessary capital expenditures.....	27,300,000	
55	Payment to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company for the prescribed portion of the costs incurred by it for benefits provided to its adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services.....	37,000	
			2,135,016,117
	CIVIL AVIATION TRIBUNAL		
60	Civil Aviation Tribunal—Program expenditures.....		915,000
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65	Grain Transportation Agency Administrator—Program expenditures and contributions.....		6,085,000
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
70	National Transportation Agency—Operating expenditures.....	31,649,000	
75	National Transportation Agency—Contributions.....	14,178,000	
			45,827,000
	TREASURY BOARD CONSEIL DU TRÉSOR SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service—Program expenditures and the grant listed in the Estimates.....	66,629,000	
3	Payments to Crown corporations in accordance with the <i>Official Languages Act</i>	6,000,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite) TRANSPORT MINISTÈRE (Fin)		
35	Paiement à la Société canadienne des ports pour: a) l'expansion des installations du port de St. John's, T.-N.; b) l'amélioration des installations du port de Churchill, Man.; c) les coûts de l'électricité au port de Churchill, Man.; et d) les installations de manutention et d'entreposage et complexe ferroviaire pour bac porte-trains au port de Sept-Îles, Québec	23 350 000	
40	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants: a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus; et b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus	136 800 000	
45	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c) (i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c) (ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	435 000 000	
50	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal Welland y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires	27 300 000	
55	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	37 000	
			2 135 016 117
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
60	Tribunal de l'aviation civile—Dépenses du Programme		915 000

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TREASURY BOARD (Continued) CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT (Continued)		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	775,000,000	
10	Employment Initiatives—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes and to provide resources to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students.....	180,000,000	
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO INSURANCE PLANS PROGRAM		
15	Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments, premiums and taxes determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Finance Vote 124, <i>Appropriation Act No. 6, 1960</i> , Finance Vote 85a, <i>Appropriation Act No. 5, 1963</i> and Finance Vote 20b, <i>Appropriation Act No. 10, 1964</i> and government's contribution to pension plans, death benefit plans, and social security programs, health and other insurance plans for employees engaged locally outside Canada, and to provide for the return to certain employees of their share of the premium reduction under subsection 64(4) of the <i>Unemployment Insurance Act</i> ...	449,327,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin) <i>TRANSPORT</i>		
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65	Administrateur de l'Office du transport du grain—Dépenses du programme et contributions.....		6 085 000
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
70	Office national des transports—Dépenses de fonctionnement.....	31 649 000	
75	Office national des transports—Contributions.....	14 178 000	45 827 000
	TRAVAIL <i>LABOUR</i>		
	MINISTÈRE		
1	Travail—Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail.....	57 873 000	
5	Travail—Subventions inscrites au budget et contributions.....	56 650 000	114 523 000
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du programme.....		7 359 000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—Dépenses du programme.....		5 333 000
	TRAVAUX PUBLICS <i>PUBLIC WORKS</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES		
1	Services—Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement.....	31 400 000	

SCHEDULE A—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TREASURY BOARD (Concluded) <i>CONSEIL DU TRÉSOR</i>		
	SECRETARIAT (Concluded)		
	TEMPORARY ASSIGNMENT PROGRAM		
20	Temporary Assignment—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	1,901,000	1,478,857,000
	COMPTROLLER GENERAL		
25	Comptroller General—Program expenditures		15,716,000
	VETERANS AFFAIRS <i>AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS</i>		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1	Veterans Affairs—Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein.....	419,640,000	
5	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	1,318,086,000	
	CANADIAN PENSION COMMISSION PROGRAM		
10	Canadian Pension Commission—Program expenditures	4,364,000	
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
15	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures.....	6,453,000	
	VETERANS APPEAL BOARD PROGRAM		
20	Veterans Appeal Board—Program expenditures	2,683,000	1,751,226,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS (Suite) PUBLIC WORKS		
	MINISTÈRE (Suite)		
	PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
5	Biens immobiliers—Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement.....	686 766 000	
10	Biens immobiliers—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre.....	136 407 000	
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations.....	5 230 000	
20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	28 641 000	
			888 444 000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
25	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		1 883 690 000
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement.....	57 968 000	
35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités.....	17 696 000	

SCHEDULE A—Concluded

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION <i>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</i>			
1	Western Economic Diversification—Operating expenditures	31,761,000	
5	Western Economic Diversification—The grants listed in the Estimates and contributions	237,657,000	
			269,418,000
			44,521,071,536

ANNEXE A—Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS (Fin) <i>PUBLIC WORKS</i>		
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE (Fin)		
40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale.....	13 400 000	89 064 000
			44 521 071 536

SCHEDULE B

Based on the Supplementary Estimates (A), 1990-91. The amount hereby granted is \$550,851,998.00 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1991, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
	AGRICULTURE AGRICULTURE	\$	\$
	DEPARTMENT		
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5a	Agri-Food—Operating expenditures.....	1,290,000	
15a	Agri-Food—Contributions.....	498,710,000	
			500,000,000
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION EMPLOI ET IMMIGRATION		
	DEPARTMENT/COMMISSION		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
10a	Employment and Insurance—Contributions and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community.....	49,639,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
16a	Immigration—Pursuant to subsection 25(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write-off from the Accounts of Canada 3,924 debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting in the aggregate to \$1,212,996.05 in regards to transportation loans issued pursuant to section 121 of the <i>Immigration Act</i>	1,212,997	
			50,851,997
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
6a	Indian and Inuit Affairs—To increase from \$575,000,000 to \$750,000,000 the amount of loans that the Minister may guarantee pursuant to Indian Affairs and Northern Development Vote 5, <i>Appropriation Act No. 3, 1972</i>		1
			550,851,998

ANNEXE B

D'après le Budget des dépenses supplémentaire (A) de 1990-1991. Le montant octroyé est de 550 851 998,00 \$, soit le total des postes de ce budget figurant à la présente annexe.

AFFECTATION et montant des sommes octroyées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN <i>INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT</i>		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
6a	Affaires indiennes et inuit—Pour porter de 575 000 000 \$ à 750 000 000 \$ le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits</i>		1
	AGRICULTURE <i>AGRICULTURE</i>		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5a	Agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement.....	1 290 000	
15a	Agro-alimentaire—Contributions	498 710 000	500 000 000
	EMPLOI ET IMMIGRATION <i>EMPLOYMENT AND IMMIGRATION</i>		
	MINISTÈRE/COMMISSION		
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
10a	Emploi et Assurance—Contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	49 639 000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
16a	Immigration—Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier 3 924 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement 1 212 996,05 \$ concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la <i>Loi sur l'immigration</i>	1 212 997	50 851 997
			550,851,998

ANNEXE B

Le présent document est un résumé des dépenses effectuées par le Gouvernement du Canada pendant l'exercice financier 1921-22. Les dépenses sont classées par ministère et par chapitre. Les chiffres sont exprimés en dollars et cents. Les dépenses totales s'élèvent à 222 831 908 dollars.

N. de crédit	Description	Somme	Total
68	Affaires indiennes et du Nord canadien — Pour l'achat de terres et de bâtiments pour le service des Affaires indiennes et du Nord canadien. (Chapitre 1000000000)	1 250 000	1 250 000
72	Agriculture — Pour l'achat de terres et de bâtiments pour le service de l'Agriculture. (Chapitre 1000000000)	1 250 000	1 250 000
100	Emploi et Ressources — Pour l'achat de terres et de bâtiments pour le service de l'Emploi et des Ressources. (Chapitre 1000000000)	10 000 000	10 000 000
102	Immigration — Pour l'achat de terres et de bâtiments pour le service de l'Immigration. (Chapitre 1000000000)	10 000 000	10 000 000
222 831 908	Total	222 831 908	222 831 908

Le présent document est un résumé des dépenses effectuées par le Gouvernement du Canada pendant l'exercice financier 1921-22. Les dépenses sont classées par ministère et par chapitre. Les chiffres sont exprimés en dollars et cents. Les dépenses totales s'élèvent à 222 831 908 dollars.

C-76

C-76

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-76

PROJET DE LOI C-76

An Act to amend the Aeronautics Act and to amend An
Act to amend the Aeronautics Act

Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique et la Loi modifiant
la Loi sur l'aéronautique

First reading, June 11, 1990

Première lecture le 11 juin 1990

THE MINISTER OF TRANSPORT

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-76

PROJET DE LOI C-76

An Act to amend the Aeronautics Act and to amend An Act to amend the Aeronautics Act

Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique et la Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. A-2;
R.S., c. 33 (1st
Supp.), c. 28
(3rd Supp.);
1989, cc. 3, 17

AERONAUTICS ACT

LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE

L.R., ch. A-2;
L.R., ch. 33 (1^{er}
suppl.), ch. 28
(3^e suppl.);
1989, ch. 3, 17

R.S., c. 33 (1st
Supp.), s. 1

1. (1) The definition "matériels aéronautiques" in subsection 3(1) of the French version of the *Aeronautics Act* is repealed.

1. (1) La définition de «matériels aéronautiques», au paragraphe 3(1) de la version française de la *Loi sur l'aéronautique*, est abrogée.

L.R., ch. 33 (1^{er}
suppl.), art. 1

R.S., c. 33 (1st
Supp.), s. 1

(2) The definition "aeronautical product" in subsection 3(1) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) La définition de "aeronautical product", au paragraphe 3(1) de la version anglaise de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er}
suppl.), art. 1

"aeronautical
product"
«produits
aéronautiques»

"aeronautical product" means any aircraft, aircraft engine, aircraft propeller or aircraft appliance or part or the component parts of any of those things, including any computer system and software;

"aeronautical product" means any aircraft, aircraft engine, aircraft propeller or aircraft appliance or part or the component parts of any of those things, including any computer system and software;

"aeronautical
product"
«produits
aéronautiques»

R.S., c. 33 (1st
Supp.), s. 1

(3) The definition "document d'aviation canadien" in subsection 3(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) La définition de «document d'aviation canadien», au paragraphe 3(1) de la version française de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er}
suppl.), art. 1

«document
d'aviation
canadien»
"Canadian
aviation..."

«document d'aviation canadien» Tout document — permis, licence, brevet, agrément, autorisation, certificat ou autre — délivré par le ministre sous le régime de la partie I et concernant des

«document d'aviation canadien» Tout document — permis, licence, brevet, agrément, autorisation, certificat ou autre — délivré par le ministre sous le régime de la partie I et concernant des

«document
d'aviation
canadien»
"Canadian
aviation..."

EXPLANATORY NOTES
Aeronautics Act

Clause 1: These amendments would amend the definition "aeronautical product" and, in the French version, the definition "document d'aviation canadien".

NOTES EXPLICATIVES
Loi sur l'aéronautique

Article 1. — Substitue, dans la version française, la définition «produits aéronautiques» à la définition «matériels aéronautiques» et, dans les deux versions, ajoute les mots soulignés. Modifie en conséquence, dans la version française, la définition de «document d'aviation canadien».

personnes, des aérodrômes, ou des produits, installations ou services aéronautiques.”

«produits aéronautiques»
“aeronautical product”

(4) Subsection 3(1) of the French version of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

“«produits aéronautiques» Les aéronefs, les moteurs, les hélices et appareillages d’aéronefs, ainsi que leurs pièces ou autres éléments constitutifs, y compris les matériels et logiciels informatiques.”

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

2. Subsection 4(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of Part

“4. (1) Subject to any regulations made pursuant to paragraph 4.9(w), this Part applies in respect of aeronautics to all persons and to all aeronautical products and other things in Canada, to all persons outside Canada who hold Canadian aviation documents and to all Canadian aircraft and passengers and crew members thereon outside Canada.”

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

3. Section 4.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Contraventions outside Canada

“4.1 Every person who commits an act or omission outside Canada that if committed in Canada would be a contravention of a provision under this Part shall be deemed to have committed a contravention of the provision under this Part and may be proceeded against and punished in the place in Canada where the person is found as if the contravention had been committed in that place.”

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

4. The heading preceding section 4.7 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“Aviation Security”

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

5. (1) Subsections 4.7(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Aviation security regulations

“(2) For the purposes of protecting passengers, crew members, aircraft and aerodromes and other aviation facilities, preventing unlawful interference with civil

personnes, des aérodrômes, ou des produits, installations ou services aéronautiques.»

«produits aéronautiques»
“aeronautical product”

(4) Le paragraphe 3(1) de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«produits aéronautiques» Les aéronefs, les moteurs, les hélices et appareillages d’aéronefs, ainsi que leurs pièces ou autres éléments constitutifs, y compris les matériels et logiciels informatiques.»

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

2. Le paragraphe 4(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

“4. (1) Sous réserve des règlements pris au titre de l’alinéa 4.9w), la présente partie s’applique en matière d’aéronautique, dans l’ensemble du Canada, aux personnes, aux produits aéronautiques et à tous autres objets et, à l’étranger, aux titulaires de documents d’aviation canadiens, aux aéronefs canadiens et à leurs passagers et équipages.”

Règle générale

3. L’article 4.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

“4.1 Quiconque est auteur à l’étranger d’un fait — acte ou omission — qui, survenu au Canada, constituerait une contravention à une disposition de la présente partie ou de ses textes d’application, est réputé avoir commis cette contravention. Il peut être poursuivi et puni au lieu du Canada où il se trouve comme si la contravention y avait été commise.”

Infractions commises à l’étranger

4. L’intertitre qui précède l’article 4.7 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

“Sûreté aérienne”

5. (1) Les paragraphes 4.7(2) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

“(2) Pour la protection des aéronefs, de leurs passagers et équipages, des aérodrômes et autres installations aéronautiques, ainsi que pour la prévention des atteintes

Sûreté aérienne : règlement

Clause 2: This amendment would extend the application of Part I of the Act to passengers and crew on board Canadian aircraft outside Canada. Subsection 4(1) at present reads as follows:

"4. (1) This Part applies in respect of aeronautics to all persons and to all aeronautical products and other things in Canada, to all persons outside Canada who hold Canadian aviation documents and to all Canadian aircraft outside Canada."

Clause 3: This amendment would extend the scope of the offence. Section 4.1 at present reads as follows:

"4.1 Every holder of a Canadian aviation document who, while exercising the privileges accorded by that document, commits an act or omission outside Canada that if committed in Canada would be a contravention of a provision under this Part shall be deemed to have committed a contravention of the provision under this Part and may be proceeded against and punished in the place in Canada where the person is found as if the contravention had been committed in that place."

Clause 4: New. This amendment is consequential on clause 5.

Clause 5: This amendment would clarify the scope of the regulation-making authority and make certain changes in consequence thereof.

Article 2. — Vise à rendre la partie I de la loi applicable aux passagers et équipages des aéronefs. Texte actuel du paragraphe 4(1) :

"4. (1) En matière d'aéronautique, la présente partie s'applique, dans l'ensemble du Canada, aux personnes, aux matériels aéronautiques et à tous autres objets et, à l'étranger, aux titulaires de documents d'aviation canadiens, aux aéronefs canadiens."

Article 3. — Étend la portée de l'infraction. Texte actuel de l'article 4.1 :

"4.1 Le titulaire d'un document d'aviation canadien, auteur à l'étranger, dans l'exercice des avantages qui lui sont octroyés par ce document, d'un fait — acte ou omission — qui, survenu au Canada, constituerait une contravention à une disposition de la présente partie ou de ses textes d'application, est réputé avoir commis cette contravention. Il peut être poursuivi et puni au lieu du Canada où il se trouve comme si la contravention y avait été commise."

Article 4. — Nouveau. Découle de la modification proposée à l'article 5.

Article 5. — Clarifie la portée du pouvoir réglementaire et approuve quelques modifications en conséquence.

aviation and ensuring that appropriate action is taken where that interference occurs or is likely to occur, the Governor in Council may make regulations respecting aviation security.

5

illicites à l'aviation civile et la prise de mesures efficaces lorsque de telles atteintes surviennent ou risquent de survenir, le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la sûreté aérienne.

5

Idem

(3) For the purposes of protecting passengers, crew members, aircraft and aerodromes and other aviation facilities and preventing unlawful interference with civil aviation, no operator of an aircraft registered outside Canada shall land the aircraft at an aerodrome in Canada unless the aircraft and all persons and goods on board the aircraft have been subjected to security measures that are equivalent to those instituted under this section.

10

(3) Pour la protection des aéronefs, de leurs passagers et équipages, des aérodromes et autres installations aéronautiques, ainsi que pour la prévention des atteintes illicites à l'aviation civile, il est interdit à l'utilisateur d'un aéronef immatriculé à l'étranger de le faire se poser à un aérodrome situé au Canada si l'aéronef ainsi que les personnes et les biens se trouvant à son bord n'ont pas été assujettis à des mesures de sûreté équivalentes à celles visées au présent article.

10

Mesures de sûreté : aéronefs étrangers

Security measures instituted by Minister

(4) For the purposes described in subsection (2), the Minister may institute, maintain and carry out, at aerodromes, on aircraft and in respect of any aviation facility or service, in lieu of or in addition to the security measures instituted under subsection (2), such security measures as the Minister considers necessary for those purposes.

25

(4) Aux fins énoncées au paragraphe (2), le ministre peut prendre et mettre en oeuvre, aux aérodromes, à bord des aéronefs et à l'égard des installations ou services aéronautiques, les mesures de sûreté qu'il estime nécessaires. Ces mesures peuvent s'ajouter ou se substituer à celles visées au paragraphe (2).»

25

Mesures de sûreté : pouvoirs du ministre

R.S., c. 33 (1st Suppl.), s. 1

(2) Subsections 4.7(9) and (10) of the English version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 4.7(9) et (10) de la version anglaise de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Operator of aerodrome to post notice

“(9) Where security measures are instituted under this section to observe and inspect persons at an aerodrome or on aircraft at an aerodrome, the operator of the aerodrome shall post in prominent places, where persons are observed or inspected under those measures, a notice, in at least the official languages of Canada, stating that security measures are being taken to observe and inspect passengers and that no passenger is obliged to submit to a search of his person and goods if the passenger chooses not to board an aircraft.

30

«(9) Where security measures are instituted under this section to observe and inspect persons at an aerodrome or on aircraft at an aerodrome, the operator of the aerodrome shall post in prominent places, where persons are observed or inspected under those measures, a notice, in at least the official languages of Canada, stating that security measures are being taken to observe and inspect passengers and that no passenger is obliged to submit to a search of his person and goods if the passenger chooses not to board an aircraft.

30

Operator of aerodrome to post notice

Idem

(10) Where security measures are instituted under this section at an aerodrome to observe and inspect goods being placed on board an aircraft, the operator of the aerodrome shall post in prominent places, where goods are received at the aerodrome, a notice, in at least the official

45

(10) Where security measures are instituted under this section at an aerodrome to observe and inspect goods being placed on board an aircraft, the operator of the aerodrome shall post in prominent places, where goods are received at the aerodrome, a notice, in at least the official

45

Idem

language of Canada stating that security measures are being taken to obtain and inspect goods and that no person intending to place any goods on board an aircraft is obliged to permit a search to be carried out of the goods if the person concerned has to have them placed on the aircraft.

language of Canada stating that security measures are being taken to obtain and inspect goods and that no person intending to place any goods on board an aircraft is obliged to permit a search to be carried out of the goods if the person concerned has to have them placed on the aircraft.

42. L'article 42 de la Loi sur l'accès à l'information est complété par ce qui suit :

42. Article 42 of the Access to Information Act is amended as follows:

43. (1) (2) Le droit de révéler tout renseignement que la Loi sur l'accès à l'information a permis de divulguer est exercé par la Commission.

43. (1) (2) Where in any paragraph of a court or other body having jurisdiction to compel the production or discovery of information, a request is made for the production or discovery of any other information, the court or other body shall, if the Minister is not a party to the proceedings, cause a notice (part) to be given to the Minister and shall, in any case, advise the court and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect thereto and, if the court or other body concludes in the circumstances of the case that the public interest in the protection of justice outweighs the prejudice attached to the delay by virtue of subsection (1), the court or other body shall order the production and discovery, subject to such conditions or conditions as the court or other body deems appropriate and may require any person to give evidence that relates to the order.

(3) Le tribunal ou tout autre organisme compétent pour connaître de la contestation à l'égard de renseignements divulgués en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, dans le cadre d'une procédure en cours devant lui d'une demande tendant à la production et à l'accès d'une information au paragraphe (1), fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher le divulgué de l'information en question de divulguer la demande en justice si celui-ci n'est pas déjà partie à la procédure en cours et donnera des avis à huis clos et lui donnera toute possibilité de présenter ses observations à ce sujet. Si constaté dans les circonstances de l'époque que l'accès public à une bonne administration de la justice a prépondérance sur la protection des intérêts aux visés par le présent article, il sera en conséquence la production et l'accès de l'information sans restriction et sans délai, sans qu'il y ait lieu d'ordonner la production et l'accès de l'information à toute personne ou à toute partie au cas où les intérêts de la justice l'exigent.

(3) Where in any paragraph of a court or other body having jurisdiction to compel the production or discovery of information, a request is made for the production or discovery of any other information, the court or other body shall, if the Minister is not a party to the proceedings, cause a notice (part) to be given to the Minister and shall, in any case, advise the court and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect thereto and, if the court or other body concludes in the circumstances of the case that the public interest in the protection of justice outweighs the prejudice attached to the delay by virtue of subsection (1), the court or other body shall order the production and discovery, subject to such conditions or conditions as the court or other body deems appropriate and may require any person to give evidence that relates to the order.

44. Les paragraphes 43(1) et 43(2) de la Loi sur l'accès à l'information sont complétés par ce qui suit :

44. Paragraphs 43(1) and 43(2) of the Access to Information Act are amended as follows:

45. (1) Le présent article s'applique à tout document qui est produit en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et qui est communiqué à une personne ou à un organisme en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

45. (1) This section applies to any document that is produced in accordance with the Access to Information Act and that is disclosed to a person or an organization in accordance with the Access to Information Act.

46. (1) Le présent article s'applique à tout document qui est produit en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et qui est communiqué à une personne ou à un organisme en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

46. (1) This section applies to any document that is produced in accordance with the Access to Information Act and that is disclosed to a person or an organization in accordance with the Access to Information Act.

languages of Canada, stating that security measures are being taken to observe and inspect goods and that no person intending to place any goods on board an aircraft is obliged to permit a search to be carried out of the goods if the person chooses not to have them placed on the aircraft.”

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

Unauthorized disclosures of orders

Court to inform Minister

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

6. Section 4.8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“4.8 (1) No person other than the Minister shall disclose to any other person the substance of any order that has been made by the Minister under subsection 4.3(2) in respect of aviation security unless the disclosure is required by law or is necessary to give effect to the order.

(2) Where, in any proceedings before a court or other body having jurisdiction to compel the production or discovery of information, a request is made for the production or discovery of any order referred to in subsection (1), the court or other body shall, if the Minister is not a party to the proceedings, cause a notice of the request to be given to the Minister and shall, *in camera*, examine the order and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect thereto and, if the court or other body concludes in the circumstances of the case that the public interest in the proper administration of justice outweighs in importance the privilege attached to the order by virtue of subsection (1), the court or other body shall order the production and discovery, subject to such restrictions or conditions as the court or other body deems appropriate, and may require any person to give evidence that relates to the order.”

7. (1) Subparagraph 4.9(a)(ii) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) les personnes travaillant à la conception, la construction ou fabrication, l’homologation, la certification, la distribution, l’entretien ou l’installation des produits aéronautiques, ainsi qu’à l’installation, l’homo-

languages of Canada, stating that security measures are being taken to observe and inspect goods and that no person intending to place any goods on board an aircraft is obliged to permit a search to be carried out of the goods if the person chooses not to have them placed on the aircraft.»

6. L'article 4.8 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«4.8 (1) Seul le ministre peut communiquer la teneur des arrêtés qu'il prend au titre du paragraphe 4.3(2) en matière de sûreté aérienne, sauf si la communication est soit légalement exigée, soit nécessaire pour les rendre efficaces.

(2) Le tribunal ou tout autre organisme compétent pour contraindre à la production et à l'examen de renseignements qui est saisi, dans le cadre d'une procédure engagée devant lui, d'une demande tendant à la production et à l'examen d'arrêtés mentionnés au paragraphe (1), fait notifier la demande au ministre, si celui-ci n'est pas déjà partie à la procédure, examine la teneur des arrêtés à huis clos et lui donne toute possibilité de présenter ses observations à ce sujet. S'il conclut, dans les circonstances de l'espèce, que l'intérêt public d'une bonne administration de la justice a prépondérance sur la protection conférée aux arrêtés par le présent article, il doit en ordonner la production et l'examen, sous réserve des restrictions ou conditions qu'il juge indiquées; il peut en outre enjoindre à toute personne de témoigner au sujet de ces arrêtés.»

7. (1) Le sous-alinéa 4.9a)(ii) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) les personnes travaillant à la conception, la construction ou fabrication, l'homologation, la certification, la distribution, l'entretien ou l'installation des produits aéronautiques, ainsi qu'à l'installation, l'homo-

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Secret des arrêtés

Avis au ministre

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Clause 6: This amendment is consequential on clause 5.

Article 6. — Découle de la modification proposée à l'article 5.

Clause 7: This amendment is consequential on clause 1 and would add a power to make regulations to put into effect the Convention on International Civil Aviation.

Article 7. — Découle de la modification proposée à l'article 1 et ajoute un pouvoir réglementaire de mise en oeuvre de la Convention relative à l'aviation civile internationale.

logation, la certification, l'agrément et l'entretien de l'équipement destiné à fournir des services liés à l'aéronautique;"

logation, la certification, l'agrément et l'entretien de l'équipement destiné à fournir des services liés à l'aéronautique;»

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

(2) Paragraph 4.9(b) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 4.9b) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1er suppl.), art. 1

"b) la conception, la construction ou fabrication, le contrôle, l'homologation, l'immatriculation, l'agrément, l'identification et le marquage, la distribution, l'entretien, l'installation et la certification des produits aéronautiques;"

«b) la conception, la construction ou fabrication, le contrôle, l'homologation, l'immatriculation, l'agrément, l'identification et le marquage, la distribution, l'entretien, l'installation et la certification des produits aéronautiques;»

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

(3) Paragraph 4.9(s) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 4.9s) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1er suppl.), art. 1

"s) la tenue et la conservation des dossiers relatifs aux aérodromes, aux activités aéronautiques des titulaires de documents d'aviation canadiens, aux produits aéronautiques, à l'équipement et aux installations destinés à fournir des services liés à l'aéronautique;"

«s) la tenue et la conservation des dossiers relatifs aux aérodromes, aux activités aéronautiques des titulaires de documents d'aviation canadiens, aux produits aéronautiques, à l'équipement et aux installations destinés à fournir des services liés à l'aéronautique;»

(4) Section 4.9 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (u) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (v) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(4) L'article 4.9 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"(w) the application of the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago, 7 December 1944, as amended from time to time."

«w) la mise en oeuvre de la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, dans sa version modifiée.»

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

8. Paragraphs 5.2(a) and (b) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

8. Les alinéas 5.2a) et b) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1er suppl.), art. 1

"a) les produits aéronautiques, l'équipement ou les installations destinés à fournir des services liés à l'aéronautique;

«a) les produits aéronautiques, l'équipement ou les installations destinés à fournir des services liés à l'aéronautique;

b) les préposés à ces produits aéronautiques, à ces équipements ou à ces installations, ou les personnes affectées à leur conception, installation, inspection, certification, agrément ou entretien;"

b) les préposés à ces produits aéronautiques, à ces équipements ou à ces installations, ou les personnes affectées à leur conception, installation, inspection, certification, agrément ou entretien;»

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

9. (1) All that portion of subsection 5.4(1) of the said Act preceding the definition "air-

9. (1) Le passage du paragraphe 5.4(1) de la même loi qui précède la définition de

L.R., ch. 33 (1er suppl.), art. 1

Article 8. — Découle de la modification proposée à l'article 1.

Article 9. — Découle de la modification proposée à l'article 10.

Article 8. — Découle de la modification proposée à l'article 1.

Article 9. — Découle de la modification proposée à l'article 10.

Article 8. — Découle de la modification proposée à l'article 1.

Article 9. — Découle de la modification proposée à l'article 10.

Clause 8: This amendment is consequential on clause 1.

Clause 9: This amendment is consequential on clause 10.

Article 8. — Découle de la modification proposée à l'article 1.

Article 9. — Découle de la modification proposée à l'article 10.

Article 8. — Découle de la modification proposée à l'article 1.

Article 9. — Découle de la modification proposée à l'article 10.

port site" is repealed and the following substituted therefor:

«aéroport fédéral» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definitions

“5.4 (1) In this section and sections 5.5 to 5.81,”

«5.4 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 5.5 à 5.81.»

Définitions

5

(2) Subsection 5.4(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

(2) Le paragraphe 5.4(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“provincial authority” «autorité provinciale»

““provincial authority” means an authority in a province responsible for the regulation of land use;”

«autorité provinciale» Autorité responsable dans une province de la réglementation de l'occupation des sols.»

«autorité provinciale» “provincial authority”

10

10. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 5.8 thereof, the following section:

10. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 5.8, de ce qui suit :

Agreements with a provincial authority

“5.81 (1) The Minister may enter into an agreement with a provincial authority to authorize the provincial authority to regulate, in the same manner and to the same extent as it may regulate the use of lands within its jurisdiction, the use of lands adjacent to or in the vicinity of an airport or airport site that are not the subject of regulations made pursuant to subsection 5.4(2), for the purpose of ensuring that that use is not incompatible with the safe operation of an airport or aircraft.

«5.81 (1) Le ministre peut conclure avec toute autorité provinciale un accord conférant à celle-ci le pouvoir de réglementer, afin d'empêcher un usage ou un aménagement incompatible avec la sécurité d'utilisation des aéronefs ou d'exploitation des aéroports, l'occupation des biens-fonds non visés par les règlements d'application du paragraphe 5.4(2) et situés aux abords ou dans le voisinage d'un aéroport ou d'une zone aéroportuaire; le cas échéant, l'autorité exerce et met en œuvre ce pouvoir comme s'il relevait de sa compétence.

Accords avec des autorités provinciales

15

20

25

Saving

(2) Subsections 5.4(3) to (5) and sections 5.5 to 5.7 shall not apply in respect of lands that are the subject of an agreement made under subsection (1), during the period in which the agreement remains in effect.

(2) Les paragraphes 5.4(3) à (5) et les articles 5.5 à 5.7 ne s'appliquent pas aux biens-fonds visés par l'accord pendant la durée de validité de celui-ci.

Précision

30

30

Contravention

(3) Every person who contravenes a regulation or other measure established by a provincial authority pursuant to an agreement referred to in subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.”

(3) Quiconque contrevient à un règlement ou autre acte pris en application d'un tel accord commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.»

Infraction

35

35

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

11. Subsection 6.2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

11. Le paragraphe 6.2(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch.33 (1^{er} suppl.), art. 1

40

Exemption of certain regulations from application of Statutory Instruments Act

“6.2 (1) A regulation, within the meaning of the *Statutory Instruments Act*, that under this Part prohibits or restricts the use of any airspace or aerodrome, and an order made by the Minister under subsec-

«6.2 (1) Sont soustraits à l'application des paragraphes 3(1) et 5(1) et de l'article 40 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* tout règlement, au sens de cette loi, pris en application de la présente partie et portant

Cas d'exception

45

Clause 10: New. This amendment would confer zoning powers in relation to lands adjacent to or in the vicinity of certain airports and certain airport sites on a provincial authority.

Article 10. — Nouveau. Confie à une autorité provinciale la réglementation de l'occupation des biens-fonds situés aux abords ou dans le voisinage d'un aéroport.

Clause 11: This amendment would add the underlined words.

Article 11. — Ajoute les passages soulignés et marqués d'un trait vertical.

tion 4.3(2) in respect of security measures, are exempt from the application of subsections 3(1) and 5(1) and section 11 of that Act.”

interdiction ou restriction de l'usage de l'espace aérien ou d'aérodromes, ainsi que tout arrêté pris par le ministre au titre du paragraphe 4.3(2) relativement à des mesures de sûreté.»

5

12. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 6.4 thereof, the following heading and section:

12. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 6.4, de ce qui suit :

“Interim Orders

«Arrêtés d'urgence

Interim orders

6.41 (1) For the purpose of giving immediate effect to any recommendation of any person or organization authorized to investigate an aviation accident or incident, the Minister may make an interim order where the Minister is of the opinion that such an interim order is necessary for aviation safety or the safety of the public.

6.41 (1) Le ministre peut prendre un arrêté d'urgence visant à donner immédiatement suite à toute recommandation d'une personne ou d'un organisme chargé d'enquêter sur un accident ou un incident aérien s'il estime que la sécurité aérienne, ou celle des personnes, le requiert.

Arrêtés d'urgence

Coming into effect

(2) An interim order has effect from the day on which it is made, as if it were a regulation made under section 4.9, and ceases to have effect fourteen days after it is made unless it is approved by the Governor in Council within that fourteen day period.

(2) L'arrêté prend effet dès sa prise, comme s'il s'agissait d'un règlement pris au titre de l'article 4.9, mais cesse d'avoir effet à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.

Entrée en vigueur

Recommendation by Minister

(3) Where the Governor in Council approves an interim order, the Minister shall, as soon as possible after the approval, recommend to the Governor in Council that a regulation having the same effect as the interim order be made under section 4.9, and the interim order ceases to have effect

(3) Dès que possible après l'approbation par le gouverneur en conseil, le ministre recommande à celui-ci la prise d'un règlement au titre de l'article 4.9 ayant le même effet que l'arrêté, celui-ci cessant d'avoir effet à l'entrée en vigueur du règlement ou, en l'absence de règlement, deux ans après sa prise.

Recommandation par le ministre

- (a) where such a regulation is made, on the day on which the regulation comes into force; and
- (b) where no such regulation is made, two years after the day on which the interim order is made.

Exemption

(4) An interim order (a) is exempt from the application of subsections 3(1) and 5(1) and section 11 of the *Statutory Instruments Act*; and (b) where it is approved, shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after the day on which it is approved.

(4) L'arrêté est soustrait à l'application des paragraphes 3(1) et 5(1) et de l'article 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

Exclusion

Clause 12: New. This amendment would give the Minister the power to make interim orders in emergency situations.

Article 12. — Nouveau. Donne au ministre le pouvoir de prendre des arrêtés en cas d'urgence.

10. Pour l'application du paragraphe 10.1, le certificat émis doit être signé par le ministre ou par le secrétaire du ministre. Le ministre ou le secrétaire du ministre doit être présent au moment de l'émission de l'avis et doit être en possession de son passeport au moment de l'émission de l'avis. L'avis doit être signé par le ministre ou le secrétaire du ministre.

10. For the purpose of subsection (2), a certificate purporting to be signed by the Minister or the Secretary of the Department of Transport must be issued in the presence of the Minister or the Secretary of the Department of Transport and the person who issues it must have his passport with him at the time of the issuance of the certificate.

11. Le même loi est modifiée par insertion de la section 11.1.

11. The said Act is amended by inserting the following section:

11.1 (1) Le ministre peut refuser de délivrer un document d'importation canadienne si l'importateur n'a pas obtenu l'avis de l'inspecteur de la santé publique.

11.1 (1) The Minister may refuse to issue a Canadian importation document where the Minister is of the opinion that the public interest and, in particular, the health of persons in Canada is likely to be prejudicially affected by the importation of the goods.

12. Le gouvernement en conseil peut, pour l'application du paragraphe 11, déclarer un régime d'urgence.

(2) The Governor in Council may make regulations defining the word "prejudicial" for the purposes of subsection (1).

13.1 (1) Lorsque le ministre décide de suspendre d'annuler ou de ne pas renvoyer un document d'importation canadienne, il doit être en possession de son passeport au moment de l'émission de l'avis et doit être en possession de son passeport au moment de l'émission de l'avis. L'avis doit être signé par le ministre ou le secrétaire du ministre.

13.1 (1) Where the Minister decides (a) to suspend, cancel or refuse to issue a Canadian importation document or (b) to suspend or cancel a Canadian importation document or the grounds that the holder of the document is prejudicially affected by the importation of the goods, the Minister or the Secretary of the Department of Transport must be present at the time of the issuance of the certificate and the person who issues it must have his passport with him at the time of the issuance of the certificate.

Contravention of unpublished order

(5) No person shall be found to have contravened an interim order that, at the time of the alleged contravention, was not published in the *Canada Gazette* in accordance with subsection (4), unless it is proved that at the date of the alleged contravention reasonable steps had been taken to bring the purport of that order to the notice of those persons likely to be affected by it.

(5) Nul ne peut être reconnu coupable d'avoir contrevenu à un arrêté d'urgence qui, à la date du fait reproché, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada* en application du paragraphe (4), à moins qu'il ne soit établi qu'à cette date les mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés soient informés de la teneur de l'arrêté.

Preuve des mesures

Notice of interim order

(6) For the purposes of subsection (5), a certificate purporting to be signed by the Minister or the Secretary of the Department of Transport stating that a notice containing the interim order was issued is, in the absence of evidence to the contrary, proof that reasonable steps were taken to bring the purport of that order to the notice of those persons likely to be affected by it."

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le certificat censé être signé par le ministre ou par le secrétaire du ministère des Transports et faisant état de la diffusion d'un avis accompagné du texte de l'arrêté fait foi, sauf preuve contraire, de la prise des mesures indiquées à ce paragraphe.»

Certificat

13. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 6.7 thereof, the following section:

13. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 6.7, de ce qui suit :

Minister may refuse to issue Canadian aviation document

"6.71 (1) The Minister may refuse to issue a Canadian aviation document where the Minister is of the opinion that the public interest and, in particular, the record in relation to aviation of the applicant or of any principal of the applicant warrant it.

"6.71 (1) Le ministre peut refuser de délivrer un document d'aviation canadien s'il estime que l'intérêt public, et notamment les antécédents aériens du demandeur ou de tel de ses dirigeants, le requiert.

Refus de délivrer un document d'aviation canadien

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations defining the word "principal" for the purposes of subsection (1)."

(2) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application du paragraphe (1), définir par règlement «dirigeant.»

Règlement

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

14. (1) Subsection 7.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. (1) Le paragraphe 7.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Suspension, etc., on medical, etc., grounds

"7.1 (1) Where the Minister decides (a) to suspend, cancel or refuse to renew a Canadian aviation document on medical grounds, (b) to suspend or cancel a Canadian aviation document on the grounds that the holder of the document is incompetent or the holder or any aircraft, airport or other facility in respect of which the document was issued ceases to have the qualifications necessary for the issuance of the document or to meet or

"7.1 (1) Lorsque le ministre décide soit de suspendre, d'annuler ou de ne pas renouveler un document d'aviation canadien pour des raisons médicales, soit de suspendre ou d'annuler un document parce que le titulaire du document est inapte ou que le titulaire ou l'aéronef, l'aéroport ou autre installation que vise le document ne répond plus aux conditions de délivrance ou de maintien en état de validité du document, soit encore de suspendre ou d'annuler un document du titulaire ou de la personne morale dont celui-ci est un diri-

Autres motifs

... en vertu de la loi sur l'accès à l'information, le ministre a le droit de divulguer, en tout ou en partie, les renseignements qu'il possède sur les personnes ou les entreprises mentionnées à l'article 13, si la divulgation de ces renseignements est d'un intérêt public évident.

... with the condition that the document was issued or prepared by or for the Minister or a Canadian government department or agency in relation to the operation of the law or the regulation of the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence.

Clause 13: New.

Article 13. — Nouveau.

(1) Le ministre a le droit de divulguer, en tout ou en partie, les renseignements qu'il possède sur les personnes ou les entreprises mentionnées à l'article 13, si la divulgation de ces renseignements est d'un intérêt public évident.

(1) the Minister shall, as the case requires, disclose the information in which the Minister is concerned, if the disclosure of that information is in the public interest, or if the disclosure of that information is in the public interest, or if the disclosure of that information is in the public interest, or if the disclosure of that information is in the public interest.

Clause 14. (1): This amendment would add the sidelined words.

Article 14, (1). — Ajoute les passages soulignés et marqués d'un trait vertical.

... la loi sur l'accès à l'information, le ministre a le droit de divulguer, en tout ou en partie, les renseignements qu'il possède sur les personnes ou les entreprises mentionnées à l'article 13, si la divulgation de ces renseignements est d'un intérêt public évident.

... with the condition that the document was issued or prepared by or for the Minister or a Canadian government department or agency in relation to the operation of the law or the regulation of the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence, or in relation to the business of the holder of the licence.

comply with the conditions subject to which the document was issued, or

(c) to suspend or cancel a Canadian aviation document because the Minister is of the opinion that the public interest and, in particular, the record in relation to aviation of the holder of the Canadian aviation document or of any principal of the holder, as defined in regulations made under subsection 6.71(2), warrant it,

the Minister shall, by personal service or by registered mail sent to the holder or to the owner or operator of the aircraft, airport or facility, as the case may be, at the latest known address of the holder, owner or operator, notify the holder, owner or operator of the Minister's decision."

R.S., c. 33 (1st Suppl.), s. 1

(2) Paragraph 7.1(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) indicate, as the case requires, (i) the medical grounds on which the decision of the Minister is based, (ii) the nature of the incompetence of the holder of the Canadian aviation document that the Minister believes exists, the qualifications necessary for the issuance of the document that the Minister believes the holder of the document or the aircraft, airport or facility in respect of which the document was issued ceases to have or the conditions subject to which the document was issued that the Minister believes are no longer being met or complied with, or (iii) the elements of the public interest on which the decision of the Minister is based; and”

15. Section 7.3 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (7) thereof, the following subsection:

Idem

“(7.1) Where a person is proceeded against under section 8.4 and is convicted of an offence under this Part, no imprisonment may be imposed as punishment for the offence or in default of payment of any

geant — au sens du règlement pris en application du paragraphe 6.71(2) —, s'il estime que l'intérêt public, et notamment les antécédents aériens du titulaire ou de tel de ses dirigeants, le requiert, il expédie un avis de la mesure par signification à personne ou par courrier recommandé à la dernière adresse connue du titulaire ou du propriétaire, exploitant ou utilisateur en cause.»

(2) L'alinéa 7.1(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : L.R., ch. 33 (1er suppl.), art. 1

«(a) soit la raison médicale ou fondée sur l'intérêt public à l'origine, selon le ministre, de la mesure, soit la nature de l'inaptitude, soit encore les conditions de délivrance ou maintien en état de validité — auxquelles, selon le ministre, le titulaire ou l'aéronef, l'aéroport ou autre installation ne répond plus;»

15. L'article 7.3 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

«(7.1) La personne poursuivie en application de l'article 8.4 et déclarée coupable d'une infraction à la présente partie ou à ses textes d'application ne peut encourir d'emprisonnement pour cette infraction ni

Idem

pour élire le président de l'Assemblée
 législative.

17. Les amendements (A) et (B) de l'article 13
 sont consécutifs à la clause 13.

The proposed amendments to clause 13
 are consequential on clause 13.

17. Amendments (A) and (B) to section 13
 are consequential on clause 13.

(2) This amendment is consequential on clause 13.

(2) — Découle de l'article 13.

Clauses 15 and 16: New.

Articles 15 et 16. — Nouveaux.

fine imposed as punishment in relation to the offence.”

16. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 7.3 thereof, the following section:

Continuing offence

“7.31 Where an offence under this Part is committed or continued on more than one flight or segment of a flight, it shall be deemed to be a separate offence for each flight or segment of a flight on which the offence is committed or continued.”

5

pour défaut de paiement de l'amende imposée.»

16. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 7.3, de ce qui suit :

«7.31 Il est compté une infraction distincte à la présente partie pour chaque vol ou partie de vol au cours duquel se commet ou se continue l'infraction.»

5 Infraction continue

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

17. Subsections 7.5(2) to (4) of the said Act are repealed.

17. Les paragraphes 7.5(2) à (4) de la même loi sont abrogés.

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

18. Paragraph 7.6(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. L'alinéa 7.6(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

“(b) prescribe, in respect of a designated provision, the maximum amount payable in respect of a contravention of that provision, which amount shall not exceed

«(b) fixer le montant maximal — plafonné, dans le cas des personnes physiques, à cinq mille dollars et, dans le cas des personnes morales, à dix mille dollars — à payer au titre d'une contravention à un texte désigné.»

(i) five thousand dollars, in the case of an individual, and
(ii) ten thousand dollars, in the case of a corporation.”

25

R.S., c. 33 (1st Supp.), s. 1

19. All that portion of subsection 7.7(1) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

19. Le passage du paragraphe 7.7(1) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Notice of allegations of contravention

“7.7 (1) Where the Minister believes on reasonable grounds that a person has contravened a designated provision, the Minister shall notify the person of the allegations against the person in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe, specifying in the notice, in addition to any other information that may be so prescribed,

«7.7 (1) Le ministre, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu à un texte désigné, l'informe des faits reprochés par un avis établi en la forme et comportant les renseignements que le gouverneur en conseil peut déterminer par règlement et y indique :

Avis de contravention

(a) subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), the amount that is determined by the Minister, in accordance with such guidelines as the Minister may make for the purpose, to be the amount that must be paid to the Minister by the person as the penalty for the contravention in the event that the person does not wish to appear before a member of the Tribunal to

a) sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 7.6(1)b), le montant qu'il détermine, conformément aux critères qu'il peut établir à cette fin, et qui doit être payé à titre d'amende pour la contravention lorsque la personne ne désire pas comparaître devant un conseiller pour présenter ses observations sur les faits reprochés;»

Clause 17: Subsections 7.5(2) to (4) read as follows:

“(2) Where an individual is convicted of an offence referred to in paragraph 7.3(1)(f) or (g) in relation to the operation of a commercial air service, the Minister may, if the Minister thinks fit, refuse, for a period not exceeding twelve months after the date of the conviction, to issue to the individual or to any corporation of which the individual is a principal a certificate authorizing the operation of a commercial air service.

(3) Where a corporation is convicted of an offence referred to in paragraph 7.3(1)(f) or (g) in relation to the operation of a commercial air service, the Minister may, if the Minister thinks fit, refuse, for a period not exceeding twelve months after the date of the conviction, to issue a certificate authorizing the operation of a commercial air service to

(a) the corporation;

(b) any person who, as a principal of the corporation, directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence; and

(c) any body corporate of which the corporation or the person referred to in paragraph (b) is a principal.

(4) The Governor in Council may make regulations defining the term “principal” for the purposes of this section.”

Clause 18: This amendment would raise the amount payable for a contravention of a designated provision. The relevant portion of subsection 7.6(1) at present reads as follows:

“7.6 (1) The Governor in Council may, by regulation,

...

(b) prescribe, in respect of a designated provision, the amount not exceeding one thousand dollars that is the maximum amount payable in respect of a contravention of that provision.”

Clause 19: This amendment is consequential on clause 18. The relevant portion of subsection 7.7(1) at present reads as follows:

“7.7 (1) Where the Minister believes on reasonable grounds that a person has contravened a designated provision, the Minister shall notify the person of the allegations against the person in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe specifying in the notice, in addition to any other information that may be so prescribed,

(a) subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), the amount, not exceeding one thousand dollars, that is determined by the Minister, in accordance with such guidelines as the Minister may make for the purpose, to be the amount that must be paid to the

Article 17. — Texte des paragraphes 7.5(2) à (4) :

«(2) Le ministre peut, lorsqu'une personne physique est déclarée coupable d'une infraction aux alinéas 7.3(1)f) ou g) relative à l'exploitation d'un service aérien commercial, refuser de lui délivrer le certificat d'exploitation correspondant pendant une période maximale de douze mois suivant la déclaration de culpabilité. Ce refus peut s'étendre à toute personne morale dont l'intéressé est un dirigeant.

(3) Le ministre peut, lorsqu'une personne morale est déclarée coupable d'une infraction aux alinéas 7.3(1)f) ou g) relative à l'exploitation d'un service aérien commercial, refuser de lui délivrer le certificat d'exploitation correspondant pendant une période maximale de douze mois suivant la déclaration de culpabilité. Ce refus peut viser :

a) la personne morale;

b) une personne qui, à titre de dirigeant de la personne morale visée à l'alinéa a), a ordonné ou autorisé la perpétration de l'infraction ou y a acquiescé ou participé;

c) toute autre personne morale dont la personne morale ou la personne visée à l'alinéa b) est un dirigeant.

(4) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application du présent article, définir par règlement «dirigeant.»

Article 18. — Hausse le plafond de l'amende administrative. Texte actuel du passage visé du paragraphe 7.6(1) :

«7.6 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

b) fixer le montant maximal — plafonné à mille dollars — à payer au titre d'une contravention à un texte désigné.»

Article 19. — Découle de l'article 18. Texte actuel du passage du paragraphe 7.7(1) qui précède l'alinéa b) :

«7.7 (1) Le ministre, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contrevenu à un texte désigné, l'avise des faits reprochés, en conformité avec les règlements que peut prendre le gouverneur en conseil, et, outre les autres renseignements éventuellement requis, il indique dans l'avis :

a) sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 7.6(1)b) le montant — plafonné à mille dollars — que peut fixer le ministre, conformément aux critères qu'il peut établir à cette fin, et qui doit lui être payé à titre d'amende pour la contravention lorsque la personne ne désire pas comparaître devant un membre du Tribunal pour présenter ses observations sur les faits reprochés;»

make representations in respect of the allegations; and”

R.S., c. 33 (1st Suppl.), s. 1

20. Paragraph 8(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the person has contravened the designated provision that the person is alleged to have contravened, the member of the Tribunal shall forthwith inform the person and the Minister of the determination and, subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), of the amount determined by the member of the Tribunal to be payable by the person in respect of the contravention and, where the amount is not paid to the Tribunal by or on behalf of the person within such time as the member of the Tribunal may allow, the member of the Tribunal shall issue to the Minister a certificate in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe, setting out the amount required to be paid by the person.”

5

25

R.S., c. 33 (1st Suppl.), s. 1

21. Subsection 8.1(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Determination on appeal

“(5) Where the Tribunal finds on an appeal that a person has contravened the designated provision that the person is alleged to have contravened, the Tribunal shall forthwith inform the person of the finding and, subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), of the amount determined by the Tribunal to be payable by the person in respect of the contravention and, where the amount is not paid to the Tribunal by or on behalf of the person within such time as the Tribunal may allow, the Tribunal shall issue to the Minister a certificate in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe, setting out the amount required to be paid by the person.”

45

R.S., c. 33 (1st Suppl.), s. 1

22. Paragraph 8.7(1)(a) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

20. L’alinéa 8b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

«b) qu’il y a eu contravention, il les informe également, sous réserve des règlements d’application de l’alinéa 7.6(1)b), du montant qu’il détermine et qui doit être payé au Tribunal. En outre, à défaut de paiement dans le délai imparti, il expédie au ministre un certificat, établi en la forme que le gouverneur en conseil peut fixer par règlement, où est inscrit ce montant.»

21. Le paragraphe 8.1(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

«(5) S’il statue qu’il y a eu contravention, le Tribunal en informe sans délai l’intéressé. Sous réserve des règlements d’application de l’alinéa 7.6(1)b), il l’informe également du montant qu’il détermine et qui doit être payé au Tribunal. En outre, à défaut de paiement dans le délai imparti, il expédie au ministre un certificat, établi en la forme que le gouverneur en conseil peut fixer par règlement, où est inscrit ce montant.»

25

22. L’alinéa 8.7(1)a) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 33 (1^{er} suppl.), art. 1

Minister by the person as the penalty for the contravention in the event the person does not wish to appear before a member of the Tribunal to make representations in respect of the allegations; and"

Clause 20: This amendment is consequential on clause 18. The relevant portion of section 8 at present reads as follows:

"8. Where, at the conclusion of the proceedings in respect of allegations against a person referred to in subsection 7.9(4), the member of the Tribunal determines that

(b) the person has contravened the designated provision that the person is alleged to have contravened, the member of the Tribunal shall forthwith inform the person and the Minister of the determination and, subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), of the amount not exceeding one thousand dollars determined by the member of the Tribunal to be payable by the person in respect of the contravention and, where the amount is not paid to the Tribunal by or on behalf of the person within such time as the member of the Tribunal may allow, the member of the Tribunal shall issue to the Minister a certificate in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe, setting out the amount required to be paid by the person."

Clause 21: This amendment is consequential on clause 18. Subsection 8.1(5) at present reads as follows:

"(5) Where the Tribunal finds on an appeal that a person has contravened the designated provision that the person is alleged to have contravened, the Tribunal shall forthwith inform the person of the finding and, subject to any regulations made under paragraph 7.6(1)(b), of the amount not exceeding one thousand dollars determined by the Tribunal to be payable by the person in respect of the contravention and, where the amount is not paid to the Tribunal by or on behalf of the person within such time as the Tribunal may allow, the Tribunal shall issue to the Minister a certificate in such form as the Governor in Council may by regulation prescribe, setting out the amount required to be paid by the person."

Clauses 22 and 23: These amendments are consequential on clause 1.

Article 20. — Découle de l'article 18. Texte actuel du passage visé de l'article 8 :

«8. Après audition des parties, le conseiller informe sans délai l'intéressé et le ministre de sa décision. S'il décide :

b) qu'il y a eu contravention, il les informe sans délai également, sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 7.6(1)b), du montant qu'il détermine — plafonné à mille dollars — à payer au Tribunal. En outre, à défaut de paiement dans le délai imparti, il expédie au ministre un certificat, établi en la forme que le gouverneur en conseil peut fixer par règlement, où est inscrit ce montant.»

Article 21. — Découle de l'article 18. Texte actuel du paragraphe 8.1(5) :

«(5) S'il statue qu'il y a eu contravention, le Tribunal en informe sans délai l'intéressé. Sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 7.6(1)b), il l'informe également du montant qu'il détermine — plafonné à mille dollars — à payer. En outre, à défaut de paiement dans le délai imparti, il expédie au ministre un certificat, établi en la forme que le gouverneur en conseil peut fixer par règlement, où est inscrit ce montant.»

Articles 22 et 23. — Découlent de la modification proposée à l'article 1.

“a) entrer dans un aéronef, un aéro-
drome, des installations liées à
l’aéronautique ou tout autre lieu où sont
conçus, construits ou fabriqués, distribués,
entretenus ou installés des produits
aéronautiques, aux fins d’inspection
dans le cadre de l’application de la pré-
sente partie;”

«a) entrer dans un aéronef, un aéro-
drome, des installations liées à l’aéro-
nautique ou tout autre lieu où sont
conçus, construits ou fabriqués, distribués,
entretenus ou installés des produits
aéronautiques, aux fins d’inspection
dans le cadre de l’application de la pré-
sente partie;»

R.S., c. 33 (1st
Suppl.), s. 4

23. Section 28 of the French version of the
said Act is repealed and the following sub-
stituted therefor:

23. L’article 28 de la version française de
la même loi est abrogé et remplacé par ce qui
suit :

L.R., ch.33 (1er
suppl.), art. 4

Inscription

“28. Dans toute action ou procédure
engagée en vertu de la présente loi, les
inscriptions portées aux registres dont
celle-ci exige la tenue font foi, sauf preuve
contraire, de leur contenu contre l’auteur
des inscriptions ou le responsable de la
tenue des registres ou, s’il s’agit de pro-
duits aéronautiques, d’un aérodrôme ou
autre installation aéronautique, contre leur
propriétaire, utilisateur ou exploitant.”

«28. Dans toute action ou procédure
engagée en vertu de la présente loi, les
inscriptions portées aux registres dont
celle-ci exige la tenue font foi, sauf preuve
contraire, de leur contenu contre l’auteur
des inscriptions ou le responsable de la
tenue des registres ou, s’il s’agit de pro-
duits aéronautiques, d’un aérodrôme ou
autre installation aéronautique, contre leur
propriétaire, utilisateur ou exploitant.»

Inscription

R.S., c. 33 (1st
Suppl.)

AN ACT TO AMEND THE AERONAUTICS ACT

LOI MODIFIANT LA LOI SUR
L’AÉRONAUTIQUE

L.R., ch. 33 (1er
suppl.)

24. Subsection 6(1) of the *Aeronautics
Act*, as enacted by section 1 of *An Act to
amend the Aeronautics Act*, being chapter
33 of the 1st Supplement to the Revised
Statutes of Canada, 1985, is repealed and
the following substituted therefor:

24. Le paragraphe 6(1) de la *Loi sur l’aé-
ronautique*, édicté par l’article 1 de la *Loi
modifiant la Loi sur l’aéronautique*, chapitre
33 du premier supplément des Lois révisées
du Canada (1985), est abrogé et remplacé
par ce qui suit :

Publication of
notice of
proposed
regulations and
orders

“6. (1) Subject to this section, a notice
of each regulation or order that is pro-
posed to be made under this Part, other
than under section 5.4, shall be published
in the *Canada Gazette* at least thirty days
before the regulation or order is made and
a reasonable opportunity shall be afforded
to interested persons to make representa-
tions to the Minister with respect thereto.”

«6. (1) Un avis de chaque projet de
texte d’application de la présente partie, à
l’exception de ceux de l’article 5.4, est à
publier dans la *Gazette du Canada* au
moins trente jours avant qu’il ne soit pris,
les intéressés se voyant accorder la possibi-
lité de présenter au ministre leurs observa-
tions à cet égard.»

Publication
d’avis de projets
de texte
d’application

35

C-77

PROCES-VERBAUX DE LA CHAMBRE

PROCES-VERBAUX DE LA CHAMBRE

C-77

PROJET DE LOI C-77

An Act to amend the Aeronautics Act

Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique

Clause 24: This amendment would reduce the publication period from sixty to thirty days.

Article 24. — Réduit le délai de publication de soixante à trente jours.

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

La modification de la loi sur l'émigration

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

C-77

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-77

An Act to amend the Immigration Act

First reading, June 11, 1990

THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

C-77

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-77

Loi modifiant la Loi sur l'immigration

Première lecture le 11 juin 1990

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-77

PROJET DE LOI C-77

An Act to amend the Immigration Act

Loi modifiant la Loi sur l'immigration

R.S., c. I-2;
R.S., c. 31 (1st
Suppl.), cc. 10,
46 (2nd Suppl.),
c. 30 (3rd
Suppl.), cc. 1,
28, 29, 30 (4th
Suppl.); 1990,
c. 8

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I-2;
L.R., ch. 31 (1^{er}
suppl.), ch. 10,
46 (2^e suppl.),
ch. 30 (3^e
suppl.), ch. 1,
28, 29, 30 (4^e
suppl.); 1990,
ch. 8

1. Subsection 114(1) of the *Immigration Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (u) thereof, the following paragraph:

1. Le paragraphe 114(1) de la *Loi sur l'immigration* est modifié par insertion, après l'alinéa u), de ce qui suit :

“(u.1) prescribing the maximum amount of outstanding advances to the Minister under subsection 119(1);” 10

«u.1) fixer le plafond des avances non remboursées consenties au ministre en vertu du paragraphe 119(1);»

R.S., c. 46 (2nd
Suppl.), s. 1

2. Subsection 119(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 119(3) de la même loi 10 est abrogé et remplacé par ce qui suit : L.R., ch. 46 (2^e suppl.), art. 1

Limitation

“(3) The total amount of outstanding advances to the Minister under subsection 114(1) shall not at any time exceed the amount prescribed under paragraph 114(1)(u.1).” 15

«(3) Le total des avances non remboursées consenties au ministre en vertu du paragraphe (1) ne peut à aucun moment dépasser le plafond fixé en application de l'alinéa 114(1)u.1).» 15

Plafond

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Immigration Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'immigration».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New.

Clause 2: Subsection 119(3) at present reads as follows:

"(3) The total amount of outstanding advances to the Minister under this section shall not at any time exceed ninety million dollars."

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Nouveau.

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 119(3) :

«(3) Le total non remboursé des avances consenties au ministre en vertu du présent article ne peut à aucun moment dépasser quatre-vingt-dix millions de dollars.»



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-78

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-78

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

PROJET DE LOI C-78

An Act to establish a federal environmental assessment process

Loi de mise en œuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale

First reading, June 18, 1990

Première lecture le 18 juin 1990

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

PROJET DE LOI C-78

An Act to establish a federal environmental assessment process

Loi de mise en œuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale

Preamble

WHEREAS the Government of Canada seeks to achieve an appropriate balance between economic development and the preservation and enhancement of environmental quality;

Attendu :

que le gouvernement fédéral veut réaliser un juste équilibre entre, d'une part, la croissance économique et, d'autre part, la conservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement;

Préambule

WHEREAS environmental assessment provides an effective means of integrating environmental factors into planning and decision-making processes in a manner that ensures that present needs are met without compromising the ability to meet the needs of future generations;

que l'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon que la satisfaction des besoins actuels ne compromette pas celle des besoins des générations futures;

WHEREAS the Government of Canada is committed to exercising leadership within Canada and internationally in anticipating and preventing the degradation of environmental quality and at the same time ensuring that economic development is compatible with the high value Canadians place on environmental quality;

que le gouvernement fédéral s'engage à jouer un rôle moteur tant au plan national qu'au plan international dans la prévention de la dégradation de l'environnement tout en veillant à ce que les activités de développement économique soient compatibles avec la grande valeur qu'accordent les Canadiens à l'environnement;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to promoting public participation in the environmental assessment of projects to be carried out by or with the approval or assistance of the Government of Canada and providing access to the information on which those environmental assessments are based;

que le gouvernement fédéral s'engage à promouvoir la participation de la population à l'évaluation environnementale des projets à entreprendre par lui ou approuvés ou aidés par lui, ainsi qu'à fournir l'accès à l'information sur laquelle se fonde cette évaluation,

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish a federal environmental assessment process".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi de mise en œuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale».

	SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ	
Short title	1. This Act may be cited as the <i>Canadian Environmental Assessment Act</i> .		1. <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> .	Titre abrégé
	INTERPRETATION		DÉFINITIONS	
Definitions	2. (1) In this Act,		2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Agency" «Agence»	"Agency" means the Canadian Environmental Assessment Agency established by section 57;	5	«Agence» L'Agence canadienne d'évaluation environnementale constituée par l'article 57.	5 «Agence» "Agency"
"assessment by a review panel" «examen par une commission»	"assessment by a review panel" means an environmental assessment that is conducted by a review panel appointed pursuant to section 30 and that includes a consideration of the factors set out in subsections 11(1) and (2);	10	«autorité fédérale» a) Ministre fédéral; b) agence fédérale ou organisme constitué sous le régime d'une loi fédérale et tenu de rendre compte au Parlement de ses activités par l'intermédiaire d'un ministre fédéral;	«autorité fédérale» "federal authority"
"environment" «environnement»	"environment" means the components of the Earth, and includes (a) land, water and air, including all layers of the atmosphere, (b) all organic and inorganic matter and living organisms, and (c) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (a) and (b);	15 20	c) ministère ou établissement public mentionnés aux annexes I et II de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ; d) tout autre organisme désigné par règlement.	15
"environmental assessment" «évaluation environnementale»	"environmental assessment" means, in respect of a project, an assessment of the environmental effects of the project that is conducted in accordance with this Act and the regulations;	25	Sont exclus le commissaire en conseil du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à «conseil de la bande» dans la <i>Loi sur les Indiens</i> , les commissions portuaires constituées par la <i>Loi sur les commissions portuaires</i> , les commissaires nommés en vertu de la <i>Loi des commissaires du havre de Hamilton</i> et de la <i>Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto</i> , et les personnes morales mentionnées à l'article 85 ou à l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ainsi que les personnes morales dont elles ont le contrôle.	20 25 30 35
"environmental effect" «effets environnementaux»	"environmental effect" means, in respect of a project, (a) any change that the project may cause in the environment, and (b) any change to the project that may be caused by the environment, whether any such change occurs within or outside Canada, and includes any effect of any such change on health and socio-economic conditions;	30 35	«autorité responsable» L'autorité fédérale qui, en conformité avec le paragraphe 7(1), est tenue de veiller à ce qu'il soit procédé à l'évaluation environnementale d'un projet.	35 40
"exclusion list" «listes d'exclusion»	"exclusion list" means any list prescribed pursuant to paragraph 55(1)(b), (d) or (e) or subsection 55(2);			«autorité responsable» "responsible authority"
"federal authority" «autorité fédérale»	"federal authority" means (a) a Minister of the Crown in right of Canada, (b) an agency of the Government of Canada or other body established by or	40	«document» Tous éléments d'information, quels que soient leur forme et leur support, notamment correspondance, note, livre, plan, carte, dessin, diagramme, illustration ou graphique, photographie, film, micro-formule, enregistrement sonore, magnéto-	40 «document» "record"

pursuant to an Act of Parliament that is ultimately accountable through a Minister of the Crown in right of Canada to Parliament for the conduct of its affairs,

(c) any department or departmental corporation set out in Schedule I or II to the *Financial Administration Act*, and

(d) any other prescribed body,

but does not include the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory or the Northwest Territories, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, a harbour Commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a corporation set out in section 85 of the *Financial Administration Act* or Schedule III to that Act or a corporation controlled by such a corporation;

"federal lands"
«territoire
domanial»

"federal lands" means

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory or the Northwest Territories,

(b) the following lands and areas, namely,

(i) the internal waters of Canada within the meaning of the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*, including the seabed and subsoil below and the airspace above those waters,

(ii) the territorial sea of Canada as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*, including the seabed and subsoil below and the airspace above that sea,

(iii) any fishing zone of Canada prescribed under the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*,

copique ou informatisé, ou toute reproduction de ces éléments d'information.

«effets environnementaux» Tant les changements que la réalisation d'un projet risque de causer à l'environnement que les changements susceptibles d'être apportés au projet du fait de l'environnement, que ce soit au Canada ou à l'étranger; y sont comprises les répercussions de ces changements en matière sanitaire et socio-économique.

«effets
environnementaux»
5 "environmental
effect"

«environnement» Ensemble des conditions et des éléments naturels de la terre, notamment :

«environne-
ment»
"environment"

a) le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;

b) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

c) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas a) et b).

«étude environnementale obligatoire» Évaluation environnementale d'un projet effectuée aux termes de l'article 17 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 11(1) et (2).

«étude
environnementale
obligatoire»
"mandatory
study"

«évaluation environnementale» Évaluation des effets environnementaux d'un projet effectuée conformément à la présente loi et aux règlements.

«évaluation
environnementale»
"environmental
assessment"

«examen par une commission» Évaluation environnementale effectuée par une commission d'évaluation environnementale nommée aux termes de l'article 30 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 11(1) et (2).

«examen par
une commis-
sion»
"assessment by
a review panel"

«examen préalable» Évaluation environnementale qui, à la fois :

«examen
préalable»
"screening"

a) est effectuée de la façon prévue à l'article 13;

b) prend en compte les éléments énumérés au paragraphe 11(1).

«liste d'étude environnementale obligatoire» Liste établie par règlement aux termes de l'alinéa 55(1)c).

«liste d'étude
environnementale
obligatoire»
"mandatory
study list"

	(iv) any exclusive economic zone that may be created by the Government of Canada, and	«listes d'exclusion» Listes établies par règlement aux termes des alinéas 55(1)b), d) et e) et du paragraphe 55(2).	«listes d'exclusion» "exclusion list"
	(v) the continental shelf, consisting of the seabed and subsoil of the submarine areas that extend beyond the territorial sea throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the inner limits of the territorial sea, whichever is the greater, or that extend to such other limits as may be prescribed pursuant to an Act of Parliament, and	5 «médiation» Évaluation environnementale effectuée sous la direction d'un médiateur nommé aux termes de l'article 26 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 11(1) et (2).	«médiation» "mediation"
	(c) reserves, surrendered lands and any other lands that are set apart for the use and benefit of a band and are subject to the <i>Indian Act</i> , and all waters on and airspace above those reserves or lands;	10 «mesures d'atténuation» Maîtrise, réduction ou élimination des effets environnementaux négatifs d'un projet, éventuellement assortie d'actions de rétablissement notamment par remplacement ou restauration; y est assimilée l'indemnisation des dommages causés.	«mesures d'atténuation» "mitigation"
	20 «follow-up program» means a program for	«ministre» Le ministre de l'Environnement.	«ministre» "Minister"
«follow-up program» «programme de suivi»	(a) verifying the accuracy of the environmental assessment of a project, and	«ministre responsable»	«ministre responsable» "responsible Minister"
	(b) determining the effectiveness of any measures taken to mitigate the adverse environmental effects of the project;	20 a) Dans le cas d'un ministère ou d'un département d'État, le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui en est chargé;	
	25 «mandatory study» means an environmental assessment that is conducted pursuant to section 17 and that includes a consideration of the factors set out in subsections 11(1) and (2);	b) dans tout autre cas, le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné par le gouverneur en conseil à titre de ministre responsable.	25
«mandatory study» «étude environnementale obligatoire»	30 «mandatory study list» means the list prescribed pursuant to paragraph 55(1)(c);	«programme de suivi» Programme visant à permettre :	«programme de suivi» "follow-up program"
«mandatory study list» «liste d'étude environnementale obligatoire»	35 «mandatory study report» means a report of a mandatory study that is prepared in accordance with the regulations;	a) de vérifier la justesse de l'évaluation environnementale d'un projet;	
«mandatory study report» «rapport d'étude environnementale obligatoire»	40 «mediation» means an environmental assessment that is conducted with the assistance of a mediator appointed pursuant to section 26 and that includes a consideration of the factors set out in subsections 11(1) and (2);	b) de juger de l'efficacité des mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs.	30
«mediation» «médiation»	45 «Minister» means the Minister of the Environment;	«projet» Réalisation — y compris l'entretien, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou exercice d'une activité concrète que propose d'accomplir un promoteur.	«projet» "project"
«Minister» «ministre»		«promoteur» Autorité fédérale, personne physique ou morale ou tout organisme qui propose un projet.	«promoteur» "proponent"
		«rapport d'étude environnementale obligatoire» Rapport des résultats d'une étude environnementale obligatoire établi conformément aux règlements.	40
		«rapport d'examen préalable» Rapport des résultats d'un examen préalable.	«rapport d'examen préalable» "screening report"

"mitigation" «mesures d'atténuation»	"mitigation" means, in respect of a project, the elimination, reduction or control of the adverse environmental effects of the project, and includes restitution for any damage to the environment caused by such effects through replacement, restoration, compensation or any other means;	«territoire domanial»	«territoire domanial» "federal lands"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by the regulations;	5	5
"project" «projet»	"project" means a physical work that a proponent proposes to construct, operate, modify, decommission, abandon or otherwise carry out or a physical activity that a proponent proposes to undertake or otherwise carry out;	10	10
"proponent" «promoteurs»	"proponent", in respect of a project, means the person, body or federal authority that proposes the project;	15	15
"record" «document»	"record" includes any correspondence, memorandum, book, plan, map, drawing, diagram, pictorial or graphic work, photograph, film, microform, sound recording, videotape, machine readable record, and any other documentary material, regardless of physical form or characteristics, and any copy thereof;	20	20
"responsible authority" «autorité responsable»	"responsible authority", in relation to a project, means a federal authority that is required pursuant to subsection 7(1) to ensure that an environmental assessment of the project is conducted;	30	30
"responsible Minister" «ministre responsable»	"responsible Minister" means, in respect of a responsible authority, (a) in the case of a department or ministry of state, the member of the Queen's Privy Council for Canada presiding over that department or ministry, and (b) in any other case, such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the responsible Minister for that responsible authority;	35	35
"screening" «examen préalable»	"screening" means an environmental assessment that is conducted pursuant to section 13 and that includes a consideration of the factors set out in subsection 11(1);	45	45
		b)	10
		(i)	15
		(ii)	15
		(iii)	20
		(iv)	25
		(v)	30
		c)	35
		40	40

English
French
Bilingual

...report means a report that summarizes the results of a screening.

(1) For the purposes of this Act, a corporation is controlled by another corporation if (a) the corporation in which the other corporation is held other than by way of security only, or (b) the votes attached to their securities are sufficient to elect a majority of the directors of the corporation.

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

PURPOSES

4. The purposes of this Act are (a) to ensure that the environmental effects of projects receive careful consideration before responsible authorities act in connection with them; (b) to encourage responsible authorities to take action that will promote and maintain a healthy environment and a healthy economy; and (c) to ensure that serious adverse environmental effects of projects to be carried out in Canada or on federal lands do not occur outside the jurisdictions in which the projects are carried out.

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF PROJECTS

Projects to be assessed

5. An environmental assessment of a project is required where a federal authority (a) initiates the project or the project and (b) has any control or influence that enables the federal authority to carry out the project in whole or in part.

LA MAJEURITE

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

OBJET

4. Les présents loi a pour objet (a) de permettre aux autorités responsables de décider de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à son caractère; (b) d'encourager ces autorités à prendre les mesures qui favorisent le développement d'un environnement sain et d'une économie saine; et (c) de s'assurer que les effets environnementaux graves des projets de portée fédérale ne se produisent pas en dehors des juridictions dans lesquelles les projets sont réalisés.

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS

Projets à évaluer

5. L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants: (a) une autorité fédérale ou une province a initié le projet ou exerce un contrôle ou une influence qui permet à l'autorité fédérale d'exécuter le projet en tout ou en partie.

10. (a) d'assurer que, dans les valeurs mobilières existantes au droit de vote dont l'exercice permet d'élire le conseil d'administration d'une société, les valeurs mobilières appartenant à une autre société qui détient un droit de vote sont exercées en faveur de la société qui détient le plus de valeurs mobilières; (b) d'assurer que, dans les valeurs mobilières existantes appartenant à une autre société qui détient un droit de vote, les valeurs mobilières appartenant à une autre société qui détient le plus de valeurs mobilières sont exercées en faveur de la société qui détient le plus de valeurs mobilières.

“screening report”
«rapport d'examen préalable»

“screening report” means a report that summarizes the results of a screening.

Control

(2) For the purposes of this Act, a corporation is controlled by another corporation if
(a) securities of the corporation to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors of the corporation are held, other than by way of security only, by or for the benefit of that other corporation; and
(b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the corporation.

(2) Pour l'application de la présente loi, a le contrôle d'une personne morale la personne morale :
a) d'une part, qui détient — ou en est bénéficiaire —, autrement qu'à titre de garantie seulement, des valeurs mobilières conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de la personne morale;
b) d'autre part, dont les valeurs mobilières confèrent un droit de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale.

Contrôle

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Sa Majesté

PURPOSES

OBJET

Purposes

4. The purposes of this Act are
(a) to ensure that the environmental effects of projects receive careful consideration before responsible authorities take actions in connection with them;
(b) to encourage responsible authorities to take actions that will promote and maintain a healthy environment and a healthy economy; and
(c) to ensure that serious adverse environmental effects of projects to be carried out in Canada or on federal lands do not occur outside the jurisdictions in which the projects are carried out.

4. La présente loi a pour objet :
a) de permettre aux autorités responsables de décider de tout projet susceptible d'avoir des effets environnementaux en se fondant sur un jugement éclairé quant à ces effets;
b) d'inciter ces autorités à favoriser à la fois la santé de l'économie et la salubrité de l'environnement dans la mise en œuvre du projet;
c) de faire en sorte que les éventuels effets environnementaux négatifs graves des projets devant être réalisés dans les limites du Canada ou du territoire domanial ne débordent pas ces limites.

Objet

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF PROJECTS

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS

Projects to be Assessed

Projets visés

Cases where environmental assessment required

5. An environmental assessment of a project is required where a federal authority
(a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits the federal authority to carrying out the project in whole or in part;

5. L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants :
a) une autorité fédérale en est le promoteur et le met en œuvre en tout ou en partie;

Projets visés

(b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part, except where the financial assistance is in the form of any reduction, avoidance, deferral, removal, refund, remission or other form of relief from the payment of any tax, duty or impost imposed under any Act of Parliament, unless that financial assistance is provided for the purpose of enabling an individual project specifically named in the Act, regulation or order that provides the relief to be carried out;

(c) has the administration of federal lands and sells, leases or otherwise disposes of those lands or any interests in those lands, or transfers the administration and control of those lands or interests to Her Majesty in right of a province, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or

(d) under a provision prescribed pursuant to paragraph 55(1)(g), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part.

b) une autorité fédérale accorde à un promoteur en vue de l'aider à mettre en œuvre le projet en tout ou en partie un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière, sauf si l'aide financière est accordée sous forme d'allègement — notamment réduction, évitement, report, remboursement, annulation ou remise — d'une taxe ou d'un impôt qui est prévu sous le régime d'une loi fédérale, à moins que cette aide soit accordée en vue de permettre la mise en œuvre d'un projet particulier spécifié nommément dans la loi, le règlement ou le décret prévoyant l'allègement;

c) une autorité fédérale administre le territoire domanial et en autorise la cession, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci ou en transfère à Sa Majesté du chef d'une province l'administration et le contrôle, en vue de la mise en œuvre du projet en tout ou en partie;

d) une autorité fédérale, aux termes d'une disposition prévue par règlement pris en vertu de l'alinéa 55(1)g), délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie.

Excluded Projects

Exclusion

6. (1) An environmental assessment of a project is not required where

(a) in the opinion of the responsible authority the project is described in an exclusion list;

(b) the project is to be carried out during a national emergency for which special temporary measures have been taken under the *Emergencies Act*; or

(c) the project is to be carried out in response to circumstances that, in the opinion of the responsible authority, constitute an emergency and the responsible authority considers that carrying out the project is in the interest of public health or safety.

Idem

(2) For greater certainty, where a federal authority exercises a power or performs a

Exclusions

Exclusions

6. (1) N'ont pas à faire l'objet d'une évaluation environnementale les projets :

a) qui sont visés, selon l'autorité responsable, dans les listes d'exclusion;

b) qui sont mis en œuvre lors de situations de crise nationale pour lesquelles des mesures d'intervention sont prises aux termes de la *Loi sur les mesures d'urgence*;

c) qui sont mis en œuvre, selon l'autorité responsable, en réaction à une situation d'urgence et lorsqu'elle est d'avis qu'il importe pour la santé ou la sécurité publique que le projet soit mis en œuvre.

(2) Il est entendu qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une évaluation environnementale

Précision

part du projet visé aux articles 369 ou 371 de la Loi.

(d) le projet n'est pas déterminé en vertu de la définition de projet donnée à l'article 369 ou 371 de la Loi.

(e) lorsque le projet est déterminé en vertu de l'article 369 ou 371 de la Loi, l'autorité responsable n'a pas été désignée.

7. (1) L'autorité fédérale visée à l'article 2 de la Loi est l'autorité responsable en vertu de la Loi.

(2) L'autorité responsable d'un projet de loi est l'autorité responsable de la Loi.

8. (1) Dans le cas où plusieurs autorités responsables ont été désignées en vertu de la Loi, elles décident conjointement de la façon de remplir les obligations qui leur incombent en vertu de la Loi.

(2) En cas de différend l'une ou l'autre des autorités responsables en vertu de la Loi peut demander à l'Agence de les désigner en tant qu'autorité responsable commune.

9. Dans le cas où un projet relatif à une certaine voie visée à l'article 369 ou 371 de la Loi est déterminé en vertu de la Loi, une commission ou une commission d'enquête établie par le ministre fédéral de la Santé ou le ministre fédéral de l'Environnement peut, à la demande de l'autorité responsable, mener une enquête sur le projet en vertu de la Loi.

that the function referred to in paragraph (b) or (c) in the purpose of carrying out the project is not required if the project has not been identified at the time the power is exercised or the duty or function is performed, and

(b) the federal authority will have no power to exercise a duty or function referred to in relation to the project after the project is identified.

7. (1) A federal authority that exercises a power or performs a duty or function referred to in section 2 in relation to a project shall ensure that an environmental assessment of the project is conducted as early as practicable in the planning stages of the project.

(2) A responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function referred to in section 2 in relation to a project unless it is satisfied that an environmental assessment of the project has been completed.

8. (1) Where there are two or more responsible authorities in relation to a project they shall together determine the manner in which to perform their duties and functions under the Act and the regulations.

(2) In the case of a disagreement, any of the responsible authorities referred to in subsection (1) may ask the Agency to select one of them as the responsible authority.

9. Where a project is described in the schedule that is in force at the time of the exercise of any power or performance of any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part until the responsible authority has taken a course of action pursuant to paragraph 341(1a),

10

11

12

13

14

10

11

12

13

14

duty or function referred to in paragraph 5(b) or (c) for the purpose of enabling projects to be carried out, an environmental assessment is not required if

- (a) the projects have not been identified at the time the power is exercised or the duty or function is performed; and
- (b) the federal authority will have no power to exercise or duty or function to perform in relation to the projects after they are identified.

Responsible Authority

Timing of assessment

7. (1) A federal authority that exercises a power or performs a duty or function referred to in section 5 in relation to a project shall ensure that an environmental assessment of the project is conducted as early as practicable in the planning stages of the project.

No power, etc., to be exercised until assessment is complete

(2) A responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation to a project unless it is satisfied that an environmental assessment of the project has been completed.

More than one responsible authority

8. (1) Where there are two or more responsible authorities in relation to a project, they shall together determine the manner in which to perform their duties and functions under this Act and the regulations.

Disagreement

(2) In the case of a disagreement, any of the responsible authorities referred to in subsection (1) may ask the Agency for advice respecting their duties and functions.

Action of Federal Authorities Suspended

Action suspended

9. Where a project is described in the mandatory study list or is referred to mediation or a review panel, no federal authority shall exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part until the responsible authority has taken a course of action pursuant to paragraph 34(1)(a).

pour un projet visé aux alinéas 5b) ou c) si, à la fois :

- a) le projet n'est pas déterminé au moment où les attributions visées aux alinéas 5b) ou c) sont exercées;
- b) lorsque le projet sera déterminé, l'autorité fédérale n'aura aucune attribution à exercer à son égard.

Autorité responsable

7. (1) L'autorité fédérale visée à l'article 5 veille à ce que l'évaluation environnementale soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification du projet.

Moment de l'évaluation

(2) L'autorité responsable d'un projet ne peut exercer ses attributions à l'égard de celui-ci que si elle est convaincue que l'évaluation environnementale du projet a été faite.

Effet suspensif

8. (1) Dans le cas où plusieurs autorités responsables sont chargées d'un même projet, elles décident conjointement de la façon de remplir les obligations qui leur incombent aux termes de la présente loi et des règlements.

Pluralité d'autorités responsables

(2) En cas de différend, l'une ou l'autre de ces autorités responsables ou elles toutes peuvent demander à l'Agence de les conseiller sur leurs responsabilités communes.

Différend

Suspension des prises de décision

9. Dans le cas où un projet appartient à une catégorie visée dans la liste d'étude environnementale obligatoire, ou si un examen par une commission ou une médiation doit être effectué, l'autorité fédérale qui a une ou plusieurs décisions à prendre à l'égard du projet ne peut prendre la décision qui en permet la mise en œuvre en tout ou en partie avant que l'autorité responsable elle-même n'ait pris sa décision aux termes de l'alinéa 34(1)a).

Suspension de la prise de décision

Part II - PROCEDURES OF EVALUATION ENVIRONMENTAL

Dispositifs généraux

10.1 La présente évaluation environnementale d'un projet comporte, selon le cas, les éléments suivants:

(a) une évaluation du projet par une commission prévue à l'article 25 et l'adoption d'un rapport;

(b) l'adoption préalable, l'étude de faisabilité et la médiation ou l'arbitrage par une commission d'un projet;

(c) les effets environnementaux du projet, y compris ceux causés par les accidents ou les déversements, doivent en outre, et là où les effets cumulatifs que la réalisation, l'exploitation et la fermeture du projet ont sur l'environnement;

(d) l'impact du projet sur l'application des articles 41, 42 et 43, la gravité des effets environnementaux;

(e) les observations de public à cet égard, y compris celles présentées à la présentation de son dossier;

(f) les mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs (autres que les plans techniques et économiques) qui sont prévues pour l'application des articles 41, 42 et 43, les effets environnementaux négatifs graves;

(g) l'état d'urgence environnementale obligatoire du projet et l'adoption d'un plan d'urgence par une commission prévue à l'article 40;

(h) les raisons d'être du projet;

(i) les solutions techniques et économiques alternatives;

LEVELS OF ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCEDURE

10. The environmental assessment procedure includes, where applicable:

(a) a summary or secondary study and the preparation of a working report or a secondary study report;

(b) a decision or assessment by a review panel as provided in section 25 and the preparation of a report; and

(c) the design and implementation of a follow-up program.

11. (1) Every screening of secondary study of a project and every decision or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

(a) the environmental effects of the project, including the environmental effects of realization or accidents that may occur in connection with the project and any cumulative environmental effects that are likely to occur from the project in conjunction with other projects that have been or will be carried out;

(b) participation in the case of projects referred to in section 41, 42 or 43, the occurrence of these effects;

(c) comments concerning these effects received from the public in accordance with this Act and the regulations and (d) measures that are technically and economically feasible and that would mitigate any significant or, in the case of projects referred to in section 41, 42 or 43, any serious adverse environmental effects of the project.

(2) In addition to the factors set out in subsection (1), every secondary study or report and every decision or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

10.1 La présente évaluation environnementale d'un projet comporte, selon le cas, les éléments suivants:

(a) une évaluation du projet par une commission prévue à l'article 25 et l'adoption d'un rapport;

(b) l'adoption préalable, l'étude de faisabilité et la médiation ou l'arbitrage par une commission d'un projet;

(c) les effets environnementaux du projet, y compris ceux causés par les accidents ou les déversements, doivent en outre, et là où les effets cumulatifs que la réalisation, l'exploitation et la fermeture du projet ont sur l'environnement;

(d) l'impact du projet sur l'application des articles 41, 42 et 43, la gravité des effets environnementaux;

(e) les observations de public à cet égard, y compris celles présentées à la présentation de son dossier;

(f) les mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs (autres que les plans techniques et économiques) qui sont prévues pour l'application des articles 41, 42 et 43, les effets environnementaux négatifs graves;

(g) l'état d'urgence environnementale obligatoire du projet et l'adoption d'un plan d'urgence par une commission prévue à l'article 40;

(h) les raisons d'être du projet;

(i) les solutions techniques et économiques alternatives;

10. The environmental assessment procedure includes, where applicable:

(a) a summary or secondary study and the preparation of a working report or a secondary study report;

(b) a decision or assessment by a review panel as provided in section 25 and the preparation of a report; and

(c) the design and implementation of a follow-up program.

11. (1) Every screening of secondary study of a project and every decision or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

(a) the environmental effects of the project, including the environmental effects of realization or accidents that may occur in connection with the project and any cumulative environmental effects that are likely to occur from the project in conjunction with other projects that have been or will be carried out;

(b) participation in the case of projects referred to in section 41, 42 or 43, the occurrence of these effects;

(c) comments concerning these effects received from the public in accordance with this Act and the regulations and (d) measures that are technically and economically feasible and that would mitigate any significant or, in the case of projects referred to in section 41, 42 or 43, any serious adverse environmental effects of the project.

(2) In addition to the factors set out in subsection (1), every secondary study or report and every decision or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCESS

PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

General

Dispositions générales

Environmental assessment process

10. The environmental assessment process includes, where applicable,

10. Le processus d'évaluation environnementale d'un projet comporte, selon le cas :

Processus d'évaluation environnementale

(a) a screening or mandatory study and the preparation of a screening report or a mandatory study report;

5 a) un examen préalable ou une étude environnementale obligatoire et l'établissement d'un rapport d'examen préalable ou d'un rapport d'étude environnementale obligatoire;

(b) a mediation or assessment by a review panel as provided in section 25 and the preparation of a report; and

10 b) une médiation ou un examen par une commission prévu à l'article 25 et l'établissement d'un rapport;

(c) the design and implementation of a follow-up program.

10 c) l'élaboration et l'application d'un programme de suivi.

Factors to be considered

11. (1) Every screening or mandatory study of a project and every mediation or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

11. (1) L'examen préalable, l'étude environnementale obligatoire, la médiation ou l'examen par une commission d'un projet portent notamment sur les éléments suivants :

Éléments à examiner

(a) the environmental effects of the project, including the environmental effects of malfunctions or accidents that may occur in connection with the project and any cumulative environmental effects that are likely to result from the project in combination with other projects that have been or will be carried out;

15 a) les effets environnementaux du projet, y compris ceux causés par les accidents ou défaillances pouvant en résulter, et les effets cumulatifs que sa réalisation, combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets, est susceptible de causer à l'environnement;

(b) the significance or, in the case of projects referred to in section 43, 44 or 45, the seriousness of those effects;

20 b) l'importance ou, pour l'application des articles 43, 44 et 45, la gravité des effets environnementaux;

(c) comments concerning those effects received from the public in accordance with this Act and the regulations; and

30 c) les observations du public à cet égard, envoyées conformément à la présente loi et aux règlements;

(d) measures that are technically and economically feasible and that would mitigate any significant or, in the case of projects referred to in section 43, 44 or 45, any serious adverse environmental effects of the project.

35 d) les mesures d'atténuation réalisables, sur les plans technique et économique, des effets environnementaux négatifs importants du projet ou, pour l'application des articles 43, 44 et 45, ses effets environnementaux négatifs graves.

Additional factors

(2) In addition to the factors set out in subsection (1), every mandatory study of a project and every mediation or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

(2) L'étude environnementale obligatoire d'un projet et l'évaluation environnementale qui fait l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission portent également sur les éléments suivants :

Éléments supplémentaires

(a) the purpose of the project;

40 a) les raisons d'être du projet;

(b) alternative means of carrying out the project that are technically and economi-

45 b) les solutions de rechange réalisables sur les plans technique et économique, et leurs effets environnementaux;

cally feasible and the environmental effects of any such alternative means;

(c) the need for, and the requirements of, any follow-up program in respect of the project;

(d) the short-term or long-term capacity for regeneration of renewable resources that are likely to be significantly or, in the case of projects referred to in section 43, 44 or 45, seriously affected by the project; 10 and

(e) any other matter that the responsible authority, or the Minister at the request of the responsible authority, may require.

c) la nécessité d'un programme de suivi du projet, ainsi que ses modalités;

d) la capacité de régénération, à court et à long terme, des ressources renouvelables qui risquent d'être touchées de façon 5 importante ou, pour l'application des articles 43, 44 et 45, de façon grave par le projet;

e) tout autre élément que détermine l'autorité responsable ou, sur demande de cel- 10 le-ci, le ministre.

Determination of factors

(3) For greater certainty, the scope of the 15 factors to be taken into consideration pursuant to paragraphs (1)(a), (b) and (d) and (2)(b), (c) and (d) shall be determined

(a) by the responsible authority; or

(b) where a project is referred to media- 20 tion or a review panel, by the Minister, after consulting the responsible authority, when fixing the terms of reference of the mediation or review panel.

(3) Il est entendu que l'évaluation de la portée des éléments visés aux alinéas (1)a, b) et d) et (2)b), c) et d) incombe :

a) à l'autorité responsable; 15

b) au ministre, après consultation de l'autorité responsable, lors de la détermination du mandat du médiateur ou de la commission d'examen.

Obligations

Factors not included

(4) An environmental assessment of a 25 project is not required to include a consideration of the environmental effects that could result from carrying out the project during a national emergency for which special temporary measures have been taken under the 30 *Emergencies Act*.

(4) L'évaluation environnementale d'un 20 projet n'a pas à porter sur les effets environnementaux que sa réalisation peut entraîner lors de situations de crise nationale pour lesquelles des mesures d'intervention sont prises aux termes de la *Loi sur les mesures 25 d'urgence*.

Situations de crise nationale

Delegation

12. (1) A responsible authority may delegate any part of the screening or mandatory study of a project, including the preparation of the screening report or mandatory study 35 report, but shall not delegate the duty to take a course of action pursuant to subsection 16(1) or 34(1).

12. (1) L'autorité responsable d'un projet peut déléguer l'exécution de l'examen préalable ou de l'étude environnementale obliga- 30 toire ainsi que l'établissement des rapports correspondants, à l'exclusion de toute prise de décision aux termes du paragraphe 16(1) ou 34(1).

Délégation

Idem

(2) For greater certainty, a responsible authority shall not take a course of action 40 pursuant to subsection 16(1) or 34(1) unless it is satisfied that any duty or function delegated pursuant to subsection (1) has been carried out in accordance with this Act and the regulations.

(2) Il est entendu que l'autorité responsa- 35 ble qui a délégué l'exécution de l'examen ou de l'étude ainsi que l'établissement des rapports en vertu du paragraphe (1) ne peut prendre une décision aux termes du paragraphe 16(1) ou 34(1) que si elle est convaincue 40 que les attributions déléguées ont été exercées conformément à la présente loi et à ses règlements

Précision

Screening

Examen préalable

Screening	<p>13. (1) Where a responsible authority is of the opinion that a project is not described in the mandatory study list or any exclusion list, the responsible authority shall ensure that</p> <p>(a) a screening of the project is conducted; and</p> <p>(b) a screening report is prepared.</p>	<p>13. (1) Dans le cas où, selon elle, le projet n'est pas visé dans la liste d'étude environnementale obligatoire ou dans les listes d'exclusion, l'autorité responsable veille :</p> <p>5 a) à ce qu'en soit effectué l'examen 5 préalable;</p> <p>b) à ce que soit établi un rapport d'examen préalable.</p>	Examen préalable
Source of information	<p>(2) Any available information may be used in conducting the screening of a project, but where a responsible authority is of the opinion that the information available is not adequate to enable it to take a course of action pursuant to subsection 16(1), it shall ensure that any studies and information that it considers necessary for that purpose are undertaken or collected.</p>	<p>(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 16(1), elle fait procéder aux études qu'elle estime nécessaires à leur obtention.</p>	Information
Declaration of class screening report	<p>14. (1) Where the Agency receives a screening report from a responsible authority and the Agency is of the opinion that the report could be used as a model in conducting screenings of other projects within the same class, the Agency may, on the request of the responsible authority, declare the report to be a class screening report.</p>	<p>14. (1) Sur demande de l'autorité responsable, l'Agence, si elle estime qu'un rapport d'examen préalable peut servir de modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie, peut faire une déclaration à cet effet.</p>	Déclaration
Publication	<p>(2) Any declaration made pursuant to subsection (1) shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and the screening report to which it relates shall be made available to the public at the registry maintained by the Agency.</p>	<p>(2) La déclaration est publiée dans la <i>Gazette du Canada</i> et le rapport est accessible au public et consigné au registre tenu par l'Agence.</p>	Publication
Use of class screening report	<p>(3) Where in the opinion of a responsible authority a project or part of a project is within a class in respect of which a class screening report has been declared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 13.</p>	<p>(3) Si elle estime que tout ou partie d'un projet fait partie d'une catégorie de projets pour laquelle une déclaration a été faite aux termes du paragraphe (1), l'autorité responsable peut permettre l'utilisation de tout ou partie de l'examen préalable et du rapport correspondant dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 13.</p>	Catégorie de projets
Necessary adjustments	<p>(4) Where a responsible authority uses or permits the use of a class screening report, it shall ensure that any adjustments are made that in the opinion of the responsible authority are necessary to take into account local circumstances and any cumulative environmental effects that in the opinion of the</p>	<p>(4) Dans les cas visés au paragraphe (3), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui, selon elle, sont susceptibles de résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence</p>	Adaptations

à d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets.

impairly estimate the likely to result from the project in combination with other projects that have been or will be carried out.

- 13. (1) Si un projet ou un programme de nature en cause, en tout ou en partie, est projeté pour lequel un rapport d'évaluation préliminaire a déjà été établi mais qui n'a pas été mis en œuvre ou dont les modalités de mise en œuvre ont été par la suite modifiées ou qui fait l'objet d'une demande de renouvellement d'un permis ou autre type d'autorisation visé à l'article 24, l'autorité responsable peut permettre l'utilisation de tout ou partie de cet ancien préavis et du rapport d'évaluation, dans la mesure où elle estime satisfaisante l'application de l'article 11.

13. (1) Where a proposed project is carried out in whole or in part, a project for which a screening report has been prepared but the project did not proceed or the manner in which it is to be carried out has substantially changed or where a proposed project is the subject of a licence, permit or approval referred to in paragraph 24(a) in respect of a project for which a screening report has been prepared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 11.

- 14. Dans les cas visés au paragraphe 13, l'autorité responsable veillera ce que soient apportés les ajustements qu'elle estime nécessaires à la prise en compte des changements importants de circonstances survenus depuis.

14. Where a responsible authority uses or permits the use of a screening or screening report pursuant to subsection (1), it shall ensure that any adjustments are made that in its opinion are necessary to take into account any significant changes in the circumstances of the project.

- 15. Dès l'achèvement du rapport d'examen préalable, l'autorité responsable prend l'une des décisions suivantes:
 - (a) si elle estime que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner d'effets environnementaux négatifs importants ou que les permis exigés sont suffisants afin de garantir la mise en œuvre du projet et éviter à l'égard de celui-ci des effets d'atténuation du préavis indiqués;
 - (b) si elle estime que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être évités ou que les permis exigés du public à l'égard des effets environnementaux négatifs substantiels ne suffisent pas pour une réduction ou un contrôle par une commission prévue à l'article 25;
 - (c) si elle estime que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets

- 15. (1) After the report is completed in a screening report in respect of a project, the responsible authority shall take one of the following courses of action:
 - (a) when, in the opinion of the responsible authority:
 - (i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects or
 - (ii) any such effects can be avoided, and the responsible authority may exercise any power or permit any duty or function that would permit the project to be carried out and shall ensure that any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate are implemented;
 - (b) where, in the opinion of the responsible authority:
 - (i) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigated...

responsible authority are likely to result from the project in combination with other projects that have been or will be carried out.

d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets.

Use of
previously
conducted
screening

15. (1) Where a proponent proposes to carry out, in whole or in part, a project for which a screening report has been prepared but the project did not proceed or the manner in which it is to be carried out has subsequently changed, or where a proponent seeks the renewal of a licence, permit or approval referred to in paragraph 5(d) in respect of a project for which a screening report has been prepared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 13.

15. (1) Si un promoteur se propose de mettre en œuvre, en tout ou en partie, un projet pour lequel un rapport d'examen préalable a déjà été établi mais qui n'a pas été mis en œuvre ou dont les modalités de mise en œuvre ont été par la suite modifiées ou qui fait l'objet d'une demande de renouvellement d'un permis ou autre type d'autorisation visé à l'alinéa 5d), l'autorité responsable peut permettre l'utilisation de tout ou partie de cet examen préalable et du rapport correspondant, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 13.

Évaluation
antérieure

Necessary
adjustments

(2) Where a responsible authority uses or permits the use of a screening or screening report pursuant to subsection (1), it shall ensure that any adjustments are made that in its opinion are necessary to take into account any significant changes in the circumstances of the project.

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées les adaptations qu'elle estime nécessaires à la prise en compte des changements importants de circonstances survenus depuis.

Adaptations

Decision of
responsible
authority

16. (1) After the completion of a screening report in respect of a project, the responsible authority shall take one of the following courses of action:

16. (1) Dès l'achèvement du rapport d'examen préalable, l'autorité responsable prend l'une des décisions suivantes :

Décision de
l'autorité
responsable

(a) where, in the opinion of the responsible authority,

a) si elle estime que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner d'effets environnementaux négatifs importants ou qu'ils peuvent être atténués, exercer ses attributions afin de permettre la mise en œuvre du projet et veiller à l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées;

(i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or

(ii) any such effects can be mitigated, the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out and shall ensure that any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate are implemented;

b) si elle estime que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués ou que les préoccupations du public à l'égard des effets environnementaux le justifient, s'adresser au ministre pour une médiation ou un examen par une commission prévu à l'article 25;

(b) where, in the opinion of the responsible authority,

(i) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigable, or

c) si elle estime que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets

les renseignements adéquats importants qui
 de par les faits, ne peut être en possession
 attributions qui lui sont conférées sous le
 régime d'une loi fédérale et qui pourraient
 5 gouverner le sujet en cause de projet en
 fait en ce point.

(ii) public comment respecting the envi-
 ronmental effects of the project warrant
 it.

the responsible authority shall refer the
 matter to the Minister for a referral to
 mediation or a review panel in accordance
 with section 25.1.

(c) where in the opinion of the respon-
 sible authority the project is likely to
 cause significant adverse environmental
 effects that cannot be mitigated, the
 responsible authority shall not exercise any
 power or perform any duty or function
 conferred on it by or under any Act of
 Parliament that would permit the project
 15 to be carried out in whole or in part.

(5) For greater certainty, where a respon-
 sible authority takes a course of action
 referred to in paragraph (1)(c), it shall exer-
 cise any power and perform any duty or
 function conferred on it by or under any Act
 of Parliament in a manner that ensures that
 any mitigation measures that the responsible
 authority considers appropriate in respect of
 the project are implemented.

(6) Before taking a course of action in
 relation to a project pursuant to section
 25, the responsible authority shall give the
 public an opportunity to examine and com-
 ment on the screening report and any report
 that has been filed in the public registry
 established in respect of the project pursuant
 to section 21 and shall take into consider-
 ation any comments that are filed.

(3) Il est entendu que l'autorité responsable
 prendra en compte les renseignements
 que les attributions qui lui sont conférées
 sous le régime d'une loi fédérale de façon que
 10 les mesures d'atténuation qu'elle estime indi-
 quées soient prises en application.

(3) L'autorité responsable donne au public
 la possibilité d'examiner le rapport d'examen
 préalable et les documents connexes au
 registre public établi aux termes de l'ar-
 ticle 21 et de faire ses observations à son
 égard, et les prend en compte avant de pro-
 céder aux décisions relatives à un projet en vertu
 du paragraphe (1).

Autre environnementale

Mandatory Study

27. Dans le cas où, selon elle, le projet est
 susceptible d'avoir des effets environnementaux
 importants, l'autorité responsable a le choix
 5 (a) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (b) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (c) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (d) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (e) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (f) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (g) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (h) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (i) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (j) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (k) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (l) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (m) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (n) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (o) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (p) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (q) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (r) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (s) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (t) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (u) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (v) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (w) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (x) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (y) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;
 (z) de valider le projet sans effectuer un
 étiquetage avec les éléments susdits;

27. Where a responsible authority is of the
 opinion that a project is described in the
 mandatory study list, the responsible authority
 may
 (a) validate the project without a manda-
 tory study report;
 (b) validate the project without a manda-
 tory study report and a mandatory study report
 prepared and submitted to the Agency in
 accordance with the regulations or
 (c) refer the project to the Minister for a
 referral to mediation or a review panel in
 accordance with section 25.

13

13

(ii) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it,

the responsible authority shall refer the project to the Minister for a referral to mediation or a review panel in accordance with section 25; or

(c) where, in the opinion of the responsible authority, the project is likely to cause significant adverse environmental effects that cannot be mitigated, the responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament that would permit the project to be carried out in whole or in part.

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

(2) For greater certainty, where a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall exercise any power and perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament in a manner that ensures that any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate in respect of the project are implemented.

Consideration of public concerns

(3) Before taking a course of action in relation to a project pursuant to subsection (1), the responsible authority shall give the public an opportunity to examine and comment on the screening report and any record that has been filed in the public registry established in respect of the project pursuant to section 51 and shall take into consideration any comments that are filed.

Mandatory Study

Mandatory study

17. Where a responsible authority is of the opinion that a project is described in the mandatory study list, the responsible authority shall

(a) ensure that a mandatory study is conducted, and a mandatory study report is prepared and submitted to the Agency, in accordance with the regulations; or

(b) refer the project to the Minister for a referral to mediation or a review panel in accordance with section 25.

environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués, ne pas exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale et qui pourraient permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie.

(2) Il est entendu que l'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) exerce les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale de façon que les mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées soient mises en application.

Précision

(3) L'autorité responsable donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et les documents consignés au registre public établi aux termes de l'article 51 et de faire ses observations à leur égard, et les prend en compte avant de prendre une décision relative à un projet en vertu du paragraphe (1).

Observations du public

Étude environnementale obligatoire

17. Dans le cas où, selon elle, le projet est visé dans la liste d'étude environnementale obligatoire, l'autorité responsable a le choix :

a) de veiller à ce que soit effectuée, en conformité avec les règlements, une étude environnementale obligatoire et à ce que soit présenté à l'Agence un rapport d'étude environnementale obligatoire;

b) de s'adresser au ministre afin qu'il fasse effectuer, aux termes de l'article 25, une médiation ou un examen par une commission.

Étude environnementale obligatoire

10) L'annexe 10 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

11) L'annexe 11 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

12) L'annexe 12 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

13) L'annexe 13 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

14) L'annexe 14 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

15) L'annexe 15 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

16) L'annexe 16 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

17) L'annexe 17 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

18) L'annexe 18 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

19) L'annexe 19 est un document qui permet de vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises. Elle est destinée à être utilisée par les autorités compétentes pour vérifier l'exactitude des données fournies par les entreprises.

Use of
previously
conducted
mandatory
study

18. (1) Where a proponent proposes to carry out, in whole or in part, a project for which a mandatory study report has been prepared but the project did not proceed or the manner in which it is to be carried out has subsequently changed, or where a proponent seeks the renewal of a licence, permit or approval referred to in paragraph 5(d) in respect of a project for which a mandatory study report has been prepared, the responsible authority may use or permit the use of that report and the mandatory study on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 17. 15

Necessary
adjustments

(2) Where a responsible authority uses or permits the use of a mandatory study or a mandatory study report pursuant to subsection (1), it shall ensure that any adjustments are made that in its opinion are necessary to take into account any significant changes in the circumstances of the project. 20

Public notice

19. (1) After receiving a mandatory study report in respect of a project, the Agency shall, in any manner it considers appropriate, publish a notice setting out the following information:

- (a) the date on which the mandatory study report will be available to the public;
- (b) the place at which copies of the report may be obtained; and 30
- (c) the deadline and address for filing comments on the conclusions and recommendations of the report.

Public concerns

(2) Prior to the deadline set out in the notice published by the Agency, any person may file comments with the Agency relating to the conclusions and recommendations of the mandatory study report. 35

Decision of
Minister

20. After taking into consideration the mandatory study report and any comments filed pursuant to subsection 19(2), the Minister shall 40

- (a) refer the project to mediation or a review panel in accordance with section 25 where, in the opinion of the Minister, 45
 - (i) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigable, or

Évaluation
antérieure

18. (1) Si un promoteur se propose de mettre en œuvre, en tout ou en partie, un projet pour lequel un rapport d'étude environnementale obligatoire a déjà été établi mais qui n'a pas été mis en œuvre ou dont les modalités de mise en œuvre ont été par la suite modifiées ou qui fait l'objet d'une demande de renouvellement d'un permis ou autre type d'autorisation visé à l'alinéa 5d), l'autorité responsable peut permettre l'utilisation de tout ou partie de cette étude environnementale obligatoire et du rapport correspondant, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 17. 10

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées les adaptations qu'elle estime nécessaires à la prise en compte des changements importants de circonstances survenus depuis. 20

Adaptations

19. (1) Quand elle reçoit un rapport d'étude environnementale obligatoire, l'Agence donne avis, de la façon qu'elle estime indiquée, des éléments suivants :

- a) la date à laquelle le rapport d'étude environnementale obligatoire sera accessible au public; 25
- b) le lieu d'obtention d'exemplaires du rapport;
- c) l'adresse et la date limite pour la réception par celle-ci d'observations sur les conclusions et recommandations du rapport. 30

Avis public

(2) Toute personne peut, dans le délai indiqué dans l'avis publié par l'Agence, lui présenter ses observations relativement aux conclusions ou recommandations issues de l'étude environnementale obligatoire. 35

Observations du
public

20. Après avoir pris en compte le rapport d'étude environnementale obligatoire et les observations qui ont été présentées en vertu du paragraphe 19(2), le ministre : 40

- a) fait procéder à une médiation ou à un examen par une commission conformément à l'article 25, s'il estime que le projet est susceptible d'avoir des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués ou que les préoccupa- 45

Décision du
ministre

tion du public à l'égard des effets environnementaux du projet de justification; 5) renvoie le projet à l'autorité responsable pour une décision aux termes de l'article 34(1) s'il estime que la justification du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou qu'ils peuvent être évités.

Processus d'évaluation

21. À tout moment, si elle estime que le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être évités ou que les préoccupations du public à l'égard des effets environnementaux du projet justifient une médiation ou un examen par une commission, l'autorité responsable peut s'adresser au ministre afin qu'il procède conformément à l'article 22.

22. L'autorité responsable peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale, décider de ne pas faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mais si la justification et elle décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 23, elle procède à l'égard du projet.

23. Le ministre peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale, décider de ne pas faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mais si la justification et elle décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 24, elle procède à l'égard du projet.

24. À tout moment le ministre, après consultation de l'autorité responsable ou, à défaut de cette autorité, après consultation de l'autorité responsable, peut décider de ne pas faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mais si la justification et elle décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 25, elle procède à l'égard du projet.

(b) public concerns respecting the environmental effects of the project without the project being referred to the responsible authority for action to be taken under paragraph 34(1) where, in the opinion of the Minister, (a) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects or (b) any such effects can be mitigated.

Discretionary Powers

21. Where at any time a responsible authority is of the opinion that (a) a project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigated or (b) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it, the responsible authority may refer the project to the Minister for a referral to mediation or a review panel in accordance with section 22.

22. Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 2 in relation to a project that has not been referred to mediation or a review panel, it may terminate the environmental assessment of the project.

23. Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 2 in relation to a project that has been referred to mediation or a review panel, the Minister may terminate the environmental assessment of the project.

24. Where at any time the Minister is of the opinion that (a) a project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigated or (b) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it, the Minister may after consulting the responsible authority or, where there is no

(ii) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it; or

(b) refer the project back to the responsible authority for action to be taken under paragraph 34(1)(a) where, in the opinion of the Minister,

(i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or

(ii) any such effects can be mitigated.

tions du public à l'égard des effets environnementaux du projet le justifient;

b) renvoie le projet à l'autorité responsable pour une décision aux termes de l'alinéa 34(1)a s'il estime que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou qu'ils peuvent être atténués.

Discretionary Powers

Pouvoirs d'appréciation

Referral to Minister

21. Where at any time a responsible authority is of the opinion that

(a) a project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigable, or

(b) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it, the responsible authority may refer the project to the Minister for a referral to mediation or a review panel in accordance with section 25.

21. À tout moment, si elle estime que le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués ou que les préoccupations du public à l'égard des effets environnementaux du projet justifient une médiation ou un examen par une commission, l'autorité responsable peut s'adresser au ministre afin d'y faire procéder conformément à l'article 25.

Examen par une commission

Termination by responsible authority

22. Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation to a project that has not been referred to mediation or a review panel, it may terminate the environmental assessment of the project.

22. L'autorité responsable peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale qui n'a pas fait l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mettre fin à l'évaluation si elle décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 5 qu'elle possède à l'égard du projet.

Arrêt d'une évaluation environnementale

Termination by Minister

23. Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation to a project that has been referred to mediation or a review panel, the Minister may terminate the environmental assessment of the project.

23. Le ministre peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale qui fait l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mettre fin à l'évaluation si l'autorité responsable décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 5 qu'elle possède à l'égard du projet.

Pouvoir du ministre

Referral by Minister

24. Where at any time the Minister is of the opinion that

(a) a project is likely to cause significant adverse environmental effects that may not be mitigable, or

(b) public concerns respecting the environmental effects of the project warrant it, the Minister may, after consulting the responsible authority or, where there is no responsible authority in relation to the

24. À tout moment, le ministre, après consultation de l'autorité responsable ou, à défaut, de toute autorité fédérale appropriée, s'il estime qu'un projet assujéti à la présente loi est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués ou que les préoccupations du public à l'égard des effets environnementaux du projet le justifient, peut faire procéder à une médiation ou à un examen

Idem

17. The appropriate review authority shall, at the request of the mediator, refer the project to mediation or a review panel in accordance with section 22.

17. The appropriate review authority shall, at the request of the mediator, refer the project to mediation or a review panel in accordance with section 22.

18. When an assessment has been completed, the mediator shall, if the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

18. When a project is to be referred to mediation or a review panel under the Act, the mediator shall, where a prescribed period, refer the project

19. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(a) to mediation if the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

20. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(b) to a review panel, in any other case.

21. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(c) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

22. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(d) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

23. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(e) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

24. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(f) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

25. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(g) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

26. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(h) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

27. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(i) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

28. The mediator shall, where a prescribed period, refer the project to mediation or a review panel under the Act.

(j) the mediator is satisfied that the project meets the requirements of the Act;

project, the appropriate federal authority, refer the project to mediation or a review panel in accordance with section 25.

Mediation and Panel Reviews

Decision of
Minister

25. Where a project is to be referred to mediation or a review panel under this Act, the Minister shall, within a prescribed period, refer the project

(a) to mediation, if the Minister is satisfied that

(i) the parties who are directly affected by or have a direct interest in the project have been identified and are willing to participate in the mediation through representatives, and

(ii) the mediation is likely to produce a result that is satisfactory to all of the parties; or

(b) to a review panel, in any other case.

Appointment of
mediator

26. Where a project is referred to mediation, the Minister shall, in consultation with the responsible authority,

(a) appoint as mediator any person who, in the opinion of the Minister, possesses the required knowledge or experience; and

(b) fix the terms of reference of the mediation.

Minister's
determination

27. In the case of a dispute respecting the participation of parties in a mediation, the Minister may, on the request of the mediator, determine those parties who are directly affected by or have a direct interest in the project, and for the purposes of this Act any such determination is binding.

Mediation

28. (1) A mediator shall not proceed with a mediation unless the mediator is satisfied that all of the information required for a mediation is available to all of the participants.

Idem

(2) A mediator shall, in accordance with the regulations and the terms of reference of the mediation,

(a) help the participants to reach a consensus on

par une commission conformément à l'article 25.

Médiation ou examen par une commission

Décision du
ministre

25. Dans le cas où un projet doit faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission en vertu de la présente loi, le ministre, dans le délai réglementaire :

a) fait effectuer une médiation pour le projet s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

(i) les parties directement touchées par le projet ou qui y ont un intérêt direct ont été identifiées et acceptent de participer à la médiation par l'intermédiaire de représentants,

(ii) la médiation produira vraisemblablement des résultats satisfaisants pour toutes les parties;

b) dans tout autre cas, fait effectuer un examen par une commission.

Appointment of
mediator

26. S'il fait effectuer une médiation, le ministre, après consultation de l'autorité responsable, nomme médiateur une personne qu'il estime posséder les connaissances ou l'expérience voulues, et fixe son mandat.

Nomination du
médiateur

(a) nommer médiateur toute personne que le ministre juge posséder les connaissances ou l'expérience voulues, et fixer son mandat.

Minister's
determination

27. En cas de différend, le ministre peut déterminer, à la demande du médiateur, quelles sont les parties directement touchées par le projet ou qui y ont un intérêt direct; pour l'application de la présente loi, cette décision s'impose à tous.

Parties

Mediation

28. (1) Le médiateur ne peut procéder à la médiation à moins d'être convaincu que tous les participants ont eu accès à tous les renseignements nécessaires à la médiation.

Médiation

Idem

(2) Le médiateur, conformément à son mandat et aux règlements, a pour mission :

Idem

a) d'aider les participants à s'entendre sur les effets environnementaux que le projet est susceptible d'entraîner, ainsi que sur les mesures d'atténuation des effets environ-

Evaluation of Environmental Effects

22. The responsible authority shall ensure that the following information is made available to the public:

(a) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel;

(c) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel;

(d) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel, and a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel.

23. Where a project is referred to a review panel, the Minister shall, in consultation with the responsible authority:

(a) appoint as members of the panel, including the responsible authority, persons who, in the opinion of the Minister, possess the required knowledge or experience; and

(b) fix the terms of reference of the panel.

24. A review panel shall, in accordance with the regulations and its terms of reference:

(a) ensure that the information required for an assessment by a review panel is obtained and made available to the public;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

25. A report submitted to the Minister and the responsible authority shall include:

(a) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel;

(c) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel;

(d) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel, and a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel.

26. Where a project is referred to a review panel, the Minister shall, in consultation with the responsible authority:

(a) appoint as members of the panel, including the responsible authority, persons who, in the opinion of the Minister, possess the required knowledge or experience; and

(b) fix the terms of reference of the panel.

27. A review panel shall, in accordance with the regulations and its terms of reference:

(a) ensure that the information required for an assessment by a review panel is obtained and made available to the public;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

28. The Minister shall, in consultation with the responsible authority, ensure that the following information is made available to the public:

(a) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel;

(c) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel;

(d) a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel, and a copy of the report submitted to the Minister and the responsible authority by the review panel, including the conclusions and recommendations of the panel.

29. Where a project is referred to a review panel, the Minister shall, in consultation with the responsible authority:

(a) appoint as members of the panel, including the responsible authority, persons who, in the opinion of the Minister, possess the required knowledge or experience; and

(b) fix the terms of reference of the panel.

30. A review panel shall, in accordance with the regulations and its terms of reference:

(a) ensure that the information required for an assessment by a review panel is obtained and made available to the public;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

31. The Commission, in accordance with the regulations, shall:

(a) receive and review the reports submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

32. The Commission, in accordance with the regulations, shall:

(a) receive and review the reports submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

33. The Commission, in accordance with the regulations, shall:

(a) receive and review the reports submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

34. The Commission, in accordance with the regulations, shall:

(a) receive and review the reports submitted to the Minister and the responsible authority;

(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;

(c) prepare a report setting out:

(i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effect of the project; and any mitigation measures or follow-up program and

(ii) a summary of any comments received from the public;

(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.

- (i) the environmental effects that are likely to result from the project,
 - (ii) any measures that would mitigate any significant adverse environmental effects, and
 - (iii) an appropriate follow-up program;
- (b) prepare a report setting out the conclusions and recommendations of the participants; and
- (c) submit the report to the Minister and 10 the responsible authority.

Subsequent
reference to
review panel

29. Where at any time after a project has been referred to mediation the Minister is of the opinion that the mediation is not likely to produce a result that is satisfactory to all of 15 the parties, the Minister may terminate the mediation and refer the project to a review panel.

Appointment of
review panel

30. Where a project is referred to a review panel, the Minister shall, in consultation with 20 the responsible authority,

- (a) appoint as members of the panel, including the chairperson thereof, persons who, in the opinion of the Minister, possess the required knowledge or experience; and 25
- (b) fix the terms of reference of the panel.

Assessment by
review panel

31. A review panel shall, in accordance with the regulations and its terms of reference,

- (a) ensure that the information required 30 for an assessment by a review panel is obtained and made available to the public;
- (b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment; 35
- (c) prepare a report setting out
 - (i) the conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental effects of the project and any mitigation measures or follow-up pro- 40 gram, and
 - (ii) a summary of any comments received from the public; and
- (d) submit the report to the Minister and 45 the responsible authority.

nementaux négatifs importants et le programme de suivi indiqué;

- b) d'établir un rapport assorti des conclusions et recommandations des participants;
- c) de présenter ce rapport au ministre et à 5 l'autorité responsable.

29. À tout moment après avoir demandé une médiation, s'il estime que celle-ci a peu de chances de produire des résultats satisfai- 10 sants pour les parties, le ministre peut y mettre fin et faire effectuer un examen par une commission.

Examen par
une commission

30. Le ministre, en consultation avec l'autorité responsable, nomme les membres, y compris le président, de la commission d'éva- 15 luation environnementale et fixe le mandat de celle-ci. À cette fin, le ministre choisit des personnes qu'il estime posséder les connaissances ou l'expérience voulues.

Commission

31. La commission, conformément à son 20 mandat et aux règlements :

- a) veille à l'obtention des renseignements nécessaires à l'évaluation environnemen- 25 tale d'un projet et veille à ce que le public y ait accès;
- b) tient des audiences de façon à donner au public la possibilité de participer à l'évaluation environnementale du projet;
- c) établit un rapport assorti de ses conclusions et recommandations relativement 30 aux effets environnementaux du projet, aux mesures d'atténuation et au programme de suivi, et énonçant, sous la forme d'un résumé, les observations reçues du public; 35
- d) présente son rapport au ministre et à l'autorité responsable.

Commission
d'évaluation
environnementale

Section 33

33 (1) A review panel that the proponent...
...any person to appear as a witness...
...before the panel and of entering the...
...where it

(a) give evidence orally or in writing and
(b) produce such documents and things as
the panel considers necessary for conducting
an assessment of the project.

(2) A review panel has the same power as
before the standards of witnesses and to
compel them to give evidence and produce
documents and other things as is stated in a
code of conduct.

(3) A hearing by a review panel shall be
public unless the panel is satisfied after
representations made by a witness that such
evidence and documents, items would be
caused by the witness by the disclosure of the
evidence or documents or other things that the
witness is entitled to give or produce during
and in substance (1).

(4) When a review panel is satisfied that
the disclosure of evidence, documents or
other things would cause specific direct and
substantial harm to a witness, the evidence,
documents or things are privileged and shall
not, without the authorization of the witness,
be or be permitted to be con-
sidered, disclosed or made available by
any person who has obtained the evidence,
documents or other things pursuant to this
Act.

(5) Any summons issued in order to carry
out a review panel pursuant to sections (1)
may, for the purposes of enforcement, be
made a summons or order for the Federal
Court by following the usual process and
procedure.

34 On receiving a report submitted by a
mediator or a review panel, the Minister
shall make the report available to the public
in any manner the Minister considers appro-
priate and shall advise the proponent that the
report is available.

Division of Responsibility

35 (1) Following the submission of a
report by a mediator or review panel to the
Minister, a project back to the responsible

Section 34

Section 35

Section 36

Section 37

Section 38

Section 39

33 (1) La commission ou le panel d'avis
peut demander à une personne de se pré-
senter devant elle des témoins et de déposer
des documents et d'autres choses devant
elle.

(2) La commission ou le panel d'avis a
les mêmes pouvoirs qu'un tribunal en matière
de témoins et de documents et d'autres choses
en ce qui concerne les normes et le code de
conduite.

(3) Une audience devant un panel d'avis
sera publique, à moins que le panel d'avis
soit convaincu, après avoir entendu les
représentations faites par un témoin, que
la divulgation de l'évidence et des documents
causerait à ce témoin un préjudice direct et
substantiel.

(4) Lorsque le panel d'avis est convaincu que
la divulgation de l'évidence, des documents
ou d'autres choses causerait un préjudice
direct et substantiel à un témoin, l'évidence,
les documents ou les choses sont privilégiés
et ne peuvent, sans l'autorisation du témoin,
être ou être permis d'être considérés, divulgués
ou rendus disponibles par toute personne
qui a obtenu l'évidence, les documents ou
d'autres choses en vertu de la présente loi.

(5) Toute assignation émise en vertu de la
présente loi pour l'exécution d'une section
(1) peut, aux fins de l'exécution, être rendue
ordonnance ou assignation de la Cour
fédérale.

34 Sur réception du rapport du médiateur
ou du panel d'avis, le ministre rendra
le rapport disponible au public de toute
manière qu'il juge appropriée et avisera
le proponent que le rapport est disponible.

Détermination de la responsabilité

35 (1) Après la soumission d'un rapport
par un médiateur ou un panel d'avis au
ministre, le projet revient à la responsabilité

Section 33

Section 34

Section 35

Section 36

Section 37

Section 38

Section 39

Hearing of witnesses	<p>32. (1) A review panel has the power of summoning any person to appear as a witness before the panel and of ordering the witness to</p> <p>(a) give evidence, orally or in writing; and</p> <p>(b) produce such documents and things as the panel considers necessary for conducting its assessment of the project.</p>	<p>32. (1) La commission a le pouvoir d'assigner devant elle des témoins et de leur ordonner de :</p> <p>a) déposer oralement ou par écrit;</p> <p>b) produire les documents et autres pièces qu'elle juge nécessaires en vue de procéder à l'examen dont elle est chargée.</p>	Audition de témoins
Enforcement powers	<p>(2) A review panel has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and other things as is vested in a court of record.</p>	<p>(2) La commission a, pour contraindre les témoins à comparaître, à déposer et à produire des pièces, les pouvoirs d'une cour d'archives.</p>	Pouvoirs de contrainte
Hearings to be public	<p>(3) A hearing by a review panel shall be public unless the panel is satisfied after representations made by a witness that specific, direct and substantial harm would be caused to the witness by the disclosure of the evidence, documents or other things that the witness is ordered to give or produce pursuant to subsection (1).</p>	<p>(3) Les audiences de la commission sont publiques sauf si elle décide, à la suite d'observations faites par le témoin, que la communication des éléments de preuve, documents ou objets qu'il est tenu de présenter au titre du présent article lui causerait directement un préjudice réel et sérieux.</p>	Audiences publiques
Non-disclosure	<p>(4) Where a review panel is satisfied that the disclosure of evidence, documents or other things would cause specific, direct and substantial harm to a witness, the evidence, documents or things are privileged and shall not, without the authorization of the witness, knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available by any person who has obtained the evidence, documents or other things pursuant to this Act.</p>	<p>(4) Si la commission conclut que la communication d'éléments de preuve, documents ou d'objets causerait directement un préjudice réel et sérieux au témoin, ces éléments de preuve, documents ou objets sont protégés; la personne qui les a obtenus en vertu de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils le soient sans l'autorisation du témoin.</p>	Non-communication
Enforcement of summonses and orders	<p>(5) Any summons issued or order made by a review panel pursuant to subsection (1) may, for the purposes of enforcement, be made a summons or order of the Federal Court by following the usual practice and procedure.</p>	<p>(5) Aux fins de leur exécution, les assignations faites et ordonnances rendues aux termes du paragraphe (1) peuvent, selon la procédure habituelle, être assimilées aux assignations ou ordonnances de la Cour fédérale.</p>	Exécution des assignations et ordonnances
Public notice	<p>33. On receiving a report submitted by a mediator or a review panel, the Minister shall make the report available to the public in any manner the Minister considers appropriate and shall advise the public that the report is available.</p>	<p>33. Sur réception du rapport du médiateur ou de la commission d'évaluation environnementale, le ministre en donne avis public et le rend accessible au public de la manière qu'il estime indiquée.</p>	Publication
Decision of responsible authority	<p><i>Decision of Responsible Authority</i></p> <p>34. (1) Following the submission of a report by a mediator or a review panel or the referral of a project back to the responsible</p>	<p><i>Décision de l'autorité responsable</i></p> <p>34. (1) L'autorité responsable, dès la présentation du rapport du médiateur ou de la commission ou si le ministre, à la suite d'une</p>	Autorité responsable

lequel il faut, au lieu de parler de

responsabilité (1) appliqué au monde avec les
(5) A responsabilité subjective est due à la
de leur existence

de leur existence, car la responsabilité
de leur existence, car la responsabilité
de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

Conclusion de l'essai

la responsabilité subjective

la responsabilité subjective est due à la
de leur existence, car la responsabilité
de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

de leur existence, car la responsabilité

(1) L'existence subjective est due à la

de leur existence, car la responsabilité

authority pursuant to paragraph 20(b), the responsible authority shall take one of the following courses of action in relation to the project:

- (a) where in the opinion of the responsible authority
 - (i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or
 - (ii) any such effects can be mitigated or justified in the circumstances,

the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part and shall ensure that any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate are implemented; or

(b) where, in the opinion of the responsible authority, the project is likely to cause significant adverse environmental effects that cannot be mitigated and cannot be justified in the circumstances, the responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament that would permit the project to be carried out in whole or in part.

(2) For greater certainty, where a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall exercise any power and perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament in a manner that ensures that any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate in respect of the project are implemented.

Follow-up Program

35. (1) Where a responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph 34(1)(a), it shall, in accordance with the regulations, design any follow-up program that it considers appropriate for the project and arrange for the implementation of that program.

(2) A responsible authority referred to in subsection (1) shall, in accordance with the regulations, advise the public of

étude environnementale obligatoire, lui demande de prendre une décision aux termes de l'alinéa 20b), prend l'une des décisions suivantes :

a) si elle estime que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, qu'ils peuvent être atténués ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie et veiller à l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées;

b) si elle estime que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être atténués et ne sont pas justifiables dans les circonstances, ne pas exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale et qui pourraient permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie.

(2) Il est entendu que l'autorité responsable qui prend une décision visée à l'alinéa (1)a) exerce les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale de façon que les mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées soient mises en application.

Programme de suivi

35. (1) L'autorité responsable qui décide de la mise en œuvre conformément à l'alinéa 34(1)a) élabore, conformément aux règlements, tout programme de suivi qu'elle estime indiqué et veille à son application.

(2) L'autorité responsable visée au paragraphe (1) porte à la connaissance du public,

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

Design and implementation

Public notice

Précision

Suivi

Renseignements

contingency plan for the project.
 (b) the results of the project in relation to the environment, including any adverse effects.
 (c) the extent to which the project has been reviewed or a review panel has been established.
 (d) any follow-up program designed for the project pursuant to section 13.
 (e) the program of self-assessment in accordance with section 11.

(a) the results of the project in relation to the environment, including any adverse effects.
 (b) the extent to which the project has been reviewed or a review panel has been established.
 (c) any follow-up program designed for the project pursuant to section 13.

Definitions

36. The text of the Act is signed by the author or the author of the project and is signed by a responsible authority that exercises a power or function in relation to the project or in relation to the project or in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

36. A certificate that states that an environmental assessment of a project has been completed and that it is signed by a responsible authority that exercises a power or function in relation to the project or in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

John H. ...

37. (1) For the purpose of the section 13 and section 15 and 17, jurisdiction includes:
 (a) a federal authority;
 (b) the government of a province;
 (c) any other agency or body established pursuant to an Act of Parliament or the legislature of a province and having power, duties or functions in relation to a project;
 (d) any body established pursuant to a comprehensive land claim agreement referred to in section 15 of the Constitution Act, 1982 and having power, duties or functions in relation to an agreement of the environmental effects of a project;
 (e) a government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state or any institution of such a government and;
 (f) an international organization or institution or any institution of such an organization.
 (2) Subject to section 18, this section applies to a project that is a project as defined in section 13 and a jurisdiction as defined in section 17 and a jurisdiction as defined in section 17.

37. (1) For the purpose of the section 13 and section 15 and 17, jurisdiction includes:
 (a) a federal authority;
 (b) the government of a province;
 (c) any other agency or body established pursuant to an Act of Parliament or the legislature of a province and having power, duties or functions in relation to a project;
 (d) any body established pursuant to a comprehensive land claim agreement referred to in section 15 of the Constitution Act, 1982 and having power, duties or functions in relation to an agreement of the environmental effects of a project;
 (e) a government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state or any institution of such a government and;
 (f) an international organization or institution or any institution of such an organization.

38. (1) The text of the Act is signed by the author or the author of the project and is signed by a responsible authority that exercises a power or function in relation to the project or in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

38. (1) The text of the Act is signed by the author or the author of the project and is signed by a responsible authority that exercises a power or function in relation to the project or in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

38-39 F.A. 11

207

38-39 F.A. 11

207

38-39 F.A. 11

207

- (a) its course of action in relation to the project;
- (b) any mitigation measures to be implemented with respect to the adverse environmental effects of the project;
- (c) the extent to which the recommendations set out in any report submitted by a mediator or a review panel have been adopted; and
- (d) any follow-up program designed for 10 the project pursuant to subsection (1).

- conformément aux règlements, les renseignements suivants :
- a) sa décision relativement au projet;
 - b) les mesures d'atténuation des effets 5 environnementaux négatifs, s'il y a lieu; 5
 - c) si une médiation ou un examen par une commission a eu lieu, la suite qu'elle entend donner aux recommandations issues des rapports de médiation ou d'examen par une commission; 10
 - d) le programme de suivi élaboré en application du paragraphe (1).

Certificate

Certificate

36. A certificate that states that an environmental assessment of a project has been completed, and that is signed by a responsible authority that exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(c) in relation to the project is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

Certificat

Certificat d'évaluation environnementale

36. Le certificat signé par l'autorité responsable qui exerce une attribution visée à l'alinéa 5c) et où il est déclaré qu'une évaluation 15 environnementale a été effectuée fait foi, sauf preuve contraire, de son contenu.

Joint Review Panels

Definition of "jurisdiction"

37. (1) For the purposes of this section 20 and sections 38 and 39, "jurisdiction" includes

- (a) a federal authority;
- (b) the government of a province;
- (c) any other agency or body established 25 pursuant to an Act of Parliament or the legislature of a province and having powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project; 30
- (d) any body established pursuant to a comprehensive land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* and having powers, duties or functions in relation to an assessment of 35 the environmental effects of a project;
- (e) a government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state, or any institution of such a government; and 40
- (f) an international organization of states 40 or any institution of such an organization.

Examen conjoint

Définition d'«instance»

37. (1) Pour l'application du présent article et des articles 38 et 39, «instance» s'entend notamment : 20

- a) d'une autorité fédérale;
- b) du gouvernement d'une province;
- c) de tout autre organisme établi sous le régime d'une loi provinciale ou fédérale ayant des attributions relatives à l'évaluation 25 des effets environnementaux d'un projet;
- d) de tout organisme, constitué aux termes d'un accord sur des revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets 30 environnementaux d'un projet;
- e) du gouvernement d'un État étranger, d'une subdivision politique d'un État 35 étranger ou de l'un de leurs organismes;
- f) d'une organisation internationale d'États ou de l'un de ses organismes.

Review panels established jointly with another jurisdiction

(2) Subject to section 38, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction

(2) Sous réserve de l'article 38, dans le cas où il estime qu'un examen par une commis- 40 sion est nécessaire ou possible et où une

Examen conjoint

instance visée à l'un des alinéas (1) et (4) ou (b) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre peut organiser un examen conjointement avec l'instance visée.

(1) Sous réserve de l'article 36, dans le cas où le ministre ou un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1) ou (4) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent organiser un examen conjointement avec l'instance visée.

38. Le ministre ne participe à l'organisation d'un examen conjoint avec une instance visée au paragraphe 37(1) que s'il est convaincu que les conditions suivantes sont remplies :

- (a) il peut nommer le président ou le coprésident et un ou plusieurs membres de la commission ou approuver leur nomination;
- (b) il peut faire approuver le mandat de la commission;
- (c) le public aura la possibilité de participer à l'examen;
- (d) dès l'achèvement de l'examen, la commission lui présentera un rapport;
- (e) le rapport sera publié.

39. Dans le cas où le ministre organise un examen conjointement avec une instance visée au paragraphe 37(1), l'examen est réputé satisfaisant aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale établis par une instance visée.

40. (1) Dans le cas où la présente loi lui donne le mandat de demander un examen par une commission ou l'y oblige et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux n'est pas satisfaisant, le ministre peut demander à une instance visée à l'alinéa 37(1) de réviser l'évaluation.

related to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (4) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister may establish a review panel jointly with that jurisdiction.

(1) Subject to section 36, where the responsibility of a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction related to in paragraph (1)(a) or (4) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister and the Secretary of State for External Affairs may establish a review panel jointly with that jurisdiction.

38. The Minister shall not establish a review panel jointly with a jurisdiction related to in subsection 37(1) unless the Minister is satisfied that

- (a) the Minister may appoint or approve the appointment of the chairperson or a co-chairperson and one or more other members of the panel;
- (b) the Minister may fix or approve the terms of reference for the panel;
- (c) the public will be given an opportunity to participate in the assessment conducted by the panel;
- (d) on completion of the assessment, the report of the panel will be submitted to the Minister; and
- (e) the panel's report will be published.

39. Where the Minister establishes a review panel jointly with a jurisdiction related to in subsection 37(1), the assessment conducted by that panel shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations respecting assessments by a review panel.

40. (1) Where the Minister is given a mandate to request a review panel or is required to do so, and he or she considers that the environmental assessment process is not satisfactory, the Minister may request a body related to other than the Act or by a body related to

Commissaire

Commissaire

Commissaire

Commissaire

Commissaire

Commissaire

referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister may establish a review panel jointly with that jurisdiction.

Idem

(3) Subject to section 38, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(e) or (f) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister and the Secretary of State for External Affairs may establish a review panel jointly with that jurisdiction.

Conditions

38. The Minister shall not establish a review panel jointly with a jurisdiction referred to in subsection 37(1) unless the Minister is satisfied that

- (a) the Minister may appoint or approve the appointment of the chairperson or a co-chairperson and one or more other members of the panel;
- (b) the Minister may fix or approve the terms of reference for the panel;
- (c) the public will be given an opportunity to participate in the assessment conducted by the panel;
- (d) on completion of the assessment, the report of the panel will be submitted to the Minister; and
- (e) the panel's report will be published.

Deemed substitution

39. Where the Minister establishes a review panel jointly with a jurisdiction referred to in subsection 37(1), the assessment conducted by that panel shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations respecting assessments by a review panel.

Public Hearing by a Federal Authority

Substitute for review panel

40. (1) Where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and the Minister is of the opinion that a process for assessing the environmental effects of projects that is followed by a federal authority under an Act of Parliament other than this Act or by a body referred to

instance visée à l'un des alinéas (1)a), b), c) ou d) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre peut organiser un examen conjointement avec l'instance visée.

Idem

(3) Sous réserve de l'article 38, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée à l'alinéa (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent organiser un examen conjointement avec l'instance visée.

Conditions de l'examen conjoint

38. Le ministre ne participe à l'organisation d'un examen conjoint avec une instance visée au paragraphe 37(1) que s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

- a) il peut nommer le président ou le coprésident et un ou plusieurs membres de la commission, ou approuver leur nomination;
- b) il peut fixer ou approuver le mandat de la commission;
- c) le public aura la possibilité de participer à l'examen;
- d) dès l'achèvement de l'examen, la commission lui présentera un rapport;
- e) le rapport sera publié.

Examen réputé conforme

39. Dans le cas où le ministre organise un examen conjointement avec une instance visée au paragraphe 37(1), l'examen est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

Audience publique par une autorité fédérale

40. (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 37(1)d) serait indi-

Substitution

pour être, les renseignements de nature personnelle
sont exemptés de la Loi sur l'accès à l'information.

in paragraph 17(1)(b) would be an opinion-
the Minister may approve the
submission of that process for an environ-
mental assessment by a review panel under
this Act.

(2) L'approbation de l'évaluation est donnée
par écrit et peut être un simple ou une
catégorie de projet.

(2) An approval of the Minister pursuant
to subsection (1) shall be in writing and may
be given in respect of a project or a class of
projects.

41. Le ministre ne peut refuser de sub-
stituer que s'il est convaincu que les condi-
tions suivantes sont remplies :

41. The Minister shall not approve a sub-
stitution pursuant to subsection 40(1) unless
the Minister is satisfied that

(a) l'évaluation à effectuer sera faite
selon les éléments visés à l'article 10;

(a) the process to be substituted will
include a consideration of the factors
referred to in section 10;

(b) le public aura la possibilité de partici-
per au processus d'évaluation;

(b) the public will be given an opportunity
to participate in the assessment;

(c) dès l'achèvement de l'évaluation, un
rapport lui sera présenté;

(c) at the end of the assessment, a report
will be prepared in the Minister and

(d) le rapport sera public.

(d) the report will be published.

42. L'évaluation autorisée en application
du paragraphe 40(1) est réputée satisfaire
aux exigences de la présente loi et des règle-
ments en matière d'évaluation environne-
mentale effectués par une commission.

42. Where the Minister approves a substi-
tution of a process pursuant to subsection
40(1), an assessment that is conducted in
accordance with that process shall be deemed
to satisfy any requirements of this Act and
the regulations in respect of assessments by a
review panel.

EFFETS NON PRONONCÉS ET AUTRES
ENVIRONNEMENTAUX CONNEXES

ENVIRONMENTAL EFFECTS
AND RELATED

43. (1) Le ministre peut ordonner l'exa-
men par une commission des effets environ-
nementaux d'un projet non visé à l'article 2
s'il estime que le projet doit être examiné
dans une province et que les effets de ce
projet ont des effets environnementaux néga-
tifs graves dans une autre province.

43. (1) Where a project for which an envi-
ronmental assessment is not required under
section 2 is to be carried out in a province
and the Minister is of the opinion that the
project is likely to have serious adverse envi-
ronmental effects in another province, the
Minister may establish a review panel to
conduct an assessment of the interprovincial
environmental effects of the project.

(2) Le ministre ne peut ordonner l'examen
par une commission en vertu du paragraphe
(1) que si les effets et les dommages dus à
l'opération prévue sont graves et s'ils ont
des effets environnementaux négatifs gra-
ves sur le projet.

(2) The Minister shall not establish a
review panel pursuant to subsection (1)
where the Minister and the government of
all interested provinces have agreed on
another manner of conducting an assessment
of the interprovincial environmental effects
of the project.

(3) Le ministre peut ordonner l'examen
par une commission d'un projet initial ou

(3) A review panel may be established
pursuant to subsection (1) on the Minister's

in paragraph 37(1)(d) would be an appropriate substitute, the Minister may approve the substitution of that process for an environmental assessment by a review panel under this Act.

qué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution.

Manner of approval

(2) An approval of the Minister pursuant to subsection (1) shall be in writing and may be given in respect of a project or a class of projects.

(2) L'autorisation du ministre est donnée par écrit et peut viser un projet ou une catégorie de projets.

Modalités

Conditions

41. The Minister shall not approve a substitution pursuant to subsection 40(1) unless the Minister is satisfied that

41. Le ministre ne peut autoriser la substitution que s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

Conditions

- (a) the process to be substituted will include a consideration of the factors referred to in section 11;
- (b) the public will be given an opportunity to participate in the assessment;
- (c) at the end of the assessment, a report will be submitted to the Minister; and
- (d) the report will be published.

- a) l'évaluation à effectuer portera entre autres sur les éléments visés à l'article 11;
- b) le public aura la possibilité de participer au processus d'évaluation;
- c) dès l'achèvement de l'évaluation, un rapport lui sera présenté;
- d) le rapport sera publié.

Deemed substitution

42. Where the Minister approves a substitution of a process pursuant to subsection 40(1), an assessment that is conducted in accordance with that process shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations in respect of assessments by a review panel.

42. L'évaluation autorisée en application du paragraphe 40(1) est réputée satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

Évaluation réputée conforme

TRANS-BORDER AND RELATED ENVIRONMENTAL EFFECTS

EFFETS HORS FRONTIÈRES ET EFFETS ENVIRONNEMENTAUX CONNEXES

Interprovincial environmental effects

43. (1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 5 is to be carried out in a province and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects in another province, the Minister may establish a review panel to conduct an assessment of the interprovincial environmental effects of the project.

43. (1) Le ministre peut ordonner l'examen par une commission des effets environnementaux d'un projet non visé à l'article 5 s'il estime que le projet doit être mis en œuvre dans une province et est susceptible de causer des effets environnementaux négatifs graves dans une autre province.

Effets interprovinciaux

Absence of agreement

(2) The Minister shall not establish a review panel pursuant to subsection (1) where the Minister and the governments of all interested provinces have agreed on another manner of conducting an assessment of the interprovincial environmental effects of the project.

(2) Le ministre ne peut ordonner l'examen par une commission en vertu du paragraphe (1) que si lui-même et les gouvernements des provinces concernées ne peuvent s'entendre sur des modalités de rechange de l'évaluation des effets environnementaux interprovinciaux du projet.

Entente interprovinciale

Initiative for establishing review panel

(3) A review panel may be established pursuant to subsection (1) on the Minister's

(3) Le ministre peut ordonner l'examen par une commission de sa propre initiative ou

Initiative

own initiative or at the request of the project owner of any interested province

(4) At least ten days before establishing a review panel pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to the government of all interested provinces

(5) For the purpose of this section and subsection 43(1), "interested province" means:

- (a) a province in which the project is to be carried out; or
- (b) a province that claims that serious adverse environmental effects are likely to occur in that province as a result of the project.

44. (1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 2 is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects outside Canada and those federal lands, the Minister and the Governor of State for Eastern Ontario may establish a review panel to conduct an assessment of the potential environmental effects of the project.

(2) At least ten days before establishing a review panel pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to:

- (a) the government of the province in which the project is to be carried out; or
- (b) the government of any foreign state in which the project is to be carried out and which is the opinion of the Minister and the Governor of State for Eastern Ontario that adverse environmental effects are likely to occur as a result of the project.

45. (1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 2 is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects on federal lands or on lands in

46. (1) Le ministre et le gouverneur d'un état des provinces extérieures peuvent constituer un

(2) Au moins dix jours avant d'établir un

(3) Le gouvernement de la province où se trouve le projet ou dont le territoire est affecté par le projet ainsi que les gouvernements des provinces intéressées.

(4) Au moins dix jours avant d'établir un

own initiative or at the request of the government of any interested province.

à la demande du gouvernement d'une province concernée.

Notice

(4) At least ten days before establishing a review panel pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to the proponent of the project and to the governments of all interested provinces.

(4) Avant d'ordonner l'examen par une commission, le ministre donne un préavis d'au moins dix jours au promoteur du projet et à tous les gouvernements des provinces concernées.

Avis

Meaning of "interested province"

(5) For the purposes of this section and subsection 45(3), "interested province" means

- (a) a province in which the project is to be carried out; or
- (b) a province that claims that serious adverse environmental effects are likely to occur in that province as a result of the project.

(5) Pour l'application du présent article et du paragraphe 45(3), «province concernée» s'entend de la province où est mis en œuvre le projet et de celle qui prétend que le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves sur son territoire.

Définition de «province concernée»

International environmental effects

44. (1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 5 is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects outside Canada and those federal lands, the Minister and the Secretary of State for External Affairs may establish a review panel to conduct an assessment of the international environmental effects of the project.

44. (1) Le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent ordonner l'examen par une commission des effets environnementaux internationaux d'un projet non visé à l'article 5 si le projet, à la fois :

Effets internationaux

- a) doit être mis en œuvre au Canada ou sur le territoire domanial;
- b) est susceptible, de l'avis du ministre, d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves à l'étranger ou hors du territoire domanial.

Notice

(2) At least ten days before establishing a review panel pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to

- (a) the proponent of the project;
- (b) the government of any province in which the project is to be carried out or that is adjacent to federal lands on which the project is to be carried out; and
- (c) the government of any foreign state in which, in the opinion of the Minister, serious adverse environmental effects are likely to occur as a result of the project.

(2) Avant d'ordonner l'examen par une commission, le ministre donne un préavis d'au moins dix jours :

- a) au promoteur du projet;
- b) au gouvernement de la province où est mis en œuvre le projet ou dont le territoire est contigu au territoire domanial sur lequel le projet est mis en œuvre;
- c) au gouvernement de l'État étranger à l'égard duquel, selon le ministre, le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves sur son territoire.

Environmental effects on federal and other lands

45. (1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 5 is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects on federal lands or on lands in

45. (1) Le ministre peut ordonner l'examen par une commission des effets environnementaux d'un projet non visé à l'article 5 si le projet doit être mis en œuvre au Canada et, à son avis, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves sur

Territoire domanial et autre

le territoire indigène et sur les terres au
indigènes les Indiens ont des droits.

impact of which Indians have interests, the
Minister may establish a review panel to
conduct an assessment of the environmental
effects of the project on those lands.

- 2 (1) Si il est d'avis qu'un projet non visé à l'article 2 qui doit être mis en œuvre sur des terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et soumise à la Loi sur les Indiens, sur des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé à l'article 23 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou sur des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens avant 1982, le ministre doit donner l'avis approprié à une loi relative à l'environnement, à l'établissement des terres indiennes mentionné à l'article 23 de la Loi constitutionnelle de 1982, et à l'établissement des effets environnementaux négatifs graves à l'extérieur de ces terres, la ministre peut ordonner l'examen par une commission de ces effets.

(1) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 2 is to be carried out on lands in a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and is subject to the Indian Act, or on lands described in a comprehensive land claims agreement related to section 23 of the Constitution Act, 1982, or on lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and is mentioned in a prescribed schedule, and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects outside those lands, the Minister may establish a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of the project outside those lands.

- (2) Avant d'ordonner l'examen par une commission en vertu des paragraphes (1) et (2), le ministre donne au public d'un mois dix jours au promoteur du projet et aux groupes d'intérêt des provinces concernées, ainsi qu'aux organismes suivants :

(2) At least ten days before a review panel is established pursuant to subsection (1) or (2), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to the proponent of the project and to the governments of all interested provinces and

- (a) dans le cas d'un projet qui doit être mis en œuvre sur des terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande, et soumise à la Loi sur les Indiens, ou au profit de la bande, est susceptible d'y causer des effets environnementaux négatifs graves, au conseil de bande concerné sous le régime de cette loi pour cette réserve;

(a) in the case of a project that is to be carried out on, or in the opinion of the Minister is likely to cause serious adverse environmental effects on, lands in a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and is subject to the Indian Act, to the band council established under that Act for that reserve.

- (b) dans le cas d'un projet qui doit être mis en œuvre sur des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé au paragraphe (1) ou qui, de l'avis du ministre, est susceptible d'y causer des effets environnementaux négatifs graves à l'extérieur de ces terres, le ministre peut ordonner l'examen par une commission de ces effets.

(b) in the case of a project that is to be carried out on, or in the opinion of the Minister is likely to cause serious adverse environmental effects on, settlement lands described in a comprehensive land claims agreement related to section 23 of the Constitution Act, 1982, or on lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to

11

11

respect of which Indians have interests, the Minister may establish a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of the project on those lands.

Environmental effects originating on federal and other lands

(2) Where a project for which an environmental assessment is not required under section 5 is to be carried out on lands in a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and is subject to the *Indian Act*, on settlement lands described in a comprehensive land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* or on lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and is mentioned in a prescribed schedule, and the Minister is of the opinion that the project is likely to cause serious adverse environmental effects outside those lands, the Minister may establish a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of the project outside those lands.

Notice

(3) At least ten days before a review panel is established pursuant to subsection (1) or (2), the Minister shall give notice of the intention to establish a panel to the proponent of the project and to the governments of all interested provinces and

(a) in the case of a project that is to be carried out on, or in the opinion of the Minister is likely to cause serious adverse environmental effects on, lands in a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and is subject to the *Indian Act*, to the band council established under that Act for that reserve;

(b) in the case of a project that is to be carried out on, or in the opinion of the Minister is likely to cause serious adverse environmental effects on, settlement lands described in a comprehensive land claims agreement referred to in subsection (2), to the party to the agreement representing the Indians or that party's successor; and

(c) in the case of a project that is to be carried out on, or in the opinion of the Minister is likely to have serious adverse environmental effects on, lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates

le territoire domanial et sur les terres sur lesquelles les Indiens ont des droits.

(2) S'il est d'avis qu'un projet non visé à l'article 5 qui doit être mis en œuvre sur des terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens*, sur des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ou sur des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens mentionnée à l'annexe établie par règlement est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves à l'extérieur de ces terres, le ministre peut ordonner l'examen par une commission de ces effets.

Effets sur les terres d'une réserve et autres

(3) Avant d'ordonner l'examen par une commission en vertu des paragraphes (1) et (2), le ministre donne un préavis d'au moins dix jours au promoteur du projet et aux gouvernements des provinces concernées, ainsi qu'aux organismes suivants :

Avis

a) dans le cas d'un projet qui doit être mis en œuvre sur des terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens* ou qui, de l'avis du ministre, est susceptible d'y entraîner des effets environnementaux négatifs graves, au conseil de bande constitué sous le régime de cette loi pour cette réserve;

b) dans le cas d'un projet qui doit être mis en œuvre sur des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé au paragraphe (2) ou qui, de l'avis du ministre, est susceptible d'y entraîner des effets environnementaux négatifs graves, à la partie à l'accord qui représente les Indiens;

c) dans le cas d'un projet qui doit être mis en œuvre sur des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens visée

en paragraphe (2) ou par le fait de
administrer les terres de façon à
elles environnementales négatives graves à
l'organisme désigné constitué par cette
loi.

(4) Pour l'application du présent article,
les terres sur lesquelles les Indiens ont des
droits d'intérêt:

(a) des terres visées par des revendications
territoriales globales que le gouvernement
législateur a acceptées de négocier dans le cadre
de sa politique en matière de revendica-
tions territoriales des Indiens et

(b) dans le cas du territoire du Yukon
ou des Territoires du Nord-Ouest, celles
qui ont été soustraites à l'application de
la loi sur les terres territoriales pour
les fins d'un règlement en matière de
revendications territoriales.

(b) dans le cas des provinces, celles qui
ont été choisies par le gouvernement
fédéral et celui de la province concernée;
et des terres qui appartiennent à des
personnes ou qu'elle a le droit de céder et
qui ont été choisies par elle et une partie
des terres pour lesquelles elle a une obliga-
tion de transfert de terres territoriales fon-
dées.

(c) une obligation légale de 20
Mais les terres visées par le présent article
sont de la politique du gouvernement
fédéral en matière de revendications
particulières.

(d) sur les droits fonciers découlant
d'un traité;

(e) des terres visées dans un accord de
revendications territoriales visé à l'article
32 de la Loi constitutionnelle de 1982;

(f) des terres visées de côté à usage ou au
profit des Indiens conformément à une loi
relative à l'autonomie gouvernementale
des Indiens mentionnée à l'annexe établie
par règlement.

(3) Pour l'application du présent article,
toutes mentions de terres, territoires ou terres
sont comprises dans leur sens et dans toutes
les autres.

of the self-government of Indians referred
to in subsection (1), to the governing body
constituted by that legislation.

(4) For the purposes of this section, "lands
in respect of which Indians have interests" means

(a) land areas that are subject to a com-
prehensive land claim accepted by the
Government of Canada for negotiation
under its comprehensive land claims policy
and that

(i) in the case of land areas situated in
the Yukon Territory or the Northwest
Territories, have been withdrawn from
disposal under the Territorial Lands Act
for the purposes of land claim set-
tlement or

(ii) in the case of land areas situated in
a province, have been agreed on for
settlement by the Government of Canada,
and the government of the province;

(b) land areas that belong to Her Majesty
in respect of which Her Majesty has the
right to dispose and that have been identi-
fied and agreed on by Her Majesty and an
Indian band for transfer to settle claims
based on

(i) an outstanding legal obligation of
Her Majesty towards an Indian band
pursuant to the specific claims policy of the
Government of Canada, or

(ii) treaty land entitlement;

(c) settlement lands described in a com-
prehensive land claim agreement referred
to in section 32 of the Constitution Act, 1982,
and

(d) lands that have been set aside for the
use and benefit of Indians pursuant to
legislation that relates to the self-govern-
ment of Indians and is mentioned in a
schedule to the Act.

Texte sur
l'application de
la Loi sur les
terres

Texte sur
l'application de
la Loi sur les
terres

Texte sur
l'application de
la Loi sur les
terres

Texte sur
l'application de
la Loi sur les
terres

to the self-government of Indians referred to in subsection (2), to the governing body established by that legislation.

au paragraphe (2) ou qui, de l'avis du ministre, est susceptible d'y entraîner des effets environnementaux négatifs graves, à l'organisme dirigeant constitué par cette loi.

5

Meaning of "lands in respect of which Indians have interests"

(4) For the purposes of this section, "lands in respect of which Indians have interests" means

(a) land areas that are subject to a comprehensive land claim accepted by the Government of Canada for negotiation under its comprehensive land claims policy and that

(i) in the case of land areas situated in the Yukon Territory or the Northwest Territories, have been withdrawn from disposal under the *Territorial Lands Act* for the purposes of land claim settlement, or

(ii) in the case of land areas situated in a province, have been agreed on for selection by the Government of Canada and the government of the province;

(b) land areas that belong to Her Majesty or in respect of which Her Majesty has the right to dispose and that have been identified and agreed on by Her Majesty and an Indian band for transfer to settle claims based on

(i) an outstanding lawful obligation of Her Majesty towards an Indian band pursuant to the specific claims policy of the Government of Canada, or

(ii) treaty land entitlement;

(c) settlement lands described in a comprehensive land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982*; and

(d) lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and is mentioned in a prescribed schedule.

(4) Pour l'application du présent article, les terres sur lesquelles les Indiens ont des droits s'entendent :

a) des terres visées par des revendications territoriales globales que le gouvernement fédéral a accepté de négocier dans le cadre de sa politique en matière de revendications territoriales des Indiens et :

(i) dans le cas du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, celles qui ont été soustraites à l'application de la *Loi sur les terres territoriales* pour les fins d'un règlement en matière de revendications territoriales,

(ii) dans le cas des provinces, celles qui ont été choisies par le gouvernement fédéral et celui de la province concernée;

b) des terres qui appartiennent à Sa Majesté ou qu'elle a le droit de céder et qui ont été choisies par elle et une bande indienne pour cession en vue d'un règlement des revendications territoriales fondées :

(i) sur une obligation légale de Sa Majesté envers une bande indienne aux termes de la politique du gouvernement fédéral en matière de revendications particulières,

(ii) sur les droits fonciers découlant d'un traité;

c) des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

d) des terres mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens mentionnée à l'annexe établie par règlement.

Terres sur lesquelles les Indiens ont des droits

35

Reference to lands, etc.

(5) For the purposes of this section, a reference to any lands, land areas or reserves includes a reference to all waters on and air above those lands, areas or reserves.

(5) Pour l'application du présent article, toute mention des terres, territoires ou réserves comprend leurs eaux et leur espace aérien.

Règle d'application

45

46. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

47. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

48. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

49. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

50. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

51. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

52. (1) Dans le cas où il est avisé par le ministre de l'Environnement et du Développement que le ministre de l'Environnement et du Développement a reçu un avis du propriétaire d'un projet d'activité, le ministre de l'Environnement et du Développement peut, à son discrétion, exiger que le propriétaire du projet soumette un rapport au ministre de l'Environnement et du Développement.

46. (1) Where the Minister established a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) and the Minister, by order, prohibits the project from being carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that the project is not likely to cause any adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

47. (1) Where the Minister established a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) and the Minister, by order, prohibits the project from being carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that the project is not likely to cause any adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

48. (1) Where a review panel established to assess the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) or (2) submits a report to the Minister indicating that the project is likely to cause any adverse environmental effects referred to in that subsection the Minister may, by order, prohibit the project or the project from being carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

49. (1) Where the Minister established a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) and the Minister, by order, prohibits the project from being carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that the project is not likely to cause any adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

50. (1) Where the Minister established a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) and the Minister, by order, prohibits the project from being carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that the project is not likely to cause any adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

Rules governing
review panels

46. Sections 30 to 33 and 37 to 39 apply, with such modifications as the circumstances require, to a review panel established pursuant to subsection 43(1), 44(1) or 45(1) or (2).

46. Les articles 30 à 33 et 37 à 39 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la commission d'examen constituée en vertu des paragraphes 43(1), 44(1) ou 45(1) ou (2).

Règles
applicables aux
commissions

5

Ministerial
orders

47. (1) Where the Minister establishes a review panel to conduct an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) or (2), the Minister may, by order, prohibit the proponent of the project from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project is carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that the project is not likely to cause any serious adverse environmental effects referred to in that subsection or that any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances.

47. (1) Dans le cas où il ordonne la tenue d'un examen par une commission aux termes des paragraphes 43(1), 44(1) ou 45(1) ou (2), le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en œuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que l'examen soit terminé et qu'il soit convaincu que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs graves visés à ces articles, qu'ils pourront être atténués ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Suspension du
projet

20

Idem

(2) Where a review panel established to assess the environmental effects of a project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) or (2) submits a report to the Minister indicating that the project is likely to cause any serious adverse environmental effects referred to in that subsection the Minister may, by order, prohibit the proponent of the project from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project is carried out in whole or in part until the Minister is satisfied that such effects will be mitigated.

(2) Dans le cas où la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en œuvre du projet visé aux paragraphes 43(1), 44(1) ou 45(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs graves, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en œuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce qu'il soit convaincu que les effets seront atténués.

Idem

Injunction

48. (1) Where, on the application of the Attorney General of Canada, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 47 in respect of a project has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project or any part thereof is carried out until

48. (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 47, le tribunal compétent peut, par ordonnance, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en œuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

Injonction

(a) with respect to an order made pursuant to subsection 47(1), the assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 43(1), 44(1) or 45(1) or (2) is completed and the Minister

a) dans le cas d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 47(1), l'examen par une commission soit terminé et que le ministre soit convaincu que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs graves visés aux paragraphes 43(1), 44(1) ou 45(1) ou (2),

45

40

35

30

25

20

10

5

de la action attendue ou qu'ils sont justifiés dans les circonstances;

b) dans le cas d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 47(2), le ministre sera convaincu que les effets environnementaux négatifs graves seront évités.

is satisfied that the project is not likely to cause any serious adverse environmental effects referred to in that subsection or that such effects will be mitigated or avoided in the circumstances and

(b) with respect to an order made pursuant to subsection 47(2), the Minister is satisfied that the serious adverse environmental effects referred to in that subsection will be mitigated.

(2) L'inspecteur est subordonné à la réglementation d'un pays ou d'un autre pays dans une heure ou parties nommées dans le document, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation.

(3) At least forty-eight hours before an application is made under subsection (1), notice of the application shall be given to the person named in the application, unless the urgency of the situation is such that the delay involved in giving such notice would not be in the public interest.

49. (1) L'arrêté pris en application de l'article 47 prend effet dès sa prise.

(2) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation du gouvernement au sein de dix jours ouvrables à compter de la date de sa prise.

49. (1) An order made under section 47 comes into force at the time it is made.

(2) The order ceases to have effect ten days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.

(3) L'arrêté est soumis à l'approbation des articles 3, 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires et publié dans le Canada Gazette dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

(3) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the Statutory Instruments Act and shall be published in the Canada Gazette within twenty-three days after it is approved by the Governor in Council.

ACCORDS ENTRE LES AUTORITÉS
FEDÉRALES

AGREEMENTS AND ARRANGEMENTS

50. (1) Le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale visée à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec le gouvernement d'un pays ou un autre pays ou les organisations ou leurs représentants, autorités fédérales ou autres attributions visées aux articles 34) ou 35) au titre de projets qui ne sont pas déterminés au moment où les institutions sont créées et à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou l'autorité fédérale n'a une attribution à exercer, lorsqu'il s'agit d'un accord d'arrangement, peuvent, sans préjudice des effets environnementaux des projets, être créés ou établis sans être effectués par les autorités au grade de leur planification.

50. (1) Where a federal authority of the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with the government of a state or any institution of such a government under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 34) or 35) in relation to projects

(a) that have not been identified at the time the power is exercised or the duty or function is performed, and

(b) in respect of which the Government of Canada or the federal authority, as the case may be, will have no power to exercise or duty or function to perform when the project is identified,

Arrêté pris en vertu de l'article 47

Environnement Canada

is satisfied that the project is not likely to cause any serious adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects will be mitigated or are justified in the circumstances; and

(b) with respect to an order made pursuant to subsection 47(2), the Minister is satisfied that the serious adverse environmental effects referred to in that subsection will be mitigated.

Notice

(2) At least forty-eight hours before an injunction is issued under subsection (1), notice of the application shall be given to the persons named in the application, unless the urgency of the situation is such that the delay involved in giving such notice would not be in the public interest.

Order in force

49. (1) An order under section 47 comes into force at the time it is made.

Approval of Governor in Council

(2) The order ceases to have effect fourteen days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.

Exemption from application of Statutory Instruments Act

(3) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act* and shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after it is approved by the Governor in Council.

qu'ils seront atténués ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances;

b) dans le cas d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 47(2), le ministre soit convaincu que les effets environnementaux négatifs graves seront atténués.

5

10

15

20

25

30

35

40

45

(2) L'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation.

Préavis

10

Prise d'effet de l'arrêté

Approbation du gouverneur en conseil

Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires

49. (1) L'arrêté pris en application de l'article 47 prend effet dès sa prise.

(2) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation du gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.

(3) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

AGREEMENTS AND ARRANGEMENTS

ACCORDS SIGNÉS PAR LES AUTORITÉS FÉDÉRALES

Agreements or arrangements with provinces

50. (1) Where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with the government of a province or any institution of such a government under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(b) or (c) in relation to projects

(a) that have not been identified at the time the power is exercised or the duty or function is performed, and

(b) in respect of which the Government of Canada or the federal authority, as the case may be, will have no power to exercise or duty or function to perform when the projects are identified,

50. (1) Le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec le gouvernement d'une province ou avec l'un de ses organismes, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5b) ou c) au titre de projets qui ne sont pas déterminés au moment où les attributions sont exercées et à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou l'autorité fédérale n'aura aucune attribution à exercer lorsqu'ils seront déterminés, prévoient l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification.

Accords avec les provinces

30

35

40

45

... of the ...
 (1) ...
 (2) ...

... of the ...

(3) ...
 (4) ...
 (5) ...

... of the ...
 (6) ...
 (7) ...

... of the ...

(8) ...
 (9) ...
 (10) ...

... of the ...
 (11) ...
 (12) ...

... of the ...

(13) ...
 (14) ...
 (15) ...

the Government of Canada or the federal authority shall ensure that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects.

International agreement or arrangement

(2) Where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with the government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state, an international organization of states, or any institution of such a government or organization, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(b) or (c) in relation to projects

(a) that have not been identified at the time the power is exercised or the duty or function is performed, and

(b) in respect of which the Government of Canada or the federal authority, as the case may be, will have no power to exercise or duty or function to perform when the projects are identified,

the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects.

ACCESS TO INFORMATION

Public registry

51. (1) For the purpose of facilitating public access to records relating to environmental assessments, a public registry shall be established and operated in accordance with this Act and the regulations in respect of every project for which an environmental assessment is conducted.

Registry established

(2) The public registry in respect of a project shall be maintained
 (a) by the responsible authority from the commencement of the environmental

the Government of Canada or the federal authority shall ensure that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects.

Accords internationaux

(2) Le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec le gouvernement d'un État étranger, une subdivision politique d'un État étranger, une organisation internationale d'États ou avec l'un de leurs organismes, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5b) ou c) au titre de projets qui ne sont pas déterminés au moment où les attributions sont exercées et à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou l'autorité fédérale n'aura aucune attribution à exercer lorsqu'ils seront déterminés, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords internationaux dont le Canada est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification.

ACCÈS À L'INFORMATION

Registre public

51. (1) Est tenu, conformément à la présente loi et aux règlements, un registre public pour chacun des projets pour lesquels une évaluation environnementale est effectuée afin de faciliter l'accès aux documents relatifs à cette évaluation.

Établissement du registre

(2) Le registre public est tenu :
 a) par l'autorité responsable dès le début de l'évaluation environnementale et jusqu'à ce que le programme de suivi soit terminé;

assessment until any follow-up program in respect of the project is completed; and

(b) where the project is referred to mediation or a review panel, by the Agency from the appointment of the mediator or the members of the review panel until the report of the mediator or review panel is submitted to the Minister.

b) par l'Agence, dans les cas où une médiation ou un examen par une commission est effectuée, dès la nomination du médiateur ou des membres de la commission jusqu'au moment de la remise du rapport au ministre.

Contents of registry

(3) Subject to subsection (4), a public registry shall contain all records produced, collected, or submitted with respect to the environmental assessment of the project, including

- (a) any report relating to the assessment;
- (b) any comments filed by the public in relation to the assessment; and
- (c) any records prepared by the responsible authority for the purposes of section 35.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le registre public contient tous les documents produits, recueillis ou reçus relativement à l'évaluation environnementale d'un projet, notamment :

- a) tout rapport relatif à l'évaluation environnementale du projet;
- b) tout commentaire donné par le public relativement à l'évaluation;
- c) tous les documents que l'autorité responsable a préparés pour l'application de l'article 35.

Contenu du registre

Categories of information to be made publicly available

(4) A public registry shall contain a record referred to in subsection (3) if the record falls within one of the following categories:

- (a) records that have otherwise been made available to the public in carrying out the assessment pursuant to this Act and any additional records that have otherwise been made publicly available;
- (b) any record or part of a record that the responsible authority, in the case of a record in its possession, or the Minister, in the case of a record in the Agency's possession, determines would have been disclosed to the public in accordance with the *Access to Information Act* if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record was filed with the registry, including any record that would be disclosed in the public interest pursuant to subsection 20(6) of that Act; and
- (c) any record or part of a record, except a record or part containing third party information, if the responsible Minister, in the case of a record in the responsible authority's possession, or the Minister, in the case of a record in the Agency's possession, believes on reasonable grounds that its disclosure would be in the public interest because it is required in order for

(4) Le registre public permet l'accès aux documents visés au paragraphe (3) si ceux-ci appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- a) documents qui sont mis à la disposition du public dans le registre conformément à la présente loi ainsi que tout autre document qui a déjà été rendu public;
- b) tout ou partie d'un document qui, de l'avis de l'autorité responsable, dans le cas d'un document en sa possession, ou de l'avis du ministre, dans le cas d'un document en la possession de l'Agence, serait communiqué conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* si une demande en ce sens était faite aux termes de celle-ci au moment où l'information est versée au registre, y compris tout document qui serait communiqué dans l'intérêt public aux termes du paragraphe 20(6) de cette loi;
- c) tout ou partie d'un document, à l'exception d'un document contenant des renseignements relatifs à un tiers, si le ministre responsable, dans le cas d'un document en la possession d'une autorité responsable, ou le ministre, dans le cas d'un document en la possession de l'Agence, a des motifs raisonnables de croire qu'il serait d'intérêt public de le communiquer parce qu'il est

Genre d'information disponible

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

the public to participate effectively in the assessment.

nécessaire à une participation efficace du public à l'évaluation environnementale.

Third party information

(5) Sections 27, 28 and 44 of the *Access to Information Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to any determination made under paragraph (4)(b) in respect of third party information, and, for the purpose of section 27 of that Act, any record referred to in paragraph (4)(b) shall be deemed to be a record that the responsible Minister or the Minister intends to disclose and, for the purpose of applying that Act, any reference in that Act to the person who requested access shall be disregarded if no person has requested access to the information.

(5) Les articles 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à toute détermination faite aux termes de l'alinéa (4)(b) à l'égard de renseignements relatifs à un tiers, et tout document visé à cet alinéa est réputé, pour l'application de l'article 27 de cette loi, constituer un document que le ministre ou le ministre responsable a l'intention de communiquer; pour l'application de cette loi, il ne doit pas être tenu compte de la mention de la personne qui a demandé la communication des renseignements si nul ne l'a demandée.

Renseignements relatifs à un tiers

Protection from civil proceeding or prosecution

(6) Notwithstanding any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a responsible Minister or the Minister, or against any person acting on behalf of or under the direction of a responsible Minister or the Minister, and no proceedings lie against the Crown or any responsible authority for the disclosure in good faith of any record or any part of a record pursuant to this Act, for any consequences that flow from that disclosure, or for the failure to give any notice required under section 27 or any other provision of the *Access to Information Act* if reasonable care is taken to give the required notice.

(6) Malgré toute autre loi fédérale, le ministre responsable ou le ministre et les personnes qui agissent en leur nom ou sous leur autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne ainsi que les autorités responsables bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle d'un document faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent; ils bénéficient également de l'immunité dans les cas où, ayant fait preuve de la diligence nécessaire, ils n'ont pu donner les avis prévus à l'article 27 ou à toute autre disposition de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Immunité

Meaning of "third party information"

(7) For the purposes of this section, "third party information" means

(7) Au présent article, «renseignements relatifs à un tiers» s'entend des renseignements suivants :

Définition de «renseignements relatifs à un tiers»

- (a) trade secrets of a third party;
- (b) financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information supplied to a government institution by a third party and is treated consistently in a confidential manner by the third party;
- (c) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in material financial loss or gain to, or could reasonably be expected to prejudice the competitive position of, a third party; and
- (d) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of a third party.

- a) secrets industriels de tiers;
- b) renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques fournis à une institution fédérale par un tiers, qui sont de nature confidentielle et qui sont traités comme tels de façon constante par ce tiers;
- c) renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables à un tiers ou de nuire à sa compétitivité;
- d) renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins.

STATISTICAL SUMMARY

RÉSUMÉ STATISTIQUE

22. (1) Following each fiscal year a response-... while authority shall remain a statistical summary of all of the governmental activities undertaken is directed by and all decisions course of action taken and all decisions made in relation to the governmental affairs of the project after the assessment were completed.

(2) The responsible authority shall ensure that the summary for a fiscal year is completed within one month after the end of that fiscal year.

22. (1) L'après chaque exercice financier... pour chaque exercice en relation des renseignements de toutes les activités gouvernementales effectuées par les organismes du projet. 2 que de rendre les décisions prises à l'égard des effets gouvernementaux causés par les projets une fois terminés les évaluations.

(2) L'autorité responsable veillera à ce que les renseignements relatifs à un exercice soient complétés dans un délai qui ne dépasse pas le 31 octobre.

JUDICIAL REVIEW

CONTROÛLE JUDICIAIRE

23. An application for judicial review in connection with any matter under this Act shall be reviewed where the rule of law is affected, established on the application is a defect in form or a technical irregularity.

23. Il n'est requis que dans le cas d'une application judiciaire où la règle de la loi est affectée, l'examen sur ce point de la loi est technique.

ADMINISTRATIVE

ADMINISTRATIF

24. (1) For the purposes of this Act, the Minister:

24. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut:

- (a) issue guidelines and codes of practice regarding the application of this Act and the regulations to assist in conducting assessments of the environmental effects of projects;
- (b) conduct research and advisory duties;
- (c) enter into agreements or arrangements with any jurisdiction within the meaning of paragraph 30(1)(a), (b), (c) or (d) respecting assessment of environmental effects;
- (d) enter into agreements or arrangements with any province for the purpose of obtaining, conducting, and sharing information in relation to the assessment of the environmental effects of projects of common interest;
- (e) recommend the appointment of any person as panel consultant or as panel adviser or as panel reviewer in accordance with the provisions of paragraph 30(1)(a), (b), (c) or (d);
- (f) recommend the appointment of any person as panel consultant or as panel adviser or as panel reviewer in accordance with the provisions of paragraph 30(1)(a), (b), (c) or (d);
- (g) recommend the appointment of any person as panel consultant or as panel adviser or as panel reviewer in accordance with the provisions of paragraph 30(1)(a), (b), (c) or (d);

- (a) émettre des lignes directrices et codes de pratique en ce qui concerne l'application de la présente loi et des règlements en vue d'aider à la réalisation d'évaluations des effets environnementaux;
- (b) effectuer des recherches consultatives et des conseils;
- (c) conclure des accords avec toute province ou tout territoire en vertu de la définition de ces termes à l'article 30(1) (a), (b), (c) ou (d) en ce qui concerne l'évaluation des effets environnementaux;
- (d) conclure des accords avec les provinces en matière de recommandation de consultants, de conseils et d'échanges d'information relative aux évaluations des effets environnementaux de projets d'intérêt commun;
- (e) recommander la nomination de personnes en tant que consultants, conseillers ou réviseurs de panels en vertu des paragraphes 30(1) (a), (b), (c) ou (d);
- (f) recommander la nomination de personnes en tant que consultants, conseillers ou réviseurs de panels en vertu des paragraphes 30(1) (a), (b), (c) ou (d);
- (g) recommander la nomination de personnes en tant que consultants, conseillers ou réviseurs de panels en vertu des paragraphes 30(1) (a), (b), (c) ou (d);

1987

1987

1987

1987

1987

1987

STATISTICAL SUMMARY

RÉSUMÉS STATISTIQUES

Preparation of statistical summary

52. (1) During each fiscal year a responsible authority shall maintain a statistical summary of all of the environmental assessments undertaken or directed by it and all courses of action taken, and all decisions made, in relation to the environmental effects of the projects after the assessments were completed.

52. (1) L'autorité responsable prépare pour chaque exercice un résumé statistique de toutes les évaluations environnementales effectuées par elle ou sous son autorité ainsi que de toutes les décisions prises à l'égard des effets environnementaux causés par les projets une fois terminées les évaluations.

Résumés statistiques

Idem

(2) The responsible authority shall ensure that the summary for a fiscal year is completed within one month after the end of that fiscal year.

(2) L'autorité responsable veille à ce que le résumé applicable à un exercice soit prêt au plus tard un mois après la fin de l'exercice.

Idem

JUDICIAL REVIEW

CONTRÔLE JUDICIAIRE

Defect in form or technical irregularity

53. An application for judicial review in connection with any matter under this Act shall be refused where the sole ground for relief established on the application is a defect in form or a technical irregularity.

53. Il n'est admise aucune demande de contrôle judiciaire liée à la présente loi et fondée uniquement sur un vice de forme ou une irrégularité technique.

Vice de forme

15

ADMINISTRATION

ADMINISTRATION

*Minister's Powers**Pouvoirs du ministre*

Powers to facilitate environmental assessments

54. (1) For the purposes of this Act, the Minister may

(a) issue guidelines and codes of practice respecting the application of this Act and the regulations to assist in conducting assessments of the environmental effects of projects;

(b) establish research and advisory bodies;

(c) enter into agreements or arrangements with any jurisdiction within the meaning of paragraph 37(1)(a), (b), (c) or (d) respecting assessments of environmental effects;

(d) enter into agreements or arrangements with provinces for the purposes of coordination, consultation, and exchange of information in relation to the assessment of the environmental effects of projects of common interest;

(e) recommend the appointment of members to bodies established by federal authorities or to bodies referred to in paragraph 37(1)(d), on a temporary basis, for the purpose of facilitating a substitution pursuant to section 40;

54. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut :

a) donner des lignes directrices et établir des codes de pratique ou de procédure d'application de la présente loi et des règlements en vue d'aider à la tenue des évaluations des effets environnementaux;

b) constituer des organismes consultatifs et de recherche;

c) conclure des accords avec toute instance au sens des alinéas 37(1)a), b), c) ou d) en matière d'évaluation des effets environnementaux;

d) conclure des accords avec les provinces en matière de coordination, de consultation et d'échange d'information relativement à l'évaluation des effets environnementaux de projets d'intérêt commun;

e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 37(1)d) pour les examens substitués aux examens par une commission aux termes de l'article 40;

Évaluation environnementale

40

(f) establish criteria for the appointment of mediators and members of review panels; and

(g) establish criteria for the approval of a substitution pursuant to section 40.

f) fixer les critères de nomination des médiateurs et des membres des commissions d'évaluation environnementale;

g) fixer les critères applicables aux substitutions effectuées en vertu de l'article 40.

Power to enter into international agreements

(2) The Minister and the Secretary of State for External Affairs may enter into agreements or arrangements with any jurisdiction within the meaning of paragraph 37(1)(e) or (f) respecting assessments of environmental effects.

(2) Le ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peuvent conclure des accords avec toute instance au sens des alinéas 37(1)e) ou f) en matière d'évaluation des effets environnementaux.

Accords internationaux

Regulations

Regulations

55. (1) The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the procedures and requirements of, and the time periods relating to, the environmental assessment process set out in this Act, including the conduct of assessments by review panels established pursuant to section 37;

(b) prescribing a list of projects or classes of projects for which an environmental assessment is not required, where the Governor in Council is of the opinion that the environmental effects of the projects are likely to be negligible;

(c) prescribing a list of projects or classes of projects for which a mandatory study is required, where the Governor in Council is of the opinion that the projects are likely to have significant adverse environmental effects;

(d) prescribing a list of projects or classes of projects for which an environmental assessment is not required, where the Governor in Council is of the opinion that the contribution of the responsible authority to the projects through the exercise of its powers or the performance of its duties or functions is minimal;

(e) prescribing a list of projects or classes of projects for which an environmental assessment is not required, where the Governor in Council is of the opinion that an environmental assessment of the projects would be inappropriate for reasons of national security;

(f) prescribing any body to be a federal authority for the purposes of this Act;

Règlements

Règlements

55. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir les procédures, les délais applicables et les exigences relatives au processus d'évaluation environnementale prévu par la présente loi, notamment les évaluations effectuées par une commission aux termes de l'article 37;

b) établir la liste des projets ou catégories de projets susceptibles selon lui d'entraîner des effets environnementaux négligeables et pour lesquels l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire;

c) établir la liste des projets ou catégories de projets susceptibles, selon lui d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants et pour lesquels une étude environnementale est obligatoire;

d) établir la liste des projets ou catégories de projets à l'égard desquels l'exercice par une autorité responsable de ses attributions ne constitue selon lui qu'une intervention marginale au point qu'une évaluation environnementale ne devrait pas être nécessaire;

e) établir la liste des projets ou catégories de projets pour lesquels une évaluation environnementale n'est pas nécessaire, s'il est d'avis qu'il ne serait pas indiqué de les y soumettre pour des raisons de sécurité nationale;

f) déterminer quels organismes sont des autorités fédérales pour l'application de la présente loi;

g) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les

Canada's responsibilities stand covered by
bilateral treaties to the
and Ottawa's Permanent Board under
arrangement set by the Canada-Northern
Provinces Economic Action Plan
to the Canada-Nova Scotia Agreement
Canada-Nova Scotia
Canada-Nova Scotia
Canada-Nova Scotia
(A) projects in respect of which the
reference is in paragraph 2(b) or (c);
lower or performs a duty or function in
which a federal authority exercises a
jurisdiction or an essential function in respect of
(B) projects to be carried out within
of Canada or a federal authority;
having entered into with the Government of
international agreements or other
international agreements or other
(C) projects to be carried out within
Canada and any federal land;
(D) projects to be carried out outside
and subject to the written consent
of the Government of Canada.

(1) projects to be carried out within
of Canada or a federal authority;
having entered into with the Government of
international agreements or other
international agreements or other
(ii) projects to be carried out within
of Canada and any federal land;
(D) projects to be carried out outside
and subject to the written consent
of the Government of Canada.

(g) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant thereto that confer powers, duties or functions on federal authorities the exercise or performance of which requires an environmental assessment under paragraph 5(d);

(h) respecting the dissemination by responsible authorities of information relating to projects and the environmental assessment of projects and the establishment, maintenance and operation of a public registry, including facilities to enable the public to examine records contained in the registry, the time and manner in which those records may be examined by the public, and the transfer and retention of those records after the completion of any follow-up program;

(i) varying or excluding, in the prescribed circumstances, any procedure or requirement of the environmental assessment process set out in this Act or the regulations for the purpose of adapting the process to responsible authorities or any class of responsible authorities in respect of

(i) projects to be carried out on reserves, surrendered lands or other lands that are vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*,

(ii) projects to be carried out outside Canada and any federal lands,

(iii) projects to be carried out under international agreements or arrangements entered into by the Government of Canada or a federal authority,

(iv) projects to be carried out within Canada or on federal lands in respect of which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(b) or (c),

(v) projects in respect of which the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board established pursuant to the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*, the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board established pursuant to the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord*

attributions des autorités fédérales relativement à un projet dont l'exercice rend nécessaire une évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 5d);

h) régir la communication par les autorités responsables de l'information relative aux projets et à l'évaluation environnementale de ceux-ci, et l'établissement et la tenue des registres publics, y compris les installations nécessaires pour permettre au public de les consulter, les heures et les modalités de consultation ainsi que le transfert et la garde des documents une fois terminé le programme de suivi;

i) modifier ou exclure, dans les circonstances prévues par règlement, toute procédure ou exigence du processus d'évaluation environnementale établi en vertu de la présente loi et des règlements afin d'adapter le processus aux :

(i) projets à réaliser dans les réserves, terres cédées ou autres terres dévolues à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens*,

(ii) projets à réaliser à l'extérieur du Canada et à l'extérieur du territoire domanial,

(iii) projets à entreprendre en vertu d'accords internationaux conclus par le gouvernement du Canada ou une autorité fédérale,

(iv) projets à réaliser au Canada ou sur le territoire domanial pour lesquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5b) ou c),

(v) projets à l'égard desquels l'Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers constitué en application de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, l'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers constitué en application de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve* ou un autre organisme semblable exerce des attributions visées à l'article 5,

(vi) projets qui soulèvent des questions de sécurité nationale;

Implementation Act or other similar boards exercise a power or perform a duty or function referred to in section 5, or

(vi) projects in relation to which there are matters of national security;

(j) requiring The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, any harbour Commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, any corporation set out in section 85 of the *Financial Administration Act* or Schedule III to that Act or any corporation controlled by such a corporation to conduct assessments of the environmental effects of projects for which they exercise any power or perform any duty or function referred to in paragraph 5(a), (b) or (c) and providing the manner of conducting those assessments;

(k) prescribing anything that, by this Act, is to be prescribed; and

(l) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations prescribing a list of projects or classes of projects that are physical activities, and for which an environmental assessment is not required, where the Governor in Council is of the opinion that conducting an environmental assessment of such projects would be inappropriate.

56. Notwithstanding this or any other Act of Parliament, where the Governor in Council is of the opinion that a federal authority on which duties and functions are imposed under this Act is unable to perform those duties and functions by reason of a time limitation or other procedural requirement that is binding on the federal authority under an Act of Parliament other than this Act or any regulation made under such an Act, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister responsible for the administration of that other Act, make regulations varying the time

j) exiger des commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, et des commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* ainsi que des personnes morales mentionnées à l'article 85 et à l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des personnes morales dont elles ont le contrôle, qu'elles procèdent à l'évaluation des effets environnementaux des projets, à l'égard desquels elles exercent une attribution visée aux alinéas 5a), b) ou c), et régir les modalités de cette évaluation;

k) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

l) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

(2) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exclure certaines activités matérielles ou certaines catégories d'activités de l'évaluation environnementale s'il est d'avis qu'il ne serait pas indiqué de les y soumettre.

56. Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi fédérale, le gouverneur en conseil peut, s'il estime qu'une autorité fédérale assujettie à la présente loi ne peut remplir ses obligations en raison des délais impartis ou de toute autre formalité prévue sous le régime d'une autre loi fédérale ou de ses règlements, prendre, sur la recommandation du ministre et du ministre responsable de l'application de cette autre loi, des règlements visant à modifier ces délais et formalités dans la mesure où ils s'appliquent à ces obligations et dans la mesure nécessaire pour permettre à l'autorité fédérale de rem-

Exclusion of physical activities

Variation of procedures

Exclusion

Modification de la procédure

Evaluation Environmentale

que les obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

limitation or other procedural requirement in so far as it applies to those duties and functions and to the extent necessary to permit the federal authority to perform them.

AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AGENCY

27. (1) En vertu de la présente loi, l'Agence d'évaluation environnementale doit de conseiller et d'aider le ministre dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la présente loi.

27. (1) There is hereby established an agency to be called the Canadian Environmental Assessment Agency, which shall advise and assist the Minister in performing the duties and functions conferred on the Minister by this Act.

(2) L'Agence est chargée sous la responsabilité du ministre.

(2) The Minister is responsible for the Agency.

28. L'Agence a pour mission :
(a) de gérer le processus d'évaluation environnementale et toute autre procédure ou régime établi par la présente loi conformément à celle-ci et aux règlements;

28. The objects of the Agency are:
(a) to administer the environmental assessment process and any other procedure or regime established by this Act and the regulations;

(b) de promouvoir l'information et la motivation des citoyens en matière d'évaluation des effets environnementaux à l'échelle du Canada et à tous les niveaux administratifs;

(b) to promote uniformity and harmonization in the assessment of environmental effects across Canada at all levels of government;

(c) de promouvoir, seuls ou en collaboration avec d'autres organismes, la recherche et l'élaboration de techniques et de méthodes d'évaluation environnementale et de favoriser l'adoption de techniques et de méthodes, notamment en ce qui a trait aux programmes d'audit;

(c) to promote research in matters of environmental assessment and to encourage the development of environmental assessment techniques and practices, including the development of audit programs, in cooperation with other agencies or organizations;

(d) de promouvoir les évaluations environnementales conformément à l'objet de la présente loi.

(d) to promote environmental assessment in a manner that is consistent with the purposes of this Act.

29. (1) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence :
(a) fournit un soutien administratif aux institutions et aux organisations d'évaluation environnementales;

29. (1) In carrying out its objects, the Agency shall:
(a) provide administrative support for institutions and review panels;

(b) fournir, au vu de la demande du ministre, l'appui administratif et technique aux organismes de recherche et de consultation en matière d'évaluation environnementale que le ministre peut créer;

(b) provide, on the request of the Minister, administrative support for the research or advisory body that the Minister may establish in the area of environmental assessment;

(c) fournir les services de formation et de perfectionnement en matière d'évaluation environnementale.

(c) provide education or training to enhance the conduct of environmental assessment.

Environment Canada
Environnement Canada

10

10

Agency
institution

Environment
Environnement

Object

10

limitation or other procedural requirement in so far as it applies to those duties and functions and to the extent necessary to permit the federal authority to perform them.

plir les obligations qui lui incombent sous le régime de la présente loi.

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT
AGENCY

AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE

Agency
established

57. (1) There is hereby established an agency, to be called the Canadian Environmental Assessment Agency, which shall advise and assist the Minister in performing the duties and functions conferred on the Minister by this Act.

57. (1) Est constituée l'Agence canadienne d'évaluation environnementale chargée de conseiller et d'assister le ministre dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

Constitution

Responsibility
of Minister

(2) The Minister is responsible for the Agency.

(2) L'Agence est placée sous la responsabilité du ministre.

Responsabilité
du ministre

Objects

58. The objects of the Agency are
(a) to administer the environmental assessment process and any other requirements and procedures established by this Act and the regulations;
(b) to promote uniformity and harmonization in the assessment of environmental effects across Canada at all levels of government;
(c) to promote research in matters of environmental assessment and to encourage the development of environmental assessment techniques and practices, including testing programs, alone or in cooperation with other agencies or organizations; and
(d) to promote environmental assessment in a manner that is consistent with the purposes of this Act.

58. L'Agence a pour mission :
a) de gérer le processus d'évaluation environnementale et toute autre procédure ou exigence établis par la présente loi conformément à celle-ci et aux règlements;
b) de promouvoir l'uniformisation et l'harmonisation des processus d'évaluation des effets environnementaux à l'échelle du Canada et à tous les niveaux administratifs;
c) de promouvoir, seule ou en collaboration avec d'autres organismes, la recherche en matière d'évaluation environnementale et de favoriser l'élaboration de techniques en cette matière, notamment en ce qui a trait aux programmes d'essais;
d) de promouvoir les évaluations environnementales conformément à l'objet de la présente loi.

10 Mission

Duties

59. (1) In carrying out its objects, the Agency shall
(a) provide administrative support for mediators and review panels;
(b) provide, on the request of the Minister, administrative support for any research or advisory body that the Minister may establish in the area of environmental assessment; and
(c) provide information or training to facilitate the conduct of environmental assessments.

59. (1) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence :
a) fournit un soutien administratif aux médiateurs et aux commissions d'évaluation environnementale;
b) à la demande du ministre, fournit un soutien administratif aux organismes de recherche et de consultation en matière d'évaluation environnementale que le ministre peut créer;
c) fournit toute information ou formation en vue de faciliter l'application du processus établi par la présente loi et les règlements.

Attributions de
l'Agence

Powers	<p>(2) In carrying out its objects, the Agency may</p> <p>(a) undertake studies or activities or conduct research relating to environmental assessment;</p> <p>(b) advise persons and organizations on matters relating to the assessment of environmental effects;</p> <p>(c) negotiate agreements referred to in paragraph 54(1)(c) or (d) on behalf of the Minister;</p> <p>(d) examine and from time to time report to the Minister on the implementation of the environmental assessment process by responsible authorities; and</p> <p>(e) issue guidelines regarding the records to be kept by responsible authorities in relation to the environmental assessment of projects.</p>	<p>(2) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence peut :</p> <p>a) mener des études, entreprendre des travaux ou mener des recherches en matière d'évaluation environnementale;</p> <p>b) conseiller toute personne ou tout organisme en matière d'évaluation des effets environnementaux;</p> <p>c) négocier au nom du ministre les accords prévus aux alinéas 54(1)c) et d);</p> <p>d) examiner l'application du processus d'évaluation environnementale par les autorités responsables et en faire rapport au ministre;</p> <p>e) établir des lignes directrices relative-ment aux documents que celles-ci doivent conserver à l'égard de l'évaluation environnementale d'un projet.</p>	Idem
Government facilities	<p>60. In exercising its powers and performing its duties and functions under this Act, the Agency shall, where appropriate, make use of the services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada.</p>	<p>60. Dans l'exercice de ses attributions, l'Agence fait usage, en tant que de besoin, des installations et services des ministères et organismes fédéraux.</p>	Usage des services fédéraux
President	<p>61. (1) The Governor in Council shall appoint an officer to be called the President of the Agency, to hold office during pleasure, who shall be, for the purposes of this Act, a deputy of the Minister.</p>	<p>61. (1) Le gouverneur en conseil nommé à titre amovible le président de l'Agence; celui-ci a, pour l'application de la présente loi, rang d'administrateur général de ministère.</p>	Président
Idem	<p>(2) The President shall be the chief executive officer of the Agency, and may exercise all of the powers of the Minister under this Act as authorized by the Minister.</p>	<p>(2) Le président est le premier dirigeant de l'Agence et peut exercer les pouvoirs que la présente loi confère au ministre et que celui-ci l'autorise à exercer.</p>	Idem
Acting President	<p>(3) Subject to subsection (5), in the event of the absence or incapacity of the President or a vacancy in that office, the Executive Vice-President shall act as, and exercise the powers of, the President for the time being.</p>	<p>(3) Sous réserve du paragraphe (5), en cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré par le premier vice-président.</p>	Absence ou empêchement
Idem	<p>(4) Subject to subsection (5), the Minister may appoint a person other than the Executive Vice-President to act as the President for the time being.</p>	<p>(4) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre peut nommer une autre personne que le premier vice-président pour assurer l'intérim.</p>	Idem
Approval required	<p>(5) The Executive Vice-President, or a person appointed pursuant to subsection (4), shall not act as the President for a period exceeding ninety days without the approval of the Governor in Council.</p>	<p>(5) Le premier vice-président ou une personne nommée aux termes du paragraphe (4) ne peut assurer l'intérim que pour une période de quatre-vingt-dix jours, sauf approbation du gouverneur en conseil.</p>	Approbation du gouverneur en conseil

Executive Vice-President	62. (1) The Governor in Council may appoint an officer, to be called the Executive Vice-President of the Agency, to hold office during pleasure.	62. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer à titre amovible le premier vice-président de l'Agence.	Premier vice-président
Powers, duties and functions	(2) The Executive Vice-President shall exercise such powers and perform such duties and functions as the President may assign.	5 (2) Le premier vice-président exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue le président.	5 Pouvoirs et fonctions
Remuneration	63. The President and the Executive Vice-President shall be paid such remuneration as the Governor in Council may fix.	63. Les président et premier vice-président 10 reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Appointment under the Public Service Employment Act	64. The officers and employees necessary to carry out the work of the Agency shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	64. Le personnel nécessaire à l'exécution 10 des travaux de l'Agence est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> . 15	Nominations : <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
Head office	65. The head office of the Agency shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	65. Le siège de l'Agence est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'an- 15 nexé de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Contracts, etc., binding on Her Majesty	66. (1) Every contract, memorandum of understanding and arrangement entered into by the Agency in its own name is binding on Her Majesty in right of Canada to the same extent as it is binding on the Agency.	66. (1) Les contrats ou ententes conclus 20 par l'Agence sous son propre nom lient Sa Majesté du chef du Canada au même titre qu'elle-même. 20	Contrats
Legal proceedings	(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Agency, whether in its own name or in the name of Her Majesty in right of Canada, may be brought or taken by or against the Agency in the name of the Agency in any court that would 30 have jurisdiction if the Agency were a corporation that is not an agent of Her Majesty.	(2) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le sien, l'Agence peut ester en justice sous son propre nom devant tout tribunal qui serait compétent si elle était 25 dotée de la personnalité morale et n'avait pas la qualité de mandataire de Sa Majesté. 30	Actions en justice

ANNUAL REPORT

RAPPORT ANNUEL

Annual report to Parliament	67. (1) The Minister shall report annually to Parliament, within four months after the end of the fiscal year being reported, on the 35 activities of the Agency and the administration and implementation of this Act during that year.	67. (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre établit un 30 rapport sur l'application de la présente loi et les activités de l'Agence au cours de l'exercice précédent et le fait déposer devant le Parlement.	Rapport annuel du ministre
Statistical summary to be included	(2) The annual report to Parliament referred to in subsection (1) shall include a 40 statistical summary of all environmental assessments conducted and completed under the authority of this Act during the fiscal year being reported.	(2) Le rapport contient le résumé statistique 35 des évaluations environnementales effectuées et terminées en application de la présente loi au cours de l'exercice visé.	Contenu du rapport

10. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

11. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

12. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

13. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

14. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

15. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

16. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

17. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

18. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

19. The Commission shall have the right to request the Government to provide information on the implementation of the provisions of the Act and to report on the progress of the implementation.

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Employment
continued

68. (1) Each person employed in the Federal Environmental Assessment Review Office, or seconded to that Office from any portion of the public service of Canada, on the day preceding the day on which section 57 comes into force is deemed to have been appointed pursuant to section 64 to a position in the Agency of the same occupational nature and at the same level as the position occupied by the person on that preceding day.

68. (1) Les membres du personnel du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales et les personnes détachées d'autres secteurs de l'administration publique fédérale auprès de lui et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 57 deviennent membres de celui de l'Agence et sont réputés avoir été nommés à des fonctions identiques en vertu de l'article 64 lors de cette entrée en vigueur.

Maintien en
poste

Probation

(2) Notwithstanding section 28 of the *Public Service Employment Act*, no person who is deemed under subsection (1) to have been appointed to a position in the Agency is subject to probation unless the person was subject to probation on the day preceding the day of the deemed appointment, and any person who was so subject to probation continues subject thereto only for as long as would have been the case but for this section.

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, les personnes qui, la veille du jour de la présomption de nomination, étaient stagiaires continuent de l'être jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

Stage

Order
continued

69. (1) The *Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order*, approved by Order in Council P.C. 1984-2132 of June 21, 1984 and registered as SOR/84-467, shall continue to apply in respect of any proposal that prior to the coming into force of this section was referred to the Minister for public review and for which an Environmental Assessment Panel was established by the Minister pursuant to that Order.

69. (1) Le *Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement* approuvé par le décret C.P. 1984-2132 du 21 juin 1984 et enregistré sous le numéro DORS/84-467 continue de s'appliquer aux examens publics qui y sont visés et pour lesquels les membres de la commission d'évaluation environnementale ont été nommés sous son régime avant l'entrée en vigueur du présent article.

Maintien de
l'application du
décret

Idem

(2) The Order referred to in subsection (1) shall continue to apply in respect of any proposal for which an environmental screening or initial assessment under that Order was commenced before the coming into force of this section, but where any such proposal is referred to the Minister for public review pursuant to section 20 of that Order, this Act shall thereupon apply and the Minister may refer the project to mediation or a review panel in accordance with section 25.

(2) Le décret visé au paragraphe (1) continue de s'appliquer aux examens préalables ou aux évaluations initiales commencés sous son régime avant l'entrée en vigueur du présent article, jusqu'au moment où, le cas échéant, une proposition est soumise au ministre pour examen public aux termes de l'article 20 du Décret, auquel cas la présente loi commence de s'appliquer et le ministre peut prendre une décision aux termes de l'article 25.

Examens
préalables en
cours et
évaluations
initiales

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

70. (1) Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in

70. (1) L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, sui-

pour l'ordre alphabétique, sans l'ajout
d'un préfixe (numéro) à l'adresse de ce qui

alphabetical order under the heading "Other
Government Institutions", the following:

Agence canadienne d'évaluation environ-
nementale
Canadian Environmental Assessment
Agency

Canadian Environmental Assessment
Agency
Agence canadienne d'évaluation
environnementale

(2) L'annexe II de la présente loi est modifi-
fiée par l'ajout, suivant l'ordre alphabé-
tique de ce qui suit :

(2) Schedule II to the said Act is amended
by adding therein, in alphabetical order, a
reference to

« Les changements au Règlement environ-
nemental
Canadian Environmental Assessment
Regulations »

« Canadian Environmental Assessment Act
Regulations »

12 ainsi que de la mention « paragraphe 12(4)-12
placée en regard de ce titre de loi.

and a corresponding reference in respect of 12
that Act to "subsection 12(4)".

Les changements au Règlement environ-
nemental

Canadian Environmental Assessment Act
Regulations

17 La définition de « zone maritime » dans
l'article 21 de la Loi canadienne sur la
protection de l'environnement est ajoutée et

11 The definition "federal lands" in sec-
tion 21 of the Canadian Environmental Pro-
tection Act is repealed and the following
definition is substituted therefor:

« zone maritime » : l'ensemble des terres
maritimes situées au large des côtes
canadiennes et qui sont sous le contrôle
de la Couronne.

(1) lands that belong to Her Majesty in
right of Canada or that Her Majesty in
right of Canada has the right to dispose
of and all waters on and adjacent thereto;

18 Les terres et zones maritimes
situées au large des côtes canadiennes
et qui sont sous le contrôle de la Couronne.

22 (A) the following lands and waters:
(i) the inland waters of Canada;
(ii) the territorial sea of Canada as
within the meaning of the Territorial
Sea and Fishing Zones Act, including
the seabed and subsoil below and the
airspace above those waters;

19 et la zone de pêche, ainsi que les
zones de pêche.

(iii) the territorial sea of Canada pre-
scribed under the Territorial Sea and
Fishing Zones Act, including the seabed and subsoil
below and the airspace above that sea;

20 (ii) la zone territoriale du Canada,
définie conformément à la Loi sur
la zone territoriale et la zone de
pêche, ainsi que la zone de la mer, son
sous-sol et son espace aérien.

(iv) any fishing zone of Canada pre-
scribed under the Territorial Sea and
Fishing Zones Act, including the seabed and subsoil
below and the airspace above that sea;

21 (iii) toute zone de pêche délimitée
par règlement pris sous le régime de
la Loi sur la zone territoriale et la
zone de pêche.

(v) the continental shelf, including the
subsoil and seabed of the continental shelf,
and any other lands and waters that
are under the control of the Crown.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

Clause 70: (1) and (2). New.

Article 70, (1) et (2). — Nouveau.

alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

vant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «Autres institutions fédérales», de ce qui suit :

"Canadian Environmental Assessment Agency
Agence canadienne d'évaluation
environnementale"

«Agence canadienne d'évaluation environ-
nementale
Canadian Environmental Assessment
Agency»

(2) Schedule II to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, a reference to

(2) L'annexe II de la même loi est modi-
fiée par insertion, suivant l'ordre alphabéti-
que, de ce qui suit :

"Canadian Environmental Assessment Act
Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale"

«Loi canadienne sur l'évaluation environ-
nementale
Canadian Environmental Assessment
Act»

and a corresponding reference in respect of 15 that Act to "subsection 32(4)".

ainsi que de la mention «paragraphe 32(4)» 15
placée en regard de ce titre de loi.

R.S., c. 16 (4th
Supp.)

Canadian Environmental Protection Act

Loi canadienne sur la protection de
l'environnement

L.R., ch. 16 (4^e
suppl.)

71. The definition "federal lands" in section 52 of the Canadian Environmental Protection Act is repealed and the following substituted therefor:

71. La définition de «territoire domanial»,
à l'article 52 de la Loi canadienne sur la
protection de l'environnement, est abrogée et
replacée par ce qui suit :

"federal lands"
«territoire...»

"federal lands" means

«territoire domanial»

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the right to dispose of, and all waters on and airspace above those lands,

a) Les terres qui appartiennent à Sa
Majesté du chef du Canada ou qu'elle a
le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux
et leur espace aérien;

(b) the following lands and areas, namely,

b) les terres et zones suivantes :

(i) the internal waters of Canada within the meaning of the Territorial Sea and Fishing Zones Act, including the seabed and subsoil below and the airspace above those waters,

(i) les eaux intérieures du Canada au
sens de la Loi sur la mer territoriale
et la zone de pêche, ainsi que leur
fond, leur sous-sol et leur espace
aérien,

(ii) the territorial sea of Canada as determined in accordance with the Territorial Sea and Fishing Zones Act, including the seabed and subsoil below and the airspace above that sea,

(ii) la mer territoriale du Canada
délimitée conformément à la Loi sur
la mer territoriale et la zone de
pêche, ainsi que le fond de la mer, son
sous-sol et son espace aérien,

(iii) any fishing zone of Canada prescribed under the Territorial Sea and Fishing Zones Act,

(iii) toute zone de pêche délimitée
par règlement pris sous le régime de
la Loi sur la mer territoriale et la
zone de pêche,

(iv) any exclusive economic zone that may be created by Canada, and

(iv) toute zone économique exclusive
créée par le gouvernement fédéral,

(v) the continental shelf, consisting of the seabed and subsoil of the submarine areas that extend beyond the ter-

(v) le plateau continental, c'est-à-dire
le fond de la mer et le sous-sol des
zones sous-marines qui s'étendent au-
delà de la mer territoriale sur tout le

Canadian Environmental Protection Act

Loi canadienne sur la protection de l'environnement

Clause 71: The definition at present reads as follows:

Article 71. — Texte actuel de la définition de «territoire domanial» :

“federal lands” means

«territoire domanial»

- (a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has power to dispose and all waters on and air above such lands,
- (b) those submarine areas, not within a province, adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater, and the water and air above those submarine areas, and
- (c) reserves, surrendered lands or any other lands vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*, and all waters on and air above such reserves or lands;”

- a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que les eaux et l'air les recouvrant;
- b) les zones sous-marines, hors provinces, contiguës au littoral du Canada qui s'étendent sur tout le prolongement naturel de son territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Canada là où le rebord se trouve à une distance inférieure, ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces zones sous-marines;
- c) les réserves, terres cédées ou autres terres dévolues à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens* ainsi que les eaux et l'air les recouvrant.

ritorial sea throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the inner limits of the territorial sea, whichever is the greater, or that extend to such other limits as may be prescribed pursuant to an Act of Parliament, and

(c) reserves, surrendered lands and any other lands that are set apart for the use and benefit of a band and are subject to the *Indian Act*, and all waters on and airspace above those reserves or lands;"

prolongement naturel du territoire terrestre du Canada soit jusqu'au rebord externe de la marge continentale, soit jusqu'à deux cents milles marins des limites intérieures de la mer territoriale là où ce rebord se trouve à une distance inférieure, soit jusqu'aux limites fixées au titre d'une loi fédérale;

c) les réserves, terres cédées ou autres terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujetties à la *Loi sur les Indiens*, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien.»

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R., ch. P-21

72. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Canadian Environmental Assessment Agency
Agence canadienne d'évaluation environnementale"

72. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre "*Autres institutions fédérales*", de ce qui suit :

«Agence canadienne d'évaluation environnementale
Canadian Environmental Assessment Agency»

R.S., c. P-35

*Public Service Staff Relations Act**Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

L.R., ch. P-35

73. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

"Canadian Environmental Assessment Agency
Agence canadienne d'évaluation environnementale"

73. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Agence canadienne d'évaluation environnementale
Canadian Environmental Assessment Agency»

R.S., c. P-36

*Public Service Superannuation Act**Loi sur la pension de la fonction publique*

L.R., ch. P-36

74. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

"Canadian Environmental Assessment Agency
Agence canadienne d'évaluation environnementale"

74. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Agence canadienne d'évaluation environnementale
Canadian Environmental Assessment Agency»

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

Clause 72: New.

Article 72. — Nouveau.

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Clause 73: New.

Article 73. — Nouveau.

Public Service Superannuation Act

Loi sur la pension de la fonction publique

Clause 74: New.

Article 74. — Nouveau.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

Entrée en vigueur

75. This Act, or any provision of this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

75. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH A FEDERAL ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCESS

Preamble	
	SHORT TITLE
1. Short title	
	INTERPRETATION
2. Definitions	
	HER MAJESTY
3. Binding on Her Majesty	
	PURPOSES
4. Purposes	
	ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF PROJECTS
	<i>Projects to be Assessed</i>
5. Cases where environmental assessment required	
	<i>Excluded Projects</i>
6. Exclusion	
	<i>Responsible Authority</i>
7. Timing of assessment	
8. More than one responsible authority	
	<i>Action of Federal Authorities Suspended</i>
9. Action suspended	
	ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCESS
	<i>General</i>
10. Environmental assessment process	
11. Factors to be considered	
12. Delegation	
	<i>Screening</i>
13. Screening	
14. Class screening report declarations	
15. Use of previously conducted screening	
16. Decision of responsible authority	
	<i>Mandatory Study</i>
17. Mandatory study	

TABLE ANALYTIQUE

LOI DE MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS FÉDÉRAL D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Préambule	
	TITRE ABRÉGÉ
1. Titre abrégé	
	DÉFINITIONS
2. Définitions	
	SA MAJESTÉ
3. Sa Majesté	
	OBJET
4. Objet	
	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS
	<i>Projets visés</i>
5. Projets visés	
	<i>Exclusions</i>
6. Exclusions	
	<i>Autorité responsable</i>
7. Moment de l'évaluation	
8. Pluralité d'autorités responsables	
	<i>Suspension des prises de décision</i>
9. Suspension de la prise de décision	
	PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
	<i>Dispositions générales</i>
10. Processus d'évaluation environnementale	
11. Éléments à examiner	
12. Délégation	
	<i>Examen préalable</i>
13. Examen préalable	
14. Déclaration	
15. Évaluation antérieure	
16. Décision de l'autorité responsable	
	<i>Étude environnementale obligatoire</i>
17. Étude environnementale obligatoire	

18. Public notice
19. Public concerns
20. Decision of Minister

Discretionary Powers

21. Responsible authority's discretion
22. Responsible authority's discretion
23. Minister's discretion
24. Minister's discretion

Mediation and Panel Reviews

25. Decision of Minister
26. Appointment of mediator
27. Minister's determination
28. Mediation
29. Subsequent reference to panel review
30. Appointment of review panel
31. Assessment by review panel
32. Hearing of witnesses
33. Public notice

Decision of Responsible Authority

34. Decision of responsible authority

Follow-up Program

35. Design and implementation

Certificate

36. Certificate

Joint Review Panels

37. Definition of "jurisdiction"
38. Conditions
39. Deemed substitution

Public Hearing by a Federal Authority

40. Substitute for review panel
41. Conditions
42. Deemed substitution

TRANS-BORDER AND RELATED ENVIRONMENTAL EFFECTS

43. Interprovincial environmental effects
44. International environmental effects

18. Évaluation antérieure
19. Avis public
20. Décision du ministre

Pouvoirs d'appréciation

21. Examen par une commission
22. Arrêt d'une évaluation environnementale
23. Pouvoir du ministre
24. Idem

Médiation ou examen par une commission

25. Décision du ministre
26. Nomination du médiateur
27. Parties
28. Médiation
29. Examen par une commission
30. Commission
31. Commission d'évaluation environnementale
32. Audition de témoins
33. Publication

Décision de l'autorité responsable

34. Autorité responsable

Programme de suivi

35. Suivi

Certificat

36. Certificat d'évaluation environnementale

Examen conjoint

37. Définition d'«instance»
38. Conditions de l'examen conjoint
39. Examen réputé conforme

Audience publique par une autorité fédérale

40. Substitution
41. Conditions
42. Évaluation réputée conforme

EFFETS HORS FRONTIÈRES ET EFFETS ENVIRONNEMENTAUX
CONNEXES

43. Effets interprovinciaux
44. Effets internationaux

- 45. Environmental effects on federal and other lands
- 46. Rules governing review panels
- 47. Ministerial orders
- 48. Injunction
- 49. Order in force

AGREEMENTS AND ARRANGEMENTS

- 50. Agreement or arrangement with provinces

ACCESS TO INFORMATION

- 51. Public registry

STATISTICAL SUMMARY

- 52. Preparation of statistical summary

JUDICIAL REVIEW

- 53. Defect in form or technical irregularity

ADMINISTRATION

Minister's Powers

- 54. Powers to facilitate environmental assessments

Regulations

- 55. Regulations
- 56. Variation of procedures

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AGENCY

- 57. Agency established
- 58. Objects
- 59. Duties
- 60. Government facilities
- 61. President
- 62. Executive Vice-President
- 63. Remuneration
- 64. Appointment under the *Public Service Employment Act*
- 65. Head office
- 66. Contracts, etc., binding on Her Majesty

ANNUAL REPORT

- 67. Annual report to Parliament

TRANSITIONAL

- 68. Employment continued
- 69. Order continued

- 45. Territoire domanial et autre
- 46. Règles applicables aux commissions
- 47. Suspension du projet
- 48. Injonction
- 49. Prise d'effet de l'arrêté

ACCORDS SIGNÉS PAR LES AUTORITÉS FÉDÉRALES

- 50. Accords avec les provinces

ACCÈS À L'INFORMATION

- 51. Registre public

RÉSUMÉS STATISTIQUES

- 52. Résumés statistiques

CONTRÔLE JUDICIAIRE

- 53. Vice de forme

ADMINISTRATION

Pouvoirs du ministre

- 54. Évaluation environnementale

Règlements

- 55. Règlements
- 56. Modification de la procédure

AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

- 57. Constitution
- 58. Mission
- 59. Attributions de l'Agence
- 60. Usage des services fédéraux
- 61. Président
- 62. Premier vice-président
- 63. Rémunération
- 64. Nominations : *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*
- 65. Siège
- 66. Contrats

RAPPORT ANNUEL

- 67. Rapport annuel du ministre

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 68. Maintien en poste
- 69. Maintien de l'application du décret

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

70-74 Amendments to various Acts

70 à 74 Modifications à certaines lois

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

75. Coming into force

75. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-79

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-79

An Act to amend the Parliament of Canada Act

First reading, June 26, 1990

THE MINISTER OF STATE AND LEADER OF THE
GOVERNMENT IN THE HOUSE OF COMMONS

C-79

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-79

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada

Première lecture le 26 juin 1990

LE MINISTRE D'ÉTAT ET LEADER DU GOUVERNEMENT À
LA CHAMBRE DES COMMUNES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Parliament of Canada Act

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada

R.S., c. P-1;
R.S., cc. 31, 42
(1st Suppl.),
c. 38 (2nd
Suppl.), c. 1
(4th Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. P-1;
L.R., ch. 31, 42
(1^{er} suppl.),
ch. 38 (2^e
suppl.), ch. 1
(4^e suppl.)

1. The *Parliament of Canada Act* is amended by adding thereto, immediately after section 20 thereof, the following heading and sections:

1. La *Loi sur le Parlement du Canada* est modifiée par insertion, après l'article 20, de ce qui suit :

“By-laws

«Règlements administratifs

Board

20.1 In sections 20.2 to 20.8, “Board” means the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration established by the Senate under its rules.

20.1 Aux articles 20.2 à 20.8, «bureau» s'entend du Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration constitué par le Sénat en vertu de son règlement.

Bureau

By-laws

20.2 (1) Subject to section 20.7, the Board may make by-laws
(a) respecting the calling of meetings of the Board and the conduct of business at those meetings;
(b) governing the use by senators of funds, goods, services and premises made available to them for the carrying out of their parliamentary functions;
(c) prescribing the terms and conditions of the management of, and accounting for, by senators, of funds referred to in paragraph (b); and
(d) respecting all such things as are necessary or incidental to the exercise of

20.2 (1) Sous réserve de l'article 20.7, le bureau peut, par règlement administratif :
a) régir la convocation et le déroulement de ses réunions;
b) régir l'utilisation, par les sénateurs, des fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires;
c) prévoir les conditions — applicables aux sénateurs — de gestion et de comptabilisation des fonds visés à l'alinéa b);
d) prendre toute autre mesure utile à l'exercice des pouvoirs que lui confèrent le présent article et les articles 20.3 à 20.5.

Règlements administratifs

25

20

25

121 Le président du Sénat dépose les règlements administratifs pris aux termes du présent article devant le Sénat dans les quinze premiers jours de séance de cette législature suivant leur prise.

122 Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés avoir été des textes législatifs pour l'application de la Loi sur les textes administratifs.

303 (1) Sans préjudice de l'article 307, le pouvoir d'urgence exclusive pour un projet de loi est exercé par le Sénat, compte tenu de la nature de la fonction ou la convenance de l'initiative parlementaire ou prévue par la Loi.

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New.

123 Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés avoir été des textes législatifs pour l'application de la Loi sur les textes administratifs.

124 Sans préjudice de l'article 307, le pouvoir d'urgence exclusive pour un projet de loi est exercé par le Sénat, compte tenu de la nature de la fonction ou la convenance de l'initiative parlementaire ou prévue par la Loi.

125 Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés avoir été des textes législatifs pour l'application de la Loi sur les textes administratifs.

126 Sans préjudice de l'article 307, le pouvoir d'urgence exclusive pour un projet de loi est exercé par le Sénat, compte tenu de la nature de la fonction ou la convenance de l'initiative parlementaire ou prévue par la Loi.

127 Sans préjudice de l'article 307, le pouvoir d'urgence exclusive pour un projet de loi est exercé par le Sénat, compte tenu de la nature de la fonction ou la convenance de l'initiative parlementaire ou prévue par la Loi.

128 Sans préjudice de l'article 307, le pouvoir d'urgence exclusive pour un projet de loi est exercé par le Sénat, compte tenu de la nature de la fonction ou la convenance de l'initiative parlementaire ou prévue par la Loi.

123 The Speaker of the Senate shall table before the Senate the by-law made under this section on any of the first fifteen days on which the Senate is sitting after the making thereof.

124 By-law made under this section shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the Statutory Instruments Act.

Opinion

303 (1) Subject to section 307, the Board has the exclusive authority to determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Nouveau.

123 Any motion may apply to the House for an opinion with respect to any by-law made under this section.

124 In addition to section 307, the Board has the exclusive authority to determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

125 Subject to section 307, the Board has the exclusive authority to determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

126 (1) The Board may, in addition to section 307, determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

127 Subject to section 307, the Board has the exclusive authority to determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

128 Subject to section 307, the Board has the exclusive authority to determine whether any provision contained in a proposed by-law made under this section is or was proper in any function or any function of the Board.

Vertical text on the right margin, likely bleed-through or marginal notes, including words like "Opinion", "Section", and "Paragraph".

its powers under this section and sections 20.3 to 20.5.

Speaker to table by-laws

(2) The Speaker of the Senate shall table before the Senate the by-laws made under this section on any of the first fifteen days on which the Senate is sitting after the making thereof. 5

(2) Le président du Sénat dépose les règlements administratifs pris aux termes du présent article devant le Sénat dans les quinze premiers jours de séance de cette chambre suivant leur prise. 5

Dépôt des règlements administratifs

By-laws not statutory instruments

(3) By-laws made under this section shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*. 10

(3) Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés ne pas être des textes réglementaires pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*. 10

Loi sur les textes réglementaires

Opinions

Avis

Exclusive authority

20.3 (1) Subject to section 20.7, the Board has the exclusive authority to determine whether any previous, current or proposed use by a senator of any funds, goods, services or premises made available to that senator for the carrying out of parliamentary functions is or was proper, given the discharge of the parliamentary functions of senators, including whether any such use is or was proper having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 20.2(1). 15

20.3 (1) Sous réserve de l'article 20.7, le bureau a compétence exclusive pour statuer, compte tenu de la nature de leurs fonctions, sur la convenance de l'utilisation — passée, présente ou prévue — par les sénateurs de fonds, de biens, de services ou de locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires, et notamment sur la convenance de pareille utilisation au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 20.2(1). 20

Compétence exclusive

Senator may apply

(2) Any senator may apply to the Board for an opinion with respect to any use by that senator of any funds, goods, services or premises referred to in subsection (1). 25

(2) Les sénateurs peuvent demander au bureau d'émettre un avis au sujet de l'utilisation par eux de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe (1). 25

Demandes de la part des sénateurs

General opinions

20.4 In addition to issuing opinions under section 20.3, the Board may, subject to section 20.7, issue general opinions regarding the proper use of funds, goods, services and premises within the intent and purpose of the by-laws made under subsection 20.2(1). 30

20.4 Sous réserve de l'article 20.7, le bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la notion d'utilisation convenable de fonds, de biens, de services ou de locaux au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 20.2(1). 30

Avis d'ordre général

Comments may be included

20.5 (1) The Board may include in its opinions any comments that the Board considers relevant. 35

20.5 (1) Le bureau peut assortir ses avis des commentaires qu'il estime utiles. 35

Adjonction de commentaires

Publication of opinions

(2) Subject to subsection (3), the Board may publish, in whole or in part, its opinions for the guidance of senators. 40

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le bureau peut, pour la gouverne des sénateurs, publier ses avis en tout ou en partie. 40

Publication des avis

Privacy and notification

(3) Subject to subsection (4), the Board shall take the necessary measures to assure the privacy of any senator who applies for an opinion and shall notify the senator of its opinion. 45

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le bureau est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de toute demande d'avis présentée par un sénateur et de lui notifier son avis. 40

Confidentialité et notification

Making opinions available

(4) For the purposes of section 20.6, the Board may, on request therefor by an applicant referred to in that section, and if it considers it appropriate to do so, make any of its opinions available to the applicant. 5

(4) S'il l'estime indiqué, le bureau peut, sur requête de l'auteur de la demande visé à l'article 20.6, mettre n'importe lequel de ses avis à la disposition de celui-ci.

Communication des avis

Opinion required

20.6 (1) Subject to subsection (3), and notwithstanding any other Act of Parliament, no criminal process may be applied for, issued or proceeded with in relation to any offence against any Act of Parliament by a senator that is based, in whole or in part, on the use by the senator of any funds, goods, services or premises referred to in subsection 20.3(1) unless the applicant for the criminal process has requested and obtained from the Board an opinion concerning the use on which the offence is based. 10 15

20.6 (1) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré toute autre loi fédérale, il est interdit de demander la délivrance d'un acte de procédure pénale, de procéder à sa délivrance ou d'y donner suite, relativement à un sénateur et au sujet d'une infraction à une loi fédérale, fondée en tout ou en partie sur l'utilisation par celui-ci de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe 20.3(1), à moins que l'auteur de la demande n'ait requis et obtenu du bureau un avis portant sur l'utilisation en cause. 10 15

Avis obligatoires

Opinion must be considered

(2) Where an application for a criminal process is made to a justice or judge for which an opinion is provided under subsection (1), the justice or judge shall be provided with the opinion and shall consider the opinion in determining whether to issue the criminal process. 20 25

(2) Le cas échéant, l'avis est transmis au juge de paix ou au juge éventuellement saisi de la demande de délivrance, qui le prend en considération dans sa décision de délivrer ou non l'acte. 20

Prise en considération de l'avis

Time limit

(3) Where the Board has not provided an opinion within thirty days after the receipt of a request referred to in subsection (1), that subsection shall cease to apply in respect of the offence to which the request relates. 30

(3) À défaut de mise à disposition d'avis de la part du bureau dans les trente jours suivant la réception de la requête visée au paragraphe (1), celui-ci cesse de s'appliquer à l'infraction en cause. 25

Délai

Definition of "criminal process"

(4) For the purposes of this section, "criminal process" means
 (a) an authorization to intercept a private communication under section 185, 35
 (b) an order for a search warrant under section 462.32 or 487,
 (c) a restraint order under section 462.33, 40
 (d) the laying of an information under section 504 or 505,
 (e) a summons or an arrest warrant under section 507, and
 (f) the confirmation of an appearance notice, promise to appear or recognition under section 508 45

(4) Pour l'application du présent article, «acte de procédure pénale» s'entend au sens des termes ci-après visés aux articles suivants du *Code criminel* : 30

Définition de «acte de procédure pénale»

- a) article 185 : autorisation d'intercepter une communication privée;
- b) articles 462.32 ou 487 : mandat de perquisition; 35
- c) article 462.33 : ordonnance de blocage de biens; 40
- d) articles 504 ou 505 : dénonciation;
- e) article 507 : sommation ou mandat d'arrestation; 40
- f) article 508 : confirmation d'une citation à comparaître, d'une promesse de comparaître ou d'un engagement.

of the *Criminal Code*.

Leader of the Government

20.7 The Board may exercise any of the powers referred to in sections 20.2 to 20.4 only if the Leader of the Government in the Senate, or the nominee of the Leader, is a member of the Board.

5

20.7 Le bureau ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 20.2 à 20.4 que si le leader du gouvernement au Sénat ou son délégué est membre du bureau.

Leader du gouvernement

In case of dissolution

20.8 On a dissolution of Parliament, every member of the Board shall be deemed to remain in office as such, as if there had been no dissolution."

20.8 En cas de dissolution du Parlement, les membres du bureau sont réputés demeurer en fonctions comme si la dissolution n'avait pas eu lieu.»

5 Dissolution du Parlement

R.S., c. 42 (1st Supp.), s. 2

2. Sections 50 to 54 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. Les articles 50 à 54 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

10 L.R., ch. 42 (1^{er} suppl.), art. 2

«Establishment and Organization

«Constitution et organisation

Board established

50. (1) There shall be a Board of Internal Economy of the House of Commons, in this section and sections 51 to 53 referred to as "the Board", over which the Speaker of the House of Commons shall preside.

15

50. (1) Est constitué le Bureau de régie interne de la Chambre des communes, dont la présidence est assumée par le président de la chambre.

Constitution

Composition of Board

(2) The Board shall consist of the Speaker, the Deputy Speaker, two members of the Queen's Privy Council for Canada appointed from time to time by the Governor in Council, the Leader of the Opposition or the nominee of the Leader of the Opposition and four other members of the House of Commons who may be appointed from time to time as follows:

(2) Le bureau est composé du président et du président suppléant de la Chambre des communes, de deux membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada nommés par le gouverneur en conseil, du chef de l'Opposition ou de son délégué et de quatre autres députés nommés de la façon suivante :

15 Composition

(a) two members of the Board appointed by the House of Commons caucus of the government party; and

a) deux par le groupe parlementaire du parti gouvernemental;

(b) two members of the Board appointed by the House of Commons caucuses of the parties in opposition to the government

b) deux par les groupes parlementaires de l'Opposition, à savoir :

(i) one of whom is appointed by the caucus of the party in opposition having the largest recognized membership in the House, and

(i) un par celui de ces groupes qui compte officiellement le plus grand nombre de députés,

(ii) subject to subsection (3), one of whom is appointed by the caucus of the party in opposition having the second largest recognized membership in the House.

(ii) sous réserve du paragraphe (3), un par celui de ces groupes qui est officiellement le deuxième pour le nombre des députés.

Exception

(3) Where the caucus referred to in subparagraph (2)(b)(ii) does not have a recognized membership of twelve or more persons in the House of Commons, both

(3) Si le groupe parlementaire visé au sous-alinéa (2)b(ii) ne compte pas officiellement au moins douze députés, les deux nominations prévues par l'alinéa

Exception

Clause 2: Sections 50 to 54 at present read as follows:

“50. (1) There shall be a Board of Internal Economy of the House of Commons, over which the Speaker of the House of Commons shall preside.

(2) The Board shall act on all matters of financial and administrative policy affecting the House of Commons, its offices and its staff.

(3) The Board shall consist of the Speaker, the Deputy Speaker, two members of the Queen's Privy Council for Canada appointed from time to time by the Governor in Council, the Leader of the Opposition or his nominee and four other members of the House of Commons who may be appointed from time to time as follows:

(a) two members of the Board appointed by the House of Commons caucus of the government party; and

(b) two members of the Board appointed by the House of Commons caucuses of the parties in opposition to the government, at least one of whom is appointed by the party recognized as the Official Opposition.

(4) In the first week of every session of Parliament and from time to time thereafter as the need arises, the Speaker shall inform the House of Commons of the appointments made to the Board.

(5) Five members of the Board, of whom the Speaker shall be one, constitute a quorum.

(6) In the event of the death, disability or absence of the Speaker, five members of the Board, of whom the Deputy Speaker shall be one, constitute a quorum, and the Deputy Speaker shall preside over the Board.

51. (1) The Clerk of the House of Commons shall annually prepare an estimate of the sums that will be required to be provided by Parliament for the payment of the indemnity and the actual moving or transportation expenses of members of the House of Commons, and of salaries, allowances and contingent expenses of the House, and of the several officers and staff under the direction of the Clerk during the fiscal year.

(2) The Sergeant-at-Arms of the House of Commons shall annually prepare an estimate of the sums that will be required to be provided by Parliament for the payment of salaries or allowances of the several officers and staff and of the contingent expenses under the direction of the Sergeant-at-Arms during the fiscal year.

(3) The estimates referred to in subsections (1) and (2) shall be submitted to the Speaker for approval by the Speaker and are subject to such alterations as the Speaker considers proper.

(4) On receipt by the Speaker of the estimates referred to in subsections (1) and (2), the Speaker shall prepare an estimate of the sums requisite for the several purposes described in those subsections and shall sign the estimate.

(5) The estimates referred to in subsections (1), (2) and (4) shall, on approval by the Board of Internal Economy, be transmitted by the Speaker to the President of the Treasury Board who shall lay them

Article 2. — Texte actuel des articles 50 à 54 :

«50. (1) Est constitué le Bureau de régie interne, dont la présidence est assumée par le président de la Chambre des communes.

(2) Le Bureau est chargé des questions financières et administratives intéressant la Chambre des communes, ses services et son personnel.

(3) Le Bureau est composé du président et du président suppléant de la Chambre des communes, de deux membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada nommés par le gouverneur en conseil, du chef de l'Opposition ou de son délégué et de quatre autres députés nommés de la façon suivante :

a) deux par le groupe parlementaire du parti gouvernemental à la Chambre des communes;

b) deux par les groupes parlementaires de l'Opposition à la Chambre des communes, dont un par celui de l'Opposition officielle.

(4) Au cours de la première semaine de chaque session du Parlement et en tant que de besoin par la suite, le président fait connaître à la Chambre des communes les nominations au Bureau.

(5) Cinq membres du Bureau, dont le président, forment le quorum.

(6) En cas d'absence ou d'empêchement du président, cinq membres du Bureau, dont le président suppléant qui assure l'intérim, forment le quorum.

51. (1) Chaque année, le greffier de la Chambre des communes prépare un état estimatif des sommes que le Parlement sera appelé à voter pour le paiement, au cours de l'exercice, de l'indemnité parlementaire et des frais réels de déménagement ou de déplacement des députés, ainsi que des dépenses imprévues de la Chambre et des traitements et allocations du personnel relevant de lui.

(2) Chaque année, le sergent d'armes de la Chambre des communes prépare un état estimatif des sommes que le Parlement sera appelé à voter pour le paiement, au cours de l'exercice, des traitements ou indemnités du personnel placé sous sa direction ainsi que des dépenses imprévues qui relèvent de son autorité.

(3) Les états estimatifs sont soumis à l'approbation du président qui les sanctionne en y apportant éventuellement les modifications qu'il juge indiquées.

(4) Sur réception des états estimatifs, le président rédige et signe un état récapitulatif des sommes nécessaires aux fins prévues aux paragraphes (1) et (2).

(5) Les états estimatifs et récapitulatif sont, sur approbation du Bureau, transmis par le président au président du Conseil du Trésor qui les dépose séparément devant la Chambre des communes avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.

52. Les sommes votées par le Parlement sur le fondement des états prévus au paragraphe 51(5) ou payables aux députés aux termes de l'article 54 sont débloquées, sous réserve d'instructions particulières du Bureau.

53. En cas de dissolution du Parlement, les membres du Bureau, le président de la Chambre des communes et le président suppléant sont

	appointments to be made pursuant to paragraph (2)(b) shall be made by the caucus referred to in subparagraph (2)(b)(i).	(2b) sont effectuées par le groupe parlementaire visé au sous-alinéa (2b)(i).	
Speaker to inform of appointments	(4) The Speaker shall inform the House of Commons of <u>any</u> appointment made to the Board, on <u>any of the first fifteen days</u> on which the House is sitting after the appointment is made.	(4) Le président fait connaître à la Chambre des communes <u>le nom des membres du bureau dans les quinze premiers jours de séance de la chambre suivant leur nomination.</u>	Nominations
Clerk is Secretary	51. The Clerk of the House of Commons is the Secretary to the Board.	51. Le greffier de la Chambre des communes est le secrétaire du bureau.	Secrétaire
Quorum	52. (1) Five members of the Board, of whom <u>one shall be</u> the Speaker, constitute a quorum.	52. (1) Cinq membres du bureau, dont le président, forment le quorum.	Quorum
Death, disability or absence of Speaker	(2) In the event of the death, disability or absence of the Speaker, five members of the Board, of whom <u>one shall be the Deputy Speaker or a member of the Board designated by the Speaker or the Deputy Speaker to chair the meeting,</u> constitute a quorum.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président, cinq membres du bureau, dont le président suppléant <u>ou le membre désigné par le président ou par le président suppléant pour présider la réunion,</u> forment le quorum.	Absence ou empêchement du président
Emergencies	52.1 (1) Where the Speaker deems that there is an emergency, the Speaker may exercise any power of the Board.	52.1 (1) Le président peut, s'il estime qu'il y a urgence, exercer les pouvoirs du bureau.	Cas d'urgence
Report of decision	(2) The Speaker shall report to the Board any decision made under subsection (1) at the meeting of the Board immediately following the decision.	(2) Le président fait rapport, à la réunion suivante du bureau, de toute décision prise en vertu du paragraphe (1).	Rapport
	Function of Board	Mission	
Function of Board	52.2 The Board shall act on all financial and administrative matters respecting (a) the House of Commons, its premises, its services and its staff; and (b) the members of the House of Commons.	52.2 Le bureau est chargé des questions financières et administratives intéressant : a) la Chambre des communes, ses locaux, ses services et son personnel; b) les députés.	Mission
Estimate to be prepared	52.3 (1) Prior to each fiscal year the Board shall cause to be prepared an estimate of the sums that will be required to be provided by Parliament for the payment of the charges and expenses of the House of Commons and of the members thereof during the fiscal year.	52.3 (1) Avant chaque exercice, le bureau fait préparer un état estimatif des sommes que le Parlement sera appelé à affecter au paiement, au cours de l'exercice, des frais de la Chambre des communes et des députés.	État estimatif
Estimate to be included in government estimates and tabled	(2) The estimate referred to in subsection (1) shall be transmitted by the Speaker to the President of the Treasury Board	(2) Le président transmet l'état estimatif au président du Conseil du Trésor, qui le dépose devant la Chambre des commu-	Adjonction au budget et dépôt

severally before the House of Commons with the estimates of the government for the fiscal year.

52. All sums of money voted by Parliament on estimates laid before the House of Commons under subsection 51(5) or payable to members of the House of Commons under section 54 are subject to the order of the Board of Internal Economy.

53. On a dissolution of Parliament, every member of the Board of Internal Economy and the Speaker and the Deputy Speaker shall be deemed to remain in office as such, as if there had been no dissolution, until another member is appointed in his place.

53.1 On September 9, 1986, sections 50 to 53 shall stand referred to such committee of the House of Commons as may be designated or established for the purpose and the committee shall review the application of those sections and thereafter shall report its findings and recommendations in relation thereto to the House of Commons.

54. All moneys, other than those applied toward payment of the salaries and expenses of Parliamentary Secretaries, expended under Part IV in respect of the House of Commons shall be expended and accounted for in the same manner as moneys for defraying the contingent expenses of the House are to be expended and accounted for pursuant to this Division."

réputés demeurer en fonctions comme si la dissolution n'avait pas eu lieu, jusqu'à la nomination de leurs remplaçants.

53.1 Le 9 septembre 1986, le comité de la Chambre des communes désigné ou constitué à cet effet est saisi de l'étude des articles 50 à 53. Le comité les examine à fond, ainsi que les conséquences de leur application, en vue de la présentation, à la Chambre des communes, d'un rapport contenant ses conclusions et recommandations.

54. L'utilisation et la comptabilisation des sommes prévues à la partie IV pour la Chambre des communes — à l'exclusion de celles consacrées aux traitements et indemnités des secrétaires parlementaires — s'effectuent de la même manière que celles des sommes affectées aux dépenses imprévues de la Chambre sous le régime de la présente section.»

Article 54
5) prendre toute autre mesure afin de...

(a) respecting the use by the House of Commons of funds, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of their parliamentary functions
(b) respecting all such things as the accounts or incidents to the expenditure of moneys and the carrying out of its functions
(c) respecting the terms and conditions of the management of, and accounting for by members of the House of Commons, of funds referred to in paragraph (a) and section 54; and
(d) respecting all such things as the accounts or incidents to the expenditure of moneys and the carrying out of its functions

21.8 (1) La Chambre a compétence exclusive pour statuer, compte tenu de la nature de leurs fonctions, sur la conservation de l'édifice - passage, y compris en vertu de l'article 30 - par les députés en tant que députés en service ou de locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires, et notamment sur la conservation de l'édifice - passage, y compris en vertu de l'article 30 de la Loi sur l'édifice administratif (21-41) par les députés du paragraphe 21.8(1).

21.8 (1) The Board has the exclusive authority to determine whether any person, committee or proposal may by a member of the House of Commons of any funds, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of their parliamentary functions or any other thing given the discharge of the parliamentary functions of members of the House of Commons, including whether any such person or was proper having regard to the intent and purpose of the by-law made under subsection 21.4(1).

who shall lay it before the House of Commons with the estimates of the government for the fiscal year.

nes avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.

By-laws

Règlements administratifs

By-laws

52.4 (1) The Board may make by-laws

(a) respecting the calling of meetings of the Board and the conduct of business at those meetings;

(b) governing the use by members of the House of Commons of funds, goods, services and premises made available to them for the carrying out of their parliamentary functions;

(c) prescribing the terms and conditions of the management of, and accounting for, by members of the House of Commons, of funds referred to in paragraph (b) and section 54; and

(d) respecting all such things as are necessary or incidental to the exercise of its powers and the carrying out of its functions.

52.4 (1) Le bureau peut, par règlement administratif :

a) régir la convocation et le déroulement de ses réunions;

b) régir l'utilisation, par les députés, des fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires;

c) prévoir les conditions — applicables aux députés — de gestion et de comptabilisation des fonds visés à l'alinéa b) et à l'article 54;

d) prendre toute autre mesure utile à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

Règlements administratifs

Speaker to table by-laws

(2) The Speaker shall table before the House of Commons the by-laws made under this section on any of the first fifteen days on which the House is sitting after the making thereof.

(2) Le président dépose les règlements administratifs pris aux termes du présent article devant la Chambre des communes dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur prise.

Dépôt des règlements administratifs

By-laws not statutory instruments

(3) By-laws made under this section shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

(3) Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés ne pas être des textes réglementaires pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Loi sur les textes réglementaires

Opinions

Avis

Exclusive authority

52.5 (1) The Board has the exclusive authority to determine whether any previous, current or proposed use by a member of the House of Commons of any funds, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of parliamentary functions is or was proper, given the discharge of the parliamentary functions of members of the House of Commons, including whether any such use is or was proper having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 52.4(1).

52.5 (1) Le bureau a compétence exclusive pour statuer, compte tenu de la nature de leurs fonctions, sur la convenance de l'utilisation — passée, présente ou prévue — par les députés de fonds, de biens, de services ou de locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires, et notamment sur la convenance de pareille utilisation au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 52.4(1).

Compétence exclusive

22.4(2) Les députés peuvent demander au Bureau d'émettre un avis en vertu de l'article 22.4(1) sur ou de fournir des renseignements sur :

22.4(3) Le Bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la nature d'activités commerciales de fonds de biens de services ou de locaux au regard de l'impact et de l'ordre des règlements relatifs à ces activités.

22.4(4) Le Bureau peut aussi émettre des recommandations de l'ordre général.

22.4(5) Sous réserve du paragraphe (3), le Bureau peut, pour le gouverneur des députés, publier ses avis en tout ou en partie.

22.4(6) Sous réserve du paragraphe (4), le Bureau est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de toute demande d'avis présentée par un député et de lui notifier son avis.

22.4(7) Si l'article indiqué, le Bureau peut sur demande de l'auteur de la demande visé à l'article 22.8, mettre à l'ordre du jour de son avis à la disposition de celui-ci.

22.8(1) Sous réserve du paragraphe (3) et, malgré toute autre loi fédérale, il est interdit de demander le débrayage d'un acte de procédure pénale, de procéder à un débrayage ou d'y donner suite, relative à tout acte fédéral, fondé en tout ou en partie sur l'utilisation par celui-ci de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe 22.4(1), à moins que l'auteur de la demande n'ait obtenu l'avis de l'auteur de l'acte.

22.8(2) Le cas échéant, l'avis est transmis au juge de paix ou au juge provincial, qui se rend en considération dans sa décision de débrayer ou non l'acte.

(2) Any member of the House of Commons may apply to the Board for an opinion with respect to any use by that member of funds, goods, services or premises referred to in subsection (1).

22.4 In addition to issuing opinions under section 22.4, the Board may issue general opinions regarding the proper use of funds, goods, services and premises within the intent and purpose of the provisions made under subsection 22.4(1).

22.4 (1) The Board may include in its opinions any comments that the Board considers relevant.

(2) Subject to subsection (3), the Board may publish in whole or in part its opinions for the guidance of members of the House of Commons.

(3) Subject to subsection (4), the Board shall take the necessary measures to ensure the privacy of any member of the House of Commons who applies for an opinion and shall notify the member of the opinion.

(4) For the purposes of section 22.4, the Board may, on request, disclose to an applicant referred to in that section and to a committee appointed to do so, any or all information available to the applicant.

22.8 (1) Subject to subsection (3), and notwithstanding any other law, no criminal process may be required for issued or proceeded with in relation to any offence against any Act of Parliament by a member of the House of Commons that is based, in whole or in part, on the use by the member of any funds, goods, services or premises referred to in subsection 22.4(1) unless the applicant for the criminal process has requested and obtained from the Board an opinion containing the use on which the offence is based.

(2) Where an application for a criminal process is made to a justice or judge for which an opinion is provided under subsection (1), the justice or judge shall be provided with the opinion and shall consider it

Parliamentary Council

22.4(2)

22.4(3)

22.4(4)

22.4(5)

22.4(6)

22.8(1)

22.8(2)

Parliamentary Council

22.4(2)

22.4(3)

22.4(4)

22.4(5)

22.4(6)

22.8(1)

22.8(2)

Members may apply	(2) Any member of the House of Commons may apply to the Board for an opinion with respect to any use by that member of funds, goods, services or premises referred to in subsection (1). 5	(2) Les députés peuvent demander au bureau d'émettre un avis au sujet de l'utilisation par eux de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe (1).	Demandes de la part des députés
General opinions	52.6 In addition to issuing opinions under section 52.5, the Board may issue general opinions regarding the proper use of funds, goods, services and premises within the intent and purpose of the by-laws made under subsection 52.4(1). 10	52.6 Le bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la notion d'utilisation convenable de fonds, de biens, de services ou de locaux au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 52.4(1). 10	5 Avis d'ordre général
Comments may be included	52.7 (1) The Board may include in its opinions any comments that the Board considers relevant.	52.7 (1) Le bureau peut assortir ses avis des commentaires qu'il estime utiles.	Adjonction de commentaires
Publication of opinions	(2) Subject to subsection (3), the Board may publish, in whole or in part, its opinions for the guidance of members of the House of Commons. 15	(2) Sous réserve du paragraphe (3), le bureau peut, pour la gouverne des députés, publier ses avis en tout ou en partie. 15	Publication des avis
Privacy and notification	(3) Subject to subsection (4), the Board shall take the necessary measures to assure the privacy of any member of the House of Commons who applies for an opinion and shall notify the member of its opinion. 20	(3) Sous réserve du paragraphe (4), le bureau est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de toute demande d'avis présentée par un député et de lui notifier son avis. 20	Confidentialité et notification
Making opinions available	(4) For the purposes of section 52.8, the Board may, on request therefor by an applicant referred to in that section, and if it considers it appropriate to do so, make any of its opinions available to the applicant. 25	(4) S'il l'estime indiqué, le bureau peut, sur requête de l'auteur de la demande visé à l'article 52.8, mettre n'importe lequel de ses avis à la disposition de celui-ci. 25	Communication des avis
Opinion required	52.8 (1) Subject to subsection (3), and notwithstanding any other Act of Parliament, no criminal process may be applied for, issued or proceeded with in relation to any offence against any Act of Parliament by a member of the House of Commons that is based, in whole or in part, on the use by the member of any funds, goods, services or premises referred to in subsection 52.5(1) unless the applicant for the criminal process has requested and obtained from the Board an opinion concerning the use on which the offence is based. 30	52.8 (1) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré toute autre loi fédérale, il est interdit de demander la délivrance d'un acte de procédure pénale, de procéder à sa délivrance ou d'y donner suite, relativement à un député et au sujet d'une infraction à une loi fédérale, fondée en tout ou en partie sur l'utilisation par celui-ci de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe 52.5(1), à moins que l'auteur de la demande n'ait requis et obtenu du bureau un avis portant sur l'utilisation en cause. 30	Avis obligatoires
Opinion must be considered	(2) Where an application for a criminal process is made to a justice or judge for which an opinion is provided under subsection (1), the justice or judge shall be provided with the opinion and shall consider it 45	(2) Le cas échéant, l'avis est transmis au juge de paix ou au juge éventuellement saisi de la demande de délivrance, qui le prend en considération dans sa décision de délivrer ou non l'acte. 40	Prise en considération de l'avis

in determining whether to issue the subpoena.

(1) Where the Board has not provided an opinion within thirty days after the receipt of a request referred to in subsection (1), that subsection shall cease to apply in respect of the offence to which the request relates.

(4) For the purposes of this section, "criminal process" means (a) an authorization to intercept a private communication under section 183, (b) an order for a search warrant under section 487.31 or 487.32, (c) the laying of an information under section 504 or 505, (d) a summons or an arrest warrant under section 501 and (e) the continuation of an appearance notice, promise to appear or recognizance under section 508.

23. On a distribution of Parliament, every member of the House shall be deemed to be absent if he or she has not been in attendance at any sitting of the House on that day. 24. All funds other than those applied toward payment of the salaries and expenses of Parliamentary Secretaries expanded under Part IV in respect of the House of Commons shall be expended and accounted for in the same manner as funds for defraying the charges and expenses of the House and of the members thereof and shall be expended and accounted for pursuant to this Division. 25. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) If, during the term of the present Act, the House is prorogued for a period exceeding six months, the provisions of this Act shall apply as if the House had not been prorogued.

(4) Pour l'application de la présente section, le terme « processus criminel » signifie : (a) une autorisation de interception de communication en vertu de la section 183, (b) un ordre de mandat de perquisition en vertu de la section 487.31 ou 487.32, (c) la mise en accusation en vertu de la section 504 ou 505, (d) un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt en vertu de la section 501 et (e) la poursuite d'un acte de comparution, d'une promesse de comparution ou d'un engagement comparatif en vertu de la section 508.

(a) article 183; autorisation d'interception; acte des communications privées;

(b) articles 487.31 et 487.32; mandat de perquisition;

(c) article 401; ordonnance de mise en accusation;

(d) articles 504 et 505; dénonciation;

(e) articles 301; continuation d'un acte de comparution;

(f) article 508; continuation d'un acte de comparution; promesse d'une promesse de comparution ou d'un engagement comparatif en vertu de la section 508.

22. Every act or resolution of Parliament that purports to provide for the payment of any salary or other remuneration to any member of the House shall be deemed to be in force only if it has been passed by the House on that day.

24. I l'ouverture et la complétion des fonds dépenses aux termes de la partie IV pour la Chambre des communes, l'expansion de ceux consacrés aux traitements et indemnités des secrétaires parlementaires, et l'octroi de la même manière aux autres des fonds affectés aux fins de la Chambre et des députés sous le régime de la présente section.

25. La présente loi entre en vigueur à la date fixe par décret du gouverneur en conseil.

Three years

Definition "criminal process"

In case of prorogation

Expenses

Coming into force

Définition de « processus criminel »

Définition de « processus criminel »

Entrée en vigueur

Printed under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer, Ottawa, Canada, K1A 0S4.

	in determining whether to issue the criminal process.		
Time limit	(3) Where the Board has not provided an opinion within thirty days after the receipt of a request referred to in subsection (1), that subsection shall cease to apply in respect of the offence to which the request relates.	5	(3) À défaut de mise à disposition d'avis de la part du bureau dans les trente jours suivant la réception de la requête visée au paragraphe (1), celui-ci cesse de s'appliquer à l'infraction en cause.
Definition of "criminal process"	(4) For the purposes of this section, "criminal process" means (a) an authorization to intercept a private communication under section 185, (b) an order for a search warrant under section 462.32 or 487, (c) a restraint order under section 462.33, (d) the laying of an information under section 504 or 505, (e) a summons or an arrest warrant under section 507, and (f) the confirmation of an appearance notice, promise to appear or recognizance under section 508 of the <i>Criminal Code</i> .	10 15 20	(4) Pour l'application du présent article, «acte de procédure pénale» s'entend au sens des termes ci-après visés aux articles suivants du <i>Code criminel</i> : a) article 185 : autorisation d'intercepter une communication privée; b) articles 462.32 ou 487 : mandat de perquisition; c) article 462.33 : ordonnance de blocage de biens; d) articles 504 ou 505 : dénonciation; e) article 507 : sommation ou mandat d'arrestation; f) article 508 : confirmation d'une citation à comparaître, d'une promesse de comparaître ou d'un engagement.
In case of dissolution	53. On a dissolution of Parliament, every member of the Board and the Speaker and Deputy Speaker shall be deemed to remain in office as such, as if there had been no dissolution, until <u>their replacement</u> .	25 30	53. En cas de dissolution du Parlement, les membres du bureau, le président et le président suppléant sont réputés demeurer en fonctions comme si la dissolution n'avait pas eu lieu, jusqu'à <u>leur remplacement</u> .
Expenditure	54. All <u>funds</u> , other than those applied toward payment of the salaries and expenses of Parliamentary Secretaries, expended under Part IV in respect of the House of Commons shall be expended and accounted for in the same manner as <u>funds for defraying the charges and expenses of the House and of the members thereof</u> are to be expended and accounted for pursuant to this Division."	35 40	54. L'utilisation et la comptabilisation des <u>fonds dépensés aux termes de la partie IV pour la Chambre des communes</u> , à l'exclusion de <u>ceux consacrés aux traitements et indemnités des secrétaires parlementaires</u> , s'effectuent de la même manière que celles des <u>fonds affectés aux frais de la chambre et des députés</u> sous le régime de la présente section.»
Coming into force	3. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.		3. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

C-79

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-79

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Parliament of Canada Act

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada

REPRINTED AS AMENDED FOR USE OF THE HOUSE OF
COMMONS AT THE REPORT STAGE AS ORDERED BY
THE SPECIAL COMMITTEE ON THE REVIEW OF THE
PARLIAMENT OF CANADA ACT

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ POUR L'USAGE DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT
TEL QU'ORDONNÉ PAR LE COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ
DE L'EXAMEN DE LA LOI SUR LE PARLEMENT DU
CANADA

**THE MINISTER OF STATE AND LEADER OF THE
GOVERNMENT IN THE HOUSE OF COMMONS**

**LE MINISTRE D'ÉTAT ET LEADER DU GOUVERNEMENT À
LA CHAMBRE DES COMMUNES**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Parliament of Canada Act

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada

R.S., c. P-1;
R.S., cc. 31, 42
(1st Supp.),
c. 38 (2nd
Supp.), c. 1
(4th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. P-1;
L.R., ch. 31, 42
(1^{er} suppl.),
ch. 38 (2^e
suppl.), ch. 1
(4^e suppl.)

1. The *Parliament of Canada Act* is amended by adding thereto, immediately after section 20 thereof, the following heading and sections:

1. La *Loi sur le Parlement du Canada* est modifiée par insertion, après l'article 20, de ce qui suit :

“By-laws

«Règlements administratifs

Board

20.1 In sections 20.2 to 20.8, “Board” means the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration established by the Senate under its rules.

20.1 Aux articles 20.2 à 20.8, «bureau» s'entend du Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration constitué par le Sénat en vertu de son règlement.

Bureau

By-laws

20.2 (1) Subject to section 20.7, the Board may make by-laws

20.2 (1) Sous réserve de l'article 20.7, le bureau peut, par règlement administratif :

Règlements administratifs

(a) respecting the calling of meetings of the Board and the conduct of business at those meetings;

a) régir la convocation et le déroulement de ses réunions;

(b) governing the use by senators of funds, goods, services and premises made available to them for the carrying out of their parliamentary functions;

b) régir l'utilisation, par les sénateurs, des fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires;

(c) prescribing the terms and conditions of the management of, and accounting for, by senators, of funds referred to in paragraph (b); and

c) prévoir les conditions — applicables aux sénateurs — de gestion et de comptabilisation des fonds visés à l'alinéa b);

(d) respecting all such things as are necessary or incidental to the exercise of

d) *prendre toute autre mesure utile à l'exercice des pouvoirs que lui confèrent le présent article et les articles 20.3 à 20.6.*

25

20

20.7 (1) Notwithstanding section 20.7, the Board has the exclusive authority to determine a compensation exclusive for the purposes of the Statutory Instruments Act.

20.8 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.9 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.10 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.11 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.12 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

EXPLANATORY NOTES FOR REPRINT

The amendments made in the Special Committee on the Review of the *Parliament of Canada Act* are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

20.13 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.14 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.15 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.16 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.17 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.18 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.19 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.20 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.7 (1) Notwithstanding section 20.7, the Board has the exclusive authority to determine a compensation exclusive for the purposes of the Statutory Instruments Act.

20.8 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.9 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.10 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.11 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.12 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par le Comité spécial chargé de l'examen de la *Loi sur le Parlement du Canada* sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

20.13 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.14 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.15 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.16 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.17 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.18 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.19 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

20.20 (1) Where the Board is satisfied that a person is entitled to a pension or gratuity under the provisions of the Pension Act, the Board may, in its discretion, award such pension or gratuity to the person.

its powers under this section and sections 20.3 to 20.6.

Speaker to table by-laws

(2) The Speaker of the Senate shall table before the Senate the by-laws made under this section on any of the first thirty 5 days after the making thereof.

(2) Le président du Sénat dépose les règlements administratifs pris aux termes du présent article devant le Sénat dans les trente jours suivant leur adoption.

Dépôt des règlements administratifs

Speaker to make by-laws available

(3) When the Senate is not sitting, the Speaker shall cause the by-laws made under this section to be deposited with the Clerk of that House and such by-laws shall 10 thereupon be deemed to have been tabled before the Senate.

(3) Quand le Sénat ne siège pas, le président veille à ce que les règlements administratifs pris aux termes du présent article soient remis au greffier et ils sont alors réputés avoir été déposés auprès du bureau. 10

5 Idem

By-laws not statutory instruments

(4) By-laws made under this section shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*. 15

(4) Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés ne pas être des textes réglementaires pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*. 15

Loi sur les textes réglementaires

Opinions

Avis

Exclusive authority

20.3 (1) Subject to section 20.7, the Board has the exclusive authority to determine whether any previous, current or proposed use by a senator of any funds, goods, 20 services or premises made available to that senator for the carrying out of parliamentary functions is or was proper, given the discharge of the parliamentary functions of senators, including whether any such 25 use is or was proper having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 20.2(1).

20.3 (1) Sous réserve de l'article 20.7, le bureau a compétence exclusive pour statuer, compte tenu de la nature de leurs fonctions, sur la régularité de l'utilisation — passée, présente ou prévue — par les 20 sénateurs de fonds, de biens, de services ou de locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires, et notamment sur la régularité de pareille utilisation au regard de l'esprit et de l'ob- 25 jet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 20.2(1).

Compétence exclusive

Senator may apply

(2) Any senator may apply to the Board for an opinion with respect to any use by 30 that senator of any funds, goods, services or premises referred to in subsection (1).

(2) Les sénateurs peuvent demander au bureau d'émettre un avis au sujet de l'utilisation par eux de fonds, de biens, de servi- 30 ces ou de locaux visés au paragraphe (1).

Demandes de la part des sénateurs

Opinion during investigation

20.4 (1) During any investigation by a peace officer in relation to the use by a senator of funds, goods, services or prem- 35 ises referred to in subsection 20.3(1), the peace officer may apply to the Board for an opinion concerning the propriety of such use.

20.4 (1) Au cours d'une enquête menée par un agent de la paix relativement à l'utilisation par un sénateur de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au 35 paragraphe 20.3(1), l'agent de la paix peut demander au bureau d'émettre un avis au sujet de la régularité de cette utilisation.

Avis durant l'enquête

Opinion to be considered

(2) Where an opinion is provided to a 40 peace officer pursuant to subsection (1) and where an application for a process is made to a judge, the judge shall be provided with the opinion and shall consider it in determining whether to issue the 45 process.

(2) Si, dans le cas où un avis a été transmis à un agent de la paix conformé- 40 ment au paragraphe (1), une demande de délivrance d'un acte de procédure est présentée à un juge, l'avis est transmis à celui-ci, qui le prend en considération dans sa décision de délivrer ou non l'acte. 45

Prise en considération de l'avis

Definition of "process"

(3) For the purposes of this section, "process" means

- (a) an authorization to intercept a private communication under section 185,
- (b) an order for a special warrant under section 462.32,
- (c) an order for a search warrant under section 487,
- (d) a restraint order under section 462.33,
- (e) the laying of an information under section 504 or 505,
- (f) a summons or an arrest warrant under section 507, or
- (g) the confirmation of an appearance notice, promise to appear or recognizance under section 508,

of the *Criminal Code*.

Issuance of process by judge

(4) The issuance of a process referred to in paragraphs (3)(c), (e), (f) and (g) that is based on the use by a senator of any funds, goods, services or premises made available to that senator for the carrying out of parliamentary functions shall be authorized by a judge within the meaning of section 2 of the *Criminal Code*.

General opinions

20.5 In addition to issuing opinions under section 20.3, the Board may, subject to section 20.7, issue general opinions regarding the proper use of funds, goods, services and premises within the intent and purpose of the by-laws made under subsection 20.2(1).

Comments may be included

20.6 (1) The Board may include in its opinions any comments that the Board considers relevant.

Publication of opinions

(2) Subject to subsection (3), the Board may publish, in whole or in part, its opinions for the guidance of senators.

Privacy and notification

(3) Subject to subsection (4), the Board shall take the necessary measures to assure the privacy of any senator who applies for an opinion and shall notify the senator of its opinion.

Making opinions available

(4) For the purposes of subsection 20.4(1), the Board may, on request therefor by an applicant referred to in that

(3) Pour l'application du présent article, «acte de procédure» s'entend au sens des termes ci-après visés aux articles suivants du *Code criminel* :

Définition d'acte de procédure

- a) article 185 : autorisation d'intercepter une communication privée;
- b) article 462.32 : mandat spécial;
- c) article 487 : mandat de perquisition;
- d) article 462.33 : ordonnance de blocage de biens;
- e) articles 504 ou 505 : dénonciation;
- f) article 507 : sommation ou mandat d'arrestation;
- g) article 508 : confirmation d'une citation à comparaître, d'une promesse de comparaître ou d'un engagement.

Autorisation par un juge

(4) La délivrance d'un acte de procédure visé aux alinéas (3)c), e), f) et g) qui est fondé sur l'utilisation par un sénateur de fonds, de biens, de services ou de locaux mis à sa disposition dans le cadre de ses fonctions parlementaires doit être autorisée par un juge au sens de l'article 2 du *Code criminel*.

20.5 Sous réserve de l'article 20.7, le bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la régularité de l'utilisation de fonds, de biens, de services ou de locaux au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 20.2(1).

20.6 (1) Le bureau peut assortir ses avis des commentaires qu'il estime utiles.

Adjonction de commentaires

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le bureau peut, pour la gouverne des sénateurs, publier ses avis en tout ou en partie.

Publication des avis

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le bureau est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de toute demande d'avis présentée par un sénateur et de lui notifier son avis.

Confidentialité et notification

(4) S'il l'estime indiqué, le bureau peut, sur requête de l'auteur de la demande visée au paragraphe 20.4(1), mettre n'im-

Communication des avis

1. The first of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

2. The second of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

3. The third of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

4. The fourth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

5. The fifth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

6. The sixth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

7. The seventh of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

8. The eighth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

9. The ninth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

10. The tenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

11. The eleventh of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

12. The twelfth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

13. The thirteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

14. The fourteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

15. The fifteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

16. The sixteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

17. The seventeenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

18. The eighteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

19. The nineteenth of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government regarding the progress of the work of the Commission.

subsection, and if it considers it appropriate to do so, make any of its opinions available to the applicant.

porte lequel de ses avis à la disposition de celui-ci.

Leader of the Government

20.7 The Board may exercise any of the powers referred to in sections 20.2 to 20.5 only if the Leader of the Government in the Senate, or the nominee of the Leader, is a member of the Board. 5

20.7 Le bureau ne peut exercer les pouvoirs visés aux articles 20.2 à 20.5 que si le leader du gouvernement au Sénat ou son délégué est membre du bureau. 5

Leader du gouvernement

In case of dissolution

20.8 On a dissolution of Parliament, every member of the Board shall be deemed to remain in office as such, as if there had been no dissolution." 10

20.8 En cas de dissolution du Parlement, les membres du bureau sont réputés demeurer en fonctions comme si la dissolution n'avait pas eu lieu.» 10

Dissolution du Parlement

R.S., c. 42 (1st Supp.), s. 2

2. Sections 50 to 54 of the said Act are repealed and the following substituted therefor: 15

2. Les articles 50 à 54 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 42 (1^{er} suppl.), art. 2

“Establishment and Organization

«Constitution et organisation

Board established

50. (1) There shall be a Board of Internal Economy of the House of Commons, in this section and sections 51 to 53 referred to as “the Board”, over which the Speaker of the House of Commons shall preside. 20

50. (1) Est constitué le Bureau de régie interne de la Chambre des communes, dont la présidence est assumée par le président de la chambre. 15

Constitution

Composition of Board

(2) The Board shall consist of the Speaker, the Deputy Speaker, two members of the Queen’s Privy Council for Canada appointed from time to time by the Governor in Council, the Leader of the Opposition or the nominee of the Leader of the Opposition and four other members of the House of Commons who may be appointed from time to time as follows:

(2) Le bureau est composé du président et du président suppléant de la Chambre des communes, de deux membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada nommés par le gouverneur en conseil, du chef de l’Opposition ou de son délégué et de quatre autres députés nommés de la façon suivante :

Composition

(a) two members of the Board appointed by the House of Commons caucus of the government party; and

a) deux par le groupe parlementaire du parti gouvernemental;

(b) two members of the Board appointed by the House of Commons caucuses of the parties in opposition to the government

b) deux par les groupes parlementaires de l’Opposition, à savoir :

(i) one of whom is appointed by the caucus of the party in opposition having the largest recognized membership in the House, and

(i) un par celui de ces groupes qui compte officiellement le plus grand nombre de députés,

(ii) subject to subsection (3), one of whom is appointed by the caucus of the party in opposition having the second largest recognized membership in the House. 45

(ii) sous réserve du paragraphe (3), un par celui de ces groupes qui est officiellement le deuxième pour le nombre des députés. 35

<p>1-10) de la langue officielle visée de l'article 133) ne compte pas elle-même en matière de vote, les deux langues officielles par l'intermédiaire de l'interprète officiel de la langue officielle visée de l'article 133.</p>	<p>1-10) de la langue officielle visée de l'article 133) ne compte pas elle-même en matière de vote, les deux langues officielles par l'intermédiaire de l'interprète officiel de la langue officielle visée de l'article 133.</p>	<p>1-10) de la langue officielle visée de l'article 133) ne compte pas elle-même en matière de vote, les deux langues officielles par l'intermédiaire de l'interprète officiel de la langue officielle visée de l'article 133.</p>	<p>1-10) de la langue officielle visée de l'article 133) ne compte pas elle-même en matière de vote, les deux langues officielles par l'intermédiaire de l'interprète officiel de la langue officielle visée de l'article 133.</p>
<p>11) Le président élu connaît à la fois les deux langues officielles et peut, dans les deux langues officielles, faire des déclarations et des interventions.</p>	<p>11) Le président élu connaît à la fois les deux langues officielles et peut, dans les deux langues officielles, faire des déclarations et des interventions.</p>	<p>11) Le président élu connaît à la fois les deux langues officielles et peut, dans les deux langues officielles, faire des déclarations et des interventions.</p>	<p>11) Le président élu connaît à la fois les deux langues officielles et peut, dans les deux langues officielles, faire des déclarations et des interventions.</p>
<p>12) Les députés qui détiennent un mandat électoral ont le droit de parler dans les deux langues officielles au cours de la séance de la Chambre des communes, à l'exception de la Chambre des communes, de la Chambre des députés et de la Chambre des députés.</p>	<p>12) Les députés qui détiennent un mandat électoral ont le droit de parler dans les deux langues officielles au cours de la séance de la Chambre des communes, à l'exception de la Chambre des députés et de la Chambre des députés.</p>	<p>12) Les députés qui détiennent un mandat électoral ont le droit de parler dans les deux langues officielles au cours de la séance de la Chambre des communes, à l'exception de la Chambre des députés et de la Chambre des députés.</p>	<p>12) Les députés qui détiennent un mandat électoral ont le droit de parler dans les deux langues officielles au cours de la séance de la Chambre des communes, à l'exception de la Chambre des députés et de la Chambre des députés.</p>
<p>13) Le président de la Chambre des communes est le président de la Chambre des communes.</p>	<p>13) Le président de la Chambre des communes est le président de la Chambre des communes.</p>	<p>13) Le président de la Chambre des communes est le président de la Chambre des communes.</p>	<p>13) Le président de la Chambre des communes est le président de la Chambre des communes.</p>
<p>14) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les membres de la Chambre des députés ou de la Chambre des députés peuvent être désignés pour occuper le poste de président.</p>	<p>14) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les membres de la Chambre des députés ou de la Chambre des députés peuvent être désignés pour occuper le poste de président.</p>	<p>14) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les membres de la Chambre des députés ou de la Chambre des députés peuvent être désignés pour occuper le poste de président.</p>	<p>14) En cas d'absence ou d'empêchement du président, les membres de la Chambre des députés ou de la Chambre des députés peuvent être désignés pour occuper le poste de président.</p>
<p>15) Le président peut, à l'initiative de la Chambre des députés, suspendre les pouvoirs de la Chambre des députés.</p>	<p>15) Le président peut, à l'initiative de la Chambre des députés, suspendre les pouvoirs de la Chambre des députés.</p>	<p>15) Le président peut, à l'initiative de la Chambre des députés, suspendre les pouvoirs de la Chambre des députés.</p>	<p>15) Le président peut, à l'initiative de la Chambre des députés, suspendre les pouvoirs de la Chambre des députés.</p>
<p>16) Le président est responsable à la fois des deux langues officielles.</p>	<p>16) Le président est responsable à la fois des deux langues officielles.</p>	<p>16) Le président est responsable à la fois des deux langues officielles.</p>	<p>16) Le président est responsable à la fois des deux langues officielles.</p>
<p>17) Le président a pour fonction de maintenir l'ordre et l'efficacité des débats et de garantir que les deux langues officielles soient traitées de manière équitable.</p>	<p>17) Le président a pour fonction de maintenir l'ordre et l'efficacité des débats et de garantir que les deux langues officielles soient traitées de manière équitable.</p>	<p>17) Le président a pour fonction de maintenir l'ordre et l'efficacité des débats et de garantir que les deux langues officielles soient traitées de manière équitable.</p>	<p>17) Le président a pour fonction de maintenir l'ordre et l'efficacité des débats et de garantir que les deux langues officielles soient traitées de manière équitable.</p>

Exception	(3) Where the caucus referred to in subparagraph (2)(b)(ii) does not have a recognized membership of twelve or more persons in the House of Commons, both appointments to be made pursuant to paragraph (2)(b) shall be made by the caucus referred to in subparagraph (2)(b)(i).	5	(3) Si le groupe parlementaire visé au sous-alinéa (2)(b)(ii) ne compte pas officiellement au moins douze députés, les deux nominations prévues par l'alinéa (2)(b) sont effectuées par le groupe parlementaire visé au sous-alinéa (2)(b)(i).	5	Exception
Speaker to inform of appointments	(4) The Speaker shall inform the House of Commons of any appointment made to the Board, on any of the first fifteen days on which the House is sitting after the appointment is made.	10	(4) Le président fait connaître à la Chambre des communes le nom des membres du bureau dans les quinze premiers jours de séance de la chambre suivant leur nomination.	10	Nominations
Oath or affirmation	(5) Every member of the Board shall, as soon as practicable after becoming a member of the Board, take before the Clerk of the House of Commons an oath or affirmation of fidelity and secrecy in the form set out in Form 3 of the schedule.	15	(5) Les députés qui deviennent membres du bureau sont tenus, dès que les circonstances le permettent, de prêter, devant le greffier de la Chambre des communes, le serment, ou l'affirmation solennelle, de fidélité et de discrétion figurant au modèle 3 de l'annexe.	15	Serment ou affirmation solennelle
Clerk is Secretary	51. The Clerk of the House of Commons is the Secretary to the Board.	20	51. Le greffier de la Chambre des communes est le secrétaire du bureau.	20	Secrétaire
Quorum	52. (1) Five members of the Board, of whom one shall be the Speaker, constitute a quorum.		52. (1) Cinq membres du bureau, dont le président, forment le quorum.		Quorum
Death, disability or absence of Speaker	(2) In the event of the death, disability or absence of the Speaker, five members of the Board, of whom one shall be the Deputy Speaker or a member of the Board designated by the Speaker or the Deputy Speaker to chair the meeting, constitute a quorum.	25	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président, cinq membres du bureau, dont le président suppléant ou le membre désigné par le président ou par le président suppléant pour présider la réunion, forment le quorum.	25	Absence ou empêchement du président
Emergencies	52.1 (1) Where the Speaker deems that there is an emergency, the Speaker may exercise any power of the Board.		52.1 (1) Le président peut, s'il estime qu'il y a urgence, exercer les pouvoirs du bureau.	30	Cas d'urgence
Report of decision	(2) The Speaker shall report to the Board any decision made under subsection (1) at the meeting of the Board immediately following the decision.	35	(2) Le président fait rapport, à la réunion suivante du bureau, de toute décision prise en vertu du paragraphe (1).		Rapport

Functions of Board

Mission

Capacity

52.2 (1) In exercising the powers and carrying out the functions conferred upon it pursuant to this Act, the Board has the capacity of a natural person and may

(a) enter into contracts, memoranda of understanding or other arrangements in

52.2 (1) Le bureau a, pour l'exercice des pouvoirs et l'exécution des fonctions qui lui sont attribués par la présente loi, la capacité d'une personne physique; à ce titre, il peut :

	the name of the House of Commons or in the name of the Board; and		a) conclure des contrats, ententes ou autres arrangements sous le nom de la Chambre des communes ou le sien;	
	(b) do all such things as are necessary or incidental to the exercising of its powers or the carrying out of its functions.	5	b) prendre toute autre mesure utile à l'exercice de ses pouvoirs ou à l'exécution de ses fonctions.	5
Immunity	(2) Where a member of the Board participates in the exercise of the powers or the carrying out of the functions of the Board, the member shall not be held personally liable for the actions of the Board.	10	(2) Les membres du bureau n'encourent aucune responsabilité personnelle découlant de leur participation à l'exercice des pouvoirs ou à l'exécution des fonctions du bureau.	Immunité 10
Function of Board	52.3 The Board shall act on all financial and administrative matters respecting		52.3 Le bureau est chargé des questions financières et administratives intéressant :	Mission
	(a) the House of Commons, its premises, its services and its staff; and	15	a) la Chambre des communes, ses locaux, ses services et son personnel;	15
	(b) the members of the House of Commons.		b) les députés.	
Estimate to be prepared	52.4 (1) Prior to each fiscal year the Board shall cause to be prepared an estimate of the sums that will be required to be provided by Parliament for the payment of the charges and expenses of the House of Commons and of the members thereof during the fiscal year.	20	52.4 (1) Avant chaque exercice, le bureau fait préparer un état estimatif des sommes que le Parlement sera appelé à affecter au paiement, au cours de l'exercice, des frais de la Chambre des communes et des députés.	État estimatif 20
Estimate to be included in government estimates and tabled	(2) The estimate referred to in subsection (1) shall be transmitted by the Speaker to the President of the Treasury Board who shall lay it before the House of Commons with the estimates of the government for the fiscal year.	30	(2) Le président transmet l'état estimatif au président du Conseil du Trésor, qui le dépose devant la Chambre des communes avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.	Adjonction au budget et dépôt 25
	By-laws		Règlements administratifs	
By-laws	52.5 (1) The Board may make by-laws		52.5 (1) Le bureau peut, par règlement administratif :	Règlements administratifs
	(a) respecting the calling of meetings of the Board and the conduct of business at those meetings;		a) régir la convocation et le déroulement de ses réunions;	30
	(b) governing the use by members of the House of Commons of funds, goods, services and premises made available to them for the carrying out of their parliamentary functions;	35	b) régir l'utilisation, par les députés, des fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires;	35
	(c) prescribing the terms and conditions of the management of, and accounting for, by members of the House of Commons, of funds referred to in paragraph (b) and section 54; and	40	c) prévoir les conditions — applicables aux députés — de gestion et de comptabilisation des fonds visés à l'alinéa b) et à l'article 54;	
	(d) respecting all such things as are necessary or incidental to the exercise of	45	d) prendre toute autre mesure utile à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.	40

11. La présidence d'être les règlements administratifs par une lettre de l'ancien ministre devant le Comité des commissions dans les trente jours suivant leur adoption.

12. Quand le document des commissions se situe sur le précédent volume à ce que les règlements administratifs qui ont été en vigueur au date soient remis au greffier de la cour d'après l'avis de la direction des affaires.

13. Les règlements administratifs qui ont été en vigueur au date sont remis au greffier de la cour d'après l'avis de la direction des affaires.

11. The speaker shall table before the House of Commons the by-laws made under this section on or after the thirty-day after the making thereof.

12. When the House of Commons is not sitting, the speaker shall cause the by-laws made under this section to be deposited with the Clerk of that House and shall by written description be deemed to have been tabled before the House of Commons.

13. By-laws made under this section shall be deemed not to be statutory laws made for the purposes of the Statutory Instruments Act.

Speaker of the House of Commons

Annex

Annex

22. (1) Le patron a compétence d'attribuer à un fonctionnaire, compte tenu de la nature de l'emploi, le lieu de travail et la région de résidence, par son décret de nomination, de façon à ce qu'il soit en mesure de rendre les services de son poste de façon satisfaisante et notamment aux régions de grande importance en regard de l'emploi et de l'objet des règlements administratifs.

22. (1) The board has the authority to assign to determine whether any particular or proposed act by a member of the House of Commons or any body, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of parliamentary functions is or was proper, given the history of the parliamentary functions of members of the House of Commons, including whether any such act or service was proper having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 22(4).

Speaker of the House of Commons

Speaker of the House of Commons

Speaker of the House of Commons

23. (1) Les députés peuvent demander au greffier d'inscrire au titre de l'annuaire pour eux de l'année de leur élection les lieux où ils ont exercé leurs fonctions pendant leur mandat.

24. (1) Au cours d'une session, le greffier peut, au vu de la nature de l'emploi, de la région de résidence et de l'objet des règlements administratifs, de la nature des services ou des lieux où ils ont exercé leurs fonctions pendant leur mandat, demander au greffier d'inscrire au titre de l'annuaire les lieux où ils ont exercé leurs fonctions pendant leur mandat.

(2) Any member of the House of Commons may apply to the board for an order with respect to any act or service which he or she has made available for or intended to make available for the carrying out of parliamentary functions in or was proper, having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 22(4).

24. (1) During any session, the speaker shall, in relation to the by-law of a member of the House of Commons or any body, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of parliamentary functions, the by-law shall apply to the board for an order concerning the propriety of such act or service.

Member of House of Commons

Speaker of the House of Commons

Speaker of the House of Commons

25. (1) Si, dans le cas où un député a été nommé à un poste de la cour, le greffier de la cour doit, au cours de la session, en informer le président de la cour.

26. (1) Le greffier de la cour doit, au cours de la session, en informer le président de la cour de la nomination d'un juge de la cour.

(2) Where an appointment is made to a court office outside to subsection (1) and where an appointment for a process is made to a judge, the speaker shall be notified.

Speaker of the House of Commons

Speaker of the House of Commons

its powers and the carrying out of its functions.

Speaker to table by-laws

(2) The Speaker shall table before the House of Commons the by-laws made under this section on any of the first thirty 5 days after the making thereof.

(2) Le président dépose les règlements administratifs pris aux termes du présent article devant la Chambre des communes dans les trente jours suivant leur adoption.

Dépôt des règlements administratifs

Speaker to make by-laws available

(3) When the House of Commons is not sitting, the Speaker shall cause the by-laws made under this section to be deposited with the Clerk of that House and such 10 by-laws shall thereupon be deemed to have been tabled before the House of Commons.

(3) Quand la Chambre des communes ne siège pas, le président veille à ce que les règlements administratifs pris aux termes du présent article soient remis au greffier et ils sont alors réputés avoir été déposés auprès du bureau. 10

10

By-laws not statutory instruments

(4) By-laws made under this section shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*. 15

(4) Les règlements administratifs pris aux termes du présent article sont réputés ne pas être des textes réglementaires pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*. 15

Loi sur les textes réglementaires

Opinions

Avis

Exclusive authority

52.6 (1) The Board has the exclusive authority to determine whether any previous, current or proposed use by a member 20 of the House of Commons of any funds, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of parliamentary functions is or was proper, given the discharge of the parliamentary 25 functions of members of the House of Commons, including whether any such use is or was proper having regard to the intent and purpose of the by-laws made under subsection 52.5(1). 30

52.6 (1) Le bureau a compétence exclusive pour statuer, compte tenu de la nature de leurs fonctions, sur la régularité de l'utilisation — passée, présente ou prévue — par les députés de fonds, de biens, de 20 services ou de locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires, et notamment sur la régularité de pareille utilisation au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs 25 pris aux termes du paragraphe 52.5(1).

Compétence exclusive

Members may apply

(2) Any member of the House of Commons may apply to the Board for an opinion with respect to any use by that member of funds, goods, services or premises referred to in subsection (1). 35

(2) Les députés peuvent demander au bureau d'émettre un avis au sujet de l'utilisation par eux de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe (1). 30

Demandes de la part des députés

Opinion during investigation

52.7 (1) During any investigation by a peace officer in relation to the use by a member of the House of Commons of funds, goods, services or premises referred to in subsection 52.6(1), the peace officer 40 may apply to the Board for an opinion concerning the propriety of such use.

52.7 (1) Au cours d'une enquête menée par un agent de la paix relativement à l'utilisation par un député de fonds, de biens, de services ou de locaux visés au paragraphe 52.6(1), l'agent de la paix peut 35 demander au bureau d'émettre un avis au sujet de la régularité de cette utilisation.

Avis durant l'enquête

Opinion to be considered

(2) Where an opinion is provided to a peace officer pursuant to subsection (1) and where an application for a process is 45 made to a judge, the judge shall be pro-

(2) Si, dans le cas où un avis a été transmis à un agent de la paix conformément au paragraphe (1), une demande de 40 délivrance d'un acte de procédure est pré-

Prise en considération de l'avis

the ... of ...
...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

Definition of "process"	<p>vided with the opinion and shall consider it in determining whether to issue the process.</p> <p>(3) For the purposes of this section, "process" means</p> <p>(a) an authorization to intercept a private communication under section 185,</p> <p>(b) an order for a special warrant under section 462.32,</p> <p>(c) an order for a search warrant under section 487,</p> <p>(d) a restraint order under section 462.33,</p> <p>(e) the laying of an information under section 504 or 505,</p> <p>(f) a summons or an arrest warrant under section 507, or</p> <p>(g) the confirmation of an appearance notice, promise to appear or recognition under section 508,</p> <p>of the <i>Criminal Code</i>.</p>	<p>sentée à un juge, l'avis est transmis à celui-ci, qui le prend en considération dans sa décision de délivrer ou non l'acte.</p>	Définition d'acte de procédure
Issuance of process by judge	<p>(4) The issuance of a process referred to in paragraphs (3)(c), (e), (f) and (g) that is based on the use by a member of the House of Commons of any funds, goods, services or premises made available to that member for the carrying out of parliamentary functions shall be authorized by a judge within the meaning of section 2 of the <i>Criminal Code</i>.</p>	<p>(4) La délivrance d'un acte de procédure visé aux alinéas (3)c), e), f) et g) qui est fondé sur l'utilisation par un député de fonds, de biens, de services ou de locaux mis à sa disposition dans le cadre de ses fonctions parlementaires doit être autorisée par un juge au sens de l'article 2 du <i>Code criminel</i>.</p>	Autorisation par un juge
General opinions	<p>52.8 In addition to issuing opinions under section 52.6, the Board may issue general opinions regarding the proper use of funds, goods, services and premises within the intent and purpose of the by-laws made under subsection 52.5(1).</p>	<p>52.8 Le bureau peut en outre émettre des avis d'ordre général touchant la régularité de l'utilisation de fonds, de biens, de services ou de locaux au regard de l'esprit et de l'objet des règlements administratifs pris aux termes du paragraphe 52.5(1).</p>	Avis d'ordre général
Comments may be included	<p>52.9 (1) The Board may include in its opinions any comments that the Board considers relevant.</p>	<p>52.9 (1) Le bureau peut assortir ses avis des commentaires qu'il estime utiles.</p>	Adjonction de commentaires
Publication of opinions	<p>(2) Subject to subsection (3), the Board may publish, in whole or in part, its opinions for the guidance of members of the House of Commons.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), le bureau peut, pour la gouverne des députés, publier ses avis en tout ou en partie.</p>	Publication des avis
Privacy and notification	<p>(3) Subject to subsection (4), the Board shall take the necessary measures to assure the privacy of any member of the House of</p>	<p>(3) Sous réserve du paragraphe (4), le bureau est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité</p>	Confidentialité et notification

de tous documents dont le contenu ne se
 déduit de l'ensemble des documents
 (1) Si l'ensemble des documents ne
 sur lequel le contenu de la demande
 est basé ne constitue pas un document
 unique, le demandeur doit déposer
 un document unique qui résume le
 contenu de tous les documents.
 Si un document résume le contenu
 de tous les documents, le demandeur
 doit déposer ce document unique
 et les documents originaux ou
 des copies certifiées conformes
 de ces documents.

La Commission et le commissaire
 des brevets ont le droit de demander
 au demandeur de déposer un document
 unique qui résume le contenu de
 tous les documents originaux ou
 des copies certifiées conformes
 de ces documents, si le demandeur
 ne le fait pas lui-même avant
 l'expiration de la période de
 dépôt de la demande.

Le demandeur doit déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur doit déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur doit déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur qui agit en vertu de
 la loi a le droit de déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur qui agit en vertu de
 la loi a le droit de déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur qui agit en vertu de
 la loi a le droit de déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur qui agit en vertu de
 la loi a le droit de déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

Le demandeur qui agit en vertu de
 la loi a le droit de déposer un
 document unique qui résume le
 contenu de tous les documents
 originaux ou des copies certifiées
 conformes de ces documents, si
 le demandeur ne le fait pas
 lui-même avant l'expiration de
 la période de dépôt de la
 demande.

1990

1990

1990

1990

1990

1990

1990

1990

1990

Commons who applies for an opinion and shall notify the member of its opinion.

de toute demande d'avis présentée par un député et de lui notifier son avis.

Making opinions available

(4) For the purposes of subsection 52.7(1), the Board may, on request therefor by an applicant referred to in that subsection, and if it considers it appropriate to do so, make any of its opinions available to the applicant.

(4) S'il l'estime indiqué, le bureau peut, sur requête de l'auteur de la demande visée au paragraphe 52.7(1), mettre n'importe lequel de ses avis à la disposition de celui-ci.

Communication des avis

In case of dissolution

53. On a dissolution of Parliament, every member of the Board and the Speaker and Deputy Speaker shall be deemed to remain in office as such, as if there had been no dissolution, until their replacement.

53. En cas de dissolution du Parlement, les membres du bureau, le président et le président suppléant sont réputés demeurer en fonctions comme si la dissolution n'avait pas eu lieu, jusqu'à leur remplacement.

Dissolution du Parlement

Expenditure

54. All funds, other than those applied toward payment of the salaries and expenses of Parliamentary Secretaries, expended under Part IV in respect of the House of Commons shall be expended and accounted for in the same manner as funds for defraying the charges and expenses of the House and of the members thereof are to be expended and accounted for pursuant to this Division."

54. L'utilisation et la comptabilisation des fonds dépensés aux termes de la partie IV pour la Chambre des communes, à l'exclusion de ceux consacrés aux traitements et indemnités des secrétaires parlementaires, s'effectuent de la même manière que celles des fonds affectés aux frais de la chambre et des députés sous le régime de la présente section.»

Dépenses

3. The schedule to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. L'annexe de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“SCHEDULE
(Sections 13 and 50)

«ANNEXE
(articles 13 et 50)

FORM 1

MODÈLE 1

The evidence you shall give on this examination shall be the truth, the whole truth and nothing but the truth. So help you God.

Jurez de dire, dans votre témoignage, la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. Ainsi Dieu vous soit en aide.

FORM 2

MODÈLE 2

I,, do solemnly, sincerely and truly affirm and declare the taking of any oath is according to my religious belief unlawful, and I do also solemnly, sincerely and truly affirm and declare, etc.

Je,, affirme solennellement qu'il est contraire à mes croyances religieuses de prêter serment, en outre, j'affirme solennellement.

FORM 3

MODÈLE 3

I,, do solemnly swear (affirm) that I will faithfully, truly and to the best of my judgment, skill and ability execute and perform the duties required of

Je,, jure de m'acquitter (affirme solennellement que je m'acquitterai) fidèlement et honnêtement de ma charge de membre du Bureau de régie interne de la

1. The House of Commons is the lower house of the United Kingdom's Parliament. It is a democratically elected body of members known as Members of Parliament (MPs).

2. The House of Commons is responsible for the day-to-day business of the Government. It debates and votes on legislation, and holds the Government to account.

3. The House of Commons is also responsible for the election of the Prime Minister and the formation of the Government.

4. The House of Commons is a key part of the democratic process in the United Kingdom. It ensures that the Government is answerable to the people.

5. The House of Commons is a forum for the expression of public opinion. It allows citizens to voice their views on national issues.

6. The House of Commons is a place where different political views are debated and reconciled. It is a vital part of the political system.

7. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

8. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

9. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

10. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

11. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

12. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

13. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

14. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

15. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

16. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

17. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

18. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

19. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

20. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

21. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

22. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

23. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

24. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

25. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

26. The House of Commons is a place where the Government is formed. It is a key part of the process of democratic governance.

27. The House of Commons is a place where the Government is elected. It is a key part of the process of democratic election.

28. The House of Commons is a place where the Government is held to account. It is a key part of the system of checks and balances.

me as a member of the Board of Internal Economy of the House of Commons. (In the case where an oath is taken, add "So help me God").

I further solemnly swear (affirm) that I will not communicate or allow to be communicated to any person without due authority in that behalf any information relating to the affairs of the Board of Internal Economy of the House of Commons, nor will I allow any such person to inspect or have access to any books or documents belonging to or in the possession of the Board and relating to the business of the Board. (In the case where an oath is taken, add "So help me God")."

Chambre des communes. (Dans le cas du serment, ajouter : «Ainsi Dieu me soit en aide.»)

Je jure en outre de ne communiquer, ou laisser communiquer (En outre, j'affirme solennellement que je ne communiquerai ni ne laisserai communiquer,) à moins d'y être dûment autorisé, aucun renseignement sur les affaires du Bureau de régie interne de la Chambre des communes à quiconque n'y a pas le droit, ni de lui permettre (ni ne lui permettrai) l'accès aux documents appartenant à ce dernier ou en ma possession, et se rapportant à ses affaires. (Dans le cas du serment, ajouter : «Ainsi Dieu me soit en aide.»)

Coming into force

4. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

4. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

C-80

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-80

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-80

PROJET DE LOI C-80

An Act to amend the Criminal Code and the Customs
Tariff in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des douanes en
conséquence

First reading, June 26, 1990

Première lecture le 26 juin 1990

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

2nd Session, 34th Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

2^e session, 34^e législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-80

PROJET DE LOI C-80

An Act to amend the Criminal Code and the
Customs Tariff in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel et le Tarif des
douanes en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Supp.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Supp.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Supp.);
1989, c. 2

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 2(7)

1. The definition "weapon" in section 2 of
the *Criminal Code* is repealed and the fol-
lowing substituted therefor:

1. La définition de «arme», à l'article 2 du
Code criminel, est abrogée et remplacée par
ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), par.
2(7)

"weapon"
«arme»

"weapon" means

«arme»

«arme»
"weapon"

- (a) anything used, designed to be
used or intended for use in causing
death or injury to any person, or
- (b) anything used, designed to be
used or intended for use for the pur-
pose of threatening or intimidating
any person,

- a) Toute chose utilisée, conçue ou
qu'une personne entend utiliser pour
tuer ou blesser quelqu'un;
- b) toute chose utilisée, conçue ou
qu'une personne entend utiliser pour
menacer ou intimider quelqu'un.

and, without restricting the generality of
the foregoing, includes any firearm as
defined in section 84;"

Le terme s'entend notamment d'une
arme à feu au sens de l'article 84.»

2. (1) The definition "antique firearm" in
subsection 84(1) of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

2. (1) La définition de «armes à feu histo-
riques», au paragraphe 84(1) de la même loi,
est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"antique
firearm"
«armes à feu
historiques»

"antique firearm" means any firearm
manufactured before 1898 that was not

«armes à feu historiques» Les armes à feu
fabriquées avant 1898 et qui n'ont pas

«armes à feu
historiques»
"antique
firearm"

10 (1) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

15 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

20 (2) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

25 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

30 (3) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

35 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment would add the underlined words.

40 (4) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

45 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

Clause 2: (1) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) at present reads as follows:

"antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

50 (5) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

55 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

60 (6) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

65 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

70 (7) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

75 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Ajoute les passages soulignés.

80 (8) The definition "antique firearm" in subsection 84(1) of the Act is replaced and the following definition is added:

85 "antique firearm" means any firearm manufactured before 1898 that was not designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been redesigned to use that ammunition or, if so designed or

Article 2, (1). — Texte actuel de la définition de «armes à feu historiques» au paragraphe 84(1) :

«armes à feu historiques» Les armes à feu fabriquées avant 1898 et qui n'ont pas été conçues ni modifiées pour employer des munitions à percussion annulaire ou centrale ou, si elles ont été ainsi conçues ou modifiées, qui ne peuvent utiliser que des munitions à percussion

designed to use rim-fire or centre-fire ammunition and that has not been altered to use that ammunition;"

été conçues ni modifiées pour l'utilisation de munitions à percussion annulaire ou centrale.»

(2) The definition "firearm" in subsection 84(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) La définition de «arme à feu», au paragraphe 84(1) de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"firearm"
«arme à feu»

"firearm" means any barrelled weapon from which any shot, bullet or other projectile can be discharged and that is capable of causing serious bodily injury or death to a person, and includes any frame or receiver of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm;"

«arme à feu» Toute arme, y compris une carcasse ou une boîte de culasse d'une arme ainsi que toute chose pouvant être modifiée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne.»

«arme à feu»
"firearm"

(3) Paragraph (c) of the definition "prohibited weapon" in subsection 84(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa c) de la définition de «arme prohibée», au paragraphe 84(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(c) any firearm, not being a restricted weapon described in paragraph (c) or (c.1) of the definition of that expression in this subsection, that is capable of, or assembled or designed and manufactured with the capability of, firing projectiles in rapid succession during one pressure of the trigger, whether or not it has been altered to fire only one projectile with one such pressure,"

«c) toute arme à feu, autre qu'une arme à autorisation restreinte décrite à l'alinéa c) ou c.1) de la définition de cette expression au présent paragraphe, assemblée ou conçue et fabriquée de façon à tirer, ou pouvant tirer, rapidement plusieurs projectiles pendant la durée d'une pression sur la détente, qu'elle ait été ou non modifiée pour ne tirer qu'un seul projectile;»

(4) Paragraph (e) of the definition "prohibited weapon" in subsection 84(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa e) de la définition de «arme prohibée», au paragraphe 84(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(e) a weapon or device of any kind, not being an antique firearm or a firearm of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a prohibited weapon;"

«e) toute arme ou tout dispositif qui n'est ni une arme à feu historique, ni une arme à feu d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée telle.»

(5) The definition "restricted weapon" in subsection 84(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

(5) La définition de «arme à autorisation restreinte», au paragraphe 84(1) de la même loi, est modifiée par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

redesigned, is capable only of using rim-fire or centre-fire ammunition that is no longer commercially manufactured;"

(2) The definition "firearm" in subsection 84(1) at present reads as follows:

"firearm" means any barrelled weapon from which any shot, bullet or other missile can be discharged and that is capable of causing serious bodily injury or death to a person, and includes any frame or receiver of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm;"

(3) and (4) The relevant portion of the definition "prohibited weapon" in subsection 84(1) at present reads as follows:

"prohibited weapon" means

- ...
- (c) any firearm, not being a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition of that expression in this section, that is capable of firing bullets in rapid succession during one pressure of the trigger,
- ...
- (e) a weapon of any kind, not being an antique firearm or a firearm of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes, that is declared by order of the Governor in Council to be a prohibited weapon;"

(5) and (6) New.

annulaire ou centrale qui ne sont plus fabriquées d'une façon commerciale.»

(2). — Texte actuel de la définition de «armes à feu» au paragraphe 84(1) :

«armes à feu» Toute arme, y compris une carcasse ou chambre d'une telle arme ainsi que toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne.»

(3) et (4). — Texte actuel du passage visé de la définition de «arme prohibée» au paragraphe 84(1) :

«arme prohibée»

- ...
- c) toute arme à feu, autre qu'une arme à autorisation restreinte décrite à l'alinéa c) de la définition de cette expression au présent paragraphe, pouvant tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente;
- ...
- e) n'importe quelle arme qui n'est ni une arme à feu historique, ni une arme à feu d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport et qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée arme prohibée.»

(5) et (6). — Nouveau.

“(c.1) any firearm that is designed, manufactured or assembled with the capability of firing projectiles in rapid succession with one pressure of the trigger, to the extent that the firearm is altered to fire only one projectile with one such pressure and that, on June 30, 1991, it was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a genuine gun collector, or”

(6) Section 84 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Barrel length

“(1.1) For the purposes of paragraph (d) of the definition “prohibited weapon” and of subparagraph (b)(i) of the definition “restricted weapon” in subsection (1), the length of a barrel of a firearm means

(a) in the case of a revolver, the distance from the muzzle of the barrel to the breech end immediately in front of the cylinder; and

(b) in any other case, the distance from the muzzle of the barrel to and including the chamber, but not including the length of any device including devices designed or intended to suppress the muzzle flash or reduce recoil.”

(7) Paragraph 84(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) antique firearms;”

(8) Subsection 84(2) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) thereof, and by repealing paragraph (d) thereof and substituting the following therefor:

“(d) any other barrelled weapon where it is proved that that weapon is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 m per second or to discharge a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 m per second; and

«c.1) toute arme à feu conçue, fabriquée ou assemblée de façon à tirer ou pouvant tirer rapidement plusieurs projectiles pendant la durée d'une pression sur la détente dans la mesure où elle est modifiée pour ne tirer qu'un seul projectile et qui, au 30 juin 1991, était enregistrée comme arme à autorisation restreinte et faisait partie de la collection, au Canada, d'un véritable collectionneur d'armes à feu;»

(6) L'article 84 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Pour l'application du sous-alinéa b)(i) de la définition de «arme à autorisation restreinte», et de l'alinéa d) de la définition de «arme prohibée», au paragraphe (1), la longueur du canon se mesure :

a) pour un revolver, par la distance entre la bouche du canon et la culasse;

b) pour les autres armes à feu, par la distance entre la bouche du canon et la chambre, y compris celle-ci, à l'exclusion de la longueur de tout dispositif, notamment d'un dispositif propre ou destiné à cacher la flamme ou à réduire le recul.»

(7) L'alinéa 84(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) les armes à feu historiques;»

(8) L'alinéa 84(2)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) toute autre arme pourvue d'un canon dont il est démontré qu'elle n'est ni conçue ni adaptée pour tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde ni pour tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde;

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 185 (Sch. III, item 2(F))

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 185, ann. III, n^o 2 (F)

(7) Paragraph 84(2)(a) at present reads as follows:

- “(a) an antique firearm unless
 - (i) but for this subsection, it would be a restricted weapon, and
 - (ii) the person in possession thereof intends to discharge it;”

(8) Paragraph 84(2)(d) at present reads as follows:

“(d) any other barrelled weapon where it is proved that that weapon is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other missile at a muzzle velocity exceeding 152.4 m per second or to discharge a shot, bullet or other missile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 m per second.”

(7). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 84(2) :

«(2) Nonobstant la définition de «arme à feu» au paragraphe (1), pour l'application des définitions de «arme prohibée» et de «arme à autorisation restreinte» à ce paragraphe et pour l'application de l'article 93, des paragraphes 97(1) et (3) et des articles 102, 104, 105 et 116, sont réputées ne pas être des armes à feu les armes suivantes :

- a) les armes à feu historiques sauf les suivantes :
 - (i) celles qui, en l'absence du présent paragraphe, seraient des armes à autorisation restreinte,
 - (ii) celles que leur possesseur a l'intention de décharger;»

(8). — Texte actuel de l'alinéa 84(2)d) :

«d) toute autre arme pourvue d'un canon dont il est démontré qu'elle n'est ni conçue ni adaptée pour tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde ni pour tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une telle vitesse.»

(e) any device that the Governor in Council prescribes by regulation.”

3. Section 90 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

“(3.1) Subsection (1) does not apply in a province with respect to any person designated by the Attorney General of the province where the person belongs to a class of persons who require firearms described in paragraph (c) of the definition “prohibited weapon” in subsection 84(1) for a purpose that the Governor in Council prescribes by regulation to be an industrial purpose.”

4. (1) Paragraph 91(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in respect of a restricted weapon, where a permit relating to the restricted weapon has been issued under subsection 110(1) or (2.1) and the person is not the person mentioned in the registration certificate issued in respect of that restricted weapon;

(a.1) to whom a permit relating to a restricted weapon has been issued under subsection 110(3) or (4) and who possesses the weapon for the purpose for which that permit was issued;”

(2) Section 91 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

“(4.1) Subsection (2) does not apply to a person to whom a permit to possess a particular restricted weapon has been issued under subsection 110(1) where the person is not the person mentioned in the registration certificate issued in respect of the restricted weapon, when the person to whom the permit has been issued possesses the restricted weapon at the place authorized by the permit.”

5. Section 92 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

e) tout dispositif prévu par règlement du gouverneur en conseil.»

3. L'article 90 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

«(3.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne désignée dans une province par le procureur général de cette province si elle fait partie d'une catégorie prévue par règlement du gouverneur en conseil qui requiert, à des fins industrielles, la possession d'une arme à feu visée à l'alinéa c) de la définition de «arme prohibée» au paragraphe 84(1).»

4. (1) L'alinéa 91(4)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le titulaire d'un permis d'arme à autorisation restreinte délivré en vertu du paragraphe 110(1) ou (2.1) qui n'est pas le titulaire du certificat d'enregistrement de l'arme;

a.1) le titulaire d'un permis d'arme à autorisation restreinte délivré en vertu des paragraphes 110(3) ou (4) qui possède cette arme aux fins auxquelles le permis a été délivré;»

(2) L'article 91 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

«(4.1) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au titulaire d'un permis de port d'arme à autorisation restreinte délivré en vertu du paragraphe 110(1) qui n'est pas le titulaire du certificat d'enregistrement de cette arme, si le titulaire du permis se trouve à l'endroit où il est autorisé en vertu de son permis à posséder l'arme.»

5. L'article 92 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Classes of persons

Catégorie de personnes

Idem

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 213(3) (Sch. III, item 1)

L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. 40 III, n^o 1

Clause 3: New.

Clause 4: (1) Paragraph 91(4)(a) at present reads as follows:

“(a) to whom a permit relating to a restricted weapon has been issued under subsection 110(3) or (4) and who has the weapon in his possession for the purpose for which that permit was issued;”

(2) New.

Clause 5: Section 92 at present reads as follows:

“92. (1) Notwithstanding anything in this Act, (a) a member of the Canadian Forces or of the armed forces of a state other than Canada that are lawfully present in Canada,

Article 3. — Nouveau.

Article 4, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 91(4) :

«(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes suivantes : a) le titulaire d'un permis d'arme à autorisation restreinte délivré en vertu des paragraphes 110(3) ou (4) qui a cette arme en sa possession aux fins pour lesquelles le permis a été délivré;»

(2). — Nouveau.

Article 5. — Texte actuel de l'article 92 :

«92. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi : a) les membres des Forces canadiennes ou des forces armées d'un État étranger stationnées légalement au Canada;

Members of
forces, peace
officers, etc.

“92. (1) Notwithstanding anything in this Act,

- (a) a member of the Canadian Forces or of the armed forces of a state other than Canada who is authorized under paragraph 14(a) of the *Visiting Forces Act* or who is attached or seconded to any of the Canadian Forces, 5
- (b) a peace officer or a person in the public service of Canada or employed by the government of a province, 10
- (c) an officer under the *Immigration Act*, the *Customs Act* or the *Excise Act*, or
- (d) a person who, under the authority of the Canadian Forces or a police force that includes peace officers or public officers, imports, manufactures, repairs, alters, modifies or sells weapons for or on behalf of the Canadian Forces or that police force 20

is not guilty of an offence under this Act by reason only that, in the case of a person described in any of paragraphs (a) to (c), the person is required to possess and possesses a restricted or prohibited weapon for the purpose of the person's duties or employment and, in the case of a person described in paragraph (d), the person possesses a restricted or prohibited weapon in the course of business on behalf of the Canadian Forces or a police force referred to in that paragraph. 25 30

Museums

(2) Notwithstanding anything in this Act, no operator of or person employed in a museum established by the Chief of the Defence Staff or a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated is guilty of an offence under this Act by reason only that the person possesses a restricted or prohibited weapon for the purpose of exhibiting that weapon or of storing, repairing, restoring, maintaining or transporting that weapon for the purpose of exhibiting it.” 35 40 45

«92. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, ne sont pas coupables d'une infraction du seul fait qu'ils ont en leur possession une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte :

- a) les membres des Forces canadiennes ou des forces armées d'un État étranger qui y sont autorisés en vertu de l'alinéa 14a) de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*, ou qui y sont sous les ordres des Forces canadiennes et qui, aux fins de leurs fonctions ou emploi, requièrent la possession d'une telle arme; 5 10 15
- b) les agents de la paix et les personnes employées au sein de l'administration publique fédérale ou par le gouvernement d'une province qui, aux fins de leurs fonctions ou emploi, requièrent la possession d'une telle arme; 20
- c) les fonctionnaires relevant de la *Loi sur l'immigration*, de la *Loi sur les douanes* ou de la *Loi sur l'accise* qui, aux fins de leurs fonctions ou emploi, requièrent la possession d'une telle arme; 25
- d) les personnes qui, dans le cours ordinaire de leur entreprise, sous les ordres des Forces canadiennes ou d'une force policière, notamment des agents de la paix ou des fonctionnaires publics, importent, fabriquent, réparent, modifient ou vendent des armes pour le compte des Forces canadiennes ou de cette force policière. 30 35 40 45 50

Membres des
forces armées,
agents de la
paix, etc.

Musées

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, ni le conservateur, ni aucun employé d'un musée constitué par le chef d'état-major de la Défense ou agréé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé n'est coupable d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'il possède une arme à autorisation restreinte ou une arme prohibée pour fins d'exposition ou pour entreposage, réparation, restauration, conservation ou transport à des fins d'exposition.» 40 45 50

(b) a peace officer or a public officer of a class prescribed by the regulations for the purposes of this Part,

(c) an officer under the *Immigration Act*, the *Customs Act*, or the *Excise Act*, or

(d) a person who, under the authority of the Canadian Armed Forces or a police force that includes peace officers or public officers of a class referred to in paragraph (b), imports, manufactures, repairs, alters, modifies or sells weapons for or on behalf of the Canadian Armed Forces or that police force,

is not guilty of an offence under this Act by reason only that, in the case of a person described in any of paragraphs (a) to (c), he has in his possession a restricted or prohibited weapon for the purpose of his duties or employment and, in the case of a person described in paragraph (d), he has in his possession a restricted or prohibited weapon in the course of his business on behalf of the Canadian Armed Forces or a police force referred to in that paragraph.

(2) Notwithstanding anything in this Act, no operator of or person employed in a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated is guilty of an offence under this Act by reason only that he has in his possession a restricted or prohibited weapon for the purpose of exhibiting that weapon or of storing, repairing, restoring, maintaining or transporting that weapon for the purpose of exhibiting it."

b) les agents de la paix ou les fonctionnaires publics d'une catégorie prévue par les règlements d'application de la présente partie;

c) les fonctionnaires relevant de la *Loi sur l'immigration*, de la *Loi sur les douanes*, ou de la *Loi sur l'accise*;

d) les personnes qui, sous les ordres des Forces armées canadiennes ou d'une force policière incluant des agents de la paix ou des fonctionnaires publics d'une catégorie visée à l'alinéa b), importent, fabriquent, réparent, modifient ou vendent des armes pour le compte de ces forces armées ou policières,

ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'ils ont en leur possession une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte, pour les fins de leurs fonctions ou emploi, dans le cas des personnes visées aux alinéas a) à c), ou, dans le cas de celles visées à l'alinéa d), dans le cours ordinaire de leur entreprise exercée pour le compte des forces armées ou policières visées à cet alinéa.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, ni le conservateur, ni aucun employé d'un musée approuvé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé n'est coupable d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'il en a sa possession une arme à autorisation restreinte ou une arme prohibée pour fins d'exposition ou pour entreposage, réparation, restauration, conservation ou transport à des fins d'exposition.»

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 95 thereof, the following section:

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

Making automatic firearm

“95.1 Every person who, without lawful justification or excuse, alters a firearm so that it is capable of, or manufactures or assembles any firearm with intent to produce a firearm that is capable of, firing projectiles in rapid succession during one pressure of the trigger is guilty of

«95.1 Quiconque, sans justification légale, modifie ou fabrique une arme de façon à ce qu'elle puisse tirer rapidement plusieurs projectiles pendant la durée d'une pression sur la détente ou assemble des pièces d'armes à feu en vue d'obtenir une telle arme est coupable :

Modification d'une arme à feu

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

(b) an offence punishable on summary conviction.”

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.»

7. (1) Subparagraph 97(2)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. (1) Le sous-alinéa 97(2)a)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(iii) to a person who is the holder of a permit issued under subsection 110(1) or (7) permitting the lawful possession of the firearm;”

«(iii) à une personne titulaire d'un permis délivré en vertu des paragraphes 110(1) ou (7) en autorisant la possession légale;»

(2) Subsection 97(2) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(2) Le paragraphe 97(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(d) who is a peace officer, local registrar of firearms or firearms officer who returns a firearm to a person who had lawfully possessed the firearm and subsequently lost it or from whom it had been stolen.”

«(d) les agents de la paix, les registraires locaux d'armes à feu ou les préposés aux armes à feu qui rendent une arme à feu à une personne qui en avait la possession légale avant d'en être dépossédée par vol ou perte.»

(3) Subsection 97(4) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(3) Le paragraphe 97(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(f) has lawfully possessed a firearm and has subsequently lost it, or from whom it had been stolen, and who then reacquires it from a peace officer, local registrar of firearms or firearms officer or finds it and so reports to a peace

«(f) quiconque a été dépossédé, par vol ou perte, d'une arme à feu dont il avait la possession légale et qui en recouvre la possession d'un agent de la paix, d'un registraire local d'armes à feu ou d'un préposé aux armes à feu, ou qui signale

Clause 6: New.

Article 6. — Nouveau.

Clause 7: (1) The relevant portion of subsection 97(2) at present reads as follows:

Article 7, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 97(2) :

- “(2) Subsection (1) does not apply to a person
 - (a) lawfully in possession of a firearm who lends the firearm
 - ...
 - (iii) to a person who is the holder of a permit under which he may lawfully possess the firearm;”

- «(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes suivantes :
 - a) quiconque, en possession légale d'une arme à feu, la prête, selon le cas :
 - ...
 - (iii) à une personne titulaire d'un permis en autorisant la possession légale;»

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) New.

(3). — Nouveau.

officer, local registrar of firearms or firearms officer.”

à l'un d'eux qu'elle est de nouveau en sa possession.»

8. (1) Subsection 98(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. (1) Le paragraphe 98(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Members of forces, peace officers, etc.

“98. (1) Notwithstanding sections 95 to 97,

«98. (1) Par dérogation aux articles 95 à 97, ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait que, en raison de leurs fonctions ou emploi, ils importent une arme, un de ses éléments ou une de ses pièces, ou en obtiennent possession de toute autre manière :

5 Membres des forces armées, agents de la paix, etc.

(a) a member of the Canadian Forces, or of the armed forces of a state other than Canada, referred to in paragraph 92(1)(a),

a) les membres des Forces canadiennes ou des forces armées d'un État étranger visés à l'alinéa 92(1)a);

(b) a peace officer or a person in the public service of Canada or employed by the government of a province, or

b) les agents de la paix et les personnes employées au sein de l'administration publique fédérale ou par le gouvernement d'une province;

(c) an operator of or a person employed in a museum established by the Chief of the Defence Staff or a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated,

c) le conservateur ou les employés d'un musée constitué par le chef d'état-major de la Défense ou agréé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé.»

is not guilty of an offence under this Act by reason only that the person imports or otherwise acquires possession in any manner of any weapon or component or part of a weapon in the course of the duties or employment of that person.”

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 13

(2) Subsection 98(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 98(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 13

Importation, etc., on behalf of museums

“(3) Notwithstanding sections 95 to 97, a person who, under the supervision of an operator of or a person employed in a museum established by the Chief of the Defence Staff or a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated, imports, buys, repairs, restores or maintains weapons or components or parts of weapons for or on behalf of the museum is not guilty of an offence under this Act by reason only that that person so imports, buys, repairs, restores or maintains weapons or components or parts thereof or sells, barters, gives, lends, transfers or delivers weapons or components or parts thereof to the museum.”

«(3) Nonobstant les articles 95 à 97, les personnes qui, sous la surveillance du conservateur ou des employés d'un musée constitué par le chef d'état-major de la Défense ou agréé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé, importent, achètent, réparent, restaurent ou conservent des armes, ou des éléments ou pièces d'arme, pour le compte du musée ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'elles importent, achètent, réparent, restaurent ou conservent des armes, ou des éléments ou pièces d'arme, ni du fait qu'elles les vendent, les échangent, les donnent, les prêtent, les cèdent ou les livrent au musée.»

Importation, etc., pour le compte des musées

Clause 8: (1) Subsection 98(1) at present reads as follows:

“98. (1) Notwithstanding sections 95 to 97,

- (a) a member of the Canadian Forces or of the armed forces of a state other than Canada that are lawfully present in Canada,
- (b) a peace officer or public officer of a class prescribed by the regulations for the purposes of this Part, or
- (c) an operator of or a person employed in a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated,

is not guilty of an offence under this Act by reason only that he imports or otherwise acquires possession in any manner whatever of any weapon or component or part of a weapon in the course of his duties or employment.”

(2) Subsection 98(3) at present reads as follows:

“(3) Notwithstanding sections 95 to 97, a person who, under the supervision of an operator or of a person employed in a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated, imports, buys, repairs, restores or maintains weapons or components or parts of weapons for or on behalf of the museum is not guilty of an offence under this Act by reason only that that person so imports, repairs, restores or maintains weapons or components or parts thereof or sells, barter, gives, lends, transfers or delivers weapons or components or parts thereof to the museum.”

Article 8, (1). — Texte actuel du paragraphe 98(1) :

«98. (1) Par dérogation aux articles 95 à 97 :

- a) les membres des Forces canadiennes ou des forces armées d'un État étranger légalement stationnées au Canada;
- b) les agents de la paix ou les fonctionnaires publics d'une catégorie prévue par les règlements d'application de la présente partie;
- c) le conservateur ou les employés d'un musée approuvé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé,

ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'ils importent ou obtiennent de toute autre manière, possession d'une arme, d'un de ses éléments ou d'une de ses pièces en raison de leurs fonctions ou emploi.»

(2). — Texte actuel du paragraphe 98(3) :

«(3) Nonobstant les articles 95 à 97, les personnes qui, sous la surveillance du conservateur ou des employés d'un musée approuvé pour l'application de la présente partie par le commissaire ou le procureur général de la province où le musée est situé, importent, achètent, réparent, restaurent ou conservent des armes, ou des éléments ou pièces d'arme, pour le compte du musée ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'elles importent, réparent, restaurent ou conservent des armes, ou des éléments ou pièces d'arme, ni du fait qu'elles les vendent, les échantent, les donnent, le prêtent, les cèdent ou les livrent au musée.»

R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 4 (F))

9. (1) All that portion of subsection 100(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Order prohibiting possession of firearms, etc.

“100. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an indictable offence in the commission of which violence against a person is used, threatened or attempted and for which the offender may be sentenced to imprisonment for ten years or more or of an offence under section 85, the court that sentences the offender shall, subject to subsections (1.1) to (1.3), in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from possessing any firearm or any ammunition or explosive substance for any period of time specified in the order that commences on the day on which the order is made and expires not earlier than”

(2) Section 100 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

Where order not to be made

“(1.1) The court is not required to make an order under subsection (1) where the court is satisfied that the offender has established that

- (a) it is not desirable in the interests of the safety of the offender or of any other person that the order be made; and
- (b) the circumstances are such that it would not be appropriate to make the order.

Criteria

(1.2) In considering whether the circumstances are such that it would not be appropriate to make an order under subsection (1), the court shall consider

9. (1) Le paragraphe 100(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. 1, n^o 4 (F)

«100. (1) Le tribunal qui déclare coupable un contrevenant ou l'absout en vertu de l'article 736 soit dans le cas d'un acte criminel passible d'une peine maximale d'emprisonnement égale ou supérieure à dix ans, et perpétre avec usage, tentative ou menace de violence contre la personne, soit dans le cas d'un acte criminel prévu à l'article 85, doit sous réserve des paragraphes (1.1) à (1.3), en sus de toute autre peine applicable, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives pour la période qu'il indique. La période minimale indiquée dans l'ordonnance, consécutive soit à la date de libération de l'emprisonnement infligé pour cet acte criminel, soit à la date où le contrevenant a été déclaré coupable de cet acte criminel ou en est absous en vertu de l'article 736, s'il n'est pas emprisonné ou n'est pas passible d'emprisonnement, est de cinq ans dans le cas d'une première infraction et de dix ans dans tous les autres cas.»

Possession interdite par ordonnance

(2) L'article 100 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

“(1.1) Le tribunal n'est pas tenu de rendre une ordonnance s'il est convaincu que le contrevenant a établi :

Réserve

- a) qu'elle ne serait pas souhaitable pour la sécurité de qui que ce soit;
- b) que les circonstances ne l'exigent pas.

(1.2) Dans l'appréciation des circonstances justifiant qu'une ordonnance soit rendue ou non, le tribunal prend en compte :

Critères

- a) le casier judiciaire du contrevenant, la nature de l'infraction et les circons-

Clause 9: (1) The relevant portion of subsection 100(1) at present reads as follows:

"100. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an indictable offence in the commission of which violence against a person is used, threatened or attempted and for which the offender may be sentenced to imprisonment for ten years or more or of an offence under section 85, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from having in his possession any firearm or any ammunition or explosive substance for any period of time specified in the order that commences on the day the order is made and expires not earlier than"

Article 9, (1). — Texte actuel du paragraphe 100(1) :

"100. (1) Le tribunal qui déclare coupable ou absout en vertu de l'article 736 un contrevenant relativement à un acte criminel punissable d'un emprisonnement minimal de dix ans et perpétré avec violence contre la personne, de même que celui qui déclare coupable ou absout un contrevenant en vertu de l'article 736 relativement à un acte criminel prévu à l'article 85, doit, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cet acte criminel, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou une substance explosive pour une période, devant être indiquée dans l'ordonnance, courant à compter du jour où elle est rendue et expirant au plus tôt :

- a) dans le cas d'une première infraction, cinq ans;
b) dans tous les autres cas, dix ans,

après sa libération de l'emprisonnement infligé pour cet acte criminel ou s'il n'est pas alors emprisonné ou n'est pas passible d'emprisonnement, après la date où il a été déclaré coupable de cet acte criminel ou en est absous en vertu de l'article 736."

(2) New.

(2). — Nouveau.

	<p>(a) the criminal record of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission;</p> <p>(b) whether the offender needs a firearm for the sustenance of the offender or the offender's family; and</p> <p>(c) whether the order would constitute a virtual prohibition against employment in the only vocation open to the offender.</p>	<p>tances dans lesquelles elle a été commise;</p> <p>b) la nécessité pour le contrevenant de posséder une arme à feu afin d'assurer sa subsistance et celle de sa famille;</p> <p>c) le fait qu'elle constituerait ou non une interdiction de travailler dans le seul domaine possible d'emploi du contrevenant.</p>	
Reasons	<p>(1.3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall give reasons why the order is not being made."</p>	<p>(1.3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance est tenu de donner ses motifs.»</p>	Motifs du refus
R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 4 (F))	<p>(3) Subsection 100(2) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>(3) Le paragraphe 100(2) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 1 (4 ^e suppl.), art. 18, ann. 1, n° 4 (F)
Ordonnance d'interdiction après déclaration de culpabilité	<p>«(2) Le tribunal qui déclare coupable un contrevenant ou l'absout en vertu de l'article 736, <u>soit dans le cas d'une infraction impliquant usage, port, possession, maniement, expédition ou entreposage d'une arme à feu ou de munitions, soit dans le cas d'une infraction, autre que celle visée au paragraphe (1), perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre la personne, peut, en sus de toute autre peine applicable, rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives pour la période qu'il indique, débutant le jour où elle est rendue et expirant au plus tard cinq ans après sa libération de l'emprisonnement consécutif à cette déclaration de culpabilité, ou s'il n'est pas emprisonné ou passible d'emprisonnement, après la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736, à l'égard de cette infraction.»</u></p>	<p>«(2) Le tribunal qui déclare coupable un contrevenant ou l'absout en vertu de l'article 736, <u>soit dans le cas d'une infraction impliquant usage, port, possession, maniement, expédition ou entreposage d'une arme à feu ou de munitions, soit dans le cas d'une infraction, autre que celle visée au paragraphe (1), perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre la personne, peut, en sus de toute autre peine applicable, rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives pour la période qu'il indique, débutant le jour où elle est rendue et expirant au plus tard cinq ans après sa libération de l'emprisonnement consécutif à cette déclaration de culpabilité, ou s'il n'est pas emprisonné ou passible d'emprisonnement, après la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736, à l'égard de cette infraction.»</u></p>	Ordonnance d'interdiction après déclaration de culpabilité
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203	<p>(4) Subsection 100(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>(4) Le paragraphe 100(7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 203
Hearing of reference and disposition	<p>«(7) At the hearing of a reference referred to in subsection (5), the provincial court judge shall hear all relevant evidence presented by or on behalf of the firearms officer and the applicant for a firearms acquisition certificate and where, at the</p>	<p>«(7) Lors de l'audition du renvoi visé au paragraphe (5), le juge de la cour provinciale prend connaissance de tout élément de preuve pertinent que présentent le préposé aux armes à feu et le requérant, ou leurs procureurs. À la fin de l'audition, s'il</p>	Audition et rejet ou non du renvoi

(3) Subsection 100(2) of the French version at present reads as follows:

“(2) Le tribunal qui déclare coupable ou absout en vertu de l'article 736 un contrevenant relativement à une infraction impliquant usage, port, possession, maniement, expédition ou entreposage d'une arme à feu ou de munitions, autre qu'une infraction visée au paragraphe (1), commise avec violence ou tentative ou menace de violence contre la personne, peut, en sus de toute autre peine pouvant être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions, ou des substances explosives pour une période devant être indiquée dans l'ordonnance, courant à compter du jour où elle est rendue et expirant au plus tard cinq ans après sa libération de l'emprisonnement consécutif à cette déclaration de culpabilité ou s'il n'est pas alors emprisonné ou passible d'emprisonnement, après la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736, à l'égard de cette infraction.”

(4) Subsection 100(7) at present reads as follows:

“(7) At the hearing of a reference referred to in subsection (5), the provincial court judge shall hear all relevant evidence presented by or on behalf of the firearms officer and the applicant for a firearms acquisition certificate and where, at the conclusion of the hearing, the firearms officer has satisfied the provincial court judge that his opinion that it is not desirable in the interests of the safety of the applicant for a firearms acquisition certificate or of any other person that the applicant for a firearms acquisition certificate acquire a firearm is justified, the provincial court judge shall, by order, confirm that opinion and prohibit the applicant for a firearms acquisition certificate from having in his possession any firearm, ammunition or explosive substance for any

(3). — Texte actuel du paragraphe 100(2) :

«(2) Le tribunal qui déclare coupable ou absout en vertu de l'article 736 un contrevenant relativement à une infraction impliquant usage, port, possession, maniement, expédition ou entreposage d'une arme à feu ou de munitions, autre qu'une infraction visée au paragraphe (1), commise avec violence ou tentative ou menace de violence contre la personne, peut, en sus de toute autre peine pouvant être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions, ou des substances explosives pour une période devant être indiquée dans l'ordonnance, courant à compter du jour où elle est rendue et expirant au plus tard cinq ans après sa libération de l'emprisonnement consécutif à cette déclaration de culpabilité ou s'il n'est pas alors emprisonné ou passible d'emprisonnement, après la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 736, à l'égard de cette infraction.»

(4). — Texte actuel du paragraphe 100(7) :

«(7) Lors de l'audition du renvoi visé au paragraphe (5), le juge de la cour provinciale prend connaissance de tout élément de preuve pertinent que présentent le préposé aux armes à feu et le requérant de l'autorisation d'acquisition d'armes à feu, ou leurs procureurs, et s'il est convaincu à la fin de l'audition de la justesse de l'opinion du préposé aux armes à feu, à savoir qu'il ne serait pas souhaitable pour la sécurité du requérant, ni pour celle d'autrui, que celui-ci soit autorisé à acquérir une arme à feu, il rend une ordonnance confirmant cette opinion et interdisant au requérant d'avoir en sa possession des armes à feu, des munitions ou des substances explosives pour une période maximale de

conclusion of the hearing, the firearms officer has satisfied the provincial court judge that the opinion of the firearms officer that it is not desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant acquire a firearm is justified, the provincial court judge shall, by order, confirm that opinion and the refusal to issue the firearms acquisition certificate and may prohibit the applicant from possessing any firearm, ammunition or explosive substance for any period, not exceeding five years, specified in the order and computed from the day the order is made."

est convaincu qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité du requérant, ni pour celle d'autrui, que celui-ci soit autorisé à acquérir une arme à feu, il confirme, par ordonnance, l'opinion du préposé et le refus de délivrer une autorisation d'acquisition d'armes à feu et peut interdire au requérant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou des substances explosives pendant une période maximale de cinq ans qu'il indique dans l'ordonnance, à compter de la date de celle-ci."

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 203

(5) Paragraphs 100(10)(a) to (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(5) Les alinéas 100(10)a) à c) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1er suppl.), art. 203

“(a) makes an order pursuant to subsection (6) or (7), the prohibited person, or

«a) celle que vise l'ordonnance d'interdiction rendue par le juge de la cour provinciale en vertu des paragraphes (6) ou (7);

(b) refuses to make an order pursuant to subsection (6), or makes an order pursuant to subsection (8), the Attorney General,”

b) le procureur général lorsque le juge de la cour provinciale refuse de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (6) ou lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (8).»

(6) Subsection 100(13) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le paragraphe 100(13) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Defence

“(13) An order made pursuant to subsection (1), (2), (6) or (7) shall

«(13) Les ordonnances rendues en vertu des paragraphes (1), (2), (6) ou (7) doivent :

Défense

(a) specify a reasonable period within which the person against whom the order is made may surrender to a police officer or firearms officer, to be disposed of as the Attorney General directs, or otherwise lawfully dispose of any firearm or any ammunition or explosive substance lawfully possessed by that person prior to the making of the order, and during which subsection (12) does not apply to that person; and

a) accorder un délai raisonnable pendant lequel la personne visée par l'ordonnance peut se départir légalement, notamment en les remettant à un officier de police ou à un préposé aux armes à feu, des armes à feu, munitions ou substances explosives qu'elle possédait jusqu'alors légalement, pour qu'il en soit disposé selon les instructions du procureur général, le paragraphe (12) ne lui étant pas applicable pendant ce délai;

(b) state that if that person fails to dispose of the firearm, ammunition or explosive substance within the period specified in the order, the firearm, ammunition or explosive substance is forfeited to Her Majesty and must be

b) préciser qu'à défaut pour la personne visée dans l'ordonnance de se départir dans le délai fixé des armes à feu, des munitions ou des substances explosives visées, celles-ci seront confisquées au

period of time, not exceeding five years, specified in the order and computed from the day the order is made.”

(5) Subsection 100(10) at present reads as follows:

“(10) Where a provincial court judge

- (a) makes an order pursuant to subsection (6) or (7), the prohibited person,
- (b) refuses to make an order pursuant to subsection (6), the person who made the application pursuant to subsection (4), or
- (c) makes an order pursuant to subsection (8), the firearms officer by whom the application for a firearms acquisition certificate that is the subject of the order was referred to the provincial court judge,

may appeal to the appeal court against the order or refusal to make an order, as the case may be, and the provisions of Part XXVII except sections 816 to 819 and 829 to 838 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of such an appeal.”

(6) Subsection 100(13) at present reads as follows:

“(13) An order made pursuant to subsection (1), (2), (6) or (7) shall specify therein a reasonable period of time within which the person against whom the order is made may surrender to a police officer or firearms officer or otherwise lawfully dispose of any firearm or any ammunition or explosive substance lawfully possessed by him prior to the making of the order, and subsection (12) does not apply to him during that period of time.”

cinq ans, qu'il indique dans l'ordonnance, courant à compter de la date où l'ordonnance est rendue.»

(5). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 100(10) :

«(10) Les personnes suivantes peuvent, devant la cour d'appel, interjeter appel de l'ordonnance rendue ou du refus de la rendre :

- a) celle que vise l'ordonnance d'interdiction rendue par le juge de la cour provinciale en vertu des paragraphes (6) ou (7);
- b) le requérant, auteur de la demande pertinente présentée en vertu du paragraphe (4), en cas du refus du juge de la cour provinciale de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (6);
- c) le préposé aux armes à feu auteur du renvoi qui fait l'objet d'une ordonnance rendue par le juge de la cour provinciale en vertu du paragraphe (8).»

(6). — Texte actuel du paragraphe 100(13) :

«(13) Les ordonnances rendues en vertu des paragraphes (1), (2), (6) ou (7) doivent indiquer qu'un délai raisonnable, lequel doit être spécifié, est accordé à la personne visée par l'ordonnance pour disposer légalement, en les remettant à un officier de police ou à un préposé aux armes à feu ou autrement, des armes à feu, munitions ou substances explosives qu'elle possédait jusqu'alors légitimement; pendant ce délai, le paragraphe (12) ne lui est pas applicable.»

surrendered to a police officer or fire-arms officer to be disposed of as the Attorney General directs.”

profit de Sa Majesté et devront être remises à un officier de police ou à un préposé aux armes à feu pour qu'il en soit disposé selon les instructions du procureur général.»

5

10. Subsection 101(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. Le paragraphe 101(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Search and seizure

“**101.** (1) Whenever a peace officer believes on reasonable grounds that an offence is being committed or has been committed against any of the provisions of this Act relating to prohibited weapons, restricted weapons, firearms or ammunition and that evidence of the offence is likely to be found on a person, in a vehicle or in any place or premises other than a dwelling-house, the peace officer may, where the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant, search, without warrant, the person, vehicle, place or premises, and may seize anything by means of or in relation to which that officer believes on reasonable grounds the offence is being committed or has been committed.”

«**101.** (1) Lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention d'un mandat, s'il a des motifs raisonnables de croire que se commet ou qu'a été commise une infraction à la présente loi relativement à une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, une arme à feu ou des munitions et qu'une preuve de l'infraction peut être trouvée sur une personne, dans un véhicule ou en tout lieu sauf une maison d'habitation, l'agent de la paix peut, sans mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies, fouiller la personne ou le véhicule, perquisitionner dans ce lieu et saisir toute chose au moyen ou au sujet de laquelle il a des motifs raisonnables de croire que l'infraction se commet ou a été commise.»

Perquisition et saisie sans mandat

11. Section 102 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

11. L'article 102 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Exception — immediate supervision

“(1.1) A person under the age of sixteen years is authorized to be in possession of a firearm where the person is under the immediate supervision of another person who is otherwise authorized by any provision of this Part to be in possession of the firearm.”

«(1.1) Une personne âgée de moins de seize ans est autorisée à avoir en sa possession une arme à feu lorsqu'elle est sous la surveillance immédiate d'une personne qui est autorisée, en vertu de la présente partie, à avoir en sa possession l'arme à feu.»

Exception

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203

12. Subsections 103(1) to (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

12. Les paragraphes 103(1) à (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application for warrant to seize

“**103.** (1) Where, on application to a justice made by a peace officer with respect to any person, the justice is satisfied that there are reasonable grounds for believing that it is not desirable in the interests of the safety of that person, or of any other person, that that person possess, or have custody or control of, any firearm or other offensive weapon or any ammuni-

«**103.** (1) Un juge de paix, sur demande d'un agent de la paix, peut délivrer un mandat de perquisition autorisant la saisie d'une arme à feu, d'une autre arme offensive, de munitions ou de substances explosives dont une personne a la possession, la garde ou le contrôle lorsqu'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la

40 Demande d'un mandat de saisie

Clause 10: Subsection 101(1) at present reads as follows:

“101. (1) Whenever a peace officer believes on reasonable grounds that an offence is being committed or has been committed against any of the provisions of this Act relating to prohibited weapons, restricted weapons, firearms or ammunition, he may search, without warrant, a person or vehicle, or place or premises other than a dwelling-house, and may seize anything by means of or in relation to which he believes on reasonable grounds the offence is being committed or has been committed.”

Clause 11: New.

Clause 12: Subsections 103(1) to (9) at present read as follows:

“103. (1) Where, on application to a provincial court judge made by or on behalf of the Attorney General with respect to any person, the provincial court judge is satisfied that there are reasonable grounds for believing that it is not desirable in the interests of the safety of that person, or of any other person, that that person should have in his possession, custody or control any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance, the provincial court judge may issue a warrant authorizing the search for and seizure of any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance in the possession, custody or control of that person.

(2) Where, with respect to any person, a peace officer is satisfied that there are reasonable grounds for believing that it is not desirable in the interests of the safety of that person, or of any other person, that

Article 10. — Texte actuel du paragraphe 101(1) :

«101. (1) L'agent de la paix qui croit, pour des motifs raisonnables, que se commet ou a été commise une infraction aux dispositions de la présente loi ayant trait aux armes prohibées, armes à autorisation restreinte, armes à feu ou munitions, peut, sans mandat, fouiller toute personne ou véhicule, perquisitionner en tout lieu ou local autre qu'une maison d'habitation et saisir toute chose au moyen ou au sujet de laquelle il a des motifs raisonnables de croire que l'infraction est ou a été commise.»

Article 11. — Nouveau.

Article 12. — Texte actuel des paragraphes 103(1) à (9) :

«103. (1) Un juge de la cour provinciale sur demande du procureur général ou de son représentant, peut délivrer un mandat de perquisition autorisant la saisie des armes à feu ou autres armes offensives, munitions ou substances explosives dont une personne a la possession, la garde ou le contrôle lorsqu'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de cette personne, ou pour celle d'autrui, de les lui laisser.

(2) Un agent de la paix peut, sans mandat, perquisitionner et saisir les armes à feu ou autres armes offensives, munitions ou substances explosives dont une personne a la possession ou la garde lorsqu'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de cette personne, ni pour celle d'autrui, de les lui laisser et que le danger pour la sécurité de cette personne, ou

tion or explosive substance, the justice may issue a warrant authorizing the search for and seizure of any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance in the possession, custody or control of that person. 5

Seizure without
warrant

(2) Where, with respect to any person, a peace officer is satisfied that there are reasonable grounds for believing that it is not desirable in the interests of the safety of that person, or of any other person, that that person possess, or have custody or control of, any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance, the peace officer may, where the conditions for obtaining a warrant under subsection (1) exist but by reason of a possible danger to the safety of that person or any other person, it would not be practical to obtain a warrant, search for and seize any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance in the possession, custody or control of that person. 15 20

Return to
justice

(3) A peace officer who executes a warrant referred to in subsection (1) or who conducts a search without warrant under subsection (2) shall forthwith make a return to the justice by whom the warrant was issued or, if no warrant was issued, to a justice by whom a warrant might have been issued showing, 25 30

(a) in the case of an execution of a warrant, the articles, if any, seized and the date of execution of the warrant; 35 and

(b) in the case of a search without warrant, the grounds on which it was concluded that the peace officer was entitled to conduct the search and the articles, if any, seized. 40

Application for
disposition

(4) Where any articles have been seized pursuant to subsection (1) or (2), the justice by whom a warrant was issued or, if no warrant was issued, a justice by whom a warrant might have been issued shall, on application for an order for the disposition of the articles so seized made by the peace officer within thirty days after the date of execution of the warrant or of the seizure 50

sécurité de cette personne, ou pour celle d'autrui, de les lui laisser.

(2) Un agent de la paix peut, sans mandat, sous réserve que les conditions de délivrance visées au paragraphe (1) soient réunies, perquisitionner et saisir les armes à feu ou autres armes offensives, munitions ou substances explosives dont une personne a la possession, la garde ou le contrôle lorsqu'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de cette personne, ni pour celle d'autrui, de les lui laisser et lorsque l'urgence de la situation, suscitée par les risques pour la sécurité de cette personne ou pour celle d'autrui, rend difficilement réalisable l'obtention d'un mandat. 5 10 15

Saisie sans
mandat

(3) L'agent de la paix présente, immédiatement après l'exécution du mandat mentionné au paragraphe (1), ou immédiatement après une saisie sans mandat effectuée conformément au paragraphe (2), au juge de paix qui a délivré le mandat ou, dans le cas d'une saisie sans mandat, qui aurait eu compétence pour le faire, un rapport indiquant, outre les objets saisis :

Rapport du
mandat au juge
de paix

a) la date d'exécution du mandat dans le cas d'un mandat exécuté en vertu du paragraphe (1);

b) dans le cas d'une saisie sans mandat, les motifs au soutien de la décision de l'agent de la paix de faire la saisie.

(4) Sur demande d'un agent de la paix dans les trente jours qui suivent la date de l'exécution du mandat ou de la saisie sans mandat, le juge de paix qui l'a délivré, ou celui qui aurait eu compétence pour le faire dans le cas d'une saisie sans mandat, 40 peut rendre une ordonnance aux fins de disposer des objets saisis en vertu des paragraphes (1) ou (2); il doit fixer une date

Demande d'une
ordonnance
pour disposer
des objets saisis

that person should have in his possession, custody or control any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance and that the danger to the safety of that person or other persons is such that to proceed by way of an application under subsection (1) would be impracticable, the peace officer may without warrant search for and seize any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance in the possession, custody or control of that person.

(3) On execution of a warrant referred to in subsection (1) or following a search without warrant under subsection (2), the Attorney General shall forthwith make a return to the provincial court judge by whom the warrant was issued or, if no warrant was issued, to a provincial court judge by whom a warrant might have issued showing,

(a) in the case of an execution of a warrant referred to in subsection (1), the articles, if any, seized and the date of execution of the warrant; and

(b) in the case of a search without warrant under subsection (2), the grounds on which it was concluded that the peace officer who conducted the search without warrant was entitled to do so and the articles, if any, seized.

(4) Where any articles have been seized pursuant to subsection (1) or (2), the provincial court judge by whom a warrant was issued or, if no warrant was issued, a provincial court judge by whom a warrant might have issued shall, on application to him for an order for the disposition of the articles so seized made by or on behalf of the Attorney General within thirty days from the date of execution of the warrant or of the seizure without warrant, as the case may be, fix a date for the hearing of the application and direct that notice of the hearing be given to such persons or in such manner as the provincial court judge may specify.

(5) At the hearing of an application described in subsection (4), the provincial court judge shall hear any relevant evidence, including evidence respecting the value of the articles in respect of which the application was made.

(6) If, following the hearing of an application described in subsection (4) made with respect to any person, the provincial court judge finds that it is not desirable, in the interests of the safety of that person or of any other person, that that person should have in his possession, custody or control any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance, the provincial court judge may

(a) order that any or all of the articles seized be disposed of on such terms as the provincial court judge deems fair and reasonable, and give such directions concerning the payment or application of the proceeds, if any, of the disposition as the provincial court judge sees fit; and

(b) where the provincial court judge is satisfied that the circumstances warrant such action, order that the possession by that person of any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance specified in the order, or of all such articles be prohibited during any period of time, not exceeding five years, specified in the order and computed from the day the order is made.

(7) Any articles seized under subsection (1) or (2) in respect of which,

(a) no application under subsection (4) is made within thirty days from the date of execution of the warrant or of the seizure without warrant, as the case may be, or

(b) where an application under subsection (4) is made within the period referred to in paragraph (a), the provincial court judge does not make a finding as described in subsection (6),

shall be returned to the person from whom they were seized.

(8) Where a provincial court judge

pour celle d'autrui, est tel qu'il serait impraticable de procéder par voie de demande en vertu du paragraphe (1).

(3) Le procureur général présente, immédiatement après l'exécution du mandat mentionné au paragraphe (1), ou immédiatement après une saisie sans mandat effectuée conformément au paragraphe (2), au juge de la cour provinciale qui a délivré le mandat ou, dans le cas d'une saisie sans mandat, qui aurait eu compétence pour ce faire, un rapport indiquant, outre les objets saisis :

a) la date d'exécution du mandat dans le cas d'un mandat exécuté en vertu du paragraphe (1);

b) dans le cas d'une saisie sans mandat en vertu du paragraphe (2), les motifs au soutien de la décision de l'agent de la paix de faire la saisie.

(4) Lorsque des objets ont été saisis en vertu des paragraphes (1) ou (2), le juge de la cour provinciale qui a délivré le mandat, ou, dans le cas d'une saisie sans mandat, qui aurait eu compétence pour ce faire, fixe, sur demande d'une ordonnance, aux fins de disposer de ces objets, faite par le procureur général ou en son nom dans les trente jours de la date de l'exécution du mandat ou de la saisie sans mandat, selon le cas, la date d'audition de la demande et ordonne qu'un avis de l'audition soit donné aux personnes et de la manière qu'il peut spécifier.

(5) Lors de l'audition de la demande mentionnée au paragraphe (4), le juge de la cour provinciale entend toute preuve pertinente, y compris toute preuve de la valeur des objets visés par la demande.

(6) Le juge de la cour provinciale qui, suite à l'audition d'une demande mentionnée au paragraphe (4), conclut qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de la personne visée par cette demande, ni pour celle d'autrui, qu'elle ait la possession, la garde ou le contrôle d'armes à feu, d'autres armes offensives, de munitions ou de substances explosives, peut :

a) ordonner qu'il soit disposé des objets saisis aux conditions qu'il estime justes et raisonnables et donner les directives qu'il juge appropriées relativement au paiement ou à l'affectation du produit, s'il en est, de cette disposition;

b) lorsqu'il est convaincu que les circonstances le justifient, ordonner que la possession par cette personne des armes à feu, autres armes offensives, munitions ou substances explosives mentionnées dans l'ordonnance soit interdite pour une période maximale de cinq ans, spécifiée dans l'ordonnance, courant à compter du jour où celle-ci est rendue.

(7) Les objets saisis en vertu des paragraphes (1) ou (2) doivent être remis au saisi dans les cas suivants :

a) aucune demande n'est présentée en vertu du paragraphe (4) dans les trente jours de la date d'exécution du mandat ou de la saisie sans mandat, selon le cas;

b) une demande prévue au paragraphe (4) étant présentée dans le délai prévu à l'alinéa a), le juge de la cour provinciale ne conclut pas dans le sens indiqué au paragraphe (6).

(8) Les personnes suivantes peuvent, devant la cour d'appel, interjeter appel d'une ordonnance du juge de la cour provinciale rendue en vertu du paragraphe (6) ou, selon le cas, du défaut de conclure dans le sens visé par ce paragraphe ou du défaut de rendre l'ordonnance qui y est prévue :

a) celle contre qui l'ordonnance prévue au paragraphe (6) est rendue;

b) le procureur général ou un avocat constitué par lui dans les cas où le juge de la cour provinciale, après avoir entendu la demande visée au paragraphe (4), ne conclut pas dans le sens indiqué au paragraphe (6) ou, s'il le fait, lorsqu'il ne rend pas l'ordonnance prévue aux alinéas (6)a) ou b).

without warrant, as the case may be, fix a date for the hearing of the application and direct that notice of the hearing be given to such persons or in such manner as the justice may specify.

Ex parte hearing

(4.1) A justice may proceed to hear and determine an application under subsection (4) in the absence of the person against whom the order is sought in circumstances in which a summary conviction court may, pursuant to Part XXVII, proceed with a trial in the absence of the defendant as fully and effectually as if the defendant had appeared.

Hearing of application

(5) At the hearing of an application under subsection (4), the justice shall hear all relevant evidence, including evidence respecting the value of the articles in respect of which the application was made.

Finding and order of court

(6) If, following the hearing of an application under subsection (4) made with respect to any person, the justice finds that it is not desirable in the interests of the safety of that person or of any other person that that person should possess, or have custody or control of, any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance, the justice may

(a) order that any or all of the articles seized be disposed of on such terms as the justice deems fair and reasonable, and give such directions concerning the payment or application of the proceeds, if any, of the disposition as the justice sees fit; and

(b) where the justice is satisfied that the circumstances warrant such action, order that the possession by that person of any firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance specified in the order, or of all such articles, be prohibited during any period, not exceeding five years, specified in the order and computed from the day on which the order is made.

Where no finding or application

(7) Any articles seized pursuant to subsection (1) or (2) in respect of which

(a) no application under subsection (4) is made within thirty days after the date

d'audition et ordonner que soient avisées les personnes qu'il désigne, de la manière qu'il détermine.

5

(4.1) Le juge de paix peut entendre la demande et rendre la décision en l'absence de celui que viserait l'ordonnance, dans les cas où les cours des poursuites sommaires peuvent procéder à l'audition en l'absence du défendeur aussi complètement et effectivement que s'il avait comparu, en vertu de la partie XXVII.

Audition ex parte

5

(5) Lors de l'audition de la demande, le juge de paix entend toute preuve pertinente, y compris toute preuve de la valeur des objets visés par la demande.

Audition de la demande

15

(6) Le juge de paix qui, par suite de l'audition d'une demande, conclut qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de la personne visée par cette demande, ni pour celle d'autrui, qu'elle ait la possession, la garde ou le contrôle d'une arme à feu, d'une autre arme offensive, de munitions ou de substances explosives, peut :

Conclusion et ordonnance du tribunal

a) ordonner qu'il soit disposé des objets saisis aux conditions qu'il estime justes et raisonnables et donner les directives qu'il juge appropriées relativement au paiement ou à l'affectation du produit, s'il en est, de cette disposition;

b) lorsqu'il est convaincu que les circonstances le justifient, ordonner que la possession par cette personne d'une arme à feu, d'une autre arme offensive, de munitions ou de substances explosives mentionnées dans l'ordonnance soit interdite pour une période maximale de cinq ans, à compter de la date de l'ordonnance.

(7) Les objets saisis en vertu des paragraphes (1) ou (2) doivent être remis au saisi dans les cas suivants :

Absence de demande ou de conclusion

40

(a) makes an order under subsection (6) with respect to any person, that person, or

(b) does not make a finding as described in subsection (6) following the hearing of an application under subsection (4), or makes the finding but does not make an order to the effect described in paragraph (6)(a) and to the effect described in paragraph (6)(b), the Attorney General or counsel instructed by him for that purpose

may appeal to the appeal court against the making of the order, or against the failure to make the finding or to make an order to the effects so described, as the case may be, and the provisions of Part XXVII except sections 816 to 819 and 829 to 838 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the appeal.

(9) In this section,

“appeal court” has the meaning given that expression in subsection 100(11);

“provincial court judge” means a provincial court judge having jurisdiction in the territorial division where the person with respect to whom an application is made under subsection (1) or the person with respect to whom a search without warrant is made under subsection (2) resides.”

La partie XXVII, sauf les articles 816 à 819 et 829 à 838, s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à un appel interjeté en vertu du présent paragraphe.

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«cour d'appel» A le sens que lui donne le paragraphe 100(11).

«juge de la cour provinciale» Juge de la cour provinciale compétent dans la circonscription territoriale où réside la personne visée par une demande faite en vertu du paragraphe (1) ou par une saisie sans mandat en vertu du paragraphe (2).»

of execution of the warrant or of the seizure without warrant, as the case may be, or

(b) where an application under subsection (4) is made within the period referred to in paragraph (a), the justice does not make a finding as described in subsection (6)

shall be returned to the person from whom they were seized.

Appeal

(8) Where a justice

(a) makes an order under subsection (6) with respect to any person, that person, or

(b) does not make a finding as 15 described in subsection (6) following the hearing of an application under subsection (4), or makes the finding but does not make an order to the effect described in paragraph (6)(a) or to the effect described in paragraph (6)(b), the Attorney General

may appeal to the appeal court against the making of the order, or against the failure to make the finding or to make an order to the effects so described, as the case may be, and the provisions of Part XXVII except sections 816 to 819 and 829 to 838 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the appeal.

Definitions

(9) In this section,

“appeal court”
«cour...»

“appeal court” has the meaning given that expression in subsection 100(11);

“justice”
«juge de paix»

“justice” means a justice having jurisdiction in the territorial division where the person with respect to whom an application is made under subsection (1) or the person with respect to whom a search without warrant is made under subsection (2) resides.”

13. (1) Subsection 104(3) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Tampering with
serial number

“(3) Every one commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on that person,

a) aucune demande n’est présentée en vertu du paragraphe (4) dans les trente jours qui suivent la date d’exécution du mandat ou de la saisie sans mandat, selon le cas;

b) une demande prévue au paragraphe (4) étant présentée dans le délai prévu à l’alinéa a), le juge de paix ne conclut pas dans le sens indiqué au paragraphe (6).

(8) Les personnes suivantes peuvent, devant la cour d’appel, interjeter appel d’une ordonnance du juge de paix rendue en vertu du paragraphe (6) ou, selon le cas, du défaut de conclure dans le sens visé par ce paragraphe ou du défaut de rendre l’ordonnance qui y est prévue :

a) celle contre qui l’ordonnance est rendue;

b) le procureur général dans les cas où le juge de paix, après avoir entendu la demande visée au paragraphe (4), ne conclut pas dans le sens indiqué au paragraphe (6) ou, s’il le fait, lorsqu’il ne rend pas l’ordonnance prévue aux alinéas (6)a) ou b).

La partie XXVII, sauf les articles 816 à 819 et 829 à 838, s’applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à un appel interjeté en vertu du présent paragraphe.

(9) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«cour d’appel» A le sens que lui donne le paragraphe 100(11).

«juge de paix» Juge de paix compétent dans la circonscription territoriale où réside la personne visée par une demande faite en vertu du paragraphe (1) ou par une saisie sans mandat en vertu du paragraphe (2).»

13. (1) Le paragraphe 104(3) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Every one commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on that person,

Tampering with
serial number

(a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm;

(b) possesses a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.

(a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm; or

(b) possesses a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.

(2) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(2) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(3) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

(2) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(3) Every one commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

104(4) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(4) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(5) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

(4) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(5) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

104(6) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(6) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(7) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(7) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(8) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(8) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(9) L'individu qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

104(9) Toute personne qui commet l'infraction visée à l'article 104(1) est coupable d'un délit criminel.

(6) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(7) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(8) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(9) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(10) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(11) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(12) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

(13) Every one who commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, is guilty of a criminal offence.

Clause 13: (1) Subsection 104(3) of the English version at present reads as follows:

“(3) Every one commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him,

- (a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm; or
(b) has in his possession a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.”

Article 13, (1). — Texte actuel du paragraphe 104(3) de la version anglaise :

“(3) Every one commits an offence who, without lawful excuse, the proof of which lies on him,

- (a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm; or
(b) has in his possession a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.”

(a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm; or

(b) possesses a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.”

5

(a) alters, defaces or removes a serial number on a firearm; or

(b) possesses a firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.»

5

(2) Subsection 104(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 104(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Evidence

“(4) In proceedings under subsection (3), evidence that a person possesses a firearm the serial number of which has been wholly or partially obliterated otherwise than through normal use over time is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person possesses the firearm knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.”

«(4) Dans toute poursuite pour une infraction visée au paragraphe (3), la possession d'une arme à feu dont le numéro a été effacé en totalité ou en partie autrement que par l'usure normale fait foi, sauf preuve contraire, de la connaissance par le possesseur de l'arme du fait que ce numéro a été modifié, maquillé ou effacé.»

Preuve

15

14. The heading preceding section 105 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. L'intertitre qui précède l'article 105 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“Museums and Weapons Businesses”

«Entreprises d'armes et musées»

15. (1) All that portion of subsection 105(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

15. (1) Le passage du paragraphe 105(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Record of transaction in firearms, etc.

“105. (1) Every person who carries on a business that includes the manufacturing, buying or selling at wholesale or retail, renting, storing, importing, repairing, altering or modifying or taking in pawn of restricted weapons or firearms or who operates a museum approved for the purposes of this Part by the Commissioner or the Attorney General of the province in which it is situated, shall”

“105. (1) Tout exploitant d'une entreprise qui comporte la fabrication, l'achat ou la vente, en gros ou au détail, la location, l'entreposage, l'importation, la réparation, la modification ou la prise en gage d'armes à autorisation restreinte ou d'armes à feu, de même que tout conservateur d'un musée agréé, pour l'application de la présente partie, par le commissaire ou le procureur général de la province où est situé le musée doit :”

Registre des opérations relatives aux armes à feu

(2) Subsection 105(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 105(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Firearms acquisition certificate

“(1.1) A person who carries on a business or who operates a museum referred to in subsection (1) shall ensure that any person employed in or in connection with the business or museum whose duties include the handling of firearms or restricted weapons holds a firearms acquisition certificate.”

“(1.1) Tout exploitant d'une entreprise ou conservateur d'un musée visé au paragraphe (1) doit s'assurer qu'une personne qui travaille au sein de l'entreprise ou du musée ou à des activités liées à ceux-ci et dont les fonctions requièrent la manipulation d'une arme à feu ou d'une arme à

Certificat d'acquisition d'armes à feu

45

40

(2) Subsection 104(4) at present reads as follows:

“(4) In proceedings under subsection (3), evidence that a person has in his possession a firearm the serial number of which has been wholly or partially obliterated is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person has the firearm in his possession knowing that the serial number thereon has been altered, defaced or removed.”

Clause 14: The heading preceding section 105 at present reads as follows:

“*Firearms and other Businesses*”

Clause 15: (1) The relevant portion of subsection 105(1) at present reads as follows:

“105. (1) Every person who carries on a business that includes the manufacturing, buying or selling at wholesale or retail, importing, repairing, altering or modifying or taking in pawn of restricted weapons or firearms shall”

(2) Subsection 105(2) at present reads as follows:

- “(2) A person who carries on
- (a) a business described in subsection (1), or
 - (b) a business that includes
 - (i) the manufacturing, buying or selling at wholesale or retail or importing of ammunition, or
 - (ii) the transportation or shipping of restricted weapons, firearms or ammunition

shall report to a local registrar of firearms or a peace officer any loss or destruction of any restricted weapon or firearm or any theft of any restricted weapon, firearm or ammunition that occurs in the course of the business.”

(2). — Texte actuel du paragraphe 104(4) :

«(4) Dans toute poursuite pour une infraction visée au paragraphe (3), la preuve qu'une personne a en sa possession une arme à feu dont le numéro de série a été totalement ou partiellement effacé fait preuve, en l'absence de preuve contraire, que cette personne est en possession de l'arme en sachant que son numéro de série a été modifié, maquillé ou effacé.»

Article 14. — Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 105 :

«*Fabriques d'armes à feu et autres entreprises*»

Article 15, (1). — Texte actuel du passage du paragraphe 105(1) qui précède l'alinéa a) :

«105. (1) Quiconque exploite une entreprise qui comporte la fabrication, l'achat ou la vente, en gros ou au détail, l'importation, la réparation, la modification ou la prise en gage d'armes à autorisation restreinte ou d'armes à feu doit :»

(2). — Texte actuel du paragraphe 105(2) :

- «(2) L'exploitant :
- a) d'une entreprise visée au paragraphe (1);
 - b) d'une entreprise comportant :
 - (i) soit la fabrication, l'achat, la vente, en gros ou au détail, ou l'importation de munitions,
 - (ii) soit le transport ou l'expédition d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions,

doit signaler au registraire local d'armes à feu ou à un agent de la paix les pertes ou destructions d'armes à autorisation restreinte ou d'armes à feu et les vols de telles armes, armes à feu ou de munitions survenus dans le cours de son exploitation.»

Report of loss, destruction or theft

(2) A person who

(a) carries on a business or operates a museum referred to in subsection (1), or

(b) carries on a business that includes (i) the manufacturing, buying or selling at wholesale or retail or importing of ammunition, or (ii) the transportation or shipping of restricted weapons, firearms or ammunition

shall report to a local registrar of firearms or a peace officer any loss or destruction of any restricted weapon, firearm or ammunition or any theft of any restricted weapon, firearm or ammunition that occurs in the course of the business or the operation of the museum.”

(3) Subsections 105(5) to (7) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Each location separate

“(5) Where a person carries on a business referred to in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i), or operates a museum referred to in subsection (1), at more than one location, each location shall be deemed for the purposes of this section and regulations made pursuant to paragraphs 116(a) to (c) to be a separate business or museum.

Handling, secure storage, etc.

(6) No person shall, in the course of carrying on a business referred to in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i), or operating a museum referred to in subsection (1),

(a) handle, store, display or advertise any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made pursuant to paragraph 116(a); or

(b) sell by mail-order any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made pursuant to paragraph 116(c).

autorisation restreinte, détient une autorisation d'acquisition d'armes à feu.

(2) Toute perte ou destruction d'une arme à autorisation restreinte, d'une arme à feu ou de munitions de même que tout vol de telles armes ou de munitions, survenus dans l'exercice des activités d'une entreprise ou d'un musée, doivent être signalés au registraire local d'armes à feu ou à un agent de la paix par :

a) l'exploitant d'une entreprise ou le conservateur d'un musée visés au paragraphe (1);

b) l'exploitant d'une entreprise qui comporte :

(i) soit la fabrication, l'achat, la vente, en gros ou au détail, ou l'importation de munitions,

(ii) soit le transport ou l'expédition d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions.»

(3) Les paragraphes 105(5) à (7) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(5) L'exploitant d'une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) ou le conservateur d'un musée visé au paragraphe (1) est présumé, pour l'application du présent article et des règlements d'application des alinéas 116a) à c), exploiter une entreprise distincte ou diriger un musée distinct à chaque emplacement où il exerce ses activités.

(6) Il est interdit, dans l'exercice des activités d'un musée visé au paragraphe (1) ou d'une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) :

a) de manipuler, d'entreposer, de mettre en montre ou d'annoncer des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions en contravention aux règlements d'application de l'alinéa 116a);

b) d'effectuer la vente postale d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions en contravention aux règlements d'application de l'alinéa 116c).

Pertes, destructions et vols signalés

Emplacements distincts

Manipulation, entreposage sécuritaire, etc.

(7) Il est interdit de manipuler, d'entreposer, d'annoncer ou de transporter sciemment, dans le cours des affaires d'une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i), des armes à feu ou des munitions en contravention des règlements d'application de l'alinéa 116d).

(7) No person shall, in the course of carrying on a business referred to in subsection (1) or (2) or paragraph (1), knowingly handle, ship, store or transport any firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made pursuant to paragraph 116(d).

(5) Lorsque une personne exploite une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) à plusieurs endroits, chaque endroit est présumé, pour l'application du présent article et des règlements d'application de l'alinéa 116a) à c), constituer une entreprise distincte.

(5) Where a person carries on a business described in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i) at more than one location, each location shall be deemed for the purposes of this section and regulations made pursuant to paragraphs 116(a) to (c) to be a separate business.

(6) Il est interdit, dans le cours ordinaire des affaires d'une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) :

a) de manipuler, d'entreposer, de mettre en montre ou d'annoncer des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions en contravention avec les règlements d'application de l'alinéa 116a) ;

b) d'effectuer la vente postale d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions en contravention avec les règlements d'application de l'alinéa 116c).

(6) It is prohibited, in the ordinary course of the business referred to in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i), to do the following:

(a) to handle, store, display or advertise any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made by the Governor in Council pursuant to paragraph 116(a); or

(b) to sell by mail-order any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made by the Governor in Council pursuant to paragraph 116(c).

(3) Subsections 105(5) to (7) at present read as follows:

(3). — Texte actuel des paragraphes 105(5) à (7) :

(5) Where a person carries on a business described in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i) at more than one location, each location shall be deemed for the purposes of this section and regulations made pursuant to paragraphs 116(a) to (c) to be a separate business.

«(5) Lorsqu'une personne exploite une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) à plusieurs endroits, chaque endroit est présumé, pour l'application du présent article et des règlements d'application de l'alinéa 116a) à c), constituer une entreprise distincte.

(6) No person shall, in the course of a business described in subsection (1) or subparagraph (2)(b)(i),

(6) Il est interdit, dans le cours ordinaire des affaires d'une entreprise visée au paragraphe (1) ou au sous-alinéa (2)b(i) :

- (a) handle, store, display or advertise any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made by the Governor in Council pursuant to paragraph 116(a); or
- (b) sell by mail-order any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made by the Governor in Council pursuant to paragraph 116(c).

- a) de manipuler, d'entreposer, de mettre en montre ou d'annoncer des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions en contravention avec les règlements d'application de l'alinéa 116a) ;
- b) d'effectuer la vente postale d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions en contravention avec les règlements d'application de l'alinéa 116c).

(7) No person shall, in the course of a business described in subsection (1) or (2), knowingly handle, ship, store or transport any firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made pursuant to paragraph 116(d)."

(7) Il est interdit de manipuler, d'expédier, d'entreposer ou de transporter sciemment, dans le cours des affaires d'une entreprise décrite aux paragraphes (1) ou (2), des armes à feu ou des munitions en contravention avec les règlements d'application de l'alinéa 116d).»

Handling and
transportation

(7) No person shall, in the course of carrying on a business referred to in subsection (1) or (2) or operating a museum referred to in subsection (1), knowingly handle, ship, store or transport any firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made pursuant to paragraph 116(d).”

16. (1) Subsection 106(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Consideration
of application
and issuance of
firearms
acquisition
certificate

“106. (1) Where a firearms officer who has received an application for a firearms acquisition certificate does not, after considering the information contained in the application, any further information that is submitted to the firearms officer pursuant to a requirement under subsection (9) and such other information as may reasonably be regarded as relevant to the application, have notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant should not acquire a firearm, the firearms officer shall, subject to subsection (2), after receiving the fee prescribed by regulation, and after at least twenty-eight days have elapsed since the application was received, issue a firearms acquisition certificate to the applicant.”

(2) Paragraph 106(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) fails to produce evidence in conjunction with an application for a firearms acquisition certificate that the person has

- (i) successfully completed a course in the safe handling and use of and the laws relating to firearms, or
- (ii) successfully completed a test relating to the safe handling and use of and the laws relating to firearms

that was approved for the purposes of this section by the Attorney General of the province in which the course or test is administered.”

(7) Il est interdit de manipuler, d'expédier, d'entreposer ou de transporter sciemment, dans l'exercice des activités d'une entreprise ou d'un musée visés aux paragraphes (1) ou (2), des armes à feu ou des munitions en contravention aux règlements d'application de l'alinéa 116d).»

Manipulation et
transport

16. (1) Le paragraphe 106(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«106. (1) Le préposé aux armes à feu qui reçoit une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu s'assure de l'exactitude des renseignements qu'elle contient, de ceux qui lui sont fournis en vertu du paragraphe (9) et de ceux que l'on peut raisonnablement considérer comme pertinents à la demande. Sous réserve du paragraphe (2), le préposé aux armes à feu délivre une autorisation si les conditions suivantes sont réunies :

a) il n'a connaissance d'aucun fait susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité du requérant, ou celle d'autrui, que celui-ci ne soit pas autorisé à acquérir de telles armes;

b) un délai d'au moins vingt-huit jours s'est écoulé depuis la réception de la demande;

c) le requérant a acquitté les frais réglementaires.»

(2) L'alinéa 106(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) celles incapables d'établir, corrélativement à leur demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu, qu'elles ont réussi soit un examen, soit un cours, approuvés pour l'application du présent article par le procureur général de la province où ils eurent lieu, se rapportant à la législation sur les armes à feu ainsi qu'aux règles de sécurité relatives à leur maniement et à leur usage.»

Clause 16: (1) Subsection 106(1) at present reads as follows:

“106. (1) Where a firearms officer to whom an application for a firearms acquisition certificate is made, after considering the information contained in the application, any further information that is submitted to him pursuant to a requirement made under subsection (9) and such other information as may reasonably be regarded as relevant to the application, does not have notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of the applicant or any other person that the applicant should not acquire a firearm, he shall, subject to subsection (2) and on receipt by him of the appropriate fee, if any, issue a firearms acquisition certificate to the applicant.”

(2) The relevant portion of subsection 106(2) at present reads as follows:

“(2) No firearms acquisition certificate may be issued to a person who

...
(c) fails to produce evidence in conjunction with his application for a firearms acquisition certificate that he has

- (i) completed a course in the safe handling and use of firearms, or
- (ii) successfully completed a test relating to the safe handling and use of firearms

that, at the time he completed the course or test, was approved for the purposes of this section by the Attorney General of the province in which he took the course or test.”

Article 16, (1). — Texte actuel du paragraphe 106(1) :

«106. (1) Le préposé aux armes à feu qui reçoit une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu s'assure de l'exactitude des renseignements qui y apparaissent ainsi que de ceux qui lui sont fournis sur demande faite en vertu du paragraphe (9) et de ceux que l'on peut raisonnablement considérer comme pertinents à la demande. Sous réserve du paragraphe (2), s'il n'a connaissance d'aucun fait susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité du requérant, ou pour celle d'autrui, que celui-ci ne soit pas autorisé à acquérir des armes à feu, il lui délivre l'autorisation demandée sur réception du paiement des frais prévus le cas échéant.»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 106(2) :

«(2) Il est interdit de délivrer une autorisation d'acquisition d'armes à feu aux personnes suivantes :

...
c) celles incapables d'établir, corrélativement à leur demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu :

- (i) soit qu'elles ont terminé un cours d'apprentissage du manie-ment et de l'usage sécuritaire des armes à feu,
- (ii) soit qu'elles ont réussi avec succès un examen sur le manie-ment et l'usage sécuritaire des armes à feu,

approuvés pour l'application du présent article par le procureur général de la province où ils eurent lieu, à l'époque où ils eurent lieu.»

R.S., c. 27 (1st
Suppl.), s. 203

(3) Subsections 106(4) and (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Deemed notice

“(4) A firearms officer shall be deemed to have notice of a matter that may render it desirable in the interests of the safety of an applicant for a firearms acquisition certificate or of any other person that the applicant should not acquire a firearm and a provincial court judge, on a reference pursuant to subsection (7), is entitled to confirm the opinion of a firearms officer that it is not desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant should acquire a firearm, where it is made to appear to the judge that

(a) the applicant has been convicted within five years immediately preceding the date of the application, in proceedings on indictment, of

- (i) an offence in the commission of which violence against another person was used, threatened or attempted, or
- (ii) an offence under this Part;

(b) the applicant, within five years immediately preceding the date of the application, has been treated for a mental disorder, whether in a hospital, mental institute or psychiatric clinic or otherwise and whether or not the applicant was, during that period, confined to such a hospital, institute or clinic, where the disorder was associated with violence or threatened or attempted violence on the part of the applicant against any person;

(c) the applicant has a history of behaviour occurring within five years immediately preceding the date of the application, that included violence or threatened or attempted violence on the part of the applicant against any person; or

(d) there is another good and sufficient reason for confirming the opinion.

(5) Where a firearms officer who has received an application for a firearms acquisition certificate has notice of any matter that may render it desirable in the

(3) Les paragraphes 106(4) et (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 203

«(4) Le préposé aux armes à feu est présumé avoir connaissance d'un fait susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité du requérant d'une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu, ou pour celle d'autrui, qu'il ne soit pas autorisé à acquérir de telles armes et le juge de la cour provinciale, en cas de renvoi en application du paragraphe (7), est en droit de confirmer l'opinion en ce sens que s'est faite le préposé lorsqu'il appert que, selon le cas :

Présomption de
notification

a) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a été déclaré coupable, sur mise en accusation, de l'une ou l'autre des infractions suivantes :

- (i) une infraction commise avec emploi, menace ou tentative d'emploi de violence contre autrui,
- (ii) une infraction à la présente partie;

b) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a été traité pour déséquilibre mental dans un hôpital, un institut pour malades mentaux, une clinique psychiatrique ou ailleurs, qu'il ait ou non été interné, lorsque étaient associés au déséquilibre pour lequel il fut traité, des emplois, menaces ou tentatives d'emploi de sa part de violence contre lui-même ou contre autrui;

c) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a eu un comportement associé à des emplois, menaces ou tentatives d'emploi de sa part de violence contre lui-même ou contre autrui;

d) il existe une autre raison suffisante de confirmer cette opinion.

(5) Le préposé aux armes à feu qui reçoit une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu et qui a connaissance d'un fait susceptible de rendre souhaitable

Notification

Notice to be
given

(3) Subsections 106(4) and (5) at present read as follows:

"(4) A firearms officer shall be deemed to have notice of a matter that may render it desirable in the interests of the safety of an applicant for a firearms acquisition certificate or of any other person that the applicant should not acquire a firearm and a provincial court judge, on a reference pursuant to subsection (7), is entitled to confirm the opinion of a firearms officer that it is not desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant should acquire a firearm, where it is made to appear to him that the applicant

(a) has been convicted within five years immediately preceding the date of his application, in proceedings on indictment, of

- (i) an offence in the commission of which violence against another person was used, threatened or attempted, or
- (ii) an offence under this Part;

(b) within five years immediately preceding the date of his application, has been treated for a mental disorder, whether in a hospital, mental institute or psychiatric clinic or otherwise and whether or not he was, during that period, confined to such a hospital, institute or clinic, where the disorder for which he was so treated was associated with violence or threatened or attempted violence on the part of the applicant against himself or any other person; or

(c) has a history of behaviour occurring within five years immediately preceding the date of his application, that included violence or threatened or attempted violence on the part of the applicant against himself or any other person.

(5) Where a firearms officer to whom an application for a firearms acquisition certificate is made has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant should not acquire a firearm, he shall notify the applicant in writing that in his opinion it is not desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person or description of persons specified in the notice that the applicant acquire a firearm, and of his reasons therefor, and that, unless within thirty days from the day on which the notice is received by the applicant or within such further time as is, before or after the expiration of that period, allowed by a provincial court judge, the applicant, in writing, requests the firearms officer to refer his opinion to a provincial court judge for confirmation or variation thereof, the application for the firearms acquisition certificate will be refused by him."

(3). — Texte actuel des paragraphes 106(4) et (5) :

«(4) Le préposé aux armes à feu est présumé avoir connaissance d'un fait susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité du requérant d'une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu, ou pour celle d'autrui, qu'il ne soit pas autorisé à acquérir de telles armes et le juge de la cour provinciale, en cas de renvoi en application du paragraphe (7), est en droit de confirmer l'opinion en ce sens que s'est faite le préposé lorsqu'il appert que, selon le cas :

a) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a été déclaré coupable, sur mise en accusation, de l'une ou l'autre des infractions suivantes :

- (i) une infraction commise avec emploi, menace ou tentative d'emploi de violence contre autrui,
- (ii) une infraction à la présente partie;

b) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a été traité pour déséquilibre mental dans un hôpital, un institut pour malades mentaux, une clinique psychiatrique ou ailleurs, qu'il ait ou non été interné, lorsque étaient associés au déséquilibre pour lequel il fut traité, des emplois, menaces ou tentatives d'emploi de sa part de violence contre lui-même ou contre autrui;

c) dans les cinq ans précédant la date de la demande, le requérant a eu un comportement associé à des emplois, menaces ou tentatives d'emploi de sa part de violence contre lui-même ou contre autrui.

(5) Le préposé aux armes à feu auquel est présentée une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu, qui a connaissance de quelque cause susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité du requérant, ou pour celle d'autrui, que celui-ci ne soit pas autorisé à acquérir de telles armes, l'en notifie par écrit, en indiquant les motifs de son opinion et en spécifiant qu'à son avis il n'est pas souhaitable pour sa sécurité, pour celle des personnes expressément nommées dans la notification ni pour celle d'autrui en général, qu'il soit autorisé à acquérir des armes à feu. Il indique aussi qu'à moins que, dans les trente jours de la réception de la notification, sous réserve de prorogation accordée par un juge de la cour provinciale, le requérant ne lui demande par écrit de soumettre son opinion à un juge de la cour provinciale pour confirmation ou modification, il refusera la demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu.»

interests of the safety of the applicant or of any other person that the applicant should not acquire a firearm, the firearms officer shall notify the applicant in writing that, in the opinion of the firearms officer, it is not desirable in the interests of the safety of the applicant or of any other person specified in the notice that the applicant acquire a firearm and of the reasons therefor, and that, unless within thirty days after the day on which the notice is received by the applicant or within such further time as is, before or after the expiration of that period, allowed by a provincial court judge, the applicant, in writing, requests the firearms officer to refer the opinion to a provincial court judge for confirmation or variation thereof, the application for the firearms acquisition certificate will be refused.”

(4) Subsections 106(8) and (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Application for firearms acquisition certificate

“(8) An application for a firearms acquisition certificate shall be made to a firearms officer in a form prescribed by the Commissioner and shall be accompanied by the names of two persons who belong to a class of persons prescribed by regulation who have known the applicant for at least three years and who can confirm that the information on the application, and any further information submitted pursuant to subsection (9), is true.

Further information

(9) A firearms officer who has received an application for a firearms acquisition certificate may require the applicant to submit such further information in addition to that included in the application as may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining whether there is any matter that might render it dangerous for the safety of the applicant or of any other person if the applicant acquired a firearm.”

(5) Subsection 106(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

pour la sécurité du requérant, ou pour celle d'autrui, que celui-ci ne soit pas autorisé à acquérir de telles armes, l'en notifie par écrit, en indiquant les motifs de son opinion et en spécifiant qu'à son avis il n'est pas souhaitable pour sa sécurité, ni pour celle d'autrui, qu'il soit autorisé à acquérir des armes à feu. Il indique aussi qu'à moins que, dans les trente jours suivant la date de réception de la notification, sous réserve de prorogation accordée par un juge de la cour provinciale, même après la date d'expiration, le requérant ne lui demande par écrit de soumettre son opinion à un juge de la cour provinciale pour confirmation ou modification, il refusera la demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu.»

(4) Les paragraphes 106(8) et (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(8) Les demandes d'autorisation d'acquisition d'armes à feu sont présentées aux préposés aux armes à feu; elles sont rédigées en la forme prescrite par le commissaire et doivent être accompagnées du nom de deux répondants qui appartiennent à une catégorie de personnes prévue par règlement, connaissent le requérant depuis au moins trois ans et peuvent affirmer que les renseignements contenus dans la demande ou exigés en vertu du paragraphe (9) sont exacts.

Demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu

(9) Le préposé aux armes à feu qui reçoit une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu peut exiger du requérant tout renseignement supplémentaire, raisonnablement pertinent, aux fins de déterminer s'il serait dangereux pour la sécurité de ce dernier, ou pour celle d'autrui, de l'autoriser à acquérir une arme à feu.»

Renseignements supplémentaires

(5) Le paragraphe 106(11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Subsections 106(8) and (9) at present read as follows:

“(8) An application for a firearms acquisition certificate shall be in a form prescribed by the Commissioner and shall be made to a firearms officer.

(9) A firearms officer to whom an application for a firearms acquisition certificate is made may require the applicant to submit such further information in addition to that included in the application as may reasonably be regarded as relevant for the purpose of determining whether there is any matter that might render it dangerous for the safety of the applicant or of any other person if the applicant acquired a firearm.”

(5) Subsection 106(11) at present reads as follows:

“(11) A firearms acquisition certificate is valid for five years from the day on which it is issued, and the fee payable for the issue thereof is ten dollars.”

(4). — Texte actuel des paragraphes 106(8) et (9) :

«(8) Les demandes d'autorisation d'acquisition d'armes à feu sont présentées aux préposés aux armes à feu; elles sont rédigées en la forme prescrite par le commissaire.

(9) Le préposé aux armes à feu à qui est présentée une demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu peut exiger du requérant tout renseignement supplémentaire, raisonnablement pertinent, aux fins de déterminer s'il serait dangereux pour la sécurité de ce dernier, ou pour celle d'autrui, de l'autoriser à acquérir des armes à feu.»

(5). — Texte actuel du paragraphe 106(11) :

«(11) L'autorisation d'acquisition d'armes à feu est valide pour cinq ans à compter de la date de délivrance et les frais payables pour sa délivrance sont de dix dollars.»

Fee for and term for certificate

“(11) The fee payable for a firearms acquisition certificate is the fee prescribed by regulation, and the firearms acquisition certificate is valid for five years after the day on which it is issued, unless it is 5
revoked by a firearms officer before that time.”

«(11) Une autorisation d'acquisition d'armes à feu est valide, sauf révocation par le préposé aux armes à feu, pour cinq ans à compter du jour suivant la date de sa 5
délivrance et les frais exigés pour son obtention sont ceux prévus par règlement.»

Période de validité et frais

(6) Section 106 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections: 10

(6) L'article 106 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Refusal to issue

“(14) Where a firearms officer refuses to issue a firearms acquisition certificate, the firearms officer shall notify the applicant in writing of the refusal and the reasons for it and include in the notifica- 15
tion a copy of this subsection and subsections (15) to (20).

«(14) Le préposé aux armes à feu qui refuse de délivrer une autorisation d'acqui- 10
sition d'armes à feu doit donner un avis écrit de ce refus au requérant en y indiquant les motifs; il y joint une copie du présent paragraphe et des paragraphes (15) à (20). 15

Refus de délivrer une autorisation d'acquisition d'armes à feu

Reference to provincial court judge

(15) Where a firearms officer refuses to issue a firearms acquisition certificate, the applicant may, within thirty days after 20
being notified of the refusal or within such further time as is, before or after the expiration of that period, allowed by a provincial court judge, request, in writing, the firearms officer to refer the matter to a 25
provincial court judge having jurisdiction in the territorial division in which the applicant resides.

(15) Le requérant qui reçoit un avis de refus en vertu du paragraphe (14) peut demander par écrit au préposé aux armes à feu de soumettre la question à un juge de la cour provinciale. La demande doit être 20
présentée dans les trente jours suivant la réception de l'avis, à moins qu'une prorogation ne soit accordée par un juge de la cour provinciale compétent dans la cir-
conscription territoriale où réside le requé- 25
rant.

Renvoi devant un juge de la cour provinciale

Fixing date for hearing and notice

(16) On a reference by a firearms officer pursuant to subsection (15), the provin- 30
cial court judge shall fix a date for the hearing of the reference and direct that notice of the hearing be given to the applicant and to the firearms officer, in such manner as the provincial court judge may 35
specify.

(16) Le juge de la cour provinciale fixe la date d'audition du renvoi et ordonne que le requérant et le préposé aux armes à feu en soient avisés de la manière qu'il 30
indique.

Date d'audition et notification

Burden of proof

(17) In a hearing under subsection (16), the burden of proof is on the firearms officer to justify the refusal to the provin- 40
cial court judge.

(17) Lors de l'audition tenue en vertu du paragraphe (16), le préposé aux armes à feu doit justifier son refus de délivrer l'autorisation d'acquisition d'armes à feu. 35

Fardeau de la preuve

Hearing of reference and disposition

(18) Where, at the conclusion of a hear- 45
ing under subsection (16), the firearms officer has not satisfied the provincial court judge that the refusal to issue the firearms acquisition certificate was justi-
fied, the provincial court judge shall, by order, direct the firearms officer to issue to the applicant a firearms acquisition certifi-

(18) À la fin de l'audition visée au paragraphe (16), le juge de la cour provin-
ciale qui est d'avis que le refus n'est pas justifié rend une ordonnance enjoignant au préposé aux armes à feu de délivrer sans 40
délai au requérant une autorisation d'ac-
quisition d'armes à feu.

Décision

<p>(6) New.</p>	<p>(19) Le présent article, «out d'après le paragraphe (18) qui donne le paragraphe (18) de la loi sur les appels, qui stipule que, compte tenu des modifications de circonstance, la partie XXVII, tout les articles 819 à 829 et 839 à 849.</p>	<p>(19) Where a provincial court judge makes an order pursuant to subsection (18), the former officer may appeal to the appeal court against the order, and the provisions of Part XXVII except sections 819 to 829 and 839 to 849 and 859 to 869 shall apply in respect of the appeal.</p>	<p>Appeal to appeal court in provincial court</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>(20) Au présent article, «out d'après le paragraphe (19) qui donne le paragraphe (19) de la loi sur les appels, qui stipule que, compte tenu des modifications de circonstance, la partie XXVII, tout les articles 819 à 829 et 839 à 849.</p>	<p>(20) In this section, "appeal court" has the meaning given that expression in subsection 100(1).</p>	<p>Definition of "appeal court"</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>17. La même loi est modifiée par l'ajout de l'article 106, après l'article 105, de ce qui suit :</p>	<p>17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 105, the following section:</p>	<p>Provision added to section 105</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>106.1 (1) Nonobstant le paragraphe 106(2), le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les personnes morales et les catégories de personnes morales qui peuvent être titulaires d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu. Les paragraphes 106(1) et (2) à (7), (9) à (11) et (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.</p>	<p>106.1 (1) Notwithstanding subsection 106(2), the Governor in Council may make regulations prescribing the persons or other than individuals or classes of persons to which firearms acquisition certificates may be issued, and subsections 106(1) (2) to (7), (9) to (11) and (13) to (15) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the terms acquisition certificates issued to such persons.</p>	<p>Provision added to section 106.1</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>(2) La demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu visée au paragraphe (1) est présentée à un juge ou à un juge de paix, et la loi est modifiée en la forme prescrite par le commissaire.</p>	<p>(2) An application for a firearms acquisition certificate by a person or a member of a class of persons prescribed pursuant to subsection (1) shall be made to a judge or a justice of the peace.</p>	<p>Application</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>18. L'article 106 est modifié par l'ajout de l'article 106.1, après l'article 106, de ce qui suit :</p>	<p>The section 106 and the following subsections are amended and the following subsections are added thereto:</p>	<p>Amendment to section 106</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>106.1 (1) Le présent article, «out d'après le paragraphe (10) qui donne le paragraphe (10) de la loi sur les appels, qui stipule que, compte tenu des modifications de circonstance, la partie XXVII, tout les articles 819 à 829 et 839 à 849.</p>	<p>(10) In this section, "appeal court" has the meaning given that expression in subsection 100(1).</p>	<p>Definition of "appeal court"</p>
<p>Déclaration de l'Assemblée législative</p>	<p>109.1 et 110 avec les lois et programmes provinciaux sur la chasse, le contrôle de la pêche et le maintien des terres à l'agriculture et la formation aux règles de sécurité des véhicules à moteur.</p>	<p>109.1 and 110 with the laws and programs of provincial administration by province of provincial laws and programs relating to game hunting, fishing, and safety training.</p>	<p>Amendment to sections 109.1 and 110</p>

Appeal to appeal court in certain cases	cate and the firearms officer shall immediately comply with the order.	(19) Le préposé aux armes à feu qui fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (18) peut en appeler de la décision devant la cour d'appel, qui applique, compte tenu des adaptations de circonstance, la partie XXVII, sauf les articles 816 à 819 et 829 à 838.	Appels à la cour d'appel en certains cas
Definition of "appeal court"	(20) In this section, "appeal court" has the meaning given that expression in subsection 100(11)."	(20) Au présent article, «cour d'appel» a le sens que lui donne le paragraphe 100(11).»	Définition de «cour d'appel»
Firearms acquisition certificate for other persons	17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 106 thereof, the following section:	17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :	
Application	<p>“106.1 (1) Notwithstanding subsection 106(2), the Governor in Council may make regulations prescribing the persons, other than individuals, or classes of such persons to which firearms acquisition certificates may be issued, and subsections 106(1), (5) to (7), (9) to (11) and (13) to (20) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of firearms acquisition certificates issued to such persons.</p> <p>(2) An application for a firearms acquisition certificate by a person or a member of a class of persons prescribed pursuant to subsection (1) shall be made to a firearms officer in a form prescribed by the Commissioner.”</p>	<p>«106.1 (1) Nonobstant le paragraphe 106(2), le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les personnes morales et les catégories de personnes morales qui peuvent être titulaires d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu. Les paragraphes 106(1) et (5) à (7), (9) à (11) et (13) à (20) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.</p> <p>(2) La demande d'autorisation d'acquisition d'armes à feu visée au paragraphe (1) est présentée à un préposé aux armes à feu; elle est rédigée en la forme prescrite par le commissaire.»</p>	Détermination des titulaires d'autorisations d'acquisition d'armes à feu
Agreements with provinces	18. Section 108 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	18. L'article 108 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	<p>“108. The <u>Minister of Justice of Canada</u>, with the approval of the Governor in Council, may enter into agreements with the governments of the provinces for the coordination, to the maximum extent possible, of the administration of sections 106, 106.1, 109, 109.1 and 110 with the administration by provinces of provincial laws and programs relating to game hunting, firearms competency testing and firearms safety training.”</p>	<p>«108. Le <u>ministre de la Justice du Canada</u> peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords avec les gouvernements des provinces pour coordonner, dans toute la mesure possible, l'application des articles 106, 106.1, 109, 109.1 et 110 avec les lois et programmes provinciaux sur la chasse, le contrôle de l'aptitude au maniement des armes à feu et la formation aux règles de sécurité relatives à celles-ci.»</p>	Accords avec les provinces

Clause 17: New.

Article 17. — Nouveau.

Clause 18: Section 108 at present reads as follows:

Article 18. — Texte actuel de l'article 108 :

"108. The Solicitor General of Canada, with the approval of the Governor in Council, may enter into agreements with the governments of the provinces for the coordination, to the maximum extent possible, of the administration of sections 106, 109 and 110 with the administration by provinces of provincial laws and programs relating to game hunting, firearms competency testing and firearms safety training."

"108. Le solliciteur général du Canada peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec les gouvernements des provinces pour coordonner, en autant que faire se peut, l'administration des articles 106, 109 et 110 avec celle des lois et programmes provinciaux sur la chasse, le contrôle de l'aptitude au maniement des armes à feu et l'entraînement à leur maniement."

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 185 (Sch. III, item 3(F))

19. (1) Paragraphs 109(3)(a) and (b) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“a) le requérant est titulaire d’une autorisation d’acquisition d’armes à feu et, dans le cas d’un particulier, est âgé d’au moins dix-huit ans,

b) l’arme à autorisation restreinte visée par la demande porte un numéro de série permettant de la différencier ou, dans le cas d’une arme à feu historique qui n’a pas de numéro, la description qui en est faite dans la demande est exacte,”

(2) Subparagraph 109(3)(c)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) for use in target practice under the auspices of a shooting club approved for the purposes of this section by the Attorney General of the province in which the premises of the shooting club are located or by an agent specially designated by that Attorney General in writing for the purpose of this subsection, or”

(3) Paragraph 109(3)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) will form part of a gun collection of the applicant who is a genuine gun collector and who has complied with any regulations relating to the storage of restricted weapons made pursuant to paragraph 116(g), or”

(4) Section 109 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsections:

Idem “(4.1) A registration certificate may only be issued in respect of a restricted weapon described in paragraph (c.1) of the definition “restricted weapon” in subsection 84(1) where a local registrar of firearms, in addition to the matters referred to in subsection (3),

19. (1) Les alinéas 109(3)a) et b) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) le requérant est titulaire d’une autorisation d’acquisition d’armes à feu et, dans le cas d’un particulier, est âgé d’au moins dix-huit ans,

b) l’arme à autorisation restreinte visée par la demande porte un numéro de série permettant de la différencier ou, dans le cas d’une arme à feu historique qui n’a pas de numéro, la description qui en est faite dans la demande est exacte,»

(2) Le sous-alinéa 109(3)c)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) pour le tir à la cible, sous les auspices d’un club de tir approuvé pour l’application du présent article par le procureur général de la province où les locaux du club sont situés ou par son mandataire spécialement désigné par écrit pour l’application du présent paragraphe,»

(3) L’alinéa 109(3)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) le requérant est un véritable collectionneur d’armes à feu, il destine l’arme à autorisation restreinte visée par la demande à sa collection et il s’est conformé aux règlements pris en vertu de l’alinéa 116g) sur l’entreposage de telles armes;»

(4) L’article 109 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Idem “(4.1) Le certificat d’enregistrement d’une arme à autorisation restreinte visée à l’alinéa c.1) de la définition de cette expression au paragraphe 84(1) ne peut être délivré que si le registraire local d’armes à feu :

a) inscrit sur la copie de la demande de certificat envoyée au commissaire con-

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 185, ann. III, n° 3 (F)

Clause 19: (1) Paragraphs 109(3)(a) and (b) of the French version at present read as follows:

“(3) Les certificats d'enregistrement ne peuvent être délivrés que si un registraire local d'armes à feu indique, sur la copie de la demande envoyée au commissaire, conformément au paragraphe (5), que :

- a) d'une part, le requérant est titulaire d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu et, dans le cas d'un particulier, est âgé d'au moins dix-huit ans;
- b) d'autre part, l'arme à autorisation restreinte visée par la demande porte un numéro de série permettant de la différencier ou, dans le cas d'une arme à feu historique qui n'a pas de numéro, la description qui en est faite dans la demande est exacte.”

(2) Subparagraph 109(3)(c)(iii) at present reads as follows:

“(iii) for use in target practice under the auspices of a shooting club approved for the purposes of this section by the Attorney General of the province in which the premises of the shooting club are located, or”

(3) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4) New.

Article 19, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 109(3) :

«(3) Les certificats d'enregistrement ne peuvent être délivrés que si un registraire local d'armes à feu indique, sur la copie de la demande envoyée au commissaire, conformément au paragraphe (5), que :

- a) d'une part, le requérant est titulaire d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu et, dans le cas d'un particulier, est âgé d'au moins dix-huit ans;
- b) d'autre part, l'arme à autorisation restreinte visée par la demande porte un numéro de série permettant de la différencier ou, dans le cas d'une arme à feu historique qui n'a pas de numéro, la description qui en est faite dans la demande est exacte.»

(2). — Texte actuel du passage visé de l'alinéa 109(3)c) :

«c) le requérant requiert l'arme à autorisation restreinte visée par la demande pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- (iii) pour le tir à la cible, sous les auspices d'un club de tir approuvé pour l'application du présent article par le procureur général de la province où les locaux du club sont situés,»

(3). — Texte actuel de l'alinéa 109(3)d) :

«d) le requérant est un véritable collectionneur d'armes à feu et il destine l'arme à autorisation restreinte visée par la demande à sa collection.»

(4). — Nouveau.

(a) indicates on the copy of the application that is sent to the Commissioner pursuant to subsection (5) that the restricted weapon will form part of a gun collection of the applicant who is a genuine gun collector whose collection includes one or more restricted weapons described in that paragraph; and

(b) describes all alterations that have been made to the restricted weapon to enable it to fire only one projectile with one pressure of the trigger.

(4.2) Where the description of the alterations referred to in paragraph (4.1)(b) changes in respect of a restricted weapon, the holder of the restricted weapon registration certificate that relates to the weapon shall immediately apply for an amended registration certificate.”

20. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 109 thereof, the following section:

“109.1 Notwithstanding paragraphs 109(3)(a) and (d), the Governor in Council may make regulations prescribing the persons other than individuals, or classes of such persons, to which restricted weapon registration certificates may be issued, and subsections 109(1) to (3) and (5) to (8) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of registration certificates issued to such persons.”

21. (1) Subsection 110(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“110. (1) A permit that authorizes a person to possess a particular restricted weapon, whether or not that person is the person mentioned in the registration certificate issued in respect of the weapon, elsewhere than at the place at which the person is otherwise entitled to possess it, as indicated on the registration certificate issued in respect thereof, may be issued by the Commissioner, the Attorney General of a province, a chief provincial firearms officer or a member of a class of persons

formément au paragraphe (5), outre ce que prévoit le paragraphe (3), que l'arme est destinée à la collection d'armes à feu du requérant, laquelle compte une ou plusieurs armes à autorisation restreinte définies à cet alinéa, le requérant étant un véritable collectionneur d'armes à feu;

b) décrit toutes les modifications apportées à l'arme à autorisation restreinte afin qu'elle ne puisse tirer qu'un seul projectile pendant la durée d'une pression sur la détente.

(4.2) Le titulaire d'un certificat d'enregistrement d'une arme à autorisation restreinte doit demander sans délai un certificat d'enregistrement modifié dans le cas de changements aux modifications décrites à l'alinéa (4.1)b).»

20. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 109, de ce qui suit :

«109.1 Par dérogation aux alinéas 109(3)a) et d), le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les personnes morales et les catégories de personnes morales qui peuvent être titulaires d'un certificat d'enregistrement d'armes à autorisation restreinte; les paragraphes 109(1) à (3) et (5) à (8) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.»

21. (1) Le paragraphe 110(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«110. (1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des préposés aux armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne, même si elle n'est pas le titulaire du certificat d'enregistrement de l'arme, à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en particulier en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour

Changes

Registration certificate for other persons

Permit to carry restricted weapon

Changement

Détermination des titulaires d'un certificat d'enregistrement

Permis de port d'armes à autorisation restreinte

...this permit is valid, and revocation ...
...it is declared void by the ...

(2) L'article 110 de la même loi est modifié ...

(1) Les personnes visées au paragraphe (1) peuvent détenir un permis de port d'arme autorisant une personne qui ne ...

Clause 20: New.

(1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.

Clause 21: (1) Subsection 110(1) at present reads as follows:

"110. (1) A permit authorizing a person to have in his possession a restricted weapon elsewhere than at the place at which he is otherwise entitled to possess it, as indicated on the registration certificate issued in respect thereof, may be issued by the Commissioner, the Attorney General of a province, a chief provincial firearms officer or a member of a class of persons that has been designated in writing for that purpose by the Commissioner or the Attorney General of a province and shall remain in force until the expiration of the period for which it is expressed to be issued, unless it is sooner revoked."

(1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.

...that has been designated in writing for ...
...for the purpose of the Commission or the ...
...Attorney General of a province, and ...
...remain in force until the expiration of the ...
...period for which it is expressed to be ...
...issued unless it is revoked before the ...
...expiration ...

(2) Section 110 of the said Act is amended by adding therein immediately after subsection (1) thereof the following subsection:

(2.1) A permit may be issued by a person authorized to issue a permit under subsection (1) that authorizes a person who does not reside in Canada to possess a restricted weapon at the place specified in the permit if a target shooting competition is held under the auspices of a teaming club referred to in subsection (1) of this section, and the permit is expressed to be issued, unless it is revoked before that expiration ...

Article 20. — Nouveau.

(1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.

Article 21, (1). — Texte actuel du paragraphe 110(1) :

"110. (1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré."

(1) Le commissaire, le procureur général d'une province, le chef provincial des armes à feu ou les personnes d'une catégorie désignée par écrit à cette fin par le commissaire ou le procureur général d'une province peuvent délivrer un permis autorisant une personne à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte en un lieu autre que celui où, en vertu du certificat délivré pour cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.

that has been designated in writing for that purpose by the Commissioner or the Attorney General of a province, and remains in force until the expiration of the period for which it is expressed to be issued, unless it is revoked before that expiration.”

(2) Section 110 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

“(2.1) A permit may be issued by a person authorized to issue a permit under subsection (1) that authorizes a person who does not reside in Canada to possess and carry between the places specified in the permit a particular restricted weapon for use in a target shooting competition that is held under the auspices of a shooting club referred to in subparagraph 109(3)(c)(iii), and remains in force until the expiration of the period for which it is expressed to be issued, unless it is revoked before that expiration.”

(3) Subsection 110(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(5) A permit to carry on a business described in subsection 105(1) or subparagraph 105(2)(b)(i) may be issued by the Commissioner, the Attorney General or the chief provincial firearms officer of the province where the business is or is to be carried on or by any person whom the Commissioner or the Attorney General designates in writing for that purpose, the fee payable on application for such a permit is the fee prescribed by regulation, and remains in force until the expiration of the period, not exceeding one year, for which it is expressed to be issued, unless it is revoked before that expiration.”

(4) Subsection 110(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(9) Permits mentioned in subsections (1), (2.1), (3), (4), (6) and (7) shall be issued without payment of a fee, but no permit mentioned in subsection (5) may be

cette arme, elle est en droit de la posséder; le permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.»

(2) L'article 110 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Les personnes visées au paragraphe (1) peuvent délivrer un permis de port d'arme autorisant une personne qui ne réside pas au Canada à avoir en sa possession et à transporter entre les lieux précisés dans le permis, une arme à autorisation restreinte en particulier pour son usage dans une compétition de tir à la cible sous les auspices d'un club visé au sous-alinéa 109(3)c)(iii); ce permis demeure valide, sauf révocation, jusqu'au terme de la période pour laquelle il est déclaré avoir été délivré.»

(3) Le paragraphe 110(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Le commissaire, le procureur général de la province où est située ou prévue l'entreprise, le chef provincial des préposés aux armes à feu de cette province ou toute personne que le commissaire ou le procureur général de la province nomme par écrit à cete fin peuvent délivrer des permis pour l'exploitation des entreprises visées au paragraphe 105(1) ou au sous-alinéa 105(2)b)(i); ces permis demeurent valides, sauf révocation, jusqu'au terme de la période maximale d'un an pour laquelle ils sont déclarés avoir été délivrés et les frais payables lors de la demande sont ceux prévus par règlement.»

(4) Le paragraphe 110(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(9) La délivrance des permis visés aux paragraphes (1), (2.1), (3), (4), (6) et (7) n'est assortie d'aucuns frais, mais les permis visés au paragraphe (5) ne sont

Temporary permit to carry

Permis temporaire de port d'armes

Permit to carry on business

Permis d'exploiter une entreprise

Where no fee payable and fee for business permits

Permis assortis ou non de frais de délivrance

(2) New.

(4) This amendment, which would add the underlined cross-reference, is consequential on the amendment proposed by subclause (2).

(3) Subsection 110(5) at present reads as follows:

"(5) A permit to carry on a business described in subsection 105(1) or subparagraph 105(2)(b)(i) may be issued by the Commissioner, the Attorney General or the chief provincial firearms officer of the province where the business is or is to be carried on or by any person whom the Commissioner or the Attorney General designates in writing for that purpose and shall remain in force until the expiration of the period, not exceeding one year, for which it is expressed to be issued, unless it is sooner revoked."

(2). — Nouveau.

(2) — Nouveau. (2) Subsection 110(5) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereat immediately after that paragraph the following paragraph:

(3). — Texte actuel du paragraphe 110(5) :

«(5) Le commissaire, le procureur général de la province où est située ou prévue l'entreprise, le chef provincial des préposés aux armes à feu de cette province ou toute personne que le commissaire ou le procureur général de la province nomme par écrit à cette fin peuvent délivrer des permis pour l'exploitation des entreprises visées au paragraphe 105(1) ou au sous-alinéa 105(2)(b)(i); ces permis demeurent valides, sauf révocation, jusqu'au terme de la période maximale d'un an pour laquelle ils sont déclarés avoir été délivrés.»

(4). — Découle du paragraphe (2).

(4). — Découle du paragraphe (2). (4) This amendment, which would add the underlined cross-reference, is consequential on the amendment proposed by subclause (2).

issued unless the application therefor is accompanied by the fee prescribed by regulation.”

délivrés que lorsque les frais prévus, par règlement, pour leur délivrance accompagnent la demande.»

(5) Subsection 110(10) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

(5) Le paragraphe 110(10) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa b), de ce qui suit :

“(b.1) a permit that authorizes a person who does not reside in Canada to possess and carry a restricted weapon for use in a target shooting competition as mentioned in subsection (2.1), or”

«b.1) le permis de port d’arme visé au paragraphe (2.1) autorisant une personne qui ne réside pas au Canada à avoir en sa possession une arme à autorisation restreinte et à la transporter pour son usage dans une compétition de tir à la cible;»

22. Section 111 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. L’article 111 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Agreements with provinces

“111. The Minister of Justice of Canada, with the approval of the Governor in Council, may enter into agreements with the governments of the provinces providing for payments by Canada to the provinces in respect of costs actually incurred by the provinces in the administration of sections 105, 106 and 106.1 and subsection 110(5).”

«111. Le ministre de la Justice du Canada peut, avec l’agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement d’une province prévoyant le paiement par le Canada des dépenses effectivement engagées par celle-ci pour l’application des articles 105, 106 et 106.1 ainsi que du paragraphe 110(5).»

Accords avec les provinces

23. The heading preceding section 112 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

23. L’intertitre qui précède l’article 112 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“Refusal to Issue and Revocation of Registration Certificates and Permits, Revocation of Firearms Acquisition Certificates and Appeals”

«Refus de délivrance ou révocation des certificats d’enregistrement et permis, révocation des autorisations d’acquisition d’armes à feu et appels»

24. (1) Section 112 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

24. (1) L’article 112 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Revocation of firearms acquisition certificate

“(2.1) A firearms officer may revoke a firearms acquisition certificate where the firearms officer has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of the holder of the firearms acquisition certificate or of any other person that the holder not acquire a firearm.”

“(2.1) Le préposé aux armes à feu peut révoquer une autorisation d’acquisition d’armes à feu lorsque sont portées à sa connaissance des faits susceptibles de rendre souhaitable, pour la sécurité du titulaire de l’autorisation d’acquisition d’armes à feu ou pour celle d’autrui, que celui-ci ne soit pas autorisé à acquérir une arme à feu.»

Révocation d’une autorisation d’acquisition

(5) New.

Clause 22: Section 111 at present reads as follows:

"111. The Solicitor General of Canada, with the approval of the Governor in Council, may enter into agreements with the governments of the provinces providing for payments by Canada to the provinces in respect of costs actually incurred by the provinces in the administration of sections 105, 106 and subsection 110(5)."

Clause 23: This amendment would add the underlined words and is consequential on the amendments proposed by clause 24.

Clause 24: (1) New.

(5). — Nouveau.

Article 22. — Texte actuel de l'article 111 :

«111. Le solliciteur général du Canada peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec les gouvernements des provinces prévoyant le paiement par le Canada des dépenses effectivement engagées par les provinces dans l'administration des articles 105, 106 et du paragraphe 110(5).»

Article 23. — Découle de l'article 24.

Article 24, (1). — Nouveau.

(2) Subsections 112(5) and (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Notice to be given

“(5) Where a registration certificate, permit or firearms acquisition certificate is revoked or the issue of any registration certificate or permit is refused under this section, the person by whom it is revoked or by whom its issue is refused shall give notice to the holder of the registration certificate, permit or firearms acquisition certificate or the applicant therefor, as the case may be, in writing, of the revocation or refusal and of the reasons therefor and shall include in the notification a copy or an extract of the provisions of this section.

Disposal of restricted weapons, etc.

(6) A notice under subsection (5) shall (a) specify a reasonable period within which the person affected by the revocation or refusal may surrender to a police officer or otherwise lawfully dispose of any restricted weapon, firearm or ammunition in respect of which the notice applies, and during which that person is not liable to prosecution by reason only that the person possesses the restricted weapon, firearm or ammunition during that period of time; and (b) state that if that person fails to dispose of the restricted weapon, firearm or ammunition within the period specified in the notice, the restricted weapon, firearm or ammunition is forfeited to Her Majesty and must be surrendered to a police officer or firearms officer to be disposed of as the Attorney General directs.”

(3) Subparagraph 112(11)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) cancel the revocation of the registration certificate, permit or firearms acquisition certificate or direct that a registration certificate or permit be issued to the applicant therefor, as the case may be, or”

(2) Les paragraphes 112(5) et (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Notification

«(5) La personne qui révoque ou refuse de délivrer, en vertu du présent article, une autorisation d'acquisition d'armes à feu, un permis ou un certificat d'enregistrement donne au titulaire ou au requérant, selon le cas, un avis écrit de cette révocation ou de ce refus en y indiquant les motifs; elle y joint une copie ou un extrait des dispositions du présent article.

Disposition des armes

(6) L'avis prévu au paragraphe (5) doit : (a) accorder un délai raisonnable pendant lequel la personne visée par la révocation ou le refus peut se départir légalement des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions indiquées dans l'avis, notamment en les remettant à un officier de police, sans qu'une poursuite ne puisse être intentée contre elle pour possession de ces armes ou de ces munitions; (b) indiquer qu'à défaut pour cette personne de se départir dans le délai mentionné des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions qu'elle a en sa possession, celles-ci seront confisquées au profit de Sa Majesté et devront être remises à un officier de police ou à un préposé aux armes à feu afin qu'il en soit disposé selon les instructions du procureur général.»

(3) Le sous-alinéa 112(11)b(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) soit annuler la révocation du certificat d'enregistrement, du permis ou de l'autorisation d'acquisition d'armes à feu ou ordonner qu'un certificat d'enregistrement ou un permis, selon le cas, soit délivré au requérant,»

(2) Subsections 112(5) and (6) at present read as follows:

“(5) Where a registration certificate or permit is revoked or the issue of any registration certificate or permit is refused under this section, the person by whom it is revoked or by whom its issue is refused shall notify the holder of the registration certificate or permit or the applicant therefor, as the case may be, in writing of the revocation or refusal and of his reasons therefor and shall include in the notification a copy or an extract of the provisions of this section.

(6) A notice under subsection (5) shall specify therein a reasonable period of time within which the person affected by the revocation or refusal may surrender to a police officer or otherwise lawfully dispose of any restricted weapon, firearm or ammunition lawfully possessed by him prior to the revocation or refusal the possession of which by him has thereby become unlawful, and such person is not liable to prosecution by reason only of his having the restricted weapon, firearm or ammunition in his possession during that period of time.”

(2). — Texte actuel des paragraphes 112(5) et (6) :

«(5) La personne qui révoque ou refuse de délivrer, en vertu du présent article, un permis ou un certificat d'enregistrement donne au titulaire ou au requérant qui les sollicite, selon le cas, un avis écrit de cette révocation ou de ce refus en y indiquant les motifs; elle y joint une copie ou un extrait des dispositions du présent article.

(6) L'avis prévu au paragraphe (5) doit indiquer qu'un délai raisonnable, lequel doit être spécifié, est accordé à la personne visée par la révocation ou le refus pour disposer légalement, en les remettant à un officier de police ou autrement, des armes à autorisation restreinte, autres armes à feu ou munitions qu'elle possédait jusqu'alors légitimement mais qu'elle ne peut plus légalement avoir en sa possession. Pendant ce délai, aucune poursuite ne peut être intentée contre elle pour possession de ces armes ou munitions.»

(3) Subparagraph 112(11)(b)(i) at present reads as follows:

“(i) cancel the revocation of the registration certificate or permit or direct that a registration certificate or permit be issued to the applicant therefor, as the case may be, or”

(3). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 112(11) :

«(11) Sur audition d'un appel en vertu du paragraphe (8), le juge de la cour provinciale peut, selon le cas :

...
b) admettre l'appel et :

(i) soit annuler la révocation du certificat d'enregistrement ou du permis ou ordonner qu'un certificat d'enregistrement ou un permis, selon le cas, soit délivré au requérant,»

25. Paragraph 113(4)(a) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) being a holder of a registration certificate, permit or firearms acquisition certificate that is revoked in accordance with this Part, or”

26. Paragraph 116(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) prescribing the fees to be paid to Her Majesty in right of Canada on issuance of certificates mentioned in section 106 or 106.1 or on filing applications for permits mentioned in subsection 110(5);”

27. Section 117 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**117.** The Commissioner shall, within five months after the end of each year and at such other times as the Solicitor General of Canada may, in writing, request, submit to the Solicitor General a report, in such form and setting forth such information as the Solicitor General may direct, with regard to the administration of the provisions of this Part respecting firearms acquisition certificates, registration certificates and permits and the information contained in the registry maintained pursuant to section 114, and the Solicitor General shall cause each report to be laid before Parliament on any of the first fifteen days on which Parliament is sitting after the Solicitor General receives it.”

28. Section 491 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**491.** (1) Subject to subsection (2), where it is determined by a court that a weapon or ammunition was used in the commission of an offence or that a person has committed an offence under section 91 with respect to a restricted weapon, and the weapon or ammunition has been seized and detained, the weapon or ammunition is forfeited and may be dealt with as the court that makes the determination directs.”

25. L'alinéa 113(4)a) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(a) being a holder of a registration certificate, permit or firearms acquisition certificate that is revoked in accordance with this Part, or»

26. L'alinéa 116e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) établir les frais payables à Sa Majesté du chef du Canada pour la délivrance des autorisations d'acquisition d'armes à feu visées aux articles 106 et 106.1 et les demandes de permis visés au paragraphe 110(5).»

27. L'article 117 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**117.** Le commissaire, dans les cinq premiers mois de chaque année et, en sus, chaque fois que le solliciteur général du Canada en fait la demande par écrit, lui remet un rapport rédigé en la forme et contenant les renseignements qu'il exige en matière d'application des dispositions de la présente partie relatives aux autorisations d'acquisition d'armes à feu, aux certificats d'enregistrement et aux permis ainsi que les renseignements contenus dans le registre des armes à feu tenu conformément à l'article 114. Le solliciteur général du Canada fait déposer chacun de ces rapports devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celui-ci suivant sa réception.»

28. L'article 491 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**491.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un tribunal décide qu'une arme ou que des munitions ont été employées pour la perpétration d'une infraction ou qu'une personne a commis une infraction visée à l'article 91, l'arme ou les munitions qui ont été saisies et retenues sont confisquées et il doit en être disposé de la manière qu'ordonne le tribunal qui rend la décision.”

Report to
Parliament

Rapport au
Parlement

Forfeiture of
weapons and
ammunition

Confiscation
des armes et
des munitions

Clause 25: This amendment, which would add the underlined words, is consequential on the amendments proposed by clause 24.

Clause 26: Paragraph 116(e) at present reads as follows:

“(e) prescribing the fees to be paid to Her Majesty in right of Canada on filing applications for permits mentioned in subsection 110(5);”

Clause 27: Section 117 at present reads as follows:

“117. The Commissioner shall, within three months after the end of each year and at such other times as the Solicitor General of Canada may, in writing, request, submit to the Solicitor General a report, in such form and setting forth such information as the Solicitor General may direct, with regard to the administration of the provisions of this Part respecting firearms acquisition certificates, registration certificates and permits and the information contained in the registry maintained pursuant to section 114, and the Solicitor General shall cause each report to be laid before Parliament within fifteen days after the receipt thereof by him, or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.”

Clause 28: Section 491 at present reads as follows:

“491. (1) Where it is determined by a court that a weapon was used in the commission of an offence and that weapon has been seized and detained, the weapon is, subject to subsection (2), forfeited and may be dealt with as the court that makes the determination directs.

(2) If the court by which a determination referred to in subsection (1) is made is satisfied that the lawful owner of a weapon that, but for this subsection, would be forfeited by virtue of the determination, was not a party to the offence and had no reason to believe that the weapon would or might be used in the commission of an offence, the court shall order the weapon returned to the lawful owner thereof or the proceeds of any sale thereof to be paid to him.

(3) Where any weapon to which this section applies is sold, the proceeds of the sale shall be paid to the Attorney General or, where an order is made under subsection (2), to the person who was, immediately prior to the sale, the lawful owner of the weapon.”

Article 25. — Découle de l'article 24.

Article 26. — Texte actuel du passage visé de l'article 116 :

«116. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

e) établir les frais payables à Sa Majesté du chef du Canada pour les demandes de permis visés au paragraphe 110(5);»

Article 27. — Texte actuel de l'article 117 :

«117. Le commissaire, dans les trois premiers mois de chaque année et, en sus, à chaque fois que le solliciteur général du Canada en fait la demande par écrit, lui remet un rapport rédigé en la forme et contenant les renseignements qu'il exige en matière d'application des dispositions de la présente partie relatives aux autorisations d'acquisition d'armes à feu, aux certificats d'enregistrement contenus dans le registre des armes à feu tenu conformément à l'article 114. Le solliciteur général du Canada voit à ce que chacun de ces rapports soit déposé devant le Parlement dans les quinze jours de leur réception ou, le cas échéant, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs.»

Article 28. — Texte actuel de l'article 491 :

«491. (1) Lorsqu'un tribunal décide qu'une arme a été employée pour la commission d'une infraction et que cette arme a été saisie et retenue, l'arme, sous réserve du paragraphe (2), est confisquée et doit être traitée de la manière qu'ordonne le tribunal qui rend la décision.

(2) Si le tribunal qui rend une décision visée au paragraphe (1) est convaincu que le légitime propriétaire d'une arme, qui, n'eût été le présent paragraphe, aurait été confisquée en raison de la décision, n'a pas participé à l'infraction et n'avait aucune raison de croire que l'arme serait ou pourrait être employée pour la commission d'une infraction, il ordonne que l'arme soit rendue à son légitime propriétaire ou que le produit de la vente de celle-ci soit versé à ce dernier.

(3) Lorsqu'une arme à laquelle s'applique le présent article est vendue, le produit de la vente est versé au procureur général ou, lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (2), à la

Return to
lawful owners

(2) If the court by which a determination referred to in subsection (1) is made is satisfied that the lawful owner of the weapon or ammunition was not a party to the offence and had no reason to believe that the weapon or ammunition would or might be used in the commission of an offence, the court shall order the weapon or ammunition returned to the lawful owner thereof or the proceeds of any sale thereof to be paid to that owner.

(2) Si le tribunal qui rend une décision visée au paragraphe (1) est convaincu que le propriétaire légitime des armes ou des munitions n'a pas participé à l'infraction et n'avait aucune raison de croire que ces armes ou munitions seraient ou pourraient être employées pour la perpétration d'une infraction, il ordonne qu'elles soient rendues à leur propriétaire légitime ou que le produit de leur vente soit versé à ce 10 dernier.

Restitution au
propriétaire

Application of
proceeds

(3) Where any weapon or ammunition in respect of which this section applies is sold, the proceeds of the sale shall be paid to the Attorney General or, where an order is made under subsection (2), to the person who was, immediately prior to the sale, the lawful owner of the weapon or ammunition."

(3) Sous réserve du paragraphe (2), le produit de la vente, en vertu du présent article, d'une arme ou de munitions est versé au procureur général.» 15

Emploi du
produit

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Transitional

29. Notwithstanding subsection 48(1) of the *Criminal Law Amendment Act, 1977*, a permit issued under subsection 110(5) of the *Criminal Code* or under section 97 of the *Criminal Code*, as that section read immediately before the coming into force of section 3 of the *Criminal Law Amendment Act, 1977*, ceases to be in force or have any effect on the earliest of

- (a) the day that is ninety days after the coming into force of this section, 30
- (b) the day on which the permit is revoked, and
- (c) in the case of a permit that is expressed to be issued for a specified period, the expiration of that period. 35

29. Malgré le paragraphe 48(1) de la *Loi de 1977 modifiant le droit pénal*, un permis délivré en vertu du paragraphe 110(5) du *Code criminel* ou de l'article 97 du *Code criminel*, avant la modification de cet article par l'article 3 de la *Loi de 1977 modifiant le droit pénal*, cesse d'être en vigueur à la première des dates suivantes :

- a) dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du présent article; 25
- b) à sa révocation;
- c) à son expiration, dans le cas d'un permis d'une période déterminée.

Échéance des
permis

Amnesty
periods

30. (1) Where the Governor in Council, either before or after the coming into force of this section, by order specifies a period of time as an amnesty period with respect to any prohibited weapon referred to in paragraph (c) of the definition "prohibited weapon" in subsection 84(1) of the *Criminal Code* that, prior to the coming into force of this section, had been altered to fire only one projectile with one pressure of the trigger, no person who, during that period, delivers such a weapon to a peace officer, local registrar of firearms or firearms officer for registration

30. (1) Au cours d'un délai fixé, avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, par décret du gouverneur en conseil établissant une amnistie à l'égard de la possession d'une arme prohibée visée à l'alinéa c) de la définition de cette expression au paragraphe 84(1) du *Code criminel* qui, avant l'entrée en vigueur du présent article, a été modifiée pour ne tirer qu'un seul projectile pendant la durée d'une pression sur la détente, toute personne qui remet une telle arme à un agent de la paix, à un registraire local d'armes à feu ou à un préposé aux armes à feu, notam-

Délai d'amnis-
tie

or destruction or other disposition as provided in the order is, by reason only of the fact that the person was in possession of the weapon prior to the delivery or by reason only of the fact that the person transported the weapon for purposes of the delivery, guilty of an offence under section 90 of that Act, as it read before the coming into force of this section.

ment pour enregistrement ou destruction aux termes de l'ordonnance, ne peut être déclarée coupable d'une infraction à l'article 90 de cette loi, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, du seul fait qu'elle était en possession de l'arme avant ou pendant le transport pour la remettre.

Idem

(2) Any proceedings taken under section 90 of the *Criminal Code*, as that section read before the coming into force of this section, against any person for any action taken by the person in reliance on subsection (1) following any order referred to therein are a nullity.

(2) Il ne peut, sous peine de nullité, être intenté aucune procédure en vertu de l'article 90 du *Code criminel*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, contre quiconque ayant agi en conformité avec le paragraphe (1), postérieurement au décret qui y est mentionné.

Idem

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

Customs Tariff

Tarif des douanes

R.S., c. 41 (3rd Supp.)

L.R., ch. 41 (3^e suppl.)

31. (1) All that portion of code 9965 of Schedule VII to the *Customs Tariff* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

31. (1) Le passage du code 9965 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“9965. Offensive weapons as defined in the *Criminal Code*, or devices defined as “prohibited weapons” for the purposes of Part III of that Act, but this code does not affect in any manner:”

«9965. Armes offensives tel que défini par le *Code criminel* ou dispositif au sens donné à cette expression à la définition de «arme prohibée» aux fins de la partie III de cette loi, mais le présent code ne touche d'aucune façon :»

(2) Paragraphs (b) and (c) of code 9965 of Schedule VII to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les alinéas b) et c) du code 9965 de l'annexe VII de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(b) restricted weapons as defined for the purposes of Part III of the *Criminal Code* imported by

«b) les armes à autorisation restreinte, au sens de la partie III du *Code criminel*, importées par une personne :

(i) a person who is not a resident of Canada and who holds a permit issued under subsection 110(2.1) or (3) of that Act, or

(i) qui ne réside pas au Canada et est titulaire d'un permis délivré en vertu des paragraphes 110(2.1) ou (3) de cette loi,

(ii) a person who is a resident of Canada and who holds a permit issued under subsection 110(3) of that Act or a firearms acquisition certificate as defined for the purposes of that Part and a permit issued under subsection 110(4) of that Act;

(ii) qui réside au Canada et est titulaire soit d'un permis délivré en vertu du paragraphe 110(3) de cette loi, soit d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu au sens de la partie III de cette loi et d'un permis délivré en vertu du paragraphe 110(4) de cette loi;

(c) firearms, other than prohibited or restricted weapons as defined for the

c) les armes à feu qui ne sont ni des armes prohibées ni des armes à autorisa-

Customs Tariff

Clause 31: (1) The relevant portion of code 9965 of Schedule VII at present reads as follows:

“9965. Offensive weapons as defined in the *Criminal Code*, but this code does not affect in any manner:”

(2) Paragraphs (b) and (c) of code 9965 of Schedule VII at present read as follows:

“(b) restricted weapons as defined for the purposes of Part III of the *Criminal Code* imported by

(i) a person who is a resident of Canada who holds a permit issued to him under subsection 110(3) of that Act or a firearms acquisition certificate as defined for the purposes of Part III of that Act and a permit issued to him under subsection 110(4) of that Act, or

(ii) a person who is not a resident of Canada and who holds a permit issued to him under subsection 110(3) of that Act;

(c) firearms other than prohibited or restricted weapons as defined for the purposes of Part III of the *Criminal Code*, imported by a person who is not a resident of Canada or by a person who is resident of Canada, who acquired the firearms outside Canada and who holds a firearms acquisition certificate as defined for the purposes of Part III of that Act;”

Tarif des douanes

Article 31, (1). — Texte actuel du passage visé du code 9965 de l'annexe VII :

«9965. Armes offensives, définies par le *Code criminel*, mais le présent code ne touche d'aucune façon :»

(2). — Texte actuel des alinéas b) et c) du code 9965 de l'annexe VII :

«b) les armes à autorisation restreinte, au sens de la partie III du *Code criminel*, importées par :

(i) une personne qui réside au Canada et est titulaire d'un permis délivré en vertu du paragraphe 110(3) de cette loi ou une autorisation d'acquisition d'armes à feu, telle que définie aux fins de la partie III de cette loi et un permis délivré en vertu du paragraphe 110(4) de cette loi,

(ii) une personne qui ne réside pas au Canada et qui est titulaire d'un permis délivré en vertu du paragraphe 110(3) de cette loi;

c) les armes à feu qui ne sont ni des armes prohibées, ni des armes à autorisation restreinte, au sens de la partie III du *Code criminel*, importées par une personne qui ne réside pas au Canada et qui est titulaire d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu telle que définie aux fins de la partie III de cette loi;»

purposes of Part III of the *Criminal Code* imported by

- (i) a person who is not a resident of Canada,
- (ii) a person who is a resident of Canada, who acquired the firearms outside Canada and who holds a firearms acquisition certificate as defined for the purposes of that Part, or
- (iii) a person who is a resident of Canada and who did not acquire the firearm outside Canada;”

COMING INTO FORCE

32. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into force

tion restreinte au sens de la partie III du *Code criminel*, importées par une personne :

- (i) qui ne réside pas au Canada,
- (ii) qui réside au Canada, a acquis l'arme à l'extérieur du Canada et est titulaire d'une autorisation d'acquisition d'armes à feu au sens de la partie III de cette loi,
- (iii) une personne qui réside au Canada et n'a pas acquis l'arme à l'extérieur du Canada;»

ENTRÉE EN VIGUEUR

32. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates 15 fixées par décret du gouverneur en conseil. 15

Entrée en vigueur

C-81

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-81

An Act to implement the United Nations Convention on
Contracts for the International Sale of Goods

First reading, September 26, 1990

THE MINISTER OF JUSTICE

C-81

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-81

Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies
sur les contrats de vente internationale de marchandises

Première lecture le 26 septembre 1990

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

2nd Session, 34th Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

2^e session, 34^e législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-81

PROJET DE LOI C-81

An Act to implement the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods

Loi de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *International Sale of Goods Contracts Convention Act*.

1. *Loi sur la Convention relative aux contrats de vente internationale de marchandises*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“agent corporation”
«société mandataire»

“Convention”
«Convention»

“departmental corporation”
«établissement public»

2. In this Act, “agent corporation” has the same meaning as in Part X of the *Financial Administration Act*; “Convention” means the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods, as set out in the schedule; “departmental corporation” has the same meaning as in the *Financial Administration Act*.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
«Convention» La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, dont le texte est reproduit en annexe.
«établissement public» S'entend au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
«société mandataire» S'entend au sens de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Définitions

«Convention»
“Convention”

«établissement public»
“departmental corporation”

«société mandataire»
“agent corporation”

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Obligation de Sa Majesté

APPLICATION

APPLICATION

Convention has force of law

4. Subject to section 5, the Convention is declared to have the force of law in Canada

4. Sous réserve de l'article 5, la Convention a force de loi au Canada pendant la

Force de loi

which may be made by the Convention in respect of the contract.

which may be made by the Convention in respect of the contract.

1. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

1. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

2. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

2. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

ARTICLE 1

ARTICLE 1

1. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

1. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

ARTICLE 2

ARTICLE 2

2. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

2. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

ARTICLE 3

ARTICLE 3

3. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

3. The Convention applies to a contract for the sale of goods if the contract is concluded after the date of the Convention and if the contract is for the sale of goods of a kind which is ordinarily traded in international commerce.

ARTICLE 4

ARTICLE 4

4. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

4. The Convention does not apply to a contract for the sale of goods if the contract is for the sale of goods which are bought or sold in the course of operations which are not primarily concerned with the sale of goods.

during such period as, by its terms, the Convention is in force in respect of Canada.

durée de validité prévue par son dispositif pour ce pays.

Application

5. (1) The Convention applies in respect of contracts that are subject to the Convention and that are entered into by Her Majesty in right of Canada or on behalf of Her Majesty in right of Canada by any departmental corporation or agent corporation.

5. (1) La Convention s'applique aux contrats de vente de marchandises qui y sont visés et qui sont conclus soit par Sa Majesté du chef du Canada, soit pour son compte par les établissements publics ou les sociétés mandataires.

Champ d'application

Exclusion of Convention

(2) Parties to a contract to which the Convention would otherwise apply pursuant to subsection (1) may exclude its application in accordance with the terms of the Convention and, in particular, by providing in the contract that other law applies in respect of the contract.

(2) Les parties à ces contrats peuvent cependant, en conformité avec les dispositions de la Convention, les soustraire à l'application de celle-ci, notamment en y prévoyant leur assujettissement à un autre régime juridique.

Non-application

INCONSISTENT LAWS

CADRE LÉGISLATIF

Inconsistent laws

6. In the event of any inconsistency between the provisions of this Act or the Convention and the provisions of any other law, the provisions of this Act or the Convention prevail to the extent of the inconsistency.

6. Les dispositions de la présente loi et de la Convention l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute règle de droit.

Incompatibilité

COURTS

TRIBUNAUX

Jurisdiction

7. The Federal Court or any superior, district or county court is a court of competent jurisdiction for the purpose of the enforcement of this Act and the Convention.

7. La Cour fédérale et toute cour supérieure, de district ou de comté sont compétentes pour tout ce qui touche à l'application de la présente loi et de la Convention.

Compétence

PUBLICATION

PUBLICATION

Publication of notice

8. The Minister of Justice shall cause a notice of the day on which the Convention comes into force in respect of Canada and of the day on which it ceases to be in force to be published in the *Canada Gazette* within sixty days after it comes into force or ceases to be in force, and a notice so published shall be judicially noticed.

8. Le ministre de la Justice fait publier dans la *Gazette du Canada* avis des dates d'entrée en vigueur de la Convention et de sa cessation d'effet, pour le Canada, dans les soixante jours qui suivent. L'avis est admis d'office.

Avis

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

9. The Minister of Justice may make such regulations as are necessary for the purpose of carrying out or giving effect to any of the provisions of this Act or the Convention.

9. Le ministre de la Justice peut prendre les règlements nécessaires à l'application de la présente loi ou à l'exécution de tout ou partie de la Convention.

Règlements

1930

Commissaire de la République

Le 10 Mars 1930

Paris

Le 10 Mars 1930

Paris

Commissaire de la République

Le 10 Mars 1930

Paris

Commissaire de la République

Le 10 Mars 1930

Paris

COMING INTO FORCE

Coming into force

10. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

10. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

INCONSISTENT LAW

6. In the event of any law, including the provisions of this Act or the Convention and the provisions of any other law, being in conflict with the provisions of this Act or the Convention to the extent of the inconsistency...

LOI EN CONFLIT

6. En cas de conflit de la présente loi et de la Convention ou l'empiétement sur les dispositions incompatibles de toute autre loi...

COURTS

7. The Federal Court or any other court of appeal or court of original jurisdiction for the purpose of the enforcement of this Act and the Convention...

Tribunaux

7. La Cour fédérale ou toute autre cour supérieure de district ou de justice aux compétences pour tout ce qui touche à l'application de la présente loi et de la Convention...

PUBLICATION

8. The Minister of Justice shall cause notice of the day on which the Convention comes into force in respect of Canada and the day on which it ceases to be in force to be published in the Canada Gazette within three days after it comes into force or ceases to be in force and a notice so published shall be deemed to have been published...

Publication

8. Le ministre de la Justice fera publier dans la Gazette du Canada avec les dates d'entrée en vigueur de la Convention et de sa cessation d'effet, pour le Canada, dans les trois jours qui suivent, l'avis en adresse...

REGULATIONS

9. The Minister of Justice may make regulations as are necessary for the purpose of carrying out or giving effect to any of the provisions of this Act or the Convention.

Règlement

9. Le ministre de la Justice peut prescrire des règlements nécessaires à l'application de la présente loi ou à l'exécution de tout ou partie de la Convention.

where the terms of the contract are to be interpreted in the light of the law of the country of the contract.

ARTICLE 5

CONTRACTS

1. The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

2. The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

- (1) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.
- (2) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.
- (3) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

ARTICLE 6

SYSTEM OF REGISTRATION

CHAPTER I

GENERAL

SYSTEM OF REGISTRATION AND SERVICE

ARTICLE 1

GENERAL PRINCIPLES

1. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

2. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

3. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

4. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

SYSTEM OF REGISTRATION AND SERVICE

ARTICLE 2

ARTICLE 3

where the terms of the contract are to be interpreted in the light of the law of the country of the contract.

ARTICLE 5

1. The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

2. The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

- (1) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.
- (2) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.
- (3) The contract shall be governed by the law of the country of the contract.

ARTICLE 6

SYSTEM OF REGISTRATION

CHAPTER I

GENERAL

SYSTEM OF REGISTRATION AND SERVICE

ARTICLE 1

GENERAL PRINCIPLES

1. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

2. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

3. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

4. The system of registration shall be governed by the law of the country of the contract.

SYSTEM OF REGISTRATION AND SERVICE

ARTICLE 2

ARTICLE 3

SCHEDULE
(Section 2)

UNITED NATIONS CONVENTION ON CONTRACTS
FOR THE INTERNATIONAL SALE OF GOODS

THE STATES PARTIES TO THIS CONVENTION,

BEARING IN MIND the broad objectives in the resolutions adopted by the sixth special session of the General Assembly of the United Nations on the establishment of a New International Economic Order,

CONSIDERING that the development of international trade on the basis of equality and mutual benefit is an important element in promoting friendly relations among States,

BEING OF THE OPINION that the adoption of uniform rules which govern contracts for the international sale of goods and take into account the different social, economic and legal systems would contribute to the removal of legal barriers in international trade and promote the development of international trade,

HAVE AGREED as follows:

PART I

SPHERE OF APPLICATION AND GENERAL
PROVISIONS

CHAPTER I

SPHERE OF APPLICATION

Article 1

(1) This Convention applies to contracts of sale of goods between parties whose places of business are in different States:

- (a) when the States are Contracting States; or
- (b) when the rules of private international law lead to the application of the law of a Contracting State.

(2) The fact that the parties have their places of business in different States is to be disregarded whenever this fact does not appear either from the contract or from any dealings between, or from information disclosed by, the parties at any time before or at the conclusion of the contract.

(3) Neither the nationality of the parties nor the civil or commercial character of the parties or of the contract is to be taken into consideration in determining the application of this Convention.

Article 2

This Convention does not apply to sales:

- (a) of goods bought for personal, family or household use, unless the seller, at any time before or at the conclusion of

ANNEXE
(article 2)

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES
CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE DE
MARCHANDISES

LES ÉTATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION

AYANT PRÉSENTS À L'ESPRIT les objectifs généraux inscrits dans les résolutions relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international que l'Assemblée générale a adoptées à sa sixième session extraordinaire,

CONSIDÉRANT que le développement du commerce international sur la base de l'égalité et des avantages mutuels est un élément important dans la promotion de relations amicales entre les États,

ESTIMANT que l'adoption de règles uniformes applicables aux contrats de vente internationale de marchandises et compatibles avec les différents systèmes sociaux, économiques et juridiques contribuera à l'élimination des obstacles juridiques aux échanges internationaux et favorisera le développement du commerce international,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE

CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS
GÉNÉRALES

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

Article premier

(1) La présente Convention s'applique aux contrats de vente de marchandises entre des parties ayant leur établissement dans des États différents :

- a) lorsque ces États sont des États contractants; ou
- b) lorsque les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi d'un État contractant.

(2) Il n'est pas tenu compte du fait que les parties ont leur établissement dans des États différents lorsque ce fait ne ressort ni du contrat, ni de transactions antérieures entre les parties, ni de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat.

(3) Ni la nationalité des parties ni le caractère civil ou commercial des parties ou du contrat ne sont pris en considération pour l'application de la présente Convention.

Article 2

La présente Convention ne régit pas les ventes :

- a) de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins que le vendeur, à un moment

particulier avant la conclusion ou lors de la conclusion de ce contrat n'a été et n'a pas été connu par les parties au moment de la conclusion de ce contrat.

4) aux conditions

a) au cas où de quelque autre manière par accord de la partie;

b) de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;

c) de navires, avions, aéronefs et aérostats;

d) d'électricité.

Article 1

(1) Sont régies par les présents articles les contrats de vente de marchandises à produire, à moins que la partie qui commande celles-ci n'ait à l'origine une obligation de produire des marchandises nécessaires à cette fabrication ou production.

(2) La présente Convention ne s'applique pas aux contrats dans lesquels la partie prédestinée de l'obligation de la partie qui fournit les marchandises consiste en une fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services.

Article 2

La présente Convention régit exclusivement la formation du contrat de vente et les droits et obligations qui en découlent, tant qu'il s'agit de la vente et l'achat. En particulier, sans préjudice de la convention applicable, celle-ci ne s'applique pas :

a) au cas où le contrat est régi par les lois de la partie non contractante;

b) au cas où le contrat peut être régi par la loi d'un autre pays.

Article 3

La présente Convention ne s'applique pas à la responsabilité du vendeur pour décès ou lésions corporelles causés à un tiers par les marchandises.

Article 4

Les parties peuvent exclure l'application de la présente Convention ou, sous réserve des dispositions de l'article 12, déroger à l'une quelconque de ses dispositions ou en modifier les effets.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5

(1) Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'unité de son application ainsi que d'autres principes de droit international.

(2) Les questions concernant les matières régies par la présente Convention et qui ne sont pas expressément traitées par

the contract, subject to any right to have laws that the goods were bought for any other use.

(ii) by custom;

(iii) an obligation or other use by authority of law;

(iv) of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money;

(v) of ships, vessels, aircraft or aircraft equipment;

(vi) electricity.

Article 1

(1) Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced are to be considered sales unless the party who orders the goods undertakes to supply a substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

(2) This Convention does not apply to contracts in which the predominant part of the obligations of the party who furnishes the goods consists in the supply of labour or other services.

Article 2

This Convention governs only the formation of the contract and the rights and obligations of the seller and the buyer arising from such a contract. In particular, except as otherwise expressly provided in this Convention, it is not concerned with:

(a) the validity of the contract or of any of its provisions or its consequences;

(b) the effect which the contract may have on the property in the goods.

Article 3

This Convention does not apply to the liability of the seller for death or personal injury caused by the goods to any person.

Article 4

The parties may exclude the application of this Convention or, subject to article 12, derogate from or vary the effect of any of its provisions.

CHAPTER II
GENERAL PROVISIONS

Article 5

(1) In the interpretation of this Convention regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application and the observance of good faith in international trade.

(2) Questions concerning matters governed by this Convention which the law expressly excludes or to which no express provision

the contract, neither knew nor ought to have known that the goods were bought for any such use;

- (b) by auction;
- (c) on execution or otherwise by authority of law;
- (d) of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money;
- (e) of ships, vessels, hovercraft or aircraft;
- (f) of electricity.

Article 3

(1) Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced are to be considered sales unless the party who orders the goods undertakes to supply a substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

(2) This Convention does not apply to contracts in which the preponderant part of the obligations of the party who furnishes the goods consists in the supply of labour or other services.

Article 4

This Convention governs only the formation of the contract of sale and the rights and obligations of the seller and the buyer arising from such a contract. In particular, except as otherwise expressly provided in this Convention, it is not concerned with:

- (a) the validity of the contract or of any of its provisions or of any usage;
- (b) the effect which the contract may have on the property in the goods sold.

Article 5

This Convention does not apply to the liability of the seller for death or personal injury caused by the goods to any person.

Article 6

The parties may exclude the application of this Convention or, subject to article 12, derogate from or vary the effect of any of its provisions.

CHAPTER II

GENERAL PROVISIONS

Article 7

(1) In the interpretation of this Convention, regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application and the observance of good faith in international trade.

(2) Questions concerning matters governed by this Convention which are not expressly settled in it are to be settled in

quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, n'ait pas su et n'ait pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage;

- b) aux enchères;
- c) sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;
- d) de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;
- e) de navires, bateaux, aéroglisseurs et aéronefs;
- f) d'électricité.

Article 3

(1) Sont réputés ventes les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande celles-ci n'ait à fournir une part essentielle des éléments matériels nécessaires à cette fabrication ou production.

(2) La présente Convention ne s'applique pas aux contrats dans lesquels la part prépondérante de l'obligation de la partie qui fournit les marchandises consiste en une fourniture de main-d'oeuvre ou d'autres services.

Article 4

La présente Convention régit exclusivement la formation du contrat de vente et les droits et obligations qu'un tel contrat fait naître entre le vendeur et l'acheteur. En particulier, sauf disposition contraire expresse de la présente Convention, celle-ci ne concerne pas :

- a) la validité du contrat ni celle d'aucune de ses clauses non plus que celle des usages;
- b) les effets que le contrat peut avoir sur la propriété des marchandises vendues.

Article 5

La présente Convention ne s'applique pas à la responsabilité du vendeur pour décès ou lésions corporelles causés à quiconque par les marchandises.

Article 6

Les parties peuvent exclure l'application de la présente Convention ou, sous réserve des dispositions de l'article 12, déroger à l'une quelconque de ses dispositions ou en modifier les effets.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7

(1) Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.

(2) Les questions concernant les matières régies par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par

the law of the country where the contract was made, or the law of the country where the contract was made, or the law of the country where the contract was made.

Article 3

(1) For the purposes of this Convention, the contract is to be treated as having been made in the country where the offer was made, or the country where the offer was made, or the country where the offer was made.

(2) If the contract is to be treated as having been made in a country other than that of the country where the offer was made, or the country where the offer was made, or the country where the offer was made.

(3) In determining the law of the contract, the court or arbitral tribunal shall apply the law of the country where the contract was made, or the country where the contract was made, or the country where the contract was made.

Article 4

(1) The Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

(2) The Convention does not apply to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 5

Article 5 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 6

Article 6 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 7

Article 7 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

the law of the country where the contract was made, or the law of the country where the contract was made, or the law of the country where the contract was made.

Article 3

(1) For the purposes of this Convention, the contract is to be treated as having been made in the country where the offer was made, or the country where the offer was made, or the country where the offer was made.

(2) If the contract is to be treated as having been made in a country other than that of the country where the offer was made, or the country where the offer was made, or the country where the offer was made.

(3) In determining the law of the contract, the court or arbitral tribunal shall apply the law of the country where the contract was made, or the country where the contract was made, or the country where the contract was made.

Article 4

(1) The Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

(2) The Convention does not apply to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 5

Article 5 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 6

Article 6 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

Article 7

Article 7 of the Convention provides that the Convention applies to the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods, or the contract of sale of goods.

conformity with the general principles on which it is based or, in the absence of such principles, in conformity with the law applicable by virtue of the rules of private international law.

Article 8

(1) For the purposes of this Convention statements made by and other conduct of a party are to be interpreted according to his intent where the other party knew or could not have been unaware what that intent was.

(2) If the preceding paragraph is not applicable, statements made by and other conduct of a party are to be interpreted according to the understanding that a reasonable person of the same kind as the other party would have had in the same circumstances.

(3) In determining the intent of a party or the understanding a reasonable person would have had, due consideration is to be given to all relevant circumstances of the case including the negotiations, any practices which the parties have established between themselves, usages and any subsequent conduct of the parties.

Article 9

(1) The parties are bound by any usage to which they have agreed and by any practices which they have established between themselves.

(2) The parties are considered, unless otherwise agreed, to have impliedly made applicable to their contract or its formation a usage of which the parties knew or ought to have known and which in international trade is widely known to, and regularly observed by, parties to contracts of the type involved in the particular trade concerned.

Article 10

For the purposes of this Convention:

(a) if a party has more than one place of business, the place of business is that which has the closest relationship to the contract and its performance, having regard to the circumstances known to or contemplated by the parties at any time before or at the conclusion of the contract;

(b) if a party does not have a place of business, reference is to be made to his habitual residence.

Article 11

A contract of sale need not be concluded in or evidenced by writing and is not subject to any other requirement as to form. It may be proved by any means, including witnesses.

Article 12

Any provision of article 11, article 29 or Part II of this Convention that allows a contract of sale or its modification or termination by agreement or any offer, acceptance or other

elle seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire ou, à défaut de ces principes, conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

Article 8

(1) Aux fins de la présente Convention, les indications et les autres comportements d'une partie doivent être interprétés selon l'intention de celle-ci lorsque l'autre partie connaissait ou ne pouvait ignorer cette intention.

(2) Si le paragraphe précédent n'est pas applicable, les indications et autres comportements d'une partie doivent être interprétés selon le sens qu'une personne raisonnable de même qualité que l'autre partie, placée dans la même situation, leur aurait donné.

(3) Pour déterminer l'intention d'une partie ou ce qu'aurait compris une personne raisonnable, il doit être tenu compte des circonstances pertinentes, notamment des négociations qui ont pu avoir lieu entre les parties, des habitudes qui se sont établies entre elles, des usages et de tout comportement ultérieur des parties.

Article 9

(1) Les parties sont liées par les usages auxquels elles ont consenti et par les habitudes qui se sont établies entre elles.

(2) Sauf convention contraire des parties, celles-ci sont réputées s'être tacitement référées dans le contrat et pour sa formation à tout usage dont elles avaient connaissance ou auraient dû avoir connaissance et qui, dans le commerce international, est largement connu et régulièrement observé par les parties à des contrats de même type dans la branche commerciale considérée.

Article 10

Aux fins de la présente Convention :

a) si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat;

b) si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle en tient lieu.

Article 11

Le contrat de vente n'a pas à être conclu ni constaté par écrit et n'est soumis à aucune autre condition de forme. Il peut être prouvé par tous moyens, y compris par témoins.

Article 12

Toute disposition de l'article 11, de l'article 29 ou de la deuxième partie de la présente Convention autorisant une forme autre que la forme écrite, soit pour la conclusion ou pour la

modification ou la résiliation est imputable à un contrat de vente, soit pour tout offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ou s'applique par défaut des dispositions de la présente Convention.

Article 13

Autres dispositions de la présente Convention, si elles sont compatibles avec les principes de droit commun, s'appliquent également aux communications relatives aux contrats de vente.

DEUXIÈME PARTIE
FORMATION DU CONTRAT

Article 14

(1) Une proposition de conclure un contrat est destinée à une ou plusieurs personnes déterminées, ou à une personne ou à une catégorie de personnes, si elle est adressée à une ou à plusieurs personnes déterminées, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes.

(2) Une proposition adressée à une personne ou à une catégorie de personnes est destinée à une ou à plusieurs personnes déterminées, ou à une personne ou à une catégorie de personnes, si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes.

Article 15

(1) Une offre prend effet lorsqu'elle parvient au destinataire.

(2) Une offre, même si elle est irrévocable, peut être révoquée si la rétractation parvient au destinataire avant ou au même moment que l'offre.

Article 16

(1) Jusqu'à ce qu'un contrat ait été conclu, une offre peut être révoquée si la rétractation parvient au destinataire avant ou au même moment que l'offre.

(2) Cependant, une offre ne peut être révoquée :

(a) si elle est adressée à une ou à plusieurs personnes déterminées, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes;

(b) si elle est adressée à une ou à plusieurs personnes déterminées, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes, ou si elle est adressée à une personne ou à une catégorie de personnes.

Article 17

Une offre, même si elle est irrévocable, peut être révoquée si la rétractation parvient au destinataire avant ou au même moment que l'offre.

indication de intention to be made in any form other than in writing does not apply where any party has the habit of business in a Contracting State which has made a declaration under article 96 of this Convention. The parties may not derogate from or vary the effect of this article.

Article 13

For the purposes of this Convention "writing" includes any form of communication.

PART II
FORMATION OF THE CONTRACT

Article 14

(1) A proposal for concluding a contract addressed to one or more specific persons constitutes an offer if it is sufficiently definite and indicates the intention of the offeror to be bound in case of acceptance. A proposal is sufficiently definite if it indicates the goods and expressly or implicitly fixes or makes provision for determining the quantity and the price.

(2) A proposal other than one addressed to one or more specific persons is to be considered merely as an invitation to make offers, unless the contrary is clearly indicated by the person making the proposal.

Article 15

(1) An offer becomes effective when it reaches the offeree.

(2) An offer, even if it is irrevocable, may be withdrawn if the withdrawal reaches the offeree before or at the same time as the offer.

Article 16

(1) Until a contract is concluded an offer may be revoked if the revocation reaches the offeree before he has dispatched an acceptance.

(2) However, an offer cannot be revoked :

(a) if it is irrevocable, whether by stating a fixed time for acceptance or otherwise, or if it is irrevocable by operation of law;

(b) if it was irrevocable for the offeror to rely on the offer being irrevocable and the offeree has acted in reliance on the offer.

Article 17

An offer, even if it is irrevocable, is terminated when a rejection reaches the offeror.

indication of intention to be made in any form other than in writing does not apply where any party has his place of business in a Contracting State which has made a declaration under article 96 of this Convention. The parties may not derogate from or vary the effect of this article.

Article 13

For the purposes of this Convention "writing" includes telegram and telex.

PART II

FORMATION OF THE CONTRACT

Article 14

(1) A proposal for concluding a contract addressed to one or more specific persons constitutes an offer if it is sufficiently definite and indicates the intention of the offeror to be bound in case of acceptance. A proposal is sufficiently definite if it indicates the goods and expressly or implicitly fixes or makes provision for determining the quantity and the price.

(2) A proposal other than one addressed to one or more specific persons is to be considered merely as an invitation to make offers, unless the contrary is clearly indicated by the person making the proposal.

Article 15

(1) An offer becomes effective when it reaches the offeree.

(2) An offer, even if it is irrevocable, may be withdrawn if the withdrawal reaches the offeree before or at the same time as the offer.

Article 16

(1) Until a contract is concluded an offer may be revoked if the revocation reaches the offeree before he has dispatched an acceptance.

(2) However, an offer cannot be revoked:

(a) if it indicates, whether by stating a fixed time for acceptance or otherwise, that it is irrevocable; or

(b) if it was reasonable for the offeree to rely on the offer as being irrevocable and the offeree has acted in reliance on the offer.

Article 17

An offer, even if it is irrevocable, is terminated when a rejection reaches the offeror.

modification ou la résiliation amiable d'un contrat de vente, soit pour toute offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ne s'applique pas dès lors qu'une des parties a son établissement dans un État contractant qui a fait une déclaration conformément à l'article 96 de la présente Convention. Les parties ne peuvent déroger au présent article ni en modifier les effets.

Article 13

Aux fins de la présente Convention, le terme «écrit» doit s'entendre également des communications adressées par télégramme ou par télex.

DEUXIÈME PARTIE

FORMATION DU CONTRAT

Article 14

(1) Une proposition de conclure un contrat adressée à une ou plusieurs personnes déterminées constitue une offre si elle est suffisamment précise et si elle indique la volonté de son auteur d'être lié en cas d'acceptation. Une proposition est suffisamment précise lorsqu'elle désigne les marchandises et, expressément ou implicitement, fixe la quantité et le prix ou donne des indications permettant de les déterminer.

(2) Une proposition adressée à des personnes indéterminées est considérée seulement comme une invitation à l'offre, à moins que la personne qui a fait la proposition n'ait clairement indiqué le contraire.

Article 15

(1) Une offre prend effet lorsqu'elle parvient au destinataire.

(2) Une offre, même si elle est irrévocable, peut être rétractée si la rétractation parvient au destinataire avant ou en même temps que l'offre.

Article 16

(1) Jusqu'à ce qu'un contrat ait été conclu, une offre peut être révoquée si la révocation parvient au destinataire avant que celui-ci ait expédié une acceptation.

(2) Cependant, une offre ne peut être révoquée :

a) si elle indique, en fixant un délai déterminé pour l'acceptation, ou autrement, qu'elle est irrévocable; ou

b) s'il était raisonnable pour le destinataire de considérer l'offre comme irrévocable et s'il a agi en conséquence.

Article 17

Une offre, même irrévocable, prend fin lorsque son rejet parvient à l'auteur de l'offre.

Article 18

(1) A statement made by or other conduct of the offeree indicating assent to an offer is an acceptance. Silence or inactivity does not in itself amount to acceptance.

(2) An acceptance of an offer becomes effective at the moment the indication of assent reaches the offeror. An acceptance is not effective if the indication of assent does not reach the offeror within the time he has fixed or, if no time is fixed, within a reasonable time, due account being taken of the circumstances of the transaction, including the rapidity of the means of communication employed by the offeror. An oral offer must be accepted immediately unless the circumstances indicate otherwise.

(3) However, if, by virtue of the offer or as a result of practices which the parties have established between themselves or of usage, the offeree may indicate assent by performing an act, such as one relating to the dispatch of the goods or payment of the price, without notice to the offeror, the acceptance is effective at the moment the act is performed, provided that the act is performed within the period of time laid down in the preceding paragraph.

Article 19

(1) A reply to an offer which purports to be an acceptance but contains additions, limitations or other modifications is a rejection of the offer and constitutes a counter-offer.

(2) However, a reply to an offer which purports to be an acceptance but contains additional or different terms which do not materially alter the terms of the offer constitutes an acceptance, unless the offeror, without undue delay, objects orally to the discrepancy or dispatches a notice to that effect. If he does not so object, the terms of the contract are the terms of the offer with the modifications contained in the acceptance.

(3) Additional or different terms relating, among other things, to the price, payment, quality and quantity of the goods, place and time of delivery, extent of one party's liability to the other or the settlement of disputes are considered to alter the terms of the offer materially.

Article 20

(1) A period of time for acceptance fixed by the offeror in a telegram or a letter begins to run from the moment the telegram is handed in for dispatch or from the date shown on the letter or, if no such date is shown, from the date shown on the envelope. A period of time for acceptance fixed by the offeror by telephone, telex or other means of instantaneous communication, begins to run from the moment that the offer reaches the offeree.

(2) Official holidays or non-business days occurring during the period for acceptance are included in calculating the period.

Article 18

(1) Une déclaration ou autre comportement du destinataire indiquant qu'il acquiesce à une offre constitue une acceptation. Le silence ou l'inaction à eux seuls ne peuvent valoir acceptation.

(2) L'acceptation d'une offre prend effet au moment où l'indication d'acquiescement parvient à l'auteur de l'offre. L'acceptation ne prend pas effet si cette indication ne parvient pas à l'auteur de l'offre dans le délai qu'il a stipulé ou, à défaut d'une telle stipulation, dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances de la transaction et de la rapidité des moyens de communication utilisés par l'auteur de l'offre. Une offre verbale doit être acceptée immédiatement, à moins que les circonstances n'impliquent le contraire.

(3) Cependant, si, en vertu de l'offre, des habitudes qui se sont établies entre les parties ou des usages, le destinataire de l'offre peut indiquer qu'il acquiesce en accomplissant un acte se rapportant, par exemple, à l'expédition des marchandises ou au paiement du prix, sans communication à l'auteur de l'offre, l'acceptation prend effet au moment où cet acte est accompli, pour autant qu'il le soit dans les délais prévus par le paragraphe précédent.

Article 19

(1) Une réponse qui tend à être l'acceptation d'une offre, mais qui contient des additions, des limitations ou autres modifications, est un rejet de l'offre et constitue une contre-offre.

(2) Cependant, une réponse qui tend à être l'acceptation d'une offre, mais qui contient des éléments complémentaires ou différents n'altérant pas substantiellement les termes de l'offre, constitue une acceptation, à moins que l'auteur de l'offre, sans retard injustifié, n'en relève les différences verbalement ou n'adresse un avis à cet effet. S'il ne le fait pas, les termes du contrat sont ceux de l'offre, avec les modifications comprises dans l'acceptation.

(3) Des éléments complémentaires ou différents relatifs notamment au prix, au paiement, à la qualité et à la quantité des marchandises, au lieu et au moment de la livraison, à l'étendue de la responsabilité d'une partie à l'égard de l'autre ou au règlement des différends, sont considérés comme altérant substantiellement les termes de l'offre.

Article 20

(1) Le délai d'acceptation fixé par l'auteur de l'offre dans un télégramme ou une lettre commence à courir au moment où le télégramme est remis pour expédition ou à la date qui apparaît sur la lettre ou, à défaut, à la date qui apparaît sur l'enveloppe. Le délai d'acceptation que l'auteur de l'offre fixe par téléphone, par télex ou par d'autres moyens de communication instantanés commence à courir au moment où l'offre parvient au destinataire.

(2) Les jours fériés ou chômés qui tombent pendant que court le délai d'acceptation sont comptés dans le calcul de ce délai.

Cependant, si le notification ne peut être faite, à l'adresse de l'autorité de l'offre, le délai pour ce délai est prolongé au point tel qu'il est établi par le règlement de l'offre, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Article 21

(1) Une acceptation tardive produit néanmoins effet en tant que telle si elle est envoyée à l'adresse de l'offre en même temps qu'elle est envoyée à l'adresse de l'offre.

(2) Si la lettre ou autre écrit contenant une acceptation tardive est envoyée à une adresse dans des conditions telles qu'elle est destinée à être reçue, elle produit effet si et seulement si elle est reçue au lieu de destination à temps à l'adresse de l'offre. L'acceptation tardive produit effet en tant que telle si elle est envoyée à l'adresse de l'offre par un moyen de communication électronique, à moins que l'offre ne spécifie un autre moyen de communication.

Article 22

L'acceptation peut être révoquée si la rétractation parvient à l'adresse de l'offreur au moment où l'acceptation n'a encore produit effet ou à ce moment.

Article 23

Le contrat est conclu au moment où l'acceptation d'une offre produit effet conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 24

Après l'adoption de la présente partie de la Convention, une offre de destination d'acceptation ou autre offre non destinée à un tiers peut être destinée à son destinataire par tout autre moyen de destination, à moins que l'offre ne soit destinée à un tiers. Si l'offre est destinée à un tiers, elle ne produit effet que si elle est destinée à ce tiers.

TROISIÈME PARTIE
VENTE DE MARCHANDISES
CHAPTER I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

The contract subject to this Convention is one which has been concluded for the sale of goods, to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

However, if a contract concluded by one of the parties is subject to the Convention, it remains subject to the Convention if it is concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

Article 2

(1) A contract concluded in accordance with the Convention is subject to the Convention if it is concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

(2) If a contract concluded in accordance with the Convention is subject to the Convention, it remains subject to the Convention if it is concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

Article 3

The Convention does not apply if the parties intend to exclude its application or if the contract is not for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

Article 4

A contract is concluded at the moment when an acceptance produces effect in accordance with the provisions of this Convention.

Article 5

For the purposes of this Part of the Convention, an offer, invitation or acceptance or any other indication of intention to conclude a contract, which is made orally to be received by any other means or in any other manner, is not subject to the Convention if it is not intended to be received by the offeror or the offeree, or if it is not intended to be received by the offeror or the offeree, or if it is not intended to be received by the offeror or the offeree.

PART III
PART I OF GOODS
CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

Article 1

A contract concluded by one of the parties is subject to this Convention if it is concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the buyer, and which is not concluded for the sale of goods to be performed wholly or in part by the seller.

However, if a notice of acceptance cannot be delivered at the address of the offeror on the last day of the period because that day falls on an official holiday or a non-business day at the place of business of the offeror, the period is extended until the first business day which follows.

Article 21

(1) A late acceptance is nevertheless effective as an acceptance if without delay the offeror orally so informs the offeree or dispatches a notice to that effect.

(2) If a letter or other writing containing a late acceptance shows that it has been sent in such circumstances that if its transmission had been normal it would have reached the offeror in due time, the late acceptance is effective as an acceptance unless, without delay, the offeror orally informs the offeree that he considers his offer as having lapsed or dispatches a notice to that effect.

Article 22

An acceptance may be withdrawn if the withdrawal reaches the offeror before or at the same time as the acceptance would have become effective.

Article 23

A contract is concluded at the moment when an acceptance of an offer becomes effective in accordance with the provisions of this Convention.

Article 24

For the purposes of this Part of the Convention, an offer, declaration of acceptance or any other indication of intention "reaches" the addressee when it is made orally to him or delivered by any other means to him personally, to his place of business or mailing address or, if he does not have a place of business or mailing address, to his habitual residence.

PART III

SALE OF GOODS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 25

A breach of contract committed by one of the parties is fundamental if it results in such detriment to the other party as substantially to deprive him of what he is entitled to expect under the contract, unless the party in breach did not foresee and a reasonable person of the same kind in the same circumstances would not have foreseen such a result.

Cependant, si la notification ne peut être remise à l'adresse de l'auteur de l'offre le dernier jour du délai, parce que celui-ci tombe un jour férié ou chômé au lieu d'établissement de l'auteur de l'offre, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Article 21

(1) Une acceptation tardive produit néanmoins effet en tant qu'acceptation si, sans retard, l'auteur de l'offre en informe verbalement le destinataire ou lui adresse un avis à cet effet.

(2) Si la lettre ou autre écrit contenant une acceptation tardive révèle qu'elle a été expédiée dans des conditions telles que, si sa transmission avait été régulière, elle serait parvenue à temps à l'auteur de l'offre, l'acceptation tardive produit effet en tant qu'acceptation à moins que, sans retard, l'auteur de l'offre n'informe verbalement le destinataire de l'offre qu'il considère que son offre avait pris fin ou qu'il ne lui adresse un avis à cet effet.

Article 22

L'acceptation peut être rétractée si la rétractation parvient à l'auteur de l'offre avant le moment où l'acceptation aurait pris effet ou à ce moment.

Article 23

Le contrat est conclu au moment où l'acceptation d'une offre prend effet conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 24

Aux fins de la présente partie de la Convention, une offre, une déclaration d'acceptation ou toute autre manifestation d'intention «parvient» à son destinataire lorsqu'elle lui est faite verbalement ou est délivrée par tout autre moyen au destinataire lui-même, à son établissement, à son adresse postale ou, s'il n'a pas d'établissement ou d'adresse postale, à sa résidence habituelle.

TROISIÈME PARTIE

VENTE DE MARCHANDISES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 25

Une contravention au contrat commise par l'une des parties est essentielle lorsqu'elle cause à l'autre partie un préjudice tel qu'elle la prive substantiellement de ce que celle-ci était en droit d'attendre du contrat, à moins que la partie en défaut n'ait pas prévu un tel résultat et qu'une personne raisonnable de même qualité placée dans la même situation ne l'aurait pas prévu non plus.

Article 26

Un document de destination de l'acheteur est considéré comme un document de destination de l'acheteur si...

Article 27

Un document de destination de l'acheteur est considéré comme un document de destination de l'acheteur si...

Article 28

Un document de destination de l'acheteur est considéré comme un document de destination de l'acheteur si...

Article 29

(1) Un contrat peut être modifié ou résilié par accord entre les parties.

(2) Un contrat peut être résilié par accord entre les parties si...

CHAPTER II

DELEGATIONS BY SELLER

Article 30

The seller's obligation is transferred to the buyer if...

Article 31

The seller's obligation is transferred to the buyer if...

Article 32

The seller's obligation is transferred to the buyer if...

The seller's obligation is transferred to the buyer if...

Article 33

A document of destination of the seller is considered as a document of destination of the seller if...

Article 34

Unless otherwise expressly provided in this Part, the rules apply to the communication of documents...

Article 35

It is incumbent on the party providing the document to ensure its accuracy and to ensure that it is received by the other party...

Article 36

(1) A contract may be modified or terminated by the agreement of the parties.

(2) A contract is voidable if it is made by a party who is under a disability or is otherwise incapable of entering into a contract...

CHAPTER II

OBLIGATIONS OF THE SELLER

Article 37

The seller must deliver the goods, hand over the documents and transfer the property in the goods as required by the contract and the Convention.

Article 38

Delivery of the goods and handing over of documents...

Article 39

If the seller is not bound to deliver the goods in any particular place, he is bound to deliver them...

(a) If the contract is for the sale of specific goods or identified goods, the seller must deliver the goods to the buyer...

(b) If the contract is for the sale of goods, the seller must deliver the goods to the buyer...

Article 26

A declaration of avoidance of the contract is effective only if made by notice to the other party.

Article 27

Unless otherwise expressly provided in this Part of the Convention, if any notice, request or other communication is given or made by a party in accordance with this Part and by means appropriate in the circumstances, a delay or error in the transmission of the communication or its failure to arrive does not deprive that party of the right to rely on the communication.

Article 28

If, in accordance with the provisions of this Convention, one party is entitled to require performance of any obligation by the other party, a court is not bound to enter a judgement for specific performance unless the court would do so under its own law in respect of similar contracts of sale not governed by this Convention.

Article 29

(1) A contract may be modified or terminated by the mere agreement of the parties.

(2) A contract in writing which contains a provision requiring any modification or termination by agreement to be in writing may not be otherwise modified or terminated by agreement. However, a party may be precluded by his conduct from asserting such a provision to the extent that the other party has relied on that conduct.

CHAPTER II

OBLIGATIONS OF THE SELLER

Article 30

The seller must deliver the goods, hand over any documents relating to them and transfer the property in the goods, as required by the contract and this Convention.

Section I

Delivery of the Goods and Handing over of Documents

Article 31

If the seller is not bound to deliver the goods at any other particular place, his obligation to deliver consists:

- (a) if the contract of sale involves carriage of the goods - in handing the goods over to the first carrier for transmission to the buyer;
- (b) if, in cases not within the preceding subparagraph, the contract relates to specific goods, or unidentified goods to be

Article 26

Une déclaration de résolution du contrat n'a d'effet que si elle est faite par notification à l'autre partie.

Article 27

Sauf disposition contraire expresse de la présente partie de la Convention, si une notification, demande ou autre communication est faite par une partie au contrat conformément à la présente partie et par un moyen approprié aux circonstances, un retard ou une erreur dans la transmission de la communication ou le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination ne prive pas cette partie au contrat du droit de s'en prévaloir.

Article 28

Si, conformément aux dispositions de la présente Convention, une partie a le droit d'exiger de l'autre l'exécution d'une obligation, un tribunal n'est tenu d'ordonner l'exécution en nature que s'il le ferait en vertu de son propre droit pour des contrats de vente semblables non régis par la présente Convention.

Article 29

(1) Un contrat peut être modifié ou résilié par accord amiable entre les parties.

(2) Un contrat écrit qui contient une disposition stipulant que toute modification ou résiliation amiable doit être faite par écrit ne peut être modifié ou résilié à l'amiable sous une autre forme. Toutefois, le comportement de l'une des parties peut l'empêcher d'invoquer une telle disposition si l'autre partie s'est fondée sur ce comportement.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS DU VENDEUR

Article 30

Le vendeur s'oblige, dans les conditions prévues au contrat et par la présente Convention, à livrer les marchandises, à en transférer la propriété et, s'il y a lieu, à remettre les documents s'y rapportant.

Section I

Livraison des marchandises et remise des documents

Article 31

Si le vendeur n'est pas tenu de livrer les marchandises en un autre lieu particulier, son obligation de livraison consiste :

- a) lorsque le contrat de vente implique un transport des marchandises, à remettre les marchandises au premier transporteur pour transmission à l'acheteur;
- b) lorsque, dans les cas non visés au précédent alinéa, le contrat porte sur un corps certain ou sur une chose de genre

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

THE ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

drawn from a specific stock or to be manufactured or produced, and at the time of the conclusion of the contract the parties knew that the goods were at, or were to be manufactured or produced at, a particular place - in placing the goods at the buyer's disposal at that place;

(c) in other cases - in placing the goods at the buyer's disposal at the place where the seller had his place of business at the time of the conclusion of the contract.

Article 32

(1) If the seller, in accordance with the contract or this Convention, hands the goods over to a carrier and if the goods are not clearly identified to the contract by markings on the goods, by shipping documents or otherwise, the seller must give the buyer notice of the consignment specifying the goods.

(2) If the seller is bound to arrange for carriage of the goods, he must make such contracts as are necessary for carriage to the place fixed by means of transportation appropriate in the circumstances and according to the usual terms for such transportation.

(3) If the seller is not bound to effect insurance in respect of the carriage of the goods, he must, at the buyer's request, provide him with all available information necessary to enable him to effect such insurance.

Article 33

The seller must deliver the goods:

(a) if a date is fixed by or determinable from the contract, on that date;

(b) if a period of time is fixed by or determinable from the contract, at any time within that period unless circumstances indicate that the buyer is to choose a date; or

(c) in any other case, within a reasonable time after the conclusion of the contract.

Article 34

If the seller is bound to hand over documents relating to the goods, he must hand them over at the time and place and in the form required by the contract. If the seller has handed over documents before that time, he may, up to that time, cure any lack of conformity in the documents, if the exercise of this right does not cause the buyer unreasonable inconvenience or unreasonable expense. However, the buyer retains any right to claim damages as provided for in this Convention.

qui doit être prélevée sur une masse déterminée ou qui doit être fabriquée ou produite et lorsque, au moment de la conclusion du contrat, les parties savaient que les marchandises se trouvaient ou devaient être fabriquées ou produites en un lieu particulier, à mettre les marchandises à la disposition de l'acheteur en ce lieu;

c) dans les autres cas, à mettre les marchandises à la disposition de l'acheteur au lieu où le vendeur avait son établissement au moment de la conclusion du contrat.

Article 32

(1) Si, conformément au contrat ou à la présente Convention, le vendeur remet les marchandises à un transporteur et si les marchandises ne sont pas clairement identifiées aux fins du contrat par l'apposition d'un signe distinctif sur les marchandises, par des documents de transport ou par tout autre moyen, le vendeur doit donner à l'acheteur avis de l'expédition en désignant spécifiquement les marchandises.

(2) Si le vendeur est tenu de prendre des dispositions pour le transport des marchandises, il doit conclure les contrats nécessaires pour que le transport soit effectué jusqu'au lieu prévu, par les moyens de transport appropriés aux circonstances et selon les conditions usuelles pour un tel transport.

(3) Si le vendeur n'est pas tenu de souscrire lui-même une assurance de transport, il doit fournir à l'acheteur, à la demande de celui-ci, tous renseignements dont il dispose qui sont nécessaires à la conclusion de cette assurance.

Article 33

Le vendeur doit livrer les marchandises :

a) si une date est fixée par le contrat ou déterminable par référence au contrat, à cette date;

b) si une période de temps est fixée par le contrat ou déterminable par référence au contrat, à un moment quelconque au cours de cette période, à moins qu'il ne résulte des circonstances que c'est à l'acheteur de choisir une date; ou

c) dans tous les autres cas, dans un délai raisonnable à partir de la conclusion du contrat.

Article 34

Si le vendeur est tenu de remettre les documents se rapportant aux marchandises, il doit s'acquitter de cette obligation au moment, au lieu et dans la forme prévus au contrat. En cas de remise anticipée, le vendeur conserve, jusqu'au moment prévu pour la remise, le droit de réparer tout défaut de conformité des documents, à condition que l'exercice de ce droit ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

Section II

Conformity of the Goods and Third Party Claims

Article 35

(1) The seller must deliver goods which are of the quantity, quality and description required by the contract and which are contained or packaged in the manner required by the contract.

(2) Except where the parties have agreed otherwise, the goods do not conform with the contract unless they:

(a) are fit for the purposes for which goods of the same description would ordinarily be used;

(b) are fit for any particular purpose expressly or impliedly made known to the seller at the time of the conclusion of the contract, except where the circumstances show that the buyer did not rely, or that it was unreasonable for him to rely, on the seller's skill and judgement;

(c) possess the qualities of goods which the seller has held out to the buyer as a sample or model;

(d) are contained or packaged in the manner usual for such goods or, where there is no such manner, in a manner adequate to preserve and protect the goods.

(3) The seller is not liable under subparagraphs (a) to (d) of the preceding paragraph for any lack of conformity of the goods if at the time of the conclusion of the contract the buyer knew or could not have been unaware of such lack of conformity.

Article 36

(1) The seller is liable in accordance with the contract and this Convention for any lack of conformity which exists at the time when the risk passes to the buyer, even though the lack of conformity becomes apparent only after that time.

(2) The seller is also liable for any lack of conformity which occurs after the time indicated in the preceding paragraph and which is due to a breach of any of his obligations, including a breach of any guarantee that for a period of time the goods will remain fit for their ordinary purpose or for some particular purpose or will retain specified qualities or characteristics.

Article 37

If the seller has delivered goods before the date for delivery, he may, up to that date, deliver any missing part or make up any deficiency in the quantity of the goods delivered, or deliver goods in replacement of any non-conforming goods delivered or remedy any lack of conformity in the goods delivered, provided that the exercise of this right does not cause the buyer unreasonable inconvenience or unreasonable expense. However, the

Section II

Conformité des marchandises et droits ou prétentions de tiers

Article 35

(1) Le vendeur doit livrer des marchandises dont la quantité, la qualité et le type répondent à ceux qui sont prévus au contrat, et dont l'emballage ou le conditionnement correspond à celui qui est prévu au contrat.

(2) À moins que les parties n'en soient convenues autrement, les marchandises ne sont conformes au contrat que si :

a) elles sont propres aux usages auxquels serviraient habituellement des marchandises du même type;

b) elles sont propres à tout usage spécial qui a été porté expressément ou tacitement à la connaissance du vendeur au moment de la conclusion du contrat, sauf s'il résulte des circonstances que l'acheteur ne s'en est pas remis à la compétence ou à l'appréciation du vendeur ou qu'il n'était pas raisonnable de sa part de le faire;

c) elles possèdent les qualités d'une marchandise que le vendeur a présentée à l'acheteur comme échantillon ou modèle;

d) elles sont emballées ou conditionnées selon le mode habituel pour les marchandises du même type ou, à défaut de mode habituel, d'une manière propre à les conserver et à les protéger.

(3) Le vendeur n'est pas responsable, au regard des alinéas a) à d) du paragraphe précédent, d'un défaut de conformité que l'acheteur connaissait ou ne pouvait ignorer au moment de la conclusion du contrat.

Article 36

(1) Le vendeur est responsable, conformément au contrat et à la présente Convention, de tout défaut de conformité qui existe au moment du transfert des risques à l'acheteur, même si ce défaut n'apparaît qu'ultérieurement.

(2) Le vendeur est également responsable de tout défaut de conformité qui survient après le moment indiqué au paragraphe précédent et qui est imputable à l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations, y compris à un manquement à une garantie que, pendant une certaine période, les marchandises resteront propres à leur usage normal ou à un usage spécial ou conserveront des qualités ou caractéristiques spécifiées.

Article 37

En cas de livraison anticipée, le vendeur a le droit, jusqu'à la date prévue pour la livraison, soit de livrer une partie ou une quantité manquante, ou des marchandises nouvelles en remplacement des marchandises non conformes au contrat, soit de réparer tout défaut de conformité des marchandises, à condition que l'exercice de ce droit ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables. Toutefois, l'acheteur conserve le droit

buyer retains any right to claim damages as provided for in this Convention.

Article 38

(1) The buyer must examine the goods, or cause them to be examined, within as short a period as is practicable in the circumstances.

(2) If the contract involves carriage of the goods, examination may be deferred until after the goods have arrived at their destination.

(3) If the goods are redirected in transit or redispached by the buyer without a reasonable opportunity for examination by him and at the time of the conclusion of the contract the seller knew or ought to have known of the possibility of such redirection or redispach, examination may be deferred until after the goods have arrived at the new destination.

Article 39

(1) The buyer loses the right to rely on a lack of conformity of the goods if he does not give notice to the seller specifying the nature of the lack of conformity within a reasonable time after he has discovered it or ought to have discovered it.

(2) In any event, the buyer loses the right to rely on a lack of conformity of the goods if he does not give the seller notice thereof at the latest within a period of two years from the date on which the goods were actually handed over to the buyer, unless this time-limit is inconsistent with a contractual period of guarantee.

Article 40

The seller is not entitled to rely on the provisions of articles 38 and 39 if the lack of conformity relates to facts of which he knew or could not have been unaware and which he did not disclose to the buyer.

Article 41

The seller must deliver goods which are free from any right or claim of a third party, unless the buyer agreed to take the goods subject to that right or claim. However, if such right or claim is based on industrial property or other intellectual property, the seller's obligation is governed by article 42.

Article 42

(1) The seller must deliver goods which are free from any right or claim of a third party based on industrial property or other intellectual property, of which at the time of the conclusion of the contract the seller knew or could not have been unaware, provided that the right or claim is based on industrial property or other intellectual property:

(a) under the law of the State where the goods will be resold or otherwise used, if it was contemplated by the parties at the

de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

Article 38

(1) L'acheteur doit examiner les marchandises ou les faire examiner dans un délai aussi bref que possible eu égard aux circonstances.

(2) Si le contrat implique un transport des marchandises, l'examen peut être différé jusqu'à leur arrivée à destination.

(3) Si les marchandises sont déroutées ou réexpédiées par l'acheteur sans que celui-ci ait eu raisonnablement la possibilité de les examiner et si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur connaissait ou aurait dû connaître la possibilité de ce déroutage ou de cette réexpédition, l'examen peut être différé jusqu'à l'arrivée des marchandises à leur nouvelle destination.

Article 39

(1) L'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne le dénonce pas au vendeur, en précisant la nature de ce défaut, dans un délai raisonnable à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater.

(2) Dans tous les cas, l'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité, s'il ne le dénonce pas au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle les marchandises lui ont été effectivement remises, à moins que ce délai ne soit incompatible avec la durée d'une garantie contractuelle.

Article 40

Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions des articles 38 et 39 lorsque le défaut de conformité porte sur des faits qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer et qu'il n'a pas révélés à l'acheteur.

Article 41

Le vendeur doit livrer les marchandises libres de tout droit ou prétention d'un tiers, à moins que l'acheteur n'accepte de prendre les marchandises dans ces conditions. Toutefois, si ce droit ou cette prétention est fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle, l'obligation du vendeur est régie par l'article 42.

Article 42

(1) Le vendeur doit livrer les marchandises libres de tout droit ou prétention d'un tiers fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle, qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer au moment de la conclusion du contrat, à condition que ce droit ou cette prétention soit fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle :

a) en vertu de la loi de l'État où les marchandises doivent être revendues ou utilisées, si les parties ont envisagé au

time of the conclusion of the contract that the goods would be resold or otherwise used in that State; or

(b) in any other case, under the law of the State where the buyer has his place of business.

(2) The obligation of the seller under the preceding paragraph does not extend to cases where:

(a) at the time of the conclusion of the contract the buyer knew or could not have been unaware of the right or claim; or

(b) the right or claim results from the seller's compliance with technical drawings, designs, formulae or other such specifications furnished by the buyer.

Article 43

(1) The buyer loses the right to rely on the provisions of article 41 or article 42 if he does not give notice to the seller specifying the nature of the right or claim of the third party within a reasonable time after he has become aware or ought to have become aware of the right or claim.

(2) The seller is not entitled to rely on the provisions of the preceding paragraph if he knew of the right or claim of the third party and the nature of it.

Article 44

Notwithstanding the provisions of paragraph (1) of article 39 and paragraph (1) of article 43, the buyer may reduce the price in accordance with article 50 or claim damages, except for loss of profit, if he has a reasonable excuse for his failure to give the required notice.

Section III

Remedies for Breach of Contract by the Seller

Article 45

(1) If the seller fails to perform any of his obligations under the contract or this Convention, the buyer may:

(a) exercise the rights provided in articles 46 to 52;

(b) claim damages as provided in articles 74 to 77.

(2) The buyer is not deprived of any right he may have to claim damages by exercising his right to other remedies.

(3) No period of grace may be granted to the seller by a court or arbitral tribunal when the buyer resorts to a remedy for breach of contract.

moment de la conclusion du contrat que les marchandises seraient revendues ou utilisées dans cet État; ou

b) dans tous les autres cas, en vertu de la loi de l'État où l'acheteur a son établissement.

(2) Dans les cas suivants, le vendeur n'est pas tenu de l'obligation prévue au paragraphe précédent :

a) au moment de la conclusion du contrat, l'acheteur connaissait ou ne pouvait ignorer l'existence du droit ou de la prétention; ou

b) le droit ou la prétention résulte de ce que le vendeur s'est conformé aux plans techniques, dessins, formules ou autres spécifications analogues fournis par l'acheteur.

Article 43

(1) L'acheteur perd le droit de se prévaloir des dispositions des articles 41 et 42 s'il ne dénonce pas au vendeur le droit ou la prétention du tiers, en précisant la nature de ce droit ou de cette prétention, dans un délai raisonnable à partir du moment où il en a eu connaissance ou aurait dû en avoir connaissance.

(2) Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions du paragraphe précédent s'il connaissait le droit ou la prétention du tiers et sa nature.

Article 44

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 et du paragraphe 1 de l'article 43, l'acheteur peut réduire le prix conformément à l'article 50 ou demander des dommages-intérêts, sauf pour le gain manqué, s'il a une excuse raisonnable pour n'avoir pas procédé à la dénonciation requise.

Section III

Moyens dont dispose l'acheteur en cas de contravention au contrat par le vendeur

Article 45

(1) Si le vendeur n'a pas exécuté l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat de vente ou de la présente Convention, l'acheteur est fondé à :

a) exercer les droits prévus aux articles 46 à 52;

b) demander les dommages-intérêts prévus aux articles 74 à 77.

(2) L'acheteur ne perd pas le droit de demander des dommages-intérêts lorsqu'il exerce son droit de recourir à un autre moyen.

(3) Aucun délai de grâce ne peut être accordé au vendeur par un juge ou par un arbitre lorsque l'acheteur se prévaut d'un des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat.

Article 43

(1) The buyer must examine the goods as soon as he receives them and take any action which is necessary in relation to the goods.

(2) If it is proved to the satisfaction of the court that the buyer has acted in conformity with the provisions of paragraph (1) and that he has taken such action as is reasonable in the circumstances, he shall not be liable for damages for delay in performance.

(3) If the buyer is not satisfied with the quality of the goods, he may, within the period of time specified in the contract, require the seller to make good the goods or to replace them or to refund the price or to make any other arrangement which may be made under article 34 or under a comparable law of the country.

Article 44

(1) The buyer may fix an additional period of time for the seller to perform.

(2) Unless the buyer has received notice from the seller that he will not perform within the period so fixed, the buyer may not demand that the seller perform or may demand that the price be repaid. However, the buyer is not deprived of his right to any other remedy available to him in law.

Article 45

(1) Subject to article 47, the seller may withhold the goods if the buyer does not pay the price or if the buyer fails to take any other steps which are necessary for the performance of the contract. However, the seller may not withhold the goods if the buyer has paid the price or if the buyer has taken any other steps which are necessary for the performance of the contract.

(2) If the seller withholds the goods to make good whether he is obliged to do so or not, he may not withhold the goods if the buyer has paid the price or if the buyer has taken any other steps which are necessary for the performance of the contract. The price may not be repaid if the buyer has taken any other steps which are necessary for the performance of the contract.

(3) A contract to be withheld shall be withheld until the buyer has paid the price or has taken any other steps which are necessary for the performance of the contract. The price may not be repaid if the buyer has taken any other steps which are necessary for the performance of the contract.

Article 43

(1) L'acheteur doit examiner les marchandises aussitôt qu'il les reçoit et prendre toute action qui est nécessaire en relation avec les marchandises.

(2) Si l'on prouve à la satisfaction du tribunal que l'acheteur a agi conformément aux dispositions du paragraphe (1) et qu'il a pris de telles mesures que l'on peut raisonnablement attendre dans les circonstances, il ne sera pas responsable des dommages pour retard dans l'exécution.

(3) Si l'acheteur n'est pas satisfait de la qualité des marchandises, il peut, dans le délai fixé dans le contrat, exiger que le vendeur remette les marchandises en état, qu'il les remplace ou qu'il rembourse le prix ou qu'il fasse toute autre disposition que l'on peut faire en vertu de l'article 34 ou d'une loi comparable.

Article 44

(1) L'acheteur peut fixer une période supplémentaire de temps pour l'exécution.

(2) À moins que l'acheteur n'ait reçu avis du vendeur que celui-ci ne s'acquittera pas dans le délai fixé, l'acheteur ne peut demander que le vendeur exécute ou qu'il rembourse le prix. Toutefois, l'acheteur n'est pas privé de son droit à d'autres recours que ceux prévus par la loi.

Article 45

(1) Sous réserve de l'article 47, le vendeur peut retenir les marchandises si le preneur ne paie pas le prix ou si le preneur ne prend pas d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat. Toutefois, le vendeur ne peut retenir les marchandises si le preneur a payé le prix ou si le preneur a pris d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat.

(2) Si le vendeur retient les marchandises pour les remettre en état, il ne peut retenir les marchandises si le preneur a payé le prix ou si le preneur a pris d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat. Le prix ne peut être remboursé si le preneur a pris d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat.

(3) Un contrat qui doit être retenu sera retenu jusqu'à ce que le preneur ait payé le prix ou ait pris d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat. Le prix ne peut être remboursé si le preneur a pris d'autres mesures nécessaires à l'exécution du contrat.

Article 46

(1) The buyer may require performance by the seller of his obligations unless the buyer has resorted to a remedy which is inconsistent with this requirement.

(2) If the goods do not conform with the contract, the buyer may require delivery of substitute goods only if the lack of conformity constitutes a fundamental breach of contract and a request for substitute goods is made either in conjunction with notice given under article 39 or within a reasonable time thereafter.

(3) If the goods do not conform with the contract, the buyer may require the seller to remedy the lack of conformity by repair, unless this is unreasonable having regard to all the circumstances. A request for repair must be made either in conjunction with notice given under article 39 or within a reasonable time thereafter.

Article 47

(1) The buyer may fix an additional period of time of reasonable length for performance by the seller of his obligations.

(2) Unless the buyer has received notice from the seller that he will not perform within the period so fixed, the buyer may not, during that period, resort to any remedy for breach of contract. However, the buyer is not deprived thereby of any right he may have to claim damages for delay in performance.

Article 48

(1) Subject to article 49, the seller may, even after the date for delivery, remedy at his own expense any failure to perform his obligations, if he can do so without unreasonable delay and without causing the buyer unreasonable inconvenience or uncertainty of reimbursement by the seller of expenses advanced by the buyer. However, the buyer retains any right to claim damages as provided for in this Convention.

(2) If the seller requests the buyer to make known whether he will accept performance and the buyer does not comply with the request within a reasonable time, the seller may perform within the time indicated in his request. The buyer may not, during that period of time, resort to any remedy which is inconsistent with performance by the seller.

(3) A notice by the seller that he will perform within a specified period of time is assumed to include a request, under the preceding paragraph, that the buyer make known his decision.

Article 46

(1) L'acheteur peut exiger du vendeur l'exécution de ses obligations, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec cette exigence.

(2) Si les marchandises ne sont pas conformes au contrat, l'acheteur ne peut exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement que si le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat et si cette livraison est demandée au moment de la dénonciation du défaut de conformité faite conformément à l'article 39 ou dans un délai raisonnable à compter de cette dénonciation.

(3) Si les marchandises ne sont pas conformes au contrat, l'acheteur peut exiger du vendeur qu'il répare le défaut de conformité, à moins que cela ne soit déraisonnable compte tenu de toutes les circonstances. La réparation doit être demandée au moment de la dénonciation du défaut de conformité faite conformément à l'article 39 ou dans un délai raisonnable à compter de cette dénonciation.

Article 47

(1) L'acheteur peut impartir au vendeur un délai supplémentaire de durée raisonnable pour l'exécution de ses obligations.

(2) À moins qu'il n'ait reçu du vendeur une notification l'informant que celui-ci n'exécuterait pas ses obligations dans le délai ainsi imparti, l'acheteur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'aucun des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat. Toutefois, l'acheteur ne perd pas, de ce fait, le droit de demander des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution.

Article 48

(1) Sous réserve de l'article 49, le vendeur peut, même après la date de la livraison, réparer à ses frais tout manquement à ses obligations, à condition que cela n'entraîne pas un retard déraisonnable et ne cause à l'acheteur ni inconvénients déraisonnables ni incertitude quant au remboursement par le vendeur des frais faits par l'acheteur. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

(2) Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire savoir s'il accepte l'exécution et si l'acheteur ne lui répond pas dans un délai raisonnable, le vendeur peut exécuter ses obligations dans le délai qu'il a indiqué dans sa demande. L'acheteur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'un moyen incompatible avec l'exécution par le vendeur de ses obligations.

(3) Lorsque le vendeur notifie à l'acheteur son intention d'exécuter ses obligations dans un délai déterminé, il est présumé demander à l'acheteur de lui faire connaître sa décision conformément au paragraphe précédent.

(4) A contract is not affected by the letter under paragraph (2) or (3) if the goods are not delivered within the period specified by the buyer.

Article 49

(1) The buyer may declare the contract avoided: (a) if the failure by the seller to perform any of his obligations under the contract or this Convention amounts to a fundamental breach of contract; or (b) in case of non-delivery, if the seller does not deliver the goods within the additional period of time fixed by the buyer in accordance with paragraph (1) of article 47 or delivery after that period so fixed.

(2) However, in cases where the seller has delivered the goods, the buyer loses the right to declare the contract avoided unless he acts:

- (a) in respect of late delivery, within a reasonable time after he has become aware that delivery has been made;
- (b) in respect of any breach other than late delivery, within a reasonable time.

(3) After the time or ought to have known of the breach: (a) after the expiration of any additional period of time fixed by the buyer in accordance with paragraph (1) of article 47 or after the seller has declared that he will not perform his obligation within such an additional period; or (b) after the expiration of any additional period of time fixed by the seller in accordance with paragraph (2) of article 48, or after the buyer has declared that he will not accept performance.

Article 50

If the goods do not conform with the contract and whether or not the price has already been paid, the buyer may reduce the price in the same proportion as the value that the goods actually delivered bear at the time of the delivery bears to the value that conforming goods would have had at that time. However, if the value concerned any particular part of the obligation is concerned with article 33 or article 48 or if the buyer is to accept payment by the seller in accordance with those articles, the buyer may not reduce the price.

Article 51

(1) If the seller delivers only a part of the goods or if only a part of the goods delivered is in conformity with the contract, article 48 or 50 applies in respect of the part which is missing or which does not conform.

(2) If the buyer only declares the contract avoided in respect of a part of the goods or if the buyer is to accept payment by the seller in accordance with article 48 or 50, the buyer may not declare the contract avoided in respect of the part which is conforming or which does not conform.

(4) Les documents ou une notification faite par le vendeur en vertu des paragraphes 2 ou 3 du présent article n'a d'effet que si elle est reçue par l'acheteur.

Article 49

(1) L'acheteur peut déclarer le contrat résolu: (a) si l'inexécution par le vendeur de l'une quelconque des obligations énoncées dans le présent article ou de la présente Convention constitue une violation fondamentale du contrat; ou (b) en cas de non-délivrance, si le vendeur ne livre pas les marchandises dans le délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou si la livraison intervient après ce délai.

(2) Cependant, dans les cas où le vendeur a livré les marchandises, l'acheteur perd le droit de déclarer le contrat résolu à moins qu'il n'agisse:

- (a) en cas de livraison tardive, dans un délai raisonnable après le moment où il a eu connaissance de la livraison; ou (b) en cas de toute autre violation, dans un délai raisonnable après qu'il a eu connaissance de la violation.

(3) Après l'expiration de tout délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément au paragraphe 2 de l'article 47 ou après que l'acheteur a déclaré qu'il n'accepte pas la livraison, ou après qu'il a déclaré qu'il n'accepte pas la livraison:

- (a) après l'expiration de tout délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou après que le vendeur a déclaré qu'il n'accepte pas la livraison; ou (b) après l'expiration de tout délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément au paragraphe 2 de l'article 48, ou après que le vendeur a déclaré qu'il n'accepte pas la livraison.

Article 50

Si les marchandises ne sont pas conformes au contrat, le prix est réduit en proportion de la valeur que les marchandises effectivement livrées auraient eu au moment de la livraison et de la valeur que les marchandises conformes auraient eues à ce moment. Cependant, si le vendeur est tenu de livrer les marchandises conformément à l'article 33 ou de livrer les marchandises en vertu de l'article 48 ou si l'acheteur accepte la livraison en vertu de l'article 48 ou si l'acheteur déclare qu'il n'accepte pas la livraison, le prix n'est pas réduit.

Article 51

(1) Si le vendeur ne livre qu'une partie des marchandises ou si une partie seulement des marchandises livrées est conforme au contrat, les articles 48 et 50 s'appliquent en ce qui concerne la partie manquante ou non conforme.

(2) Si l'acheteur ne peut déclarer le contrat résolu que en ce qui concerne une partie des marchandises ou si l'acheteur est tenu d'accepter le paiement par le vendeur en vertu de l'article 48 ou 50, l'acheteur ne peut pas déclarer le contrat résolu en ce qui concerne la partie qui est conforme ou qui n'est pas conforme.

(4) A request or notice by the seller under paragraph (2) or (3) of this article is not effective unless received by the buyer.

Article 49

(1) The buyer may declare the contract avoided:

(a) if the failure by the seller to perform any of his obligations under the contract or this Convention amounts to a fundamental breach of contract; or

(b) in case of non-delivery, if the seller does not deliver the goods within the additional period of time fixed by the buyer in accordance with paragraph (1) of article 47 or declares that he will not deliver within the period so fixed.

(2) However, in cases where the seller has delivered the goods, the buyer loses the right to declare the contract avoided unless he does so:

(a) in respect of late delivery, within a reasonable time after he has become aware that delivery has been made;

(b) in respect of any breach other than late delivery, within a reasonable time:

(i) after he knew or ought to have known of the breach;

(ii) after the expiration of any additional period of time fixed by the buyer in accordance with paragraph (1) of article 47, or after the seller has declared that he will not perform his obligations within such an additional period; or

(iii) after the expiration of any additional period of time indicated by the seller in accordance with paragraph (2) of article 48, or after the buyer has declared that he will not accept performance.

Article 50

If the goods do not conform with the contract and whether or not the price has already been paid, the buyer may reduce the price in the same proportion as the value that the goods actually delivered had at the time of the delivery bears to the value that conforming goods would have had at that time. However, if the seller remedies any failure to perform his obligations in accordance with article 37 or article 48 or if the buyer refuses to accept performance by the seller in accordance with those articles, the buyer may not reduce the price.

Article 51

(1) If the seller delivers only a part of the goods or if only a part of the goods delivered is in conformity with the contract, articles 46 to 50 apply in respect of the part which is missing or which does not conform.

(2) The buyer may declare the contract avoided in its entirety only if the failure to make delivery completely or in conformity with the contract amounts to a fundamental breach of the contract.

(4) Une demande ou une notification faite par le vendeur en vertu des paragraphes 2 ou 3 du présent article n'a d'effet que si elle est reçue par l'acheteur.

Article 49

(1) L'acheteur peut déclarer le contrat résolu :

a) si l'inexécution par le vendeur de l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat ou de la présente Convention constitue une contravention essentielle au contrat; ou

b) en cas de défaut de livraison, si le vendeur ne livre pas les marchandises dans le délai supplémentaire imparti par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou s'il déclare qu'il ne les livrera pas dans le délai ainsi imparti.

(2) Cependant, lorsque le vendeur a livré les marchandises, l'acheteur est déchu du droit de déclarer le contrat résolu s'il ne l'a pas fait :

a) en cas de livraison tardive, dans un délai raisonnable à partir du moment où il a su que la livraison avait été effectuée;

b) en cas de contravention autre que la livraison tardive, dans un délai raisonnable :

(i) à partir du moment où il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention;

(ii) après l'expiration de tout délai supplémentaire imparti par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou après que le vendeur a déclaré qu'il n'exécuterait pas ses obligations dans ce délai supplémentaire; ou

(iii) après l'expiration de tout délai supplémentaire indiqué par le vendeur conformément au paragraphe 2 de l'article 48 ou après que l'acheteur a déclaré qu'il n'accepterait pas l'exécution.

Article 50

En cas de défaut de conformité des marchandises au contrat, que le prix ait été ou non déjà payé, l'acheteur peut réduire le prix proportionnellement à la différence entre la valeur que les marchandises effectivement livrées avaient au moment de la livraison et la valeur que des marchandises conformes auraient eue à ce moment. Cependant, si le vendeur répare tout manquement à ses obligations conformément à l'article 37 ou à l'article 48 ou si l'acheteur refuse d'accepter l'exécution par le vendeur conformément à ces articles, l'acheteur ne peut réduire le prix.

Article 51

(1) Si le vendeur ne livre qu'une partie des marchandises ou si une partie seulement des marchandises livrées est conforme au contrat, les articles 46 à 50 s'appliquent en ce qui concerne la partie manquante ou non conforme.

(2) L'acheteur ne peut déclarer le contrat résolu dans sa totalité que si l'inexécution partielle ou le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat.

Article 52

(1) If the seller delivers the goods before the date fixed, the buyer may take delivery or refuse to take delivery.

(2) If the seller delivers a quantity of goods greater than that provided for in the contract, the buyer may take delivery or refuse to take delivery of the excess quantity. If the buyer takes delivery of all or part of the excess quantity, he must pay for it at the contract rate.

CHAPTER III

OBLIGATIONS OF THE BUYER

Article 53

The buyer must pay the price for the goods and take delivery of them as required by the contract and this Convention.

Section I

Payment of the Price

Article 54

The buyer's obligation to pay the price includes taking such steps and complying with such formalities as may be required under the contract or any laws and regulations to enable payment to be made.

Article 55

Where a contract has been validly concluded but does not expressly or implicitly fix or make provision for determining the price, the parties are considered, in the absence of any indication to the contrary, to have impliedly made reference to the price generally charged at the time of the conclusion of the contract for such goods sold under comparable circumstances in the trade concerned.

Article 56

If the price is fixed according to the weight of the goods, in case of doubt it is to be determined by the net weight.

Article 57

(1) If the buyer is not bound to pay the price at any other particular place, he must pay it to the seller:

- (a) at the seller's place of business; or
- (b) if the payment is to be made against the handing over of the goods or of documents, at the place where the handing over takes place.

(2) The seller must bear any increase in the expenses incidental to payment which is caused by a change in his place of business subsequent to the conclusion of the contract.

Article 52

(1) Si le vendeur livre les marchandises avant la date fixée, l'acheteur a la faculté d'en prendre livraison ou de refuser d'en prendre livraison.

(2) Si le vendeur livre une quantité supérieure à celle prévue au contrat, l'acheteur peut accepter ou refuser de prendre livraison de la quantité excédentaire. Si l'acheteur accepte d'en prendre livraison en tout ou en partie, il doit la payer au tarif du contrat.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Article 53

L'acheteur s'oblige, dans les conditions prévues au contrat et par la présente Convention, à payer le prix et à prendre livraison des marchandises.

Section I

Paiement du prix

Article 54

L'obligation qu'a l'acheteur de payer le prix comprend celle de prendre les mesures et d'accomplir les formalités destinées à permettre le paiement du prix qui sont prévues par le contrat ou par les lois et les règlements.

Article 55

Si la vente est valablement conclue sans que le prix des marchandises vendues ait été fixé dans le contrat expressément ou implicitement ou par une disposition permettant de le déterminer, les parties sont réputées, sauf indication contraire, s'être tacitement référées au prix habituellement pratiqué au moment de la conclusion du contrat, dans la branche commerciale considérée, pour les mêmes marchandises vendues dans des circonstances comparables.

Article 56

Si le prix est fixé d'après le poids des marchandises, c'est le poids net qui, en cas de doute, détermine ce prix.

Article 57

(1) Si l'acheteur n'est pas tenu de payer le prix en un autre lieu particulier, il doit payer le vendeur :

- a) à l'établissement de celui-ci; ou
- b) si le paiement doit être fait contre la remise des marchandises ou des documents, au lieu de cette remise.

(2) Le vendeur doit supporter toute augmentation des frais accessoires au paiement qui résultent de son changement d'établissement après la conclusion du contrat.

Article 11

- (1) If the contract is not to be performed in whole or in part, the contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (2) If the contract is not to be performed in whole or in part, the contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (3) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Article 12

The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Section II

Chapter I

Article 13

The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Section III

The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Article 14

- (1) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (2) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (3) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Article 15

(1) If the contract is not to be performed in whole or in part, the contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

(2) If the contract is not to be performed in whole or in part, the contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

(3) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Article 16

The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Section II

Chapter I

Article 17

The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Section III

Provisions on the Contract of the Buyer

Article 18

- (1) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (2) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.
- (3) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

(4) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

(5) The contract shall be terminated, and the goods shall be sold at public auction, and the proceeds of the sale shall be applied to the payment of the contract.

Article 58

(1) If the buyer is not bound to pay the price at any other specific time, he must pay it when the seller places either the goods or documents controlling their disposition at the buyer's disposal in accordance with the contract and this Convention. The seller may make such payment a condition for handing over the goods or documents.

(2) If the contract involves carriage of the goods, the seller may dispatch the goods on terms whereby the goods, or documents controlling their disposition, will not be handed over to the buyer except against payment of the price.

(3) The buyer is not bound to pay the price until he has had an opportunity to examine the goods, unless the procedures for delivery or payment agreed upon by the parties are inconsistent with his having such an opportunity.

Article 59

The buyer must pay the price on the date fixed by or determinable from the contract and this Convention without the need for any request or compliance with any formality on the part of the seller.

Section II

Taking Delivery

Article 60

The buyer's obligation to take delivery consists:

- (a) in doing all the acts which could reasonably be expected of him in order to enable the seller to make delivery; and
- (b) in taking over the goods.

Section III

Remedies for Breach of Contract by the Buyer

Article 61

(1) If the buyer fails to perform any of his obligations under the contract or this Convention, the seller may:

- (a) exercise the rights provided in articles 62 to 65;
- (b) claim damages as provided in articles 74 to 77.

(2) The seller is not deprived of any right he may have to claim damages by exercising his right to other remedies.

(3) No period of grace may be granted to the buyer by a court or arbitral tribunal when the seller resorts to a remedy for breach of contract.

Article 58

(1) Si l'acheteur n'est pas tenu de payer le prix à un autre moment déterminé, il doit le payer lorsque, conformément au contrat et à la présente Convention, le vendeur met à sa disposition soit les marchandises, soit des documents représentatifs des marchandises. Le vendeur peut faire du paiement une condition de la remise des marchandises ou des documents.

(2) Si le contrat implique un transport des marchandises, le vendeur peut en faire l'expédition sous condition que celles-ci ou les documents représentatifs ne seront remis à l'acheteur que contre paiement du prix.

(3) L'acheteur n'est pas tenu de payer le prix avant d'avoir eu la possibilité d'examiner les marchandises, à moins que les modalités de livraison ou de paiement dont sont convenues les parties ne lui en laissent pas la possibilité.

Article 59

L'acheteur doit payer le prix à la date fixée au contrat ou résultant du contrat et de la présente Convention, sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou autre formalité de la part du vendeur.

Section II

Prise de livraison

Article 60

L'obligation de l'acheteur de prendre livraison consiste :

- a) à accomplir tout acte qu'on peut raisonnablement attendre de lui pour permettre au vendeur d'effectuer la livraison; et
- b) à retirer les marchandises.

Section III

Moyens dont dispose le vendeur en cas de contravention au contrat par l'acheteur

Article 61

(1) Si l'acheteur n'a pas exécuté l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat de vente ou de la présente Convention, le vendeur est fondé à :

- a) exercer les droits prévus aux articles 62 à 65;
- b) demander les dommages-intérêts prévus aux articles 74 à 77.

(2) Le vendeur ne perd pas le droit de demander des dommages-intérêts lorsqu'il exerce son droit de recourir à un autre moyen.

(3) Aucun délai de grâce ne peut être accordé à l'acheteur par un juge ou par un arbitre lorsque le vendeur se prévaut d'un des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat.

Article 62

The seller may require the buyer to pay the price, take delivery or perform his other obligations, unless the seller has resorted to a remedy which is inconsistent with this requirement.

Article 63

(1) The seller may fix an additional period of time of reasonable length for performance by the buyer of his obligations.

(2) Unless the seller has received notice from the buyer that he will not perform within the period so fixed, the seller may not, during that period, resort to any remedy for breach of contract. However, the seller is not deprived thereby of any right he may have to claim damages for delay in performance.

Article 64

(1) The seller may declare the contract avoided:

(a) if the failure by the buyer to perform any of his obligations under the contract or this Convention amounts to a fundamental breach of contract; or

(b) if the buyer does not, within the additional period of time fixed by the seller in accordance with paragraph (1) of article 63, perform his obligation to pay the price or take delivery of the goods, or declares that he will not do so within the period so fixed.

(2) However, in cases where the buyer has paid the price, the seller loses the right to declare the contract avoided unless he does so:

(a) in respect of late performance by the buyer, before the seller has become aware that performance has been rendered; or

(b) in respect of any breach other than late performance by the buyer, within a reasonable time:

(i) after the seller knew or ought to have known of the breach; or

(ii) after the expiration of any additional period of time fixed by the seller in accordance with paragraph (1) of article 63, or after the buyer has declared that he will not perform his obligations within such an additional period.

Article 65

(1) If under the contract the buyer is to specify the form, measurement or other features of the goods and he fails to make such specification either on the date agreed upon or within a reasonable time after receipt of a request from the seller, the seller may, without prejudice to any other rights he may have, make the specification himself in accordance with the requirements of the buyer that may be known to him.

Article 62

Le vendeur peut exiger de l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison des marchandises ou l'exécution des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ces exigences.

Article 63

(1) Le vendeur peut impartir à l'acheteur un délai supplémentaire de durée raisonnable pour l'exécution de ses obligations.

(2) À moins qu'il n'ait reçu de l'acheteur une notification l'informant que celui-ci n'exécuterait pas ses obligations dans le délai ainsi impartit, le vendeur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'aucun des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat. Toutefois, le vendeur ne perd pas, de ce fait, le droit de demander des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution.

Article 64

(1) Le vendeur peut déclarer le contrat résolu :

a) si l'inexécution par l'acheteur de l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat ou de la présente Convention constitue une contravention essentielle au contrat; ou

b) si l'acheteur n'exécute pas son obligation de payer le prix ou ne prend pas livraison des marchandises dans le délai supplémentaire impartit par le vendeur conformément au paragraphe 1 de l'article 63 ou s'il déclare qu'il ne le fera pas dans le délai ainsi impartit.

(2) Cependant, lorsque l'acheteur a payé le prix, le vendeur est déchu du droit de déclarer le contrat résolu s'il ne l'a pas fait :

a) en cas d'exécution tardive par l'acheteur, avant d'avoir su qu'il y avait eu exécution; ou

b) en cas de contravention par l'acheteur autre que l'exécution tardive, dans un délai raisonnable;

(i) à partir du moment où le vendeur a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention; ou

(ii) après l'expiration de tout délai supplémentaire impartit par le vendeur conformément au paragraphe 1 de l'article 63 ou après que l'acheteur a déclaré qu'il n'exécuterait pas ses obligations dans ce délai supplémentaire.

Article 65

(1) Si le contrat prévoit que l'acheteur doit spécifier la forme, la mesure ou d'autres caractéristiques des marchandises et si l'acheteur n'effectue pas cette spécification à la date convenue ou dans un délai raisonnable à compter de la réception d'une demande du vendeur, celui-ci peut, sans préjudice de tous autres droits qu'il peut avoir, effectuer lui-même cette spécification d'après les besoins de l'acheteur dont il peut avoir connaissance.

(2) If the seller makes the specification himself, he must inform the buyer of the details thereof and must fix a reasonable time within which the buyer may make a different specification. If, after receipt of such a communication, the buyer fails to do so within the time so fixed, the specification made by the seller is binding.

CHAPTER IV

PASSING OF RISK

Article 66

Loss of or damage to the goods after the risk has passed to the buyer does not discharge him from his obligation to pay the price, unless the loss or damage is due to an act or omission of the seller.

Article 67

(1) If the contract of sale involves carriage of the goods and the seller is not bound to hand them over at a particular place, the risk passes to the buyer when the goods are handed over to the first carrier for transmission to the buyer in accordance with the contract of sale. If the seller is bound to hand the goods over to a carrier at a particular place, the risk does not pass to the buyer until the goods are handed over to the carrier at that place. The fact that the seller is authorized to retain documents controlling the disposition of the goods does not affect the passage of the risk.

(2) Nevertheless, the risk does not pass to the buyer until the goods are clearly identified to the contract, whether by markings on the goods, by shipping documents, by notice given to the buyer or otherwise.

Article 68

The risk in respect of goods sold in transit passes to the buyer from the time of the conclusion of the contract. However, if the circumstances so indicate, the risk is assumed by the buyer from the time the goods were handed over to the carrier who issued the documents embodying the contract of carriage. Nevertheless, if at the time of the conclusion of the contract of sale the seller knew or ought to have known that the goods had been lost or damaged and did not disclose this to the buyer, the loss or damage is at the risk of the seller.

Article 69

(1) In cases not within articles 67 and 68, the risk passes to the buyer when he takes over the goods or, if he does not do so in due time, from the time when the goods are placed at his disposal and he commits a breach of contract by failing to take delivery.

(2) Si le vendeur effectue lui-même la spécification, il doit en faire connaître les modalités à l'acheteur et lui impartir un délai raisonnable pour une spécification différente. Si, après réception de la communication du vendeur, l'acheteur n'utilise pas cette possibilité dans le délai ainsi imparti, la spécification effectuée par le vendeur est définitive.

CHAPITRE IV

TRANSFERT DES RISQUES

Article 66

La perte ou la détérioration des marchandises survenue après le transfert des risques à l'acheteur ne libère pas celui-ci de son obligation de payer le prix, à moins que ces événements ne soient dus à un fait du vendeur.

Article 67

(1) Lorsque le contrat de vente implique un transport des marchandises et que le vendeur n'est pas tenu de les remettre en un lieu déterminé, les risques sont transférés à l'acheteur à partir de la remise des marchandises au premier transporteur pour transmission à l'acheteur conformément au contrat de vente. Lorsque le vendeur est tenu de remettre les marchandises à un transporteur en un lieu déterminé, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur tant que les marchandises n'ont pas été remises au transporteur en ce lieu. Le fait que le vendeur soit autorisé à conserver les documents représentatifs des marchandises n'affecte pas le transfert des risques.

(2) Cependant, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur tant que les marchandises n'ont pas été clairement identifiées aux fins du contrat, que ce soit par l'apposition d'un signe distinctif sur les marchandises, par des documents de transport, par un avis donné à l'acheteur ou par tout autre moyen.

Article 68

En ce qui concerne les marchandises vendues en cours de transport, les risques sont transférés à l'acheteur à partir du moment où le contrat est conclu. Toutefois, si les circonstances l'impliquent, les risques sont à la charge de l'acheteur à compter du moment où les marchandises ont été remises au transporteur qui a émis les documents constatant le contrat de transport. Néanmoins, si, au moment de la conclusion du contrat de vente, le vendeur avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance du fait que les marchandises avaient péri ou avaient été détériorées et qu'il n'en a pas informé l'acheteur, la perte ou la détérioration est à la charge du vendeur.

Article 69

(1) Dans les cas non visés par les articles 67 et 68, les risques sont transférés à l'acheteur lorsqu'il retire les marchandises ou, s'il ne le fait pas en temps voulu, à partir du moment où les marchandises sont mises à sa disposition et où il commet une contravention au contrat en n'en prenant pas livraison.

(2) Cependant, l'acheteur est tenu de retirer les marchandises en un lieu de son établissement ou de son domicile, les marchandises devant être livrées au lieu et au moment convenus, à moins que le vendeur ne s'acquitte de ses obligations en retirant les marchandises au lieu et au moment convenus.

(3) Si le vendeur n'est pas métrologiquement tenu de livrer les marchandises, les marchandises devant être livrées au lieu et au moment convenus, les marchandises ne sont retirées qu'au lieu et au moment convenus, à moins que le vendeur ne s'acquitte de ses obligations en retirant les marchandises au lieu et au moment convenus.

Article 30

Si le vendeur a commis un manquement constitutif de manquement, les dispositions des articles 67, 68 et 69 ne peuvent pas être invoquées par l'acheteur lorsque le vendeur de cette dernière n'a pas commis de manquement.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS COMMUNES AUX OBLIGATIONS DU VENDEUR ET DE L'ACHETEUR

Section I

Contrats relatifs à la vente et contrats à livrer

Article 31

(1) La partie qui diffère l'exécution de ses obligations contractuelles, après la conclusion du contrat, est la partie qui n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate au lieu et au moment convenus.

(2) Si une partie manifeste, dans le contrat, son intention de ne pas accomplir ses obligations, on considère qu'elle n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate.

(3) Si la partie qui n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate, elle est tenue de livrer les marchandises au lieu et au moment convenus.

(4) Si la partie qui n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate, elle est tenue de livrer les marchandises au lieu et au moment convenus, à moins que le vendeur ne s'acquitte de ses obligations en retirant les marchandises au lieu et au moment convenus.

(5) La partie qui diffère l'exécution, avant ou après l'échéance des marchandises, doit adapter immédiatement son contrat à son effet à l'autre partie, et elle doit procéder à l'exécution de ses obligations de manière adéquate au lieu et au moment convenus.

Article 32

(1) Si, avant la date de l'exécution du contrat, il est manifeste que la partie contractante ne s'acquitte pas de ses obligations de manière adéquate, on considère qu'elle n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate.

(2) Si, avant la date de l'exécution du contrat, il est manifeste que la partie contractante ne s'acquitte pas de ses obligations de manière adéquate, on considère qu'elle n'accomplit pas ses obligations de manière adéquate.

(3) However, if the party is bound to take over the goods at a place other than a place of business of the seller, the risk passes when delivery is due and the party is aware of the fact that the goods are bound to be taken over at that place.

(4) If the contract relates to goods not being delivered, the goods are considered not to be placed at the disposal of the buyer until they are clearly identified to the contract.

Article 30

If the seller has committed a fundamental breach of contract, articles 67, 68 and 69 do not impair the remedies available to the buyer on account of the breach.

CHAPTER V

PROVISIONS COMMON TO THE OBLIGATIONS OF THE SELLER AND OF THE BUYER

Section I

Anticipatory breach and fundamental contracts

Article 31

(1) A party may suspend the performance of his obligations if, after the conclusion of the contract, it becomes apparent that the other party will not perform a substantial part of his obligations as a result of:

(a) a serious deficiency in his ability to perform or in his creditworthiness;

(b) the conduct in preparing to perform or in performing the contract.

(2) If the seller has already dispatched the goods before the goods described in the preceding paragraph become available, the buyer must immediately advise the goods to the buyer and the seller to obtain a document which entitles him to obtain the goods from the carrier. This document relates only to the goods in the goods as between the buyer and the seller.

(3) A party suspending performance, whether before or after dispatch of the goods, must immediately give notice of the suspension to the other party and must continue with performance if the other party provides adequate assurance of his performance.

Article 32

(1) If, before the date for performance of the contract, it is clear that one of the parties will commit a fundamental breach of contract, the other party may declare the contract void.

(2) If time allows, the party intending to declare the contract void must give reasonable notice to the other party in order

(2) However, if the buyer is bound to take over the goods at a place other than a place of business of the seller, the risk passes when delivery is due and the buyer is aware of the fact that the goods are placed at his disposal at that place.

(3) If the contract relates to goods not then identified, the goods are considered not to be placed at the disposal of the buyer until they are clearly identified to the contract.

Article 70

If the seller has committed a fundamental breach of contract, articles 67, 68 and 69 do not impair the remedies available to the buyer on account of the breach.

CHAPTER V

PROVISIONS COMMON TO THE OBLIGATIONS OF THE SELLER AND OF THE BUYER

Section I

Anticipatory Breach and Instalment Contracts

Article 71

(1) A party may suspend the performance of his obligations if, after the conclusion of the contract, it becomes apparent that the other party will not perform a substantial part of his obligations as a result of:

- (a) a serious deficiency in his ability to perform or in his creditworthiness; or
- (b) his conduct in preparing to perform or in performing the contract.

(2) If the seller has already dispatched the goods before the grounds described in the preceding paragraph become evident, he may prevent the handing over of the goods to the buyer even though the buyer holds a document which entitles him to obtain them. The present paragraph relates only to the rights in the goods as between the buyer and the seller.

(3) A party suspending performance, whether before or after dispatch of the goods, must immediately give notice of the suspension to the other party and must continue with performance if the other party provides adequate assurance of his performance.

Article 72

(1) If prior to the date for performance of the contract it is clear that one of the parties will commit a fundamental breach of contract, the other party may declare the contract avoided.

(2) If time allows, the party intending to declare the contract avoided must give reasonable notice to the other party in order

(2) Cependant, si l'acheteur est tenu de retirer les marchandises en un lieu autre qu'un établissement du vendeur, les risques sont transférés lorsque la livraison est due et que l'acheteur sait que les marchandises sont mises à sa disposition en ce lieu.

(3) Si la vente porte sur des marchandises non encore individualisées, les marchandises ne sont réputées avoir été mises à la disposition de l'acheteur que lorsqu'elles ont été clairement identifiées aux fins du contrat.

Article 70

Si le vendeur a commis une contravention essentielle au contrat, les dispositions des articles 67, 68 et 69 ne portent pas atteinte aux moyens dont l'acheteur dispose en raison de cette contravention.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS COMMUNES AUX OBLIGATIONS DU VENDEUR ET DE L'ACHETEUR

Section I

Contravention anticipée et contrats à livraisons successives

Article 71

(1) Une partie peut différer l'exécution de ses obligations lorsqu'il apparaît, après la conclusion du contrat, que l'autre partie n'exécutera pas une partie essentielle de ses obligations du fait :

- a) d'une grave insuffisance dans la capacité d'exécution de cette partie ou sa solvabilité; ou
- b) de la manière dont elle s'apprête à exécuter ou exécute le contrat.

(2) Si le vendeur a déjà expédié les marchandises lorsque se révèlent les raisons prévues au paragraphe précédent, il peut s'opposer à ce que les marchandises soient remises à l'acheteur, même si celui-ci détient un document lui permettant de les obtenir. Le présent paragraphe ne concerne que les droits respectifs du vendeur et de l'acheteur sur les marchandises.

(3) La partie qui diffère l'exécution, avant ou après l'expédition des marchandises, doit adresser immédiatement une notification à cet effet à l'autre partie, et elle doit procéder à l'exécution si l'autre partie donne des assurances suffisantes de la bonne exécution de ses obligations.

Article 72

(1) Si, avant la date de l'exécution du contrat, il est manifeste qu'une partie commettra une contravention essentielle au contrat, l'autre partie peut déclarer celui-ci résolu.

(2) Si elle dispose du temps nécessaire, la partie qui a l'intention de déclarer le contrat résolu doit le notifier à l'autre

to permit him to provide adequate assurance of his performance.

(3) The requirements of the preceding paragraph do not apply if the other party has declared that he will not perform his obligations.

Article 73

(1) In the case of a contract for delivery of goods by instalments, if the failure of one party to perform any of his obligations in respect of any instalment constitutes a fundamental breach of contract with respect to that instalment, the other party may declare the contract avoided with respect to that instalment.

(2) If one party's failure to perform any of his obligations in respect of any instalment gives the other party good grounds to conclude that a fundamental breach of contract will occur with respect to future instalments, he may declare the contract avoided for the future, provided that he does so within a reasonable time.

(3) A buyer who declares the contract avoided in respect of any delivery may, at the same time, declare it avoided in respect of deliveries already made or of future deliveries if, by reason of their interdependence, those deliveries could not be used for the purpose contemplated by the parties at the time of the conclusion of the contract.

Section II

Damages

Article 74

Damages for breach of contract by one party consist of a sum equal to the loss, including loss of profit, suffered by the other party as a consequence of the breach. Such damages may not exceed the loss which the party in breach foresaw or ought to have foreseen at the time of the conclusion of the contract, in the light of the facts and matters of which he then knew or ought to have known, as a possible consequence of the breach of contract.

Article 75

If the contract is avoided and if, in a reasonable manner and within a reasonable time after avoidance, the buyer has bought goods in replacement or the seller has resold the goods, the party claiming damages may recover the difference between the contract price and the price in the substitute transaction as well as any further damages recoverable under article 74.

partie dans des conditions raisonnables pour lui permettre de donner des assurances suffisantes de la bonne exécution de ses obligations.

(3) Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas si l'autre partie a déclaré qu'elle n'exécuterait pas ses obligations.

Article 73

(1) Dans les contrats à livraisons successives, si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison constitue une contravention essentielle au contrat en ce qui concerne cette livraison, l'autre partie peut déclarer le contrat résolu pour ladite livraison.

(2) Si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison donne à l'autre partie de sérieuses raisons de penser qu'il y aura contravention essentielle au contrat en ce qui concerne des obligations futures, elle peut déclarer le contrat résolu pour l'avenir, à condition de le faire dans un délai raisonnable.

(3) L'acheteur qui déclare le contrat résolu pour une livraison peut, en même temps, le déclarer résolu pour les livraisons déjà reçues ou pour les livraisons futures si, en raison de leur connexité, ces livraisons ne peuvent être utilisées aux fins envisagées par les parties au moment de la conclusion du contrat.

Section II

Dommages-intérêts

Article 74

Les dommages-intérêts pour une contravention au contrat commise par une partie sont égaux à la perte subie et au gain manqué par l'autre partie par suite de la contravention. Ces dommages-intérêts ne peuvent être supérieurs à la perte subie et au gain manqué que la partie en défaut avait prévus ou aurait dû prévoir au moment de la conclusion du contrat, en considérant les faits dont elle avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance, comme étant des conséquences possibles de la contravention au contrat.

Article 75

Lorsque le contrat est résolu et que, d'une manière raisonnable et dans un délai raisonnable après la résolution, l'acheteur a procédé à un achat de remplacement ou le vendeur à une vente compensatoire, la partie qui demande des dommages-intérêts peut obtenir la différence entre le prix du contrat et le prix de l'achat de remplacement ou de la vente compensatoire ainsi que tous autres dommages-intérêts qui peuvent être dus en vertu de l'article 74.

Article 76

(1) If the contract is avoided and there is a current price for the goods, the party claiming damages may, if he has not made a purchase or resale under article 75, recover the difference between the price fixed by the contract and the current price at the time of avoidance as well as any further damages recoverable under article 74. If, however, the party claiming damages has avoided the contract after taking over the goods, the current price at the time of such taking over shall be applied instead of the current price at the time of avoidance.

(2) For the purposes of the preceding paragraph, the current price is the price prevailing at the place where delivery of the goods should have been made or, if there is no current price at that place, the price at such other place as serves as a reasonable substitute, making due allowance for differences in the cost of transporting the goods.

Article 77

A party who relies on a breach of contract must take such measures as are reasonable in the circumstances to mitigate the loss, including loss of profit, resulting from the breach. If he fails to take such measures, the party in breach may claim a reduction in the damages in the amount by which the loss should have been mitigated.

Section III

Interest

Article 78

If a party fails to pay the price or any other sum that is in arrears, the other party is entitled to interest on it, without prejudice to any claim for damages recoverable under article 74.

Section IV

Exemptions

Article 79

(1) A party is not liable for a failure to perform any of his obligations if he proves that the failure was due to an impediment beyond his control and that he could not reasonably be expected to have taken the impediment into account at the time of the conclusion of the contract or to have avoided or overcome it or its consequences.

(2) If the party's failure is due to the failure by a third person whom he has engaged to perform the whole or a part of the contract, that party is exempt from liability only if:

Article 76

(1) Lorsque le contrat est résolu et que les marchandises ont un prix courant, la partie qui demande des dommages-intérêts peut, si elle n'a pas procédé à un achat de remplacement ou à une vente compensatoire au titre de l'article 75, obtenir la différence entre le prix fixé dans le contrat et le prix courant au moment de la résolution ainsi que tous autres dommages-intérêts qui peuvent être dus au titre de l'article 74. Néanmoins, si la partie qui demande des dommages-intérêts a déclaré le contrat résolu après avoir pris possession des marchandises, c'est le prix courant au moment de la prise de possession qui est applicable et non pas le prix courant au moment de la résolution.

(2) Aux fins du paragraphe précédent, le prix courant est celui du lieu où la livraison des marchandises aurait dû être effectuée ou, à défaut de prix courant en ce lieu, le prix courant pratiqué en un autre lieu qu'il apparaît raisonnable de prendre comme lieu de référence, en tenant compte des différences dans les frais de transport des marchandises.

Article 77

La partie qui invoque la contravention au contrat doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour limiter la perte, y compris le gain manqué, résultant de la contravention. Si elle néglige de le faire, la partie en défaut peut demander une réduction des dommages-intérêts égale au montant de la perte qui aurait dû être évitée.

Section III

Intérêts

Article 78

Si une partie ne paie pas le prix ou toute autre somme due, l'autre partie a droit à des intérêts sur cette somme, sans préjudice des dommages-intérêts qu'elle serait fondée à demander en vertu de l'article 74.

Section IV

Exonération

Article 79

(1) Une partie n'est pas responsable de l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations si elle prouve que cette inexécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté et que l'on ne pouvait raisonnablement attendre d'elle qu'elle le prenne en considération au moment de la conclusion du contrat, qu'elle le prévienne ou le surmonte ou qu'elle en prévienne ou surmonte les conséquences.

(2) Si l'inexécution par une partie est due à l'inexécution par un tiers qu'elle a chargé d'exécuter tout ou partie du contrat, cette partie n'est exonérée de sa responsabilité que dans le cas :

- (a) he is exempt under the preceding paragraph; and
 (b) the person whom he has so engaged would be so exempt if the provisions of that paragraph were applied to him.

(3) The exemption provided by this article has effect for the period during which the impediment exists.

(4) The party who fails to perform must give notice to the other party of the impediment and its effect on his ability to perform. If the notice is not received by the other party within a reasonable time after the party who fails to perform knew or ought to have known of the impediment, he is liable for damages resulting from such non-receipt.

(5) Nothing in this article prevents either party from exercising any right other than to claim damages under this Convention.

Article 80

A party may not rely on a failure of the other party to perform, to the extent that such failure was caused by the first party's act or omission.

Section V

Effects of Avoidance

Article 81

(1) Avoidance of the contract releases both parties from their obligations under it, subject to any damages which may be due. Avoidance does not affect any provision of the contract for the settlement of disputes or any other provision of the contract governing the rights and obligations of the parties consequent upon the avoidance of the contract.

(2) A party who has performed the contract either wholly or in part may claim restitution from the other party of whatever the first party has supplied or paid under the contract. If both parties are bound to make restitution, they must do so concurrently.

Article 82

(1) The buyer loses the right to declare the contract avoided or to require the seller to deliver substitute goods if it is impossible for him to make restitution of the goods substantially in the condition in which he received them.

(2) The preceding paragraph does not apply:

(a) if the impossibility of making restitution of the goods or of making restitution of the goods substantially in the condition in which the buyer received them is not due to his act or omission;

(b) if the goods or part of the goods have perished or deteriorated as a result of the examination provided for in article 38; or

a) où elle l'est en vertu des dispositions du paragraphe précédent; et

b) où le tiers serait lui aussi exonéré si les dispositions de ce paragraphe lui étaient appliquées.

(3) L'exonération prévue par le présent article produit effet pendant la durée de l'empêchement.

(4) La partie qui n'a pas exécuté doit avertir l'autre partie de l'empêchement et de ses effets sur sa capacité d'exécuter. Si l'avertissement n'arrive pas à destination dans un délai raisonnable à partir du moment où la partie qui n'a pas exécuté a connu ou aurait dû connaître l'empêchement, celle-ci est tenue à des dommages-intérêts du fait de ce défaut de réception.

(5) Les dispositions du présent article n'interdisent pas à une partie d'exercer tous ses droits autres que celui d'obtenir des dommages-intérêts en vertu de la présente Convention.

Article 80

Une partie ne peut pas se prévaloir d'une inexécution par l'autre partie dans la mesure où cette inexécution est due à un acte ou à une omission de sa part.

Section V

Effets de la résolution

Article 81

(1) La résolution du contrat libère les deux parties de leurs obligations, sous réserve des dommages-intérêts qui peuvent être dus. Elle n'a pas d'effet sur les stipulations du contrat relatives au règlement des différends ou aux droits et obligations des parties en cas de résolution.

(2) La partie qui a exécuté le contrat totalement ou partiellement peut réclamer restitution à l'autre partie de ce qu'elle a fourni ou payé en exécution du contrat. Si les deux parties sont tenues d'effectuer des restitutions, elles doivent y procéder simultanément.

Article 82

(1) L'acheteur perd le droit de déclarer le contrat résolu ou d'exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement s'il lui est impossible de restituer les marchandises dans un état sensiblement identique à celui dans lequel il les a reçues.

(2) Le paragraphe précédent ne s'applique pas :

a) si l'impossibilité de restituer les marchandises ou de les restituer dans un état sensiblement identique à celui dans lequel l'acheteur les a reçues n'est pas due à un acte ou à une omission de sa part;

b) si les marchandises ont péri ou sont détériorées, en totalité ou en partie, en conséquence de l'examen prescrit à l'article 36; ou

(c) if the goods or part of the goods have been sold in the normal course of business or have been consumed or transformed by the buyer in the course of normal use before he discovered or ought to have discovered the lack of conformity.

Article 83

A buyer who has lost the right to declare the contract avoided or to require the seller to deliver substitute goods in accordance with article 82 retains all other remedies under the contract and this Convention.

Article 84

(1) If the seller is bound to refund the price, he must also pay interest on it, from the date on which the price was paid.

(2) The buyer must account to the seller for all benefits which he has derived from the goods or part of them:

(a) if he must make restitution of the goods or part of them; or

(b) if it is impossible for him to make restitution of all or part of the goods or to make restitution of all or part of the goods substantially in the condition in which he received them, but he has nevertheless declared the contract avoided or required the seller to deliver substitute goods.

Section VI

Preservation of the Goods

Article 85

If the buyer is in delay in taking delivery of the goods or, where payment of the price and delivery of the goods are to be made concurrently, if he fails to pay the price, and the seller is either in possession of the goods or otherwise able to control their disposition, the seller must take such steps as are reasonable in the circumstances to preserve them. He is entitled to retain them until he has been reimbursed his reasonable expenses by the buyer.

Article 86

(1) If the buyer has received the goods and intends to exercise any right under the contract or this Convention to reject them, he must take such steps to preserve them as are reasonable in the circumstances. He is entitled to retain them until he has been reimbursed his reasonable expenses by the seller.

(2) If goods dispatched to the buyer have been placed at his disposal at their destination and he exercises the right to reject them, he must take possession of them on behalf of the seller, provided that this can be done without payment of the price and without unreasonable inconvenience or unreasonable expense.

c) si l'acheteur, avant le moment où il a constaté ou aurait dû constater le défaut de conformité, a vendu tout ou partie des marchandises dans le cadre d'une opération commerciale normale ou a consommé ou transformé tout ou partie des marchandises conformément à l'usage normal.

Article 83

L'acheteur qui a perdu le droit de déclarer le contrat résolu ou d'exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement en vertu de l'article 82 conserve le droit de se prévaloir de tous les autres moyens qu'il tient du contrat et de la présente Convention.

Article 84

(1) Si le vendeur est tenu de restituer le prix, il doit aussi payer des intérêts sur le montant de ce prix à compter du jour du paiement.

(2) L'acheteur doit au vendeur l'équivalent de tout profit qu'il a retiré des marchandises ou d'une partie de celles-ci :

a) lorsqu'il doit les restituer en tout ou en partie; ou

b) lorsqu'il est dans l'impossibilité de restituer tout ou partie des marchandises ou de les restituer en tout ou en partie dans un état sensiblement identique à celui dans lequel il les a reçues et que néanmoins il a déclaré le contrat résolu ou a exigé du vendeur la livraison de marchandises de remplacement.

Section VI

Conservation des marchandises

Article 85

Lorsque l'acheteur tarde à prendre livraison des marchandises ou qu'il n'en paie pas le prix alors que le paiement du prix et la livraison doivent se faire simultanément, le vendeur, s'il a les marchandises en sa possession ou sous son contrôle, doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour en assurer la conservation. Il est fondé à les retenir jusqu'à ce qu'il ait obtenu de l'acheteur le remboursement de ses dépenses raisonnables.

Article 86

(1) Si l'acheteur a reçu les marchandises et entend exercer tout droit de les refuser en vertu du contrat ou de la présente Convention, il doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour en assurer la conservation. Il est fondé à les retenir jusqu'à ce qu'il ait obtenu du vendeur le remboursement de ses dépenses raisonnables.

(2) Si les marchandises expédiées à l'acheteur ont été mises à sa disposition à leur lieu de destination et si l'acheteur exerce le droit de les refuser, il doit en prendre possession pour le compte du vendeur à condition de pouvoir le faire sans paiement du prix et sans inconvénients ou frais déraisonnables. Cette disposition

in articles 10 and 11. It is intended that the Convention should be applied to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 10

The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 11

(1) A party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

(2) The party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

(3) The party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

CHAPTER III
BASIC PROVISIONS

The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 12

A contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 13

(1) The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 14

A party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

Article 15

(1) A party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

(2) The party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

(3) The party who is bound to deliver the goods in accordance with the Convention may, at his option, substitute the performance of his obligation by the delivery of a substitute which is of the same kind and quality as the goods which he is bound to deliver.

PART IV
FINAL PROVISIONS

The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

Article 16

The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

(1) The Convention shall apply to a contract for the sale of goods which is made in a country which is not a party to the Convention, but which is made in a country which is a party to the Convention, and which is made in a country which is a party to the Convention.

This provision does not apply if the seller or a person authorized to take charge of the goods on his behalf is present at the destination. If the buyer takes possession of the goods under this paragraph, his rights and obligations are governed by the preceding paragraph.

Article 87

A party who is bound to take steps to preserve the goods may deposit them in a warehouse of a third person at the expense of the other party provided that the expense incurred is not unreasonable.

Article 88

(1) A party who is bound to preserve the goods in accordance with article 85 or 86 may sell them by any appropriate means if there has been an unreasonable delay by the other party in taking possession of the goods or in taking them back or in paying the price or the cost of preservation, provided that reasonable notice of the intention to sell has been given to the other party.

(2) If the goods are subject to rapid deterioration or their preservation would involve unreasonable expense, a party who is bound to preserve the goods in accordance with article 85 or 86 must take reasonable measures to sell them. To the extent possible he must give notice to the other party of his intention to sell.

(3) A party selling the goods has the right to retain out of the proceeds of sale an amount equal to the reasonable expenses of preserving the goods and of selling them. He must account to the other party for the balance.

PART IV

FINAL PROVISIONS

Article 89

The Secretary-General of the United Nations is hereby designated as the depositary for this Convention.

Article 90

This Convention does not prevail over any international agreement which has already been or may be entered into and which contains provisions concerning the matters governed by this Convention, provided that the parties have their places of business in States parties to such agreement.

Article 91

(1) This Convention is open for signature at the concluding meeting of the United Nations Conference on Contracts for the International Sale of Goods and will remain open for signature by all States at the Headquarters of the United Nations, New York until 30 September 1981.

ne s'applique pas si le vendeur est présent au lieu de destination ou s'il y a en ce lieu une personne ayant qualité pour prendre les marchandises en charge pour son compte. Les droits et obligations de l'acheteur qui prend possession des marchandises en vertu du présent paragraphe sont régis par le paragraphe précédent.

Article 87

La partie qui est tenue de prendre des mesures pour assurer la conservation des marchandises peut les déposer dans les magasins d'un tiers aux frais de l'autre partie, à condition que les frais qui en résultent ne soient pas déraisonnables.

Article 88

(1) La partie qui doit assurer la conservation des marchandises conformément aux articles 85 ou 86 peut les vendre par tous moyens appropriés si l'autre partie a apporté un retard déraisonnable à prendre possession des marchandises ou à les reprendre ou à payer le prix ou les frais de leur conservation, sous réserve de notifier à cette autre partie, dans des conditions raisonnables, son intention de vendre.

(2) Lorsque les marchandises sont sujettes à une détérioration rapide ou lorsque leur conservation entraînerait des frais déraisonnables, la partie qui est tenue d'assurer la conservation des marchandises conformément aux articles 85 ou 86 doit raisonnablement s'employer à les vendre. Dans la mesure du possible, elle doit notifier à l'autre partie son intention de vendre.

(3) La partie qui vend les marchandises a le droit de retenir sur le produit de la vente un montant égal aux frais raisonnables de conservation et de vente des marchandises. Elle doit le surplus à l'autre partie.

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

Article 89

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

Article 90

La présente Convention ne prévaut pas sur un accord international déjà conclu ou à conclure qui contient des dispositions concernant les matières régies par la présente Convention, à condition que les parties au contrat aient leur établissement dans des États parties à cet accord.

Article 91

(1) La présente Convention sera ouverte à la signature à la séance de clôture de la Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises et restera ouverte à la signature de tous les États au Siège de l'Organisa-

(2) This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

(3) This Convention is open for accession by all States which are not signatory States as from the date it is open for signature.

(4) Instruments of ratification, acceptance, approval and accession are to be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 92

(1) A Contracting State may declare at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession that it will not be bound by Part II of this Convention or that it will not be bound by Part III of this Convention.

(2) A Contracting State which makes a declaration in accordance with the preceding paragraph in respect of Part II or Part III of this Convention is not to be considered a Contracting State within paragraph (1) of article 1 of this Convention in respect of matters governed by the Part to which the declaration applies.

Article 93

(1) If a Contracting State has two or more territorial units in which, according to its constitution, different systems of law are applicable in relation to the matters dealt with in this Convention, it may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention is to extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may amend its declaration by submitting another declaration at any time.

(2) These declarations are to be notified to the depositary and are to state expressly the territorial units to which the Convention extends.

(3) If, by virtue of a declaration under this article, this Convention extends to one or more but not all of the territorial units of a Contracting State, and if the place of business of a party is located in that State, this place of business, for the purposes of this Convention, is considered not to be in a Contracting State, unless it is in a territorial unit to which the Convention extends.

(4) If a Contracting State makes no declaration under paragraph (1) of this article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 94

(1) Two or more Contracting States which have the same or closely related legal rules on matters governed by this Conven-

tion des Nations Unies, à New York, jusqu'au 30 septembre 1981.

(2) La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires.

(3) La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les États qui ne sont pas signataires, à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.

(4) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 92

(1) Tout État contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par la troisième partie de la présente Convention.

(2) Un État contractant qui fait, en vertu du paragraphe précédent, une déclaration à l'égard de la deuxième partie ou de la troisième partie de la présente Convention ne sera pas considéré comme étant un État contractant, au sens du paragraphe 1 de l'article premier de la Convention, pour les matières régies par la partie de la Convention à laquelle cette déclaration s'applique.

Article 93

(1) Tout État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles, selon sa constitution, des systèmes de droit différents s'appliquent dans les matières régies par la présente Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

(2) Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et désigneront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

(3) Si, en vertu d'une déclaration faite conformément au présent article, la présente Convention s'applique à l'une ou plusieurs des unités territoriales d'un État contractant, mais non pas à toutes, et si l'établissement d'une partie au contrat est situé dans cet État, cet établissement sera considéré, aux fins de la présente Convention, comme n'étant pas situé dans un État contractant, à moins qu'il ne soit situé dans une unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

(4) Si un État contractant ne fait pas de déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

Article 94

(1) Deux ou plusieurs États contractants qui, dans des matières régies par la présente Convention, appliquent des règles

tion may at any time declare that the Convention is not to apply to contracts of sale or to their formation where the parties have their places of business in those States. Such declarations may be made jointly or by reciprocal unilateral declarations.

(2) A Contracting State which has the same or closely related legal rules on matters governed by this Convention as one or more non-Contracting States may at any time declare that the Convention is not to apply to contracts of sale or to their formation where the parties have their places of business in those States.

(3) If a State which is the object of a declaration under the preceding paragraph subsequently becomes a Contracting State, the declaration made will, as from the date on which the Convention enters into force in respect of the new Contracting State, have the effect of a declaration made under paragraph (1), provided that the new Contracting State joins in such declaration or makes a reciprocal unilateral declaration.

Article 95

Any State may declare at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession that it will not be bound by subparagraph (1)(b) of article 1 of this Convention.

Article 96

A Contracting State whose legislation requires contracts of sale to be concluded in or evidenced by writing may at any time make a declaration in accordance with article 12 that any provision of article 11, article 29, or Part II of this Convention, that allows a contract of sale or its modification or termination by agreement or any offer, acceptance, or other indication of intention to be made in any form other than in writing, does not apply where any party has his place of business in that State.

Article 97

(1) Declarations made under this Convention at the time of signature are subject to confirmation upon ratification, acceptance or approval.

(2) Declarations and confirmations of declarations are to be in writing and be formally notified to the depositary.

(3) A declaration takes effect simultaneously with the entry into force of this Convention in respect of the State concerned. However, a declaration of which the depositary receives formal notification after such entry into force takes effect on the first day of the month following the expiration of six months after the date of its receipt by the depositary. Reciprocal unilateral declarations under article 94 take effect on the first day of the month following the expiration of six months after the receipt of the latest declaration by the depositary.

juridiques identiques ou voisines peuvent, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'appliquera pas aux contrats de vente ou à leur formation lorsque les parties ont leur établissement dans ces États. De telles déclarations peuvent être faites conjointement ou être unilatérales et réciproques.

(2) Un État contractant qui, dans des matières régies par la présente Convention, applique des règles juridiques identiques ou voisines de celles d'un ou de plusieurs États non contractants peut, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'appliquera pas aux contrats de vente ou à leur formation lorsque les parties ont leur établissement dans ces États.

(3) Lorsqu'un État à l'égard duquel une déclaration a été faite en vertu du paragraphe précédent devient par la suite un État contractant, la déclaration mentionnée aura, à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ce nouvel État contractant, les effets d'une déclaration faite en vertu du paragraphe 1, à condition que le nouvel État contractant s'y associe ou fasse une déclaration unilatérale à titre réciproque.

Article 95

Tout État peut déclarer, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'il ne sera pas lié par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention.

Article 96

Tout État contractant dont la législation exige que les contrats de vente soient conclus ou constatés par écrit peut à tout moment déclarer, conformément à l'article 12, que toute disposition de l'article 11, de l'article 29 ou de la deuxième partie de la présente Convention autorisant une forme autre que la forme écrite pour la conclusion, la modification ou la résiliation amiable d'un contrat de vente, ou pour toute offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ne s'applique pas dès lors que l'une des parties a son établissement dans cet État.

Article 97

(1) Les déclarations faites en vertu de la présente Convention lors de la signature sont sujettes à confirmation lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation.

(2) Les déclarations et la confirmation des déclarations seront faites par écrit et formellement notifiées au depositaire.

(3) Les déclarations prendront effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'État déclarant. Cependant, les déclarations dont le depositaire aura reçu notification formelle après cette date prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de leur réception par le depositaire. Les déclarations unilatérales et réciproques faites en vertu de l'article 94 prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de la réception de la dernière déclaration par le depositaire.

(4) Any State which makes a declaration under this Convention may withdraw it at any time by a formal notification in writing addressed to the depositary. Such withdrawal is to take effect on the first day of the month following the expiration of six months after the date of the receipt of the notification by the depositary.

(5) A withdrawal of a declaration made under article 94 renders inoperative, as from the date on which the withdrawal takes effect, any reciprocal declaration made by another State under that article.

Article 98

No reservations are permitted except those expressly authorized in this Convention.

Article 99

(1) This Convention enters into force, subject to the provisions of paragraph (6) of this article, on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date of deposit of the tenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, including an instrument which contains a declaration made under article 92.

(2) When a State ratifies, accepts, approves or accedes to this Convention after the deposit of the tenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, this Convention, with the exception of the Part excluded, enters into force in respect of that State, subject to the provisions of paragraph (6) of this article, on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

(3) A State which ratifies, accepts, approves or accedes to this Convention and is a party to either or both the Convention relating to a Uniform Law on the Formation of Contracts for the International Sale of Goods done at The Hague on 1 July 1964 (1964 Hague Formation Convention) and the Convention relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods done at The Hague on 1 July 1964 (1964 Hague Sales Convention) shall at the same time denounce, as the case may be, either or both the 1964 Hague Sales Convention and the 1964 Hague Formation Convention by notifying the Government of the Netherlands to that effect.

(4) A State party to the 1964 Hague Sales Convention which ratifies, accepts, approves or accedes to the present Convention and declares or has declared under article 92 that it will not be bound by Part II of this Convention shall at the time of ratification, acceptance, approval or accession denounce the 1964 Hague Sales Convention by notifying the Government of the Netherlands to that effect.

(4) Tout État qui fait une déclaration en vertu de la présente Convention peut à tout moment la retirer par une notification formelle adressée par écrit au dépositaire. Ce retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

(5) Le retrait d'une déclaration faite en vertu de l'article 94 rendra caduque, à partir de la date de sa prise d'effet, toute déclaration réciproque faite par un autre État en vertu de ce même article.

Article 98

Aucune réserve n'est autorisée autre que celles qui sont expressément autorisées par la présente Convention.

Article 99

(1) La présente Convention entrera en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent article, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, y compris tout instrument contenant une déclaration faite en vertu de l'article 92.

(2) Lorsqu'un État ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhèrera après le dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention, à l'exception de la partie exclue, entrera en vigueur à l'égard de cet État, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent article, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

(3) Tout État qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhèrera et qui est partie à la Convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels faite à La Haye le 1^{er} juillet 1964 (Convention de La Haye en 1964 sur la formation) ou à la Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels faite à La Haye le 1^{er} juillet 1964 (Convention de La Haye en 1964 sur la vente), ou à ces deux Conventions, dénoncera en même temps, selon le cas, la Convention de La Haye de 1964 sur la vente ou la Convention de La Haye sur la formation, ou ces deux conventions, en adressant une notification à cet effet au Gouvernement néerlandais.

(4) Tout État partie à la Convention de La Haye en 1964 sur la vente qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhèrera et qui déclarera ou aura déclaré en vertu de l'article 92 qu'il n'est pas lié par la deuxième partie de la Convention dénoncera, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, la Convention de La Haye de 1964 sur la vente en adressant une notification à cet effet au Gouvernement néerlandais.

(5) A State party to the 1964 Hague Formation Convention which ratifies, accepts, approves or accedes to the present Convention and declares or has declared under article 92 that it will not be bound by Part III of this Convention shall at the time of ratification, acceptance, approval or accession denounce the 1964 Hague Formation Convention by notifying the Government of the Netherlands to that effect.

(6) For the purpose of this article, ratifications, acceptances, approvals and accessions in respect of this Convention by States parties to the 1964 Hague Formation Convention or to the 1964 Hague Sales Convention shall not be effective until such denunciations as may be required on the part of those States in respect of the latter two Conventions have themselves become effective. The depositary of this Convention shall consult with the Government of the Netherlands, as the depositary of the 1964 Conventions, so as to ensure necessary co-ordination in this respect.

Article 100

(1) This Convention applies to the formation of a contract only when the proposal for concluding the contract is made on or after the date when the Convention enters into force in respect of the Contracting States referred to in subparagraph (1)(a) or the Contracting State referred to in subparagraph (1)(b) of article 1.

(2) This Convention applies only to contracts concluded on or after the date when the Convention enters into force in respect of the Contracting States referred to in subparagraph (1)(a) or the Contracting State referred to in subparagraph (1)(b) of article 1.

Article 101

(1) A Contracting State may denounce this Convention, or Part II or Part III of the Convention, by a formal notification in writing addressed to the depositary.

(2) The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary. DONE at Vienna, this day of eleventh day of April, one thousand nine hundred and eighty, in a single original, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Convention.

(5) Tout État partie à la Convention de La Haye de 1964 sur la vente qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhérera et qui déclarera ou aura déclaré en vertu de l'article 92 qu'il n'est pas lié par la troisième partie de la Convention dénoncera, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, la Convention de La Haye de 1964 sur la formation en adressant une notification à cet effet au Gouvernement néerlandais.

(6) Aux fins du présent article, les ratifications, acceptations, approbations et adhésions effectuées à l'égard de la présente Convention par des États parties à la Convention de La Haye de 1964 sur la formation ou à la Convention de La Haye de 1964 sur la vente ne prendront effet qu'à la date à laquelle les dénonciations éventuellement requises de la part desdits États à l'égard de ces deux Conventions auront elles-mêmes pris effet. Le dépositaire de la présente Convention s'entendra avec le Gouvernement néerlandais, dépositaire des conventions de 1964, pour assurer la coordination nécessaire à cet égard.

Article 100

(1) La présente Convention s'applique à la formation des contrats conclus à la suite d'une proposition intervenue après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard des États contractants visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article premier ou de l'État contractant visé à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier.

(2) La présente Convention s'applique uniquement aux contrats conclus après son entrée en vigueur à l'égard des États contractants visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article premier ou de l'État contractant visé à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier.

Article 101

(1) Tout État contractant pourra dénoncer la présente Convention, ou la deuxième ou la troisième partie de la Convention, par une notification formelle adressée par écrit au dépositaire.

(2) La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

FAIT à Vienne, le onze avril mil neuf cent quatre-vingt, en un seul original, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques.

EN FOI DE QUOI les plenipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

C-82

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

C-82

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

An Act to amend An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec and An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal, and to validate certain fees and charges established pursuant thereto

Loi modifiant l'Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec et modifiant l'Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal, et portant validation de certains honoraires, droits et frais

First reading, September 26, 1990

Première lecture le 26 septembre 1990

THE MINISTER OF TRANSPORT

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

An Act to amend An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec and An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal, and to validate certain fees and charges established pursuant there-
to

Loi modifiant l'Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec et modifiant l'Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal, et portant validation de certains honoraires, droits et frais

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1871, c. 33;
1873, c. 11;
1980-81-82-83,
c. 8

AN ACT TO PROVIDE FOR THE
APPOINTMENT OF A PORT WARDEN FOR
THE HARBOR OF QUEBEC

ACTE POUR POURVOIR À LA NOMINATION
D'UN GARDIEN DE PORT POUR LE HAVRE DE
QUÉBEC

1871, ch. 33;
1873, ch. 11;
1980-81-82-83,
ch. 8

1. Section 10 of *An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec* is amended by deleting therefrom the words “, who shall each be entitled to a fee not exceeding five dollars,”.

1. L'article 10 de l'Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec est modifié par suppression de « , qui auront droit chacun à une rémunération n'excédant pas cinq piastres ».

1980-81-82-83,
c. 8, s. 1(2)

2. Section 25 of the said Act is amended by deleting therefrom the words “, which shall never exceed twenty dollars”.

2. L'article 25 du même acte est modifié par suppression de « ; lesquels ne s'élèveront jamais au-delà de vingt piastres ».

1980-81-82-83,
ch. 8, par. 1(2)

1980-81-82-83,
c. 8, s. 1(2)

3. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. L'article 27 du même acte est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82-83,
ch. 8, par. 1(2)

Fees or charges

“27. (1) The board of directors of the Board of Trade and Industry of the Metropolitan Quebec may fix the fees or charges, or the manner of determining the fees or charges, to be paid to the Port Warden for or in respect of any services performed by the Port Warden or any Deputy Port Warden.”

«27. (1) Le conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain peut fixer les honoraires et frais payables au gardien de port pour services rendus par lui ou son député, ou en déterminer les règles de fixation.»

Honoraires et
frais

EXPLANATORY NOTES

An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec

Clause 1: This amendment would remove an antiquated limitation on the fees payable to persons assisting the Port Warden in the survey of damaged vessels.

Clause 2: This amendment would remove an antiquated limitation on the fees payable in appeals to the Council of the Board of Trade for the City of Quebec from disputes with the Port Warden.

Clause 3: Section 27 at present reads as follows:

"27. The board of directors of the Board of Trade and Industry of the Metropolitan Quebec may, from time to time, establish a tariff of fees to be paid to the Port Warden for services performed by him and his deputies, by the masters or owners of sea-going vessels, and by others in respect of whom the duties of the said Port Warden are required to be performed; which tariff, being first approved by the Governor in Council, shall be in force until repealed or altered by the said Governor in Council, or by the said board of directors of the Board of Trade and Industry, as it may be at any time, with the approval of

NOTES EXPLICATIVES

Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec

Article 1. — Supprime la limitation des honoraires payables aux personnes assistant le gardien de port lors de l'inspection des navires endommagés.

Article 2. — Supprime la limitation des frais payables en appel d'une décision du gardien de port devant le conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain.

Article 3. — Texte actuel de l'article 27 :

"27. Le conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain pourra, de temps à autre, établir un tarif des honoraires payables au gardien de port pour services rendus par ce dernier et ses députés, par les maîtres ou propriétaires de bâtiments destinés à la mer, et par tous autres qui requerront les services du dit gardien de port, lequel tarif, après approbation du gouverneur en conseil, sera en force tant qu'il ne sera pas modifié ou révoqué par le gouverneur en conseil ou par le dit conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie, comme cela pourra avoir lieu de temps à autre, avec l'approbation du gouverneur en

Notice of proposed fees or charges

(2) Subject to subsection (3), the board of directors shall cause notice of any fees, charges or manner that it proposes to fix pursuant to subsection (1) to be published at least thirty days before the proposed effective date thereof in the *Canada Gazette* and in one or more newspapers of general circulation in the City of Quebec and shall specify in the notice the place to which and the time within which representations may be sent with respect to the proposed fees, charges or manner.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil d'administration donne avis des honoraires et frais qu'il se propose de fixer, ou des règles de fixation qu'il se propose de déterminer, en application du paragraphe (1), par publication dans la *Gazette du Canada* et dans un ou plusieurs journaux largement diffusés dans la cité de Québec, au moins trente jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur. L'avis doit prévoir les date et lieu où devront être envoyées les observations à cet égard.

Publication des honoraires et frais proposés

Exception

(3) No notice is required to be published pursuant to subsection (2) with respect to any fees, charges or manner if notice with respect thereto was previously published pursuant to that subsection, whether or not the fees, charges or manner were amended after the publication as a result of representations made pursuant to the notice.

(3) Ne sont pas visés les avis déjà publiés dans les conditions prévues au paragraphe (2), même s'ils ont été modifiés à la suite d'observations présentées conformément à ce paragraphe.

Exception

Notice of fees or charges

(4) The board of directors shall cause notice of any fees, charges or manner that it fixes pursuant to subsection (1) to be published in the *Canada Gazette* and in one or more newspapers of general circulation in the City of Quebec.

(4) Le conseil d'administration donne avis, par publication dans la *Gazette du Canada*, des honoraires et frais qu'il fixe ou des règles de fixation qu'il détermine en application du paragraphe (1). Il publie cet avis dans un ou plusieurs journaux largement diffusés dans la cité de Québec.

Publication des honoraires et frais

Payment

(5) The fees or charges for or in respect of any services performed by the Port Warden or any Deputy Port Warden are payable at the time the services are performed and by the master, or the owner or representative of the owner, of the vessel in respect of which the services are performed."

(5) Les honoraires et frais payables en vertu du paragraphe (1) sont exigibles du maître du navire, de son propriétaire, ou du représentant de celui-ci, dès le moment où les services sont rendus.»

Paiement

1980-81-82-83, c. 8, s. 1(1)

4. Section 31 of the said Act is repealed.

4. L'article 31 du même acte est abrogé.

1882, c. 45; 1980-81-82-83, c. 8

AN ACT TO AMEND AND CONSOLIDATE THE ACTS RELATING TO THE OFFICE OF PORT WARDEN FOR THE HARBOUR OF MONTREAL

ACTE À L'EFFET D'AMENDER ET REFONDRE LES ACTES CONCERNANT L'EMPLOI DE GARDIEN DE PORT POUR LE HAVRE DE MONTRÉAL

1980-81-82-83, ch. 8, par. 1(1)
1882, ch. 45; 1980-81-82-83, ch. 8

5. Section 11 of *An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal* is amended by substituting the words “; and the cost of the survey shall be paid by the party or parties calling for the survey and” for the words “not exceeding five dollars

5. Dans l'article 11 de l'Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal, «un honoraire n'excédant pas cinq piastres chacun, le coût total de cette inspection ne devant, en aucun cas, dépasser quinze piastres, lequel sera payé par celui ou ceux

35

the Governor in Council; but such fees shall not exceed the rates hereinafter mentioned, that is to say:—

1. For every survey and the certificate thereof by the Port Warden and his assistant, of the hatches and cargo of any vessel, or of the hull, spars and rigging thereof, or the survey of damaged goods, a fee, including the certificate thereof, not exceeding eight dollars each, and such further sum, not exceeding five dollars, as may be payable to shipwrights or other skilled persons employed by him.

2. For every valuation of a vessel for average, and every inspection of a vessel intended to load, a fee to be graduated according to the tonnage of such vessel, but not in any case to exceed ten dollars.

3. For hearing and settling disputes of which the Port Warden is authorized to take cognizance, and for the fees on appeal to the board of directors of the Board of Trade and Industry of the Metropolitan Quebec, a sum to be graduated according to the value of the thing or the amount in dispute, but in no case to exceed twenty dollars.

4. The foregoing maximum rates, comprehending the fees for the incidental proceedings, certificates and copies, may be altered and apportioned, and the particular service distinguished, and the fee therefor assigned, and the person by whom the same shall be paid, may be indicated in such way as the board of directors of the Board of Trade and Industry may from time to time appoint; and all rates and fees so established shall be subject to the approval of the Governor in Council, who shall have power from time to time to reject or modify and alter such fees and rates."

Clause 4: Section 31 reads as follows:

"31. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the board of directors of the Board of Trade and Industry of the Metropolitan Quebec may, from time to time, by order, establish fees and charges for the services described in paragraphs numbered 1. to 3. in section 27 without regard to any rates, maximum rates or sums specified in those paragraphs.

(2) Where a fee or charge is established pursuant to subsection (1) for any service referred to in that subsection, such fee or charge shall have effect notwithstanding section 27 of this Act."

An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal

Clause 5: This amendment would remove an antiquated limitation on the fees payable to persons assisting the Port Warden in the examination of damaged goods.

conseil; mais ces honoraires n'excéderont pas l'échelle ci-après mentionnée, savoir:

1. Pour chaque inspection et certificat par le gardien de port ou son assistant, des écoutilles d'un navire, de sa cargaison, ou de sa coque, sa mâture et son gréement, ou pour chaque inspection des marchandises avariées, un honoraire, y compris le certificat, n'excédant pas huit piastres, et une autre somme n'excédant pas cinq piastres, qui pourra être payable à des charpentiers de navires, soit à d'autres personnes habiles employées par lui;

2. Pour chaque évaluation d'un navire pour avarie, et pour chaque inspection d'un navire qu'on se propose de charger, un honoraire qui devra être proportionné à son tonnage, mais qui ne devra excéder en aucun cas dix piastres;

3. Pour entendre et régler les différends dont le gardien de port est autorisé à prendre connaissance, et pour les honoraires dans les cas d'appel à la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, une somme proportionnée à la valeur de la chose ou au montant en litige, mais qui ne devra excéder en aucun cas vingt piastres;

4. Le maximum des honoraires précédents, comprenant tous honoraires pour les procédures incidentes et les certificats et copies, pourra être modifié et réparti, le service particulier distingué, l'honoraire pour ce service assigné, et la personne par qui l'honoraire sera payé, pourra être indiquée de telle manière que le conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie pourra de temps à autre ordonner; et tous les droits et honoraires ainsi établis seront sujets à l'approbation du gouverneur en conseil, qui aura le pouvoir de les rejeter ou de les modifier de temps à autre.»

Article 4. — Texte de l'article 31 :

«31. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain pourra, de temps à autre, fixer, par ordre, des honoraires et frais pour les services décrits aux alinéas 1. à 3. de l'article 27, sans tenir compte des honoraires, du maximum des honoraires ou des sommes qui y sont indiqués.

(2) Les honoraires et frais, fixés en conformité avec le paragraphe (1) pour les services mentionnés à ce paragraphe, s'appliquent nonobstant l'article 27 de la présente loi.»

Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal

Article 5. — Supprime la limitation des honoraires payables aux personnes assistant le gardien de port lors de l'inspection des marchandises endommagées.

each - nor shall the total cost of such survey, in any case, exceed fifteen dollars, which shall be paid by the party or parties calling for such survey; and such cost”.

6. Section 12 of the said Act is amended by substituting the words “for the survey” for the words “not exceeding five dollars for the first survey, and two dollars for each subsequent one on which their services may be required”.

7. (1) Section 24 of the French version of the said Act is amended by substituting the words “des honoraires fixés” for the words “de l’honoraire fixé”.

(2) Section 24 of the said Act is further amended by substituting the words “a fee” for the words “a fee of five dollars”.

8. Section 27 of the said Act is amended by deleting therefrom the words “, which shall not exceed ten dollars”.

9. Section 28 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“28. (1) The Council of the Board of Trade at the City of Montreal may fix the fees or charges, or the manner of determining the fees or charges, to be paid to the Port Warden for or in respect of any services performed by the Port Warden or any Deputy Port Warden.

(2) Subject to subsection (3), the Council shall cause notice of any fees, charges or manner that it proposes to fix pursuant to subsection (1) to be published at least thirty days before the proposed effective date thereof in the *Canada Gazette* and in one or more newspapers of general circulation in the City of Montreal and shall specify in the notice the place to which and the time within which representations may be sent with respect to the proposed fees, charges or manner.

(3) No notice is required to be published pursuant to subsection (2) with respect to any fees, charges or manner if notice with respect thereto was previously published pursuant to that subsection, whether or not the fees, charges or manner were amended

qui demanderont l’inspection; et ces frais d’inspection» est remplacé par «des honoraires; et les frais d’inspection seront payés par celui ou ceux qui demanderont l’inspection et».

6. Dans l’article 12 du même acte, «n’excédant pas cinq piastres pour la première inspection, et deux piastres pour chaque inspection subséquente» est remplacé par «pour chaque inspection».

7. (1) Dans l’article 24 de la version française du même acte, «de l’honoraire fixé» est remplacé par «des honoraires fixés».

(2) Dans l’article 24 du même acte, «un honoraire de cinq piastres» est remplacé par «des honoraires».

8. L’article 27 du même acte est modifié par suppression de «, qui ne devra pas dépasser dix piastres».

9. L’article 28 du même acte est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«28. (1) Le Conseil du Bureau de Commerce de la cité de Montréal peut fixer les honoraires et frais payables au gardien de port pour services rendus par lui ou son adjoint, ou en déterminer les règles de fixation.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le Conseil donne avis des honoraires et frais qu’il se propose de fixer, ou des règles de fixation qu’il se propose de déterminer, en application du paragraphe (1), par publication dans la *Gazette du Canada* et dans un ou plusieurs journaux largement diffusés dans la cité de Montréal, au moins trente jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur. L’avis doit prévoir les date et lieu où devront être envoyées les observations à cet égard.

(3) Ne sont pas visés les avis déjà publiés dans les conditions prévues au paragraphe (2), même s’ils ont été modifiés à la suite d’observations présentées conformément à ce paragraphe.

1980-81-82-83, c. 8, s. 2(2)(F)

Fees or charges

Notice of proposed fees or charges

Exception

5

10

1980-81-82-83, ch. 8, par. 2(2)(F)

Honoraires et frais

Publication des honoraires et frais proposés

Exception

Clause 6: This amendment would remove an antiquated limitation on the fees payable to persons assisting the Port Warden in the survey of damaged vessels.

Clause 7: (1) and (2) This amendment would correct the French version and remove an antiquated limitation on the fees payable to the Port Warden for attendance at court.

Clause 8: This amendment would remove an antiquated limitation on the expenses payable in appeals to the Board of Trade at Montreal from disputes with the Port Warden.

Clause 9: Section 28 at present reads as follows:

"28. The Council of the Board of Trade at the City of Montreal may, from time to time, upon the recommendation of the Board of Examiners or otherwise, establish a tariff of fees to be paid to the Port Warden, for services performed by him and his deputies, by the masters or owners of sea-going vessels, and by others in respect of whom the duties of the said Port Warden are required to be performed,—which tariff, being first approved of by the Governor in Council, shall be in force until repealed or altered by the said Council of the Board of Trade,—as it may be at any time, with the approval or by the order of the Governor in Council; but such fees shall not exceed the rates hereinafter mentioned, that is to say:—

1. For every survey, and certificate thereof by the Port Warden, of the hatches and cargo of any vessel, or of the hull, spars and rigging thereof, or the survey of damaged goods, a fee, including the certificate thereof, not exceeding eight dollars each;
2. For every valuation of a vessel for average, and every inspection of a vessel intended to load, a fee to be graduated according to the tonnage of such vessel, but not in any case to exceed ten dollars;
3. For hearing and settling disputes of which the Port Warden is authorized to take cognizance, and for the fees on appeal to the Board of Examiners, a sum to be graduated according to the value of the thing or the amount in dispute, but in no case to exceed ten dollars;
4. In addition to the fees hereinbefore authorized to be taken for services performed by the Port Warden or his deputies, the following fees and charges shall be paid by the shippers of the following articles from the Port of Montreal in sea-going vessels, that is to say:—

Article 6. — Supprime la limitation des honoraires payables aux personnes assistant le gardien de port lors de l'inspection des navires endommagés.

Article 7, (1) et (2). — Corrige la version française et supprime la limitation des indemnités payables au gardien de port pour comparution à la cour.

Article 8. — Supprime la limitation des frais payables en appel d'une décision du gardien de port devant le conseil de la Chambre de commerce de la cité de Montréal.

Article 9. — Texte actuel de l'article 28 :

"28. Le Conseil du Bureau de Commerce de la cité de Montréal pourra de temps à autre, sur la recommandation du bureau des examinateurs ou autrement, établir un tarif des honoraires payables au gardien de port pour services rendus par lui ou ses adjoints, par les patrons ou armateurs de navires de long cours et par tous autres à l'égard desquels on requerra les services du gardien de port, lequel tarif, après avoir été approuvé par le Gouverneur en conseil, sera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit révoqué ou modifié par le Conseil du Bureau de Commerce, comme cela pourra avoir lieu de temps à autre avec l'approbation ou sur l'ordre du Gouverneur en conseil; mais ces honoraires n'excéderont pas les taux ci-dessous mentionnés, savoir:—

1. Pour chaque inspection et certificat d'inspection par le gardien de port, des écoutes d'un navire, de sa cargaison, ou de sa coque, sa mâture et son grément, ou pour chaque inspection des marchandises avariées, un honoraire, y compris le certificat, n'excédant pas huit piastres;
2. Pour chaque évaluation d'un navire pour avarie, et pour chaque inspection d'un navire qu'on se propose de charger, un honoraire proportionné à son tonnage, mais qui ne devra excéder en aucun cas dix piastres;
3. Pour entendre et régler les différends dont le gardien de port est autorisé à prendre connaissance, et pour les honoraires dans le cas d'appel au bureau des examinateurs, une somme proportionnée à la valeur de la chose ou au montant en litige, mais qui ne devra excéder en aucun cas dix piastres;
4. En sus des honoraires ci-dessus autorisés comme rémunération des services du gardien de port ou de ses adjoints, les honoraires et frais qui suivent seront payés par les expéditeurs des articles ci-dessous, chargés dans le port de Montréal sur des navires de long cours, savoir:—

after the publication as a result of representations made pursuant to the notice.

Notice of fees or charges

(4) The Council shall cause notice of any fees, charges or manner that it fixes pursuant to subsection (1) to be published in the *Canada Gazette* and in one or more newspapers of general circulation in the City of Montreal.

5

(4) Le Conseil donne avis, par publication dans la *Gazette du Canada*, des honoraires et frais qu'il fixe ou des règles de fixation qu'il détermine en application du paragraphe (1). Il publie cet avis dans un ou plusieurs journaux largement diffusés dans la cité de Montréal.

Publication des honoraires et frais

5

Payment

(5) The fees or charges for or in respect of any services performed by the Port Warden or any Deputy Port Warden are payable at the time the services are performed and by the master, or the owner or representative of the owner, of the vessel in respect of which the services are performed."

10

(5) Les honoraires et frais payables en vertu du paragraphe (1) sont exigibles du patron du navire, de son armateur, ou du représentant de celui-ci, dès le moment où les services sont rendus.»

Paiement

10

1980-81-82-83, c. 8, s. 2(1)

10. Section 33 of the said Act is repealed.

10. L'article 33 du même acte est abrogé.

1980-81-82-83, ch. 8, par. 2(1)

VALIDATION OF FEES AND CHARGES

VALIDATION DES HONORAIRES ET FRAIS

Validation of fees and charges

11. All tariffs of fees and charges established, or purporting to have been established, pursuant to sections 27 and 31 of *An Act to provide for the appointment of a Port Warden for the Harbor of Quebec* and sections 28 and 33 of *An Act to amend and consolidate the Acts relating to the office of Port Warden for the Harbour of Montreal*, as those sections read from time to time before the coming into force of this Act, are hereby declared for all purposes to have been validly established and all fees and charges collected under those sections are hereby declared for all purposes to have been validly collected.

20

11. Les tarifs des honoraires, des droits et des frais fixés ou réputés l'avoir été en vertu des articles 27 et 31 de l'*Acte pour pourvoir à la nomination d'un gardien de port pour le Havre de Québec* et des articles 28 et 33 de l'*Acte à l'effet d'amender et refondre les actes concernant l'emploi de gardien de port pour le havre de Montréal*, avec leurs modifications successives antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont valides et les honoraires, droits et frais imposés en vertu de ces dispositions ont été validement perçus.

Validation des honoraires et frais

25

ON FLOUR.

On all flour shipped from the said port, a fee not exceeding seventy-five cents for every thousand barrels, with a proportionate charge for every fractional quantity thereof;

ON ASHES.

On all ashes shipped from the said port, a fee not exceeding two cents per barrel;

ON CATTLE AND HORSES.

On all cattle and horses shipped from the said port, a fee not exceeding one and one-half cents per head;

ON SHEEP AND PIGS.

On all sheep and pigs shipped from the said port, a fee not exceeding one-quarter of one cent per head;

ON SAWN LUMBER.

On all sawn lumber shipped from the said port, a fee not exceeding one-half cent per thousand feet;

ON DEALS.

On all deals shipped from the said port, a fee not exceeding two cents per Petersburg standard hundred;

ON STAVES.

On all puncheon and West India staves shipped from the said port, a fee not exceeding eight cents per mille, and on all pipe staves a fee not exceeding thirty cents per mille;

PHOSPHATES.

On all phosphates shipped from the said port, a fee not exceeding one cent per ton weight;

ON OTHER ARTICLES.

On other articles not herein enumerated, being natural productions, two cents per ton weight, or ton measurement;

On all other articles shipped from the said port, and not hereinbefore enumerated, a fee not exceeding six cents per ton weight or ton measurement, and the same fee on all quantities or parcels of such other articles exceeding in the whole shipment half a ton, though not amounting to one ton weight or measurement; but no fee shall be charged in respect of such other articles for any shipment not amounting to half a ton, or for any fractional part of a ton in any shipment exceeding one or more tons:

Fees apportioned for particular services, must be approved by the Governor in Council:

The foregoing maximum rates, comprehending the Port Warden's fees for the incidental proceedings, certificates and copies, may be altered and apportioned, and the particular service distinguished and the fees therefor assigned, and the person by whom the same shall be paid, may be indicated in such way as the Council of the Board of Trade may from time to time appoint; and all rates so established shall be subject to the approval of the Governor in Council, who shall have power, from time to time to reject or modify and alter such fees and rates: Provided however, that the said Council of the Board of Trade may, from time to time, reduce any one or all of the fees and rates before mentioned, without obtaining the sanction of the Governor in Council as aforesaid."

SUR LA FARINE.

Sur toute farine de blé expédiée du dit port, un honoraire n'excédant pas soixante-quinze centins par mille barils, et un honoraire proportionnel pour toute fraction de cette quantité.

SUR LES ALCALIS.

Sur tous les alcalis expédiés du dit port, un honoraire n'excédant pas deux centins par baril.

SUR LES BESTIAUX ET CHEVAUX.

Sur tous les bestiaux et chevaux expédiés du dit port, un honoraire n'excédant pas un centin et demi par tête.

SUR LES MOUTONS ET PORCS.

Sur tous moutons et porcs expédiés du dit port, un honoraire n'excédant pas un quart de centin par tête.

SUR LE BOIS DE SERVICE.

Sur tout bois de service expédié du dit port, un honoraire n'excédant pas un demi-centin par mille pieds.

SUR LES MADRIERS.

Sur tous madriers expédiés du dit port, un honoraire n'excédant pas deux centins par cent, étalon de Saint-Petersbourg.

SUR LES DOUVES.

Sur toutes douves à barrique et des Antilles expédiées du dit port, un honoraire n'excédant pas huit centins par mille, et sur toutes douves à tonneau, un honoraire n'excédant pas trente centins par mille.

SUR LES PHOSPHATES.

Sur tous phosphates expédiés du dit port, un honoraire n'excédant pas un centin par tonne de poids.

SUR D'AUTRES ARTICLES.

Sur tous autres articles non énumérés ci-dessus, étant des produits naturels, deux centins par tonne de poids ou de capacité.

Sur tous autres articles expédiés du dit port et non énumérés ci-dessus, un honoraire n'excédant pas six centins par tonne de poids ou de capacité, et le même honoraire sur toute quantité ou tout colis de tels autres articles excédant une demi-tonne dans tout le chargement, bien que n'atteignant pas une tonne de poids ou de capacité; mais nul honoraire ne sera exigible à l'égard de tels autres articles pour aucune expédition n'atteignant pas une demi-tonne, ni pour aucune fraction de tonne dans une expédition de plus d'une tonne.

Les honoraires prescrits pour services particuliers devront être approuvés par le Gouverneur en conseil.

Les droits maximum précédents, comprenant tous honoraires du gardien de port pour les procédures incidentes, les certificats et copies, pourront être modifiés et répartis, le service particulier distingué, l'honoraire pour ce service assigné, et la personne par qui l'honoraire sera payé pourra être indiquée, de telle manière que le Conseil du Bureau de Commerce pourra de temps à autre ordonner; et tous les droits et honoraires ainsi établis seront sujets à l'approbation du Gouverneur en conseil, qui aura le pouvoir de les rejeter et de les changer ou modifier de temps à autre; pourvu, cependant, que le dit Conseil du Bureau de Commerce puisse, de temps à autre, réduire tous ou aucun des droits et honoraires ci-dessus mentionnés, sans obtenir la sanction du Gouverneur en conseil comme susdit.»

PUR LA VENTE

ON FLOOR

Les droits mentionnés précédemment sont à valoir sur le droit de port pour les marchandises incidentes au trafic de transit et pour les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...

SEORAS

ON WARE

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...

SEORAS

ON WARE

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...
 On all floor shall from the end port, a fee not exceeding...
 The goods for every shipment shall with a proportionate charge for...

Les marchandises destinées à être réexportées dans le pays d'origine ou à être réimportées dans le pays de destination sont exemptées de droits de port.

Clause 10: Section 33 reads as follows:

“33. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Council of the Board of Trade at the City of Montreal may, from time to time, upon the recommendation of the Board of Examiners or otherwise, by order, establish fees for the services described in paragraphs numbered 1. to 3. in section 28 and fees and charges to be paid by the shippers of articles enumerated or described in or under paragraph numbered 4. in that section from the Port of Montreal in sea-going vessels without regard to any rates or maximum rates specified in those paragraphs.

(2) Where any fee or charge is established pursuant to subsection (1), such fee or charge shall have effect notwithstanding section 28 of this Act.”

Article 10. — Texte de l'article 33 :

«33. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le Conseil du Bureau de Commerce de la cité de Montréal pourra, de temps à autre, sur la recommandation du bureau des examinateurs ou autrement, fixer, par ordre, des honoraires pour les services décrits aux alinéas 1. à 3. de l'article 28 et des honoraires et frais payables par les expéditeurs des articles énumérés ou décrits à l'alinéa 4. dudit article ou en vertu dudit alinéa, chargés dans le port de Montréal sur des navires de long cours, sans tenir compte des droits ou des droits maximaux qui y sont indiqués.

(2) Les honoraires ou frais, fixés en conformité avec le paragraphe (1), s'appliquent nonobstant l'article 28 de la présente loi.»

Article 17 - (Text of Article 17)

17. (1) The Board of Directors of the Corporation shall have the authority to make and alter the bylaws of the Corporation and to cause the same to be recorded in the office of the Secretary of State of the State of New York.

(2) The Board of Directors of the Corporation shall have the authority to make and alter the articles of incorporation of the Corporation and to cause the same to be recorded in the office of the Secretary of State of the State of New York.

Article 18 Section 33 reads as follows:

33. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Board of Directors of the Corporation may from time to time upon the recommendation of the Board of Directors, or otherwise by order, resolution, or by the affirmative vote of a majority of the Board of Directors, cause to be printed and distributed to the members of the Corporation a copy of the report of the Board of Directors on the business of the Corporation for the year ending on the 31st day of December next preceding the year for which the report is made.

(2) Where any fee or charge is levied or assessed upon any member of the Corporation, the Board of Directors may from time to time upon the recommendation of the Board of Directors, or otherwise by order, resolution, or by the affirmative vote of a majority of the Board of Directors, cause to be printed and distributed to the members of the Corporation a copy of the report of the Board of Directors on the business of the Corporation for the year ending on the 31st day of December next preceding the year for which the report is made.







